UNIVERSITÉ SORBONNE NOUVELLE - PARIS 3
UNIVERSIDADE ESTADUAL PAULISTA
« JÚLIO DE MESQUITA FILHO »

ED 268 Langages et langues : description, théorisation, transmission
Recherches linguistiques en Terminologie

Programa de Pós-graduação em Estudos Linguísticos
Descrição e análise das línguas de especialidade

Thèse de doctorat en cotutelle en Sciences du Langage
Tese de doutorado em cotutela em Estudos Linguísticos

Gildaris FERREIRA PANDIM

ÉTUDE SUR LES ASPECTS CULTURELS DE LA TERMINOLOGIE DES CONTRATS DE PRESTATION DE SERVICES EN PORTUGAIS ET FRANÇAIS

ESTUDO SOBRE OS ASPECTOS CULTURAIS DA TERMINOLOGIA DOS CONTRATOS DE PRESTAÇÃO DE SERVIÇOS EM LÍNGUA PORTUGUESA E LÍNGUA FRANCESA

Thèse dirigée par
Tese sob orientação de
Loïc DEPECKER
Lidia ALMEIDA BARROS

Soutenue le 15 Janvier 2014
Defendida em 15 de Janeiro de 2014

JURY
BANCA
Loïc DEPECKER, Professeur des universités, Université Sorbonne Nouvelle - Paris 3
Lidia ALMEIDA BARROS, Professeur des universités, Universidade Estadual Paulista, UNESP
Maria Aparecida BARBOSA, Professeur des universités, Universidade de São Paulo, USP
Jeni SILVA TURAZZA, Professeur des universités, Pontifícia Universidade Católica, PUC
Jean PRUVOST, Professeur des universités, Université de Cergy-Pontoise

Étude sur les aspects culturels de la terminologie des contrats de prestation de services en portugais et français

Résumé

Ce travail s'insérant dans le domaine de la Terminologie a comme objectif l'étude de la terminologie présente dans le contrat de prestation de services en portugais (du Brésil) et en français (de France). Les recherches ont été réalisées à partir de deux corpus d'étude, composés de contrats rédigés originellement en langues portugaise et française. La terminologie repérée dans les contrats de prestation de services dispose de termes simples, de termes complexes, de termes composés, d'abréviations (sigles et acronymes). La plupart des termes (80%) présente des équivalents (portugais-français) ayant concept, définition et utilisation équivalentes. Les divergences ou absences d'équivalences sont motivées par la manière dont les contrats de prestation de services sont conçus ou par la divergence de découpage des concepts (lacune linguistique et absence de concept ou objet dans une réalité). Cela nous a permis l'observation de termes désignant des réalités typiques du Brésil ou de la France. Certains facteurs linguistiques, sociaux et culturels ont été repérés sous-jacents aux distorsions et aux absences d'équivalences, parmi lesquels nous avons étudié spécialement les aspects culturels. La culture peut conditionner la construction et la perception des concepts; nous avons pu observer lors des recherches réalisées que quelques unités lexicales, dans un domaine de spécialité, sont marquées culturellement, le découpage des concepts étant fait différemment dans deux ou plusieurs sociétés. La description de ces aspects est d'une grande importance pour les professionnels travaillant dans ce domaine, surtout le terminologue, le traducteur et le juriste.

Mots clés : terminologie, culture, contrat de prestation de services, langue portugaise, langue française.

Study of cultural factors on terminology of service agreements in Portuguese and French languages

Abstract

This work, inserted in the scope of Terminology, aims at studying the recurrent terminology in service agreements in the language pair Portuguese (from Brazil) and French (from France). The research was carried out based on two study corpora, comprised of agreements originally drafted in Portuguese (CPSP) and by agreements originally drafted in French (CPSF). From the perspective of terminological studies, terminology found in service agreements consist of simple terms, complex terms, compound terms, brachygraphic forms (abbreviations and acronyms). Once they are legal instruments, service agreements contain many terms arising from the legal field. From the interlinguistic perspective, a large part of the terms (80%) has counterparts in the language pair Portuguese-French with similar concept, definition and use. Divergences or lack of equivalence are motivated by the form service agreements are conceived or by divergent conceptual perspectives (linguistic gap and lack of concept or object), culminating with the observation of terms that represent typically Brazilian or French realities. Linguistic, social and cultural factors underlie these divergences or lacks of equivalence, among which factors cultural aspects deserve special attention. Culture may condition the construction and perception of concepts, making it possible for us to realize, during research, that some lexical units within a certain specialty domain hold a considerable cultural influence, not necessarily shared with two or more realities. The description of these aspects is very relevant for professionals who work in this domain, among whom terminologists, translators and jurists shall be highlighted.

Keywords: terminology, culture, service agreement, Portuguese language, French language.

Remerciements

Je remercie d'abord mes directeurs de recherches doctorales, Lidia Almeida Barros et Loïc Depecker. Leurs soutiens professionnel et académique ont été indispensables pour la réalisation de ce travail.

Tous mes remerciements vont à Meilyn Cardoso Lucchesi Teodoro et à Nathalie Lastennet, pour leur importante aide en ce qui concerne la terminologie juridique.

Je remercie également Maria Aparecida Barbosa d'avoir fait des observations pertinentes lors du débat du *III Seminário de Estudos Linguísticos*, événement réalisé à l'*Instituto de Biociências, Letras e Ciências Exatas* (IBILCE) les 10, 11 et 12 août 2011.

Les conseils donnés au *Exame Geral de Qualificação*, réalisé à l'IBILCE le 13 mai 2013, par Norma Wimmer et par Celso Fernando Rocha ont été très importants pour que ce travail soit plus précis.

Pour leur disponibilité, leur engagement et leurs observations, je remercie enfin tous les membres du jury et leurs suppléants.

RÉSUMÉ SUBSTANTIEL DE LA THÈSE

Introduction

On observe une relation croissante entre le Brésil et la France ces dernières années en matière d'investissement et de commerce. En plus des relations d'amitié étroites et traditionnelles qui unissent les deux pays, le Brésil et la France ont un partenariat stratégique, basé sur le principe de la réciprocité, mettant en valeur les domaines des technologies de pointe et de l'enseignement supérieur et de la recherche.

L'échange commercial entre les deux pays est en expansion ces dernières années. Le Ministère des Affaires Étrangères brésilien signale que l'échange commercial entre les deux pays a atteint, de janvier à novembre 2011, le montant de 8,9 milliards US$, ayant dépassé ainsi le montant atteint en 2010 (8,37 milliards US$).

La France, l'un des nos dix principaux partenaires commerciaux, est placée en cinquième position parmi les plus grands investisseurs au Brésil en 2011, avec des moyens, jusqu'au mois de septembre 2011, qui s'élèvent à 2,3 milliards US$, ce qui représente 4,5% du total des investissements reçus. De 2001 à 2011, les entrées d'investissement de la France au Brésil se sont élevés à 19 milliards US$, selon le Ministère des Affaires Étrangères Brésilien.

En plus de l'échange commercial, actuellement, plus de 400 entreprises françaises sont implantées au Brésil. En France, la présence d'établissements commerciaux brésiliens est moins importante, l'ambassade brésilienne à Paris signale qu'il existe seulement quinze entreprises brésiliennes implantées en France. On constate cependant la présence d'associations, de professionnels brésiliens ou franco-brésiliens travaillant surtout dans les domaines juridique (cabinets d'avocats), de l'enseignement et de la recherche.

Les échanges entre les deux pays se font par le biais de plusieurs organismes.

Au Brésil, les organismes français sont présents dans pratiquement tous les états (sauf Acre, Piauí, Rondônia, Roraima, Tocantins) et représentés par : (a) ambassade et consulats ; (b) consuls honoraires ; (c) acteurs économiques (Chambre de commerce, Service économique, Mission économique) ; (d) alliances françaises ; (e) lycées et collèges ; (f) instituts de recherche.

En France, les organismes brésiliens sont présents dans les principales villes françaises, notamment à Paris, et représentés par : (a) ambassade et consulats ; (b) consuls honoraires ; (c) acteurs économiques (Chambre de commerce) ; (d) milieu scolaire et académique.

La formalisation des accords et coopérations entre les personnes physiques ou morales de ces deux pays peut être ainsi contractuellement réalisée par le biais du contrat de prestation de services. Malgré cela, nous ne trouvons pas actuellement des œuvres spécifiques portant sur le vocabulaire de la prestation de services mono- ou bilingues (portugais − français ou vice-versa). Nous n'avons retrouvé lors de nos recherches qu'un lexique concernant les prestations de services monolingue (français québécois), publié au Québec (Ouimet, 2002).

Comme tout autre type de document, le contrat de prestation de services peut être traduit, au motif de relations commerciales, sociales et relevant du droit international. Dans ce cas, une bonne connaissance et une profonde maîtrise des cadres juridiques de chaque pays, ainsi que de la terminologie récurrente dans ce type de documents sont appréciées lors d'une traduction. Le traducteur pourra rencontrer quelques difficultés lors de la recherche des équivalences en langue étrangère de la terminologie relative au contrat de prestation de services.

Pour que ce professionnel comprenne les différences présentes entre deux ou plusieurs réalités linguistiques et soit capable de trouver un équivalent adéquat dans la langue traduite, la consultation d'un dictionnaire bilingue peut s'avérer insuffisante. Lors des traductions, la consultation à, dans les deux langues, de dictionnaires monolingues spécialisés, de textes juridiques traitant du sujet concerné et de documents originellement rédigés dans la langue traduite ressemblant au document à traduire s'avère nécessaire. Consulter des spécialistes du domaine est également l'un des outils d'aide au traducteur.

En raison des différences des réalités juridiques entre les pays, chacun avec ses spécificités propres et ses interprétations diverses de la réalité, il convient, dans le domaine de la Terminologie, de la Terminographie, de la Traduction et de l'étude et la recherche bilingue juridiques, de délimiter et, surtout, de bien comprendre les sens que chaque terme peut avoir dans le discours spécialisé, inséré dans une culture donnée.

La complexité du vocabulaire juridique a été abordée par certains auteurs, soit des linguistes, soit des professionnels travaillant dans le domaine juridique, en raison des spécificités qu'il présente, liées au contexte social de chaque société (Cornu, 2005; Diki-Kidiri, 2008 ; Gémar, 1991, 2002, 2005 ; Lavoie, 2003 ; Lerat et Sourioux, 1975, 1994 ; Sparer, 1979).

Nous proposons, dans cette recherche, de collaborer au progrès des études terminologiques concernant le domaine de la prestation de services aussi bien au Brésil qu'en France. Sa terminologie est principalement juridique, car le contrat de prestation de services

est un document juridique. Pour réaliser cette étude, nous avons adopté, dans cette thèse, l'approche théorique suivante :

- le contrat de prestation de services : nous nous sommes basés principalement sur : Barbieri (1995) ; Delebecque (1993) ; Delebecque e Dutilleul (2001) ; Code Civil français ; Freitas (2005) ; Código Civil Brasileiro (2002).Venosa (2003) ;
- la Terminologie générale : nous adoptons les concepts développés dans les travaux de Barros (2004, 2007), Depecker (2007, 2005, 2002, 1999), Rey (1979, 1988, 2007) ;
- la Terminologie Bilingue : les travaux de Barros et Silva (2005), Depecker (2002) et Dubuc (2002) nous ont guidés dans notre recherche.
- les aspects culturels : nous nous sommes basés sur les travaux de Boulanger (1995), Diki-kidiri (1998, 2007, 2008), Gambier (1987), Gaudin (2007, 2005, 2003, 1993a, 1993b, 1993c, 1991), Guespin (1985).

En plus de l'approche théorique, nous avons suivi quelques étapes méthodologiques pendant la recherche. Dans cette optique, nous avons travaillé avec deux corpus d'étude, composés par des contrats de prestation de services rédigés originellement en portugais (CPSP) et des contrats de prestation de services rédigés originellement en français (CPSF).

Nous avons élaboré un glossaire de 294 termes en portugais et 273 termes en français et, pour chaque terme, en portugais et en français, résultant de ce repérage, nous avons réuni les données suivantes : la catégorie grammaticale, les éventuelles variantes, les définitions obtenues dans les œuvres spécialisées et les contextes d'usage.

Les œuvres spécialisées composant notre bibliographie d'appui ont été, respectivement, en portugais et en français :

- *Vocabulário Jurídico* (De Plácido e Silva, 2007) ; *Dicionário Jurídico* (Diniz, 2005) ; *Dicionário de Economia* (Sandroni, 1999) ; *Dicionário Jurídico* (Sidou, 2009);
- *Vocabulaire juridique* (Cornu, 2007) ; *Lexique des termes juridiques* (Guillien ; Vincent, 2009) ; *Dictionnaire juridique : Terminologie du contrat* (Lerat ; Sourioux, 1994) ; *Lexique d'économie* (Silem ; Albertini, 2008).

En plus de la compilation du glossaire de termes pertinents aux contrats de prestation de services en portugais et en français, nous avons eu deux principaux objectifs dans cette thèse : (1) la description des rapprochements et différences du contrat de prestation de services brésilien et français ; et (2) l'analyse interlinguistique, portugais-français, dont

l'objectif a été l'étude des aspects culturels de certains termes qui ont révélé quelques particularités dans ce sens.

Cette recherche s'est basée sur les aspects suivants, dont nous avons débattu et auxquels nous avons répondu dans la thèse, ayant comme repère le CPSP et le CPSF :

1) Le texte du contrat de prestation de services :
   a) Comment s'organisent les contrats de prestation de services brésilien et français du point de vue textuel ?
   b) Quelles clauses sont communes et quelles clauses diffèrent ?
   c) Quel type d'information les clauses communes et celles qui ne le sont pas contiennent-elles ?
2) Dans une perspective interlinguistique :
   a) Du point de vue quantitatif et qualitatif, comment se portent les équivalences entre les termes des contrats de prestation de services brésiliens et français ?
   b) Combien et quels termes présents aux contrats de prestation de services brésiliens n'ont pas d'équivalents dans la langue française et vice-versa ?
   c) Quels facteurs linguistiques et socioculturels sont subjacents à ces absences d'équivalence ?
3) Les questions culturelles :
   a) Pourquoi l'étude des aspects culturels est importante pour les sous-ensembles terminologiques spécialisés ; et dans le cas présent, pour celui de la prestation de services ?
   b) Comment le découpage conceptuel des termes marqués culturellement est-il réalisé, dans une perspective bilingue portugais − français ou vice-versa ?

La thèse est structurée en trois parties et composée de sept chapitres. Dans ce résumé substantiel, nous ne présentons qu'un résumé de chaque partie.

Dans la première partie, nous avons présenté le cadre théorique adopté dans notre recherche. Nous décrivons, d'abord, les aspects théoriques du contrat de prestation de services au Brésil et en France. Nous nous sommes penchés également sur la problématique du vocabulaire juridique, étant donné que le contrat étudié est un document juridique et qu'une grande partie de la terminologie est définie dans ce domaine. Ensuite, nous présentons les liens unissant la Terminologie et la Linguistique, en exposant les éléments théoriques fondamentaux dans la recherche terminologique et terminographique, à savoir : concept, définition, désignation, terme et domaine de spécialité. Nous concluons la première partie traitant de la Terminologie bilingue et du cadre théorique utilisé lors de l'analyse

interlinguistique portugais−français des aspects culturels observés lors de la recherche d'équivalents de la terminologie du contrat de prestation de services.

Dans la deuxième partie de ce travail, nous décrivons la méthodologie adoptée lors de la réalisation de la recherche. Nous présentons, ainsi, la manière dont nous avons procédé dans l'élaboration des corpus portugais et français. Quelques concepts de la Linguistique de Corpus nous ont aidés lors du repérage, de la compilation et de la gestion électronique des corpus d'étude. Le repérage et l'établissement de la terminologie récurrente dans le contrat de prestation de services ont été réalisés à l'aide des œuvres, en portugais et en français, qui constituent la bibliographie d'appui de cette recherche, ainsi que notre expérience dans la recherche terminologique, conjointement à la connaissance des aspects théoriques du contrat de prestation de services et à l'utilisation d'outils électroniques. Après avoir repéré les données en portugais et en français, la maîtrise des langues étudiées a été fondamentale dans l'établissement des équivalences portugais − français. La dernière étape des recherches méthodologiques a été l'alimentation de la base de données terminologique par la création et l'insertion des données ainsi que par la compilation des fiches terminologiques bilingues portugais − français.

La troisième partie concerne la présentation, la description et l'analyse des données obtenues. Nous présentons, d'abord, le glossaire bilingue portugais − français des termes récurrents dans le contrat de prestation de services avec ses données terminologiques respectives. Les définitions des termes ont été obtenues grâce à des œuvres spécialisées. Ensuite, vous trouverez l'analyse interlinguistique, où nous avons eu comme objectif d'étudier, dans une perspective bilingue, l'influence des aspects culturels en rapport avec certains termes équivalents repérés.

Nous présentons, enfin, la conclusion et la bibliographie utilisée lors de la recherche.

Cette recherche s'insère dans un projet majeur, intitulé "Le lexique pour la traduction assermentée" (*O léxico para a tradução juramentada* - LexTraJu), coordonné par Lidia Almeida Barros, professeur à l'Université Estadual Paulista (UNESP) dont l'objectif est l'étude de la terminologie retrouvée dans les documents les plus sollicités de la traduction assermentée entre les langues portugaise et française.

PARTIE I. Théorie

Le contrat de prestation de services

Le contrat de prestation de services est un document par lequel le prestataire s'engage à offrir un service au client. Plusieurs prestations de services peuvent faire objet d'un contrat de ce type. Le contrat est réglementé par les principes généraux des contrats, mais présente également des règles spécifiques, applicables selon le type de la prestation réalisée.

Ce document juridique a pour objet la réalisation de services matériels ou intellectuels, moyennant rémunération. Le prestataire est tenu maître de son service, il n'a pas de liens de subordination juridique ou hiérarchique envers le client.

La prestation de services est réglementée par les articles 594 à 609 du Code Civil brésilien et par les articles 1710, 1779, 1787 à 1791, 1794 à 1799 du Code Civil français.

Il s'agit d'un contrat consensuel, exigeant une capacité contractuelle ; il est bilatéral et commutatif (Diniz et al., 2002 ; Fiuza, 2008 ; Freitas, 2005 ; Venosa, 2003).

La réalisation d'une prestation de services implique de l'autonomie et de l'aisance de la part du prestataire, responsable par son travail auprès du client et de la Justice.

Les professionnels prestataires de services, qu'ils soient avocats, comptables, traducteurs, consultants, dentistes, techniciens informatiques, psychologues, vétérinaires, entre autres, établissent, légalement, les accords réalisés entre ces professionnels et leurs clients dans le but de, d'une manière générale :

a) délimiter l'objet du service réalisé, ainsi que les obligations de chaque partie ;
b) déterminer les délais légaux d'exécution du service ;
c) fixer la rémunération et les conditions de paiement ;
d) définir la jurisprudence compétente, en cas de conflits ou autres.

Le contrat peut être conclu entre des personnes physiques ou morales (droit privé).

En tant que personne physique, le prestataire peut réaliser des services en tant que professionnel libéral (autonome). Au Brésil, la personne physique peut exercer des professions sans lien de subordination, en réalisant des services professionnels, même lorsqu'elle possède un établissement où elle développe ses activités et emploie du personnel (*Decreto n° 3.000, de 26 de março de 1999 - Regulamento do Imposto sobre a Renda - RIR/1999, art. 150, § 2 º, inciso I*).

Le SEBRAE (Serviço Brasileiro de Apoio às Micro e Pequenas Empresas [service brésilien d'aide aux très petites et petites entreprises]) liste tous les cas considérés comme professions libérales (professionnel autonome) (Sarandy, s.d.). Le professionnel libéral est aussi celui qui exerce une activité intellectuelle, scientifique, littéraire ou artistique, en étant dûment diplômé pour cet exercice. Cependant, si l'exercice de la profession intellectuelle constitue un élément d'entreprise, qu'il soit consacré à la production ou la circulation de biens et services, ces activités intellectuelles sont considérées comme économiques (Diniz et al., 2002, *artigo 966, Doutrina*).

En France, le professionnel libéral exerce également toute activité intellectuelle, scientifique, littéraire ou artistique. Le professionnel libéral peut être assujetti à un règlement de la profession (ordre, chambre ou syndicat), et peut exercer les professions diffusées sur la liste du site Internet de l'URSSAF – Union de Recouvrement des cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales.

Il existe, encore, d'autres professionnels libéraux n'étant pas assujettis à un règlement de la profession. Il s'agit de professions n'étant ni commerciales, ni artisanales, ni industrielles, ni agricoles et, pour l'administration fiscale, il s'agit de professions exerçant une science ou art de façon indépendante. Par exemple, consultant et formateur sont considérés comme des professionnels libéraux ne suivant pas le règlement de la profession (URSSAF, 2012).

Le prestataire peut, en plus, posséder un établissement commercial, sous la forme juridique d'une société. Il peut être entrepreneur individuel ou avoir des associés.

Au Brésil, les personnes morales de droit privé comprennent : a) fondations privées ; b) associations civiles, religieuses, morales, scientifiques ou littéraires et les associations reconnues d'utilité publique ; c) les sociétés simples ; d) les entreprises ; e) les partis politiques (Diniz et al., 2002, *artigo 44, Doutrina*).

En France, la personne morale peut aussi être une société, composée par deux ou plusieurs personnes (Code civil français, article 1832). Les sociétés commerciales (qui visent les bénéfices) sont classifiées en : *société en nom collectif*, *société en commandite simple*, *société en commandite par actions*, *société anonyme* et *société à responsabilité limitée* (Cornu, 2007, p. 870–872).

L'entreprise du prestataire de services peut être classifiée, au Brésil, comme *microempresa*, *pequena empresa*, *média empresa*, *média-grande empresa*, *grande empresa*,

selon la recette annuel brute et le nombre d'employés (IBGE – Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística). En France, les entreprises sont classifiées suivant les mêmes critères : *très petite entreprise (TPE), petite et moyenne entreprise (PME), entreprise de taille intermédiaire (ETI)* et *grande entreprise (GE)* (INSEE – Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques).

Les règles générales d'une prestation de services sont réalisées dans le cadre de la législation civile car toute prestation de service constitue une activité professionnelle, autonome, sous forme d'entreprise ou de société simple, et exercée avec une autonomie technique (Salomo, 2005, p. 22–23).

Dans le Code Civil brésilien, nous retrouvons toutes les dispositions qui régissent le contrat de prestation de services (articles 595 à 609) ; il en va de même dans le Code civil français (articles 1779 à 1799-1). Nous nous sommes basées sur ces dispositions ainsi que sur des œuvres juridiques traitant de la prestation de services pour la rédaction des aspects théoriques concernant le contrat de prestation de services en France et au Brésil.

Nous avons ainsi décrit dans la thèse les aspects théoriques du contrat de services brésilien, à savoir, (a) l'objet du contrat et les obligations des parties ; (b) la rémunération et les conditions de la rémunération ; (c) le délai de durée du contrat ; (d) la fin du contrat ; (e) le choix du *foro* ; (f) la signature des parties et des témoins. Nous avons également décrit les aspects théoriques concernant le contrat de prestation de services français, à savoir : (a) les obligations et les responsabilités des parties ; (b) l'objet du contrat et la compétence du prestataire ; (c) le délai de la réalisation de la prestation de services ; (d) la rémunération et les conditions de paiement ; (e) la résiliation, la résolution ou la dissolution du contrat ; (f) l'autorité compétente en cas de litiges.

La terminologie du contrat de prestation de services

La terminologie récurrente aux contrats de prestation de services s'insère dans divers domaines, selon le service réalisé. La plupart de la terminologie récurrente s'insère dans le domaine juridique car il s'agit d'un document juridique, mais le terminologue peut aussi trouver des termes d'usage dans les domaines de l'Économie, de la Psychologie, de la Comptabilité, de l'Éducation, des Finances, de l'Informatique, entre autres, selon la nature du contrat.

Nous retrouvons cette variété de domaines lors de l'étude du contrat de prestation de services en raison de la diversité des prestations d'un contrat de ce type. Nous nous

pencherons cependant sur la terminologie du domaine juridique car il s'agit de la terminologie la plus récurrente dans ces documents.

Le vocabulaire juridique est étudié par les linguistes et professionnels du Droit en raison des particularités qu'il présente. La difficulté de compréhension de ce vocabulaire pour le linguiste est due à ses particularités. Ces particularités sont perceptibles surtout lorsque les documents juridiques doivent être traduits. Dans ce cas, on se pose des questions concernant l'équivalence des effets juridiques, selon Gémar (2002, p. 164).

En effet, ces questions ne s'appliquent pas qu'au vocabulaire ; elles s'appliquent aussi au texte et au discours juridiques. La complexité actuelle des textes juridiques vient du fait qu'ils reproduisent la croissante complexité de la société qui les produit (Gémar, 2002, p. 170).

Lerat et Sourioux s'interrogent sur le besoin d'une formation double, juridique et linguistique, pour que le chercheur réussisse à appréhender d'une façon générale le langage juridique. Selon ces auteurs, face à l'impossibilité, pour le juriste, de faire une étude systématique de ce langage, l'aide d'un linguistique s'avérerait indispensable, ayant pour objectif une application méthodique de la théorie linguistique aux mots et à la syntaxe du droit (Lerat ; Sourioux, 1975, p. 11).

L'aide d'un juriste s'avère également indispensable car connaissant la logique interne du Droit, il aura plus d'aisance dans la délimitation des sens qu'un terme peut avoir dans un contexte juridique. La logique interne du Droit amène le spécialiste à définir et utiliser les termes selon cette logique, ce qui peut s'avérer étrange au non-spécialiste.

> "La vente, pour le juriste, n'est pas ce qu'elle pourrait être au regard de l'homme d'affaires ou même de l'économiste, à savoir l'aliénation d'un bien moyennant un équivalent économique. Pour le juriste, cet équivalent économique doit être un prix, c'est-à-dire une somme d'argent; ce bien doit être une propriété ou un droit incorporel [...]. (Dabin, 1935, p. 117)

Certains aspects de la terminologie juridique récurrente dans les contrats de prestation de services ont attiré notre attention, comme par exemple l'importante variation terminologique, les relations de signification (surtout la polysémie) ainsi que la disparité d'usage de la terminologie étudiée dans les œuvres ou les documents juridiques. Le terminologue, lorsqu'il observe la pratique et l'usage fait de cette terminologie, doit aussi être attentif à réunir des termes adéquats syntaxiquement, sémantiquement et lexicalement.

La Terminologie générale : aspects théoriques

Les théories développées par les terminologues, depuis le début de la Terminologie moderne, ont déterminé le débat d'éléments théoriques traités par cette discipline, comme le concept, l'objet, le terme, la désignation, la définition et le domaine de spécialité.

L'objectif principal, au début des études terminologiques, a été la normalisation des termes technico-scientifiques. Cet intérêt s'est développé dans un contexte marqué par la révolution industrielle à la fin du XIXème siècle, impliquant un besoin, de la part surtout des ingénieurs, de dénomination des divers produits construits afin d'éviter des confusions de communication (Depecker, 1999, p. 7). C'était une époque où le développement était rapide et nouveau pour la population, engendrant des conflits de compréhension terminologique entre spécialistes, techniciens et employés.

Considéré comme le fondateur d'une école de terminologie dédiée à l'étude des besoins de normalisation industrielle à échelle mondiale, Eugen Wüster (1898-1977), ingénieur de formation, a proposé une étude systématique des vocabulaires techniques dans sa thèse intitulé *La normalisation de la terminologie technique industrielle*, soutenue en 1931 (Wüster, 1968, pt. xi). L'élaboration du programme d'études du Comité de Terminologie (ISA 37), crée en 1936 par la Fédération Internationale des Associations Nationales de Normalisation (Wüster, 1968, pt. xi), s'est inspiré de la thèse de Wüster. Quelques années plus tard (dans les années 1950) ce programme est revenu sous le nom de ISO/TC 37 – *Terminologie et autres ressources langagières et ressources de contenu*.

Le travail développé par Wüster a été considéré, quelques années plus tard, par plusieurs spécialistes (Cabré, 1998 ; Humbley, 2004 ; Savatovsky ; Candel, 2007 ; Slodzian, 1993) comme très prescriptif, ce qui pourrait engendrer l'exclusion de l'étude de plusieurs questions linguistiques, sociolinguistiques, sémantiques, variationnistes, ou encore la non-considération de la constante évolution des termes.

Les questions sémantiques et morphologiques sur les lexiques spécialisés ont commencé à être posées à partir des années 1970 dans des études lexicologiques et terminologiques par des auteurs comme Louis Guilbert (1975), Alain Rey (1979) et Jean-Claude Boulanger (1995). Créée au début des années 1970, la base de données terminologique *Termium* de l'Université de Montréal a aidé à l'élaboration de la méthodologie de recherche et de normalisation terminologique de portée internationale.

La publication, en 1979, du livre intitulé *Terminologie : nom et notions*, de Alain Rey, a combattu la vision strictement prescriptive de la Terminologie. L'auteur souligne que "comme la linguistique, la sémantique ou la sémiotique, la terminologie étudie des signes" (Rey, 1979, p. 18).

Dans les années 1980, quelques manuels de Terminologie ont été publié et des politiques terminologiques liées se sont développées, surtout, en ce qui concerne l'aménagement terminologique. Entre autres, nous citons le *Manuel pratique de terminologie*, de Robert Dubuc (1980), œuvre publiée à Paris et à Montréal, qui a subi plusieurs révisions et actualisations (la dernière édition, quatrième édition, date de 2002) et *Introduction à la terminologie* de Guy Rondeau (1984).

Plusieurs approches et théories ont été, ensuite, élaborées, basées sur des aspects surtout sociologiques et variationnistes (la Socioterminologie (Gaudin, 1993a)), communicatifs (la Théorie communicative de la terminologie (Cabré, 1993)), sémantiques (la Terminologie cognitive (Temmerman, 2000), la Terminologie textuelle (Bourigault ; Slodzian, 1998)), anthropologiques et ethnologiques (la Terminologie culturelle (Diki-Kidiri, 2007) et l'Ethnoterminologie (Quirion et al., soumis à publication)) et historiques (la Terminologie diachronique (De Schaetzen, 1989)).

Selon l'ISO, l'un des objectifs principaux du travail terminologique, compris comme le traitement des terminologies spécialisées, est la normalisation des concepts et des terminologies utilisées par des spécialistes et non-spécialistes, pour faciliter et permettre la communication entre ces terminologies (ISO, Norme Internationale ISO 704, 2009, p. V). Cette tâche, cependant, est complexe en raison de la réactivité du terme en tant que signe linguistique.

Si l'on considère que la Terminologie fait partie de la Linguistique, les concepts, les termes, les définitions sont débattus par les terminologues dans des œuvres terminologiques et terminographiques. Le progrès scientifique se met en place en raison des débats sur plusieurs perspectives adoptées par les théories développées sur un même concept.

Linguistique et Terminologie

La Terminologie traite des langues de spécialité, qui, insérées dans un contexte technique et professionnel, présentent, d'une manière générale, les mêmes aspects linguistiques que la langue générale.

Une unité terminologique, lorsqu'elle est utilisée par une société ou groupe, peut réagir de différentes manières et peut subir des influences diverses en raison d'éléments

culturels, de l'histoire, d'aspects sociaux (comme démographiques, sociologiques, économiques).

Le terminologue est considéré, dans ce milieu, comme un médiateur : d'un côté, il est important de considérer la pluralité de sens, de l'autre côté, cependant, il est nécessaire de trouver un terrain d'entente qui réunisse les connaissances spécialisées (à transmettre) et le contexte social.

Le lien qui unit la Linguistique et la Terminologie, du point de vue du signe, de l'objet et du concept est présenté dans l'œuvre *Entre signe et concept : éléments de terminologie générale* (Depecker, 2002) ayant eu comme point de départ la thèse de Doctorat de l'auteur, soutenue en 1994, intitulée *Un exemple d'aménagement terminologique: les commissions ministérielles de Terminologie en France (1970-1993)* et publiée sous le titre *L'invention de la langue, le choix des mots nouveaux* (Depecker, 2001). Il s'agit d'une approche linguistique et terminologique, utilisée par les commissions spécialisées de terminologie et néologie en France, visant à l'aménagement terminologique.

La pratique du terminologue consiste, d'une manière générale, à trouver pour chaque concept une ou plusieurs désignations linguistiques (synonymiques dans une langue ou équivalentes d'une langue vers une autre). Ce travail est possible grâce à la définition, qui permet au terminologue de déterminer que le concept décrit correspond à l'objet étudié et que les désignations renvoient à cet objet moyennant le concept (Depecker, 2002, p. 19).

La Terminologie est une des rares disciplines, selon l'auteur, qui permet l'étude du rapport du signe au concept, ou même à l'objet.

> Le travail du terminologue […] est sans doute de veiller à maintenir la cohérence des langues qu'il a à traiter, et à inscrire les terminologies dans le tissu de la langue. Loin d'être de simples instruments, comme nous avons essayé de le montrer, les langues sont inscrites, par toutes leurs dimensions, y compris scientifiques et techniques, dans des sociétés et dans des cultures qu'elles contribuent à façonner. (Depecker, 2002, p. 96)

Étant donné que les ensembles terminologiques sont insérés dans une langue, une culture et une histoire, les relations logiques et ontologiques – permettant la systématisation du travail terminologique, traitant de la manière dont les concepts interagissent, structurés par les relations hiérarchiques ou non-hiérarchiques – ne sont pas suffisantes dans la compréhension du processus de conception et de désignation d'une unité terminologique. Il suffit de voir, par exemple, le cas des termes spécialisés formés par des métaphores (Gaudin, 2005 ; Oliveira, 2005).

L’imaginaire et le réel se retrouvent constamment. Ceci est encore plus clair lorsqu’on analyse deux langues et qu'on constate combien les unités terminologiques sont impliquées dans l’histoire et dans la culture d’une société. Les études en Philosophie et les analyses des processus cognitifs cherchent à démontrer que nous pensons les choses à l’aide des représentations que nous nous en faisons, selon un processus de conception (Depecker, 2009, p. 135).

Selon l’auteur (Depecker, 2009, p. 135–7), les relations psychologiques interviennent dans ce processus, en raison de la sensation, de la perception, de l’affection que nous pouvons démontrer face à un événement, un objet et/ou une situation. L’imagination linguistique permet l’association des idées, la liaison entre les concepts renvoyant à plusieurs types d’images et/ou de figures présentes et/ou créées dans l’imaginaire.

Les éléments théoriques, le concept, l’objet, la définition, le domaine de spécialité, sont fondamentaux dans la délimitation d’un terme en tant que signe linguistique. Le terme, dans ce cas, diffère du mot car il présente une plus grande technicité. L’un des objectifs de la Terminologie est l’interprétation du geste, de l’acte imaginaire, pour le délimiter, facilitant, ainsi, la compréhension et le transfert de connaissances.

Langue générale, langue de spécialité

La langue générale est définie comme un “système de communication orale et écrite d’usage quotidien et général dans une communauté linguistique” et langue de spécialité est un “système de communication orale et écrite, utilisé par une communauté de spécialistes d’un domaine particulier de la connaissance” (Pavel ; Nolet, 2002, p. 124).

La différence entre langue générale et langue de spécialité se porterait, selon ces auteurs, par rapport au type de communauté qui l’utiliserait : la première, une communauté linguistique et la seconde, une communauté de spécialistes d’un domaine. Nous pensons, cependant, que ce ne sont pas les seuls points de différence entre ces deux langues.

Selon Depecker (2002, p. 62–64), il y a des dimensions de la langue, dans lesquelles les termes s’insèrent. Il s’agit de différencier langue générale, langue commune et langue spécialisée. Nous traitons ce sujet d’une façon plus détaillée dans notre thèse.

Le concept

L'étude en terminologie n'est pas faite à partir du mot, du signifié, ou bien du référent, mais à partir du concept, en rapport avec la pensée et qui peut exister sans nécessairement avoir un représentant linguistique.

> "L'émetteur doit en faire une saisie mentale pour sélectionner un certain nombre d'éléments de la perception: tout ce qui est imaginé ou perçu n'est pas dit. C'est le phénomène fondamental de la conceptualisation, ou réduction sélective de la référence. [...] On peut avoir entendu une conférence, se souvenir de son contenu, et avoir cependant oublié dans quelle langue naturelle elle a été prononcée. La rétention mémorielle est d'ordre conceptuel, et réactivée, naturellement, dans la langue la plus familière au sujet parlant". (Pottier, 1974, p. 21)

Le concept consiste ainsi en la représentation mentale d'un objet, réalisée grâce à la pensée, ce qui implique les relations logiques, ontologiques et psychologiques, à partir d'un contexte ou d'un domaine spécialisé. L'objet est décrit grâce aux caractères définissant un concept.

La désignation

Nous avons choisi l'utilisation de désignation et non de dénomination en raison de l'ampleur d'aspects pouvant être analysés dans une unité terminologique. Les unités lexicales spécialisées font partie d'une communauté linguistique qui se développe, se transforme, et est influencée par plusieurs facteurs économiques, géographiques, démographiques, sociologiques ou bien par les cultures dans lesquelles les unités lexicales s'insèrent.

Désignation exprime l'idée de signe, permettant la visibilité des divers aspects pouvant être analysés dans une unité terminologique.

Le terme

Le terme est un signe linguistique et un élément actif et réactif. Nous pouvons apercevoir sa réactivité en observant son comportement dans la langue : la création d'un néologisme, le choix d'un terme plutôt qu'un autre, sa divulgation dans une communauté (Depecker, 2000, p. 92). Il s'agit d'un signe acquérant un sens spécialisé et renvoyant à un concept.

La définition

La définition, traitée dans une perspective terminologique, a comme objectif décrire un concept, en présentant des caractères suffisants pour la distinguer d'autres concepts présents dans un domaine de spécialité.

Depecker (2002, p. 141) souligne qu'une définition doit présenter les définisseurs, d'ordre linguistique, qui correspondent aux caractéristiques du concept traité et des relations les unissant, d'ordre logique. La définition doit être nécessaire et suffisante, en faisant en sorte qu'il y ait des caractères importants pour une description objective.

Le domaine de spécialité et le secteur d'activités

Le secteur d'activité est déterminé en fonction de la situation professionnelle réelle, il s'agit de l'ensemble d'activités d'une pratique, d'une industrie, d'une profession ou d'un art. Par exemple, pour une « prestation de services », il peut y avoir plusieurs types d'activités : alimentation, transport, tourisme, santé, loisir, informatique, entre autres.

Le domaine est traité par Depecker (2002, p. 145) comme une reconstruction, un système conceptuel, pouvant être plus ou moins structuré, selon les secteurs d'activité et les langues. Il est nécessaire, de ce fait, de délimiter l'activité avec laquelle nous allons travailler afin de procéder, ensuite, à la classification des lexiques spécialisés par domaines et/ou sous-domaines, processus qui aide à établir les caractères spécifiques des concepts visant à être décrits.

Les aspects culturels à la lumière de la Terminologie Bilingue

Dans une recherche terminologique bilingue, le travail du terminologue est de retrouver, dans la langue étrangère, l'équivalence du terme défini dans la langue d'origine. Barros adopte la désignation *Terminologie Bilingue*, adoptée également dans ce travail. Le terminologue doit maîtriser les contenus du domaine de spécialité dans les deux langues dans lesquelles il travaille, faisant preuve d'une grande connaissance intra- et interlinguistique. De plus, les facteurs sociaux et culturels peuvent être importants dans le découpage du concept de chaque terme dans chaque langue.

Le terminologue peut se servir des produits terminologiques ou lexicographiques, comme les glossaires bilingues, les lexiques bilingues, les vocabulaires spécialisés, les dictionnaires phraséologiques unilingues ou multilingues, les normes terminologiques, les banques de données terminologiques, les textes normatifs du domaine de spécialité.

Le dictionnaire permet de repérer les définitions de chaque terme dans les langues étudiées et de procéder à une comparaison de ces définitions afin d'établir les équivalences. Nous ne pouvons pas, cependant, nous fier complètement aux dictionnaires bilingues, car certains dictionnaires ne présentent pas des définitions adéquates et des données spécifiques pour une recherche.

De ce fait, le terminologue a pour rôle de comparer les définitions extraites de plusieurs œuvres afin d'attester l'équivalence d'un terme. Il peut, aussi, se servir de dictionnaires de langue générale, encyclopédies et normes internationales (Rousseau ; Auger, 1978, p. 38).

En plus du travail pratique de repérage des données terminologiques dans la recherche bilingue, la réflexion interlinguistique révèle quelques questions concernant l'influence d'éléments culturels, sociaux, historiques et/ou étymologiques, enfin, à la façon dont est fait le découpage de la réalité dans une langue.

Des facteurs idéologiques, intellectuels, géographiques, des réalités anthropologiques et/ou ethnologiques peuvent influencer dans l'interprétation réalisée du monde par un groupe ou une communauté. La représentation et le poids culturel d'une unité lexicale peuvent présenter des différences en fonction du contexte où cette unité s'insère.

En raison de la nécessité de la prise en compte de la diversité culturelle lors de l'élaboration de produits linguistiques tendant à être culturellement intégrés, le concept de *lexiculture* peut être utilisé pour la description lexicologique, lexicographique, mais peut aussi être appliqué à la description terminologique, dans une perspective monolingue, bilingue et multilingue (Lino, 2010).

Dans ce travail, nous recherchons à unir la terminologie bilingue et l'étude des aspects culturels sous-jacents à quelques termes dans le domaine des contrats de prestation de services, en considérant le milieu socioculturel pour une plus grande compréhension et délimitation des unités culturellement marquées.

Si l'on considère que la langue de spécialité présente, dans les grandes lignes, les mêmes caractéristiques linguistiques, sémantiques, phonétiques que la langue générale, les aspects culturels pourraient être aussi des objets d'étude importants. La relation entre langue et culture a été déjà traité par plusieurs auteurs, nous citons entre autres Benveniste (1966) ;

Hagège (2006); Vignaux (in Antoine ; Cerquiglini, 2000); Lévi-Strauss (1958, 1962) ; Foucault (1966) et Poirier (1968).

La société a tendance à classifier et comparer les données, les situations, les événements afin de pouvoir comprendre ce qui est nouveau (Lévi-Strauss, 1962, p. 17). Pour cela, l'on utilise la langue, un moyen de communication pouvant rassembler des éléments culturels importants. Benveniste (1966, p. 29) souligne que l'on ne peut pas concevoir la langue et la culture séparément, étant donné que la langue est un des moyens par lesquels l'homme assimile la culture, en la perpétuant ou en la transformant.

La culture est définie, dans ce travail, comme l'ensemble ou les ensembles de valeurs d'un groupe ou d'une société, dans le sens de l'Anthropologie, de l'Ethnologie et de la Philosophie (Cassirer, 1972 ; Lévi-Strauss, 1958, 1973 ; Linton, 1977; Lombard, 1994 ; Poirier, 1968, 1978). Cet ensemble ou ces ensembles de valeurs consistent en plusieurs conventions produites, assimilées et transmises **par** et **pour** la société ou le groupe. Ces conventions ne se développent pas harmonieusement dans un groupe ou dans une société, en effet, elles sont transmises par le groupe à une personne, et, additionnées aux conventions d'autres personnes (individuellement), elles forment la culture pouvant être considérée comme caractéristique d'un groupe (Linton, 1977, p. 32–33).

"Mais il est important de bien comprendre que plusieurs cultures peuvent coexister au sein d'un groupe, et surtout, qu'une culture donnée peut être formée par plusieurs ensembles, ou revêtir plusieurs formes" (Poirier, 1978, p. 20). En effet, "partager en commun une langue revient à partager des représentations et des attitudes fondamentales qui [...] définissent une personnalité" (Houis, 1968, p. 1409).

Dans cette recherche, nous nous intéressons à l'étude des aspects culturels en rapport avec les langues de spécialité. Quelques théories ont été développées en ce sens, en prenant en compte la perspective culturelle et en se basant sur plusieurs aspects étudiés en terminologie : l'aménagement terminologique, la formation de termes à partir des métaphores, l'acceptation et l'usage effectif d'un terme par une société, l'évolution des vocabulaires et des concepts (du point de vue diachronique), l'étude terminologique considérée dans une perspective bilingue et/ou multilingue.

Nous considérons, dans ce travail, que les aspects culturels peuvent être étudiés en se basant sur le découpage de la réalité réalisé dans une société, dans une perspective bilingue portugais − français. Les théories développées en terminologie bilingue et les approches de la terminologie socioculturelle (Socioterminologie et Terminologie Culturelle) nous guiderons dans ce sens.

Socioterminologie et Terminologie Culturelle : quelques aspects

La Socioterminologie et la Terminologie Culturelle considèrent, dans leurs recherches théorico-méthodologiques, l'influence de plusieurs aspects culturels lors de la réflexion et de la réalisation du travail terminologique.

Les principes théoriques de la Socioterminologie ont d'abord été traités par Louis Guibert, Alain Rey et Jean-Claude Boulanger aux alentours des années 1970, ses grandes lignes ont été développées à partir des années 1980. Cette nouvelle approche a questionné les théories en Terminologie tenues par les écoles classiques et a reformulé des concepts terminologiques adaptés à la théorie relatifs, par exemple, au domaine de spécialité, au terme, à la normalisation, à la langue de spécialité/spécialisée, au discours de spécialité/spécialisé.

L'étude sociologique d'une communauté peut démontrer que quelques facteurs sociaux comme le sexe, l'âge, la scolarité, le niveau socioculturel, l'ethnie, les aspects géographiques, culturels, économiques, historiques et temporels sont déterminants pour la variation linguistique.

Diki-Kidiri (2008, 2009), l'auteur qui a développé les principes théoriques de la Terminologie Culturelle, souligne que la culture conditionne la construction et la perception des concepts. Même si un ensemble de caractères pertinents à un concept ne sont pas présents dans l'unité lexicale ou une expression verbale le désignant, l'activité mentale d'organisation de l'expérience humaine, de catégorisation d'objets nécessaire pour la construction conceptuelle est réalisée à l'aide d'un découpage de la réalité (DIKI-KIDIRI, 2008, p. 10, 11, 37, 43, 99, 132).

Il est proposé, ainsi, dans la Terminologie Culturelle, un parcours dédié au développement des langues d'une population en ayant comme base ses propres sources de connaissances et d'expériences, de sorte que l'être humain et la société acceptent et s'approprient des concepts, conçus à partir de leurs propres visions du monde.

Terminologie Bilingue : distorsions entre langue et découpage conceptuel

La recherche de termes équivalents d'un domaine spécialisé vers une ou plusieurs langues a été, depuis le début du développement de la Terminologie moderne, une pratique récurrente. L'exercice de retrouver dans une langue, le terme équivalent s'ajustant au mieux au sens exprimé par un terme d'une autre langue peut s'avérer complexe et source d'interrogations pour le terminologue, qui cherche à comprendre comment les langues s'ajustent, même si elles ne s'ajustent pas complètement.

Dans notre recherche, nous avons adopté le concept d'*équivalence totale* développé par Dubuc (2002). Par rapport à l'*équivalence partielle* ou *fonctionnelle* et l'*absence d'équivalence*, nous pensons, en effet, que les différences ont lieu, d'abord, du point de vue conceptuel, ce qui peut engendrer des différences interlinguistiques.

Dans ce sens, quatre types de distorsions entre la langue et le découpage conceptuel sont soulevés par Depecker (2002, p. 113–5) :

1. divergence de découpage des concepts d'une langue à autre;
2. différence de représentation des concepts d'une langue à autre ;
3. fausse convergence conceptuelle par effet de rapprochement formel dans une langue ;
4. manque de désignation dans une langue pour un concept donné.

Les différences entre les désignations de deux ou plusieurs langues sont perçues sur le plan textuel et linguistique, mais elles ont lieu sur le plan conceptuel. La réflexion du terminologue sur le travail bilingue soulève des questions théoriques relatives à la construction conceptuelle, l'influence de questions culturelles, historiques et/ou étymologiques, et enfin, relatives à la façon dont la réalité est découpée dans une langue.

PARTIE II. Méthodologie

Méthodologie et étapes de la recherche

Dans un travail terminologique et terminographique, plusieurs étapes méthodologiques sont suivies afin de garantir à la recherche de la systématisation et de la transparence des données obtenues. Nous avons travaillé sur des corpus, dont le repérage et la compilation ont été réalisés selon des critères préétablis et adaptés à l'objectif de la recherche. Ces premières étapes sont importantes pour le repérage des termes-candidats.

Dans cette partie, nous présenterons d'abord quelques questions théorico-méthodologiques à prendre en compte lors de la compilation d'un corpus. Ensuite, nous détaillerons ces questions dans notre travail, en présentant la méthodologie de recherche suivie.

Corpus : une aide précieuse des études terminologiques

Le repérage de termes récurrents dans des corpus spécialisés à des fins terminographiques est l'une des manières de s'approcher au plus près de la réalité, étant donné que ces corpus sont composés de textes réels produits dans des situations de communication entre les professionnels d'un domaine (Williams, 2005, p. 13).

Nous avons compilé, ainsi, pour le repérage de la terminologie récurrente dans les contrats de prestation de services, deux corpus d'étude, l'un en français (CPSF) et l'autre en portugais (CPSP), composés, pour la plupart d'entre eux, de contrats dans leur intégralité, rédigés en langue vernaculaire. Ensuite, nous nous sommes servis de deux ensembles d'œuvres d'appui (français et portugais), composés de dictionnaires spécialisés, afin d'obtenir les définitions des termes repérés.

Dans notre recherche, nous avons suivi ces critères lors de l'organisation des textes composant les corpus en portugais et en français : (a) limitation géographique : portugais du Brésil et français de la France ; (b) corpus d'étude pour le repérage des termes ; (c) documents écrits en langue vernaculaire (monolingues) ; (d) genre professionnel et spécialisé ; (e) sources du milieu professionnel (site Internet de sociétés, cabinets d'avocats, etc.) ; (f) documents récents, à partir de 2000 (étude synchronique) : en France, la plupart des contrats

proviennent de cabinets/sites Internet ayant leur siège à Paris et au Brésil, la plupart des contrats proviennent de São Paulo (SP), de Rio de Janeiro (RJ) et de Belo Horizonte (MG).

Après le repérage des textes, il faut procéder au nettoyage, à l'organisation et à l'étiquetage des textes pour qu'ils puissent être stockés dans des bases de données textuelles. Le repérage des textes peut être réalisé à l'aide d'un *scanner* ou sur Internet, ce qui supprime des coûts éventuels et cela diminue également les possibilités de faute de frappe ; la seule tâche restant à faire est l'adaptation des fichiers importés au format exigé par le logiciel utilisé.

Les chercheurs en langage ont actuellement à leur disposition des logiciels faisant plus qu'un traitement quantitatif des textes. Il s'agit de logiciels permettant l'interaction homme-machine afin que la recherche et l'organisation des données linguistiques soient réalisées plus facilement, leur permettant de faire des analyses plus précises.

Compilation du corpus

Nous nous sommes servis de ces corpus dans notre recherche :

a) Corpus d'étude en portugais (CPSP) : composé de contrats de prestation de services rédigés en langue vernaculaire (portugais du Brésil) ;
b) Corpus d'étude en français (CPSF) : composé de contrats de prestation de services rédigés en langue vernaculaire (français de France) ;

Les textes composant ces corpus ont été choisi avec l'aide de deux professionnelles du domaine, Meilyn Cardoso Lucchesi Teodoro, avocate brésilienne ayant l'expérience juridique au Brésil et en France et Nathalie Lastennet, avocate française ayant l'expérience juridique en France.

L'aide d'un professionnel du domaine est très importante dans cette étape afin qu'il puisse évaluer, en se basant sur ses propres expériences, l'ampleur du corpus pour une recherche.

Nous avons procédé à la recherche de contrats de tous types de prestations en portugais et en français. Cette recherche a été réalisé à partir de :

1. recherche sur Internet de contrats de prestation de services rédigés en langue vernaculaire dans leur intégralité et provenant de sources fiables (entreprises, cabinets d'avocats ou comptables) ;

2. contact avec trois cabinets d'avocat, le premier brésilien, spécialisé en Droit Civil, le deuxième franco-brésilien, spécialisé en Droit International et Droit des entreprises et le troisième français, spécialisé en Droit des entreprises.

Les cabinets d'avocats nous ont gentiment fourni les contrats anonymes réalisés entre deux clients ou entre le cabinet et un client (contrat de prestation de services juridiques, par exemple). Nous ne mentionnerons pas les noms des cabinets pour des raisons confidentielles, à la demande des responsables de ces cabinets.

Nous retrouvons des difficultés dans l'obtention de documents en grande quantité auprès des cabinets d'avocats en raison des accords de confidentialité signés entre le cabinet d'avocat et quelques clients, n'autorisant pas le cabinet à donner des documents à des tiers. Nous avons décidé, ainsi, d'élargir notre recherche et nous avons pris en compte les contrats de tous types de prestations (y compris les contrats en ligne sur Internet).

Description du CPSP

Notre corpus d'étude en portugais dispose de 53 exemplaires de contrats de prestations de services variées, 95 mille mots. En plus de ces contrats, nous avons utilisé également trois modèles de contrats. Les contrats dans leur intégralité sont composés de cinq à sept pages et présentent des clauses récurrentes dans la plupart des contrats de prestation de services, mais aussi des clauses qui varient selon la prestation réalisée.

Description du CPSF

Notre corpus d'étude en français dispose de 50 exemplaires de contrats de prestations de services variées, 100 mille mots. En plus de ces contrats, nous avons utilisé également trois modèles de contrats. Les contrats dans leur intégralité sont composés de sept à neuf pages et présentent – comme le contrat brésilien – des clauses récurrentes dans la plupart des contrats de prestation de services, mais aussi des clauses qui varient selon la prestation réalisée. Les contrats en français sont, donc, plus longs que les contrats en portugais.

Gestion électronique du corpus d'étude

Le CPSP et le CPSF ont été soumis à l'outil de gestion terminologique "E-termos", un environnement computationnel web de libre accès, gratuit, géré par Leandro Henrique Mendonça de Oliveira (CNPTIA, USP et UFSCar). Les six étapes de l'outil consistent dans :

(1) la compilation automatique du corpus ; (2) le support et l'analyse de la qualité du corpus ; (3) le repérage automatique des termes-candidats ; (4) l'édition de la carte conceptuelle et la catégorisation des termes ; (5) la gestion de la base de données terminologiques et (6) l'échange et la divulgation des termes.

À part cela, la compétence du terminologue conjuguée à l'expérience du domaine d'un expert constitue des critères importants lors du repérage et de la délimitation d'une terminologie.

Repérage des termes-candidats de notre recherche

L'identification des unités terminologiques présentes dans les contrats de prestation de services a été réalisée en plusieurs étapes, du repérage initial des termes-candidats à l'établissement final de la terminologie récurrente dans les contrats de prestation de services.

Après avoir soumis le corpus d'étude à l'E-termos, nous avons procédé, d'abord, à l'extraction automatique des vocables présents dans les textes, par fréquence simple, fonctionnalité de la troisième étape du logiciel. Nous avons élaboré un glossaire (liste alphabétique bilingue avec les données terminologiques) et nous avons analysé quelques aspects liés à cette terminologie dans une perspective bilingue portugais-français.

Confrontation de la terminologie repérée avec les œuvres d'appui

L'utilisation d'œuvres d'appui est une aide précieuse lors des pratiques terminologiques et lexicographiques, car cela permet la comparaison des données obtenues dans le corpus d'étude. Dans notre recherche, ces œuvres ont été importantes pour (1) la certification de la terminologie repérée dans le corpus d'étude ; (2) la comparaison de l'utilisation et/ou de la définition des termes repérés dans les corpus d'étude.

Nous nous sommes servis de ces œuvres en portugais :

- *Vocabulário Jurídico* (De Plácido e Silva, 2007) ;
- *Dicionário Jurídico* (Diniz, 2005) ;
- *Dicionário de Economia* (Sandroni, 1999) ;
- *Dicionário Jurídico* (Sidou, 2009) ;

En français, nous avons choisi ces dictionnaires :

- *Vocabulaire juridique* (Cornu, 2007) ;
- *Lexique des termes juridiques* (Guillien ; Vincent, 2009) ;

- *Dictionnaire juridique : Terminologie du contrat* (Lerat ; Sourioux, 1994) ;
- *Lexique d'économie* (Silem ; Albertini, 2008) ;

Nous avons comparé la terminologie repérée du CPSP et du CPSF avec les œuvres d'appui et nous avons obtenu deux listes de termes, l'une en français et l'autre en portugais. De la terminologie repérée, soit de 294 termes en portugais et 273 termes en français, nous avons réalisé un tableau descriptif du nombre de termes présents dans les œuvres d'appui (Tableau n° 3 : *Confronto da terminologia levantada com as obras de referência em português e em francês*)

La plupart des termes est présente dans les œuvres de Diniz (2005), en portugais, et de Cornu (2007), en français, car il s'agit d'œuvres d'une plus grande ampleur du domaine juridique. Un nombre réduit de termes repérés sont utilisés dans le domaine de l'économie, vu que le type de document étudié utilise ces termes dans seulement quelques types de clauses, ce qui explique le nombre inférieur de termes retrouvés dans les œuvres de Sandroni (1999), en portugais et de Silem et Albertini (2008), en français.

Le choix de ces dictionnaires comme des œuvres d'appui nous ont aidés dans la recherche, mais nous les avons utilisés avec soin car nous pouvons y retrouver aussi des incohérences, des lacunes et imprécisions.

Établissement des terminologies récurrentes dans les contrats de prestation de services

Nous avons repéré les unités terminologiques qui devraient constituer la terminologie pertinente aux contrats de prestation de services séparément dans chaque langue, en portugais et en français. La délimitation des unités terminologiques a été réalisée selon plusieurs critères préétablis en accord avec les objectifs de la recherche.

Les outils électroniques utilisés lors de la recherche nous ont facilité le travail, mais nous avons fait appel aussi à nos connaissances du domaine de spécialité et des langues dans lesquelles nous avons travaillé. L'aide des expertes du domaine juridique mentionnées à la partie *4.2 Compilação dos córpus de nossa pesquisa* a été importante lors de notre recherche pour l'évaluation de la pertinence des unités lexicales pour le contrat de prestation de services.

Les critères comme (a) l'identification des caractères sémantiques ; (b) la délimitation des contextes ; (c) l'observation de la lexicalisation ; (d) l'existence d'une définition ; (e) la compatibilité systémique ; f) le remplacement synonymique ; g) l'utilisation et la fréquence d'utilisation (Barros, 2007, p. 36–48) nous ont aidé lors de l'identification des termes des

contrats de prestation de services, malgré le fait que chacun de ces critères présente des limitations. Nous avons fait appel également aux définitions des termes repérés, présentes dans les œuvres d'appui, aux contextes d'usage des contrats de prestation de services et aux œuvres traitant les aspects théoriques de la prestation de services (Code civil, livres académiques).

Confrontation des ensembles terminologiques en portugais et en français pour l'établissement des équivalences

L'établissement des équivalences a été réalisé à partir de données repérées sur l'ensemble terminologique en portugais et en français (les contextes présents dans le CPSP et le CPSF ainsi que des définitions des termes présents dans les œuvres d'appui, en portugais et en français.

La comparaison des données obtenues dans la fiche terminologique bilingue a permis l'identification des termes équivalents. Nous avons systématisé ces informations et élaboré un glossaire portugais − français présent dans le sixième chapitre de notre thèse.

Alimentation de la base de données terminologique

Dans cette étape, nous avons alimenté la base de données terminologique avec les termes en portugais et en français pertinents et récurrents dans les contrats de prestation de services. L'objectif majeur de notre recherche, conformément à ce que nous avons mentionné dans l'Introduction de ce travail consiste en la contribution à un projet dont le but est le repérage de la terminologie retrouvée dans les documents pouvant faire objet d'une traduction assermentée du portugais vers le français ou vice-versa.

Fiches terminologiques bilingues portugais −français

Nous avons considéré, dans notre recherche, le modèle de fiche terminologique proposé pour le projet "*O Léxico para a Tradução Juramentada*" (LexTraju), développé par Lidia Almeida Barros depuis 2004. Nous avons pu remplir, dans cette recherche, les données suivantes : terme, code du terme (généré automatiquement), terme en portugais du Brésil, terme en français de la France, catégorie grammaticale au Brésil, catégorie grammaticale en France, type de document dont le terme a été retrouvé au Brésil, type de document dont le terme a été retrouvé en France, définition au Brésil (œuvres terminographiques avec indication des sources), définition en France (œuvres terminographiques avec indication des

sources), contexte d’utilisation de documents brésiliens, contexte d’utilisation de documents français, variantes au Brésil, variantes en France, observations linguistiques au Brésil, observations linguistiques en France.

Nous soulignons que les informations insérées dans une fiche terminologique doivent être utiles à la recherche du terminologue, mais aussi il est important de les mettre à disposition des utilisateurs, comme les collègues, les traducteurs ou les professionnels du domaine.

PARTIE III. Résultats de la recherche et analyse des données

Le contrat de prestation de services brésilien et français : ressemblances et différences

Les contrats de prestation de services brésilien et français sont toujours précédés par l'en-tête, contenant l'identification des parties. Les données insérées dans cette identification dépendent du statut juridique du prestataire et/ou du client.

En ce qui concerne la personne physique, au Brésil nous retrouvons les données suivantes : nom complet, nationalité, état civil, profession, numéro de la carte d'identité, numéro du *Cadastro de Pessoas Físicas (CPF)*, adresse complète. En France, voici les informations trouvés dans l'en-tête du contrat : nom complet, date de naissance, lieu de naissance, adresse complète.

En ce qui concerne la personne morale, au Brésil nous retrouvons : raison sociale, numéro du *Cadastro Nacional de Pessoas Jurídicas (CNPJ)*, adresse complète du siège, nom complet et poste du représentant légal de la société, nationalité, état civil, profession, numéro de la carte d'identité et du CPF, adresse complète du représentant, numéro d'enregistrement dans l'organisation corporative équivalente à la profession. En France, voici les informations retrouvées dans l'en-tête du contrat pour une personne morale : raison sociale, statut juridique et capital social, numéro d'enregistrement au Registre du commerce et des sociétés (RCS), adresse complète du siège, nom complet et poste du représentant légal de la société, numéro du Système Informatique pour le Répertoire des Entreprises sur le Territoire (SIRET).

Ces informations sont les principales repérées dans les corpus. Nous remarquons que quelques données sont mentionnées dans le contrat brésilien, mais nous ne les avons retrouvées dans aucun contrat faisant partie du corpus en français, par exemple, nationalité, état civil, profession.

Après l'identification des parties, le contrat peut présenter une préface, ensuite il y a des clauses, divisées en paragraphes, sections, alinéas. Les clauses sont diversifiées car les corpus sont composés de plusieurs types de prestations différentes.

Nous avons fait un repérage dans les corpus de tous les titres des clauses présentes, conformément à ce que vous pouvez constater dans le cinquième chapitre de la thèse. Nous

les avons classés selon l'ordre de fréquence, calculé propotionnellement par rapport au nombre total de contrats de chaque corpus, soit 53 pour le corpus en portugais et 50 pour le corpus en français.

Les clauses les plus fréquentes dans les corpus en portugais et en français correspondent aux dispositions qui doivent apparaître dans ce document, comme l'objet, les obligations des parties, le délai, la rémunération et les litiges. Le choix terminologique du titre d'une clause n'est pas une obligation légale. De ce fait, nous retrouvons des titres variés concernant, par exemple, la clause de rémunération des services réalisés par le prestataire : *Rémunération* (14,9%), *Conditions financières* (12,8%), *Prix* (10,6%), *Prix de la prestation* (6,4%), *Honoraires* (2,1%), *Rémunération de la prestation* (2,1%).

En effet, nous avons constaté une grande variation lexicale concernant les titres des clauses des contrats faisant partie du CPSP et du CPSF. La plupart des contrats dans les deux langues présente les clauses d'objet, la durée de la prestation, les droits et devoirs des parties, le paiement et les conditions de paiement, la résiliation.

En ce qui concerne les différences, nous avons observé que la clause *Foro* est présente dans la plupart des contrats faisant partie du CPSP. Cette clause détermine que les éventuelles questions, conflits, doutes, litiges provenant du contrat seront traitées par le *foro* d'une ville, lieu où les autorités du pouvoir judiciaire exercent. En français, nous avons trouvé de préférence la clause *Litiges* dans CPSF pour désigner ce type de situation. En France, on désigne également une juridiction compétente, mais il ne s'agit pas nécessairement d'un lieu ou d'une ville, mais d'une instance de pouvoir. On y retrouve donc le *Tribunal de Commerce*, le *Tribunal de Grande Instance*, ou bien le *Tribunal d'Instance*. Le choix est déterminé selon la prestation visant à être réalisée dans le contrat.

Dans les contrats en français, nous avons observé que les clauses de confidentialité sont plus fréquentes que dans les contrats en portugais (fréquence en pourcentage de respectivement 40,4% contre 3,5%). En effet les types de prestations de services décrites par les contrats en français requièrent l'insertion d'une clause de ce type.

Les autres différences entre les clauses des contrats de prestation de services français et brésiliens concernent, généralement, les prestations spécifiques, ayant une basse fréquence. Par exemple, nous n'avons pas trouvé les équivalents dans les contrats en français pour les clauses intitulées, en portugais : *Cobrança*, *Abertura e movimentação de contas*, *Casos omissos*, *Código de acesso*, *Copyright*, *Multa*. En ce qui concerne les clauses en français, nous n'avons pas non plus trouvé d'équivalences en portugais dans le corpus : *Absence*

d'autres documents, *Accès aux informations*, *Arbitrage*, *Autorités compétentes pour la réservation d'un nom de domaine*, *Collecte des donnés personnelles*, *Consignes relatives à la prestation*, *Détachement non exclusif*, *Disponibilité et livraison de l'œuvre*, *lieu de la mission*, *non-concurrence*, *non-exclusivité*, *rapport*.

Les deux contrats, au Brésil et en France, sont finalisés par le lieu, la date et la signature des parties. Dans le CPSP, nous trouvons, en plus, dans tous les contrats, l'indication de deux témoins. Les personnes physiques ou morales, lorsqu'elles signent les contrats de prestation de services, indiquent deux témoins pour que leurs signatures prouvent que l'acte a été réalisé et a produit les effets légaux valables aux parties et à des tiers.

Si l'un ou les deux témoins sont absents, le contrat peut être considéré comme irrégulier ou peut être considéré comme nul à cause du non-accomplissement de cette formalité (Diniz et al., 2002, p. 134). En ce qui concerne le contrat français, nous n'avons pas trouvé de mention concernant les témoins dans le CPSF.

Une fois les similitudes et les différences concernant des aspects pratiques et théoriques du contrat de prestation de services français et brésilien détaillées (basant sur les corpus compilés pour cette recherche) nous passerons ensuite à la présentation de la terminologie pertinente à ce document.

Glossaire bilingue du contrat de prestation de services

Le glossaire réunit 294 termes en portugais et 273 termes en français relatifs aux contrats de prestation de services. Les termes ont été extraits des contrats en langue portugaise et en langue française, décrits dans les parties *4.3 Caracterização do CPSP* et *4.4 Caracterização do CPSF* de la thèse.

Nous présentons la terminologie par ordre alphabétique. La première colonne est composée de termes en portugais et la seconde colonne de termes équivalents en français. Les termes sont formatés de la manière suivante : terme en gras, indication de la catégorie grammaticale, indication des variantes en italique le cas échéant (précédés par la lettre V.), les définitions obtenues littéralement des œuvres d'appui suivies de l'indication bibliographique (nous soulignons que nous n'avons retenu que les définitions en rapport avec le sens du terme dans le CPSP et le CPSF) et, enfin, le contexte marqué en italique qu'on retrouve dans les corpus d'étude.

Le glossaire réunit des substantifs, des verbes, des adjectifs et des adverbes pertinents au domaine de la prestation de services. Il est composé de termes simples, termes complexes, termes composés, sigles et acronymes.

Les termes composant le glossaire ont été identifiés et délimités à l'aide des aspects théoriques et pratiques du contrat de prestation de services au Brésil et en France ; l'aide des deux expertes du domaine a aussi été très importante dans cette étape.

Nous n'avons pas retrouvé, pour quelques termes, les équivalents en portugais ou en français. Dans ce cas, nous avons indiqué dans le glossaire la mention *équivalent inexistant en portugais* ou *en français*, suivi de la périphrase du terme en question. Certains termes existent en portugais ou en français, cependant ils n'ont pas été retrouvés dans l'un des corpus d'étude. Dans ce cas, nous avons indiqué le terme équivalent en portugais ou en français et nous avons inséré la mention *équivalent inexistant dans le CPSP ou dans le CPSF*.

Analyse interlinguistique portugais-français de la terminologie récurrente dans les contrats de prestation de services

Nous avons fait appel à l'approche développée au chapitre *3. Aspects culturels à la lumière de la Terminologie Bilingue* afin de réaliser l'analyse interlinguistique.

La terminologie juridique présente quelques particularités liées, généralement, au système juridique de chaque pays. La terminologie de l'Économie présente également quelques aspects intéressants à étudier, cependant nous nous sommes concentrés surtout sur la terminologie juridique car la plupart des termes repérés et présents dans le glossaire sont relatifs à ce domaine (vide item *4.7 Confrontação da terminologia levantada com as obras de apoio*).

Nous étudierons et analyserons dans ce chapitre quelques aspects culturels de la terminologie pertinente aux contrats de prestation de services dans une perspective bilingue portugais-français. La comparaison des terminologies repérées en portugais et en français nous a permis d'observer que la plupart des termes présentaient, en portugais et en français, dans le domaine juridique et dans le contrat de prestation de services, concept, définition et contexte d'utilisation similaires.

L'établissement d'un concept du domaine à partir duquel nous avons défini les termes de la langue de départ a été fondamental lors de la recherche de son équivalent vers la langue d'arrivée car nous avons observé que des nombreux termes des contrats de prestation de services sont polysémiques.

Nous nous sommes intéressées aux termes présentant des distorsions en ce qui concerne les équivalences portugais-français. Lorsque le découpage conceptuel est différent d'une langue vers l'autre, les termes présentent des distorsions en ce qui concerne leur définition et/ou leur contexte d'utilisation. Dubuc (2002, p. 74) souligne que, assez fréquemment, le terme d'une langue A recouvre partiellement le champ de signification du terme de la langue B ou vice-versa ; en plus, l'un des termes peut être dans un niveau de langue différent de son homologue de l'autre langue. Ces distorsions peuvent, selon l'auteur, être décrites à l'aide de marqueurs logiques.

Les classifications des relations entre les concepts, classifiées de façon hiérarchique ou non, permettent la systématisation du travail terminologique. Ces relations sont catégorisées comme logiques ou ontologiques. Le fait d'établir ces relations entre les concepts est important pour la compréhension des différences d'appréhension du réel, de la structuration des langues et des ensembles terminologiques.

L'ISO 704 établit que "l'ingénierie et la technologie peuvent structurer un système en fonction des processus de production, alors que les juristes et les sociologues peuvent envisager les mêmes phénomènes sous l'angle de la responsabilité juridique ou des interactions sociales" (2009, p. 18).

Ce n'est pas dans tous les cas, cependant, que les relations sont nettes et passibles d'être établies vu qu'elles dépendent de la nature des concepts, du niveau d'abstraction des concepts et des objets auxquels les concepts renvoient. En ce qui concerne les domaines techniques ou scientifiques, ces types de relations sont plus simples à mettre pratique en raison de la systématicité de l'organisation des concepts. Dans le domaine juridique, la difficulté d'appréhension de la réalité est plus importante car la morale, l'histoire, les facteurs sociaux et culturels y sont impliqués (Lerat ; Sourioux, 1975, p. 11).

Depecker (2002, p. 113–5) souligne que les langues peuvent présenter des différences dans la description faite de la réalité. Nous avons évalué, ainsi, les ressemblances et différences culturelles, terminologiques et d'organisation textuelle des contrats de prestation de services en français et en portugais pouvant engendrer des difficultés de communication entre le Brésil et la France dans le domaine de ce type de contrat.

Pour cela, nous avons analysé la terminologie bilingue en nous basant sur les relations entre signe, culture et système juridique. Nous avons eu pour objectif l'observation des facteurs linguistiques, socioculturels et culturels sous-jacents surtout aux absences d'équivalence.

Termes équivalents portugais-français : ressemblances et différences

Du point de vue quantitatif, une grande partie des termes repérés en portugais (80%) a présenté, en effet, un équivalent adéquat dans la langue français, les deux termes étant présents dans les corpus d'étude des deux langues et dans les œuvres d'appui consultées.

Nous citons, par exemple, les termes équivalents : *aceitação-acceptation ; acidente-accident ; acordo-accord ; aprovação-approbation ; artigo-article ; assinatura-signature ; atividade-activité ; atraso-retard ; atribuição-attribution ; autonomia-autonomie ; capacidade-capacité ; capital social-capital social ; causa-cause ; cláusula-clause ; consentimento-consentement ; dano-dommage ; empresa-entreprise ; falecimento-décès ; filial-filiale ; gozo-jouissance ; impossibilidade-impossibilité ; inobservância-inobservation*.

Ces termes présentent les aspects considérés comme importants par Dubuc (2002, p. 55–56) lors de l'établissement des équivalences totales, considérées comme ayant la même identité de contenu, le même niveau de langue et l'identité d'utilisation similaire dans les contrats de prestation de services brésilien et français.

Les ressemblances n'ont pas été observées, cependant, dans toute la terminologie repérée. Quelques termes existent dans la langue portugaise ou dans la langue française, mais ils n'étaient pas présents dans le corpus d'étude en portugais ou dans le corpus d'étude en français. Il s'agit des termes, en portugais : *borderô, carteira de identidade, concordata, estado civil, ética, inciso, nome fantasia, quitação, recibo, testemunha* et, en français, *société à responsabilité limitée*.

Parmi ces termes, tous présentaient des équivalents en français ou en portugais, conformément à ce que nous avons indiqué dans le chapitre *6. Glossário bilíngue dos contratos de prestação de serviços* de la thèse. La présence de ces termes dans les œuvres d'appui consultées et leur importance dans le contrat de prestation de services nous a fait conserver ces termes dans le glossaire.

Nous avons également remarqué que quelques termes sont polysémiques et présentent plus d'un sens dans le contrat de prestation de services. Il s'agit, en portugais, du terme *negócio* et, en français, *règlement*. *Negócio*, en portugais, peut présenter plusieurs sens, dont les équivalents, en français, peuvent être *activité, affaire, contrat* ou *entreprise.* Ainsi, il n'est pas possible d'établir un seul équivalent, en français, pour le terme portugais *negócio*, en raison des divers sens impliqués. C'est le contexte, dans ce cas, qui déterminera l'équivalent le plus adéquat.

Nous avons trouvé, lors de notre recherche interlinguistique portugais-français, quelques lacunes en français ou en portugais pour certains termes, car ils désignent des réalités typiquement brésiliennes ou françaises dans le domaine de la prestation de services.

Les termes désignant des réalités typiquement brésiliennes, en portugais, sont : *boleto, Cadastro de Pessoas físicas (CPF), Cadastro Nacional da Pessoa jurídica (CNPJ), Cartório de Registro de Títulos e Documentos, foro, Imposto de renda retido na fonte (IRRF), Imposto sobre a renda de pessoas jurídicas (IRPJ), Instituição nacional executora, Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística (IBGE), Instituto Nacional de Seguro Social (INSS), Ministério da Fazenda*.

En français, il s'agit des termes : *Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC), Centre de formalités des entreprises (CFE), Chèque emploi service universel (CESU), cour de justice, Déclaration automatisée des données sociales (DADS), forfait, K-bis (extrait), Institut national de propriété industrielle (INPI), Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), Registre du commerce et des sociétés, Système d'Identification du Répertoire des Etablissements (SIRET), Système d'Identification du Répertoire des Entreprises (SIREN), Taxe sur la valeur ajoutée (TVA), Union de recouvrement des cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations familiales (URSSAF)*.

Ces termes n'ont pas d'équivalent adéquat en portugais ou en français car soit leurs découpages conceptuels diffèrent dans chaque langue, soit le concept n'existe pas dans l'autre réalité. Certains termes sont culturellement marqués car ils reflètent une réalité juridique, qui n'est pas nécessairement partagée avec d'autres réalités.

Termes marqués culturellement : quelques analyses

L'étude des aspects culturels – de même que les autres, linguistiques, sémantiques, phonétiques – est révélateur en ce qui concerne les ensembles terminologiques spécialisés, dans notre cas, de la prestation de services. Bien qu'une grande partie des termes repérés ait présenté des équivalents ayant un sens et un contexte d'utilisation similaires dans un domaine, une partie des termes (environ 20%) a présenté des distorsions ou une absence d'équivalence dans une langue.

Dans le domaine de la prestation de services, en plus de l'analyse conceptuelle et contextuelle de chaque terme et de l'aide des définitions consultées dans les œuvres d'appui, nous avons considéré les critères suivants lors de la détermination des termes marqués culturellement : (1) l'absence d'équivalence dans les œuvres bilingues portugais-français et

vice-versa (spécialisées ou non spécialisées) ; (2) l'impossibilité de transposition du terme vers l'autre langue en raison du découpage conceptuel dans une réalité donnée ; (3) l'ampleur des effets juridiques du terme dans une société.

Nous avons analysé, dans notre thèse, certains termes pour lesquels nous n'avons pas trouvé d'équivalents en portugais et en français. Les termes analysés dont présentés dans la partie *7.2 Termos culturalmente marcados : algumas análises* de notre thèse.

Nous avons analysé quatre termes en portugais et quatre termes en français, pour lesquels nous n'avons pas trouvé d'équivalents, en français et en portugais, respectivement.

En ce qui concerne l'analyse, nous avons choisi les termes, en portugais, *boleto* et, en français, *forfait* et *Chèque emploi service universel (CESU)* car ils désignent des moyens spécifiques de paiement au Brésil et en France. Conformément mentionné dans la première partie de ce résumé, la rémunération est une condition *sine qua non* pour la réalisation d'un contrat de prestation de services.

En plus de ces termes, nous avons choisi, en portugais, *Cadastro de Pessoas Físicas (CPF)* et *Cadastro Nacional de Pessoa Jurídica (CNPJ)*, et, en français, *Système d'Identification du Repértoire des Entreprises (SIREN)* et *Système d'Identification du Repértoire des Établissements (SIRET)*. Ces termes désignent les documents d'identification de la personne physique et de la personne morale, lors de la conclusion du contrat et ils sont décrits dans l'entête du contrat de prestation de services.

Enfin, nous avons analysé le terme *foro*, en portugais. Il s'agit du titre de clause qui présente la plus grande fréquence dans les CPSP (89,5%). La majeure partie des contrats fait appel à ce moyen pour la résolution des éventuels conflits entre les parties. Il s'agit d'un organisme brésilien, pour lequel nous ne retrouvons pas de correspondance en France.

Conclusion

Nous nous sommes basés, dans ce travail, sur le présupposé qu'une unité terminologique, lorsqu'elle est exposée et utilisée par une société ou groupe, peut réagir de plusieurs manières et subir des influences diverses provenant, entre autres, d'éléments culturels marquants. Le terminologue, bien qu'il ait la responsabilité de recherche de consentement réunissant les connaissances spécialisés (destinées à être transmises) et le contexte social, a également affaire à des aspects linguistiques, sociolinguistiques, sémantiques, variationnistes, communicatifs, anthropologiques. La confluence de disciplines est, en effet, un élément déterminant dans les études terminologiques.

La manifestation de ces aspects, cependant, n'est pas homogène, l'étude d'une terminologie aidera le terminologue à établir les paramètres de recherche et les critères de sélection, classification et transmission lors de la réalisation du travail scientifique. Dans le contrat de prestation de service, qui est un document juridique, des nombreux termes faisant partie du glossaire bilingue des contrats de prestation de services (portugais-français), fruit de cette recherche, composé de 294 termes en portugais et 273 termes en français sont définis et délimités selon le domaine juridique (grand domaine et sous-domaines du Droit).

La délimitation du concept d'un terme d'un lexique de spécialité contribue à la réalisation et la systématisation de la recherche terminologique et terminographique, même si cela ne signifie pas que le terme est stable. Au contraire, la réactivité du terme, synchroniquement et diachroniquement, consiste en la source enrichissante de la diversité d'aspects pouvant être traités dans le domaine de la Terminologie.

La technicité, dans les grandes lignes, présente dans les termes traités dans cette recherche, les caractérisent comme des unités lexiques spécialisées. Les classifications réalisées par l'ISO 1087 (2000) en terme simple, complexe, appellations, entre autres, nous a aidé à identifier et à définir la terminologie pertinente au discours de spécialité étudié, au même titre que l'expérience en tant que terminologue et l'aide des spécialistes du domaine.

Les critères adoptés lors de l'élaboration des corpus ont été importants afin de garantir un corpus homogène et représentatif, en accord avec les objectifs de la recherche. Les textes composant le CPSP et le CPSF ont été produits dans les situations réelles.

Le fait de composer des corpus dont les textes ont été produits à partir d'une réalité, menés par des usagers réels de la langue est avantageux pour la recherche d'aspects divers ; cependant ces textes sont toujours exposés à une variabilité en ce qui concerne la norme.

En raison de la difficulté d'obtention de contrats dans leur intégralité, dont les prestations concernent les mêmes services, en grande quantité et provenant de sources variées, soit électronique soit auprès de cabinets d'avocat, les corpus ont été composés de contrats concernant des prestations variées. En plus des outils électroniques utilisées lors du repérage des termes candidats, étape apportant à la recherche de l'organisation, de la systématisation, de la méthode et la gestion des données, le travail avec les œuvres d'appui en portugais et en français et l'étude des aspects théoriques concernant ce document ont été fondamentaux lors de la délimitation de la terminologie pertinente exclusivement relative aux contrats de prestation de services.

La saisie des données sur les fiches terminologiques bilingues (portugais-français) a été la dernière étape du travail terminographique réalisé lors de cette recherche. Nous avons également contribué à la réalisation d'un projet d'une plus grande ampleur intitulé « *O léxico para a tradução juramentada* » (LexTraJu), coordonné par Lidia Almeida Barros, conformément à ce que nous avons mentionné dans l'Introduction de ce résumé.

L'étude des ressemblances et les différences trouvées sur les plans théorique, organisationnel et législatif entre le contrat de prestation de services brésilien et le contrat de prestation de services français nous a fourni les éléments nécessaires pour l'analyse interlinguistique et culturelle.

Sur les plans théorique et législatif, les deux contrats sont régis par le Code civil, il s'agit de contrats décrits comme consensuels, bilatéraux, onéreux, commutatifs, non solennels et, en général, personnels. Le prestataire dispose d'autonomie, ce qui lui garantit l'absence de subordination juridique ou hiérarchique envers le client. Les personnes morales ou les personnes physiques, aussi bien au Brésil qu'en France, peuvent conclure un contrat de prestation de services. Les contrats en France et au Brésil présentent quelques différences, dont nous soulignons :

a) *les informations sur la prestation de services dans le Code civil* : dans le Code civil brésilien, nous avons trouvé des informations plus détaillées et organisées en ce qui concerne la prestation de service. Quant au Code civil français, Barbieri (1995, p. 271) souligne qu'il y a des omissions de règles du contrat de prestation de services assez importantes dans le Code. L'expérience des professionnels travaillant avec ce document et la jurisprudence française sont déterminantes lors de l'interprétation du contrat ;

b) *La responsabilité du prestataire* : bien que les deux législations rendent claire l'importance de la connaissance de la tâche qui doit être réalisée par le prestataire, le Code brésilien prévoit que, si le prestataire n'est pas qualifié pour cette tâche, il lui est possible de faire tout travail compatible avec sa force et sa compétence. Le Code français, cependant, souligne l'importance de la compétence du prestataire, pouvant avoir des complications judiciaires au cas où il n'ait pas la compétence requise pour la prestation du service ;

c) *Insertion de témoins dans le contrat brésilien* : nous n'avons trouvé aucune allusion à des témoins dans les contrats composant le CPSF ; de plus, il n'y a aucune disposition à propos de ce sujet dans les œuvres consultées (Barbieri, 1995 ; Code Civil, 2004 ; Delebecque, 1993 ; Dutilleul ; Delebecque, 2001). Dans les contrats brésiliens, pourtant, l'insertion des témoins est prévue par le Code civil. Les contrats composant le CPSP présentent toujours la rubrique « témoins ».

Sur les plans organisationnel et de contenu, nous avons observé que le contrat brésilien présente, normalement, des données plus concises par rapport au contrat français. Nous pensons que l'explicitation plus détaillée des données de la part de la société française peut éviter des éventuels problèmes et la nécessité d'intervention judiciaire pour la résolution de litiges. En ce qui concerne le contenu de l'identification des parties comme personne physique ou comme personne morale, certaines données sont mentionnées dans le CPSP, comme la nationalité, l'état civil, la profession, néanmoins ces données n'ont pas été retrouvées dans le CPSF. Enfin, il y a une importante diversité entre les titres des clauses des contrats, beaucoup plus importante dans les contrats français que dans les contrats brésiliens. Il n'y a pas d'obligation légale en ce qui concerne le choix terminologique du titre d'une clause.

Du point de vue interlinguistique (portugais-français), nous avons remarqué qu'une partie considérable (environ 80%) de la terminologie repérée présente une égalité de contenu, de registre de langue et de contexte d'utilisation, selon les présupposés de Dubuc (2002, p. 55–56). Ces équivalences ont été établies en se basant sur les sous-domaines spécifiques du Droit (surtout le Droit civil) et sur les corpus de contrats de prestations de services en portugais et en français. La recherche des termes équivalents a été réalisée à partir de critères préétablis et en accord avec la recherche bilingue : l'identification du concept, l'analyse du champ conceptuel, le repérage et l'analyse des définitions des œuvres d'appui, l'analyse des contextes d'utilisation des corpus d'étude.

Les distorsions trouvées entre les termes équivalents en portugais et en français (environ 20% de la terminologie) sont causées par des motifs divers.

Une partie de ces distorsions s'insère, selon les présupposés de Depecker (2002, p. 113–5), dans le quatrième cas, *manque de désignation dans une langue pour un concept donné (indistinction linguistique, lacune linguistique, absence de concept ou d'objet dans la réalité décrite).*

Nous soulignons également que, parfois, le terme existe dans la langue de départ ou dans la langue d'arrivée, mais nous ne l'avons pas trouvé dans les corpus. Cela est dû à l'ampleur du corpus dans une des langues. Cela vient aussi des différences entre le contenu de l'identification des parties du contrat français et du contrat brésilien et entre les dispositions du Code civil français et du Code brésilien.

Les aspects culturels ont été observés à partir des termes équivalents absents en portugais ou en français désignant une réalité typiquement brésilienne ou française. La diversité présentée par une réalité socioculturelle peut induire des distorsions, observées surtout sur le plan interlinguistique. En ce sens, le travail du terminologue, d'après nous, consiste en la délimitation du domaine de spécialité dont le terme sera traité (dans cette étape, il suivra une méthodologie terminologique et terminographique adéquate à la recherche réalisée) et, ensuite, dans l'analyse d'aspects extralinguistiques (dans le cas de cette recherche, culturels) pouvant y être impliqués, ce qui entraîne l'observation de découpages conceptuels divergents entre deux langues ou même un manque de concept ou d'objet.

Ces aspects peuvent être source de difficultés de communication entre le Brésil et la France dans le domaine du contrat de prestation de services, surtout en ce qui concerne la traduction, car le traducteur a la responsabilité de trouver une solution lors de sa recherche d'équivalents pour les termes marqués culturellement, tâche parfois difficile à réaliser.

La vivacité du terme en tant que signe linguistique et, par conséquent, sa présence dans plusieurs niveaux et registres linguistiques ainsi que l'influence d'aspects interdisciplinaires divers - sociaux, économiques, anthropologiques, ethnologiques, historiques, pragmatiques, psychologiques, entre autres - alimente l'éventail de possibilités de description et d'étude des langues de spécialité.

INTRODUÇÃO E JUSTIFICATIVA

Nota-se uma crescente relação entre o Brasil e a França nos últimos anos, em termos de investimento e de comércio. Além das estreitas e tradicionais relações de amizade que unem os dois países, o Brasil e a França têm uma parceria estratégica, fundamentada no princípio de reciprocidade, com ênfase em áreas de tecnologia de ponta e no campo de ensino superior e da pesquisa.

Em termos de comércio, essa crescente relação é visível, por exemplo, por meio do intercâmbio comercial entre os dois países. O Ministério das Relações Exteriores do Brasil aponta que o intercâmbio comercial entre os dois países alcançou, de janeiro a novembro de 2011, o montante de US$ 8,9 bilhões, já tendo ultrapassado os valores registrados em 2010 (US$ 8,37 bilhões).

A França, um de nossos 10 principais parceiros comerciais, ocupou a quinta posição entre os maiores investidores no Brasil em 2011, com recursos, até o mês de setembro de 2011, da ordem de US$ 2,3 bilhões, que representa 4,5% do total de investimentos recebidos. De 2001 a 2011, os ingressos de investimento da França no Brasil somaram, aproximadamente, US$ 19 bilhões (Ministério das Relações Exteriores, 2011).

Além do intercâmbio comercial, atualmente, são mais de 400 empresas francesas instaladas no Brasil (Bustani, 2010 ; Ministério das Relações Exteriores, 2011). Na França, a presença de estabelecimentos comerciais brasileiros é menor, a Embaixada Brasileira em Paris aponta apenas quinze empresas brasileiras presentes na França, porém nota-se a presença de associações, profissionais brasileiros ou franco-brasileiros que trabalham como advogados, professores ou pesquisadores.

As relações entre os dois países são intermediadas por vários organismos.

No Brasil, a presença francesa estende-se por praticamente todos os estados (exceto Acre, Piauí, Rondônia, Roraima, Tocantins), por meio de: (a) embaixadas e consulados gerais; (b) cônsules honorários; (c) atores econômicos (Câmara de Comércio, Serviço Econômico, Missão Econômica); (d) Alianças Francesas; (e) liceus e escolas; (f) institutos de pesquisa e meio acadêmico.

Na França, a presença brasileira estende-se pelas principais cidades francesas, estando concentrada, principalmente, em Paris, por meio de: (a) embaixada e consulado geral; (b) cônsuls honorários; (c) atores econômicos (Câmara de Comércio); (d) meio escolar, acadêmico e institutos de pesquisa.

A relação entre os dois países nos motivou a fazer investigações científicas de cunho bilíngue português–francês, no âmbito dos contratos de prestação de serviços.

O contrato de prestação de serviços vem suprir a necessidade de formalização dos acordos e cooperações entre as pessoas físicas ou jurídicas desses dois países. No cenário atual, não encontramos obras específicas concernentes ao vocabulário da prestação de serviços mono- ou bilíngues (português–francês ou vice-versa). Apenas um léxico monolíngue (francês canadense), referente às prestações de serviços, publicado no Quebec (Ouimet, 2002), foi encontrado em nossas buscas.

Como qualquer outro tipo de documento, o contrato de prestação de serviços é passível de tradução, em virtude das relações comerciais, sociais e jurídicas internacionais. É aconselhável que o tradutor, ao traduzir um documento de natureza jurídica, possua amplo conhecimento e domínio dos moldes jurídicos adotados em cada país e da terminologia recorrente nesse tipo de documento.

Para que esse profissional compreenda as diferenças que ocorrem entre duas realidades linguísticas e seja capaz de encontrar um equivalente que o especialista da área, nativo da língua de chegada, utiliza, de fato, nem sempre a consulta a um dicionário bilíngue é

suficiente. Muitas vezes, é necessário consultar dicionários monolíngues especializados nas duas línguas, textos jurídicos que abordam o assunto e, muito frequentemente, documentos originalmente redigidos na língua de chegada, semelhantes ao documento que deve ser traduzido. A consulta a especialistas da área também é um recurso importante do qual o tradutor pode lançar mão.

Devido às diferenças das realidades jurídicas entre os países, cada qual com suas especificidades e interpretações diversas da realidade, convém, no âmbito da Terminologia, da Terminografia, da Tradução e do estudo e pesquisa bilíngues jurídicos, delimitar e, sobretudo, comprender bem os sentidos que cada termo pode apresentar no discurso especializado, inserido em determinada cultura.

Questionamentos relativos à complexidade do vocabulário jurídico já foram abordados por muitos autores, sejam linguistas ou profissionais do Direito, devido às particularidades que apresenta, geralmente atreladas ao contexto social de cada sociedade, como Cornu (2005), Diki-kidiri (2008), Gémar (1991, 2002, 2005), Lavoie (2003), Lerat e Sourioux (1975, 1994), Sparer (1979).

Nossas investigações científicas têm, assim, como objeto, a terminologia encontrada em contratos de prestação de serviços no par de línguas português do Brasil e francês da França. Essa terminologia é predominantemente jurídica, pois o contrato de prestação de serviços é um documento jurídico.

Esta pesquisa contribui para um projeto maior, coordenado pela Profª Drª Lídia Almeida Barros, que estuda, no âmbito do projeto “O léxico para a tradução juramentada” (LexTraJu), a terminologia encontrada nos documentos mais solicitados à tradução juramentada no par de línguas português-francês. Dentre esses documentos, encontramos, por exemplo, documentos pessoais, documentos financeiro-comerciais, documentos legais e documentos societários, como o contrato de prestação de serviços, objeto desse estudo.

Para realizar nossa pesquisa, adotamos, no âmbito desta tese, os seguintes modelos teóricos:

- Contrato de prestação de serviços: fundamentamo-nos, principalmente, nos pressupostos desenvolvidos por Barbieri (1995); Delebecque (1993); Delebecque e Dutilleul (2001); Código Civil francês (s. d.); Freitas (2005); Código Civil brasileiro (2002).Venosa (2003);
- Terminologia Geral: baseamo-nos sobretudo nos trabalhos de Barros (2004, 2007), Depecker (1999, 2002, 2005, 2007), Rey (1979, 1988, 2007);
- Terminologia Bilíngue: fundamentamo-nos nas pesquisas desenvolvidas por Barros e Silva (2005), Depecker (2002) e Dubuc (2002).
- Aspectos culturais: baseamo-nos nos trabalhos principalmente de Boulanger (1995), Diki-kidiri (1998, 2007, 2008), Gambier (1987), Gaudin (1991, 1993a, 1993b, 1993c, 2003, 2005, 2007), Guespin (1985).

Além do embasamento teórico, seguimos alguns passos metodológicos ao longo da pesquisa. Trabalhamos com dois córpus de estudo, compostos de contratos de prestação de serviços redigidos originalmente em português (CPSP) e de contratos de prestação de serviços redigidos originalmente em francês (CPSF).

Elaboramos um glossário de 294 termos em português e 273 termos em francês, e, para cada termo, em português e em francês, resultante desse levantamento, recolhemos os seguintes dados: categoria gramatical, eventuais variantes, definições obtidas em obras especializadas e contextos de uso.

As obras especializadas que compuseram nossa bibliografia de apoio foram, em português e em francês, respectivamente:

- *Vocabulário Jurídico* (De Plácido e Silva, 2007); *Dicionário Jurídico* (Diniz, 2005); *Dicionário de Economia* (Sandroni, 1999); *Dicionário Jurídico* (Sidou, 2009);
- *Vocabulaire juridique* (Cornu, 2007); *Lexique des termes juridiques* (Guillien et Vincent, 2009) ; *Dictionnaire juridique: terminologie du contrat* (Lerat et Sourioux, 1994); *Lexique d'économie* (Albertini et Silem, 2008).

Além da compilação do glossário de termos referentes aos contratos de prestação de serviços, em português e em francês, tivemos duas principais metas, nesta tese: (1) descrição das semelhanças e as diferenças do contrato de prestação de serviços brasileiro e francês; e (2) análise interlinguística, português-francês, cujo objetivo foi o estudo de aspectos culturais relacionados a alguns termos que revelaram particularidades nesse aspecto.

Nossa pesquisa foi guiada pelos seguintes questionamentos, que serão discutidos e respondidos ao longo desta tese, tendo como base os CPSP e os CPSF:

1) O texto do contrato de prestação de serviços:
    a) Como se dá a organização textual dos contratos de prestação de serviços brasileiros e franceses?
    b) Quais cláusulas são comuns e quais se distinguem?
    c) Que tipo de informação as cláusulas comuns e diferentes contêm?
2) Do ponto de vista interlinguístico:
    a) Dos pontos de vista quantitativo e qualitativo, como se dão as equivalências entre os termos levantados dos CPSP e dos CPSF?
    b) Quantos e quais termos de contratos de prestação de serviços brasileiros não encontram equivalentes na língua francesa e vice-versa?

c) Quais fatores linguísticos e socioculturais subjazem às ausências de equivalência?

3) Os questionamentos culturais:

a) Por que o estudo de aspectos culturais é relevante para o conjunto terminológico especializado da prestação de serviços?

b) Como se dá o recorte conceitual de termos culturalmente marcados, tendo em vista uma perspectiva bilíngue português–francês ou vice-versa?

Nossa tese estrutura-se em três partes.

Na primeira parte, expomos os pressupostos teóricos adotados em nossa pesquisa. No primeiro capítulo, descrevemos os aspectos teóricos do contrato de prestação de serviços no Brasil e na França. Como o glossário, referente aos contratos de prestação de serviços, é composto, em sua maior parte, de termos provenientes do domínio jurídico, procedemos, nesse capítulo, a uma reflexão teórica sobre a problemática do vocabulário jurídico.

Em seguida, no segundo capítulo, apresentamos a relação entre a Terminologia e a Linguística, fazemos uma breve reflexão teórica sobre língua geral e língua de especialidade e expomos os elementos teóricos fundamentais para nossa pesquisa, de cunho terminológico e terminográfico: conceito, objeto, definição, designação, termo e domínio de especialidade.

Encerramos a primeira parte com o terceiro capítulo, no qual discorremos sobre a Terminologia Bilíngue e os pressupostos teóricos aos quais recorremos para a análise interlinguística português–francês.

Na segunda parte deste trabalho descrevemos a metodologia adotada para a pesquisa realizada. No quarto capítulo, apresentamos a forma como procedemos na elaboração dos CPSP e dos CPSF. Alguns pressupostos teórico-metodológicos da Linguística de Córpus nortearam nossa pesquisa na seleção, compilação e gerenciamento eletrônico dos córpus de

estudo. Os candidatos a termos foram extraídos dos CPSP e dos CPSF, com a ajuda de ferramentas computacionais.

Para o estabelecimento da terminologia final, referente aos contratos de prestação de serviços, contamos, sobretudo, com a ajuda: (a) das obras, em português e em francês, que constituíram a bibliografia de apoio desta pesquisa; (b) de nossa experiência em terminologia; (c) do conhecimento de aspectos teóricos do contrato de prestação de serviços; e (d) das ferramentas computacionais.

A terceira parte consiste na apresentação, descrição e análise dos dados obtidos. Apresentamos, no quinto capítulo, as semelhanças e diferenças formais entre o contrato de prestação de serviços brasileiro e o contrato de prestação de serviços francês.

No sexto capítulo, apresentamos o glossário bilíngue português–francês de termos relevantes para o contrato de prestação de serviços com seus respectivos dados terminológicos. Lembramos que as definições dos termos foram obtidas literalmente nas obras especializadas.

Na sequência, trazemos a análise interlinguística, capítulo sete, no qual tivemos por objetivo refletir, com base em uma perspectiva bilíngue, sobre a influência de aspectos culturais relacionados a algumas ausências de equivalência em português ou em francês.

Por fim, apresentamos as conclusões às quais chegamos e a bibliografia empregada no presente estudo.

PARTE I. Pressupostos teóricos

1. O contrato de prestação de serviços

O contrato de prestação de serviços é o documento pelo qual o *prestador do serviço* (contratado) compromete-se a realizar determinada tarefa, em benefício do *tomador do serviço* (contratante). Regulamentado pelos princípios gerais dos contratos, apresenta também regras específicas, aplicáveis de acordo com o tipo de prestação realizada. Abarca grande variedade de prestações.

Esse contrato é qualificado como um contrato civil autônomo, cujo escopo é a contratação de uma pessoa que possua qualificação técnica para determinado serviço, realizando-o por período determinado e mediante remuneração. O prestador dispõe de plena autonomia técnica, não estando sujeito hierarquicamente ou sendo dependente economicamente, em relação à parte que o contratou.

A prestação de serviços é regida pelos artigos 594 a 609 do Código Civil brasileiro (2002). É regida pelos artigos 1710, 1779, 1787 a 1791, 1794 a 1799 do Código Civil francês. Consiste em toda a espécie de serviço ou trabalho lícito, material ou imaterial.

Trata-se de um contrato *consensual*, por ser um simples acordo de vontades; exige *capacidade contratual*; é *bilateral* porque as partes têm obrigações recíprocas; é *comutativo*, já que impõe vantagens e obrigações recíprocas que se presumem equivalentes, conhecidas pelas partes. Além disso, esse contrato é *oneroso*, *não solene* e, de regra, *personalíssimo* (Diniz et al., 2002 ; Fiuza, 2008 ; Freitas, 2005 ; Venosa, 2003).

O prestador é responsável por seu trabalho, perante o dono do serviço e a Justiça. Profissionais prestadores de serviços como advogados, contabilistas, tradutores, consultores, dentistas, técnicos de informática, psicólogos, veterinários, organizadores de eventos, entre

outros, precisam estabelecer, legalmente, os acordos firmados entre as partes a fim, de modo geral, de:

a) delimitar o objeto do serviço prestado, bem como as obrigações de cada parte;

b) determinar os prazos legais de execução do serviço;

c) fixar a remuneração recebida e as condições de pagamento;

d) definir a jurisdição competente, se houver discórdias ou afins entre as partes.

O contrato pode ser celebrado entre pessoas físicas e jurídicas (direito privado). Em ambos os casos, o prestador age por sua própria conta e risco, ou seja, ele não mantém vínculo de subordinação jurídica ou hierárquica com o tomador do serviço.

Como pessoa física, o prestador pode prestar serviços na qualidade de profissional liberal (autônomo), desenvolvendo atividade unipessoal, de natureza intelectual, técnica e/ou manual.

No Brasil, a pessoa física pode, individualmente, exercer profissões ou explorar atividades sem vínculo empregatício, prestando serviços profissionais, mesmo quando possua estabelecimento no qual desenvolva suas atividades e empregue auxiliares (Decreto n° 3.000, de 26 de março de 1999 - Regulamento do Imposto sobre a Renda - RIR/1999, art. 150, § 2 º, inciso I).

Devemos lembrar que a pessoa física é considerada profissional liberal (autônomo) e não se caracteriza como empresa individual, ainda que, por exigência legal ou contratual, encontre-se cadastrada no Cadastro Nacional da Pessoa Jurídica (Decreto n° 3.000, de 26 de março de 1999 - Regulamento do Imposto sobre a Renda - RIR/1999, arts . 214 e 215) ou que tenha seus atos constitutivos registrados em Cartório ou Junta Comercial (RFB – IRPF 2011).

O SEBRAE (Serviço Brasileiro de Apoio às Micro e Pequenas Empresas) estabelece uma lista das atividades consideradas profissões liberais (profissional autônomo):

- a pessoa física que exerce, por conta própria, atividade econômica de natureza urbana, com fins lucrativos ou não;
- o titular de firma individual de natureza urbana ou rural;

- o diretor não-empregado e o membro do conselho de administração da Sociedade Anônima;
- os sócios nas sociedades em nome coletivo, de capital e industrial;
- o sócio gerente e o sócio cotista que recebam remuneração decorrente de seu trabalho na sociedade por cotas de responsabilidade limitada, urbana ou rural;
- o associado eleito para cargo de direção na cooperativa, associação ou entidade de qualquer natureza ou finalidade;
- o síndico ou administrador eleito para exercer atividade de direção condominial, desde que receba remuneração;
- pintores, eletricistas, bombeiros hidráulicos, encanadores e outros que prestam serviços em âmbito residencial, de forma não contínua, sem vínculo empregatício;
- cabeleireiro, manicure, esteticista e profissionais congêneres, quando exercerem suas atividades em salão de beleza, por conta própria;
- o comerciante ambulante;
- o membro de conselho fiscal de sociedade anônima;
- o trabalhador associado à cooperativa de trabalho que, por intermédio dessa, presta serviços a terceiros;
- o trabalhador diarista que presta serviços de natureza não contínua na residência de pessoa ou família, sem fins lucrativos;
- o feirante-comerciante que compra para revender produtos hortifrutigranjeiros e assemelhados;
- o piloto de aeronave, quando habitualmente exerce atividade remunerada por conta própria;
- o corretor ou leiloeiro, sem vínculo empregatício;
- o notário ou tabelião e o oficial de registros ou registrador, titular de cartório, que detêm a delegação do exercício da atividade notarial e de registro, não remunerados pelos cofres públicos, admitidos a partir de 21 de novembro de 1994;
- o titular de serventia da justiça, não remunerado pelos cofres públicos, a partir de 25 de julho de 1991;
- o condutor de veículo rodoviário, assim considerado o que exerce atividade profissional sem vínculo empregatício, quando proprietário, co-proprietário, bem como o auxiliar de condutor contribuinte individual, em automóvel cedido em regime de colaboração;
- o médico residente;
- o vendedor sem vínculo empregatício: de bilhetes ou cartelas de loterias, de livros, de produtos de beleza, etc.;
- o pescador que trabalha em regime de parceria, meação ou arrendamento, em barco com mais de duas toneladas brutas de tara;
- o incorporador conforme o artigo 29 da Lei 4.591/64;
- o bolsista da Fundação Habitacional do Exército, contratado em conformidade com a Lei 6.855/80;
- o prestador de serviços de natureza eventual em órgão público, inclusive o integrante de grupo-tarefa, desde que não sujeito a regime próprio de previdência social;
- o trabalhador rural que exerce atividade eventual, sem subordinação (domador, castrador de animais, consertador de cercas, etc);
- o aposentado de qualquer regime previdenciário nomeado magistrado classista temporário da Justiça do Trabalho ou da Justiça Eleitoral;
- o árbitro e auxiliares de jogos desportivos;
- a pessoa física, proprietária ou não, que explora atividade agropecuária ou pesqueira diretamente ou por intermédio de outros e com auxílio de empregados, utilizados a qualquer título, ainda que de forma não contínua;
- a pessoa física, proprietária ou não, que explora atividade de extração mineral (garimpo), em caráter permanente ou temporário, diretamente ou por intermédio de outros, com ou sem auxílio de empregados, ainda que de forma não contínua;
- o ministro de confissão religiosa e o membro do instituto de vida consagrada e de congregação ou de ordem religiosa, quando mantido pela entidade a que pertencem, salvo se filiados obrigatoriamente à Previdência Social ou outro sistema previdenciário;
- o detento que exerce atividade remunerada mediante contrato celebrado ou intermediado por casa de detenção;
- o brasileiro civil que trabalha no exterior para organismo internacional do qual o Brasil é membro efetivo, ainda que lá domiciliado e contratado, salvo quando coberto por regime próprio de previdência social (SARANDY, s.d.).

Além das profissões enumeradas, é considerado profissional liberal aquele que exercer atividade intelectual, de natureza científica, literária ou artística, devidamente diplomado para esse exercício.

Na França, são consideradas profissões liberais as atividades de natureza intelectual, científica, literária ou artística. O profissional liberal pode estar sujeito a um regulamento próprio da profissão (ordem, câmara ou sindicato). As seguintes profissões são listadas pela URSSAF (*Union de Recouvrement des cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales*, organismo governamental francês responsável pela arrecadação de impostos e contribuições sociais e pelo gerenciamento do sistema de *Sécurité Sociale*):

- *administrateur judiciaire;*
- *agent général d'assurance;*
- *architecte;*
- *audioprothésiste;*
- *avocat;*
- *avocat au conseil d'État et à la cour de cassation;*
- *avoué près les cours d'appel;*
- *chirurgien-dentiste;*
- *commissaire aux comptes;*
- *commissaire-priseur;*
- *conseil en propriété industrielle;*
- *diététicien;*
- *ergothérapeute;*
- *expert agricole, foncier et expert forestier;*
- *expert-comptable;*
- *géomètre-expert;*
- *greffier des tribunaux de commerce;*
- *huissier de justice;*
- *infirmier;*
- *laborantin d'analyses médicales;*
- *mandataire judiciaire;*
- *manipulateur d'électro-cardiologie;*
- *masseur-kinésithérapeute;*
- *médecin;*
- *notaire;*
- *opticien-lunetier;*
- *ortophoniste;*
- *orthoptiste;*
- *ostéopathe;*
- *pédicure-podologue;*
- *puéricultrice;*
- *sage-femme;*
- *vétérinaire.*

Existem, ainda, profissionais liberais que não estão sujeitos a um regulamento próprio da profissão, por exercerem uma ciência ou arte independentemente. Por exemplo, consultor, formador são considerados profissionais liberais que não seguem um regulamento da profissão.

O prestador pode, ainda, possuir uma estrutura comercial, sob a forma jurídica de empresa, como empresário individual ou tem a opção de constituir sociedade.

No Brasil, as pessoas jurídicas de direito privado podem constituir: a) fundações particulares; b) associações civis, religiosas, morais, científicas ou literárias e as associações de utilidade pública; c) sociedade simples; d) sociedades empresárias; e) partidos políticos (Diniz et al., 2002, art. 44, Doutrina).

No âmbito desta pesquisa, convém descrever a *sociedade simples*, "na qual se visa o fim econômico ou lucrativo, [...], sendo alcançado pelo exercício de certas profissões ou pela prestação de serviços técnicos" (Código Civil, 2002, arts. 997 a 1.038) e as *sociedades empresárias*, que visam o lucro, mediante exercício de atividade empresarial ou comercial.

As *sociedades empresárias* podem assumir as formas de *sociedade em nome coletivo* (Código Civil, 2002, art. 1039), *sociedade em comandita simples* (Código Civil, 2002, art. 1045), *sociedade em comandita por ações* (Código Civil, 2002, art. 1090), *sociedade limitada* (Código Civil, 2002, art. 1052) e *sociedade anônima ou por ações* (Código Civil, 2002, art. 1088).

Na França, a pessoa jurídica pode também constituir sociedade, instituída de duas ou mais pessoas (Código Civil francês, art. 1832). As sociedades comerciais (que visam o lucro) são classificadas em *société en nom collectif, société en commandite simple, société en commandite par actions*, *société anonyme* e *société à responsabilité limitée* (Cornu, 2007, 870-872).

A empresa do prestador de serviços pode, ainda, ser classificada, no Brasil, em microempresa, pequena empresa, média empresa, média-grande empresa, grande empresa, de acordo com a receita bruta anual e o número de empregados (IBGE – Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística).

Na França, as empresas recebem classificações de acordo com a receita bruta anual e o número de empregados, subdividindo-se em: *très petite entreprise (TPE)*, *petite et moyenne entreprise (PME)*, *entreprise de taille intermédiaire (ETI)* e *grande entreprise (GE)* (INSEE – Institut National de la Statistique et des Études Économiques).

A prestação de serviços é desenvolvida, portanto, por qualquer atividade profissional, autônoma, empresarial ou sociedade simples, exercida com liberdade técnica, sendo seu alcance muito amplo.

Trazemos, nos dois próximos itens, uma descrição dos principais aspectos teóricos do contrato de prestação de serviços no Brasil e na França. Baseamo-nos, para isso, nos pressupostos trazidos pelas obras relativas à prestação de serviço, no Brasil e na França, apresentadas na Introdução e Justificativa desta tese.

1.1 Aspectos teóricos do contrato de prestação de serviços brasileiro

Notamos, em nossa pesquisa bibliográfica sobre o contrato de prestação de serviços brasileiro, que alguns aspectos são considerados importantes na elaboração deste documento. Dentre eles, trazemos, neste item, alguns apontamentos sobre o objeto do contrato e as obrigações das partes, a remuneração, o prazo de vigência e a extinção do contrato, bem como a eleição do foro, a assinatura das partes e a indicação das testemunhas.

A. Objeto do contrato e obrigações das partes

A cláusula concernente ao objeto da prestação de serviços é, normalmente, a primeira do contrato; nela, o prestador e o contratante devem evidenciar, de modo claro e preciso, seus interesses contratuais, ou seja, a finalidade do contrato.

O artigo 594 do Código Civil prevê que "toda a espécie de serviço ou trabalho lícito, material ou imaterial, pode ser contratada mediante retribuição". O objeto do contrato deve ser lícito, ou seja, não contrário à lei, à ordem pública ou aos bons costumes.

Na cláusula relativa ao objeto ou em cláusula separada, podem ser especificadas as obrigações das partes. O Código Civil (2002) determina que, não sendo o prestador de serviços contratado para determinado trabalho, entender-se-á que é responsável por todo e qualquer serviço compatível com suas forças e condições.

Além disso, o contratado não poderá – antes de preenchido o tempo, ou concluída a obra – ausentar-se ou dispensar-se dos serviços contratados, por tempo certo ou obra determinada, se não houver uma denúncia imotivada do contrato.

B. Remuneração e suas condições

Sendo o contrato de prestação de serviços caracterizado como oneroso, as partes necessitam fixar o preço, bem como sua forma de pagamento no contrato.

As partes dispõem de total liberdade para adotar índices gerais de preços, com periodicidade de reajuste anual, se o contrato tiver prazo igual ou superior a 12 meses. O reajuste não é considerado se o prazo de vigência do contrato for inferior a 12 meses (Salomo, 2005, 70). Além da previsão do preço dos serviços e do eventual índice de reajuste, as partes estipulam de comum acordo a forma de pagamento.

O Código Civil (2002) prevê que se as partes não tiverem estipulado ou chegado a um acordo, a remuneração deverá ser estipulada por arbitramento, segundo o costume do lugar, o

tempo de serviço e sua qualidade. O pagamento será realizado depois de prestado o serviço, salvo se as partes acordaram o pagamento adiantado ou em prestações.

Salomo (2005, 68) destaca que “no que se refere ao preço, as obrigações exequíveis no território nacional devem ser feitas pela nossa moeda corrente”, salvo algumas exceções. Essas exceções não se aplicam, entretanto, ao contrato de prestação de serviços.

C. Prazo de vigência

O Código Civil (2002, art. 598) determina que o contrato de prestação de serviços extinguir-se-á, passado o prazo de quatro anos, mesmo se não concluída a obra. As partes poderão, então, firmar novo contrato.

Um contrato que estabeleça um prazo maior que quatro anos de duração não é considerado, entretanto, nulo.

O fundamento desse artigo seria a inalienabilidade da liberdade humana, para que não exista a exploração do mais fraco pelo mais forte economicamente. Entretanto, alguns autores acreditam que essa limitação de prazo, imposta pelo Código Civil, tem pouca aplicação prática atualmente, uma vez que a “contratação de serviços é pactuada por prazo determinado ou indeterminado, dependendo se seu objeto reflete um serviço que demande um tempo certo ou não (Salomo, 2005, 42).

Se houver quaisquer conflitos entre as partes no tocante ao prazo de vigência do acordo que as une, a limitação do prazo de quatro anos, imposta pelo Código Civil, será considerada pelo juiz. Cabe lembrar que o período que o prestador, por culpa sua, deixa de servir, não é considerado no prazo do contrato.

D. Extinção do contrato

Os contratos, de uma maneira geral, podem ser extintos, após sua formação, pelas seguintes formas: (a) rescisão ou resilição, (b) resolução ou (c) resolução por onerosidade excessiva.

“A resilição ou rescisão significa uma dissolução por mútuo consentimento ou por uma das partes, quando lhe cabe direito” (Salomo, 2005, 57). Para isso, é preciso que haja uma declaração unilateral de vontade, ou seja, a denúncia do contrato.

A denúncia pode ser motivada ou imotivada. Qualquer uma das partes podem rescindir o contrato mediante denúncia imotivada, se o prazo e o objeto não forem estipulados no contrato assinado.

A resolução é a “extinção do contrato pela inexecução por um dos contratantes de suas obrigações, isto é, decorre do inadimplemento” (Salomo, 2005, 57). As partes têm a possibilidade de inserir uma cláusula no contrato (denominada *cláusula resolutiva expressa*), com o objetivo de prever a resolução do ajuste por inadimplemento de suas obrigações. Se a cláusula resolutiva expressa não for estipulada no contrato, há necessidade de interpelação judicial, dando lugar à *cláusula resolutiva tácita* (Salomo, 2005, 57-58).

Outra hipótese de extinção do contrato é a resolução por onerosidade excessiva. O artigo 478 do Código Civil (2002) determina que “se a prestação de uma das partes se tornar excessivamente onerosa, em virtude de acontecimentos extraordinários e imprevisíveis, poderá o devedor pedir a resolução do contrato”.

Além dessas possibilidades, o contrato dar-se-á como findo nos casos de morte de qualquer das partes, escoamento do prazo, conclusão da obra e impossibilidade de continuação do serviço, motivada por força maior (Código Civil, 2002, art. 607). A extinção do contrato é considerada legal nesses casos, pois esse documento, na maior parte das vezes, é de caráter personalíssimo (salvo se houver estipulação de possibilidade de cessão).

E. Eleição do foro

O artigo 78 do Código Civil (2002) determina que “nos contratos escritos poderão os contratantes especificar domicílio onde se exercitem e cumpram os direitos e obrigações deles resultantes”.

É preciso considerar que a cláusula de foro estabelecida no contrato não poderá dificultar o tomador do serviço quando de sua eventual aplicabilidade. Por exemplo, se o serviço a ser realizado é em determinado município, e o foro, estabelecido no contrato, for em outro município, uma das partes terá dificuldades de acesso ao Judiciário. Isso deve ser, portanto, evitado no contrato de prestação de serviços.

F. Assinatura das partes e testemunhas

O documento jurídico deverá ser assinado pelas partes, juntamente com a menção do local e a data da celebração. Se qualquer uma das partes não souber ler, o contrato poderá ser assinado a rogo e subscrito por duas testemunhas.

Em quaisquer casos (assinatura ou assinatura a rogo), o contrato deve ser subscrito por duas testemunhas, como previsto no artigo 585, II do Código de Processo Civil.

1.2 Aspectos teóricos do contrato de prestação de serviços francês

Na França, os contratos cujos objetos são prestações de serviços subdividem-se em *contrat d'entreprise* ou *contrat de prestation de services* e *mandat* (mandato).

O *contrat d'entreprise* ou *contrat de prestation de services* é o contrato pelo qual uma pessoa encarrega-se de fazer um serviço a pedido de outra, mediante remuneração e agindo de forma independente.

Já o *mandat* (mandato) é o ato pelo qual uma pessoa dá a outra, designada mandatário, o poder de cumprir um ato jurídico em seu nome (Barbieri, 1995, 268). Os dois tipos de prestação de serviços consistem na execução de um trabalho por uma pessoa, mas devem ser distinguidos. Neste trabalho, concentrar-nos-emos no contrato de prestação de serviços.

No *contrat d'entreprise* ou *contrat de prestation de services*, são realizadas atividades manuais de fabricação, de transformação ou prestações intelectuais por um prestador de serviços que não representa a pessoa que o contratou (Barbieri, 1995, 269).

É um dos contratos que o Código Civil francês define e organiza, bem como a venda, o mandato, o depósito, a locação de coisas, a troca, o empréstimo, a fiança e a transação. É submetido, na França, a normas gerais da Teoria Geral dos Contratos, mas também a normas específicas, que variam de acordo com o tipo de prestação efetuada (Delebecque, 1993, 4-5).

Prestações materiais ou imateriais podem ser objeto de um contrato de prestação de serviços. As prestações materiais consistem na transformação, no conserto, na manutenção de coisa material. As prestações imateriais consistem no cumprimento de um trabalho intelectual, de concepção ou de pesquisa.

O prestador é considerado inteiramente responsável pelo *fazer* e pelo *saber* da tarefa que lhe foi incumbida. O *saber* faz com que o prestador tenha a liberdade de ser independente para realizar seu serviço. O *fazer* é uma condição prévia à contratação do serviço (Delebecque, 1993, 23).

Com base em Delebecque (1993), Barbieri (1995) e no Código Civil Francês (artigos 1779 a 1799-1), ressaltamos os aspectos a seguir sobre o contrato de prestação de serviços na França.

A. Obrigações e responsabilidade das partes

Durante o tempo da realização da prestação, as partes têm a responsabilidade de coexistir. O tomador de serviço deve respeitar o princípio de colaboração, que consiste no fornecimento de informações indispensáveis para o bom cumprimento da tarefa pelo prestador.

O tomador do serviço não deve intervir diretamente na tarefa – ação que o responsabilizaria, no caso de eventuais malfeitorias – mas sim alertar o prestador sobre as eventuais dificuldades, resultantes da realização das prestações.

O prestador é inteiramente responsável por seu serviço, devendo respeitar seu bom cumprimento, de acordo com as normas que regem sua profissão.

O artigo 1142 do Código Civil francês determina que, se houver inexecução por parte do devedor (o prestador é considerado, assim, como devedor de uma obrigação), qualquer obrigação de *fazer* ou de *não fazer* é resolvida em perdas e danos.

Nesse sentido, se houver atraso na entrega do serviço contratado por parte do prestador, o contratante poderá recorrer à Justiça para que o prestador termine o que havia sido previsto no contrato de prestação de serviços, sob pena de pagamento de penalidade, de determinado valor por dia de atraso (Barbieri, 1995, 285 ; Delebecque, 1993, 72-73).

B. Determinação do objeto do contrato e competência do prestador

Para que um contrato de prestação de serviços não seja considerado um contrato de trabalho ou mandato ou mesmo contrato de venda, é preciso que tenha como objeto uma tarefa específica e pontual, que necessite de competência especial.

A tarefa a ser cumprida pelo prestador deve ser bem delimitada. É regida pela jurisprudência francesa com vistas a lutar contra (1) o trabalho dissimulado (art. L324-9 do Código do Trabalho francês); (2) a terceirização ilegal de mão-de-obra (art. L125-3 do Código do Trabalho francês); (3) o tráfico ilegal de mão-de-obra (art. L125-1 do Código do Trabalho francês).

C. Determinação do prazo de realização dos serviços

O prazo de realização dos serviços deve ser claramente estabelecido no contrato e devidamente cumprido. Não encontramos, na legislação francesa, prazo máximo ou mínimo de duração do contrato de prestação de serviços.

Uma duração determinada deve ser especificada no contrato, para não ser confundido com um contrato de trabalho (Delebecque, 1993, 287).

Se o contrato assinado tiver como objeto prestações diversas, as partes podem determinar o prazo para cada tipo de tarefa a ser realizada, de acordo com a experiência e competência do prestador.

D. Remuneração e condições de pagamento

A legislação francesa (*Arrêté du 2 mars 1990 – Legifrance*) determina que os profissionais devem informar a seus clientes, antes de qualquer serviço, os custos relativos à mão-de-obra, as modalidades de contagem das horas trabalhadas e os valores das diversas prestações que lhes são propostas.

Essas informações devem ser expostas nos estabelecimentos comerciais ou devem ser apresentadas em um documento escrito antes do início de qualquer trabalho (Barbieri, 1995, 338).

Um orçamento, estimativo ou fixo, pode ser feito antes do início da prestação. O preço é determinado de forma livre pelas partes, conforme as normas gerais dos contratos (Memento Droit Commercial - Contrat d'entreprise (ou de prestation de services), 2011, 480).

Quando o orçamento é estimativo, o prestador estabelece o preço, de acordo com as previsões baseadas nos custos de execução de diversas tarefas. O prestador apresenta, ao tomador do serviço, um orçamento detalhado, descritivo e estimativo dos serviços que deverão ser realizados. Esse tipo de orçamento dá ao prestador maior flexibilidade, principalmente se houver imprevistos relativos ao serviço e ao material estimados (Delebecque, 1993, 40).

Já quando o orçamento é fixo (*forfait*, em francês), o prestador estabelece o preço de modo geral e não pode ser alterado por nenhuma das partes. Se o custo dos materiais ou a mão-de-obra aumentarem, o prestador deverá arcar com esses gastos (Delebecque, 1993, 40).

Se o orçamento não for feito antes do início dos trabalhos, no final dos serviços, o tomador do serviço poderá aceitar ou não o preço do prestador. Quaisquer discórdias entre as partes sobre o preço serão resolvidas na Justiça ou por um árbitro.

O pagamento pelos serviços efetuados é realizado, geralmente, no final dos trabalhos. Se as prestações a serem efetuadas forem muito dispendiosas, o valor total poderá ser dividido em duas ou mais parcelas (em francês, *provision* ou *acompte*).

O atraso do pagamento devido, por parte do tomador do serviço, pode ocasionar a suspensão do serviço, até que a regularização do pagamento seja feita. O prestador deverá, nesse caso, avisar o contratante antecipadamente, por meio de carta de cobrança.

As eventuais inadimplências (referentes a quaisquer condições do contrato, inclusive de pagamento), podem ser resolvidas em juízo ou por um árbitro.

E. Rescisão, resolução e dissolução do contrato

O artigo 1184 do Código Civil francês estabelece que qualquer contrato bilateral pode ser rescindido, se uma das duas partes não cumprir as condições estabelecidas no contrato celebrado.

O contrato não será considerado resolvido de pleno direito, tendo a parte prejudicada a escolha entre (1) exigir da outra parte a execução forçada do contrato ou (2) recorrer à Justiça, solicitando a resolução do contrato com perdas e danos.

As partes têm, também, a possibilidade de inserir uma cláusula, no próprio contrato, referente à rescisão antecipada, devido a quaisquer motivos ou a razões específicas, indicadas no contrato (art. 1780 do Código Civil francês). É imprescindível que a parte rescindente notifique, antecipadamente, a outra parte, por meio de carta registrada com aviso de recebimento. As eventuais indenizações (devido à rescisão) ficam a critério das partes.

O artigo 1795 do Código Civil francês estabelece, ainda, que o falecimento do prestador de serviços ocasiona a dissolução do contrato de prestação de serviços.

F. Autoridade competente

As partes determinam, no próprio documento, como serão resolvidas as eventuais divergências oriundas da interpretação, execução, cumprimento ou rescisão do contrato.

A autoridade competente é escolhida de comum acordo entre as partes e está vinculada ao tipo de prestação de serviços do contrato.

1.3 Terminologia do contrato de prestação de serviços

A terminologia recorrente no contrato de prestação de serviços provém de domínios diversos. Por ser um documento jurídico, grande parte da terminologia é de natureza jurídica, mas o terminólogo pode também encontrar termos de uso nos domínios da Economia, Psicologia, Contabilidade, Educação, Finanças, Informática, entre outros, conforme a natureza do contrato.

Encontramos essa variedade de domínios ao estudar o contrato de prestação de serviços, devido à abrangência de serviços que esse contrato abarca. Os pressupostos teóricos apresentados a seguir foram, entretanto, direcionados à terminologia proveniente do domínio jurídico, pois foi a mais recorrente nesse documento.

O vocabulário jurídico é estudado por linguistas ou profissionais do Direito devido às particularidades que apresenta, muitas vezes associadas ao sistema jurídico de cada sociedade. Essas particularidades são visíveis, principalmente, quando documentos jurídicos devem ser traduzidos, questionamentos relativos à equivalência dos efeitos jurídicos são suscitados, afirma Gémar (2002, 164).

De fato, esses questionamentos não se reduzem apenas ao vocabulário, mas ao texto e ao discurso jurídico. A complexidade atual dos textos jurídicos vem, sobretudo, do fato de que eles refletem a crescente complexidade da sociedade que os produz (Gémar, 2002, 170).

Lerat e Sourioux questionam-se sobre a necessidade de uma dupla formação, jurídica e linguística, para que o pesquisador consiga apreender, de maneira global, a linguagem jurídica. Segundo esses autores, diante da impossibilidade, para o jurista, de proceder a um estudo sistemático dessa linguagem, a solução seria recorrer a um linguista, com vistas a uma aplicação metódica da teoria linguística aos vocábulos e à sintaxe do direito (Lerat et Sourioux, 1975, 11).

A pertinência jurídica poderia ser prejudicada, devido ao sentido atribuído pelo jurista aos conceitos definidos no Direito. A lógica interna do Direito leva o especialista a definir e utilizar os termos de acordo com essa própria lógica, o que soa estranho ao não-especialista.

> A venda, para o jurista, não é o que ela poderia ser para o homem de negócios ou mesmo para o economista, ou seja, a alienação de um bem mediante um equivalente econômico. Para o jurista, esse equivalente econômico deve ser um preço, ou seja, um valor líquido; esse bem deve ser, ainda, uma propriedade ou um direito incorpóreo [...] [Tradução nossa] [1]. (Dabin, 1935, 117)

Na realidade, o especialista jurídico está apto a lidar com a linguagem jurídica, pois conhece a lógica interna do Direito, que o auxilia a delimitar os possíveis sentidos de dterminado termo dentro de um contexto jurídico.

No âmbito de nossa pesquisa, notamos alguns aspectos que refletem a complexidade do vocabulário jurídico. Esses aspectos são, também, apontados por especialistas da área (Lerat et Sourioux, 1975 ; Oscar Joseph De Plácido e Silva, 2007). Dentre eles, ressaltamos (a) importante variação terminológica, (b) relações de significação importantes apresentadas pelos termos, sobretudo polissemia e (c) disparidade de uso da terminologia estudada em obras ou documentos jurídicos.

No tocante ao primeiro aspecto, a variação terminológica, podemos dar, como exemplo, o termo *remuneração*, uma obrigatoriedade para o contrato de prestação de serviços.

---

[1] "La vente, pour le juriste, n'est pas ce qu'elle pourrait être au regard de l'homme d'affaires ou même de l'économiste, à savoir l'aliénation d'un bien moyennant un équivalent économique. Pour le juriste, cet équivalent économique doit être un prix, c'est-à-dire une somme d'argent; ce bien doit être encore une propriété ou un droit incorporel [...]. (Dabin, 1935, 117)

Remuneração tem o sentido de *retribuição*, *pagamento*, *paga*, *recompensa*, *compensação*, *prêmio*. Pode, ainda, no Direito Trabalhista, significar *salário* (Diniz, 2005 ; De Plácido e Silva, 2007 ; Sidou, 2009).

O uso desses termos, por parte do legislador e dos profissionais do Direito, não pode ser indiscriminado. A precisão terminológica deve ser adequada à natureza do documento jurídico.

Para contrato de prestação de serviços, o prestador recebe *retribuição*, *remuneração* ou, para determinadas prestações, *honorários*, mas não um *salário*, típico das relações trabalhistas. Sendo a prestação de serviços realizada por um profissional autônomo, o uso de termos correntes e específicos às relações trabalhistas poderia suscitar a má interpretação do contrato por parte das autoridades competentes na resolução de eventuais litígios entre as partes. O mesmo ocorre com o termo *aviso prévio*, para o qual é recomendado o uso de *denúncia*, mais adequado aos contratos civis (Diniz et al., 2002, 321).

O segundo aspecto concerne sobretudo à polissemia, bastante presente no domínio jurídico (Lerat et Sourioux, 1975, 34 ; Oscar Joseph De Plácido e Silva, 2007). Uma mesma unidade léxica pode ter determinado significado na língua geral, mas apresentar sentido bem específico no sistema jurídico. Por exemplo, *erro*, que significa *inexatidão*, *incorreção* na língua geral (Ferreira, 1999 ; Houaiss, 2001), adquire sentido específico no âmbito do contrato de prestação de serviços. Se o prestador de serviços cometer um erro durante a realização de seu serviço, pode sofrer consequências jurídicas.

De fato, no contrato de prestação de serviços, um erro pode trazer graves problemas ao prestador, como podemos notar neste trecho, extraído de um dos contratos dos CPSP: “a responsabilidade relativa à qualidade e/ou ao efeito do atendimento, caberá, exclusivamente, ao profissional que prestou o serviço, competindo-lhe responder em juízo, se for o caso, por qualquer erro ou falha técnica ocorrida”.

Alguns termos podem apresentar, além disso, significados diferentes, em decorrência do subdomínio do Direito no qual são utilizados. Por exemplo, *acceptation* [aceitação], para o Direito Civil francês, significa o "consentimento de uma pessoa a uma proposta de contrato que lhe foi feita" [Tradução nossa] [2] (Cornu, 2007). Para o Direito dos Tratados, é a "maneira pela qual um Estado expressa seu consentimento para estar ligado por um tratado, sem assinatura prévia do acordo" [Tradução nossa] [3] (Cornu, 2007).

Dessa forma, o trabalho terminológico consiste na especificação dos termos por subdomínios, de modo que os campos de abrangência de determinado termo possam ser descritos e, posteriormente, difundidos à comunidade científica.

O terceiro e último aspecto concerne à disparidade encontrada, por vezes, entre o uso de termos utilizados em contratos, documentos legais (Código Civil, por exemplo) e obras jurídicas (dicionários e livros especializados).

A pessoa que contrata o serviço é designada por *contratante*, *cliente*, *tomador do serviço*, *dono do serviço*, cada qual utilizado em um tipo de documento, com sentidos equivalentes. O terminólogo, ao observar a prática e o uso desta terminologia, deve estar atento também para reunir termos que sejam adequados sintática, semântica e lexicalmente.

---

[2] "Consentement d'une personne à une offre (de contrat) qui lui a été faite" (Cornu, 2007).

[3] "Dans le droit des traités, manière par laquelle un État exprime son consentement à être lié par un traité, sans signature préalable de l'accord". (Cornu, 2007)

2. Terminologia geral: aspectos teóricos

As teorias desenvolvidas por terminólogos, desde o início da Terminologia moderna, propiciaram a discussão de elementos teóricos abordados nessa disciplina, tais como o conceito, o objeto, o termo, a designação, a definição e o domínio de especialidade.

O principal objetivo, no início dos trabalhos terminológicos, foi a normalização dos termos técnico-científicos. Houve, no final do século XIX, uma revolução industrial importante. Nessa época, o desenvolvimento industrial era rápido e novo para a população, gerando, dessa forma, conflitos de compreensão terminológica entre os especialistas, técnicos e empregados. Esse ambiente acarretou uma necessidade por parte, principalmente, dos engenheiros, de denominação dos diversos produtos construídos, a fim de evitar desentendimentos na comunicação (Depecker, 1999, 7).

Considerado fundador de uma escola de terminologia, voltada ao estudo das necessidades de normalização industrial de abrangência mundial, Eugen Wüster (1898-1977), engenheiro de formação, propôs um estudo sistemático de vocabulários técnicos em sua tese intitulada *A normalização da terminologia técnica internacional*, defendida em 1931 (Wüster, 1968, xi). A tese de Wüster foi fonte inspiradora na elaboração do programa de estudos do Comitê de Terminologia (ISA 37), criado em 1936 pela Federação Internacional das Associações Nacionais de Normalização (Wüster, 1968, xi), o qual, alguns anos mais tarde (por volta dos anos 1950) voltaria à ativa com o nome de ISO/TC 37 – *Terminologie et autres ressources langagières et ressources de contenu*.

O trabalho desenvolvido por Wüster foi apontado, entretanto, anos mais tarde, por vários especialistas (Cabré, 1998 ; Humbley, 2004 ; Savatovsky et Candel, 2007 ; Slodzian, 1993) como altamente prescritivo. A abordagem da terminologia nesse viés prescritivo pode

excluir o estudo de várias questões linguísticas, sociolinguísticas, semânticas, variacionistas e, ainda, desconsidera a evolução constante dos termos.

Questões semânticas e morfológicas sobre os léxicos especializados foram levantadas, a partir dos anos 1970, em estudos de cunho lexicológico e terminológico, por autores como Louis Guilbert (1975), Alain Rey (1979) e Jean-Claude Boulanger (1995). Criada no início dos anos 1970, a base de dados terminológicos *Termium* da Universidade de Montreal (Canadá) ajudou à elaboração de uma metodologia de pesquisa e de normalização terminológica, de alcance internacional.

A publicação, em 1979, do livro intitulado *Terminologie: nom et notions*, de Alain Rey, no qual o autor retoma, de um modo geral, questões relativas ao conceito, ao termo e ao sistema conceitual contribuiu para afastar a visão puramente prescritiva da Terminologia. O autor afirma que "como a Linguística, a Semântica ou a Semiótica, a Terminologia estuda signos" [Tradução nossa][4] (Rey, 1979, 18).

Nos anos 1980, alguns manuais de Terminologia foram publicados e houve o desenvolvimento de políticas terminológicas, ligadas, sobretudo, à planificação terminológica. Dentre outros, citamos o *Manuel pratique de terminologie*, obra publicada em Paris e em Montreal, de Robert Dubuc (1980), que passou, desde então, por várias revisões e atualizações (a última edição, quarta edição, data de 2002) e *Introduction à la terminologie* de Guy Rondeau (1984).

Diversas correntes e teorias foram, posteriormente, elaboradas, baseadas em aspectos sobretudo sociológicos e variacionistas (Socioterminologia (Gaudin, 1993a)), comunicativos (Teoria Comunicativa da Terminologia (Cabré, 1993)), semânticos (Terminologia Cognitiva (Temmerman, 2000), Terminologia Textual (Bourigault et Slodzian, 1998)), antropológicos e etnológicos (Terminologia Cultural (Diki-Kidiri, 2007) e Etnoterminologia (QUIRION,

---

[4] "Comme la linguistique, la sémantique ou la sémiotique, la terminologie étudie des signes" (Rey, 1979, 18).

Depecker et Rousseau, no prelo)) e históricos (Terminologia Diacrônica (De Schaetzen, 1989)).

De acordo com a ISO, um dos objetivos principais do trabalho terminológico, entendido como o tratamento de terminologias de especialidade, é a padronização dos conceitos e das terminologias utilizadas por especialistas e não-especialistas, a fim de facilitar e permitir a comunicação entre eles (ISO, Norme internationale ISO 704, 2009, V). Essa tarefa, entretanto, é de grande complexidade, devido à reatividade do termo enquanto signo linguístico.

A Terminologia faz parte da Linguística. Dessa forma, conceitos, termos, definições são discutidos e levantados pelos terminólogos, em obras de cunho terminológico e terminográfico. As discussões e confrontos de vários pontos de vista, adotados pelas teorias desenvolvidas, sobre um mesmo conceito são importantes para o progresso dos estudos terminológicos.

2.1 Linguística e Terminologia

A Terminologia estuda as línguas de especialidade, que, inseridas em um contexto técnico e profissional, apresentam, em sentido amplo, os mesmos aspectos linguísticos da língua geral.

Uma unidade terminológica, quando exposta e utilizada por uma sociedade ou grupo, reage de diferentes formas e pode sofrer influências diversas, provenientes de elementos culturais marcantes, da história, de aspectos sociais (tais como demográficos, sociológicos, econômicos).

O terminólogo é considerado um mediador: por um lado, é preciso considerar essa pluralidade de sentidos, porém, por outro lado, é preciso encontrar um consenso, que reúna conhecimento especializado (a ser transmitido) e contexto social.

A ligação entre a Linguística e a Terminologia, do ponto de vista do signo, do objeto e do conceito foi defendida na obra *Entre signe et concept: éléments de terminologie générale* (Depecker, 2002). Essa obra teve como ponto de partida a tese de Doutorado do autor, defendida em 1994, intitulada *Un exemple d'aménagement terminologique: les commissions ministérielles de Terminologie en France (1970-1993)* e publicada com o título *L'invention de la langue, le choix des mots nouveaux* (Depecker, 2001). O autor defendeu uma abordagem linguística e terminológica, utilizada pelas comissões especializadas de terminologia e neologia da França, com objetivos de planificação terminológica.

A prática do terminólogo consiste, de modo geral, em encontrar, para cada conceito, uma ou várias designações linguísticas (sinonímicas em uma língua ou equivalentes de uma língua para outra). Esse trabalho só é possível graças à definição, a qual permite ao terminólogo determinar que (a) o conceito descrito corresponde ao objeto estudado e (b) as designações remetem a esse objeto por meio do conceito (Depecker, 2002, 19).

A Terminologia é uma das poucas disciplinas, segundo o autor, que permite o estudo da relação do signo ao conceito, ou até mesmo ao objeto.

> O trabalho do terminólogo [...] certamente consiste em estar atento para manter a coerência das línguas com as quais ele trabalha e para inserir as terminologias no tecido da língua. As línguas não são simplesmente instrumentos, [...] mas estão inseridas, em todos os níveis, inclusive científico e técnico, nas sociedades e nas culturas, as quais elas ajudam a construir [Nossa tradução] [5]. (Depecker, 2002, 96)

Visto os conjuntos terminológicos estarem inseridos em uma língua, cultura e história, as relações lógicas e ontológicas – cujo estabelecimento permite a sistematização do trabalho terminológico – não são suficientes para a compreensão do processo de conceptualização e designação de uma unidade terminológica. Ressaltamos, por exemplo, a questão dos termos especializados formados através de metáforas (Gaudin, 2005 ; Oliveira, 2005).

---

[5] Le travail du terminologue […] est sans doute de veiller à maintenir la cohérence des langues qu'il a à traiter, et à inscrire les terminologies dans le tissu de la langue. Loin d'être de simples instruments, […] les langues sont inscrites, par toutes leurs dimensions, y compris scientifiques et techniques, dans des sociétés et dans des cultures qu'elles contribuent à façonner. (Depecker, 2002, 96)

O imaginário e o real encontram-se constantemente. Isso é ainda mais claro quando analisamos duas línguas e constatamos quão imbricadas estão as unidades terminológicas na história e cultura de determinada sociedade. Estudos da Filosofia e análises de processos cognitivos buscam demonstrar que pensamos as coisas por meio de representações por nós feitas, um processo de conceptualização (Depecker, 2009, 135).

As relações psicológicas intervêm nesse processo, devido à sensação, à percepção, à afeição que podemos demonstrar diante de um acontecimento, um objeto e/ou uma situação (Depecker, 2009, 135-7). A imaginação linguística permite a associação de ideias, a relação de conceitos aos quais remetem a diversos tipos de imagem e/ou figuras presentes e/ou criadas no imaginário.

Água, do ponto de vista linguístico, pode significar, por exemplo, uma lágrima (expressão: *olhos cheios de água*), a saliva (expressão: *deu água na boca*), a urina (gíria: *tirar água do joelho*), uma sopa rala (uso figurado: *esta sopa está uma água!*). Do ponto de vista da Química, água é, entretanto, uma substância química composta de hidrogênio e oxigênio, representada pela fórmula molecular H_2O. O campo de significação de determinado termo vai ser delimitado com a ajuda, portanto, da área na qual o mesmo é estudado.

Os elementos teóricos – conceito, objeto, definição, domínio de especialidade – são fundamentais na delimitação de um termo, que, enquanto signo linguístico, assim como a palavra, diferencia-se dessa por apresentar maior tecnicidade. Um dos objetivos da Terminologia é a interpretação do gesto, do ato imaginário, para delimitá-lo e, assim, facilitar a compreensão e a transmissão do conhecimento.

2.2 Língua geral, língua de especialidade

Língua geral é definida como um “sistema de comunicação oral e escrita de uso cotidiano e geral em uma comunidade linguística” e língua de especialidade é um “sistema de

comunicação oral ou escrita, usado por uma comunidade de especialistas de uma área particular do conhecimento" (Pavel et Nolet, 2002, 124).

A diferença entre língua geral e língua de especialidade dar-se-ia, de acordo com essas definições, em relação ao tipo de comunidade que a utilizaria; a primeira, uma comunidade linguística e a segunda, uma comunidade de especialistas de determinada área. Entretanto, esses não são os únicos pontos de diferença a serem observados.

De acordo com Depecker (2002, 62-64), há níveis de língua, dentro dos quais os termos estão inseridos. Esses níveis são a *língua geral*, a *língua comum* e a *língua especializada*. "A *língua geral* pode ser definida como o conjunto das formas e das regras de combinação que entram no funcionamento de uma língua" [Tradução nossa][6] (Depecker, 2002, 62). A língua utilizada no dia-a-dia, nas situações corriqueiras, ou seja a *língua comum*, alimenta-se da língua geral.

O uso de *língua especializada*, na realidade, revelaria elementos da língua comum, os quais se tornariam especializados, devido ao nível de tecnicidade. A língua especializada articula-se por meio de domínios de atividades e pode variar sensivelmente de um para outro domínio. É considerada uma língua natural, a partir da qual conhecimentos especializados são transmitidos. Sendo assim,

> [a língua especializada] está inserida primeiramente em uma situação de uso profissional. [...] É a própria língua (como sistema autônomo), mas está a serviço de uma função maior: a transmissão de conhecimentos. A tecnicidade na formulação varia de acordo com as necessidades de comunicação [Tradução nossa][7]. (Lerat, 1995, 21)

À escolha lexical de "especializada", subjaz a ideia de que há vários níveis de especialização e de integração de fatores externos.

---

[6] "La langue générale peut se définir comme l'ensemble des formes et des règles de combinaison qui entrent dans le fonctionnement d'une langue" (Depecker, 2002, 62).

[7] "la langue spécialisée est d'abord en situation d'emploi professionnel. [...] C'est la langue elle-même (comme système autonome) mais au service d'une fonction majeure: la transmission de connaissances. La technicité dans la formulation est variable selon les besoins de la communication". (Lerat, 1995, 21)

A *língua de especialidade* é entendida, nesse sentido, como a língua especializada articulada com a ajuda dos setores de atividades (Depecker, 2002, 64).

Essa diferenciação é necessária, pois um dos objetivos dos trabalhos terminológicos é justamente organizar o conhecimento especializado, de modo que sua transmissão seja feita de modo coerente e adequado ao meio profissional, de acordo com as diferentes especialidades.

2.3 Conceito

A Terminologia estuda a língua de especialidade, mais especificamente, os vocabulários de especialidade, inseridos em um contexto socioprofissional. Os vocabulários especializados devem ser transmitidos, nacional e internacionalmente, à comunidade científica que os utilizam.

O estudo na Terminologia não é feito a partir da palavra em si, do significado, ou do referente, mas sim do conceito. O conceito está relacionado ao pensamento e pode existir sem necessariamente ter um representante linguístico:

> O emissor deve fazer uma escolha mental [do mundo de referência] para selecionar determinado número de elementos da percepção, pois não necessariamente tudo o que é imaginado ou apreendido é dito. É o fenômeno fundamental da conceptualização ou redução seletiva da referência. [...] Podemos ter ouvido uma conferência, lembrar o conteúdo e ter esquecido, porém, em qual língua nativa a mesma foi apresentada. A retenção da memória é realizada de modo conceitual e pode ser reativada, naturalmente, na língua mais próxima do interlocutor [Tradução nossa] [8]. (Pottier, 1974, 21)

Entendemos que o conceito consiste na representação mental de determinado objeto, realizada graças ao pensamento. Essa representação é realizada com a ajuda das relações lógicas, ontológicas e psicológicas.

---

[8] "L'émetteur doit en faire une saisie mentale pour sélectionner un certain nombre d'éléments de la perception: tout ce qui est imaginé ou perçu n'est pas dit. C'est le phénomène fondamental de la conceptualisation, ou réduction sélective de la référence. [...] On peut avoir entendu une conférence, se souvenir de son contenu, et avoir cependant oublié dans quelle langue naturelle elle a été prononcée. La rétention mémorielle est d'ordre conceptuel, et réactivée, naturellement, dans la langue la plus familière au sujet parlant". (Pottier, 1974, 21)

O objeto, por sua vez, é descrito por meio de traços semânticos os quais definem um conceito. Em relação ao objeto, a terminologia busca (1) visá-lo; (2) situá-lo; (3) determiná-lo e (4) especificá-lo, de acordo com o ponto de vista adotado em uma pesquisa. Para isso, são atribuídas, aos objetos, propriedades próprias às categorias dentro das quais se reagrupam determinadas classes de objetos. Por exemplo, um objeto pode ser categorizado de acordo com sua cor, sua estrutura molecular, sua massa atômica etc. (Depecker, 2005, 7).

A concertação e entendimento sobre determinado conceito dá-se devido ao mesmo ponto de vista sobre esse conceito, por parte de uma comunidade.

Para que possamos identificar os objetos, é preciso atribuir-lhes traços conceituais que os caracterizem. Os traços conceituais formam determinado conceito, expresso, por exemplo, graças às representações simbólicas (desenhos, imagens, signos linguísticos, fórmulas, equações).

Os objetos são descritos de acordo com:

> - a intensão: representa o conjunto dos traços conceituais que constituem um objeto. Por exemplo, uma mesa é definida como um móvel, o qual possui uma *superfície plana* sustentada por *pés*; - a extensão: representa o conjunto de objetos aos quais esse conceito refere-se: independentemente do estilo ou da forma de um móvel, podemos dizer se é uma mesa ou não [Tradução nossa] [9]. (Depecker, 2002, 43)

As noções de intensão e de extensão provêm da lógica e são abordadas na Lexicologia e na Semântica. O questionamento, feito por semanticistas, consiste na relação entre a língua e o conceito. Na realidade, a ideia feita de mesa, compartilhada em nível europeu e americano, pode não ser compartilhada, necessariamente, no mundo todo. Pode haver outra ideia de sustentação da mesa, ou, simplesmente, não haver essa sustentação.

---

[9] "- l'intension, qui représente l'ensemble des caractères qui constituent un objet: par exemple, une table se définit comme un meuble comportant un *plan* soutenu par des *pieds*; - l'extension, qui représente l'ensemble des objets auxquels s'applique ce concept: quel que soit le style ou la forme d'un meuble, il est possible de dire s'il s'agit d'une table ou non". (Depecker, 2002, 43)

Não há uma ligação entre o conceito e a língua, enquanto forma linguística, mas entre alguns conceitos e a ótica adotada para certas questões nas diversas sociedades. Depecker (2009, 140) acrescenta que:

> Há um conceito no signo, o qual tem a tendência, por ser um termo, a remeter a um objeto do mundo. O próprio signo, entretanto, forma um conceito, um conceito semiótico. É preciso, portanto, projetar o conceito *no* signo e o signo como conceito. Isso enfatiza o fato de que o próprio signo é o resultado de uma conceptualização [Tradução nossa, grifo do autor] [10].

A definição de conceito em nossa pesquisa é extremamente importante, pois estudamos os aspectos culturais marcantes apresentados pelos termos. O estudo do conceito de cada termo fez-nos notar um recorte conceitual diferente entre o francês e o português para algumas unidades léxicas do campo dos contratos de prestação de serviços.

Sendo assim, buscamos delimitar:

1. os conceitos que são compartilhados totalmente entre o Brasil e a França no domínio estudado e suas respectivas designações;
2. quando há um recorte conceitual diferente entre os dois sistemas jurídicos, influenciando a equivalência das designações;
3. a questão da ausência de designação, podendo ser causada por ausência de determinado conceito em um dos sistemas jurídicos e/ou realidades.

Por isso, consideramos, em nossa pesquisa, que os conceitos podem ser compartilhados ou podem apresentar diferenças, em decorrência dos pontos de vista adotados em cada país. Analisamos essas diferenças, relacionadas com os aspectos culturais, intrínsecos a cada sociedade.

---

[10] "Il y a un concept dans le signe qui tend, s'agissant d'un terme, à renvoyer à un objet du monde. Mais le signe lui-même forme un concept: un concept sémiotique. Il faut donc pouvoir envisager le concept *dans le* signe et le signe comme concept. Ce qui ne fait qu'insister sur le fait que le signe est lui-même le résultat d'une conceptualisation". (Depecker, 2009, 140).

2.4 Designação

A designação é representada por uma forma linguística (termo e nome próprio) ou uma forma não-linguística (símbolo). Nossa pesquisa refere-se apenas aos termos.

Optamos pelo uso de designação, e não denominação. Designação expressa melhor a ideia de signo, pois não se restringe à nomeação. As unidades léxicas especializadas fazem parte de uma comunidade linguística que se desenvolve, transforma-se, é influenciada por diversos fatores econômicos, geográficos, demográficos, sociológicos ou, ainda, pelas culturas nas quais se integram. São, portanto, signos linguísticos.

A denominação data da Antiguidade (há indícios de que Platão (427? - 348? a. C.) já abordava a questão), época de início do questionamento sobre o processo de "dar nomes às coisas". Aristóteles (384-322 a. C.), seu discípulo, deu continuidade a esses estudos.

Do ponto de vista da Linguística, considera-se que "a relação entre um signo e um referente real ou imaginário, realizada graças à conceptualização, consiste na denominação" [Tradução nossa][11] (Pottier, 1974, 27).

Na Terminologia, alguns autores, como, por exemplo, Gaudin (2003), Cabré (1999), Lerat (1995) recorrem à denominação ou designação, sem discutir, aprofundadamente, a questão da escolha terminológica. Um número da revista *Meta* foi dedicado à denominação, no qual foi discutida, com base em cinco estudos diferentes, a relação entre o conceito e a denominação (Boisson, 1996 ; Chukwu, 1996 ; Gaudin, 1996 ; Kleiber, 1996 ; Thoiron, Arnaud, Béjoint et Boisson, 1996 ; Thoiron, 1996).

Para Depecker (2002, 20-21), o uso de *denominação* pode trazer à tona dois problemas fundamentais:

---

[11] "la relation entre un signe et un référent réel ou imaginaire – toujours à travers la conceptualisation – est la dénomination". (Pottier, 1974, 27)

1. visto sua origem etimológica, esse vocábulo evoca, exclusivamente, o nome, o substantivo;
2. diversos aspectos do signo, como semânticos, por exemplo, são desconsiderados.

Em uma pesquisa terminográfica, entretanto, não são apenas os substantivos considerados unidades léxicas especializadas. Os verbos, os adjetivos e os advérbios são também considerados unidades especializadas e portadoras de conhecimento.

Além disso, expressões latinas são, também, muito correntes no domínio jurídico e fazem parte da terminologia especializada desse domínio.

Há também as fraseologias, as quais representam, em um sentido amplo, formas linguísticas compostas por sujeito, objeto, verbo, complemento, etc. Cabe, portanto, falar em designação.

2.5 Termo

O termo é bastante estudado pelos terminólogos, pois é um ponto de intersecção entre o conceito, juntamente com o objeto, no plano extralinguístico, e o signo, no plano linguístico.

Partimos do princípio de que o termo é um signo linguístico e baseamo-nos em dois princípios fundamentais para o desenvolvimento deste item:

1. descrição das características apresentadas pelos termos as quais justificam seu tratamento como signo;
2. descrição dos aspectos relevantes na determinação de um termo.

Apesar de poderem cumprir os papéis de unidades informativas, elementos de nomenclatura ou unidades de tradução (Gaudin, 2005, 52), os termos não se restrigem a esses papéis.

O termo é um elemento ativo e reativo. Essa reatividade é comprovada por meio da observação de seu comportamento na língua: um neologismo, a escolha de um termo ao invés de outro, a sua divulgação para a população (Depecker, 2000, 92). O termo é um signo que adquire um valor especializado e que remete a um conceito.

Alguns aspectos relativos à variação, à sinonímia, à aceitação de um termo pela sociedade foram, claramente, demonstrados nos estudos referentes à planificação terminológica (Auger, 1987 ; Chansou, 2003 ; Depecker, 1997b, 1997a ; Diki-Kidiri, 2008 ; Tourneux, 2009) e também nos estudos descritivos (Barros, 1999 ; Condamines et Rebeyrolle, 1997 ; Duquet-Picard, 1986 ; Lagorgette et Bertrand, 2009, entre outros), nos quais o termo em uso, seja oral ou discursivamente, é analisado. Esses aspectos revelam a vivacidade do termo.

Ademais, o termo não está presente apenas no discurso especializado, circula em inúmeros cenários comunicativos, podendo ser usado, inclusive, por falantes não-especialistas:

> Ao circularem em inúmeros cenários comunicativos, não permanecendo mais restritos aos intercâmbios profissionais, os termos passaram a integrar o léxico geral dos falantes de uma língua, mesmo sofrendo perdas em suas densidades conceituais. (Krieger et Finatto, 2004, 80)

Se um termo for empregado na língua geral, por falantes não especialistas, eles conhecem o conceito desse termo, mas não todos os traços conceituais que o caracterizam como especializado. A diferença reside, principalmente, na tecnicidade. Unidade léxica especializada e não-especializada diferem, devido a:

- tipo de significância (especialização, restrição de sentidos, precisão);
- tipo de referência (denotação/conotação);
- relação ao objeto;
- carga sêmica;
- inserção na semântica de uma língua (campo semântico/domínio);

– tipo de conceito que designa, ou seja, o termo é a expressão de conceitos técnicos ou científicos; já a palavra designa conceitos de cunho psicológico (Depecker, 2009, 140-1).

Esses aspectos não são, entretanto, sempre absolutos, sendo preciso relativizá-los de acordo com a pesquisa realizada. O uso de um vocábulo será o elemento norteador na decisão da condição de unidade léxica especializada ou não-especializada.

Considerados unidades linguísticas, os termos, de uma maneira geral, podem ser classificados em: (1) termos simples; (2) termos complexos; (3) termos compostos; (4) formas braquigráficas; (5) estrangeirismos; (6) epônimos; (7) formas em latim; (8) nomenclaturas.

Os termos simples são constituídos de um só lexema, com ou sem afixos (ISO 1087, 1990, p.7). Podem, ainda, ser designados *termos lexemáticos*. Barros cita dois exemplos de termos simples, do domínio técnico das ferramentas e das máquinas: *enxada* e *escavadeira* (2007, 21).

Os termos complexos são constituídos de dois ou mais lexemas, aos quais podem serem acrescentados outros elementos morfossintáticos, apresentando tamanhos variados. Por exemplo, nos domínios da Economia e da Contabilidade, temos: *evidência contábil*, *evasão de receitas* (Barros, 2007, 22).

Nos discursos de especialidade, com frequência são encontrados termos específicos, formados com base em um termo genérico, de extensa composição sintagmática e níveis gradativos de especialização, como, por exemplo, os seguintes termos do domínio médico: *amiloidose cutânea genuína*, *amiloidose cutânea genuína difusa*, *amiloidoise cutânea genuína localizada*, *amiloidose cutânea genuína localizada maculosa*, *amiloidose cutânea genuína localizada papulosa* (Barros, 2007, 23).

Os termos compostos são, assim como os termos complexos, formados por dois ou mais lexemas. Distinguem-se deles por apresentarem alto grau de lexicalização e por serem

constituídos por conjuntos de morfemas lexicais e/ou gramaticais em situação de não-autonomia, representada pela utilização do hífen. Por exemplo, do domínio da economia trabalhista, *mão-de-obra* (Barros, 2004, 100-101).

As formas braquigráficas são termos em forma abreviada, dentre as quais destacamos as *siglas* e os *acrônimos*. As siglas são entendidas como abreviações, para as quais utilizamos as letras iniciais de uma unidade complexa, como, por exemplo, CPLP (Comunidade dos Países de Língua Portuguesa) ou ONU (Organização das Nações Unidas). O acrônimo é uma redução formada pela inicial ou por segmentos sucessivos de uma palavra complexa. Por exemplo, Embratur (Empresa Brasileira de Turismo) ou Petrobrás (Petróleo Brasileiro S.A.) (Pavel et Nolet, 2002, 20, 115, 124).

Os estrangeirismos são decorrentes do contato entre culturas e idiomas diferentes. Um dos motivos da inserção, com bastante frequência, de estrangeirismos numa sociedade é o avanço tecnológico. O desenvolvimento da Ciência e da Tecnologia propicia a inserção de novos conceitos. Com frequência, esses novos conceitos são transmitidos para outras sociedades rapidamente e nem sempre há uma adaptação das designações à realidade que os receberam. Temos, por exemplo, a área de Informática, da qual emprestamos muitos termos do inglês, no Brasil: *mouse*, *software*, *hardware*.

Os epônimos são termos formados, em parte, por um nome próprio. Esses termos podem conservar o nome próprio em sua forma original e podem, ainda, dar lugar à criação de substantivos comuns, verbos ou adjetivos (Barros, 2007, 29-30). Do ponto de vista morfossintático e léxico-semântico, podem assumir diversas formas e tamanhos, como podemos notar, por exemplo, no domínio da Dermatologia: *febre de Assam*, *dermite de Favre e Chaix*, *síndrome de Christ-Siemens*.

As formas em latim ocorrem, normalmente, na forma de termos ou expressões e, por vezes, possuem um equivalente vernáculo. São correntemente empregadas nos domínios

especializados, principalmente no Direito, na Medicina e na Biologia (Barros, 2007, 31-33). Citamos, por exemplo, do domínio jurídico, *intuitu personae*, *ad hoc*, *habeas corpus*.

As nomenclaturas são listas de termos, símbolos e fórmulas que designam os nós de um diagrama conceitual, elaboradas durante a pesquisa temática (Pavel et Nolet, 2002, 126). Ajudam o terminólogo na organização dos dados recolhidos na pesquisa e podem seguir uma classificação que obedeça a lógica interna do campo de especialidade estudado. Por exemplo, as plantas podem ser organizadas por *classe*, *ordem*, *família*, *gênero*, *espécie* e, quando houver, *subespécie* ou *variedade*. A nomenclatura, entretanto, não pode ser aplicada para qualquer domínio de especialidade, devido às organizações internas da disciplina, nem sempre facilmente classificáveis logicamente.

A observação desses aspectos, somada à experiência do terminológo, bem como a ajuda de um especialista da área, permite o levantamento e a definição de um conjunto terminológico.

2.6 Definição

A definição, abordada do ponto de vista da Terminologia, tem por objetivo descrever determinado conceito, com traços suficientes que o distingam de outros conceitos presentes em um domínio de especialidade.

É necessário, assim, que a definição abranja a extensão do próprio conceito. Uma definição deve ser composta por *definidores* (tradução proposta para *définisseur*), de ordem linguística, que correspondam às características do conceito estudado e das relações que os unem, de ordem lógica, recomenda Depecker (2002, 141). Dessa forma, na definição de “cerejeira: árvore que dá cerejas”, “árvore” é o definidor inicial, “cerejas” é um definidor complementar, e “que dá” é a relação que as une.

Há uma busca, portanto, na definição terminológica, para estabelecer os limites que diferenciam determinado conceito dos outros conceitos, vinculados a um saber técnico, científico ou tecnológico (Finatto, 2002).

A definição deve ser necessária e suficiente, de modo que haja traços conceituais importantes para uma descrição objetiva, obedecendo às relações conceituais lógicas e ontológicas. Pode ser, contudo, considerada redutora no sentido de que resulta, inevitavelmente, de uma posição metalinguística artificial que toma o redator no momento de sua redação.

Alguns autores defendem que um contexto definitório é produzido de uma forma mais espontânea, visto constituir um enunciado produzido com objetivos pragmáticos e destinar-se a um público específico, delimitado pelo autor do texto (ver, por exemplo, Gaudin, 2005, 157).

A observação de definições terminológicas, mas também de contextos definitórios, pode oferecer ao terminólogo uma visão mais ampla da terminologia estudada, tendo sempre em vista os objetivos da pesquisa e a área de saber.

Quanto às definições, relativas aos termos referentes ao contrato de prestação de serviços, trazidas pelos dicionários dos domínios jurídico e da Economia, utilizados no âmbito desta pesquisa, notamos que não apenas “elementos necessários e suficientes” são inseridos, mas também traços culturais, explicativos, enciclopédicos, etimológicos. A inserção desses elementos depende, sobretudo, do objetivo fixado pelos autores de obras terminológicas/lexicográficas e o público a atingir.

Em nossa pesquisa, alguns contratos que compuseram os CPSP e os CPSF traziam, no próprio corpo do texto, contextos definitórios de termos importantes para a prestação em questão. Isso, entretanto, não é uma obrigação legal. Esse tipo de contexto pode ser também encontrado nas obras teóricas referentes à prestação de serviços.

2.7 Domínio de especialidade e setor de atividades

Um termo é definido de acordo com o domínio de especialidade no qual se insere; por exemplo, água é definida de forma diferente, de acordo com o domínio no qual o termo é analisado: meio-ambiente, química, drenagem agrícola, etc. Alguns terminólogos adotam *área de especialidade*, outros *domínio de especialidade*. No âmbito deste trabalho, nossa escolha terminológica adequa-se aos trabalhos desenvolvidos por Barros (2004, 2007), priorizando o uso de *domínio*.

Depecker (2002, 145-7) propõe que algumas distinções devem ser consideradas entre *domínio* e *setor de atividade*, sendo preciso distinguir as atividades (industriais, científicas, etc.).

O setor de atividade é determinado de acordo com a situação profissional real, constituindo-se pelo conjunto das atividades de determinada prática, indústria, profissão ou arte. Por exemplo, para "prestação de serviços", existem vários tipos de atividades: alimentação, transporte, turismo, saúde, lazer, informática, entre outros.

Já o domínio é abordado por Depecker (2002, 145) como uma reconstrução, um sistema conceitual, que pode ser mais ou menos estruturado, de acordo com os setores de atividades e as línguas. É necessário, portanto, delimitar a atividade com a qual vamos lidar para, em seguida, proceder à classificação dos léxicos especializados por domínios e/ou subdomínios, procedimento que ajuda a estabelecer os traços específicos dos conceitos a serem descritos.

3. Aspectos culturais à luz da Terminologia Bilíngue

Em uma pesquisa terminológica bilíngue, o trabalho do terminólogo é o de encontrar, na língua estrangeira, a equivalência do termo definido na língua vernácula. Barros adota a designação *Terminologia Bilíngue*, explicando que:

> Ao trabalharem textos técnicos, científicos e especializados, o tradutor entra no campo dos estudos terminológicos bilíngues. Esse processo implica a compreensão do texto em língua de partida e o conhecimento das unidades terminológicas, uma vez que é basicamente por meio de sua terminologia que esse tipo de texto veicula seus conhecimentos específicos. (Barros, 2007, 15)

Alguns autores utilizam, ainda, *Terminologia Comparada*, "estudo comparativo de termos que designam um conceito especializado em duas ou mais línguas" (Pavel et Nolet, 2002, 131). De acordo com essa abordagem, o papel do terminólogo consiste na busca de equivalentes e, na ausência desses, na descrição de lacunas encontradas e proposta de designações para preenchê-las, que deverá ser feito fundamentado em um conhecimento sólido de regras e formação léxica (Pavel et Nolet, 2002, XXVIII).

No âmbito deste trabalho, utilizamos *Terminologia Bilíngue*, pois a busca de equivalentes vai além de um estudo comparativo de termos. Além do terminológo ter de dominar os conteúdos do domínio de especialidade com o qual trabalha em duas línguas, demonstrando amplo conhecimento intra- e interlinguístico, fatores sociais e culturais podem ser importantes nessa busca.

Na pesquisa terminológica bilíngue, o terminólogo pode recorrer aos produtos terminológicos ou lexicográficos, tais como glossários bilíngues, léxicos bilíngues, vocabulários especializados, dicionários fraseológicos unilíngues ou multilíngues, normas terminológicas, banco de dados terminológicos, textos normativos do domínio de especialidade.

O dicionário permite levantar facilmente as definições de cada termo nas línguas trabalhadas e proceder à confrontação dessas definições, a fim de estabelecer as

equivalências. Entretanto, os dicionários não são completamente confiáveis, pois nem todos trazem definições adequadas e dados específicos para determinada pesquisa.

Sendo assim, o terminólogo tem a tarefa de confrontar definições de várias obras para atestar a equivalência de determinado termo. Pode, ainda, recorrer a dicionários de língua geral, enciclopédias e normas internacionais (Rousseau et Auger, 1978, 38). Aubert (1996, 90) ressalta que essas obras mono- ou bilíngues podem constituir "bases de dados utilizáveis no contexto bilíngue".

O Grupo de Trabalho Terminologia e Documentação, da Conferência dos Serviços de Tradução dos Estados membros da Europa Ocidental (CST) recomenda os seguintes passos metodológicos na pesquisa bilíngue:

> 1. definir precisamente os conceitos na língua de partida; para isso, a pesquisa sistemática pura constitui um excelente método;
> 2. identificar as denominações nas línguas de chegada, apoiando-se em uma documentação pertinente ao domínio de especialidade. [Tradução nossa] [12] (Groupe de travail en terminologie et documentation, 1990, 13)

Além do trabalho prático de recolha dos dados terminológicos na pesquisa bilíngue, a reflexão interlinguística revela questionamentos culturais, sociais, históricos e/ou etimológicos, enfim, à forma como é recortada a realidade em determinada língua.

Fatores ideológicos, econômicos, intelectuais, geográficos, enfim realidades antropológicas e/ou etnológicas podem influenciar a interpretação dada ao mundo por determinado grupo. As marcas culturais de uma unidade léxica podem variar, em decorrência do contexto no qual essa unidade está inserida.

Alguns desses sentidos podem abarcar referentes extralinguísticos inerentes à realidade local, o que pode não permitir o total compartilhamento com outras culturas,

---

[12] " (1) définir précisamment les concepts dans la langue de départ; pour cela, la recherche systématique pure est une méthode excellente; (2) identifier les dénominations dans les langues de départ, se basant sur une documentation pertinente au domaine de spécialité". (Groupe de travail en terminologie et documentation, 1990, 13)

perceptível, por exemplo, no processo tradutório, mas também na pesquisa terminográfica bilíngue ou multilíngue.

Devido à necessidade de consideração da diversidade cultural na elaboração de produtos linguísticos culturalmente integrados, o conceito de *lexicultura* tem sido utilizado para a descrição lexicológica e lexicográfica, mas também pode ser aplicado à descrição terminológica, em uma perspectiva mono-, bi- e multilíngue (Lino, 2010).

Lexicultura é um neologismo terminológico proposto por Galisson, cujo objeto de estudo consiste no levantamento, explicitação e interpretação da cultura depositada *em* ou *subjacente* a certas unidades lexicais, designadas *culturais* (GALISSON, 1999, 483). Expressões que se formam tendo como referente extralinguístico uma imagem, nomes de marcas, provérbios e ditados, vocábulos característicos a uma situação determinada, dentre outros, são exemplos dados pelo autor, graças aos quais podemos notar determinada carga cultural (Galisson, 1991 ; GALISSON, 1999 ; Lino, Galisson et Pruvost, 2003).

No âmbito deste trabalho, buscamos unir Terminologia Bilíngue e estudo de aspectos culturais, subjacentes a determinados termos no domínio dos contratos de prestação de serviços, considerando o ambiente sociocultural, para maior compreensão e delimitação de unidades culturalmente marcadas.

Partindo do ponto de vista que a língua de especialidade apresenta, em grande parte, as mesmas características linguísticas, semânticas, fonéticas que a língua geral, os aspectos culturais também poderiam constituir objetos de estudo relevantes. A relação entre língua e cultura já foi abordada por vários autores, dentre os quais citamos Benveniste (1966); Hagège (2006); Vignaux (in Antoine et Cerquiglini, 2000); Lévi-Strauss (1958, 1962); Foucault (1966) e Poirier (1968). A língua utilizada por uma sociedade é o elo e o reflexo de sua própria cultura, por representar uma das principais ferramentas para a elaboração, transmissão e aplicação do(s) conjunto(s) de normas, conceitos e valores.

A sociedade tende a classificar e comparar dados, situações, acontecimentos para poder entender e dar sentido àquilo que é novo (Lévi-Strauss, 1962, 17). Para isso, usamos a língua, um meio de comunicação que pode abarcar conteúdos e aspectos culturais marcantes. Benveniste (1966, 29) afirma que não podemos conceber língua e cultura separadamente, uma vez que a língua é um dos meios pelos quais o homem assimila a cultura, perpetuando-a ou transformando-a.

Cultura é compreendida, portanto, para fins deste trabalho, como conjunto(s) de valores de um grupo ou sociedade, sentido que nos dá a Antropologia, a Etnologia e a Filosofia (Cassirer, 1972 ; Lévi-Strauss, 1958, 1973 ; Linton, 1977 ; Lombard, 1994 ; Poirier, 1968, 1978). Esse(s) conjunto(s) de valores é (são) uma série de convenções produzidas, assimiladas e transmitidas **pela** e **para** a sociedade ou grupo. Não se desenvolvem harmoniosamente em um grupo ou em uma sociedade, mas sim são transmitidas pelo grupo a uma pessoa e, somadas às convenções de outras pessoas (individualmente), formam uma cultura, característica de determinado grupo (Linton, 1977, 32-33).

"Diversas culturas podem co-existir em um mesmo grupo e, principalmente, determinada cultura pode ser formada por vários conjuntos ou, mesmo, apresentar várias formas" [Tradução nossa][13] (Poirier, 1978, 20). O(s) conjunto(s) de normas, valores, conceitos caracteriza(m) determinado grupo e, ao mesmo tempo, esse(s) pode(m) coocorrer com outros grupos. "Compartilhar uma língua faz com que voltemos a compartilhar representações e atitudes fundamentais [...] que definem uma personalidade" [Tradução nossa] [14] (Houis, 1968, 1409); a língua é o meio pelo qual é possível a identificação das relações que unem linguagem à cultura.

---

[13] "[…] plusieurs cultures peuvent coexister au sein d'un groupe, et surtout, une culture donnée peut être formée par plusieurs ensembles, ou revêtir plusieurs formes" (Poirier, 1978, 20).

[14] "Partager en commun une langue revient à partager des représentations et des attitudes fondamentales qui [...] définissent une personnalité" (Houis, 1968, 1409).

Interessa-nos estudar aspectos culturais relacionados às línguas de especialidade. Algumas teorias foram desenvolvidas, levando em consideração a perspectiva cultural, com base em aspectos diversos estudados na Terminologia: planificação terminológica, formação de termos por meio de metáforas, aceitação e uso efetivo de determinado termo pela sociedade, evolução dos vocabulários (ponto de vista diacrônico), estudo terminológico bilíngue e/ou multilíngue.

Consideramos, para efeitos deste estudo, que podemos notar aspectos culturais subjacentes aos termos, de acordo com o recorte da realidade realizado por determinada sociedade, considerando uma perspectiva bilíngue português–francês. Os postulados desenvolvidos na Terminologia Bilíngue e por teóricos da Terminologia de cunho sociocultural (Socioterminologia e Terminologia Cultural) nortear-nos-ão para tecer algumas considerações.

3.1 Socioterminologia e Terminologia Cultural: alguns pressupostos

No âmbito deste trabalho, desenvolveremos alguns pressupostos adotados pela Socioterminologia e pela Terminologia Cultural, as quais consideram, em suas pesquisas teórico-metodológicas, a influência de aspectos culturais diversos na reflexão e na realização do trabalho terminológico.

A Etnoterminologia, cuja proposta de elaboração é voltada aos termos técnico-científicos não poderá ser desenvolvida neste trabalho, por não dispormos ainda de trabalhos publicados que considerem essa abordagem (QUIRION, Depecker et Rousseau, no prelo). Alguns trabalhos foram desenvolvidos nesse sentido, embora voltados aos discursos etnoliterários (Barbosa et Pais, 2004 ; Barbosa, 2006, 2007, 2008).

Os princípios teóricos da Socioterminologia foram, inicialmente, abordados por Louis Guilbert (1975), Alain Rey (1979) e Jean-Claude Boulanger (1995), por volta dos anos

1970. Os estudos realizados por socioterminólogos vieram questionar os pressupostos teóricos estabelecidos pela terminologia desenvolvida pelas escolas clássicas. Esse questionamento ocorreu com base na reformulação dos conceitos terminológicos relativos, por exemplo, ao domínio de especialidade, ao termo, à normalização, à língua de especialidade/especializada, ao discurso de especialidade/especializado.

A partir do estudo sociológico de uma comunidade, percebe-se que fatores sociais tais como sexo, idade, nível de instrução, nível sociocultural, etnia, aspectos geográficos, culturais, econômicos, históricos e temporais podem motivar a variação linguística.

Para a Socioterminologia, a abordagem da questão social ocorre na maneira de produção do discurso. A variação pode ser, portanto, estudada tendo como ponto de apoio a diversidade das situações de comunicação. Significa considerar:

a) a forma como os domínios de especialidade comunicam-se;
b) os empréstimos e distorções de sentidos;
c) o movimento sincrônico e diacrônico dos termos;
d) a influência de aspectos políticos, econômicos, culturais para priorização de determinado sentido de um termo, por uma comunidade;
e) a formação de termos por meio das metáforas;
f) a diferença de uso de termos entre os diversos meios (profissional, técnico, acadêmico, institucional) que os divulgam e/ou empregam para fins comunicativos (oral ou escrito) (Gaudin, 2003).

A Socioterminologia considera que a cultura é apreendida diferentemente do saber. A crescente evolução tecnológica e social apresenta elementos de conhecimento dos quais devemos nos apropriar e, da forma mais eficaz possível, reconstruí-los. Essa reconstrução depende de um imaginário científico e técnico (Jacobi, Schiele et Albertini, 1988, 230).

Entende-se que:

> Trata-se de cultura, e não saber, na medida em que a cultura não requer o mesmo grau de pertinência ou de tecnicidade, ela é conhecida sem necessariamente ser sabida; ela permite situar e apreender questões sem necessariamente conseguir explicá-las detalhadamente. [...] [Tradução nossa] [15]. (Gaudin, 2003, 122)

Os hábitos tidos ao longo dos anos vividos por uma pessoa e o desenvolvimento de identidade de um ser humano que nasce, cresce, adquire saberes, conhecimentos favorecem a criação, e/ou preservação de uma cultura. Da mesma forma, isso acontece em uma sociedade, mas em proporções maiores. Percebe-se um paralelismo entre indivíduo e comunidade, cuja análise facilita a compreensão do comportamento humano (Diki-Kidiri, 2008, 21).

Acrescentaríamos, ainda, que não há apenas um paralelismo entre indivíduo e comunidade, mas entre conjuntos de inter-relações socioprofissionais, socioculturais, sociodemográficas. Para determinado grupo e/ou sociedade, esses aspectos são, em linhas gerais, coerentes e compreensíveis, porém não são necessariamente compartilhados por outro(s) grupo(s) e/ou sociedade(s). A diferença e a necessidade de correspondência entre grupos e sociedades inculcam o interesse de compreensão e descrição.

Diki-Kidiri (2009, 2008), autor que desenvolveu os pressupostos da Terminologia Cultural, defende que a cultura condiciona a construção e a percepção dos conceitos.

As questões relacionadas ao condicionamento cultural, que requerem estudos específicos fundamentados, sobretudo, na história, são, porém, dispendiosos, longos e não proporcionam retorno financeiro imediato ao mercado de consumo da área, editoras de dicionários, léxicos, glossários, banco de dados etc.

A consideração da cultura ocorre devido à busca de compreensão dos aspectos culturais observados nos termos. A diversidade apresentada pela realidade sociocultural,

---

[15] Il s'agit bien ici de culture, et non de savoir, dans la mesure où la culture ne requiert pas le même degré de pertinence et de technicité, elle est connue sans forcément être sue ; elle permet de situer et d'apréhender des questions sans forcément parvenir à les expliquer dans le détail. […]. (Gaudin, 2003, 122)

perceptíveis em nações, camadas sociais de uma mesma comunidade ou meios socioprofissionais interdisciplinares, é o ponto de apoio da Terminologia Cultural.

É proposto, nessa abordagem, um caminho voltado para o desenvolvimento das línguas de determinada população com base em suas próprias fontes de conhecimentos e de experiências, de modo que o ser humano e a sociedade aceitem e se apoderem dos conceitos concebidos a partir de suas próprias visões de mundo.

> A Terminologia Cultural é uma terminologia concebida, sobretudo, para as línguas em desenvolvimento. Tem como objetivo a apropriação de novos saberes e saber-fazer que chegam a determinada sociedade, permitindo-lhe encontrar a palavra adequada para expressar cada novo conceito, explorando seus recursos linguísticos em sua própria cultura e de acordo com sua própria concepção da realidade. [...] É preciso, portanto, analisar condições históricas, sociais e psicológicas necessárias para a apropriação do saber pelo ser humano [Tradução nossa] [16]. (Diki-Kidiri, 2009, 117-8)

É uma abordagem cultural, baseada nas tradições, valores e experiências de uma população, que visa, sobretudo, à criação e à implantação de vocabulário(s) em uma sociedade onde várias línguas coexistem. Busca construir conceitos, com base nas experiências dos interlocutores, evitando empréstimo e/ou apropriação de cultura estrangeira.

3.2 Terminologia Bilíngue: distorções entre língua e recorte conceitual

A busca de equivalentes, em uma ou mais línguas, para os termos de determinado domínio especializado foi uma prática explorada, desde o início do desenvolvimento da Terminologia moderna.

Do ponto de vista funcional, uma das tarefas do terminólogo é, justamente, ajudar o tradutor em seu trabalho, graças à elaboração de produtos terminográficos bi- e multilíngues.

---

[16] "La terminologie culturelle est une terminologie spécialement pensée pour les langues en développement. Elle a pour objectif principal l'appropriation de nouveaux savoirs et savoir-faire qui arrivent dans une société donnée. Elle permet à cette société de trouver le mot juste pour exprimer chaque concept nouveau en puisant ses ressources linguistiques dans sa propre culture et selon sa propre perception du réel. […] Il faut donc analyser les conditions historiques, sociales et psychologiques nécessaires à l'appropriation du savoir par la personne humaine". (Diki-Kidiri, 2009, 117- 8)

Dessa forma, garante-se a internacionalização, permitindo aos especialistas uma maior facilidade de comunicação.

Entretanto, encontrar o termo equivalente em uma língua que mais se ajusta ao sentido expresso por um termo em outra língua é um exercício, muitas vezes, árduo e repleto de interrogações para o terminólogo, que procura entender como as línguas ajustam-se, mesmo não se ajustando completamente.

Dubuc (2002) estabelece três possibilidades: (1) equivalência total; (2) equivalência parcial; e (3) ausência de equivalência. As relações de equivalência são estabelecidas com a ajuda de *ganchos terminológicos ou textuais*, presentes nos contextos nos quais os termos estão inseridos.

> Teoricamente, a presença de um gancho terminológico sólido é indispensável para que se possa relacionar dois termos de línguas diferentes. Na prática, não é sempre possível encontrar contextos com descritores comuns. A relação entre os conceitos é, assim, percebida por meio do sentido geral dos contextos. Uma ficha sem gancho terminológico explícito é, geralmente, uma ficha cuja legitimidade só poderá ser avaliada por especialistas [Tradução nossa] [17]. (Dubuc, 2002, 40)

A *equivalência total* ocorre se os termos possuem uma *identidade completa* de *sentido* e de *uso* no interior de um mesmo domínio de aplicação. Assim, de acordo com Dubuc (2002, 55-56), alguns aspectos são fundamentais e devem ser observados, se quisermos atestar a equivalência total entre dois termos:

a) identidade de conteúdo entre os termos;

b) igualdade de nível de língua;

c) identidade de uso entre os termos.

Dessa forma, para o autor, a equivalência total só é estabelecida se os pares de termos atenderem aos três critérios mencionados.

---

[17] "En théorie, la présence d'un crochet terminologique solide est indispensable à l'appariement de deux termes de langues différentes. En pratique, il n'est pas toujours possible de trouver des contextes avec descripteurs communs. Le rapport entre les notions en présence est alors perçu par le sens global des contextes. Une fiche sans crochet terminologique explicite est habituellement une fiche dont seuls les spécialistes peuvent juger de la validité". (Dubuc, 1980, 40)

Barros e Silva (2005, 72) demonstram ser possível, no domínio da Dermatologia, ocorrer equivalência total e acreditam que isso aconteça devido, sobretudo, à busca de padronização das formas linguísticas, facilitando sua transmissão.

Há, porém, domínios de especialidade, como o Direito, por exemplo, no qual a equivalência total não é tão simples de ser estabelecida. A terminologia jurídica está relacionada às leis e normas de um país, organizadas diferentemente de um país para outro.

A *equivalência parcial* ocorre quando "o termo da língua A só recobre parcialmente o campo de significação do termo da língua B e vice-versa" [Tradução nossa] [18] (Dubuc, 2002, 69) ou quando os termos estão em níveis de língua diferentes ou, ainda, quando seus usos não são os mesmos.

Lerat (1995, 95) acredita que a distinção entre os três tipos principais (equivalência total, parcial e ausência de equivalência) deve ser realizada levando em consideração a especificidade de cada termo equivalente. O autor defende que a análise minuciosa dos traços semânticos de cada termo é estritamente necessária na determinação dos termos equivalentes, uma tarefa impossível de ser realizada apenas de forma quantitativa. No tocante aos termos definidos como *equivalentes parciais* por Dubuc (2002), Lerat prefere recorrer aos *equivalentes funcionais*. Subentende-se, com o uso de equivalente funcional, que o termo equivalente na língua de chegada tem a mesma função que o termo na língua de partida.

No âmbito de nossa pesquisa, adotamos o conceito de *equivalência total* desenvolvido por Dubuc (2002). Já em relação à *equivalência parcial* ou *funcional* e *ausência de equivalência*, acreditamos que, na realidade, as diferenças ocorrem, primeiramente, no campo conceitual, gerando diferenças interlinguísticas.

---

[18] [...] "le terme A ne recouvre que partiellement le champ de signification du terme de la langue B, ou vice versa". (Dubuc, 1980, 69)

Nesse sentido, quatro tipos de distorções entre a língua e o recorte conceitual são apontados por Depecker (2002, 113-5):

1. divergência de recorte conceitual de uma língua para outra;
2. diferença de representação dos conceitos de uma língua para outra;
3. falsa convergência conceitual, devido a uma aproximação formal em determinada língua;
4. falta de designação em uma língua para determinado conceito.

A primeira distorção ocorre quando há impossibilidade de correspondência entre duas línguas, devido a recortes conceituais diferentes. Podemos ter, assim, equivalentes funcionais ou vazio linguístico. Por exemplo, para *river*, em inglês, temos duas possibilidades em francês, *fleuve* (deságua no mar) e *rivière* (deságua em outro rio). Outro exemplo é *garde-manger*, que pode ser tanto o *armário* (móvel) quanto um *cômodo pequeno* (lugar); em português, temos *despensa*, que designa o cômodo e *guarda-comida* para o móvel.

A segunda distorção diz respeito às formas linguísticas, adotadas em determinada língua, que acarretam representações diferentes dos conceitos. O autor traz os exemplos, em inglês e em francês, *sleeping policeman* - *borne* e *wildeat* - *forage d'exploration*. O exemplo em inglês, *pickpocket*, em espanhol, *carterista* e em português do Brasil, *batedor de carteiras* ou *trombadinha* também ilustra a segunda distorção.

A terceira dirtosão concerne às aproximações entre os conceitos, consideradas no plano linguístico, motivadas por questões morfológicas. São formados campos semânticos próprios à determinada língua. Isso pode ser observado na homonímia, quando uma mesma forma linguística existe para vários conceitos. Por exemplo, *pé*, em português, pode ser a parte do corpo humano, mas também um pedestal, uma base (pé de uma coluna); a parte inferior de um objeto (pé da mesa); a parte oposta à cabeceira da cama (pé da cama); cada unidade de determinada planta (pé de alface), entre outros.

E, por fim, a quarta distorção diz respeito à ausência de designação em uma língua para determinado conceito. Pode ser ocasionado por três motivos, segundo Depecker (2002, 115):

(i) não haver diferença em determinada língua, para um conceito, como notamos com o exemplo *river – fleuve, rivière*;

(ii) ocorrer uma lacuna linguística, por exemplo, em francês, quando uma pessoa, depois de uma conversa ou discussão, tem o sentimento de encontrar, tardivamente, o que queria dizer, isso é expresso por *avoir l'esprit de l'escalier*; já, em português, não encontramos expressão equivalente;

(iii) inexistência, na realidade descrita em determinada língua, do conceito ou do objeto considerado. Por exemplo, não encontramos, em português, um vocábulo específico para designar o *verglas*, gelo homogêneo e transparente que se forma com a chuva, quando a temperatura está um pouco acima ou abaixo de 0°; não encontramos, também, um equivalente, em francês, para *paçoca* (doce de amendoim brasileiro), termo típico da realidade brasileira.

As diferenças entre as designações de duas ou mais línguas são percebidas no plano textual e linguístico, mas ocorrem no nível conceitual.

Comprovada a real ausência de equivalência na língua, Szende (1996) propõe uma glosa contextual, ou seja, o terminólogo explicaria o termo equivalente (perífrase), uma vez que "o real só existe no universo cultural e no léxico do falante da língua de partida" [Tradução nossa] [19] (Szende, 1996, 119).

O terminólogo pode, ainda, recorrer aos empréstimos ou aos neologismos.

---

[19] [...] "il proposera une glose contextuelle. C'est ce qui se passe lorsque le réel n'existe que dans l'univers culturel et le lexique du locuteur de la langue de départ" (Szende, 1996, 119).

O empréstimo ocorre por meio do contato entre culturas e idiomas diferentes. Constitui o resultado final, a unidade léxica adotada pela língua receptora. É diferente do xenismo, uma unidade lexical estrangeira a qual mantém, na língua receptora, o significante que possuía na língua fonte (Guilbert, 1975, 92).

É preciso conhecer, de maneira sólida, as regras e formação léxica da língua que acolherá um neologismo. O objetivo – embora nem sempre facilmente realizável – é a integração desse neologismo no fundo terminológico existente e sua aceitação e exequibilidade na comunidade de especialistas do domínio (Pavel et Nolet, 2002, XVIII). A criação neológica a ser registrada em obras terminográficas deve ser realizada por centros de normalização nacional.

O terminólogo tem também a possibilidade de adotar o vazio. Alpízar-Castillo (1995, 54) afirma que é preferível deixar um vazio durante certo tempo – até que se proceda a uma análise mais minuciosa, utilizando material complementar, buscando em obras especializadas e conversando com especialistas da área – a passar informações erradas ao usuário da obra terminográfica.

A reflexão do terminólogo sobre o trabalho bilíngue revela questionamentos teóricos relativos à construção conceitual, à influência de questões culturais, históricas e/ou etimológicas, enfim, à forma como é recortada a realidade em determinada língua.

PARTE II. Procedimentos metodológicos

4. Metodologia e procedimentos da pesquisa

Em um trabalho de cunho terminológico e terminográfico, várias etapas metodológicas são seguidas para garantir sistematização e transparência dos dados obtidos à pesquisa. Trabalhamos com córpus, cujas seleção e compilação obedeceram a critérios pré-determinados e adaptados ao escopo da pesquisa. Essas etapas são determinantes para o levantamento dos candidatos a termo.

A elaboração de terminologias com base em córpus especializados vem da necessidade de encontrar consenso em relação aos termos utilizados em um domínio de especialidade e, para fins científicos, tem por objetivo estudar e, talvez, responder questões linguísticas relacionadas, por exemplo, à polissemia, à sinonímia, à hiperonímia, à hiponímia, à formação de fraseologismos, à neologia. Córpus são compostos de textos que foram produzidos em situações reais; dessa forma, o estudo da língua de especialidade por meio de córpus permite que o terminólogo trabalhe, além disso, questões extralinguísticas, como aspectos socioculturais.

Neste capítulo, apresentaremos, no item a seguir, algumas questões teórico-metodológicas a serem consideradas na compilação de um córpus, dentre as quais merece atenção especial a noção de representatividade. Na sequência, especificaremos essas questões em nosso trabalho, mostrando, à luz dos pressupostos teórico-metodológicos, a metodologia adotada ao longo desta pesquisa.

4.1 Córpus: um aliado dos estudos terminológicos

Nos trabalhos de Terminologia e Terminografia, tem-se recorrido cada vez mais ao córpus, devido à possibilidade de capturar e descrever a língua em seu próprio contexto de

uso. O córpus aliado à Informática fornece ao terminólogo importantes ferramentas para o tratamento automático da língua.

O levantamento de termos recorrentes em córpus especializados com fins terminográficos é uma das maneiras de aproximar-se mais da realidade, visto que esses são compostos por textos reais produzidos em situações de comunicação entre profissionais da diversas áreas de especialidade (Williams, 2005, 13).

Por isso, para o levantamento da terminologia recorrente no contrato de prestação de serviços, compilamos, primeiramente, dois córpus de estudo, um em francês (CPSF) e outro em português (CPSP), compostos, em sua maior parte, de contratos na íntegra, redigidos em língua vernácula. Em seguida, servimo-nos de dois conjuntos de obras de apoio (francês e português), compostos de dicionários especializados, para extrair as definições dos termos levantados e estabelecer as equivalências.

Algumas ferramentas e conceitos da disciplina Linguística de Córpus foram de fundamental valia para nossa pesquisa. De fato, a Linguística de Córpus é uma área de pesquisa que surgiu por volta dos anos 1980, mas tem experimentado um crescimento vertiginoso devido à facilidade de aquisição de computadores para uso próprio.

Atualmente, ocupa-se da exploração de dados textuais em formato eletrônico através de programas de computador (BERBER SARDINHA, 2004, p.3), trabalhando com dados reais e, ainda, facilita o estudo de questões diversas, semânticas, morfológicas, sintáticas, discursivas.

Cabe salientar que, apesar da Informática ter revolucionado e expandido os estudos com córpus, os princípios teóricos adotados pela Linguística de Córpus são de natureza linguística. As ferramentas de programas informáticos auxiliam o linguista na busca e no estudo de dados empíricos, presentes no córpus estudado, elaborado com base em critérios específicos de seleção dos textos.

O córpus é entendido, de acordo com Rastier (2005), como "um agrupamento estruturado de textos na íntegra, documentados, eventualmente acrescidos de etiquetagens e agrupados: (i) de maneira teórico-reflexiva, levando em conta os discursos e os gêneros; e (ii) de maneira prática, tendo em vista uma série de aplicações" [Tradução nossa] [20] (Rastier, 2005, 32).

De fato, segundo Rastier (2005), a escolha e determinação dos textos que compõem um córpus são feitas com base em três elementos fundamentais:

- o discurso (jurídico, literário etc.);
- a tipologia textual (narrativo, teatral etc.);
- o gênero propriamente dito (comédia, romance, conto etc.).

De fato, um texto não é apenas redigido em uma língua, mas também com base em um gênero específico, dentro de determinado domínio especializado. Um córpus seria, assim, homogêneo, do ponto de vista textual, se composto de textos pertencentes ao mesmo discurso, mesmo tipo textual e mesmo gênero.

> O interesse da existência de gêneros é que eles permitem constituir categorias de textos a partir das quais podemos supor que eles dispõem das mesmas características linguísticas e extralinguísticas. Com essa hipótese, um texto torna-se representativo de um conjunto de outros textos e basta descrever um aspecto em um desses textos para podermos considerar a descrição válida para todos os textos do mesmo gênero [Tradução nossa] [21]. (Condamines, 2005, 25)

Essa abordagem é, ainda, alvo de discussões e estudos por parte dos linguistas, devido à quantidade de gêneros existentes e à dificuldade de classificar textos pertencentes a um mesmo gênero, baseando-se em aspectos intra- e extralinguísticos.

---

[20] "Un corpus est un regroupement structuré de textes intégraux, documentés, éventuellement enrichis par des étiquetages, et rassemblés: (i) de manière théorique réflexive en tenant compte des discours et des genres, et (ii) de manière pratique en vue d'une gamme d'applications"(Rastier, 2005, 32).

[21] "L'intérêt de l'existence de genres est qu'ils permettent de constituer des catégories de textes dont on suppose qu'ils ont les mêmes caractéristiques linguistiques et extralinguistiques. Avec une telle hypothèse, un texte devient représentatif d'un ensemble d'autres textes et il suffit de décrire un phénomène dans un de ces textes pour qu'on puisse envisager que la description soit valable pour tous les textes du même genre" (Condamines, 2005, 25).

No âmbito de uma pesquisa, alguns critérios são levados em conta na compilação do córpus, para que a pesquisa tenha um maior rigor científico:

- a **língua**: um córpus pode ser monolíngue, bilíngue ou multilíngue, de acordo com os objetivos da pesquisa; pode, ainda, ser multivarietal (variantes regionais ou nacionais);
- **a data de publicação**;
- **o modo**: o córpus pode ser constituído por textos escritos ou orais, transcritos posteriormente para análise na pesquisa;
- **o conteúdo**: há córpus de língua geral, divididos por gêneros, tipologias textuais e discursos, mas também especializados, compostos, por exemplo, de textos técnico-científicos.
- **a autoria**: os textos podem ser redigidos por falantes nativos ou não (tradutores ou aprendizes), de autoria individual ou coletiva (um contrato, um artigo científico) ou institucional (órgãos governamentais, empresas, entre outros).
- **o tamanho**: há uma classificação utilizada por vários linguistas que estabelece que um córpus pode ser pequeno (até 80 mil palavras), pequeno-médio (80 a 250 mil palavras), médio (250 a 1 milhão de palavras), médio-grande (1 milhão a 10 milhões de palavras) e grande (acima de 10 milhões) (Berber Sardinha, 2004, 20-22).

Esses critérios referem-se, essencialmente, às noções de autenticidade, naturalidade, homogeneidade, heterogeneidade, representatividade e devem ser abordados de acordo com os objetivos da pesquisa.

Dentre essas noções, a questão da representatividade merece atenção especial, devido ao debate entre os linguistas sobre o assunto. A representatividade está estreitamente ligada à problemática de generalização dos resultados obtidos, com base no estudo de um córpus.

A hipótese seguida por alguns autores (dentre eles, citamos Berber Sardinha, 1998, 2004 ; Sinclair, 1991) é aliar a extensão do córpus ao caráter representativo do mesmo. Dessa

forma, quanto maior for o córpus, mais representativo; trabalha-se com dados estatísticos, a importância de determinado termo para um domínio especializado é estabelecida de acordo com a frequência apresentada.

De fato, de acordo com essa abordagem, o córpus é considerado uma amostra da população que se quer representar. A extensão da amostra é proporcional à representatividade. O tamanho deve ser considerado em relação ao número de palavras (conforme exposto anteriormente), mas também ao de textos e de gêneros.

Rastier (2005, 32) afirma que nenhum córpus representa a língua, pois textos são redigidos com base em outros pressupostos que vão além das questões meramente linguísticas, como, por exemplo, discursivas. A delimitação do ponto a partir do qual os resultados, obtidos através do córpus, são interpretáveis e generalizáveis é bastante complexa. Cada texto faz parte de uma situação específica, é manipulado por falantes reais e, assim, está exposto a certa variabilidade em relação à norma.

Por isso, na elaboração do córpus, é preciso levar em conta, acima de tudo, os objetivos da pesquisa. São eles que determinarão os tipos de textos que deverão ser escolhidos, tendo em vista a quantidade de gêneros que se quer abarcar, proporcionando ao córpus homogeneidade e representatividade.

Depois da coleta dos textos, é necessário proceder à limpeza, organização e etiquetagem dos textos para que os mesmos possam ser armazenados em bancos de dados textuais. A coleta de textos pode ser feita por meio de um *scanner* ou via Internet, que elimina custos e diminui as possibilidades de erros de digitação, sendo preciso apenas adaptar os arquivos importados ao formato exigido pelo programa utilizado.

Atualmente, para a montagem de bancos e bases de dados baseados em córpus, os estudiosos da linguagem contam com programas que fazem mais do que um tratamento meramente quantitativo dos textos. São programas que permitem a interação homem-máquina

de modo a facilitar a busca e a organização dos dados linguísticos, permitindo análises mais precisas.

4.2 Compilação dos córpus de nossa pesquisa

Nosso trabalho beneficia do avanço tecnológico proporcionado pela Linguística de Corpus, fazendo, porém, uso de apenas alguns conceitos e procedimentos metodológicos. Obedecemos aos seguintes critérios na organização dos textos que compuseram os CPSP e os CPSF:

Critérios	
Língua	limitação geográfica: português do Brasil e francês da França ;
Organização interna	córpus de estudo para levantamento dos termos;
Meio	documentos escritos, em língua vernácula (monolíngues);
Gênero	profissional e especializado;
Autoria	fontes do meio profissional (site de empresas, escritórios de advocacia etc.);
Data e local de publicação	documentos recentes, de 2000 em diante (estudo sincrônico); para a França, a maioria dos contratos provém de escritórios/sites com sede em Paris e para o Brasil, grande parte dos contratos provém das cidades de São Paulo (SP), Rio de Janeiro (RJ) e Belo Horizonte (MG).

Tabela 1 – Critérios na seleção dos córpus de estudo em português (CPSP) e em francês (CPSF)

Realizamos nossas pesquisas com base em dois córpus de estudo, compostos de:

a) contratos de prestação de serviços em português (CPSP), redigidos em língua vernácula (português do Brasil);
b) contratos de prestação de serviços em francês (CPSF), redigidos em língua vernácula (francês da França);

Os textos que compuseram esses córpus foram escolhidos com o auxílio de duas profissionais da área, Meilyn Cardoso Lucchesi Teodoro, advogada brasileira com experiência jurídica no Brasil e na França, acadêmica e profissionalmente e Nathalie Lastennet, advogada francesa com experiência jurídica na França.

O apoio de um profissional do ramo é de suma importância, nessa etapa, para avaliar, com base em sua experiência de campo, a abrangência do córpus para uma pesquisa desse porte.

Buscamos contratos de quaisquer tipos de prestações, em português e em francês, para compor os dois córpus de estudo. A busca foi feita por dois meios:

1. pesquisa na Internet de contratos de prestação de serviços redigidos em língua vernácula, na íntegra e provenientes de fontes confiáveis (empresas, escritórios de advocacia ou contabilidade);
2. contato com três escritórios de advocacia, sendo um brasileiro, especializado em Direito Civil, o segundo franco-brasileiro, especializado em Direito Internacional e Direito Empresarial e o terceiro francês, especializado em Direito Empresarial.

Os escritórios de advocacia forneceram-nos, gentilmente, contratos anônimos realizados entre dois clientes ou entre o escritório e um cliente (contrato de prestação de serviços advocatícios, por exemplo). Não citaremos os nomes dos escritórios por questões confidenciais, a pedido de seus responsáveis.

Não foi necessário proceder à digitalização dos textos, pois já estavam em formato eletrônico. A limpeza dos textos foi, em seguida, realizada. Em relação aos contratos que ainda continham os dados das partes, como, por exemplo, aqueles encontrados na Internet, tivemos o cuidado de retirar quaisquer identificações, substituindo-as por um simples traço ou o símbolo [...], por serem dados confidenciais.

Para as pesquisas que objetivamos realizar, o importante era anotar, no contrato, a fonte a partir da qual esse contrato havia sido obtido. Inserimos iniciais no cabeçalho do contrato, de acordo com a seguinte classificação:

Classificação	***Descrição***
A	Contrato proveniente de sites eletrônicos, com indicação de (1) tipo de fonte: empresa, escritório de advocacia, escritório de contabilidade; (2) endereço do site eletrônico e (3) data da consulta;
B1	Contrato proveniente do escritório de advocacia francês;
B2	Contrato proveniente do escritório de advocacia brasileiro;
B3	Contrato proveniente do escritório de advocacia franco-brasileiro;

Tabela 2 – Classificação dos textos dos córpus de estudo em português (CPSP) e em francês (CPSF)

Os CPSP e os CPSF já se encontravam digitalizados, alguns já em formato textual (documento word). Para os que estavam em outros formatos (pdf, figura), procedemos simplesmente à conversão em texto, a fim de garantir a uniformidade eletrônica.

Após ter inserido o cabeçalho anteriormente descrito em todos os contratos, compusemos dois arquivos informáticos (Word) completos, um em português e outro em francês, contendo todos os contratos levantados.

Apresentamos, a seguir, dois exemplos da configuração dos córpus de estudo, uma página de um dos CPSP e outra de um dos CPSF:

A – escritório de contabilidade
http://www.ciadosnumeros.com.br/contratos-e-peticoes/contrato-de-prestacao-de-servicos-contabeis-empresas-ja-constituidas/
Consultado em: 17 de outubro de 2011

CONTRATO DE PRESTAÇÃO DE SERVIÇOS CONTÁBEIS
Pelo presente instrumento particular de Contrato de Prestação de Serviços Contábeis, de um lado como contratante a empresa [...], inscrito no CGC./MF sob o n.º [...], neste ato representada pelo sócio [...], e de outro lado como contratada a organização contábil [...] inscrito no CGC./MF sob o n.º [...], cadastrada no Conselho Regional de Contabilidade de [...], sob o n.º [...] (nome, carteira profissional e registro no CRC) [...], mediante as cláusulas e condições seguintes, têm justo e contratado o que se segue:
CLÁUSULA PRIMEIRA
SERVIÇOS
a) DEPARTAMENTO PESSOAL
Registro de funcionários, elaboração de folha de pagamento mensal, recibos e férias, rescisões de contrato de trabalho, apuração dos impostos e encargos sociais (INSS,FGTS,CONT. SINDICAL,IRRF e outros), elaboração do DIRF, CAGED, demais informações aos órgãos competentes e orientação necessária ao setor.
b) DEPARTAMENTO FISCAL
Escrituração de notas fiscais de compra e venda de mercadorias, de serviços, apuração dos impostos incidentes (ISS, ICMS, PIS, CONFINS, etc.), elaboração e apresentação de informações ao fisco municipal-estadual.
c) DEPARTAMENTO CONTÁBIL
Classificação, separação e conciliação de documentos contábeis da empresa, lançamentos contábeis, elaboração de balancetes mensais, balanço geral anual, elaboração de declaração de imposto de renda jurídica, elaboração de guias de recolhimentos dos impostos incidentes sobre o lucro (IRPJ, CONTRIBUIÇÃO SINDICAL, etc), informações junto ao fisco federal, com acompanhamento a possíveis fiscalizações, orientação legal dos procedimentos e controles internos da empresa no tocante ao aspecto contábil.
CLÁUSULA SEGUNDA
SISTEMÁTICA DE TRABALHO
a) Toda documentação fisco-contábil deverá ser entregue a este escritório, impreterivelmente, até o dia 02 (dois) da cada mês, quando [...] enviará mensageiro para receber a documentação a fim de que a escrituração e contabilização sejam efetuadas em tempo hábil.
b) Após o recebimento da documentação, a contratada fará a triagem, separação e classificação dos documentos, planilhamento contábil, digitação, processamento contábil e emissão dos respectivos relatórios e guias de recolhimento.
c) Todas as guias de imposto a serem pagas, serão entregues antes do seu vencimento normal.
d) Por motivo de segurança para ambas as partes, a contratada não efetua pagamentos de impostos e taxas de qualquer natureza para seus clientes.
e) A entrega das guias no prazo estipulado no item “C” ficará automaticamente vinculada a entrega da documentação no prazo mencionado no item “a”.

f) A qualidade das informações, bem como a entrega completa da documentação à contratada, é fator primordial para a execução dos serviços.
CLÁUSULA TERCEIRA
a) DOS HONORÁRIOS
Pela prestação dos serviços descritos na cláusula primeira a contratante pagará à contratada os honorários mensais de R$ [...] ([...]), vencíveis no último dia útil de cada mês.
b) DOS REAJUSTES
Os honorários poderão ser revistos e reavaliados em comum acordo entre as partes.

Figura 1 – Página do córpus de estudo em português (CPSP)

B2

CONTRAT DE PRESTATIONS DE SERVICES

Entre :

[…], né […] à […],

Ci-après désignée, le « Prestataire »,

Et :

[…], société par actions simplifiée au capital de […], dont le siège social est à […], immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de […] sous le numéro […], représentée par son président, la société […], société par actions simplifiée au capital de […], dont le siège social est à […], immatriculée au registre du commerce et des sociétés de […] sous le […], représentée par […], dûment habilité à l'effet des présentes [Comparution à compléter]

Ci-après désignée, le « Bénéficiaire »,

Le Prestataire et le Bénéficiaire sont ci-après dénommées ensemble les « Parties » et individuellement une « Partie ».

ETANT ENTENDU QUE :

(A) le Prestataire a cédé ce jour, avec d'autres vendeurs, l'intégralité du capital social et des droits de vote de la société […], société anonyme au capital de […], dont le siège social est à […], immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de […] sous le numéro […] (ci-après la « Société »).
(B) La Société détient directement les participations indiquées ci-après dans les sociétés suivantes (ci-après les « Filiales ») :
a) [...] % du capital social et des droits de vote de la société […], société anonyme au capital de […] €, dont le siège social est […], immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de […] sous le numéro […],
b) [...] % du capital social et des droits de vote de la société […], société à responsabilité limitée au capital de […] €, dont le siège social est à […], immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de […] sous le numéro […].
(C) Pour rappel, les Filiales exercent à la date des présentes les activités suivantes :
a) s'agissant de la société […]: elle a pour activité l'achat et l'exploitation sous toutes formes de tous fonds de commerce de gros, de demi-gros et détail, concernant la fabrication et la vente de tous articles de confection et de chemiserie pour hommes et enfants, plus généralement tous fonds d'habillement en tous genres et tous commerces de luxe, plus spécialement la fabrication et la vente de vêtements confectionnés pour hommes grands ou forts.
S'agissant de la société […]: elle a notamment pour activité : (i) la gestion des stocks et des achats ainsi que la gestion administrative, comptable et financière pour le compte de ses...

Figura 2 – Página do córpus de estudo em francês (CPSF)

Há uma dificuldade de obter documentos, em grande quantidade, junto aos escritórios de advocacia, devido aos acordos de confidencialidade assinados entre o escritório de advocacia e alguns clientes, que não autorizam o escritório a repassar a terceiros quaisquer documentos. Sendo assim, decidimos ampliar nossa busca por contratos abrangendo quaisquer prestações de serviços e diversificando as fontes, com o uso de contratos disponíveis *online*.

Em um único contrato de prestação de serviços, podemos encontrar termos referentes à prestação em si (prestador, preço, obrigação, prazo), que são definidos em obras jurídicas e/ou econômicas, mas também termos referentes a prestações específicas. Em um contrato de prestação de serviços em Psicologia, por exemplo, encontramos também termos específicos da Psicologia (paciente, diagnóstico, tratamento psicológico) (dados extraídos dos CPSP).

Se considerássemos, na terminologia levantada, qualquer termo especializado, seja do ramo da Psicologia ou da Informática, nossos resultados não seriam coerentes com os objetivos de pesquisa os quais nos fixamos. Restringimos, portanto, a busca da terminologia, escolhendo termos referentes, em grande parte, aos domínios jurídico e da Economia, conforme demonstraremos no item *4.6 Levantamento dos candidatos a termos de nossa pesquisa*.

4.3 Caracterização dos CPSP

O córpus de CPSP compõe-se de 53 exemplares, 95 mil palavras, apresentando prestações de serviços diversas. Além destes contratos, integraram, também, o córpus, três minutas de contratos.

- Contrato de prestação de serviços advocatícios (três contratos diferentes);
- Contrato de prestação de serviços alimentares (buffet);
- Contrato de prestação de serviços artísticos;
- Contrato de prestação de serviços contábeis (dois contratos diferentes);
- Contrato de prestação de serviços de assistência odontológica;
- Contrato de prestação de serviços de cobrança;
- Contrato de prestação de serviços de comodato;

- Contrato de prestação de serviços de consultoria (dois contratos diferentes);
- Contrato de prestação de serviços de contabilidade (dois contratos diferentes);
- Contrato de prestação de serviços de corretagem imobiliária;
- Contrato de prestação de serviços de custódia fungível;
- Contrato de prestação de serviços de ensino de informática;
- Contrato de prestação de serviços de fotolitos, impressão e reprodução;
- Contrato de prestação de serviços de hospedagem de domínio;
- Contrato de prestação de serviços de hospedagem web em rede;
- Contrato de prestação de serviços de interpretação;
- Contrato de prestação de serviços de reforma de residência;
- Contrato de prestação de serviços de serviços informáticos (cinco contratos diferentes);
- Contrato de prestação de serviços de terraplanagem;
- Contrato de prestação de serviços de tradução e interpretação;
- Contrato de prestação de serviços de transporte (três contratos diferentes);
- Contrato de prestação de serviços educacionais (dois contratos diferentes);
- Contrato de prestação de serviços em administração de bens;
- Contrato de prestação de serviços em assessoria e consultoria;
- Contrato de prestação de serviços em assessoria jurídica e contábil;
- Contrato de prestação de serviços em assessoria técnica (três contratos diferentes);
- Contrato de prestação de serviços em conexões a rede Internet;
- Contrato de prestação de serviços em consultoria técnica;
- Contrato de prestação de serviços em processamento e sistemas de dados;
- Contrato de prestação de serviços em psicologia;
- Contrato de prestação de serviços em recreação infantil;
- Contrato de prestação de serviços em responsabilidade técnica;
- Contrato de prestação de serviços odontológicos;
- Contrato de prestação de serviços telefônicos;
- Contrato de prestação de serviços veterinários (dois contratos diferentes);

Os contratos são, geralmente, apresentados em cinco a sete páginas e apresentam, evidentemente, cláusulas frequentes na maioria dos contratos de prestação de serviços, mas também cláusulas que variam de acordo com a prestação realizada.

4.4 Caracterização dos CPSF

O córpus de CPSF é composto de 50 exemplares, 100 mil palavras. As prestações são bem variadas. Além destes contratos, integraram, também, o córpus, três minutas de contratos.

- *Contrat de prestation de services à la personne* [Contrato de prestação de serviços personalizados];
- *Contrat de prestation de services administratifs* [Contrato de prestação de serviços administrativos];
- *Contrat de prestation de services après vente* [Contrato de prestação de serviços pós-venda];
- *Contrat de prestation de services bureau, logistiques e informatiques* [Contrato de prestação de serviços de escritório, logísticos e informáticos];
- *Contrat de prestation de services comptables* [Contrato de prestação de serviços contábeis];
- *Contrat de prestation de services d'animation de fête* [Contrato de prestação de serviços para animação de festa];

- *Contrat de prestation de services d'assistance commerciale et de la gestion du personnel* [Contrato de prestação de serviços em assistência comercial e gestão de pessoal];
- *Contrat de prestation de services d'un professeur de musique à domicile* [Contrato de prestação de serviços de professor particular de música];
- *Contrat de prestation de services de gestion de produits dangereux* [Contrato de prestação de serviços de gerenciamento de produtos perigosos];
- *Contrat de prestation de services de location de matériel* [Contrato de prestação de serviços de locação de material];
- *Contrat de prestation de services en assistance financière* [Contrato de prestação de serviços em assistência financeira];
- *Contrat de prestation de services en assistance management* [Contrato de prestação de serviços em assistência administrativa];
- *Contrat de prestation de services en assistance stratégique financière* [Contrato de prestação de serviços em assistência estratégica financeira];
- *Contrat de prestation de services en changements climatiques* [Contrato de prestação de serviços para mudanças climáticas];
- *Contrat de prestation de services en conseil* [Contrato de prestação de serviços em consultoria] (dois contratos diferentes);
- *Contrat de prestation de services en contrôle en comptabilité* [Contrato de prestação de serviços de controle contábil];
- *Contrat de prestation de services en galerie d'art* [Contrato de prestação de serviços para galeria de arte];
- *Contrat de prestation de services en gestion d'investissements financiers* [Contrato de prestação de serviços em gestão de investimentos financeiros];
- *Contrat de prestation de services en gestion des ressources humaines* [Contrato de prestação de serviços em gestão de recursos humanos] (três contratos diferentes);
- *Contrat de prestation de services en hôtelerie* [Contrato de prestação de serviços em hotelaria];
- *Contrat de prestation de services en informatique* [Contrato de prestação de serviços informáticos] (sete contratos diferentes);
- *Contrat de prestation de services en location saisonnière* [Contrato de prestação de serviços para locação temporária];
- *Contrat de prestation de services en manager* [Contrato de prestação de serviços em gerenciamento];
- *Contrat de prestation de services en opérations matérielles d'affichage* [Contrato de prestação de serviços em operações materiais de afixações];
- *Contrat de prestation de services en photographie* [Contrato de prestação de serviços fotográficos];
- *Contrat de prestation de services en radioprotection* [Contrato de prestação de serviços para radioproteção];
- *Contrat de prestation de services en rédaction professionnelle* [Contrato de prestação de serviços em redação profissional];
- *Contrat de prestation de services en rédaction technique* [Contrato de prestação de serviços em redação técnica];
- *Contrat de prestation de services en santé et bien-être* [Contrato de prestação de serviços na área da saúde e bem-estar] (dois contratos diferentes);
- *Contrat de prestation de services en sport* [Contrato de prestação de serviços em esportes];
- *Contrat de prestation de services en valorisation immobilière* [Contrato de prestação de serviços para valorizações imobiliárias];
- *Contrat de prestation de services portant sur des ordres passées sur le marché* [Contrato de prestação de serviços para ordens de Bolsa no mercado];
- *Contrat de prestation de services publicitaires* [Contrato de prestação de serviços publicitários] (dois contratos diferentes);
- *Contrat de prestation de services universitaires* [Contrato de prestação de serviços universitários] (três contratos diferentes);

Os contratos franceses compõe-se, geralmente, de sete a nove páginas, apresentando – como o contrato brasileiro – cláusulas que ocorrem na maior parte dos contratos e variáveis em decorrência da prestação. São, portanto, maiores que os brasileiros.

4.5 Gerenciamento eletrônico do córpus de estudo

O uso de ferramentas eletrônicas para o manuseio de córpus possibilita confiabilidade dos resultados obtidos, facilidade de consulta e riqueza de informações lexicais, sintáticas, contextuais e discursivas. Cada programa eletrônico oferece determinadas ferramentas que permitem o estudo de aspectos diversos, de acordo com a pesquisa realizada.

Citamos, por exemplo, o programa *WordSmith Tools*, desenvolvido em 1996 pela empresa *Lexical Analysis Software Ltda* e a Universidade de Oxford (EUA), o *Hyperbase*, criado por Étienne Brunet em 2000, da Universidade de Nice (França) e o *E-termos* (EMBRAPA/CNPTIA, NILC/ICMC-USP et GETerm/UFScar, 2009), programa utilizado em nossa pesquisa.

Os CPSP e os CPSF foram submetidos separadamente à ferramenta de gestão terminológica "E-termos", um ambiente computacional colaborativo web de acesso livre e gratuito gerenciado por Leandro Henrique Mendonça de Oliveira (CNPTIA, USP e UFSCar), que descreve o E-termos do seguinte modo:

> Apoiado nos pressupostos teóricos de uma teoria descritiva de base linguística, o e-Termos implementa seis etapas de trabalho que representam as fases de criação dos produtos terminológicos. Cada etapa de trabalho abriga tarefas específicas e inerentes ao processo de confecção desses produtos, sendo atrelados a eles diferentes ferramentas de análise linguística, que terão a função de dar suporte às tarefas de Processamento de Língua Natural (PLN) envolvidas neste processo. (EMBRAPA/CNPTIA, NILC/ICMC-USP et GETerm/UFScar, 2009)

As seis etapas constituem em: (1) compilação automática de corpus; (2) suporte e análise da qualidade do córpus; (3) extração automática dos candidatos a termo; (4) edição do mapa conceitual e categorização de termos; (5) Gerenciamento da base de dados terminológica e (6) intercâmbio e difusão dos termos.

Como exemplo, segue a página principal de apresentação do E-termos:

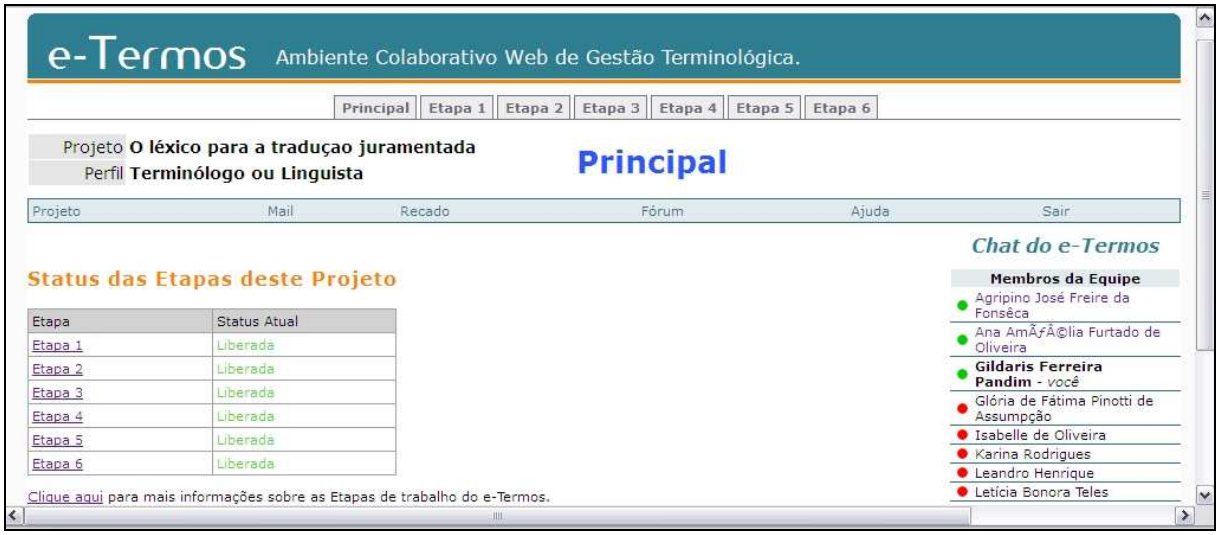


Figura 3 – Interface do E-termos

O trabalho com córpus eletrônicos, aliado a ferramentas de programas computacionais, como o E-termos, garante ao pesquisador uma série de vantagens práticas: rapidez, facilidade e maior fiabilidade no tratamento dos dados.

Além disso, a competência do terminólogo, aliada à experiência de campo de um especialista, constituem quesitos relevantes no levantamento e na definição de determinada terminologia. Descrevemos, a seguir, as etapas realizadas para o levantamento e definição da terminologia referente ao contrato de prestação de serviços.

4.6 Levantamento dos candidatos a termos de nossa pesquisa

A identificação das unidades terminológicas presentes no contrato de prestação de serviços foi feita em várias etapas, do levantamento inicial dos candidatos a termos ao estabelecimento final da terminologia referente aos contratos de prestação de serviços.

Após submetermos os CPSP e os CPSF ao E-termos, procedemos, inicialmente, à extração automática dos vocábulos presentes nos textos, por frequência simples, funcionalidade disponibilizada na terceira etapa do programa.

Na realidade, essa ferramenta nos fornece uma lista em ordem alfabética de todos os vocábulos presentes no córpus, porém listados apenas uma vez.

Em nossa pesquisa, consideramos substantivos, verbos, adjetivos e advérbios. Elaboramos um glossário (no sentido de lista alfabética com dados terminológicos em relação bilíngue) e analisamos alguns aspectos ligados a essa terminologia no par de línguas português-francês.

Preposições, artigos, pronomes demonstrativos, pessoais e oblíquos, conjunções, expressões, locuções, números por extenso, datas, meses, anos foram, então, retirados dessas listas.

O programa E-termos dispõe, na segunda etapa, de ferramentas que auxiliam o terminólogo na delimitação dos termos que são coerentes para a pesquisa, ou seja, a passagem da lista de candidatos a termos à lista de termos que constituirão a nomenclatura da análise. Dentre elas, recorremos à ferramentas a seguir.

1) **Contador de frequência**: permite a busca da frequência de um vocábulo ou de todos os vocábulos do córpus. Quando selecionamos uma unidade léxica em específico, o contador de frequências fornece-nos o total de ocorrências dessa unidade léxica, classificada em um ranking dos vocábulos mais utilizados no córpus. Traz também um recapitulativo com as seguintes informações: total de vocábulos no córpus, total de vocábulos diferentes, índice de riqueza vocabular. Seguem dois exemplos, da interface do E-termos do contador de frequências e, em seguida, de uma lista do contador de frequências para o vocábulo *foro*:

Figura 4 – Interface da segunda etapa do E-termos

Figura 5 – Resultado da pesquisa do Contador de Frequências do E-termos (termo: *foro*)

2) **Concordanceador**: permite fazer uma busca de determinado vocábulo dentro do córpus, gerando uma lista de concordâncias, ou seja, uma lista de todos os contextos nos quais esse vocábulo aparece no córpus; traz as opções de (1) diferenciar maiúsculas e minúsculas e (2) escolher, para o contexto, o número de vocábulos que antecedem e sucedem o vocábulo pesquisado: 5, 10, 15 ou 20. Segue a interface dessa ferramenta e, em seguida, a pesquisa realizada com o termo, em francês, *prestataire*.

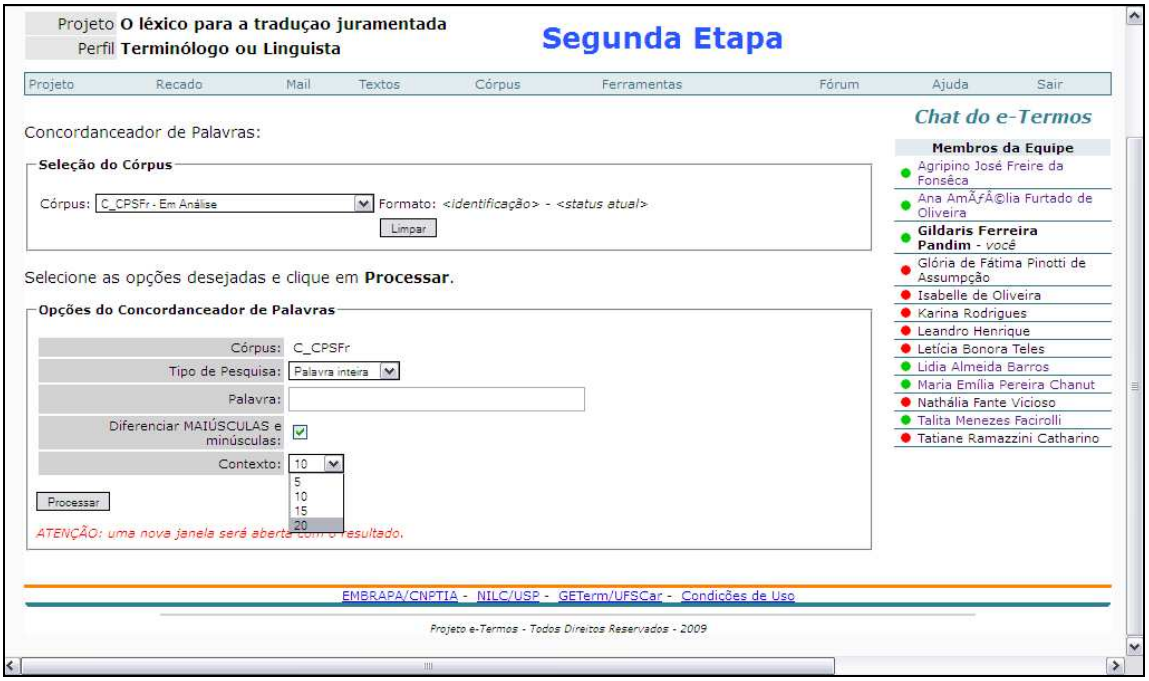


Figura 6 – Interface da segunda etapa do E-termos: pesquisa com a ferramenta Concordanceador

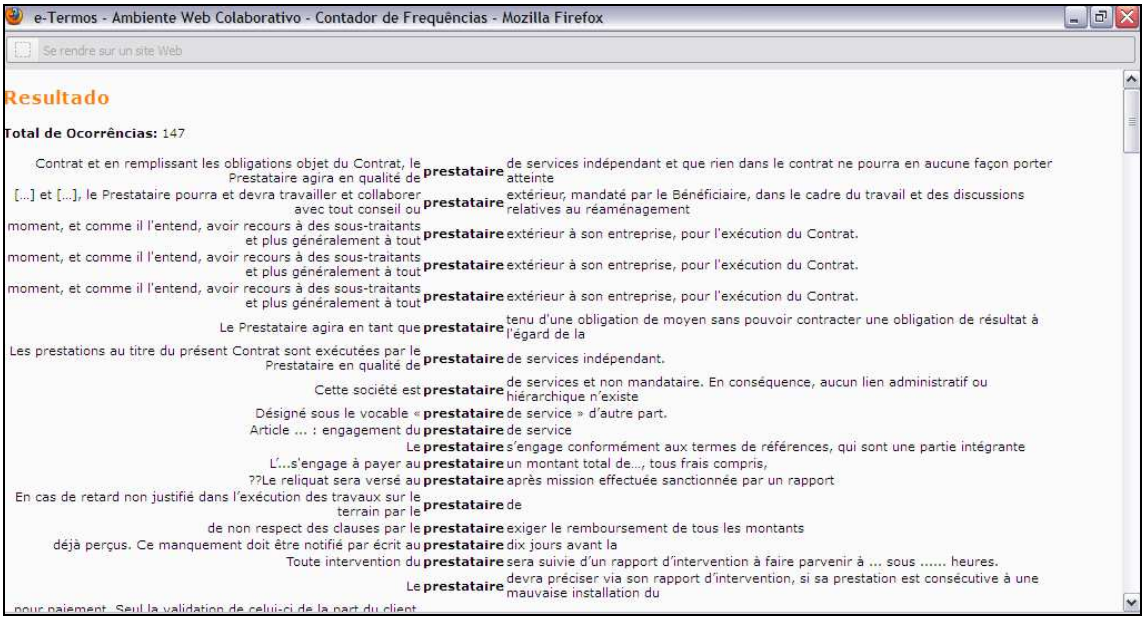
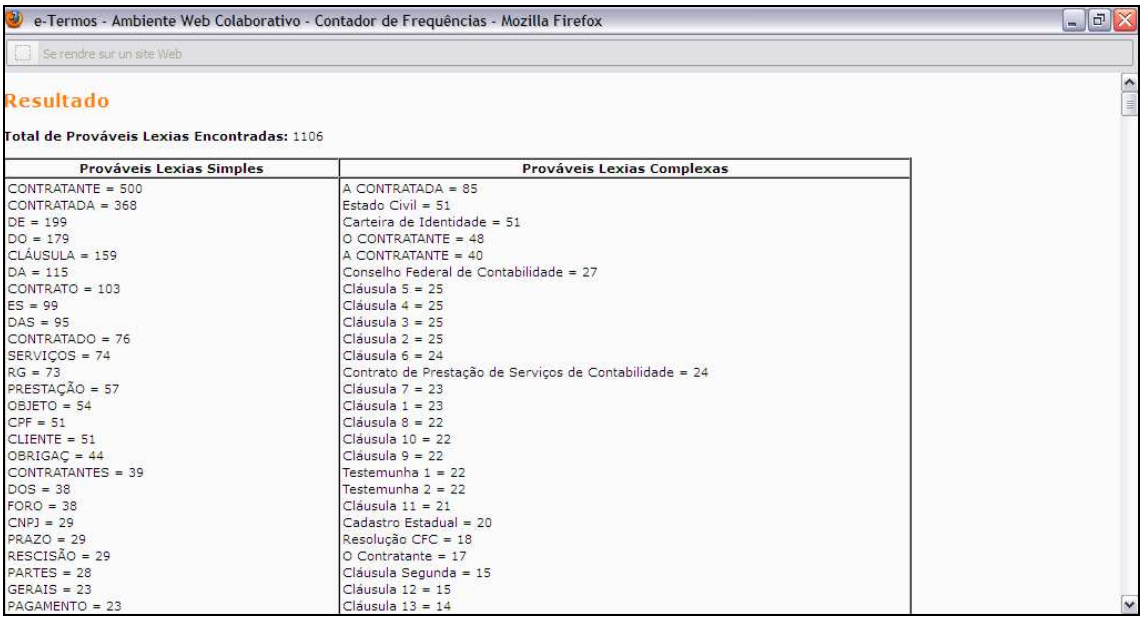


Figura 7 – Resultado da pesquisa com a ferramenta Concordanceador (termo: *prestataire*)

3) **Identificador de lexias**: fornece-nos a relação de prováveis unidades léxicas, tanto simples quanto complexas, separadas em duas listas e traz também, para cada provável unidade léxica, o número de ocorrências no córpus. Segue um exemplo da lista em português:


e-Termos - Ambiente Web Colaborativo - Contador de Frequências - Mozilla Firefox

Resultado

Total de Prováveis Lexias Encontradas: 1106

Prováveis Lexias Simples	Prováveis Lexias Complexas
CONTRATANTE = 500	A CONTRATADA = 85
CONTRATADA = 368	Estado Civil = 51
DE = 199	Carteira de Identidade = 51
DO = 179	O CONTRATANTE = 48
CLÁUSULA = 159	A CONTRATANTE = 40
DA = 115	Conselho Federal de Contabilidade = 27
CONTRATO = 103	Cláusula 5 = 25
ES = 99	Cláusula 4 = 25
DAS = 95	Cláusula 3 = 25
CONTRATADO = 76	Cláusula 2 = 25
SERVIÇOS = 74	Cláusula 6 = 24
RG = 73	Contrato de Prestação de Serviços de Contabilidade = 24
PRESTAÇÃO = 57	Cláusula 7 = 23
OBJETO = 54	Cláusula 1 = 23
CPF = 51	Cláusula 8 = 22
CLIENTE = 51	Cláusula 10 = 22
OBRIGAÇ = 44	Cláusula 9 = 22
CONTRATANTES = 39	Testemunha 1 = 22
DOS = 38	Testemunha 2 = 22
FORO = 38	Cláusula 11 = 21
CNPJ = 29	Cadastro Estadual = 20
PRAZO = 29	Resolução CFC = 18
RESCISÃO = 29	O Contratante = 17
PARTES = 28	Cláusula Segunda = 15
GERAIS = 23	Cláusula 12 = 15
PAGAMENTO = 23	Cláusula 13 = 14

Figura 8 – Resultado da pesquisa com a ferramenta Identificador de lexias do E-termos

Seguimos os seguintes passos metodológicos: primeiramente, comparamos a lista de vocábulos simples, gerada pela ferramenta de extração automática do E-termos, com a lista gerada pela ferramenta “Identificador de lexias”, para conferir se outras unidades léxicas, simples ou complexas, além daquelas já levantadas, haviam sido identificadas pela ferramenta.

Recorremos, então, à ferramenta “Concordanceador”, a fim de eliminar vocábulos da língua geral que não interessavam à pesquisa. Duas listas de candidatos a termo, uma em francês e outra em português, foram realizadas.

Dessas listas, notamos que muitas unidades preenchiam o estatuto de termo, estando também presentes na lista de prováveis unidades léxicas simples e complexas levantada pelo E-termos, mas referiam-se a uma prestação de serviço em particular. Por exemplo, *actionnaire, agriculture, architecte, artisanat, brevet, comptabilité, fiscalité, hôtellerie, joint-*

venture, marketing, producteur, radiographie, sabotage, tourisme, tutelle (CPSF) e *galeria de arte, produtor, editor, internauta, marketing, genealogia, radioproteção, telecomunicação, locador* (CPSP).

Esses termos foram desconsiderados na lista final da terminologia referente aos contratos de prestação de serviços, devido à baixa ocorrência nos CPSP e nos CPSF e à análise do contexto, além do fato de não serem exatamente próprios de contratos de prestação de serviços, mas dos objetos específicos desses contratos.

Além dessas ferramentas, que nos permitiram a observação do termo em âmbito contextual, recorremos aos pressupostos teóricos desenvolvidos no segundo capítulo da presente tese na determinação dos termos referentes aos contratos de prestação de serviços.

4.7 Confrontação da terminologia levantada com as obras de apoio

Devido à ocorrência, tanto nos contratos franceses quanto nos brasileiros, de termos importantes para os domínios jurídico e da Economia, recorremos a dois conjuntos de obras de apoio desses domínios, renomadas no Brasil e na França.

A utilização de obras de apoio é de grande ajuda nas práticas terminológica e lexicográfica, pois permite a comparação dos dados obtidos no córpus de estudo. Em nossa pesquisa, foram importantes para (1) validar a terminologia levantada nos córpus de estudo; (2) contrastar o uso e/ou definição dos termos levantados nos córpus de estudo.

Utilizamos as seguintes obras em português:

- *Vocabulário Jurídico* (Oscar Joseph De Plácido e Silva, 2007);
- *Dicionário Jurídico* (Diniz, 2005);
- *Dicionário de Economia* (Sandroni, 1999);
- *Dicionário Jurídico* (Sidou, 2009);

O *Vocabulário Jurídico* de Oscar José de Plácido e Silva (27ª edição, 2007), editado ininterruptamente desde 1963, traz mais de 12 mil verbetes, sendo atualizado constantemente com a inclusão, a cada nova edição, de mudanças da legislação vigente e do sistema jurídico como um todo. O autor frisa a importância da preocupação da seleção e utilização dos vocábulos na elaboração das leis, feitura de contratos, embates processuais; na maioria das vezes, segundo o autor, "as dissidências entre as pessoas que lidam em negócios comuns [...] geraram-se do emprego indevido de palavras que não se enquadravam no sentido desejado pelos contratantes ou na intenção da vontade manifestada" (Oscar Joseph De Plácido e Silva, 2007, prefácio).

O *Dicionário Jurídico* de Maria Helena Diniz (2005) é uma obra composta de quatro volumes e abrange todas as áreas do Direito, da Sociologia geral e jurídica, da Filosofia, da Medicina legal, da Psicologia forense, da Economia, do Direito esportivo, espacial, autoral, marítimo, agrário e Direito comparado. Comporta mais de 65 mil verbetes, apresentando expressões latinas, brocardos jurídicos, locuções estrangeiras e termos do meio jurídico.

Consultamos a segunda edição revista, atualizada e aumentada, que se dirige a acadêmicos do Direito, mas também a estudantes e profissionais de diversas áreas como Filosofia, Economia, Sociologia, Administração e Psicologia. A autora – professora titular da Pontifícia Universidade Católica de São Paulo (PUC) – ressalta que a análise dos verbetes que compõem a obra ocorreu de forma didática e dialético-reflexiva, proporcionando-lhes definições precisas, concisas e técnicas.

Comporta expressões de diversas classes gramaticais: substantivos, adjetivos, verbos, locuções verbais, advérbios. Nota-se a preocupação de destacar o sentido jurídico da aplicação dos verbetes. Além disso, para termos polissêmicos, traz a explicação de cada sentido nos diferentes subdomínios do Direito. Enumera e define também as locuções, do ponto de vista lexicológico, que podem ser formadas a partir de um vocábulo. Por exemplo,

causa: *causa acessória, causa debendi, causa de pedir ou causa petendi, causa de pequeno valor, causa dirimente, causa essencial, causa falsa, causa ilícita, causa lícita, causa mortis, causa petendi.*

O *Dicionário de Economia* de Paulo Sandroni (1999) é uma obra pequena, composta de um pouco mais de 4 mil verbetes, destinada a estudantes e profissionais do domínio da Economia. Procedemos à busca de todos os termos levantados nesta obra, mas poucos estavam presentes na mesma. De fato, a maior parte dos termos relevantes para o contrato de prestação de serviços é definida em obras de cunho jurídico.

O *Dicionário Jurídico* de José Maria Othon Sidou (2009 - 10ª edição) contém cerca de 13 mil verbetes e é destinado a estudantes, professores e demais profissionais do Direito. Constantemente atualizado, o dicionário comporta, além dos vocábulos em uso em todos os domínios do Direito, expressões latinas mais comuns, termos históricos e estrangeiros. É uma obra mais concisa, mas não deixa de ser importante para nossa pesquisa.

Os seguintes dicionários foram escolhidos em francês:

- *Vocabulaire juridique* (Cornu, 2007);
- *Lexique des termes juridiques* (Guillien et Vincent, 2009) ;
- *Dictionnaire juridique: Terminologie du contrat* (Lerat et Sourioux, 1994);
- *Lexique d'économie* (Albertini et Silem, 2008);

A obra de Gérard Cornu, professor da Universidade de Direito, Economia e Ciências Sociais de Paris, *Vocabulaire juridique* (8ª edição, 2007) foi publicada pela primeira vez em 1987 e, desde então, é, frequentemente, renovada. Abarca todo o Direito contemporâneo, levando em consideração os vários domínios conexos: Direito Público (constitucional, administrativo, financeiro, internacional público), Direito Privado (civil, comercial, penal, processual) e Direito Social (Direito Trabalhista).

Além de substantivos, alguns verbos e adjetivos foram também inseridos nessa obra, principalmente aqueles que são específicos e frequentes no Direito, como *casuel (elle), consultatif (ive), constitutionnel (elle), déprécier, indemniser, réglementer*, entre outros. Encontramos expressões características da linguagem jurídica e bastante frequentes em documentos jurídicos, como *bonnes moeurs, bon pour, bonne foi*, bem como expressões em latim – *iter criminis, votum mortis, ut singuli*, etc.

É uma obra extensa que indica os sinônimos e antônimos dos termos e traz, ainda, a marca "*comp.*" (*comparez, composé*) que indica os termos atrelados ao sentido expresso por determinado termo, o que evidencia as relações polissêmicas entre os termos do domínio jurídico.

A obra *Lexique des termes juridiques* de Raymon Guillien e Jean Vincent (17ª edição, 2009), professores em universidades francesas de Direito, foi publicada pela primeira vez em 1970. É uma obra prática, voltada às necessidades dos estudantes de Direito e dos profissionais da área, atualizada frequentemente, devido às mudanças legislativas. Há uma necessidade de especificar e definir os termos que, sendo utilizados na língua geral, acabam tomando um sentido especializado no Direito, como *acte, action, aliment, compagnie, demande, exception, ordre* (Guillien et Vincent, 2009).

A obra, entretanto, não sendo muito extensa, não traz exemplos, relações com outros termos ou mesmo termos cujos sentidos diferenciam-se de acordo com subdomínios do Direito nos quais são utilizados. Foi importante tê-la consultado, pois pudemos comparar definições de alguns termos com aqueles trazidos pelas outras obras de apoio consultadas. Muitos dos termos por nós levantados não constavam, porém, nessa obra, por estar inseridos em outros domínios (Economia, por exemplo) ou por serem termos específicos do Direito Civil.

Recorremos também ao *Dictionnaire juridique: terminologie du contrat* de Pierre Lerat e Jean-Louis Sourioux (1994). Essa obra é voltada à terminologia do contrato, traz definições e equivalentes nas línguas inglesa e alemã e é baseada em fundamentos terminológicos. Leva em conta substantivos, adjetivos, advérbios e verbos relacionados à terminologia do contrato e traz ainda variantes (sinônimos, quase sinônimos, falsos cognatos).

Não é uma obra, entretanto, muito extensa, considerando apenas termos relativos aos contratos em geral. Devido à especificidade de nosso contrato, nem todos os termos foram encontrados nesse dicionário. As definições também são relativamente curtas, o que não permite fazer uma análise mais aprofundada do sentido do termo pesquisado.

Para os termos do domínio da Economia, utilizamos a obra *Lexique d'économie*, cujos autores são Ahmed Silem e Jean-Marie Albertini (10ª edição, 2008). Procedemos à busca de todos os termos levantados nessa obra, mas poucos estavam presentes na mesma. Como em português, a maior parte da terminologia referente ao contrato de prestação de serviços em francês é definida por obras de natureza jurídica.

Passamos à confrontação da terminologia levantada dos CPSP e dos CPSF com as obras de apoio e chegamos, então, a duas listas de termos, uma em francês e outra em português. Da terminologia final levantada, ou seja, de 294 termos em português e 273 termos em francês, segue o número de termos presentes nas obras de apoio :

Obras em português	Dicionário jurídico (Diniz, 2005)	287
	Vocabulário jurídico (Oscar José De Plácido e Silva, 2007)	240
	Dicionário jurídico (Sidou, 2009)	191
	Novo Dicionário de Economia (Sandroni, 1999)	33

Obras em francês	Vocabulaire juridique (Cornu, 2007)	231
	Dictionnaire juridique (Lerat et Sourioux, 1994)	131
	Lexique des termes juridiques (Guillien et Vincent, 2009)	109
	Lexique d'économie (Albertini et Silem, 2008)	47

Tabela 3 – Confronto da terminologia levantada com as obras de apoio em português e em francês

A maioria dos termos está presente nas obras de Diniz (2005), em português, e de Cornu (2007), em francês, por serem obras mais abrangentes do domínio jurídico. Poucos termos por nós levantados eram utilizados no domínio da Economia, visto que o tipo de documento estudado recorre a esses termos apenas em alguns tipos de cláusulas, o que explica a minoria de termos encontrados nas obras de Sandroni (1999), em português, e de Silem e Albertini (2008), em francês.

A escolha desses dicionários como obras de apoio ajudaram-nos durante a pesquisa, porém podem apresentar incoerências, lacunas e imprecisões, fazendo-nos utilizá-las com cautela.

4.8 Estabelecimento das terminologias referentes aos contratos de prestação de serviços em francês e em português

Os córpus foram utilizados para levantar as unidades terminológicas que deveriam constituir a terminologia referente aos contratos de prestação de serviços. A delimitação das unidades terminológicas obedeceu a uma série de critérios estabelecidos em consonância com os objetivos desta pesquisa.

As ferramentas eletrônicas das quais dispúnhamos facilitaram o trabalho, tornando-o mais eficaz, entretanto a identificação e delimitação dos termos não foram feitas apenas com base nessas ferramentas. De fato, a identificação e delimitação de unidades terminológicas exigem que o terminólogo disponha de conhecimentos necessários do(s) domínio(s) de especialidade e da(s) línguas(s) trabalhadas e que fique atento a diversos aspectos.

O auxílio das profissionais da área jurídica mencionadas no item *4.2 Compilação dos córpus de nossa pesquisa* foi importante em nossa pesquisa para, além da ajuda na escolha dos textos que constituiriam os córpus, avaliar a relevância das unidades léxicas por nós levantadas para o contrato de prestação de serviços.

Os critérios a seguir foram observados ao longo da pesquisa para o estabelecimento das terminologias referentes aos contratos de prestação de serviços, em português e em francês.

A) **Identificação dos traços semânticos/conceituais**: "a identificação dos traços conceituais e semânticos de um termo num contexto é possível graças aos *descritores*. Esses são elementos reveladores de um traço do conceito contido em um contexto" (Barros, 2007, 38).

B) **Delimitação dos contextos**: termos são identificados, delimitados e estudados em contexto. É um elemento importante no processo de identificação de uma unidade terminológica expressa em um texto de um domínio de especialidade (Barros, 2007, 38). Para os trabalhos terminológicos, contexto pode ser entendido tanto como "parte de um texto ou enunciado, na qual está inclusa uma unidade lexical, e que contribui para determinar o seu significado" quanto uma "prova textual que fornece informação sobre os traços semânticos de um conceito ou sobre o uso de um termo", apresentado em uma ficha terminológica (PAVEL; NOLET, 2002, p. 118). O terminólogo pode trabalhar com diversos tipos de contextos: contexto definitório, contexto explicativo, contexto associativo, contexto de uso, contexto metalinguístico, contexto enciclopédico;

C) **Observação do grau de lexicalização**: os termos de domínios de especialidade podem ser, frequentemente, sintagmáticos ou compostos. São caraterizados pela não-autonomia de um componente em relação aos outros, sem que haja modificação de sentido (Barros, 2007, 43);

D) **Existência de uma definição**: a busca de definição da unidade léxica levantada em obras especializadas ajuda em sua compreensão e identificação; essas obras,

entretanto, apresentam lacunas, não sendo esse critério o único a ser seguido para estabelecimento de uma terminologia;

E) **Compatibilidade sistêmica**: por esse critério avalia-se a relação da unidade terminológica com um conjunto de unidades de um sistema terminológico (Barros, 2007, 45). Relacionam-se por agruparem-se em torno de um conceito-chave;

F) **Substituição sinonímica**: "a substituição de um sintagma lexical por um termo lexemático (termo simples) é um dos critérios utilizados para a identificação e delimitação de termos" (Barros, 2007, 47). Nem sempre, entretanto, os termos que podem ser substituídos um pelo outro apresentam mesmo nível de uso e ocorrência em um texto de especialidade;

G) **Coocorrência**: as ferramentas eletrônicas fornecem recursos que permitem a visualização das unidades léxicas em relações de concordância. "O fato de encontrar sempre a mesma associação de palavras no domínio estudado é, normalmente, uma pista de lexicalização do sintagma" (Barros, 2007, 48). Isso não garante, entretanto, o estatuto de termo à unidade léxica; outros critérios devem ser conjuntamente levados em consideração;

H) **Uso e frequência de uso**: o emprego prolongado de uma sequência sintagmática é um forte indício de que essa preenche os requisitos para ser identificada como termo. Não é, entretanto, o único critério a ser levado em conta, posto ser meramente quantitativo.

Esses critérios ajudaram-nos a identificar os termos nos contratos de prestação de serviços, porém cada um deles tem limitações. Aplicamos, na medida do possível, mais de um critério para cada unidade lexical analisada. Além disso, contamos com as definições dos termos levantados, trazidas pelas obras de apoio consultadas, com os contextos de uso dos

contratos de prestação de serviços e com as obras que abordam os aspectos teóricos da prestação de serviços (Código civil, livros acadêmicos).

4.9 Comparação dos conjuntos terminológicos em português e em francês para estabelecimento das equivalências

O estabelecimento das equivalências foi feito com base nos dados levantados sobre o conjunto terminológico sistematizado em português e em francês, ou seja, os termos acompanhados por seus contextos, presentes nos CPSP e nos CPSF, e suas definições trazidas pelas obras de apoio, em português e em francês.

Estabelecemos as equivalências com ajuda dos traços que Dubuc (2002, 57) denomina *crochets terminologiques*, chamados por Pavel de *ganchos terminológicos* ou *equivalência textual*, definida como uma "correspondência entre os traços semânticos de diversos contextos ou definições, que servem para demonstrar que todos os dados consignados em uma ficha terminológica referem-se a um único conceito" (Pavel, 2011).

O cotejo dos dados contidos na ficha terminológica bilíngue permitiu a identificação dos equivalentes. Sistematizamos essas informações e elaboramos um glossário português–francês que se encontra no capítulo seis deste trabalho.

As observações feitas por nós, durante as sucessivas etapas de nossa pesquisa bilíngue, ensejaram a análise interlinguística português-francês, apresentada no capítulo 7: *Análise interlinguística português-francês da terminologia recorrente nos contratos de prestação de serviços*, bem como o estudo de aspectos culturais, apresentado no mesmo capítulo.

4.10 Alimentação da base de dados terminológica

Na quinta etapa do programa E-termos, é possível criar as fichas terminológicas dos termos levantados para gerenciar um banco de dados terminológicos, tendo como entrada os termos categorizados, e como resultado o conjunto de verbetes prontos para edição (tarefa da Etapa 6). Contém ferramentas que possibilitam a criação e edição do Protocolo de Ficha Terminológica, bem como de preenchimento e edição dos seus campos. Além disso, também é possível editar a Base Definicional, incluindo, alterando ou excluindo excertos definicionais de determinado termo (EMBRAPA/CNPTIA, NILC/ICMC-USP et GETerm/UFScar, 2009).

É permitido criar apenas um Protocolo de Ficha Terminólogica para cada Projeto. A criação, edição e exclusão dos campos do Protocolo é bastante flexível. O prenchimento da Ficha Terminológica e da Base Definicional é realizado sobre cada termo, individualmente.

O objetivo maior de nossa pesquisa, conforme mencionado na Introdução e Justificativa desta tese, é contribuir para um projeto maior. Nossa contribuição na alimentação da base de dados terminológica restringe-se aos termos referentes aos contratos de prestação de serviços, cujas fichas terminológicas foram preenchidas seguindo os passos metodológicos descritos no próximo item.

4.11 Fichas terminológicas bilíngues português–francês

Do ponto de vista prático, a ficha terminológica é utilizada para recolher vários dados referentes aos termos levantados. Antigamente, era preenchida à mão ou à máquina, em fichas de papel impresso que requeriam organização e tempo. Atualmente, o processo é bem mais rápido, com a ajuda do computador.

As informações contidas na ficha variam de acordo com a finalidade da pesquisa, sendo as mais frequentes: termo, classe gramatical, variantes, definição, contexto, marcas de uso, observações. Vários modelos de ficha foram propostos até hoje, e adequados às pesquisas

desenvolvidas, dentre os quais citamos os trabalhos de Aubert (1996), Barros (2004), Diki-kidiri (2008), Krieger e Finatto (2004).

O ambiente computacional E-termos disponibiliza, na quinta etapa, a criação de fichas terminológicas e de bases definicionais cujo objetivo consiste no gerenciamento de banco de dados terminológicos, tendo como entrada os termos categorizados.

Contém também ferramentas que possibilitam a criação e edição do “Protocolo de Ficha Terminológica”, bem como de preenchimento e edição dos seus campos. Além disso, também é possível editar a “Base Definicional”, incluindo, alterando ou excluindo excertos definicionais de determinado termo (EMBRAPA/CNPTIA, NILC/ICMC-USP et GETerm/UFScar, 2009).

Para nossa pesquisa, tomamos como ponto de partida o modelo de ficha terminológica proposto para o projeto “O Léxico para a Tradução Juramentada” (LexTraju), desenvolvido por Barros desde 2004. Segue uma ilustração dessa ficha:

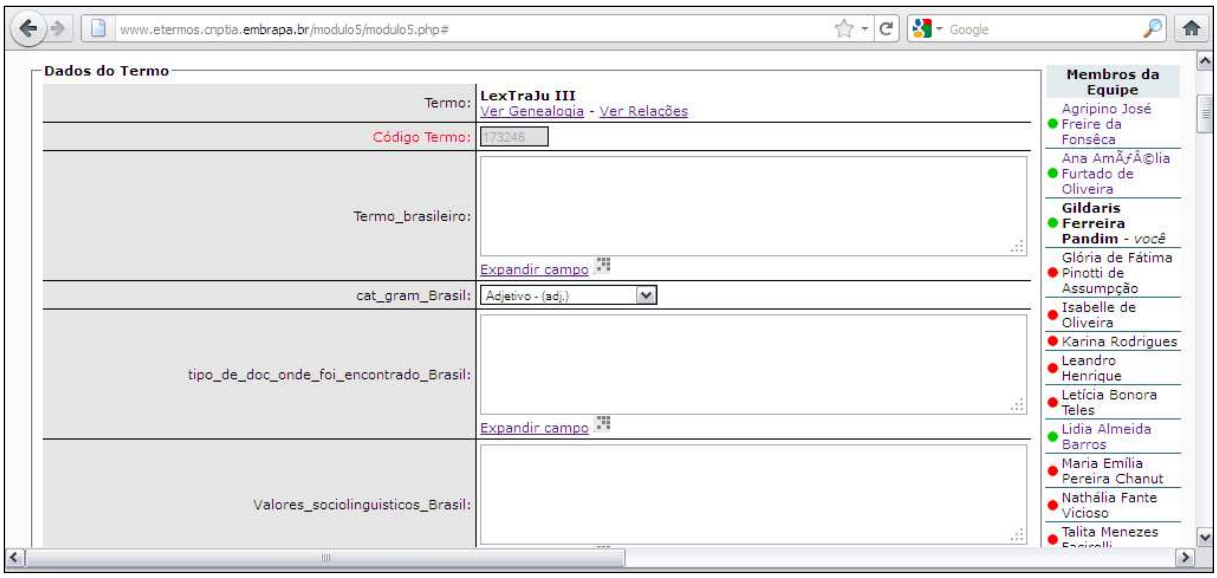


Figura 9 - Configuração da ficha terminológica do E-termos

É uma ficha terminológica bilíngue (português e francês), com duas variantes do português (do Brasil e de Portugal) e que contém os seguintes dados:

- termo;
- código do termo (gerado automaticamente);
- termo brasileiro, português e francês;
- categoria gramatical no Brasil, em Portugal e na França;
- tipo de documento onde foi encontrado no Brasil, em Portugal e na França;
- valores sociolinguísticos no Brasil, em Portugal e na França;
- definição no Brasil, em Portugal e na França;
- contexto de usos de documentos brasileiros, portugueses e franceses;
- variantes no Brasil, em Portugal e na França;
- observações linguísticas no Brasil, em Portugal e na França;
- observações enciclopédicas e extralinguísticas no Brasil, em Portugal e na França;
- cf. Brasil, Portugal e França;
- observações linguísticas e extralinguísticas do termo entre o Brasil e a França; o Brasil e Portugal; Portugal e a França;
- falsos cognatos entre o português do Brasil e o francês da França; entre o português do Brasil e o de Portugal; entre o português de Portugal e o francês da França.

Por ora, pudemos preencher apenas os campos da tabela 4, visto o escopo de nossa pesquisa e por motivos de tempo hábil:

Termo
código do termo (gerado automaticamente)
termo em português brasileiro
termo francês da França
categoria gramatical no Brasil
categoria gramatical na França
tipo de documento onde foi encontrado no Brasil
tipo de documento onde foi encontrado na França
definição no Brasil (recolhidas nas obras terminográficas com indicação das fontes)
definição na França (recolhidas nas obras terminográficas com indicação das fontes)
contexto de usos de documentos brasileiros
contexto de usos de documentos franceses
variantes no Brasil
variantes na França
observações linguísticas no Brasil
observações linguísticas na França

Tabela 4 – Dados das fichas terminológicas

Ressaltamos que as informações contidas numa ficha terminológica devem ser úteis à pesquisa do terminólogo, mas também é importante a possibilidade de colocá-las à disposição dos usuários, como colegas, tradutores ou profissionais da área. De fato:

> independemente da forma como trabalharmos: com fichas de cartolina arrumadas numa "caixa de sapato" – como no bom e velho tempo, ou com um equipamento informático ultramoderno, devemos arrolar as informações numa ficha de modo a encontrá-las facilmente. De fato, de nada adiantaria guardar dados em arquivos se não pudéssemos acessá-los de maneira a utilizá-los para outros fins [Tradução nossa] [22]. (Diki-Kidiri, 2008, 124)

O E-termos é um método completo que permite desde a compilação do córpus até a publicação do produto terminográfico. A sexta e última etapa oferece ferramentas para finalização e apresentação do produto terminológico. O principal objetivo é gerenciar os verbetes, sua apresentação, a pré-publicação e publicação.

As possibilidades de: (a) criação de vários modelos de apresentação e visualização de verbetes a partir das fichas terminológicas; e (b) publicação prévia do produto final, que fica disponível apenas no ambiente do e-Termos para avaliar, alterar e verificar o resultado da publicação antes de executá-la formalmente, garantem ao terminólogo maior fiabilidade e controle de seu trabalho. A tarefa de publicação representa a etapa final do seu produto e sua disponibilização no site oficial do e-Termos (no *link* Acesso aos Produtos) para o público externo (EMBRAPA/CNPTIA, NILC/ICMC-USP et GETerm/UFScar, 2009).

As fichas terminológicas relativas aos termos referentes aos contratos de prestação de serviços foram rigorosamente preenchidas, permitindo-nos a contribuição para o projeto maior sobre o léxico para a tradução juramentada (LexTraJu) e, no âmbito desta pesquisa,

---

[22] "Que l'on travaille avec des fiches en carton rangées dans une "boîte à chaussure" comme dans le bon vieux temps, ou avec un équipement informatique ultramoderne, on doit consigner les informations sur une fiche de manière à les retrouver aisément. En effet, cela ne servirait à rien d'engranger des données dans des fichiers si on ne peut plus les en sortir pour s'en servir ailleurs" (Diki-Kidiri, 2008, 124).

organização dos dados para posterior análise interlinguística, apresentada na terceira e última parte desta tese.

PARTE III. Resultados da pesquisa e análise dos dados

5. O contrato de prestação de serviços brasileiro e francês: semelhanças e diferenças

Os contratos de prestação de serviços brasileiro e francês são sempre precedidos por um cabeçalho, que contém a identificação das partes contratantes. Os dados contidos nessa identificação dependem do estatuto jurídico do prestador e/ou do contratante.

Os seguintes dados foram indicados nos contratos que compuseram os CPSP e os CPSF, respectivamente:

Para pessoa física:

Brasil	**França**
• nome completo • nacionalidade • estado civil • profissão • número da carteira de identidade • número do Cadastro de Pessoas Físicas (CPF) • endereço completo	• nome completo • data de nascimento • local de nascimento • endereço completo

Para pessoa jurídica:

Brasil	**França**
• razão social • número do Cadastro Nacional de Pessoas Jurídicas (CNPJ) • endereço completo da sede • nome completo e cargo do representante legal da empresa • nacionalidade, estado civil, profissão, número da carteira de identidade e do CPF, endereço completo do representante • número do cadastro na organização corporativa equivalente à profissão	• razão social, estatuto jurídico e capital social • número de cadastro no *Registre du commerce et des sociétés* (RCS) • endereço completo da sede • nome completo e cargo do representante legal da empresa • número do *Système Informatique pour le Répertoire des Entreprises sur le Territoire* (*SIRET*)

Outros dados podem, ainda, ser encontrados na identificação das partes, como, por exemplo, número de telefone e/ou fax, endereço de e-mail, indicação de maioridade (uso do adjetivo capaz), número de passaporte.

As informações listadas nesses quadros são as principais levantadas nos córpus. Notamos que alguns dados são mencionados no contrato brasileiro, porém não encontramos em nenhum dos contratos que compuseram os CPSF, dados como nacionalidade, estado civil e profissão.

Nos CPSP, encontramos maior necessidade, em relação aos CPSF, de uma comprovação da identidade das partes, através de dados como, por exemplo, nacionalidade, número da carteira de identidade, número do CPF, entre outros. Acreditamos que isso ocorra devido a motivos culturais.

No Brasil, devemos utilizar o número da carteira de identidade em situações variadas, por exemplo, para (a) matrícula, pedido de um atestado ou aproveitamento de créditos de disciplinas na universidade; (b) abertura de uma conta bancária; (c) fazer a assinatura de uma revista; (d) subscrever um contrato, entre outros. O número do CPF deve ser mencionado no preenchimento não só para operações bancárias, mas também para situações similares às da carteira de identidade. Muitos brasileiros, inclusive, por usarem com muita frequência esses números, acabam por decorá-los.

Na França, a carteira de identidade existe, mas dificilmente o cidadão francês precisa mencionar o seu número. Evidentemente, muitos estabelecimentos podem pedir a comprovação da identidade de uma pessoa, pedindo sua carteira de identidade. Entretanto, nos formulários a serem preenchidos (em diversos meios, universidades, escolas, estabelecimentos bancários), raramente é pedido o número da carteira de identidade. O mesmo ocorre com o CPF, cuja inexistência na França provoca interesse e curiosidade por partes dos franceses.

Acreditamos, portanto, que essas diferenças são motivadas pela forma que cada sociedade concebe e recorta a realidade. Nota-se uma tendência, na sociedade francesa, a

maior confiança no cidadão, que não sente, de forma inexaurível, a necessidade de comprovação de sua identidade.

Após a identificação das partes, o contrato pode apresentar um prefácio, compondo-se, em seguida, de cláusulas, subdivididas em parágrafos, incisos, alíneas. Como mencionado anteriormente, as prestações de serviços variam consideravelmente, culminando com a diversificação das cláusulas.

Fizemos um levantamento nos CPSP e nos CPSF de todas as cláusulas apresentadas, as quais demonstramos a seguir, classificadas por ordem de ocorrência. A frequência apresentada no quadro foi calculada, percentualmente, em relação ao número total de contratos existentes em cada córpus, ou seja, 53 para os CPSP e 50 para os CPSF.

Não trazemos, nesta lista, os títulos de cláusulas que ocorrem uma só vez (ou seja, em um só contrato).

Cláusulas nos CPSP	Frequência %
Foro	89,5
Objeto	57,9
Rescisão	54,4
Obrigações da contratante	43,9
Prazo	36,8
Objeto do contrato	33,3
Condições gerais	29,8
Remuneração	21,1
Disposições legais	19,3
Obrigações do contratante	19,3
Obrigações do contratado	17,5
Pagamento	14,0
Deveres da contratante	10,5
Preço e condições de pagamento	10,5
Atrasos nos pagamentos	8,8
Honorários	8,8
Prestação dos serviços	8,8
Duração	7,0
Obrigações das partes	7,0
Rescisão imotivada	7,0
Casos omissos	5,3

Cláusulas nos CPSF	Frequência %
Objet	70,2
Confidentialité	40,4
Durée	38,3
Résiliation	34,0
Responsabilité	23,4
Rémunération	14,9
Conditions financières	12,8
Litiges	12,8
Obligations du client	12,8
Obligations du prestataire	12,8
Sous-traitance	12,8
Durée du contrat	10,6
Force majeure	10,6
Intégralité du contrat	10,6
Modalités financières	10,6
Prix	10,6
Cas de différend	8,5
Engagement du prestataire	8,5
Interprétation – loi applicable – litiges	8,5
Modalités de paiement	8,5
Modalités de règlement de la rémunération	8,5

Disposições finais	5,3
Fiscalização	5,3
Inadimplemento	5,3
Multa	5,3
Preço	5,3
Reajuste	5,3
Responsabilidades	5,3
Valor	5,3
Carências	3,5
Condições de execução dos serviços	3,5
Condições de pagamento	3,5
Confidencialidade	3,5
Definição, inscrição, inclusão e identificação dos beneficiários	3,5
Evento	3,5
Exclusões	3,5
Forma de pagamento	3,5
Horário	3,5
Inadimplemento, descumprimento e multa	3,5
Objetivo	3,5
Pagamento das contribuições	3,5
Penalidades	3,5
Prazo de vigência	3,5
Prazo e rescisão	3,5
Responsabilidade	3,5
Serviços	3,5
Serviços compreendidos na cobertura assistencial do presente contrato	3,5
Serviços e consultas odontológicas	3,5
Tributos	3,5
Valor e forma de pagamento	3,5
Vigência	3,5
Vigência e renovação	3,5
Vigência e rescisão	3,5

Relation entre les parties	8,5
Résiliation du contrat	8,5
Fin du contrat	6,4
Garantie	6,4
Objet du contrat	6,4
Prestations	6,4
Prix de la prestation	6,4
Propriété intellectuelle	6,4
Règlement des litiges	6,4
Responsabilités	6,4
Attribution de juridiction	4,3
Cession	4,3
Désignation de la prestation	4,3
Détermination des coûts	4,3
Dispositions générales	4,3
Divers	4,3
Droit applicable – attribution de juridiction	4,3
Droit applicable – litiges	4,3
Engagement	4,3
Engagement du client	4,3
Exclusivité	4,3
Exécution de la mission	4,3
Exécution de la prestation	4,3
Facturation et règlements	4,3
Honoraires	4,3
Indépendance des parties	4,3
Interprétation du contrat	4,3
Intuitu personae	4,3
Juridiction compétence	4,3
Lieu de la mission	4,3
Modalités d'intervention	4,3
Modification du contrat	4,3
Moyens mis en œuvre	4,3
Non-concurrence	4,3
Notifications	4,3
Obligations de confidentialité	4,3
Obligations des parties	4,3
Obligations du bénéficiaire	4,3
Pénalités de retard	4,3
Programme d'études	4,3
Propriété des résultats	4,3

	Propriété intellectuelle, brevets et exploitation des résultats	4,3
	Rapport final	4,3

Tabela 5 – Títulos de cláusulas presentes nos CPSP e nos CPSF

As cláusulas que mais ocorrem nos CPSP e nos CPSF correspondem às disposições que devem conter em qualquer documento desse tipo: objeto, obrigações das partes, prazo, remuneração e solução de litígios.

Constatamos, inicialmente, que há grande disparidade, em português e em francês, em relação à variedade dos títulos das cláusulas, bem maior para os CPSF, apesar da diferença do número de exemplares de contratos (53 em português e 50 em francês).

Na realidade, os CPSP e os CPSF apresentam grande diversidade no que concerne às prestações, culminando com necessidades diferentes de acordo com o serviço a ser prestado. A escolha terminológica do título de determinada cláusula não é uma obrigação legal. Por exemplo, para intitular o propósito do contrato, encontramos em português *Objeto* (57,9%) mas também *Objeto do contrato* (33,3%), *Objetivo* (3,5%), *Serviços* (3,5%) e *Finalidade* (1,8%). Constatamos grande variação lexical no que concerne aos títulos das cláusulas tanto dos CPSP quanto dos CPSF.

As prestações que abrangem serviços específicos, como a tradução de um documento, a organização de um bufê e outras, são realizadas em prazos curtos e pré-determinados. Os profissionais têm a possibilidade, em contratos desse tipo, de recorrer a uma minuta de contrato, facilmente modificável de acordo com a prestação em questão. Isso é possível tanto na França quanto no Brasil. Várias dessas minutas estão, inclusive, disponibilizadas na Internet em *sites* jurídicos especializados e são também publicadas por grandes editoras de cunho jurídico.

Já outros contratos, que prevêem serviços mais amplos, envolvendo grandes empresas e altas negociações, podem ser redigidos por advogados; esses profissionais também têm a possibilidade de redigí-los com base nas minutas de contrato. Para os contratos cujos objetos

são de maior complexidade, é necessário incluir informações mais detalhadas e mesmo cláusulas desnecessárias em contratos cujos objetos são mais simples.

Comparando as cláusulas presentes nos CPSP e nos CPSF, constatamos que a maior parte dos contratos em ambas as línguas contêm cláusulas como *objeto, duração da prestação, direitos e deveres das partes, pagamento e condições de pagamento, rescisão*. Um mesmo tipo de cláusula pode apresentar títulos variados, tanto em francês quanto em português, mas o conteúdo é semelhante, por exemplo, em português, para o pagamento dos serviços prestados, podemos encontrar cláusulas com os títulos *Remuneração* (21,1%), *Pagamento* (14%), *Preço e condições de pagamento* (10,5%), *Honorários* (8,8%), *Preço* (5,3%), *Valor* (5,3%), *Pagamento das contribuições* (3,5%), *Valor e forma de pagamento* (3,5%), *Pagamento pelo serviço* (1,8%), *Remuneração dos serviços* (1,8%), entre outros.

Em relação às diferenças, notamos que a cláusula *Foro* ocorre na maioria dos CPSP. Essa cláusula determina que eventuais questões, conflitos, dúvidas, litígios, causas, oriundos do contrato, serão tratados pelo foro de determinada cidade, lugar onde funcionam os órgãos do poder judiciário.

Em francês, para esse tipo de situação, é encontrada, preferencialmente, a cláusula *Litiges* nos CPSF. Na França, designa-se também uma jurisdição competente, mas não é necessariamente um lugar, uma cidade, mas uma instância de poder. Pode ser o *Tribunal de Commerce*, o *Tribunal de Grande Instance*, o *Tribunal d'Instance* (cf. *tribunal*, no glossário). A escolha é determinada em decorrência da prestação a ser realizada no contrato. Além disso, a arbitragem é uma prática frequente nos contratos franceses em geral. Caso as partes estiverem de comum acordo, as eventuais discórdias podem ser resolvidas por um árbitro.

Nos CPSF, constatamos, ainda, que as cláusulas de confidencialidade ocorrem com maior frequência em relação aos CPSP (ocorrência percentual de 40,4% contra 3,5%, respectivamente). Isso pode significar que os tipos de prestações de serviços, descritas pelos

contratos em francês, demandam que uma cláusula desse tipo seja inserida. São contratos, em geral, cujas prestações são comerciais, econômicas, financeiras e jurídicas.

As demais diferenças entre as cláusulas dos contratos de prestação de serviços franceses e brasileiros dizem respeito, em geral, a prestações específicas, apresentando baixa ocorrência. Por exemplo, não encontramos equivalentes nos CPSF para as cláusulas intituladas, em português: *Cobrança, Abertura e movimentação de contas, Casos omissos, Código de acesso, Copyright, Multa*. Para as cláusulas em francês: *Absence d'autres documents, Accès aux informations, Arbitrage, Autorités compétentes pour la réservation d'un nom de domaine, Consignes relatives à la prestation, Détachement non exclusif, Disponibilité et livraison de l'œuvre, lieu de la mission, non-concurrence, non-exclusivité, rapport* também não encontramos equivalentes, em português, nos CPSP.

Os contratos, no Brasil e na França, trazem, no final deles, o local, a data e a assinatura das partes contratantes. No contrato brasileiro, encontramos, além disso, em todos os CPSP, a indicação de duas testemunhas. As pessoas físicas ou jurídicas, ao firmarem contratos de prestação de serviços, indicam duas testemunhas para que suas assinaturas comprovem que o ato foi realizado e produziu seus efeitos legais para valer perante as próprias partes e terceiros. Testemunha é entendida como:

> a pessoa que é chamada para depor sobre fato ou para atestar um ato negocial, assegurando, perante outra, sua veracidade. A testemunha judiciária é a pessoa natural ou jurídica representada, estranha à relação processual, que declara em juizo conhecer o fato alegado, por havê-lo presenciado ou por ouvir algo a seu respeito. A testemunha instrumentária (CC, Art.227, c/c o art. 401 do CPC) é a que se pronuncia sobre o teor de um documento que subscreveu (CPC, arts. 400 a 419; Lei n. 9 .807/99; Decreto n. 3.518, de 20-6-2000). (Diniz et al., 2002, 129)

Se uma ou duas testemunhas estejam ausentes, o contrato pode ser considerado irregular, ou, ainda, pode ser alegada sua nulidade pelo descumprimento de tal formalidade (Diniz et al., 2002, 134).

No que diz respeito ao contrato francês, não encontramos quaisquer indicações a testemunhas nos contratos que compuseram os CPSF; além disso, o Código civil francês não

determina a obrigatoriedade de testemunhas num contrato civil, para contratos cujos litígios são resolvidos em juízo.

Detalhadas as semelhanças e diferenças formais e textuais dos CPSP e dos CPSF, passaremos, no próximo capítulo, à apresentação da terminologia referente a esse documento.

6. Glossário bilíngue dos contratos de prestação de serviços

O glossário apresentado a seguir reúne 294 termos em português e 273 termos em francês relativos ao contrato de prestação de serviços. Os termos foram extraídos dos contratos em língua portuguesa e francesa que compuseram os córpus de estudo, elencados nos itens *4.3 Caracterização dos CPSP* e *4.4 Caracterização dos CPSF* do presente trabalho.

A macroestrutura do glossário constituiu na organização vertical dos verbetes, em negrito, em ordem alfabética. A primeira coluna é composta dos termos em português e a segunda coluna dos termos em francês. Obedecemos à seguinte configuração na microestrutura do verbete: indicação de categoria gramatical, indicação de variantes, em itálico, se houver (antecedidas pela letra V.), definições obtidas literalmente nas obras de apoio precedidas pela respectiva indicação bibliográfica (retivemos as definições que diziam respeito ao sentido do termo em questão nos CPSP e nos CPSF) e, por fim, o contexto marcado em itálico encontrado nos CPSP e nos CPSF.

Os termos que compõem o glossário foram identificados e delimitados com base em aspectos teóricos e práticos do contrato de prestação de serviços no Brasil e na França; a ajuda de duas profissionais da área foi também de grande valia na desconsideração de termos presentes nas obras de apoio, mas referentes a prestações de serviços específicas, como *acionista, contador, empregador, locação, licença*, entre outros.

Não foram encontradas, para alguns termos, definições em nenhuma das obras de apoio consultadas. Para esses termos, indicamos, no glossário, a menção, entre colchetes, “inexistente nas obras de apoio”, em português e “absent dans les œuvres d’appui”, em francês. Também não encontramos, para alguns termos, equivalentes na língua portuguesa ou na língua francesa. Para esses termos, indicamos, no glossário, a menção, entre colchetes,

“inexistente em português” ou “absent en français”, acompanhada da perífrase do termo em questão, em português ou em francês.

Alguns termos, ainda, existem em português ou em francês, porém não foram encontrados em um dos córpus de estudo. Indicamos, para esses termos, o termo equivalente, em português ou em francês, e trazemos a menção, entre colchetes, “inexistente nos CPSP” ou “absent dans les CPSF”.

Entendemos que a descrição de particularidades linguísticas, sociolinguísticas e culturais de terminologias delimitadas por um domínio de especialidade vem, primeiramente, suprir eventuais incompreensões relativas a aspectos intra- e interlinguísticos por parte dos profissionais que trabalham nesse domínio, dos quais destacamos o terminólogo e o tradutor; em segundo lugar, essa descrição ajuda a corroborar e também questionar elementos teóricos já levantados e estudados por terminólogos.

A terminologia encontrada no contrato de prestação de serviços é composta de:

a) termos simples: por exemplo, *conformidade, consentimento, correspondência, culpa, cumprimento, decisão, dano, dissolução, falecimento, falta, impossibilidade, indenização, interpretação*, em português; *interruption, législation, notification, nullité, obligation, paiement, pénalité, prix, préjudice, preuve, réalisation, remboursement, régularisation, renouvellement, reconduction, rétractation, risque, paraphe, sanction*, em francês;
b) termos complexos: por exemplo, *carteira de identidade, ação judicial, aviso prévio, capital social, carta registrada com aviso de recebimento, contrato de prestação de serviços, estado civil, nota fiscal, perdas e danos, pessoa física, pessoa jurídica, razão social, representante legal, sociedade anônima*, em português; *action judiciaire, capital social, lettre recommandée avec avis de réception, contrat de prestation de*

services, dommages et intérêts, personne physique, personne morale, raison sociale, représentant légal, société commerciale, société à responsabilité limitée, em francês;

c) termos compostos*: mão-de-obra*, em português; *main-d'œuvre*, em francês;

d) formas braquigráficas: (i) siglas: *Cadastro de Pessoas Físicas (CPF), Cadastro Nacional da Pessoa Jurídica (CNPJ), Imposto de Renda Retido na Fonte (IRRF), Imposto sobre a Renda de Pessoas Jurídicas (IRPJ), Instituto Nacional de Seguro Social (INSS)*, em português; *Centre de formalités des entreprises (CFE), Chèque emploi service universel (CESU), Déclaration automatisée des données sociales (DADS), Institut National de la statistique et des études économiques (INSEE), Système d'Identification du Répertoire des Etablissements (SIRET), Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)*, em francês; (ii) acrônimo: *Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC)*, em francês.

A maior parte da terminologia levantada nos contratos de prestação de serviços, em francês e em português, é composta de termos simples. Encontramos também, nos CPSP e nos CPSF, formas em latim e estrangeirismos, porém não preenchiam as condições as quais nos fixamos, no âmbito desta pesquisa, para que fossem aqui descritos. Este glossário contempla substantivos, verbos, adjetivos e advérbios.

Trazemos, a seguir, o glossário por nós elaborado, no âmbito desta pesquisa.

A	
abatimento. s.m. Redução ou desconto promovido em uma dívida, ou obrigação, pelo seu pagamento antecipado. Bonificação pelo pagamento à vista de uma fatura comercial. Benevolência do credor pela redução de uma parte de um débito. Redução ou desconto, a que se tem direito (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito comercial: Redução de preço de mercadoria ou serviço ou desconto efetuado em qualquer quantia ou conta, por praxe mercantil ou convenção entre as partes (Diniz, 2005); Dir. Com. Redução ou desconto no preço de qualquer nota de débito, em razão do uso comercial ou de convenção entre as partes	**abattement.** n.m. Réduction effectuée sur la matière imposable avant application de l'impôt. Ex: abattement à la base, abattement pour charges de famille, abattement sur la part des héritiers (Cornu, 2007). *Abattement de […] % sur le coût de l'abonnement annuel pour l'année en cours.*

(Sidou, 2009). *Não negociar abatimentos, descontos ou dilações sem o conhecimento do contratado.*

ação judicial. s.f. Em matéria processual, a faculdade que cabe ao titular de um direito em vir pleiteá-lo em juízo (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito processual: Direito legítimo de pessoa física ou jurídica pleitear em juízo, perante os tribunais, o reconhecimento do que lhe é devido ou a proteção contra a violação do que lhe é reconhecido por lei. É o meio para preservar um direito contra violação de terceiro ou para exigir seu reconhecimento ou respeito pela sociedade (Diniz, 2005); Dir. Proc. Civ. Direito público subjetivo que faculta a qualquer pessoa deduzir pretensão ao Poder Judiciário, visando a uma sentença de mérito para solver conflito de interesse entre as partes (Sidou, 2009). *Não se inclui no objeto do presente contrato e não se confunde com ele a prestação de serviços jurídicos alheios ao ajuizamento e ao acompanhamento de referida ação judicial, tais como patrocínio dos interesses das contratantes em quaisquer outras demandas.*

action judiciaire. n.f. V. *action en justice*. Droit d'agir en justice; droit (ouvert à certaines conditions: intérêt, qualité, etc.) pour l'auteur d'une prétention (principale, incidente, appel, pourvoi en cassation, etc.) d'être entendu et jugé sur le fond de celle-ci, sans que cette prétention puisse être écartée comme irrecevable, le juge étant tenu de la déclarer bien ou mal fondée (NCPC, a. 30, al. 1) (Cornu, 2007); Pouvoir reconnu aux sujets de droit de s'adresser à la justice pour obtenir le respect de leurs droits ou de leurs intérêts légitimes. Désigne aussi le droit pour l'adversaire de discuter le bien-fondé de la prétention émise contre lui (Guillien et Vincent, 2009); Pouvoir de faire changer en justice une situation juridique (Lerat et Sourioux, 1994). *Tous litiges qui pourraient survenir dans le cadre de l'exécution des présentes conditions générales pourront avant toute action judiciaire être soumis à l'appréciation du prestataire du site en vue d'un règlement amiable.*

aceitação. s.f. É o ato pelo qual uma pessoa manifesta, de modo inequívoco, o seu consentimento ou aprovação ao contrato ajustado ou à convenção estabelecida (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: ato de aceitar alguma coisa; aquiescência, aprovação. Pode ser a) expressa, se manifestada verbalmente ou em documento escrito; b) tácita, se caracterizada pela prática de ato indicativo da intenção de aceitar (Diniz, 2005); Dir. Obr. Manifestação de anuência aos termos de uma proposta de contrato, que, dessa forma, se torna concluído (Sidou, 2009). *A contratação formalizada por intermédio dos meios citados acima, efetivar-se-á a partir do exato momento em que o Contratante manifestar sua plena aceitação aos termos do contrato.*

acceptation. n.f. Consentement d'une personne à une offre (de contrat) qui lui a été faite (Cornu, 2007); Manifestation de volonté par laquelle une personne donne son accord à une offre de contrat qui lui est faite (Guillien et Vincent, 2009); Acte consistant à donner son accord (Lerat et Sourioux, 1994). *Le prestataire met à la disposition du client toutes les informations concernant les prestations qu'il propose, ainsi que chacune des phases du processus de la prestation (acceptation de l'offre de prestation, confirmation, paiement).*

aceitar [os serviços, os termos do contrato, a proposta]. verbo. Tem no vocabulário jurídico a significação de concordar com a proposta. Significa, ainda, firmar uma obrigação ou reconhecer uma dívida (Oscar José De Plácido e Silva, 2007). *Mediante convênio específico, por escrito, a contratada poderá aceitar , assumir, por sua conta, parte dos serviços de computação eletrônica referidos no parágrafo anterior, desde que a contratante forneça, na forma solicitada pela contratada, uma listagem*

accepter [les dispositions du contrat, les termes du contrat, les prestations de service, l'offre de la prestation]. verbe. [absent dans les œuvres d'appui]. *Le prestataire se réserve le droit de ne pas accepter une demande de prestation par un client pour des raisons de non respect des délais, non respect de la moralité notamment touchant au paiement de la transaction.*

individualizada para cada participante, contendo todas as informações necessárias.

acidente. s.m. Acontecimento imprevisto ou fortuito, do qual resulta um dano causado à coisa ou à pessoa. Ocorrência registrada sem a intervenção voluntariosa de qualquer pessoa (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: caso fortuito, ou seja, acontecimento involuntário e imprevisto suscetível de causar prejuízo a alguém ou seu patrimônio sem gerar responsabilidade civil, por ser excludente de antijuricidade, ante a ausência de dolo ou de culpa (Diniz, 2005); Acontecimento fortuito, ou imprevisto, independentemente da vontade humana, e que ordinariamente causa um dano, pessoal e ou patrimonial (Sidou, 2009). *Em caso de acidente do Contratante, nas dependências da Contratada, sem que esta última lhe tenha dado causa, fica a Contratada autorizada a encaminhar o Contratante para respectivo atendimento médico-hospitalar.*

accident. n.m. Événement ou fait involontaire dommageable imprévu (Cornu, 2007). *Dans l'hypothèse où le consultant ne serait plus en mesure d'assurer la mission pour une cause réelle et sérieuse (accident, maladie grave), la résiliation du présent contrat interviendra de plein droit après notification écrite.*

acordar. verbo. Determinar, resolver uniformemente ou de comum acordo uma questão aventada. Decidir por pluralidade de votos alguma coisa, submetida à apreciação de um colégio ou de uma instituição. Concordar com as cláusulas ou condições de uma proposta para negócio ou para firmar um contrato. Estabelecer e aceitar as condições de um ajuste, de uma convenção ou de uma obrigação. Contratar (Oscar José De Plácido e Silva, 2007). *Quando a contratante acordar em contrato cláusula de participação nos lucros brutos da empresa cliente, a contratante pagará mensalmente a contratada participação de 20% (vinte por cento) destes lucros auferidos sobre a empresa cliente.*

accorder. verbe. Attribuer comme un droit ; allouer (Cornu, 2007). [...] *soit accorder un délai supplémentaire si la société peut justifier d'actions complémentaires en cours.*

acordo. s.m. Ajuste, convenção ou contrato, instituído entre duas ou mais pessoas, que se acertam em estabelecê-lo (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: convenção ou ajuste entre os contratantes, conjugando suas vontades para a efetivação do ato negocial, gerando uma obrigação de dar, de fazer ou de não fazer (Diniz, 2005); Dir. Obr. Ajuste. Concordância de ideias e sentimentos. Expresso, quando formalizado por contrato. Tácito, quando subentendido, implícito ou não formalizado (Sidou, 2009). *Salvo acordo expresso entre as partes, em cada caso, a contratada não poderá exercer o direito de voto que, porventura, couber às ações custodiadas*.

accord. n.m. a) rencontre de deux volontés; b) plus spéc. assentiment donné à une proposition; acceptation d'une offre, adhésion (Cornu, 2007); Rencontre des volontés en vue de produire l'effet de droit recherché par les parties: contrat, mariage, divorce par consentement mutuel, concordat (Guillien et Vincent, 2009); Entente entre des parties - notion très générale, dont les contrats, conventions, pactes et traités sont des cas particuliers (Lerat et Sourioux, 1994). *Le contrat n'est ni cessible, ni transmissible, à quelque titre que ce soit, sauf accord écrit et préalable de l'autre partie.*

acréscimo. s.m. Majoração do preço feita em mercadoria exposta à venda. É direito do vendedor quando, não tendo tradicionado a coisa, esta se valorizou (Oscar José De Plácido e Silva, 2007). *Os honorários pagos após a data avençada no item [...] acarretarão à contratante o acréscimo de multa de [...].*

majoration. n.m. Augmentation de valeur se traduisant par un accroissement de charges. Ex. majoration de l'impôt, majoration de dépenses (Cornu, 2007). *Tout retard de règlement supérieur à […] jours pourra entraîner une majoration de […] %.*

adendo. s.m. V. *aditamento*. Vocábulo utilizado para significar o aditamento ou o acréscimo feito a qualquer ato escrito, que já se encontrava concluído, mas no qual houve qualquer omissão (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: é o aditamento ou acréscimo em texto escrito, já concluído, complementando-o (Diniz, 2005); Acréscimo que se faz a um livro ou documento, para completá-lo (Sidou, 2009). *Os serviços a que se refere a cláusula antecedente serão concluídos e postos à disposição da Contratante no prazo de [...] dias, contados da assinatura deste Contrato, podendo estender-se mediante adendo contratual.*

avenant. n.m. Accord modifiant une convention, en l'adaptant ou en la complétant par de nouvelles clauses (Cornu, 2007); Modification apportée à un contrat antérieur ou à un contrat type. Document constatant cette modification (Guillien et Vincent, 2009); Accord modifiant une convention, en l'adaptant ou en la complétant par de nouvelles clauses (Lerat et Sourioux, 1994). *Toute modification du présent contrat devra faire l'objet d'un avenant ou d'un nouveau contrat écrit et signé par les représentants des parties dûment habilités à cet effet.*

adiantamento. s.m. Na linguagem jurídico-comercial, adiantamento tem a significação de pagamento antecipado ou de entrega por conta de uma operação de crédito, ou representa o financiamento promovido pela garantia de títulos ou de outros bens (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito comercial: a) pagamento antecipado e parcial de uma obrigação antes de seu vencimento; b) pagamento de mercadorias feito por conta do valor da fatura (Diniz, 2005); Dir. Obr. Ato de pagar qualquer quantia por conta do que é devido por obrigação ainda não vencida, e que do pagamento final será deduzida (Sidou, 2009). *Na execução dos serviços estipulados neste contrato, mediante [...] (reembolso, solicitação prévia por escrito, adiantamento, outra modalidade).*

acompte. n.m. Paiement partiel à valoir sur le montant d'une dette. L'abandon par l'acheteur de l'acompte versé au vendeur ne délie pas l'acheteur de ses engagements. En ce sens, l'acompte doit être différencié des arrhes (Albertini et Silem, 2008); a) (sens gén.). Paiement partiel imputé sur le montant de la dette. Ex. premier acompte à la livraison, deuxième à trois mois, etc. v. arrhes, avoir, compte; b) plus spécialement: (adm. fin.) paiement partiel en contrepartie d'une tranche de services déjà exécutée. Comp. arrhes, avance, provision, V. dédit, crédit (Cornu, 2007); Paiement partiel effectué en règlement de la fraction exécutée d'une fourniture convenue de biens ou de services. Paiement partiel qui est imputé sur le montant de la dette (Guillien et Vincent, 2009); Paiement partiel imputé sur le montant de la dette (Lerat et Sourioux, 1994). *Au cas où la régularisation ferait apparaître que le montant des sommes dues au prestataire est supérieur au total des acomptes provisionnels déjà perçus par elle, le complément sera payable par le bénéficiaire dans les […] jours.*

ajustar [a prestação de serviços, o contrato]. verbo. 1. Direito civil e direito comercial. Combinar; contratar. 2. Direito processual civil. a) Terminar uma demanda por meio de transação; b) reunir elementos probatórios de um sinistro; c) liquidar e apurar a indenização

Cf. **conclure, contracter, signer**.

devida. (Diniz, 2005). *Doravante denominada simplesmente contratada, que na melhor forma de direito, ajustam e contratam a prestação de serviços, conforme cláusulas e condições seguintes.*

ajuste contratual. s.m. É o ato pelo qual duas ou mais pessoas se acordam nas condições ou cláusulas estabelecidas para efetivação de um pacto ou contrato. Significa, às vezes, o próprio contrato ou a obrigação assumida. É, por isso, o acordo firmado por alguém, mesmo que seja verbalmente, para realizar um serviço ou uma obra (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil e direito comercial: convenção, acordo nas condições ou cláusulas contratuais (Diniz, 2005); Dir. Obr. Acordo, acerto, convenção, pacto, de que resulta uma obrigação a ser cumprida por uma ou ambas as partes (Sidou, 2009). *Ficando expressamente cancelado e sem mais nenhum valor todo e qualquer documento ou ajuste escrito ou verbal, porventura existente.*

Cf. **accord**, **engagement.**

alínea. s.f. Assim se designa a subdivisão de um artigo, quando, a seguir de seu texto, se abre uma nova linha, precedida de letra ou número. É distinta, por esse modo, do parágrafo, que forma não uma subdivisão do artigo, mas um complemento dele (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Teoria geral do direito: subdivisão de artigo de lei assinalada por uma letra ou número (Diniz, 2005); Dir. Legal. vocábulo impropriamente empregado para designar a subseção de um dispositivo legal classificada com o emprego da letra. Deve-se chamar letra e não alínea. O ato de mudar e não o objeto da mudança é que se chama alínea (Sidou, 2009). *O atraso ou não inclusão do web site do Contratante nas ferramentas de que trata a alínea [...] supra não acarretará à Contratada.*

alinéa. n.f. Depuis une circulaire du Premier ministre du 20 octobre 2000, pour les textes émanant du gouvernement et du Parlement, est compté pour un alinéa tout mot ou groupe de mots renvoyé à la ligne, quel que soit le signe de ponctuation placé à la fin de la ligne précédente ou au début de la ligne commençant le nouvel alinéa (guillemets, tiret, chiffre ou autre) (Guillien et Vincent, 2009); Partie d'un paragraphe de texte normatif. NB: La distinction entre alinéa et paragraphe n'est pas constante (Lerat et Sourioux, 1994). *En conséquence, tout projet de publication ou communication du demandeur dans les délais précisés à l'alinéa précédent sera soumis à l'avis préalable du receveur.*

anuidade. s.f. Quantia que se paga periodicamente para a constituição de um capital ou para a amortização de uma dívida (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Prestação ou quantia que devem ser pagas anualmente compreendendo amortização e juros (Diniz, 2005); Dir. Obr. Obrigação que se resgata em período de um ano (Sidou, 2009). *Disco Virtual, com espaço de até 05 Mb (cinco megabytes), para armazenamento de arquivos; Registro ou transferência de 01 domínio, isenta de cobrança de anuidade.*

annuité. n.f. Somme d'argent que le débiteur doit remettre annuellement au créancier en vue de se libérer de sa dette. L'annuité comprend une partie du capital augmenté des intérêts (Guillien et Vincent, 2009). *Elle en informerait l' [...], par lettre recommandée avec A.R., au moins [...] mois avant la date d'échéance de l'annuité à payer.*

aprovação. s.f. Consentimento ou anuência à

approbation. n.f. Reconnaissance formelle de

prática de um ato escrito. Mas também significa o reconhecimento que é feito por uma pessoa em relação ao ato anteriormente praticado, a fim de que se lhe dê existência jurídica ou se lhe confirme a autenticidade (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); a) ato ou efeito de aprovar; b) consentimento para a realização de um ato jurídico; c) confirmação da autenticidade de um ato; reconhecimento de um ato já praticado, dando-lhe existência jurídica; d) homologação de ato judicial; ratificação de um ato jurídico ou contrato anteriormente efetivado (Diniz, 2005). *Comunicar à Contratante para aprovação, qualquer prorrogação nos prazos inicialmente previstos para a execução dos serviços.*

l'exactitude du contenu d'un écrit, en général par le moyen d'une signature (Cornu, 2007). *Il est toutefois entendu que les différents frais engagés par […] dans le cadre de la participation desdits membres feront l'objet d'une approbation préalable par le […].*

arbitragem. s.f. Empregado para significar o processo que se utiliza, a fim de se dar solução a litígio ou divergência, havida entre duas ou mais pessoas. Quando a arbitragem ocorre entre pessoas de Direito Internacional, para solução de litígios ou conflitos internacionais, a matéria é regulada pelas convenções anteriormente instituídas, ou pelas regras que forem admitidas no momento de sua admissão (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito processual civil: Jurisdição ou poder conferido a certas pessoas determinadas por lei ou indicadas pelas partes para solucionarem a controvérsia judicial ou extrajudicial relativa a direito patrimonial disponível, suscitada entre elas. É o julgamento feito por árbitros, ou seja, o processo que decide um litígio entre duas partes, que escolhem, para tanto, árbitros (Diniz, 2005); Dir. Proc. Civ. Meio jurídico de solução de conflitos privados, atribuída de árbitro (s), podendo ser de direito ou de equidade. O juízo da espécie. OBS. 1) Não confundir com arbitramento. 2) é nula a cláusula compulsiva de arbitragem nos contratos de adesão, e nos relativos ao fornecimento de produtos e serviços (Sidou, 2009). *Os Contratantes submeterão à arbitragem eventuais litígios oriundos do presente contrato.*

arbitrage. n.f. Mode dit parfois amiable ou pacifique mais toujours juridictionnel de règlement d'un litige par une autorité (le ou les arbitres) qui tient son pouvoir de juger, non d'une délégation permanente de l'État ou d'une institution internationale, mais de la convention des parties (lesquelles peuvent être de simples particuliers ou des États) (Cornu, 2007); Procédure facultative de règlement des conflits collectifs de travail, qui consiste à confier à un tiers, choisi par les parties, la solution d'un conflit (Guillien et Vincent, 2009); Procédure de règlement des conflits par l'intervention d'un tiers habilité à décider de par la volonté des parties en cause, l'arbitrage est de pratique courante en droit des affaires, en droit du travail et en droit international, notamment (Lerat et Sourioux, 1994). *Difficultés dans l'exécution du contrat qui n'auraient pu être réglées préalablement par les interlocuteurs désignés dans les termes du présent contrat, les parties devront avoir recours à un arbitrage, préalablement à toute instance judiciaire.*

arbitral. adj. Procedimento que utiliza árbitros para a solução de pendências entre duas ou mais partes (Diniz, 2005). *Para solucionar, amigavelmente, qualquer divergência surgida na interpretação de cláusulas e condições aqui estabelecidas, os contratantes convencionam, a constituição de uma comissão arbitral composta de 3 (três) membros [...].*

arbitral, ale. adj. Qui se rapporte à un arbitre ou à l'arbitrage ; qui en émane (Cornu, 2007). Droit des procédures (Lerat et Sourioux, 1994). *Tout litige susceptible de survenir entre les parties, quant à la formation, l'exécution, ou à l'occasion du présent contrat, sera soumis, à l'initiative de la partie la plus diligente, à une juridiction arbitrale, composée de [...] personnes.*

árbitro. s.m. Assim se diz da pessoa que é

arbitre. n.m. Personne investie par une

escolhida pelas partes, em face de um compromisso assumido, para tomar parte no juízo arbitral e dirigir a arbitragem. Segundo as regras instituídas, somente pode ser árbitro quem tenha capacidade plena, e mereça a confiança das partes (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito processual civil: a) pessoa escolhida pelas partes para decidir suas controvérsias; b) membro de um juízo arbitral (Diniz, 2005); Dir. Proc. Civ. Juíz de fato e de direito, escolhido livremente pelas partes mediante compromisso arbitral, com o fim de solucionar conflitos privados sobre direitos patrimoniais disponíveis (Sidou, 2009). *Definitivamente resolvidos de acordo com o Regulamento de Arbitragem da Câmara de Comércio Intrernacional, por um árbitro nomeado nos termos de seu regulamento.*

convention d'arbitrage (compromis ou clause compromissoire) de la mission de trancher un litige déterminé et qui exerce ainsi, en vertu d'une investiture conventionnelle, un pouvoir juridictionnel (Cornu, 2007); Personne privée chargée d'instruire et de juger un litige, à la place d'un juge public, à la suite d'une convention d'arbitrage (Guillien et Vincent, 2009). *Dans tous les cas où un arbitre aura été nommé, il aura pour mission de proposer dans les […] mois une solution devant mettre fin au litige dans le respect de l'intérêt des parties.*

arrependimento. s.m. Dir. Obr. Faculdade estabelecida no contrato, pela qual a parte, por vontade própria e oportunamente, pode desfazer a obrigação em via de ser assumida, ou dissolver o acordo já firmado. CC. arts. 420; 428(IV), 433. CPC, 701 § 2. Cf. arras (Sidou, 2009). *Não haverá devolução de dinheiro quando houver desistência , arrependimento por parte da contratante, antes de assinar o contrato a contratante terá todas as explicações necessárias referentes aos serviços prestados pela contratada, tais como recursos dos planos, valores adicionais, formas de pagamento e outras informações.*

rétractation. n.f. Manifestation de volonté contraire par laquelle l'auteur d'un acte ou d'une manifestation unilatérale de volonté entend revenir sur sa volonté et la retirer comme si elle était non avenue, afin de la priver de tout effet passé ou à venir (se distingue d'un simple retrait qui peut n'opérer que pour l'avenir). Ex. rétractation d'une offre, d'un vote, d'un consentement. Se dit dans le même sens, pour l'auteur d'un acte juridictionnel, de la décision ultérieure par laquelle il annule sa décision première. Ex. rétractation en référé d'une ordonnance sur requête (NCPC, a. 497). Comp. révocation, repentir, dédit, réméré, rapport, rabattement de défaut. Délai de rétractation: délai, en général bref, pendant lequel celui qui bénéficie d'une faculté de rétractation, peut discrétionnairement revenir sur son consentement (Cornu, 2007); Fait de revenir sur un consentement ou une offre pour y mettre fin (Lerat et Sourioux, 1994). *Le client dispose d'un droit de rétractation, c'est-à-dire du droit dans un délai de […] jours ouvrables à partir de la prestation souscrite, de renoncer à ladite prestation.*

artigo. s.m. Designa divisão elementar e fundamental das leis, na qual se encontra condensada uma disposição legal ou um princípio, que se constitui em regra ou em norma a ser seguida em determinado caso, a qual, para facilidade de citação, vem seguida de um número, que é somente dele, em cada lei. As leis, regulamentos, regimentos, em que se formulem princípios e regras para serem atendidos e cumpridos, são divididos em artigos, que vão numerados em ordem

article. n.m. Division élémentaire et fondamentale des textes législatifs et réglementaires français, comprenant une disposition légale condensée en une ou plusieurs phrases, parfois réparties en plusieurs alinéas, et dont la série reçoit, pour faciliter la citation des textes, un numérotage unique, qui se suit sans interruption à travers d'autres divisions plus générales (livre, titre, chapitre, section, paragraphe), formant le corps entier d'une loi ou d'un code (Cornu, 2007); Partie numérotée de

crescente, a partir de um ou primeiro. Em tal hipótese, os artigos podem ser fracionados em parágrafos e alíneas, que se entendem a eles pertencentes. E por isso não podem ser citados sem alusão ao seu número: £ do art. 26, ou alínea *a* do art. 25 (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); a) divisão ordenada do texto legal por numeração seguida no seu início, sendo, portanto, o elemento estrutural da norma, que consiste em sua unidade básica; b) cada parágrafo de uma articulação (Diniz, 2005); No direito legal, a unidade orgânica de uma lei, de numeração contínua, para exprimir, numa só frase, ou no menor número de frases possível, uma só ideia, a qual deve estar relacionada com as demais unidades (Sidou, 2009). *Dentre os vários artigos do Código Civil brasileiro, indubitavelmente, estes são os que mais [...].*

texte législatif ou réglementaire divisible en paragraphes (Lerat et Sourioux, 1994). *Le présent contrat a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le prestataire fournira au bénéficiaire, qui l'accepte sans réserve, des prestations de services telles que définies en article […].*

assegurar [o direito de, o sigilo]. verbo. Embora, em sentido genérico, assegurar queira dizer afirmar, asseverar, e neste sentido também tenha aplicação na terminologia jurídica, é, em sentido mais estrito, tomado na equivalência de garantir, exigir, por meios legais, que se cumpra o prometido ou que se respeite o seu direito, deixando-o livre de importunações. Tomado também no sentido de proteger (Oscar José De Plácido e Silva, 2007). *A contratada se compromete a cumprir os prazos estabelecidos na legislação vigente quanto aos serviços contratados, acompanhando-os com zelo, diligência e honestidade, assegurando os interesses da contratante, sujeitando-se às normas do código de Ética profissional do contabilista.*

assurer [les prestations, la confidentialité, la bonne exécution, la mission]. verbe. [absent dans les œuvres d'appui]. *Les parties s'engagent à mettre en œuvre tous les moyens propres à assurer la confidentialité du présent contrat vis-à-vis des tiers, quels qu'ils soient.*

assinar [o instrumento, o contrato]. verbo. 1.Direito civil. subscrever um documento. 2. Direito processual civil. Marcar prazo para a prática de ato processual (Diniz, 2005). *E, por estarem justas e acordadas, as partes assinam o presente instrumento em 02 (duas) vias de igual teor e forma, na presença das testemunhas abaixo.*

signer [le contrat]. verbe. [absent dans les œuvres d'appui]. *Chacune des parties s'engage à signer, ratifier et authentifier à la demande d'une des parties tous documents nécessaires à l'exécution complète du présent contrat, ses annexes et ses avenants éventuels.*

assinatura. s.f. Na terminologia jurídica , seja comercial ou civil, representa a ação de apor a pessoa o seu nome, com todos os apelidos e cognomes e com todas as letras com que ele se escreve, em papel ou documento, de que resulte, ou não, obrigação, sem que não ficará obrigado nele, quando este for o seu fim (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); a) ação ou efeito de assinar; b) nome assinado, firma ou rubrica que confirma um ato ou legaliza o documento; c) ato

signature. n.f. Signe par lequel le signataire s'affirme comme l'auteur de ce qu'il signe (lettre, œuvre, acte), marque personnelle intentionnelle qui manifeste son identité et concentre sur sa tête les effets attachés à son initiative (Cornu, 2007); Paraphe manuscrit ou, lorsqu'elle est électronique, usage d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle s'attache. Elle constitue une condition de validité d'un acte juridique en

de assinar o nome, de próprio punho ou a rogo, em documento, aprovando-o ou atestando sua autoria (Diniz, 2005); Ato de lançar no papel o nome, a firma ou sinal, de próprio punho, a modo de, em confrontação com outro do mesmo autor, identificar o firmante. Somente válido em documento se escrito a tinta ou lápis-tinta (Sidou, 2009). *O prazo do contrato é por tempo indeterminado, a partir da data da sua assinatura.*

identifiant celui qui l'appose, en manifestant son consentement aux obligations qui en découlent et conférant l'authenticité à l'acte quand elle est apposée par un officier public (Guillien et Vincent, 2009); Mention manuscrite du nom d'une personne par elle-même, qui est requise pour la validation d'un acte (Lerat et Sourioux, 1994). *Le présent contrat entre en vigueur le jour de sa signature par les parties, pour une période prenant fin le […].*

associação. s.f. Designa toda agremiação ou união de pessoas, promovida com um fim determinado, seja de ordem beneficiente, literária, científica, artística, recreativa, desportiva ou política (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: contrato pelo qual um certo número de pessoas, ao se congregar, coloca em comum serviços, atividades, conhecimentos, etc, em prol de um mesmo ideal, objetivando a consecução de determinado fim, econômico ou não, com ou sem capital e sem intuitos lucrativos (Diniz, 2005); Dir. Civ. União de pessoas que se organizam para fins não econômicos (Sidou, 2009). *Subcontratação, cessão ou transferência total ou parcial dos serviços, bem como a associação da contratada com outrem, fusão, cisão ou incorporação que afetem a execução do contrato.*

association. n.f. Convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun d'une façon permanente leurs connaissances ou leurs activités dans un but autre que le partage des bénéfices (Albertini et Silem, 2008); Groupement - plus ou moins organisé - de personnes nommées sociétaires (et non associés) qui s'unissent en vue d'un but déterminé, en vertu et dans les limites du droit d'association, liberté publique (Cornu, 2007); L'association, ou contrat d'association, est la convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun leurs connaissances ou leur activité dans un but autre que de partager des bénéfices (Guillien et Vincent, 2009); Groupement de personnes nommées sociétaires, qui mettent en commun d'une façon stable leurs connaissances ou leur activité dans un but autre que la recherche d'un profit (Lerat et Sourioux, 1994). *Les dispositions du deuxième alinéa s'appliquent aux souscriptions à domicile proposées par les associations et entreprises agréées par l'État ayant pour objet la fourniture de services.*

[inexistente em português. Sistema de seguro-desemprego francês].

Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC). n.f. Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce. Système d'assurance-chômage institué par convention du 31 décembre 1958 entre CNPF (devenu MEDEF en 1998) et syndicats (de salariés) et géré de façon paritaire par des représentants élus des associations syndicales et patronales. L'UNEDIC (Union nationale des Assedic) regroupe toutes les associations et assure la compensation entre les caisses d'assurance-chômage (Albertini et Silem, 2008). *Déclaration ASSEDIC.*

assumir [a responsabilidade, o compromisso, a obrigação]. verbo. No sentido que lhe empresta o Direito Civil, assumir significa a ação de tomar a si qualquer encargo ou de dar a alguém a responsabilidade relativa à prática de um ato. E assim se diz: assumir obrigações,

assumer [les frais, les obligations]. verbe. [absent dans les œuvres d'appui]. *[…] et notamment la possibilité de défendre le brevet ou intenter toute action contre tout contrefacteur devant toute cour de justice, ce tant que la société assume ses obligations*

assumir encargos, com a mesma significação de atribuir as responsabilidades decorrentes das obrigações como as que decorrem dos encargos. Já no sentido que lhe dá o Direito Público ou Administrativo, tem a acepção de ser alguém investindo em atribuições ou funções próprias ao cargo ou posto, para que foi nomeado ou designado (Oscar José De Plácido e Silva, 2007). 1. Direito administrativo. Entrar em exercício; tomar posse de cargo público. 2. Direito civil. chamar para si; tomar para si um encargo; avocar. É nesse sentido que se diz: "assumir uma obrigação ou um encargo" (Diniz, 2005). *Se por motivo de força maior o contratado ficar impedido de assumir as obrigações ora contratadas, deverá apresentar um substituto igualmente qualificado para cumprir o contrato em todos os seus termos.*

d'exploitation de ladite licence, comme définies ci-dessous.

atividade. s.f. Designa a soma das ações de atribuições, de encargos ou de serviços desempenhados pela pessoa. É, assim, o âmbito de ação, em que o agente desenvolve as suas aptidões (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Na linguagem jurídica, em geral, é o conjunto de ações ou serviços desempenhados pela pessoa. Constitui, portanto, o âmbito de tal ação, onde o agente desenvolve suas aptidões (Diniz, 2005). *O Contratante tem o dever de garantir ao Contratado todas as condições para o desenvolvimento das atividades para ele designadas.*

activité. n.f. a) travail: occupation laborieuse. Activité professionnelle: travail, dépendant ou indépendant, qui se caractérise par l'accomplissement régulier de certains actes, par opp. à travail occasionnel, et par la poursuite d'un but lucratif ; b) (au plur.) Ensemble des tâches, loisirs ou autres occupations d'une personne (Cornu, 2007). *Le prestataire a pour principale activité la réalisation de prestations techniques (affichage, entretien et maintenance) dans le domaine de l'affichage publicitaire.*

ato. s.m. Tem o sentido de indicar, de modo geral, toda ação resultante da manifestação da vontade ou promovida pela vontade da pessoa. É tudo que acontece pela vontade de alguém (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Na linguagem jurídica em geral, aquilo que se faz. Direito civil: manifestação de vontade do agente para adquirir, modificar ou extinguir direitos (Diniz, 2005). *Dano causado a terceiros em decorrência de ato da contratada, de seus empregados, prepostos ou subordinados.*

acte. n.m. a) en un sens courant, tout fait de l'homme ; b) opération juridique (*negotium*) consistant en une manifestation de la volonté ayant pour objet et pour effet de produire une conséquence juridique (Cornu, 2007); En la forme, un acte est un écrit nécessaire à la validité ou à la preuve d'une situation juridique (Guillien et Vincent, 2009); Manifestation de volonté destinée à produire des effets de droit (Lerat et Sourioux, 1994). *Aucune partie ne sera responsable envers l'autre pour les manquements à ses obligations au titre du présent contrat résultant de tout acte en dehors de son contrôle raisonnable.*

atraso. s.m. V. *retardamento*. Exprime a demora ou o tempo, em que não se executa ou se faz o que é para executar ou fazer. Retardamento, assim, tem a mesma significância de tardança, delonga, protelação, prolongação, atraso. E, embora seja, por vezes, tomado na significação de adiamento ou de prorrogação, juridicamente deles se distingue:

retard. n.m. [absent dans les œuvres d'appui]. *Tout retard dans le paiement de l'une quelconque des sommes dues en vertu des présentes emportera, à la charge de la société, le versement d'intérêts de […].*

retardamento é o atraso em fazer ou executar as coisas, é a demora em se realizar o que se deve fazer. E pode o retardamento trazer como efeito ou ser a causa de perda de oportunidade da prática do ato ou realização do negócio (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: a) falta ou demora de pagamento; b) retardamento no cumprimento de uma obrigação ou na prestação de um fato (Diniz, 2005). *A Contratada assume integral responsabilidade por eventuais multas fiscais decorrentes de imperfeições ou atrasos nos serviços ora contratados.*

atribuição. s.f. É mais comumente empregado no plural atribuições. Neste sentido, tem a significação de prerrogativa, privilégio, competência. É tido, também, no sentido de concessão: atribuição de aposentadoria (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: ato de assegurar a alguém, satisfeitas as condições legais, a titularidade de um direito; b) soma de poderes conferidos por lei, para que uma pessoa possa praticar atos validos; c) privilégio ou prerrogativa (Diniz, 2005); Dir. Adm. Faculdade, obrigação, prerrogativa ou privilégio de um cargo ou função (Sidou, 2009). *A contratante poderá credenciar perante a contratada, um representante investido de poderes para diretamente exercer a fiscalização geral e parcial dos serviços ora contratados, tendo como atribuições principais as seguintes [...].*

Cf. **violação, prejuízo, dano.**

autonomia. s.f. Faculdade que possui determinada pessoa ou instituição, em traçar as normas de sua conduta, sem que sinta

attribution. n.f. a) action d'attribuer et résultat de cette action; action de conférer à une personne déterminée un droit, un pouvoir, une fonction, etc. collation d'une prérogative; b) (plus spéc.) Acte (souvent juridictionnel) par lequel une mission est confiée à quelqu'un (ex. attribution après divorce de la garde d'un enfant mineur) (Cornu, 2007). *Le litige sera porté devant les tribunaux de […], auxquels il est fait expressément attribution de compétence.*

atteinte. n.f. Action dirigée contre quelque chose ou quelqu'un par des moyens divers: dégradations (atteinte matérielle), injure (atteinte morale), blessure (atteinte corporelle), spoliation (atteinte juridique), etc., plus précisément (pén.) terme générique permettant, dans la classification légale des infractions, de regrouper les crimes et délits par catégorie, en spécifiant, pour chacune, ce à quoi portent préjudice les infractions qui y appartiennent: atteintes à la personne humaine, aux biens, aux intérêts fondamentaux de la nation, à l'autorité de l'État, etc. (Cornu, 2007); *Rien dans le contrat ne pourra en aucune façon porter atteinte à l'indépendance des parties, ni ne pourra être interprété comme signifiant que le prestataire et la société sont associés ou coassociés dans une société commune.*

autonomie. n.f. Pouvoir de se déterminer soi-même; faculté de se donner sa propre loi (Cornu, 2007). *La signature du présent Contrat*

imposições restritivas de ordem estranha. Neste sentido, seja em relação às pessoas, seja em relação às instituições o vocábulo tem significado em todo idêntico ao que expressa independência. E, desse modo, usa-se das expressões autonomia econômica, autonomia financeira, autonomia política, para, justamente, indicar a situação de independência em que se encontra a pessoa física ou jurídica, relativamente aos aspectos econômico, financeiro ou político. A autonomia pode ser absoluta ou relativa (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: princípio pelo qual a vontade dos contratantes produz efeitos de lei (Diniz, 2005); Dir. Polit. Etimologicamente, dar leis a si mesmo. Faculdade de governar-se a si próprio (Sidou, 2009). *O contratado prestará serviços à contratante com ampla, total, irrestrita autonomia , sem qualquer tipo de subordinação jurídica.*

n'emporte pas en elle-même création d'une société, chacun agissant dans son intérêt propre et conservant sa pleine autonomie.

autoridade. s.f. É largamente aplicado na terminologia jurídica, como o poder de comando de uma pessoa, o poder de jurisdição ou o direito que se assegura a outrem para praticar determinados atos relativos a pessoas, coisas ou atos (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); a) pessoa ou texto científico-jurídico que se invocam para reforçar uma opinião; b) pessoa que tem renome ou prestígio intelectual; c) força obrigatória de um ato emanado pelo poder competente (Diniz, 2005); Dir. Adm. Pessoa que, em qualquer dos três Poderes do Estado, é investida do exercício de atividade a qualquer deles inerente, quer executando quer editando atos, e quer se trate de agente público, quer de administrador ou representante de ente autárquico ou de entidade paraestatal; e ainda, pessoal natural ou jurídica com função delegada do poder público na qualidade de concessionário ou permissionário de serviços públicos ou de utilidade pública, quanto aos atos que venha a praticar (Sidou, 2009). *A rescisão administrativa ou amigável deverá ser precedida de autorização escrita e fundamentada da autoridade competente.*

autorité. n.f. Ensemble des organes investis d'un pouvoir d'une certaine sorte. Ex. l'autorité législative, l'autorité administrative, l'autorité judiciaire, l'autorité militaire, l'autorité municipale (Cornu, 2007); Autorité judiciaire: expression de la Constitution de 1958 désignant l'ensemble des magistrats assurant le service de la justice civile et pénale, par opposition à la justice administrative (Guillien et Vincent, 2009). *[...] est nécessaire pour répondre aux demandes écrites des autorités administratives ou judiciaires ou à la demande écrite et préalable de [...].*

autorização. s.m. Em qualquer sentido jurídico, que se lhe dê, autorização significa sempre a permissão ou consentimento dado ou manifestado por certa pessoa, seja física ou jurídica, pública ou privada, para que se pratique ato ou se faça alguma coisa, que não seriam legalmente válidos, sem essa formalidade. Esse consentimento ou essa permissão, implicando prévia aprovação ao ato

agrément. n.m. V. *autorisation*. En général, approbation ou autorisation à laquelle est soumis un projet (de contrat, de nomination, etc.) et qui suppose, de la part de celui à qui on doit la demander, un pouvoir d'appréciation en général discrétionnaire (un pouvoir de la refuse à son gré). Dans les relations privées: adhésion donnée par un tiers à un acte juridique dont la validité ou l'opposabilité est subordonnée à cette

que vai ser praticado, seja dada de modo expresso ou de modo tácito, segundo as circunstâncias e a forma de sua manifestação, põe em evidência o poder ou o direito decorrente da autoridade da pessoa ou entidade, a quem cabe autorizar. Desse modo, a autorização, em certos casos, objetiva mesmo o poder recebido para que se exercite o ato ou se realize qualquer negócio. E, sendo assim, quando se diz que alguém tem autorização para agir, depreende-se claramente que está investido de poderes inequívocos para praticar os atos consentidos ou permitidos (autorizados) (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: a) documento em que se autoriza a prática de um ato ou negócio (Diniz, 2005). *Salvo com a expressa autorização do Contratante, não pode a Contratada transferir ou subcontratar os serviços previstos neste instrumento.*

formalité. Ex. agrément, par le propriétaire, d'un sous-locataire, dans le cas où le bail interdit au preneur de sous-louer sans cette autorisation (adde C. civ., a. 1868, al. 3, dans la société en nom collectif) (Cornu, 2007); Autorisation à laquelle est soumise un acte juridique (Lerat et Sourioux, 1994). *La négociation doit donc résulter la construction de la clause, dans un sens permissif, prohibitif ou moyennement permissif, sous agrément préalable du client.*

autorizar [a cessão, o contratante, o contratado]. verbo. Permitir, consentir (Diniz, 2005). *A contratante autoriza a contratada a transferir para o seu nome as ações nominativas custodiadas em função do presente contrato, ficando a contratada obrigada a manter controle das posições das ações da contratante.*

autoriser [le bénéficiaire, le prestataire]. verbe. [absent dans les œuvres d'appui]. *Enfin, si le client choisit le prélèvement automatique, il devra fournir au prestataire un justificatif de son identité, un relevé d'identité bancaire ou postal de son compte, ainsi qu'un chèque barré. Le prestataire pouvant seul décider d'autoriser ou non ce mode de paiement.*

aviso prévio. s.m. V. *pré-aviso*. Indica a expressão, a ciência ou notificação que se faz à pessoa, de ato que se pretende praticar, a fim de que, legalmente, possa ser ele cumprido. Sendo assim, torna-se ato imprescíndivel, visto que, sem a prova dele, não se pode exigir aquilo que o direito assegura àquele que não avisou com antecedência, pois aviso prévio se entende, precisamente, a notificação anterior, a ciência antecipada do que se pretende fazer. Casos: o do contratante, em casos assinalados em contrato ou na lei, para fazer valer obrigação constante do próprio contrato, seja de prorrogação ou de rescisão (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil e Direito comercial: a) comunicação feita, antecipadamente, por um contratante a outro de que pretende, sem justa causa, rescindir o contrato entabulado, que, contudo, perdurara durante um certo prazo; b) notificação feita, com certa antecedência, a alguém de que se pretende praticar um ato, a fim de que ele possa ser levado a efeito legalmente; c) notificação judicial ou extrajudicial feita por tomador ou prestador de serviço, de que vai rescindir unilateralmente o contrato, estipulado sem prazo para seu vencimento. Tal notificação deverá ser feita

préavis. n.m. Avertissement, information préalable; désigne aussi bien l'action (ou l'obligation) d'aviser par avance que l'acte (instrumentaire) par lequel l'avis est notifié (Cornu, 2007); Formalité consistant à informer à l'avance, dans un délai légal ou contractuel, un cocontractant d'une décision qui va contre ses intérêts (Lerat et Sourioux, 1994). *Chacune des parties aura la faculté de dénoncer à tout moment le présent contrat, pour quelque motif que ce soit, sous réserve du respect d'un préavis de […] mois.*

com antecedência de oito dias, se o salário foi fixado por um mês ou mais; de quatro dias, se ajustado por uma semana ou quinzena, e de véspera, se por menos de sete dias (Diniz, 2005); Dir. Trab. Denúncia do contrato de trabalho a prazo indeterminado, ou modo de fixar-se seu termo. Aviso dado pelo empregador ao empregado, ou vice-versa, certo tempo antes da ruptura unilateral do contrato empregatício (Sidou, 2009). *O presente Contrato vigorará por prazo indeterminado, sendo facultada sua denúncia, por qualquer das partes, mediante aviso prévio, por escrito, com antecedência mínima de [...] dias.*

B

balanço. s.m. O termo balanço tem, na terminologia contábil, um duplo sentido: a) indicar a peça de contabilidade, mediante a qual se faz uma demonstração escrita, embora circunstanciada, do ativo e passivo do estabelecimento, com a inscrição somente dos resultados de cada título, obtidos num período dado; b) Mas, de um modo mais lato, balanço não significa somente a verificação dos saldos de cada título ou conta da contabilidade, mas amplo processo de exame e verificação de todas as operações realizadas num estabelecimento qualquer, em determinado período, por meio do qual, analisadas todas as situações, promovidas todas as diligências de expurgo e saneamento de contas, compostos todos os inventários, extracontábeis, e contábeis, se chega à verdadeira situação econômica e financeira que se deseja atingir (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Na linguagem contábil, indica: a) exposição circunstanciada ou minuciosa do ativo ou passivo de uma pessoa jurídica de direito privado, demonstrando não só as fontes de onde vieram os fundos, mas também os tipos de propriedade e os direitos nos quais aqueles estão investidos. Trata-se de um relatório financeiro e contábil de responsabilidade da administração, indicando a destinação que foi dada aos fundos enviados, exibindo os saldos apurados em cada conta, seja do ativo ou passivo, obtidos num dado período contábil, resumindo todas as operações suscetíveis de contabilização efetivadas na empresa (Diniz, 2005); Levantamento contábil que demonstra a situação econômico-financeira de uma empresa. Agrupando racionalmente os saldos credores e os saldos devedores da empresa em certo período, o balanço representa a exata situação econômico-financeira da empresa e constitui o

B

bilan. n.m. [absent dans les œuvres d'appui]. *Un rapport annuel sera établi par la PCR et transmise au Directeur de l'établissement, afin de faire le bilan des mesures de radioprotection mises en place et de celles encore nécessaires.*

documento oficial com que se dão por encerradas as operações contábeis do período em questão. No balanço, os saldos das contas não aparecem como crédito e débito (como no balancete), mas como ativo e passivo. O ativo é constituído por todos os bens e haveres da empresa; o passivo são as obrigações e encargos de qualquer espécie. Um balanço só tem valor legal quando extraído dos livros oficiais da empresa e assinado pelo dono (ou donos) e por atuário, contador ou guarda-livros (Sandroni, 1999); Contab. Registro contábil resumido do ativo, passivo, capital e patrimônio líquido de uma pessoa jurídica ou comerciante, obrigatoriamente levantado como impuser a lei, o contrato ou o estatuto (Sidou, 2009). *A entrega do Balanço Anual se fará até 30 (trinta) dias após a entrega de todos os dados necessários à sua elaboração, principalmente o Inventário Anual de Estoques.*

bancário. adj. É termo que designa e qualifica tudo o que tem sua origem num banco ou depende de um banco: serviços bancários, cheque bancário, operação bancária (Oscar Joseph De Plácido e Silva, 2007). Direito comercial: aquilo que é relativo a banco (Diniz, 2005). *O pagamento a que se refere os itens 6.1 e 6.2 desta Cláusula será efetuado até o dia [...] de cada mês seguinte ao vencido, nos escritórios da contratada, ou em estabelecimento bancário por ela indicado, mediante apresentação, à contratante, da correspondente fatura.*

bancaire. adj. Qui se rapporte aux banques et à leurs activités (Cornu, 2007). *Sous réserve des dispositions législatives ou réglementaires impératives applicables, toutes taxes, ou retenues à la source de quelque nature qu'elles soient et tous frais bancaires et autres seront à la charge du Bénéficiaire.*

beneficiário. s.m./s.f. V. *cliente, contratante*. Tem a designação o mesmo sentido de beneficiado, indicando a pessoa que foi favorecida por ato de liberalidade ou de renúncia praticado por outra pessoa. Dessa maneira, toda pessoa que recebe um benefício ou uma vantagem, oriunda de outrem, recebe semelhante denominação que, em sendo assim, é aplicada na mesma equivalência de beneficiado substantivo (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: a) é o favorecido por algum ato de liberalidade, por exemplo, o donatário; b) aquele em favor de quem se constituiu um benefício ou vantagem; c) aquele que tem direito de receber uma indenização; d) indivíduo a favor de quem se fez um seguro de vida; e) pessoa em favor de quem se emitiu uma ordem de pagamento (Diniz, 2005). *Os serviços serão prestados por um profissional habilitado associado pela [...], diretamente aos beneficiários, nos locais e horários*

bénéficiaire. n.m./n.f. V. *client, contractant*. Personne qui, à quelque titre que ce soit, détient un avantage, un droit, un privilège (Lerat et Sourioux, 1994). *Le présent contrat a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le prestataire fournira au bénéficiaire, qui l'accepte sans réserve, des prestations de services telles que définies en article […].*

convenientes para a [...].

boleto. s.m. Dir. Com. Denominação brasileira para a lâmina de pagamento, ou folha solta que, entregue ao devedor, constitui o instrumento para solver a obrigação no dia do vencimento (Sidou, 2009). *A exibição do boleto de pagamento das parcelas devidas à Contratada e do documento de identificação do beneficiário paciente.*	[absent en français. Feuille servant à effectuer le paiement dû par le débiteur].
borderô. s.m. Palavra francesa, cujo significado é fatura, lista ou nota, é muito usada na terminologia comercial para assinalar a espécie de boletim resumido, em que se anotam atos ou operações concernentes a certo negócio (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); *Bordereau*: termo francês. 1) Nota, fatura ou lista; 2) Direito comercial. a) Nota discriminativa, sob a forma de extrato, de mercadorias entregues, contendo o débito e o crédito de uma conta, ou dos movimentos de uma operação mercantil; b) boletim onde se anotam, de forma resumida, operações abusivas a certo negócio; c) protocolo ou livro para anotações ou registro (Diniz, 2005); Palavra de origem francesa utilizada na terminologia bancária brasileira para designar a relação de títulos de crédito que o cliente leva ao banco para realizar uma operação de desconto ou cobrança, entre outras (Sandroni, 1999); *Bordereau*: (Fr.) Dir. Com. Expressão usada na terminologia bancária para designar a nota fornecida pelo banco ao cedente de títulos de crédito, para cobrança ou desconto, contendo o histórico do movimento efetuado (Sidou, 2009). *É função da Contratante fornecer os borderôs e documentação necessária para a cobrança a ser efetuada pela Contratada.*	[bordereau, absent dans les CPSF].
C	
Cadastro de Pessoas Fisicas (CPF). Direito tributário: Inscrição de pessoa fisica para fins de tributação, cuja comprovação se faz pela expedição do Cartão de Identificação do Contribuidor (CIC) (Diniz, 2005); Direito tributário: Cadastro de Pessoas Fisicas, do Ministério da Fazenda, em que são obrigatoriamente inscritas as pessoas naturais sujeitas a declaração de imposto de renda ou passíveis de desconto do imposto na fonte pagadora, ou as locadoras de bens imóveis, ou as participantes de operações imobiliárias, e os profissionais liberais (D 84.047, de 2.10.1979) (Sidou, 2009). *[...], nascida em [...], portadora do Passaporte n° [...] emitido em [...], pelo [...], inscrita no CPF/MF sob o n° [...], residente no*	**[**absent en français. Numéro d'identification des personnes physiques].

[...] portadora do Passaporte n° [...] emitido em [...], pelo [...], inscrita no CPF/MF sob o n° [...], domiciliada no [...], doravante denominados simplesmente Contratantes.

Cadastro Nacional da Pessoa jurídica (CNPJ). Direito tributário: Compreende as informações cadastrais das pessoas jurídicas, de interesse das administrações tributárias da União, dos Estados, do Distrito Federal, dos Municípios e da Previdência Social. São documentos de entrada do CNPJ: a) Ficha Cadastral da Pessoa jurídica (FCPJ); b) Quadro de Sócios e Administradores (QSA); c) Ficha Complementar (FC) (Diniz, 2005). *Pelo presente instrumento particular, de um lado [...], com sede na [...] na cidade do [...], Estado do [...], inscrita no Cadastro Nacional de Pessoas Jurídicas (CNPJ/MF) sob o n.º [...], com sede na [...], na cidade de [...], Estado de [...], inscrita no Cadastro Nacional de Pessoas Jurídicas (CNPJ/MF) sob o n.º [...], ambas por seus representantes legais, doravante denominadas simplesmente como [...].*

[absent en français. Numéro d'identification des personnes morales].

cancelamento. s.m. É o ato ou a decisão, de caráter judicial ou administrativo, que, reconhecendo a existência de vício ou defeito em ato ou negócio jurídico, diante da solicitação de quem tenha interesse na sua ineficácia jurídica, vem declará-lo inválido ou desfeito (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: a) ação ou efeito de invalidar negócio ou ato jurídico, crédito, ou limitação de um direito; b) inutilização de um documento escrito, no todo ou em parte, por meio de riscos ou traços, tornando-o ineficaz. Assim, tudo que for cancelado por rabiscos num documento escrito não terá validade nem produzirá efeitos (Diniz, 2005); Pretendida inutilização de um documento, no todo ou em parte, por meio de riscos ou traços, ou que, juridicamente, não tem validade (Sidou, 2009). *Cancelamento do contrato: no momento em que a [...] tomar conhecimento do uso indevido pela contratante dos serviços quanto às normas previstas nas seções I e II, acima descritas, a [...] poderá, de imediato, cancelar os serviços prestados à contratante.*

annulation. n.m. Déclaration judiciaire de la nullité; acte juridictionnel par lequel un tribunal constate l'existence d'une cause de nullité et décide en conséquence que l'acte vicié sera rétroactivement tenu pour non avenu, les choses étant alors remises "dans le même et semblable état" où elles se trouvaient avant l'acte incriminé (Cornu, 2007); Anéantissement rétroactif d'un acte juridique, pour inobservation de ses conditions de formation, ayant pour effet soit de dispenser les parties de toute exécution, soit de les obliger à des restitutions réciproques (Guillien et Vincent, 2009); Anéantissement d'un acte juridique ou d'une décision juridictionnelle (Lerat et Sourioux, 1994). *En cas d'annulation de la prestation de service, tout se passe comme si la transaction n'avait jamais été conclue entre les parties.*

cancelar [os serviços, o contrato]. verbo. [inexistente nas obras de apoio]. *No momento em que a [...] tomar conhecimento do uso indevido pela contratante dos serviços quanto às normas previstas nas seções I e II, acima descritas, a [...] poderá, de imediato, cancelar*

annuler [les prestations, le contrat]. verbe. Anéantissement d'un acte juridique ou d'une décision juridictionnelle (Lerat et Sourioux, 1994). *Le prestataire autorise le client insatisfait à annuler la prestation qu'il a souscrite, sur notification constituée par l'envoi*

os serviços prestados à contratante, responsabilizando-se, tão somente, pelo reembolso das taxas de serviço ainda não utilizado.

d'un simple courrier, dans un bref délai.

capacidade. s.f. Em sentido geral, capacidade, entende-se a aptidão ou qualidade de certa coisa ou pessoa para satisfazer ou cumprir determinado objetivo, não só sendo a coisa, por que esteja em condições de atender ao fim colimado, como sendo a pessoa, ter habilidade, inteligência, ou dotes necessários para desempenho daquilo que se quer que faça (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Na linguagem jurídica em geral: a) aptidão de determinada coisa ou pessoa para atender a uma finalidade pretendida; b) autoridade ou soma de poderes de que uma pessoa está investida; c) aptidão legal que uma pessoa física ou jurídica tem para contrair obrigações, adquirir e exercer direitos (Diniz, 2005); Capacidade civil: (1) Dir. Civ. Aptidão legal para o exercício de direitos por pessoa natural ou jurídica; (2) Ato destinado a completar a manifestação de vontade das pessoas absoluta ou relativamente incapazes, a fim de dar validade ao negócio jurídico em que elas precisem participar (Sidou, 2009). *O contratante declara neste ato ter pelo menos 18 anos completos ou ser emancipado e deter plena capacidade civil para celebrar o presente contrato, ficando ciente, desde já, que as informações [...].*

capacité. n.f. Aptitude à acquérir un droit et à l'exercer reconnue en principe à tout individu (C. civ., a. 1123) et, en fonction de leur nature, de leur objet et de leur forme, aux personnes morales (Cornu, 2007); Aptitude à acquérir et à exercer un droit. La capacité de jouissance est l'aptitude à avoir des droits et des obligations. La capacité d'exercice est le pouvoir de mettre en œuvre soi-même et seul ses droits et ses obligations (Guillien et Vincent, 2009); Aptitude à être titulaire de droits et à les exercer (Lerat et Sourioux, 1994). *Chaque partie déclare et garantit à l'autre partie qu'elle a pleine capacité et tous pouvoirs pour conclure la présente convention.*

capital social. s.m. É o capital com que se organiza a sociedade civil ou comercial para atender aos seus objetivos econômicos, representado pelas cotas (capital dos sócios) com que os sócios se obrigam a entrar para a sua constituição. Neste sentido é o mesmo capital nominal ou o capital declarado no contrato social, ou o registro da firma. Mas, sob o ponto de vista econômico, o capital social tem sentido muito mais amplo, desde que significa que todo capital que é posto ao serviço da produção, não para servir os interesses privados, mas no interesse da sociedade em geral (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito comercial: 1) capital de uma sociedade, constituindo seu patrimônio; 2) é o que constitui o cabedal comum da empresa, composto de bens móveis e imóveis, corpóreos e incorpóreos, suscetíveis de avaliação em dinheiro, feita por peritos ou empresas especializadas, cujo laudo é levado à apreciação da assembléia geral. Tais bens entregues pelos sócios, após serem conferidos, passam à propriedade da sociedade.

capital social. n.m. Dans les statuts de la société: - montant de la somme des apports à effectuer par les associés ou les actionnaires à la société pour le tout ou une part essentielle au jour de sa constitution; - montant total de la valeur nominale des parts sociales ou des actions émises par la société et réparties entre les associés ou les actionnaires en contrepartie de leurs apports (Cornu, 2007); La valeur des apports en numéraire et en nature forme le capital social, dont le montant minimum est déterminé par la loi pour certains types de société. Le capital peut être augmenté sous certaines conditions (Guillien et Vincent, 2009); Montant des apports à effectuer pour constituer une société commerciale (Lerat et Sourioux, 1994); Du point juridique et comptable: montant des apports en numéraires (espèces monétaires), en industrie (travail) et en nature (valeur des biens, des brevets), effectués à une société commerciale lors de sa constitution et de leurs accroissements ultérieurs. On parle de capitaux propres dans ce dernier cas (intégration des

3) é o estipulado no estatuto da sociedade como sendo o seu patrimônio, para o qual concorrem os sócios; 4) recurso da sociedade a ela vinculado para a consecução da finalidade social e para tornar efetiva a atividade econômica organizada para a produção ou circulação de bens e serviços (Diniz, 2005); (1) Dir. Emp. O patrimônio não exigível de uma empresa, formado pelos ingressos dos sócios, cotistas ou acionistas. (2) Dir. Emp. Subscrição. Ato pelo qual alguém se compromete a integralizar determinado número de ações de sociedade anônima ou quotas de sociedade de responsabilidade limitada (Sidou, 2009). *Fusão, cisão, cessão total dos ativos e passivos ou venda de participação no capital social de quaisquer das Partes quando a companhia resultante desta fusão.*	réserves au capital juridique de départ). Le capital social figure au passif du bilan, c'est-à-dire qu'il correspond à une dette de l'entreprise à l'égard de ses propriétaires (Albertini et Silem, 2008). *[…] désigne la société […], société par actions simplifiée au capital de […], dont le siège social est situé […], immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro […] RCS […].*
carta registrada com aviso de recebimento. s.f. V. *carta com aviso de recebimento*. [inexistente nas obras de apoio]. *Notificação em contrário enviada por escrito por uma das partes, por meio de carta registrada com aviso de recebimento (AR), no prazo mínimo de [...] dias.*	**lettre recommandée avec avis de réception.** n.f. V. *lettre recommandée avec accusé de réception, courrier recommandé avec accusé de réception*. Lettre recommandée accompagnée d'un avis de réception retourné à l'expéditeur après réception et signature par le destinataire (Cornu, 2007). *En cas d'inexécution d'une de ses obligations par l'une des parties, le contrat pourra être résilié de plein droit […] mois après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet.*
carteira de identidade. s.f. V. *cédula de identidade*. É o documento expedido pela repartição pública, destinado a provar a identidade de seu possuidor. Nela se registram todos os sinais que individualizam a pessoa, bem assim se anota a sua ficha dactiloscópica, além do nome, filiação, naturalidade, conduzindo ainda, devidamente autenticada, a fotografia do identificado, tirada de frente (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito administrativo e direito civil: documento oficial expedido pela autoridade competente que contém dados pessoais do seu portador (data de nascimento, naturalidade, nacionalidade e filiação), sua impressão digital e retrato, provando sua identidade, com força de fé pública e validade em todo o Brasil. Pode ser usado em todos os atos da vida civil para efeito de identificação. Contém campo destinado ao registro: a) do número de inscrição no Programa de Integração Social (PIS) ou no Programa de Formação do Patrimônio do Serviço Publico (PASEP); b) do número do Cadastro de Pessoas	[carte nationale d'identité, absent dans les CPSF].

Físicas do Ministério da Fazenda (CPF); c) da expressão "Idoso ou maior de sessenta e cinco anos". A inclusão na Carteira de Identidade dos dados acima referidos pode ser parcial e depende exclusivamente de solicitação do interessado e, quando for o caso, da apresentação dos respectivos documentos comprobatórios, como: cartões de inscrição no PIS, no PASEP; no CPF e o Registro Civil da Pessoa Física (Diniz, 2005); Dir. Civ. Cédula que individualiza o portador, expedida por orgão de identificação dos Estados, Distrito Federal e Territórios, com fé-pública e validade em todo o território nacional (L 7116 de 29.8.1983) (Sidou, 2009). *[Nome do Contratante], [Nacionalidade], [Estado Civil], [Profissão], Carteira de Identidade nº [...], C.P.F. nº [...], residente e domiciliado na Rua [...], nº [...], bairro [...], Cep [...], Cidade [...], no Estado [...].*

Cartório de Registro de Títulos e Documentos. Cartório que tem a incumbência de efetuar a transcrição, obrigatória ou facultativa, de títulos e documentos e de contratos relativos a bens móveis para atestar sua autenticidade e sua eficácia em relação a terceiros; é também designado "registro imobiliário" (Diniz, 2005). *Este contrato deverá ser registrado no Cartório de Registro de Títulos e Documentos.*

[absent en français. Lieu destiné à la transcription (obligatoire ou optionnelle) de titres, documents et contrats relatifs à des biens mobiliers].

causa. s.f. Como expressão jurídica, não possui o vocábulo significado diverso do de sua origem: é o motivo, a razão, o princípio, o fundamento, ou seja, tudo aquilo que motiva ou faz com que a coisa exista ou o fato aconteça. É, assim, a coisa que é o princípio ou fundamento de outra, que não substituirá sem essa justa razão, sem esse fundamento, que promana da causa, em que se funda ou de que se gera. A causa jurídica entende-se, pois, a razão de ser do ato a ser praticado ou do fato que evidencia, mostrando-se, ainda, como o fim, que se tem em vista na prática do ato ou na elaboração do contrato (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: é a fundação econômico-social atribuída pela norma a um negócio, que se determina objetivamente. Por exemplo, numa compra e venda, a causa é a troca da coisa pelo preço; b) causa do negócio jurídico, sem o qual ele não se teria concluído, que acarreta sua anulabilidade, se houver prejuízo à vítima, que é o outro contratante, configurando-se o *dolus causam* ou dolo principal. Causa não se confunde com o motivo, apurado

cause. n.f. a) en un sens matériel ou physique, élément générateur, source, facteur, origine; se dit, relativement à un fait - pris comme conséquence ou effet - du fait antérieur qui peut être retenu comme ayant produit ce résultat. Ex. la faute cause d'un dommage; b) par ext. fondement, motif, raison; se dit, relativement à un effet de droit, du fait auquel la loi attache la vertu de produire cet effet et qui justifie l'application d'une règle (cause juridique). Ex. cause de nullité d'un acte, cause d'interruption de la prescription, cause d'irresponsabilité, cause de divorce (Cornu, 2007); Au sens large, contestation dont est saisi le juge. Ainsi entendue, la cause s'identifie au procès et se distingue du litige qui reste un conflit de prétentions dépourvu de formalisme tant que ne se produit pas l'élévation du contentieux (Guillien et Vincent, 2009); a) au sens large, contestation dont est saisi le juge; au sens restreint, fondement de ce qui est demandé au juge; b) raison de la passation d'un acte juridique (Lerat et Sourioux, 1994). *Le prestataire déclare que le client a donné un*

subjetivamente, por ser alusivo à razão que levou alguém a efetivar ato negocial (Diniz, 2005); Dir. Civ. Razão objetiva do negócio jurídico; aquilo que lhe dá sentido e substância, e em falta da qual se torna inexistente a obrigação (Sidou, 2009). *Caso não haja cumprimento de qualquer das cláusulas do presente instrumento, a parte que der causa se responsabilizará por perdas e danos que causar à outra.*

consentement éclairé et formulé en connaissance de cause pour les prestations de services qu'il propose.

celebrar [o contrato]. verbo. V. assinar. Direito civil. realizar ato ou contrato em conformidade com os requisitos exigidos em lei, a fim de que seja válido (Diniz, 2005). *As partes acima qualificadas celebram o presente contrato, mediante as cláusulas seguintes.*

conclure [le contrat]. verbe. V. *signer*. Formuler à l'intention du juge les prétentions d'un plaideur (ce qu'il demande et ce pour quoi il le demande); Contracter, convenir, s'engager par contrat ou convention, passer accord ferme (Cornu, 2007). Passer, signer. Se mettre d'accord sur (Lerat et Sourioux, 1994). *Ceci étant rappelé, les parties ont décidé de conclure ce jour le présent contrat de prestations de services.*

[inexistente em português. Centro departamental francês responsável por procedimentos formais de novas empresas].

Centre de formalités des entreprises (CFE). n.m. [absent dans les œuvres d'appui]. *Ainsi, lors de la demande d'immatriculation de l'entreprise, celle-ci pourra demander au CFE (Centre de Formalités des Entreprises) de son département de préenregistrer le nom de domaine de sa future entreprise.*

cessação. s.f. Na terminologia jurídica, o vocábulo cessação tem sentido todo próprio. Exprime a ação de cessar, interromper, paralisar. Mas esta interrupção ou paralisação de situações ou de atos, tem propriedade de modificar o estado anterior para mostrar o aspeto novo, pois que, em verdade, nela se verifica uma descontinuidade ou descontinuação. Desse modo, a cessação não é mera suspensão ou interrupção. É uma paralisação do que se estava fazendo ou do estado em que se encontrava um fato, para que fiquem os atos parados e não continuem a ser praticados ou a situação se modifique para mostrar uma outra feição. Neste sentido, diz então a cessação da demanda, isto é, a demanda parou, não continua mais, ou porque tenha atingido o seu termo ou porque tenha ajustado a sua paralisação. A cessação possui, por isso, o efeito de alterar o que era antes, dando nova situação ao ato ou ao fato. E quando a situação se evidencia, seja por imposição legal, seja pelo evento de outro fato, seja pela vontade das próprias pessoas, nova feição tomam as coisas ou os fatos, a novo, pois que a cessação não faz ligações entre o que passou e o que vem,

cessation. n.f. Cessation des paiements: état du débiteur qui est dans l'impossibilité de faire face à son passif exigible avec son actif disponible (Guillien et Vincent, 2009). *Toutes contestations relatives à l'interprétation, à la formation, à l'exécution ou à la cessation du présent contrat seront de la compétence exclusive du Tribunal de commerce de […].*

embora este possa ser consequência ou efeito dela. Quando ocorre a paralisação ou interrupção sem o efeito permanente, mais propriamente se diz suspensão, porque com esta a continuidade não sofre solução, o que não se dá na cessação (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); a) ato ou efeito de paralisar, cessar ou interromper; b) descontinuidade de um ato, uma vez que o paralisa, fazendo com que não mais continue a ser praticado; c) ato de alterar ou modificar o estado anterior para mostrar uma nova situação ou para dar uma nova feição ao ato ou fato (Diniz, 2005). *A cessação por qualquer das Partes, do seu negócio ou atividade principal, ou a alienação da totalidade de seus ativos.*

[inexistente em português. Instrumento para centralizar o pagamento de salários de empregados domésticos e respectivos encargos sociais].

Chèque emploi service universel (CESU). n.m. Nouvel instrument de règlement du salaire des employés de maison et des cotisations sociales y afférentes, consistant en un titre (à détacher d'un chéquier émis par les organismes agrées par l'Etat, dont le centre de chèques postaux), lequel est constitué d'un chèque remis en paiement au salarié et d'un volet social adressé à l'organisme public (URSSAF) chargé du prélèvement des cotisations sociales sur le compte de l'employeur, combinaison destinée à favoriser l'emploi régulier (et non au noir) des personnes à domicile, en simplifiant leur engagement et le règlement des charges (le salarié recevant de l'organisme public une attestation d'emploi valant bulletin de salaire) (Cornu, 2007). *Les coûts réels engagés comprennent les salaires et toute forme d'avantage versé au titre du contrat de travail (CESU, Abondement PEE, épargne volontaire, etc.), les charges sociales et fiscales, sur les salaires du personnel affecté à la réalisation des prestations, ainsi que les frais de toutes natures engagés dans le cadre de la réalisation des prestations.*

cláusula. s.f. Toda manifestação da vontade imposta em um contrato, ou ato, em virtude da qual se restringe ou se dispõe a respeito das condições em que o mesmo possa exercer seus efeitos em relação à partes que o elaboram e aceitam (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: artigo ou preceito que faz parte de um contrato ou de um instrumento público ou particular (Diniz, 2005); Dir. Obr. Disposição constante de um instrumento obrigacional, definidor de seu objeto, condições e preceitos. OBS. ordinariamente, diz-se cláusula em se tratando de contrato; verba, de testamento;

clause. n.f. Disposition particulière d'un acte juridique (convention, traité, testament ou même loi) ayant pour objet soit d'en préciser les éléments ou les modalités (prix, date et lieu d'exécution, etc.), soit d'assujettir à un régime spécial, parfois même dérogatoire au droit commun (on parle alors de clauses spéciales) (Cornu, 2007); Disposition particulière d'un acte juridique (Guillien et Vincent, 2009); Partie d'un acte juridique (Lerat et Sourioux, 1994). *La présente clause vaudra, quelle que soit la spécialisation du collaborateur en cause, et même dans l'hypothèse ou la sollicitation serait*

artigo, de tratado (Sidou, 2009). *A omissão de qualquer das Partes em exigir o cumprimento de quaisquer das Cláusulas e disposições deste instrumento.*

à l'initiative dudit collaborateur.

cliente. s.m/s.f. V. *beneficiário, contratante*. Na linguagem comercial, quer dizer toda pessoa que é freguesa do estabelecimento comercial, dele se serve ou nele compra. Mas não se aplica ao que compra ou ao que se serve eventualmente, pois é tido para distinguir o freguês. E este somente assim se entende quando é habitual em favorecer o estabelecimento com as suas compras ou pela utilização continua de seus serviços (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: aquele que confia uma causa jurídica ou a defesa de direitos ao patrocínio de um advogado, que o representará em juízo (Diniz, 2005). *Após o encerramento deste contrato e, pelo período de 2 (dois) anos subsequentes, o Contratado se compromete a não fazer concorrência com os clientes da Contratante.*

client. n.m./n.f. V. *bénéficiaire, contractant*. Celui qui, faisant confiance à un professionnel, recourt régulièrement à ses services (ex. client qui se fournit habituellement chez un commerçant) ou - même la première fois - lui confie ses intérêts (client d'un avocat) (Cornu, 2007); Personne qui demande à un professionnel un bien ou un service contre un paiement (Lerat et Sourioux, 1994). *Le client peut bénéficier de ces prestations et être déchargé en tout ou partie de la gestion des solutions informatiques qu'il a choisies.*

cobrança. s.f. Na técnica jurídica e comercial, cobrança não significa somente procurar receber o que é devido por uma pessoa à outra, mas exigir que se pague o que é devido. Desse modo, dá mesmo a ideia da ação que é intentada no sentido de ser cobrada a dívida ou ser exigido o que é devido à pessoa, que a cobra ou manda cobrar. Neste particular, segundo a exigência do pagamento, ou da entrega da coisa, se faz em juízo ou fora dele, diz-se que a cobrança é amigável (extrajudicial) e judicial, quando se intenta por ação. Quando a cobrança judicial se promove por título líquido e certo, faz-se por ação executiva. E por ação ordinária quando o direito do autor precisa de ser suficientemente demonstrado. Na técnica processual, cobrança dos autos quer dizer a exigência dos autos que se encontram indevidamente retidos por um dos advogados das partes em litígio (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Na linguagem jurídica em geral, ato de exigir, judicial ou extrajudicialmente, não só o pagamento de uma dívida, ou de um tributo, mas também a restituição de uma coisa devida (Diniz, 2005); Dir. Obr. Ato de procurar ou exigir, o credor, o pagamento devido, quer extrajudicial (cobrança amigável), quer por meio de ação judicial (cobrança compulsória) (Sidou, 2009). *O Contratante deverá pagar suas mensalidades através de uma das modalidades de cobrança disponíveis na página*

recouvrement. n.f. Perception de sommes d'argent dues et par ext. ensemble des opérations (judiciaires ou extrajudiciaires) tendant à obtenir le paiement d'une dette d'argent (on parle en ce sens du recouvrement d'une créance, d'une pension, de l'impôt, des dépens); réception d'un paiement volontaire ou forcé (Cornu, 2007); Encaissement de sommes dues (Lerat et Sourioux, 1994). *Lorsque [...] doit établir une facture de ces intérêts, elle est de plus en droit de facturer une pénalité de retard égale à […] % du montant impayé afin de la couvrir des frais de cette facture et de son recouvrement.*

principal da Contratada.

comercial. adj. Assim se diz de tudo o que é relativo ao comércio; ato comercial, estabelecimento comercial, obrigação comercial, contrato comercial. Tem a mesma equivalência de mercantil (Oscar Joseph De Plácido e Silva, 2007). Direito comercial. a) aquilo que se relaciona com o comércio; b) o que se dedica ao comércio c) o que visa lucro; d) o que é usado ou obtido no comércio (Diniz, 2005). *A contratada obriga-se a zelar pelo bom nome comercial da contratante.*

commercial, ale, aux. adj. Qui se rapporte au commerce, au sens juridique ou économique (Cornu, 2007). *Assistance et conseil en matière commerciale, et notamment pour la facturation des clients, le suivi des encaissements, le règlement des factures fournisseurs, l'enregistrement des factures clients et fournisseurs et, de manière générale, le suivi administratif des postes clients et fournisseurs.*

compensação. s.f. Indica a ação de serem anotadas as obrigações devidas reciprocamente por duas pessoas, a fim de que, pesadas as de uma e pesadas as de outra, se promova a verificação de qual delas deve ser compelida a cumprí-las, somente na parte que não se comportou na obrigação que lhe competia exigir. Desse modo, a compensação tem o mérito de, verificadas as prestações devedores de um lado e as prestações devedoras do outro lado, promover o balanceamento dos respectivos créditos havidos por cada um dos títulos, reciprocamente credores e devedores, e pôr em evidência, pela dedução, qual deles é realmente devedor ou credor (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: meio especial de extinção das obrigações, até onde se equivalerem, entre pessoas que sejam, ao mesmo tempo, devedoras e credoras umas das outras; operação de mútua quitação entre credores recíprocos (Diniz, 2005); Dir. Obr. Confusão mútua da dívida e do crédito. Desaparecimento de duas dívidas líquidas e vencidas, pelo fato de ser o credor de uma ou devedor de outra, e até onde se igualarem. Parcial, quando, por ser menor o valor, amortiza apenas parte da obrigação. Total, quando o encontro das dívidas se iguala, não restando da operação nem credor nem devedor (Sidou, 2009). *A contratada, a seu único e exclusivo critério, poderá proceder ao débito das importâncias devidas na conta corrente da contratante para compensação com as importâncias disponíveis da mesma.*

compensation. n.f. a) extinction totale ou partielle de deux obligations réciproques entre les mêmes personnes (C. civ. a. 1289) ayant pour objet une somme d'argent ou une certaine quantité de choses fongibles de même espèce; b) terme usuel désignant toute espèce de dédommagement, not. la réparation du préjudice résultant de l'inexécution d'une obligation (C. civ. a. 1229); en ce sens on parle de dommages-intérêts compensatoires. (Cornu, 2007); Extinction de deux dettes réciproques jusqu'à concurrence de la plus faible (Guillien et Vincent, 2009); Extinction de deux dettes qui s'opère entre deux personnes se trouvant débitrices l'une envers l'autre (Lerat et Sourioux, 1994); Procédé de règlement entre deux ou plusieurs parties (entreprises, pays) débitrices et créditrices les unes vis-à-vis des autres, qui limite l'usage des moyens de paiement au règlement du solde net de ces relations (Albertini et Silem, 2008). *Elles décideront alors d'un commun accord des conditions de l'arrêt de la prestation, et le cas échéant des compensations dues à l'autre partie par celle cessant la collaboration.*

competência. s.f. Possui, na técnica jurídica , uma dupla aplicação: a) tanto significa a capacidade, no sentido de aptidão, pela qual a pessoa pode exercitar ou fruir um direito; b) como significa a capacidade, no sentido de poder, em virtude do qual a autoridade possui legalmente atribuição para conhecer de certos

compétence. n.f. Ensemble des pouvoirs et devoirs attribués et imposés à un agent pour lui permettre de remplir sa fonction. Comp. droit. Aptitude à agir dans un certain domaine (Cornu, 2007); Pour une autorité publique ou une juridiction, aptitude légale à accomplir un acte ou à instruire et juger un procès (Guillien et

atos jurídicos e deliberar a seu respeito (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: em sentido amplo, indica capacidade ou aptidão pela qual a pessoa pode exercer seu direito (Diniz, 2005); (1) Atribuição, capacidade ou faculdade concedida por lei a alguém ou a algum orgão para fazer alguma coisa, conhecer ou decidir algum assunto; (2) Dir. Proc. A "medida da jurisdição", ou o grau em que ou a delimitação da qual ela se manifesta, por comando da lei. Faculdade que tem o juiz de exercer a jurisdição em lugares certos e sobre matérias certas ou relativamente a certas pessoas, que a lei determinar (Sidou, 2009). *Dar permanente assistência aos serviços, solucionado os problemas surgidos, que forem de sua competência.*

Vincent, 2009). *Le prestataire de service doit apporter tout son know-how et ses compétences nécessaires à l'accomplissement de ses prestations pendant toute la durée du contrat.*

comprometer (-se). verbo. Quer, em sentido geral, expressar todo ato voluntário, em virtude do qual a pessoa se obriga, por um compromisso, a dar, fazer ou não fazer alguma coisa. Sem fugir do sentido originário, possui um significado mais estrito: sujeitar-se à decisão de um árbitro. Em qualquer dos casos, porém, é tido na acepção de assumir uma obrigação ou sujeitar-se a um encargo, em virtude de compromisso verbalmente tomado ou por escrito estabelecido (Oscar José De Plácido e Silva, 2007). Direito civil. a) Assumir um compromisso; b) obrigar-se a dar e a fazer ou não algo; c) empenhar a palavra; d) assumir uma responsabilidade; e) prejudicar (Diniz, 2005). *A contratada compromete-se a cumprir todos os prazos estabelecidos na legislação de regência quanto aos serviços contratados, especificando-se, porém, os prazos abaixo.*

(s') engager. verbe. [absent dans les œuvres d'appui]. *Le bénéficiaire s'engage à mettre à la disposition du prestataire tous les moyens, ressources et informations nécessaires afin de permettre l'accomplissement de sa mission par le prestataire.*

compromisso. s.m. Na linguagem jurídica, possui o significado de promessa. Assim se diz compromisso ao ato em virtude do qual a pessoa promete cumprir fielmente certos encargos que lhe são atribuídos (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: a) obrigação de dar, fazer ou deixar de fazer algo, assumida por alguém; b) acordo bilateral em que as partes interessadas submetem suas controvérsias jurídicas à decisão de árbitros, comprometendo-se a acatá-la, subtraindo a demanda da jurisdição da justiça comum. É um misto de contrato e pagamento, pois, ao dirimir questões controvertidas, extingue relações obrigacionais. c) promessa de cumprir certos encargos ou de pagar dívida em certa data; d) regulamento instituído por uma associação ou confraria (Diniz, 2005); Dir. Obr. Obrigação assumida

engagement. n.m. a) promesse; plus généralement, manifestation de volonté (offre ou acceptation) par laquelle une personne s'oblige; b) l'obligation qui résulte de cet engagement volontaire (Cornu, 2007); Acte ou fait juridique faisant naître à l'encontre d'une personne publique une obligation génératrice d'une charge budgétaire (Guillien et Vincent, 2009); Acte par lequel une personne se rend débitrice d'une obligation (Lerat et Sourioux, 1994). *A tout moment sous réserve que l'une des parties notifie par écrit à l'autre partie son intention de mettre fin audit engagement avec un préavis de […] mois.*

por quem pode contratar, para resolver, na forma judicial ou extrajudicial, litígios estritamente patrimoniais (Sidou, 2009). *A Contratada assume o compromisso de realizar o serviço dentro do prazo de [...], de acordo com a forma estabelecida no presente contrato.*

[conclusão, inexistente nos CPSP].

conclusion. n.f. Opération par laquelle les parties contractantes s'engagent et qui donne naissance à leur accord (qu'il s'agisse de personnes privées ou de sujets de Droit international), phase correspondant à la formation d'un acte juridique. Ex. conclusion d'un traité, d'un acte juridique (Cornu, 2007). *Tous différends ou litiges relatifs à la conclusion, l'interprétation, l'exécution ou la résiliation de la présente convention seront soumis à la juridiction exclusive des tribunaux compétents.*

concordar [com as cláusulas, com os termos do contrato]. verbo. [inexistente nas obras de apoio]. *Celebração - A contratante ao clicar sobre a palavra aceito, afirma que leu, entendeu e concorda totalmente e com todos os termos do presente contrato.*

Cf. **accorder**.

concordata. s.f. Possui sempre o sentido genérico de acordo, transação, ajuste, embora tenha objetivos diferentes no que concerne à matéria, em Direito Comercial ou em Direito Público Internacional (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito comercial: benefício legal concedido, sob certas condições, a empresário de boa fé em situação de insolvência para prevenir, evitar ou suspender sua falência, desde que assuma o compromisso de pagar, na proporção estabelecida, seus débitos dentro de prazo determinado para obter a recuperação de sua empresa (Diniz, 2005); Recurso jurídico que permite a continuação do comércio da empresa insolvente (incapaz de saldar seus débitos nos prazos contratuais). Distingue-se, portanto, da falência, quando a empresa insolvente cessa todas as suas atividades. Há dois tipos de concordata judicial: a preventiva, utilizada antes da falência; e a suspensiva, que surge durante o processo de falência, permitindo recolocar a empresa em funcionamento (Sandroni, 1999); Hist. Benefício que o antigo direito falimentar concedia ao empresário insolvente para evitar (-preventiva) ou suspender (-suspensiva) e pelo qual o devedor (concordatário) se comprometia a pagar suas dívidas do modo e no prazo estabelecidos em sentença (Sidou, 2009). *A falência ou a concordata da Contratante*

[redressement judiciaire, absent dans les CPSF].

facultará a rescisão do presente pela contratada, independentemente de notificação judicial ou extrajudicial.

condição. s.f. Na terminologia jurídica, possui o sentido de cláusula ou disposição, que se insere em um contrato, para que dela dependa a execução de um ato futuro ou dela dependa a eficácia de um ato jurídico (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: a) cláusula que subordina o efeito do negócio jurídico a evento futuro e incerto. Para sua configuração, requer a ocorrência de dois requisitos essenciais: a futuridade e a incerteza; b) requisito (Diniz, 2005); (1) Dir. Civ. Cláusula que subordina o efeito do negócio jurídico a evento futuro e incerto; (2) Dir. Civ. Modalidades. Modo como a condição se caracteriza: causal, quando o evento futuro depende do acaso ou da vontade de terceiro; protestativa, quando dependente da vontade de uma das partes: mista, quando as duas são requeridas para a verificação da condição (Sidou, 2009). *Mediante as cláusulas e condições seguintes, tem justo e contratado que se segue.*

condition. n.f. Élément d'un acte juridique. Élément auquel est subordonné la validité ou l'efficacité d'un acte. Ex. la capacité est une condition de validité du contrat; l'intérêt est une condition de recevabilité d'une demande en justice, d'un recours pour excès de pouvoir (Cornu, 2007); Élément de validité ou d'efficacité d'un acte (la capacité pour conclure un contrat; l'intérêt à agir pour la recevabilité de la demande en justice, etc.) (Guillien et Vincent, 2009); Elément constitutif d'un acte juridique (Lerat et Sourioux, 1994). *Le présent contrat a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le prestataire fournira au bénéficiaire, qui l'accepte sans réserve, des prestations de services telles que définies en article […].*

conformidade. s.f. Possui o vocábulo várias acepções. Na terminologia jurídica, em regra, é aplicado para indicar a circunstância de estar de acordo ou em harmonia, uma coisa ou um fato, com outra coisa ou outro fato. Assim se diz na conformidade da lei para explicar que ou está feito consoante os termos ou regras legais, ou de acordo com os princípios insituídos em lei. Serve também para indicar a qualidade de estar conforme, isto é, ser igual ou semelhante, ou ser exato. E assim bem expressa o sentido da coisa que é formada na semelhança de outra, ou do fato que se funda na cópia de outro fato. Nos documentos, a sua conformidade se refere à sua exatidão ou autenticidade. Na cópia de um documento, a conformidade advém de estar rigorosamente igual ao original de que se extraiu (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil e direito processual civil: a) concordância; b) qualidade do que é conforme; c) identidade; d) semelhança (Diniz, 2005). *A contratante se compromete preparar mensalmente toda documentação fiscal-contábil, que deverá ser entregue a este escritório impreterivelmente, nos dias [...] ou primeiro dia útil subsequentes a essas datas de cada mês, quando não houver expediente no escritório ou na empresa em um desses dias, a fim de que o contratado possa executar seus*

conformité. n.f. Qualité de ce qui est conforme (Cornu, 2007). *Quel qu'en soit le motif, la rémunération totale due à l'organisme correspondra au minimum aux prestations réalisées en conformité avec les termes du présent contrat.*

serviços na conformidade com o citado neste instrumento.

consentimento. s.m. Possui, na terminologia jurídica , a acepção de manifestação da vontade, séria e definitiva, em virtude da qual a pessoa, concordando com os desejos de outrem, vincula-se à obrigação ou obrigações, que servem de objeto ao ato jurídico ou ao contrato firmado entre elas (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: a) ato de consentir; b) anuência; c) acordo; d) autorização, permissão; e) tolerância; f) consenso; g) manifestação de vontade favorável à realização de um ato jurídico, indispensável para sua formação e validade; h) ato volitivo pelo qual se declara que não há oposição a uma ação cuja iniciativa foi tomada por outrem; i) aprovação; j) outorga (Diniz, 2005); Dir. Civ. Formalidade que a lei impõe para a realização de certos negócios jurídicos (Sidou, 2009). *Não constitui novação nem implica aceitação, renúncia ou consentimento, qualquer tolerância por uma das Partes quanto à infração.*

consentement. n.m. a) accord de deux ou plusieurs volontés en vue de créer des effets de droit; rencontre de ces volontés qui est la condition de la formation du contrat (ex. consentement des parties au contrat, des époux au mariage); b) dans l'accord, la volonté de chacune des parties contractantes (on parle de l'échange des consentements); c) parfois plus spécialement l'acceptation (donnée à une offre ou à une demande) (Cornu, 2007); Dans la création d'un acte juridique, adhésion d'une partie à la proposition faite par l'autre. L'échange des consentements entraîne l'accord de volonté qui lie les parties (Guillien et Vincent, 2009); Acceptation mutuelle des conditions d'un acte juridique (Lerat et Sourioux, 1994). *Le fait pour le client d'avoir connaissance du contrat de prestations de services et de souscrire à une prestation selon les termes prévus, vaudra consentement irrévocable et définitif de sa part.*

contábil. adj. relativo à contabilidade (Diniz, 2005). *Ocorrendo a transferência dos serviços para outra Empresa Contábil, a contratante deverá informar à contratada, por escrito, seu nome, endereço, nome do responsável e número da inscrição [...].*

comptable. adj. Qui doit tenir et rendre compte des sommes qu'il brasse (revenus perçus, sommes dépensées) dans la gestion à lui confiée (Cornu, 2007). *La facture est transmise, par le service comptable du […] au service comptable du Client.*

contestação. s.f. Possui o vocábulo sentidos bem divergentes: a) quer significar a atestação, testemunho, confirmação; b) quer significar protesto ou contradita. No entanto, tendo-se mais em vista o sentido que lhe empresta a linguagem forense, a contestação mais se oferece como disputa ou contenda, protesto ou contradita (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito processual civil: a) aquilo que estabelece a contenda, pois, se uma ação for proposta sem que haja oposição do adversário, não haverá litígio; b) em acepção estrita, é uma espécie de resposta fundamentada do réu, impugnando, rebatendo, ou se opondo por escrito à petição inicial do autor no processo, isto é, defendendo-se das pretensões contidas na petição inicial. É o instrumento formal pelo qual o réu se defende, ao exercer seu direito de resposta à pretensão do autor; c) ação ou efeito de contestar; d) em sentido amplo, é a forma de defesa do réu pela qual pode excepcionar, contestar ou reconvir (Diniz, 2005); Dir. Proc. Civ. Um dos casos de resposta do réu. Defesa

contestation. n.f. Le litige; le différend; ce sur quoi les intéressés sont en désaccord (V. NCPC, a. 57), réalité qui, une fois portée devant un juge, devient l'objet du procès, la matière de la juridiction contentieuse, mais qui, existant dès que le désaccord éclate (litige né), peut faire l'objet même avant recours à justice, soit d'un mode amiable purement volontaire de solution (transaction, renonciation) soit d'un mode mi-juridictionnel, mi-conventionnel (recours à l'arbitrage par compromis), cette dernière issue étant de plus ouverte en certaines matières dès avant la naissance d'une contestation éventuelle (clause compromissoire); désigne aussi bien la contestation principale (ce que le défendeur conteste dans la demande initiale) que les contestations incidentes (sur la régularité de la procédure, la compétence de la juridiction, l'admissibilité d'un mode de preuve, etc.), toute décision ayant l'autorité de la chose jugée relativement à la contestation qu'elle tranche (NCPC, a. 480) (Cornu, 2007); Expression d'un désaccord en matière juridique (Lerat et

direta desse, ao pedido do autor, abrangendo o mérito e podendo conter preliminares, que valem como defesa indireta (Sidou, 2009). *Havendo contestação por parte de terceiro prejudicado pela não-atualização do endereço de cobrança ou por qualquer outro motivo causado pelo [...].*

Sourioux, 1994). *Dans le cas de contestations relatives au contrat, dont notamment sa signature, sa validité, son interprétation, son exécution, les tribunaux compétents pour statuer sur toute […].*

contratação. s.f. Ato de contratar (Diniz, 2005). *Por alterações das configurações do computados do Contratante, posteriores à contratação do serviço.*

embauche. n.f. [absent dans les œuvres d'appui]. *Un versement forfaitaire d'un montant de […] sera prélevé chaque mois...jours au minimum avant la date retenue de la paie de l'entreprise. Une facture de régularisation des différences provoquées par les départs et les embauches sera établie après la remise de la douzième paie de l'année.*

contratado. s.m./s.f. V. *prestador*. Na linguagem jurídica em geral: a) aquilo que constitui objeto de contrato; b) que se contratou; c) ajustado, pactuado ou convencionado (Diniz, 2005). *O contratante pagará aos contratados, a título de honorários advocatícios pela prestação dos serviços descritos na cláusula primeira a quantia equivalente a [...].*

cocontractant. n.m./n.f. V. *prestataire*. L'autre partie (ou l'une des autres parties) à l'engagement, partie adverse dans le contrat. Ex. l'acheteur pour le vendeur et réciproquement; à ne pas confondre, pour un contractant, avec le cointéressé qui a la même position que lui, relativement à l'engagement (ex. le comandant, le copreneur, le covendeur, etc.) sauf dans les contrats exclusivement conclus en vue d'un intérêt commun (associés ou coassociés). (Cornu, 2007); Partie avec laquelle on contracte (Guillien et Vincent, 2009); Cocontractant: celui qui est partie à un contrat, par rapport à l'autre partie (Lerat et Sourioux, 1994). *Le présent contrat pourra être résilié par anticipation, à tout moment, moyennant un préavis de […] mois, dans l'hypothèse où la résiliation serait motivée par la faute grave du cocontractant et notamment […].*

contratante. s.m./s.f. V. *beneficiário, cliente*. Assim se diz, indistintamente, de qualquer pessoa que participa de um contrato. Mas, para ser contratante, é necessário que seja capaz, podendo assim, por si, assumir obrigações. Quem não é capaz, ou não tem capacidade jurídica, não pode dar livremente seu consentimento. E somente pode ser contratante quem livremente possa consentir, salvo em contrato, onde não se faça mister o consentimento da parte. Mas, em tal caso, será a pessoa mais um beneficiário ou beneficiado, que um contratante. Contratante dá sempre ideia de quem contrata, e quem contrata assume obrigações, ou faz convenções (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); 1. pessoa que é parte num contrato. 2) o que celebra um contrato, tratado ou convenção; 3) contraente (Diniz, 2005). *A contratação formalizada por*

contractant. n.m./n.f. V. *bénéficiaire, client*. Personne qui se lie par contrat; partie au contrat; syn. partie contractante, parfois même partie (Cornu, 2007); Partie à un contrat (Lerat et Sourioux, 1994). *Le présent contrat a pour objet de proposer au contractant signataire la réalisation d'un press book composé de photographies destinées à être présentées par le […].*

intermédio dos meios citados acima, efetivar-se-á a partir do exato momento em que o Contratante manifestar sua plena aceitação aos termos do contrato.

contratar [os serviços, a prestação de serviços]. verbo. Convencionar; pactuar; ajustar; combinar; fazer um contrato; negociar (Diniz, 2005). *[...] na melhor forma de direito, ajustam e contratam a prestação de serviços profissionais, segundo as cláusulas e condições adiante arroladas.*

contracter [les services, la prestation de service]. verbe. Conclure un contrat (Lerat et Sourioux, 1994). *Avant de contracter pour quelque prestation de service proposée par le prestataire, le client reconnaît qu'il a lu, compris et accepté, sans réserve et dans leur intégralité, les dispositions du présent contrat de prestations de services.*

contrato de prestação de serviço. s.m. Direito civil: é o contrato em que uma das partes se obriga para com outra a fornecer-lhe a prestação de uma atividade, mediante remuneração. O objeto desse contrato locatício é uma obrigação de fazer, ou seja, a prestação de atividade lícita, não vedada pela lei e pelos bons costumes, oriunda da energia humana aproveitada por outrem, e que pode ser material ou imaterial. Logo, qualquer espécie de serviço, seja qual for a sua natureza, pode ser objeto de locação: material ou imaterial, braçal ou intelectual, doméstico ou externo: exige-se apenas que seja lícito, isto é, não proibido por lei e pelos bons costumes (Diniz, 2005); Dir. Obr. Modalidade de contrato cuja obrigação se perfaz sem interferência de coisa, mas em forma de atividade. Dito também, por isso, contrato de atividade (Sidou, 2009). *Têm entre si ajustado o presente Contrato de Prestação de Serviços que se regerá pelas cláusulas e condições seguintes.*

contrat de prestation de service. n.m. V. *contrat d'entreprise*. Nom générique aujourd'hui donné au contrat (encore dit louage d'ouvrage ou d'industrie) par lequel une personne (entrepreneur ou locateur d'ouvrage) s'engage envers une autre (client parfois nommé maître de l'ouvrage) à faire un ouvrage (construction, réparation, transport, etc.) en fournissant son travail ou son industrie ou également la matière et qui diffère du contrat de travail (ou louage de services) en ce qu'il ne subordonne pas l'entrepreneur à celui qui commande l'ouvrage dans l'exécution de la tâche convenue (C. civ., a. 1779 s.). Ex. le contrat de transport, le contrat de construction d'un bâtiment (Cornu, 2007); Contrat par lequel une personne se charge de faire un ouvrage pour autrui, moyennant une rémunération, en conservant son indépendance dans l'exécution du travail (Guillien et Vincent, 2009); Contrat par lequel une personne (l'entrepreneur) s'engage moyennant rémunération à accomplir de manière indépendante un travail, au profit d'une autre (le maître de l'ouvrage), sans la représenter (Lerat et Sourioux, 1994). *C'est dans ce contexte que les parties sont convenues de conclure le présent contrat de prestation de services aux termes duquel […] s'engage à rendre certains services d'affichage à […].*

contratual. adj. 1. relativo a contrato; 2.que consta de contrato; 3. aquilo que tem as formalidades de contrato (Diniz, 2005). *Informar imediatamente ao Conselho Regional de Administração a eventual rescisão contratual com a instituição.*

contractuel, elle. adj. Qui résulte d'un contrat par opposition à délictuel, quasi contractuel, extracontractuel. Plus généralement, qui se rattache aux contrats (Cornu, 2007). Engagement, matière, obligation, responsabilité juridique. Relatif à un contrat (Lerat et Sourioux, 1994). *En cas de manquement grave de l'une des parties aux présent Contrat à l'une quelconque de ses obligations contractuelles telles que stipulées dans le présent Contrat, l'autre partie pourra résilier le présent Contrat.*

contratualmente. adv. [inexistente nas obras de apoio]. *O não atendimento por falta de pagamento, ou suspensão de direitos dele decorrentes, não libera o contratante da dívida contratualmente assumida, que poderá ser cobrada em ação de execução.*

contractuellement. adv. [absent dans les œuvres d'appui]. *Avant de s'engager contractuellement, le Client doit être informé par le Prestataire sur tous les détails concernant la prestation, afin d'être le plus éclairé possible sur la teneur et l'étendue de la prestation.*

controvérsia. s.m. V. *conflito, discórdia*. É aplicado na linguagem jurídica para indicar embate, oposição, encontro, pendência, pleito. Dá, por essa forma, o sentido de entrechoque de ideias ou de interesses, em virtude do que se forma o embate ou a divergência entre fatos, coisas, ou pessoas (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Na linguagem jurídica em geral, significa: a) debate sobre questão literária, científica ou religiosa; b) polêmica. 2) Direito processual civil: demanda, causa, questão judiciária, litígio (Diniz, 2005); Ato de discutir, objetar, rebater (Sidou, 2009). *Para dirimir quaisquer controvérsias oriundas do presente contrato, as partes elegem o foro da comarca de [...];*

conflit. n.m. V. *contestation, différend*. Opposition de vues ou d'intérêts; mésentente, situation critique de désaccord pouvant dégénérer en litige ou en procès ou en affrontement de fait (violence, voie de fait, etc.). Ex. conflit conjugal, conflit social (Cornu, 2007). *Afin de se prémunir de tout conflit ultérieur, le prestataire recourt à la preuve de la prestation de service par le moyen de la preuve écrite.*

correspondência. s.f. Indica todos os meios de comunicação escrita que possam pôr em ligação duas pessoas distantes, a intenção de manterem uma troca de ideias ou de vontades entre si. Desse modo, a correspondência, dentro de seu sentido etimológico, aplicado ao caso estrito, significa a série de afirmativas ou asserções, transmitidas por meio de cartas, telegramas, radiogramas, ou outros meios escritos, nos quais, pessoas, que se encontram em lugares diferentes, transmitem, reciprocamente, os seus pensamentos. Essa correspondência, como bem é de ter, pode ser origem, em Direito, da elaboração de contratos, que vinculem as pessoas que a mantém, visto que, naturalmente, pode ser utilizada, precisamente, para esse fim (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Na linguagem jurídica em geral, indica: a) ação de corresponder; b) comunicação entre duas pessoas feita por escrito, mediante cartas, telegramas, telex, radiograma, etc.; c) carta, telegrama, etc., que se recebe ou se expede; d) artigo de jornal em forma de carta aos redatores; e) carta enviada a um jornal; f) notícia publicada em jornal, periódico, etc. (Diniz, 2005); Toda mensagem escrita, de pessoa a pessoa, por meio de carta ou de qualquer outro meio de comunicação. Oficial, quando expedida por orgão público. Privada, quando trocada entre

correspondance. n.f. Échange de lettres ou d'autres messages assimilés (télex, télégramme, télécopie, mèl), par ext. les documents reçus ou expédiés, le tout couvert par le secret de la correspondance (Cornu, 2007); *Le présent contrat exprime l'intégralité des obligations des parties, annulent et remplacent tout accord, correspondance ou écrit antérieurs.*

particulares (Sidou, 2009). *Todos os avisos, comunicações, notificações e correspondências resultantes da execução deste Contrato deverão ser feitos por escrito.*

[corte de justiça, inexistente nos CPSP].

cour de justice. n.f. Juridiction chargée de juger les crimes et délits commis par les membres du gouvernement dans l'exercice de leurs fonctions (a. 68-1 Const., l. org. 23 nov. 1993) (Cornu, 2007). *Et notamment la possibilité de défendre le brevet ou intenter toute action contre tout contrefacteur devant toute Cour de Justice, ce tant que la société assume ses obligations d'exploitation de ladite licence, comme définies ci-dessous.*

cronograma. s.m. Previsão da execução de um trabalho, indicando os prazos em que deve dar-se (Diniz, 2005); Previsão gráfica da execução de um trabalho, geralmente obra posta em concorrência pública, com a indicação dos prazos dentro dos quais deverão ser concluídas suas várias etapas (Sidou, 2009). *O pagamento dos serviços será feito em [...] parcelas de acordo com o cronograma de desembolsos e orçamento apresentado no Anexo.*

échéancier. n.m. V. *chronogramme*. [absent dans les œuvres d'appui]. *En contrepartie de ses services, le prestataire percevra un prix forfaitaire de […], toutes taxes comprises, réglé selon l' échéancier annexé au présent contrat.*

culpa. s.f. É compreendido como a falta cometida contra o dever, por ação ou por omissão, procedida de ignorância ou de negligência. A culpa pode ser ou não maliciosa, voluntária ou invonluntária, implicando sempre na falta ou inobservância da digilência que é devida na execução do ato, a que se está obrigado. Revela, pois, a violação de um dever preexistente, não praticado por má-fé ou com a intenção de causar prejuízos aos direitos ou ao patrimônio de outrem, o que seria dolo (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: fundamento da responsabilidade civil, que, em sentido amplo, constitui a violação de um dever jurídico imputável a alguém, em decorrência de fato intencional ou de omissão de diligência ou cautela, compreendendo o dolo e a culpa (Diniz, 2005); Dir. Civ. Violação ou inobservância de uma regra de conduta que produz lesão do direito alheio. Elemento subjetivo da infração cometida, compreendido pela negligência, imprudência ou imperícia, que pode existir em maior ou menor proporção (da culpa levíssima à culpa grave), e obrigando sempre o infrator à reparação do dano. Divide-se em duas grandes classes: culpa contratual e culpa extracontratual, ou aquiliana (Sidou, 2009). *Por todos os profissionais utilizados para atuação direta ou indireta nos serviços ora contratados,*

faute. n.f. Acte illicite supposant réunion: a) d'un élément matériel, le fait originaire (lequel peut consister en un fait positif - faute par commission - ou en une abstention - faute par omission); b) d'un élément d'illicéité, la violation d'un devoir, la transgression du Droit (loi, coutume, etc.); c) (sous réserve de la théorie de la faute dite objective) un élément moral (d'imputabilité), le discernement de l'auteur du fait, parfois nommé élément volontaire, bien qu'il puisse être intentionnel ou non, auquel la loi attache diverses conséquences juridiques. Ex. faute délictuelle engageant la responsabilité civile de son auteur (C. civ., a. 1382 et 1383), faute conjugale constituant une cause de divorce (C. civ., a. 242) (Cornu, 2007); Attitude d'une personne qui par négligence, imprudence ou malveillance ne respecte pas ses engagements contractuels (faute contractuelle) ou son devoir de ne causer aucun dommage à autrui (faute civile) (Guillien et Vincent, 2009); Fait illicite imputable à son auteur (Lerat et Sourioux, 1994). *En cas de résiliation du présent contrat, aucune indemnité ne sera due à l'autre partie, sauf en cas de faute ayant entraîné cette résiliation.*

indenizando à Contratante em caso de culpa ou dolo destes.

cumprimento. s.m. Na técnica jurídica, significa a satisfação ou a execução completa de alguma coisa. Assim, refere-se ao pagamento da obrigação, execução de uma ordem ou à realização de uma diligência ou solenidade (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Na linguagem jurídica em geral, é o ato ou efeito de cumprir ou de executar algo; execução; realização. 2) Direito civil: a) realização da prestação a que o devedor está vinculado; b) adimplemento ou satisfação de uma obrigação; c) observância do dever imposto em lei ou de cláusulas contratuais. 3) Direito processual civil: a) realização de uma diligência; b) execução de uma decisão judicial (Diniz, 2005). *A Contratada obriga-se a ter um índice de fidelidade no cumprimento do prazo de entrega igual ou acima de 98% de eficácia.*

accomplissement. n.m. Action d'accomplir et résultat de cette action: exécution complète et satisfaisante: réalisation (Cornu, 2007); *Le bénéficiaire s'engage à fournir au prestataire toutes informations et explications nécessaires à l'accomplissement de sa mission, objet des présentes.*

cumprir [a legislação, as formalidades, os termos do contrato, as condições do contrato, os prazos, o contrato, as obrigações, as disposições, os efeitos legais]. verbo. [inexistente nas obras de apoio]. *A Contratada compromete-se a cumprir todos os prazos estabelecidos na legislação de regência quanto aos serviços contratados, especificando-se, porém, os prazos abaixo.*

accomplir [les diligences, les obligations, les missions, les formalités, les prestations]. verbe. Remplir, effectuer, exécuter; action de porter à son achèvement une opération en se conformant aux exigences que celle-ci comporte. Ex. accomplir une mission, une formalité, un acte (suppose tout à la fois agir, achever et observer). Comp. conclure (Cornu, 2007). *Le bénéficiaire devra accomplir toutes les diligences nécessaires afin de faire respecter les précédentes dispositions par ses employés actuels ou futurs.*

custo. s.m. É empregada, na terminologia comercial, para indicar o preço ou valor exato de uma coisa ou de uma mercadoria, no local em que é produzida ou adquirida. Em regra, o valor ou preço de custo de um produto ou de uma mercadoria entende-se o seu exato valor de produção ou de aquisição, isto é, o cálculo de seu valor segundo a base das quantias despendidas com a matéria-prima, empregados e outras despesas, quando fabricada, ou de seu preço, acrescido das quantias despendidas com o seu transporte, se adquiridas. O custo, assim, indica o valor da mercadoria produzida, ou seja, o montante da quantia que custou ao fabricante, ou o valor da mercadoria adquirida, ou seja, pela soma das quantias despendidas na sua aquisição. Assim, claramente, se difere do preço de venda, mais elevado, em regra, que o custo, a fim de que deixe margem de lucro ao fabricante e ao comerciante. Possuindo-se a exata importância do custo de um produto ou de uma

coût. n.m. Montant des charges ou des devises nécessaires ou associées à l'acquisition ou à la production d'un bien ou d'un service. Un comportement économique rationnel se définit notamment par la minimisation du coût qui est synonyme, dans la théorie marginaliste, de peine, de sacrifice, de déplaisir, de souffrance, de désutilité (Albertini et Silem, 2008). *Une régularisation sera effectuée en fin d'exercice, en fonction des coûts réellement engagés par le prestataire pour l'exécution des services au titre de l'exercice se terminant.*

mercadoria, tem-se a noção de seu preço pelo custo, abaixo do custo ou acima do custo. Em consequência do que se terá a medida: se não houve lucro, se houve lucro ou se houve prejuízo (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); a) valor em dinheiro; b) preço de produção ou de aquisição de alguma coisa ou mercadoria calculado com base no que se despendeu em matéria-prima, mão-de-obra, transporte, etc., é o valor exato da mercadoria produzida, ou seja, o quantum despendido pelo fabricante ou o valor exato da mercadoria adquirida, isto é, o montante pago na sua aquisição. Difere, portanto, do preço de venda que é mais alto para possibilitar lucro ao comerciante ou fabricante. c) soma de valores de bens e serviços consumidos e prestados para a obtenção de um novo bem ou serviço; d) gastos que uma empresa efetua para poder continuar em suas atividades negociais (Diniz, 2005); Econ. Valor em dinheiro (Sidou, 2009). *Por quaisquer danos, ações judiciais, processos administrativos, custos e despesas que forem decorrentes.*

D

dano. s.m. Juridicamente, dano é, usualmente, tomado no sentido do efeito que produz: é o prejuízo causado, em virtude de ato de outrem, que vem causar diminuição patrimonial (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: é um dos pressupostos da responsabilidade civil, contratual ou extracontratual, pois não pode haver ação de indenização sem a existência de um prejuízo. Consiste na lesão (diminuição ou destruição) que, devido a certo evento, sofre uma pessoa, contra sua vontade, em qualquer bem ou interesse jurídico, patrimonial ou moral. Pode dizer respeito a: a) medida que define a intensidade ou severidade da lesão resultante de um acidente ou evento adverso; b) perda humana, material ou ambiental, fisica ou funcional, que pode resultar, caso seja perdido o controle sobre o risco: c) intensidade das perdas humanas, materiais ou ambientais, induzidas às pessoas, comunidades, instituições, instalações ou ecossistemas, como consequência de um desastre (Diniz, 2005); a) Dir. Obr. Ação ou omissão ilícita com repercussão na esfera jurídica de outra pessoa; b) Dir. Obr. Ressarcimento (Sidou, 2009). *O Contratante é responsável e obriga-se a responder e a indenizar a Contratada e/ou terceiros por quaisquer danos, ações judiciais.*

dommage. n.m. Atteinte subie par une personne dans son corps (dommage corporel), dans son patrimoine (dommage matériel ou économique) ou dans ses droits extrapatrimoniaux (perte d'un être cher, atteinte à l'honneur), qui ouvre à la victime un droit à réparation (on parle alors de dommage réparable) lorsqu'il résulte soit de l'inexécution d'un contrat, soit d'un délit ou quasi-délit, soit d'un fait dont la loi ou les tribunaux imposent à une personne la charge (dommage excédant les inconvénients ordinaires du voisinage). Ex. la responsabilité civile est l'obligation de réparer le dommage causé à autrui (Cornu, 2007); Dans l'acceptation la plus courante, synonyme de préjudice. Pour certains auteurs, fait brut à l'origine de la lésion affectant la personne, le préjudice correspond, lui, à la conséquence de cette lésion (Guillien et Vincent, 2009); Atteinte à une personne ou à un patrimoine (Lerat et Sourioux, 1994). *Toutefois, le prestataire ne pourra en aucun cas être tenu responsable des dommages indirects ou des pertes de profit encourus par le bénéficiaire.*

[custas, inexistente nos CPSP].

débours. n.m. Sommes dépensées pour le compte d'autrui; spéc. frais exposés à titre d'avance par un auxiliaire de justice dans l'intérêt d'un justiciable (frais de copie, de publicité, de déplacement, etc.) qui sont compris dans les dépens s'ils sont tarifés (NCPC, a. 695). syn. déboursés. V. avance, taxe, tarif (Cornu, 2007); Dépenses avancées par un avocats, par un officier ministériel ou public au profit d'une partie et qui doivent lui être remboursées (ainsi frais de voyage, de papeterie, de correspondance, de publicité (Guillien et Vincent, 2009). *Désigne les frais, dépenses et débours engagés par le prestataire dans le cadre de l'exécution des prestations qui lui sont confiées par le bénéficiaire en application de la présente convention.*

decisão. s.f. Significa o ato de decidir, quer dizer a deliberação, que se toma a respeito de certos fatos, ou a solução que se dá a respeito dos mesmos ou de certas coisas. Tem-se, aí, o sentido lato do termo. Mas, na acepção jurídica , decisão significa a solução que é dada a uma questão ou controvérsia, pondo fim a ela, por meio de sentença, despacho ou interlocutória, e criando uma nova composição entre as partes contendoras ou litigantes (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: tomar uma resolução (Diniz, 2005); Dir. Proc. Civ. Genericamente, solução tomada sobre qualquer assunto. juridicamente, ato do juiz provendo sobre petição das partes ou julgando o pedido. Especificamente, decisão interlocutória, para distinguí-la dos demais atos judiciais: sentença e despacho (de mero expediente) (Sidou, 2009). *Por expressa previsão em lei posterior à sua formalização ou por decisão administrativa ou judicial.*

décision. n.f. Plus spécialement, décision de justice: terme générique englobant tout jugement, quel que soit son auteur (arbitre, tribunal de première instance, cour d'appel, Cour de cassation), son objet (décision contentieuse ou gracieuse), etc. (Cornu, 2007); Terme général utilisé en procédure, pour désigner les actes émanant d'une juridiction collégiale ou d'un magistrat unique. Ce mot s'applique également au résultat des discussions d'un organisme collectif (Guillien et Vincent, 2009). *Si l'une des clauses des présentes conditions générales venait à n'être déclarée nulle par une décision de justice, cette nullité ne saurait emporter la nullité de l'ensemble des autres clauses.*

declarar. verbo. Declarar ou aclarar ponto obscuro em sentença ou acórdão (Oscar José De Plácido e Silva, 2007). 1. Fazer alguma declaração. 2. Anunciar uma medida. 3. Firmar ou negar algum fato, opinião ou decisão. 4. Esclarecer ou retificar dúvida ou contradição numa sentença ou acórdão. 5. Publicar sentença revelando seu conteúdo. 6. Pronunciar-se a favor ou contra. 7. Considerar publicamente. 8. Fazer referência a alguma coisa. 9. Expressar ou manifestar vontade. 10. Explicar. 11. Confessar. 12. Nomear, designar (Diniz, 2005). *A Contratante declara, neste ato, que seus clientes conhecem e aceitam os termos do presente Contrato, bem como o Termo de Adesão citado*

déclarer. verbe. [absent dans les œuvres d'appui]. *[…] la partie qui se verrait ainsi privée de ce droit pourra déclarer résilié de plein droit le contrat, moyennant un préavis de […] jours et ce, sans qu'aucune indemnité ne soit due par l'une des parties à l'autre du seul fait de cette résiliation pour force majeure.*

no item [...].

[inexistente em português. Declaração francesa dos dados sociais, realizada automaticamente].

Déclaration automatisée des données sociales (DADS). n.f. [absent dans les œuvres d'appui]. *Déclaration Taxes sur les salaires, déclaration nominatives annuelles aux Caisses de retraite (normes CRC), DADS papier, DADS transfert TDS, Frais d'expédition (en sus), Rédaction des états suivants […].*

decreto. s.m. Revela toda decisão ou resolução, tomada por uma pessoa ou por uma instituição, a que se conferem poderes especiais e próprios para decidir ou julgar, resolver ou determinar. Em sentido técnico, pois, o decreto, em qualquer conceito em que seja tido, implica necessariamente na existência de autoridade da pessoa ou instituição que o formulou, em virtude do que possui o mesmo força para impor a decisão, solução, resolução, ordem, ou determinação, que nele, decreto, se contém. Conforme a autoridade, de que se origina ou que expede ou elabora, o decreto, dão-se ao mesmo várias expressões. E, assim, se diz decreto judiciário, decreto legislativo, decreto-lei (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito constitucional e teoria geral do direito: a) ato expedido pelo chefe do poder executivo, no exercício de suas funções, contendo um comando ou determinação; b) decisão, ordem ou resolução tomada por pessoa competente; c) ato pelo qual o Poder Executivo impõe normas de caráter administrativo e confere direitos e deveres a entidades; d) ato do presidente da república para estabelecer e aprovar o regulamento de lei, facilitando sua execução (Diniz, 2005); Dir. Leg. Ato administrativo editado pelo presidente da República e referendado por ministro de Estado, para o fim de regulamentar uma lei ou prover disposição dela emanada (Sidou, 2009). *Todas as leis, decretos e regulamentos nacionais, estaduais e municipais aplicáveis, e das Normas de Segurança e Privacidade da [...].*

décret. n.m. Terme générique désignant une catégorie d'actes administratifs unilatéraux pris par les deux plus hautes autorités exécutives de l'État: le Président de la République et le Premier ministre. Quant à leur contenu, les décrets se répartissent en réglementaires lorsque leurs dispositions sont générales et impersonnelles, et non réglementaires lorsqu'ils concernent une ou plusieurs situations juridiques individuelles. Quant à leur procédure d'édiction, on distingue les décrets en Conseil d'État et les décrets simples (Cornu, 2007). *Un décret en Conseil d'État précisera les mentions devant figurer sur ce formulaire. Ce contrat ne peut comporter aucune clause attributive de compétence.*

denúncia. s.f. Em matéria civil, é empregado no sentido de notificação, ou seja, de ciência que se da a uma pessoa, em regra um terceiro, que não esta intervindo no feito, a fim de que venha participar da demanda ou do processo (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: notificação que uma das partes contratantes faz à outra para dar como findo um contrato entre elas firmado (Diniz, 2005). *O presente contrato vigorará por prazo indeterminado, sendo facultada sua denúncia, por qualquer das*

dénonciation. n.f. Expression unilatérale, par une partie à un accord, de sa volonté de ne plus être liée par cet accord; terme réservé aux hypothèses où le retrait unilatéral est prévu soit par une clause de l'accord en question, soit par une règle de droit international (changement de circonstances, violation de l'accord par une autre partie…); au cas contraire, on parle de répudiation (Cornu, 2007); Cesser unilatéralement d'adhérer à un accord (Lerat et Sourioux, 1994). *A l'issue de cette période et en*

partes, mediante aviso prévio, por escrito, com antecedência mínima de [...] dias.

l'absence de toute dénonciation dans les conditions de l'article […], la présente convention sera renouvelée, par tacite reconduction.

desconto. s.m. É a redução a que se submete a soma de certa importância ou quantia, pela diminuição ou não contagem de certa parcela (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito comercial: a) abatimento feito no total de uma soma pecuniária ou no valor de uma obrigação; b) dedução feita numa conta ou fatura; c) redução do preço de uma mercadoria comprada à vista; d) bonificação feita ao devedor pelo pagamento antecipado ao débito (Diniz, 2005); Quantia deduzida do valor nominal de notas promissórias, letras de câmbio e duplicatas, quando são pagas antes do prazo estipulado. A mais frequente operação de desconto é a realizada pelos bancos, que recebem por um preço menor as duplicatas emitidas por uma empresa contra seus clientes. Em geral, o termo designa qualquer abatimento feito pelos comerciantes no preço de suas mercadorias (Sandroni, 1999); a) Dir. Obr. Abatimento ou redução no cumprimento de uma obrigação financeira, sobretudo quando o pagamento é feito com antecipação; b) Dir. Adm. Abatimento que, por imposição legal ou judicial, é feito sobre remuneração ou provento (Sidou, 2009). *Não negociar abatimentos, descontos, ou dilação sem expressa autorização da contratante.*

escompte. n.m. Avantage dont bénéficie le débiteur d'une dette à terme lorsqu'il paie sa dette avant l'échéance (généralement calculée d'après l'intérêt à courir jusqu'à l'échéance) (Cornu, 2007); Somme déduite par le banquier du montant de l'effet, correspondant à l'intérêt à courir jusqu'à l'échéance (Guillien et Vincent, 2009). *Les factures seront émises sur version papier; elles seront payables net et sans escompte.*

descumprimento. s.m. V. *não-cumprimento*. Direito civil: a) inadimplemento; b) falta de cumprimento de uma obrigação (Diniz, 2005). *O descumprimento total ou parcial de qualquer das obrigações ora estabelecidas, sujeitará as partes contratantes às sanções previstas na Lei nº 8.666/93.*

non-accomplissement. n.m. [absent dans les œuvres d'appui]. *Si le prestataire s'est engagé sur des résultats, le non-accomplissement du résultat le constitue en faute, à charge pour lui de démontrer la cause étrangère, généralement la faute du partenaire, qui le déchargera de toute responsabilité.*

desistência. s.f. Significa, na terminologia jurídica, a renúncia, que se faz de alguma coisa ou de algum direito, seja em consequência de evidente abandono, seja motivada por uma transação. Dessa forma, a desistência mostra-se renúncia recompensada, ou se apresenta como renúncia pura e simples. Como renúncia recompensada, em que toma o aspecto de transação, anotam-se concessões mútuas acordadas entre o desistente e a pessoa a favor de quem a renúncia é manifestada. Neste caso, verdadeiro pacto que se firma entre partes, a desistência há que ser ajustada entre elas. Mostra-se ato bilateral, em que duas vontades

abandon. n.f. Fait de délaisser une personne, un bien ou une activité, au mépris d'un devoir (Cornu, 2007); Acte juridique par lequel une personne renonce à un droit. L'abandon suppose une intention, à la différence de la perte (Guillien et Vincent, 2009). *Néanmoins il pourra être résilié sans préavis en cas de force majeure, notamment en cas d'abandon de la mission commencée, de défaillance de l'entreprise, du décès ou de l'incapacité notoire du consultant.*

participam de sua feitura. Na desistência pura e simples, que pode decorrer do simples abandono, a vontade do desistente (ato unilateral) será o bastante para que se verifique válida, desde que nela não se envolva qualquer prejuízo a outrem, que se possa opor ao ato de renúncia. Como evidente abandono, somente ao desistente, como faculdade sua de abandonar, cabe julgar o seu próprio direito (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); 1) Direito civil: a) remissão da dívida pelo credor; b) renúncia a um direito; c) transação; d) abandono. 2) Direito processual civil: Intenção do autor de não prosseguir com a ação por ele proposta ou com o recurso interposto (Diniz, 2005). *Se a desistência for por parte da contratada, esta deverá ressarcir em dobro o valor do sinal dado pelo contratante, salvo se ocorrer o previsto na Cláusula [...], não cabendo, nesse caso, nem a devolução do sinal.*

despesa. s.f. Em sentido geral entende-se todo emprego ou dispêndio de dinheiro para aquisição de alguma coisa ou execução de um serviço. Assim despesa indica sempre o consumo de dinheiro gasto ou empregado em alguma coisa. É o emprego de uma quantia em dinheiro, para satisfação de uma necessidade ou para aquisição de uma utilidade. Nesta razão, nem sempre a despesa quer significar propriamente um gasto ou desperdício. Mas pode mesmo significar a aquisição de coisa, que venha a enriquecer o patrimônio da pessoa (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: a) dispêndio de dinheiro ou gasto de necessidade, utilidade ou voluptuosidade; b) aquilo que se despende (Diniz, 2005); Econ. Ato de despender, ou gastar. Dispêndio (Sidou, 2009). *As despesas incorridas em nome das Contratantes, tais como deslocamento, xerox, telefonemas interurbanos.*

dépense. n.f. Employer une certaine somme d'argent; usage, emploi; quantité de biens consommés (Albertini et Silem, 2008); Action de débourser; terme générique désignant toute sortie d'argent affectée à la réalisation d'une opération quelconque (ex. dépenses d'investissement ou de consommation) (Cornu, 2007). *En dehors des frais, chacune des parties supportera ses propres frais et dépenses relatifs à la négociation, la préparation et la mise en œuvre du présent contrat.*

diligência. s.f. Quer significar toda atenção ou cuidado que deve ser aplicado pelo agente, ou pessoa que executa um ato ou procede num negócio, para que tudo se cumpra com a necessárias regularidade. A diligência exprime, assim, a própria prudência adotada na execução de todos os atos e negócios jurídicos. Na terminologia forense, quer o vocábulo significar todo ato ou solenidade promovida por ordem do juiz, a pedido da parte, para que se cumpra uma exigência processual ou para que se investigue a respeito da própria questão ajuizada (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: cuidado ou zelo que se deve ter na guarda de

diligence. n.f. Soin apporté, avec célérité et efficacité, à l'accomplissement d'une tâche; qualité d'attention et d'application caractérisant une personne ou attendue d'elle (diligence du bon père de famille, diligence du mandataire) (Cornu, 2007); Exécution rapide et efficace d'une obligation (Lerat et Sourioux, 1994). *[...] s'engage à mettre en œuvre, pour l'exécution des prestations, toute la diligence requise et à exécuter ses missions conformément aux règles de l'art.*

uma coisa ou na execução de um ato negocial (Diniz, 2005). *A Contratada desempenhará os serviços enumerados na cláusula [...] com todo zelo, diligência e honestidade, observada a legislação.*

direito. s.m. Quer o vocábulo, etimologicamente, signifcar o que é reto, o que não se desvia, seguindo uma só direção, entendendo-se tudo aquilo que é conforme à razão, à justiça e à equidade. Mas, aí, se entende o Direito como o complexo orgânico, de que se derivam todas as normas e obrigações, para serem cumpridas pelos homens, compondo o conjunto de deveres, aos quais não podem fugir, sem que sintam a ação coercitiva da força social organizada. Em seu sentido objetivo, o Direito apresenta-se como um completo orgânico cujo conteúdo é constituído pela soma de preceitos, regras e leis, com as respectivas sanções, que regem as relações do homem, vivendo em sociedade. A característica dominante do Direito no seu sentido objetivo está portanto na coação social, meio de que se utiliza a própria sociedade para fazer respeitar os deveres jurídicos, que ela mesma instituiu, a fim de manter a harmonia dos interesses gerais e implantar a ordem jurídica (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Teoria geral do direito. Com base em Miguel Reale, pode-se dizer que direito é uma ordenação heterônoma das relações sociais baseada numa integração normativa de fatos e valores. Mas é preciso esclarecer que é um termo análogo, que comporta significados diversos, suscitando numa visão poliédrica várias definições (Diniz, 2005); (1) Termo polissêmico. (a) Sistema ordenado de preceitos de conduta social, segundo os critérios de justiça e equidade (corresponde ao inglês *law*). Um dos suportes da Sociologia, ao lado da Economia e da Política. (b) Faculdade de possuir, de fazer ou deixar de fazer alguma coisa, tendo por limite único a lei (corresponde ao inglês *right*). OBS. A doutrina jurídico-filosófica coincide quanto à dificuldade em encontrar uma definição do direito traduzida em fórmula única, em razão de suas diversas manifestações. (2) Tomando-se o direito, em seu contexto único e universal, como uma árvore, diz-se de cada um dos ramos que partem do tronco e, por sua vez, ramificam sempre em prolongamento, à medida que as novas disciplinas jurídicas, em razão do surgimento de novos fatos técnicos, tornam-se autônomas (Sidou, 2009). *O Contratante não*

droit. n.m. Ensemble des règles fixant ce qui est exigible et ce qui est permis dans le cadre d'une société donnée (Albertini et Silem, 2008); a) Ensemble de règles de conduite socialement édictées et sanctionnées, qui s'imposent aux membres de la société. V. positif (droit), loi, législation, code équité, ordonnancement juridique, corps de règles, système, norme, ordre juridique, corpus; en ce sens on distingue les Droits des différents Etats: Droit français, italien, etc., les Droits applicables aux différentes matières: Droit civil, commercial, pénal, administratif, etc.; b) Dans un sens technique de précision, le droit subjectif (on écrit droit -avec une minuscule - par opp. à Droit objectif): prérogative individuelle reconnue et sanctionnée par le Droit objectif qui permet à son titulaire de faire, d'exiger ou d'interdire quelque chose dans son propre intérêt ou, parfois, dans l'intérêt d'autrui. Ex. droit de propriété, droit de créance. Comp. intérêt, pouvoir, faculté, vocation, compétence, action (Cornu, 2007); Ensemble de textes normatifs et d'actes d'organes publics régissant les rapports sociaux (Lerat et Sourioux, 1994). *Le présent contrat sera régi conformément au droit français et les parties aux présentes seront soumises à la juridiction exclusive du tribunal de commerce de […].*

responderá por qualquer ônus, direitos ou obrigações vinculados à legislação tributária, trabalhista.

dirimir [controvérsias, dúvidas, questões, conflitos, litígios]. verbo. Anular, invalidar. 2. Impedir absoluta ou relativamente o casamento. 3. Decidir. 4. Extinguir (Diniz, 2005). *Fica eleito o Foro da cidade de [...] para dirimir quaisquer questões oriundas deste contrato.*

trancher [différend, litige, contestation]. verbe. [absent dans les œuvres d'appui]. *Tout litige qui pourrait naître à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution du présent contrat sera tranché par les Tribunaux […].*

discórdia. s.m. V. *divergência, discordância, controvérsia*. Divergência, desacordo, impugnação a ato praticado por outrem, com o que não se esta de acordo (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); a) contradição; b) desavença; c) discussão; d) luta; f) discordância (Diniz, 2005); Desacordo, discrepância (Sidou, 2009). *Prevalecendo porém a discórdia, será competente o Foro da Comarca de [...], Estado de [...].*

différend. n.m. V. *conflit, contestation*. Contestation entre deux ou plusieurs personnes provenant d'une divergence d'avis ou d'intérêt (Cornu, 2007); Conflit susceptible de dégénérer en litige (Lerat et Sourioux, 1994). *Le droit applicable au présent contrat est le droit français. Tout différend découlant du présent contrat sera soumis, à défaut d'accord amiable, au tribunal de commerce de […].*

dispensa. s.f. É tomado, modernamente, na acepção de isenção de encargo ou da prática de ato a que se estava obrigado. Mas, por analogia, é também empregado no sentido de licença ou concessão, em virtude da qual a pessoa pode praticar um ato que lhe era vedado (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Na linguagem jurídica , em geral, pode ter o sentido de: a) licença para a prática de certo ato a que se estava obrigado; b) isenção de encargo ou da obrigação de efetuar determinado ato; c) documento ou ato em que se concede uma licença. Direito civil: liberação do herdeiro, inserida em doação ou testamento, de colacionar os bens recebidos (Diniz, 2005); Isenção de dever ou encargo. Permissão para não fazer algo a que se esteja obrigado (Sidou, 2009). *No caso de rescisão, a dispensa pela Contratante da execução de quaisquer serviços, seja qual for a razão.*

décharge. n.f. Libération légale ou conventionnelle d'une obligation ou d'une charge. Ex. décharge d'une obligation alimentaire (C. civ., a. 209), d'une tutelle, d'un mandat (Cornu, 2007); Acte libérant quelqu'un d'une obligation (Lerat et Sourioux, 1994). *La réception de la prestation réalisée s'accomplit soit par pli recommandé avec A.R. ou par porteur spécial à qui le client signera une décharge.*

dissolução. s.f. Possui, na terminologia jurídica , o sentido genérico de extinção e ruptura. Assim, aplicado ao ato, ao contrato ou a qualquer fato jurídico, significa a ruptura ou o aniquilamento dos mesmos, em virtude do que ato, contrato ou fato são dados como extintos, separando-se ou se desligando todos os elementos que deles, antes, faziam parte para se apresentarem isoladamente e sem vínculo que os possa prender para o futuro (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: a) extinção de contrato ou de sociedade simples ou associação; b) desfazimento de um vínculo jurídico; c) cessação da sociedade ou do vínculo

dissolution. n.f. Rupture d'un lien; dissociation d'un groupe qui met fin légalement à une communauté d'intérêts et à l'existence juridique de ce groupe, dans des cas spécifiés (causes de dissolution) et avec des conséquences déterminés (comptes, liquidations, partage, etc.). Ex. dissolution du mariage par le décès d'un époux ou le divorce (C. civ., a. 227); dissolution de la communauté par les mêmes causes, par la séparation de corps ou de biens, etc. (C. civ., a. 1441); dissolution de la société pour les causes prévues par l'a. 1844-7 C. civ.; désigne plutôt, par rapport à d'autres types d'extinction, la fin pour une cause accidentelle,

conjugal (Diniz, 2005); Dir. Civ. Ruptura ou desmancho de um negócio jurídico (Sidou, 2009). *A decretação de falência ou a impetração de concordata da outra parte, além de sua dissolução judicial ou extrajudicial.*

d'un état de droit qui a valablement existé (à la différence de l'annulation) (Cornu, 2007); Cessation d'une situation juridique contractuelle (Lerat et Sourioux, 1994). *En outre, en cas de dissolution de la société alors que le présent contrat est en cours, ce contrat sera résilié de plein droit à l'expiration d'un préavis de […].*

dolo. s.m. Na terminologia jurídica, é empregado para indicar toda espécie de artifício, engano ou manejo com a intenção de induzir outrem à prática de um ato jurídico, em prejuízo deste e proveito próprio ou de outrem. Na acepção civil, o dolo é vício do consentimento, sendo seu elemento dominante a intenção de prejudicar (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: emprego de um artifício ou expediente astucioso para induzir alguém à prática de um ato que o prejudica e aproveita ao autor do dolo ou a terceiro (Diniz, 2005); (1) Dir. Civ. Vício de consentimento caracterizado na intenção de prejudicar ou fraudar outrem. (2) Dir. Penal: Intenção de praticar um mal que é capitulado como crime, seja por ação ou por omissão (Sidou, 2009). *Por todos os prepostos que atuarem nos serviços ora contratados, indenizando à Contratante, em caso de culpa ou dolo.*

dol. n.m. Comportement malhonnête, le plus souvent d'un contractant envers l'autre, sous forme de manœuvres, mensonges, feintes, collusion, etc., destinés à surprendre le consentement de l'autre partie (*omnis calliditas, fallacia, machinatio ad decipiendum, falendum, circumveniendum alterum adhibita*). 1) Dans la formation du contrat (vice du consentement, C. civ., a. 1166): toute tromperie par laquelle l'un des contractants provoque chez l'autre une erreur qui le détermine à contracter, pour cette raison nommé dol déterminant ou dol principal et correspondant au véritable dol encore appelé *dolus malus* (parce que seul sanctionné par le Droit) par opp. au *dolus bonus*. Comp. violence. 2) Dans l'exécution du contrat (facteur d'aggravation de la responsabilité contractuelle; C. civ. a. 1150): faute du débiteur qui se soustrait sciemment à ses obligations; on parle plus volontiers de la faute dolosive; s'oppose à la bonne foi et à la faute non intentionnelle; on la rapproche de la faute lourde (*culpa lata dolo aequiparatur*) (Cornu, 2007); Manœuvre frauduleuse, parfois mensonge ou réticence blâmable, ayant pour objet de tromper l'une des parties à un acte juridique en vue d'obtenir son consentement. Caractérise aussi, en matière délictuelle, la faute intentionnelle de causer un dommage autrui (Guillien et Vincent, 2009); Toute espèce d'habilité utilisé pour tromper une partie à un acte juridique (Lerat et Sourioux, 1994). *En outre, le prestataire garantit les dommages causés au client du fait de sa faute professionnelle, de son erreur sur la qualité substantielle de la prestation, de son dol, ou encore de sa négligence envers ledit client.*

duração. s.f. Exprime, em sentido lato, o tempo, em que um fato ou uma coisa tem existência. Possui, assim, acepção do tempo, que é marcado para a existência de uma coisa ou permanência de um fato, como esse mesmo tempo, que não depende da vontade humana, em que a coisa ou o fato por si mesmo se extingue. Neste particular, então, exprime sentido de certo modo distinto de prazo e de dilação pois sempre dá a ideia de permanência ou existência de alguma coisa, enquanto prazo e

durée. n.f. [absent dans les œuvres d'appui]. *Le prestataire s'engage, pour la durée du contrat, à participer, au bénéfice de la société et du groupe, aux activités suivantes.*

dilação, em sentido jurídico, quer dizer tempo marcado para a prática de um ato. A duração, assim, determina-se pelo tempo necessário para que a coisa se consume, ou para que um ato se pratique, não estando condicionada a termo fatal, mas às naturais contingências da execução do ato ou da extinção da coisa. Na técnica dos contratos, notadamente de sociedades, no entanto, é duração empregado como equivalente a prazo, seja prefixado ou determinado, ou seja não prefixado ou indeterminado. E, deste modo, duração significará o tempo de existência do contrato, ou da sociedade que por ele se formam (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: a) prazo do contrato social; b) prazo contratual determinado ou indeterminado. Tempo de vigência de uma norma (Diniz, 2005). *O presente contrato terá duração de [...] meses a contar da assinatura, sendo renováveis por igual período se não houver manifestação das partes.*

E

empregar. verbo. 1. Dar emprego a alguém. 2. Aplicar dinheiro em negócios. 3. Admitir pessoa como empregada para prestar serviços em estabelecimentos públicos. 4. Utilizar; fazer uso de (Diniz, 2005). *Fica estabelecido que por força deste contrato não se estabeleça nenhum vínculo empregatício de responsabilidade da Contratante, com relação ao pessoal que a Contratada empregar diretamente ou indiretamente, para a execução de serviços [...].*

employer. verbe. [absent dans les œuvres d'appui]. *À ne pas solliciter, employer à quelque titre que ce soit dans le cadre d'une activité concurrente de celles exercées par […] et/ou l'une quelconque des sociétés de son groupe, les salariés, mandataires sociaux ou autres prestataires au service de […].*

empresa. s.f. Possui o sentido de empreendimento ou cometimento intentado para realização de um objetivo. No sentido do Direito Civil e do Direito Comercial, significa empresa toda organização econômica, civil ou comercial, instituída para a exploração de um determinado ramo de negócios. E, assim, estritamente, dá-se a denominação ao próprio estabelecimento (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: organização civil que explora um ramo negocial (Diniz, 2005); Organização destinada à produção e/ou comercialização de bens e serviços, tendo como objetivo o lucro. Em função do tipo de produção, distinguem-se quatro categorias de empresas: agrícola, industrial, comercial e financeira, cada uma delas com um modo de funcionamento próprio. Independentemente da natureza do produto, a empresa define-se por seu estatuto jurídico, podendo ser pública, privada ou de economia mista. Uma empresa

entreprise. n.f. Unité économique autonome combinant divers facteurs de production, produisant pour la vente des biens et des services et distribuant des revenus en contrepartie de l'utilisation des facteurs. En ce sens, les organisations à activité marchande telles que société anonyme, banque, exploitation agricole, coopérative de production, constituent des entreprises. En revanche, les unités à caractère non marchand tel qu'un ministère ne peuvent pas être des entreprises. Il s'agit dans ce cas d'espèce, d'une administration publique. Il existe plusieurs formes d'entreprise et divers critères de classification avec à l'intérieur de chaque critère d'autres sous-critères de classification. Du point de vue juridique, on distingue les entreprises publiques et les entreprises privées. Au sein des entreprises publiques on peut distinguer la concession, la société d'économie mixte, les entreprises entièrement publiques du secteur concurrentiel

pode ser organizada de várias formas, dependendo da maneira como o capital se divide entre os proprietários (Sandroni, 1999); Dir. Civ. Termo de Economia designando a consecução de um objetivo econômico, tardiamente absorvido pelo Direito, para assinalar a entidade de fins econômicos, agora subordinado ao Dir. Civ. Organismo constituído de pessoas e capital, com o objetivo de fornecer ao mercado bens ou serviços em troca de lucro (Sidou, 2009). *Negligência das empresas envolvidas no processo ou erros e omissões do Contratante.*

(entreprise municipal, entreprise nationale), les établissements publics à caractère industriel et commercial, dont certains s'appellent offices, les régies directes. Au sein des entreprises privées, on distingue les entreprises individuelles et les entreprises en sociétés. Dans chaque cas on peut encore distinguer les entreprises civiles et les entreprises commerciales. Du point de vue économique, on classe les entreprises par secteur et par taille (Albertini et Silem, 2008); a) établissement industriel ou commercial. Ex. entreprise de manufactures, de transports, de spectacles publics; b) personne morale constituée sous forme de société ou d'établissement public pour la gestion d'une activité administrative à caractère économique (Cornu, 2007); Ensemble organisé de personnes et d'éléments corporels et incorporels permettant l'exercice d'une activité économique qui poursuit un objectif propre. Plusieurs sociétés juridiquement distinctes peuvent, au regard du droit de travail, constituer une entreprise (Guillien et Vincent, 2009); Unité de production marchande (Lerat et Sourioux, 1994). *Il est expressément convenu entre les parties que le prestataire pourra, à tout moment, et comme il l'entend, avoir recours à des sous-traitants et plus généralement à tout prestataire extérieur à son entreprise, pour l'exécution du contrat.*

empresário. s.m./s.f. Assim se diz da pessoa que dirige ou é dona de uma empresa. A empresa pode pertencer a uma firma individual, como pode pertencer a uma firma coletiva. A empresa, e assim, firma empresária, mostram-se entidades distintas porque uma indica a organização e a outra a pessoa física ou jurídica a quem pertence (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito empresarial: a) Sujeito de direito responsável pela criação e direção de uma empresa, assumindo os riscos inerentes à execução da atividade econômico-empresarial que tem por fim a produção, a circulação, ou troca de bens ou serviços, desde que devidamente inscrito no Registro Público de Empresas Mercantis. b) Aquele que, visando lucro, investe capital na organização e realização de espetáculos artísticos; c) Aquele que, ante o fato de o exercício da profissão constituir elemento de empresa, prática atos profissionais intelectuais, de natureza artística, literária ou científica, mesmo com o concurso de auxiliares ou colaboradores (Diniz, 2005); Pessoa ou grupo de pessoas que inicia e/ou administra uma empresa, assumindo a

entrepreneur. n.m./n.f. Terme utilisé pour la première fois, semble-t-il, par R. Cantillon (1735). Il désigne une personne ou groupe de personnes qui assume les risques de créer et de gérer une entreprise en mettant en œuvre les divers facteurs de production - ressources naturelles, ressources humaines ou travail, capital - en vue de produire et de vendre sur un marché des biens et des services (Albertini et Silem, 2008); Dans le contrat d'entreprise, celui qui s'engage à faire un ouvrage; en ce sens générique, l'architecte, le transporteur, le réparateur, l'entrepreneur de construction sont des entrepreneurs, de même que toute personne qui s'engage à fournir un ouvrage par contrat de louage d'ouvrage (C. civ., a. 1792-1). Syn. locateur d'ouvrage. V. maître de l'ouvrage, tâcheron, prestataire (Cornu, 2007); Dans le contrat de louage d'ouvrage et d'industrie, ou contrat d'entreprise, partie qui s'engage à exécuter des travaux au profit de l'autre (Guillien et Vincent, 2009); Celui qui s'engage contractuellement à exécuter les travaux (Lerat et Sourioux, 1994). *Mademoiselle […] (entrepreneur).*

responsabilidade por seu funcionamento e eficiência. Encarrega-se de reunir e coordenar os fatores de produção no processo produtivo, avaliar os mecanismos de oferta e demanda e assumir os riscos inerentes ao empreendimento. É quem cuida do suprimento de capital, compra e combina os insumos e decide o nível da produção (Sandroni, 1999); Dir. Emp. Aquele que, em caráter individual ou em sociedade, exerce profissionalmente atividade econômica organizada para produção ou a circulação de bens ou de serviços (Sidou, 2009). *Os clientes, haja identificação clara e objetiva das necessidades dos empresários e dos serviços a serem prestados pelo contabilista.*

encargo. s.f. Na terminologia jurídica possui o amplo sentido de indicar a obrigação ou gravame (ônus), imposto como restrição ou limitação ao direito adquirido ou como o dever a ser cumprido (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); 1. Direito civil: cláusula acessória, em regra, aderente a atos de liberalidade de *inter vivos* (doação) ou *mortis causa* (testamento, legado), embora possa aparecer em promessas de recompensa ou em outras declarações unilaterais de vontade, que impõe um ônus ou uma obrigação à pessoa natural ou jurídica contemplada pelos referidos atos. Pode consistir numa prestação em favor de quem o institui ou de terceiros, ou mesmo numa prestação sem interesse particular para determinada pessoa. 2. Direito tributário: tributo (Diniz, 2005); Dir. Obr. Condição acessória de um negócio jurídico que estabelece, em caráter compulsório, modificação na vantagem por ele criada, quer quanto ao uso e gozo da coisa, quer pela exigência de certa prestação (Sidou, 2009). *A contratada não se responsabiliza pelo desligamento de domínio em caso de não pagamento das taxas dos órgãos de registro de domínios, bem como o não envio dos documentos solicitados por estes órgãos. Neste caso a responsabilidade de pagamento dos encargos devidos à estes órgãos deverão ser diretamente acertados com os mesmos.*

Cf. acordo, ajuste.

charge. n.f. Coût, dépense (Albertini et Silem, 2008); a) ce qui incombe par devoir à une personne. b) dépenses incombant à une collectivité ou à une personne; poids financier souvent inhérent à une situation (charges de famille, charges copropriété), parfois en contrepartie d'un avantage (Cornu, 2007); Ensemble des contributions obligatoires versées par les employeurs à différents organismes à finalité sociale et liées à la masse salariale (Guillien et Vincent, 2009); Dépenses structurelles (Lerat et Sourioux, 1994). *[...] correspondant au total des charges supportées par le prestataire au titre des équipes des équipes et personnels impliqués dans l'accomplissement des prestations de services.*

entente. n.f. a) situation de bonne intelligence, concorde, union. Ex. entente des associés, des frères et sœurs, des parents. Ant. différend, litige, désaccord; b) arrangement. Ex. trouver dans une transaction un terrain d'entente. (Cornu, 2007); Action collective ayant pour objet ou pour effet de fausser ou d'entraver le jeu de la concurrence, formalisée dans un accord ou résultant seulement d'une pratique

concertée. Les ententes sont en principe interdites en droit interne et communautaire (Guillien et Vincent, 2009); Pratique concertée entre plusieurs entreprises (Lerat et Sourioux, 1994). *A défaut d'entente entre les arbitres, le troisième sera désigné par ordonnance du président de la juridiction précitée.*

erro. s.m. Na técnica jurídica , entende-se a falsa concepção acerca de um fato ou de uma coisa. É, assim, a ideia contrária à verdade, podendo, pois, ser o falso tomado como verdadeiro ou o verdadeiro como falso (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: noção inexata, não verdadeira, sobre alguma coisa, objeto ou pessoa, e que influencia a formação da vontade. Se influi na vontade do declarante, impede que ela se forme em consonância com sua real motivação; tendo sobre um fato ou um preceito noção incompleta, o agente emite sua vontade de modo diverso do que manifestaria se dele tivesse conhecimento exato ou completo (Orlando Gomes). Erro é o estado da mente que, por defeito do conhecimento da verdadeira situação das coisas, impede uma real manifestação da vontade (Fubini), e que pode tornar anulável o negócio se for substancial e escusável (Diniz, 2005); Dir. Civ. Vício no processo de formação da vontade, em forma de noção falsa ou imperfeita sobre alguma coisa ou alguma pessoa. Difere de ignorância em que, enquanto essa traduz o desconhecimento total, o erro significa o conhecimento incompleto. Subdivide-se em erro substancial, ou essencial, e erro acidental (Sidou, 2009). *A responsabilidade relativa à qualidade e/ou ao efeito do atendimento, caberá, exclusivamente, ao profissional que prestou o serviço, competindo-lhe responder em juízo, se for o caso, por qualquer erro ou falha técnica ocorrida.*

erreur. n.f. Fait de se tromper qui, le plus souvent, entache d'un vice de formation de l'acte (contrat, décision, etc.) accompli sous l'empire de cette fausse représentation. Ex. de la part d'un contractant, l'erreur constitue un vice du consentement, cause de nullité (on parle d'erreur spontanée par opp. au dol, erreur provoquée); erreur de calcul dans l'établissement d'un compte (Cornu, 2007); Appréciation inexacte portant sur l'existence ou les qualités d'un fait, ou sur l'existence ou l'interprétation d'une règle de droit (Guillien et Vincent, 2009); Appréciation inexacte d'un fait, d'une identité ou d'une règle (Lerat et Sourioux, 1994). *En outre, le prestataire garantit les dommages causés au client du fait de sa faute professionnelle, de son erreur sur la qualité substantielle de la prestation, de son dol, ou encore de sa négligence envers ledit client.*

estado civil. s.m. É o estado que decorre ou se gera de um fato jurídico, mesmo, como o nascimento, sem dependência da vontade humana. Pode referir-se à liberdade, à família, ou à cidade. Nele se computam todos os estados da pessoa, considerados como as qualidades que lhe são inerentes e que a lei toma em consideração para lhe conferir efeitos jurídicos (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: soma das qualificações da pessoa natural, permitindo sua apresentação na sociedade numa determinada situação jurídica, para que possa usufruir dos benefícios e das vantagens dela decorrentes e sofrer os ônus e as obrigações que

[état civil, absent dans les CPSF].

dela emanam. O estado civil da pessoa rege-se por normas de ordem pública e, por constituir um reflexo da personalidade, é indivisível, indisponível, imprescritível e irrenunciável. Como ensina Clovis Bevilaqua, o "estado das pessoas é o seu modo particular de existir", que pode ser encarado sob os aspectos individual, ou físico, familiar e político. O estado individual, ou físico, é a maneira de ser da pessoa quanto à idade, ao sexo e à saúde mental e física, elementos que influenciam sua capacidade civil; o estado familiar indica a sua situação na familia; e o estado político, a sua qualidade jurídica , que advém da sua posição na sociedade política, caso em que é nacional, naturalizada ou estrangeira (Diniz, 2005); Direito civil: situação do indivíduo em face da organização da família: casado, solteiro, menor, viúvo, divorciado, separado judicialmente (Sidou, 2009). *Contratante:Nome: [...], Nacionalidade: [...], Estado Civil: [...], Profissão: [...], Carteira de Identidade nº [...], C.P.F. nº [...], residente e domiciliado na Rua [...], nº [...], bairro [...], Cep [...], Cidade [...], no Estado [...].*

estipulação. s.f. É tido no mesmo sentido de cláusula, em virtude do que se entende toda a promessa, obrigação ou condição imposta convencionalmente, para ser cumprida por uma das partes ou reciprocamente pelos contratantes. Por vezes, é tomado no sentido de contrato. Mas este se mostra o todo, em que se contém as estipulações ajustadas pelas partes, nas quais se geram e se firmam as obrigações, promessas e condições insertas no contrato (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Teoria geral do direito e direito civil. 1. acordo, ajuste, convenção. 2. cláusula contratual (Diniz, 2005); Dir. Obr. Ajuste, por meio de contrato, estabelecendo as condições a que se subordinam as partes. Preceito contido na cláusula contratual (Sidou, 2009). *[...] exigir da contratada a estrita obediência às estipulações deste contrato, à documentação a ele anexa.*

stipulation. n.f. a) clause d'un contrat, élément expressément prévu dans une convention et en général formellement énoncé par écrit; b) par ext., toute prévision contractuelle; c) (sens orig. restreint). Clause par laquelle un contractant fait prendre à l'autre un engagement en sa faveur ou au profit d'autrui. V; consentement, clause d'objectifs (Cornu, 2007); Expression de la volonté énoncée dans une convention. Le législateur dispose et les parties stipulent (Guillien et Vincent, 2009); Clause expresse d'un contrat (Lerat et Sourioux, 1994). *Si une stipulation du présent contrat est ou devient illégale, invalide ou inopposable en application d'un droit quelconque, les parties chercheront rapidement à substituer cette […]*

ética. s.f. Na terminologia da técnica profissional, é o vocábulo usado, sob a expressão de ética profissional, para indicar a soma de deveres, que estabelece a norma de conduta do profissional no desempenho de suas atividades e em suas relações com o cliente e todas as demais pessoas com que possa ter trato. Assim, estabelece a pauta de suas ações em todo e qualquer terreno, onde quer que venha exercer a sua profisssão. Em regra, a ética profissional é

[éthique, absent dans les CPSF].

fundada no complexo de normas, estabelecidas pelos usos e costumes. Mas pode ser instituída pelos órgãos, a que se defere autoridade para dirigir e fiscalizar a profissão. Os advogados possuem o seu Código de Ética Profissional instituído pelo Conselho Federal da Ordem dos Advogados. E, em seu primeiro artigo, sintetiza toda a essência da ética a ser seguida pelo advogado: "Os deveres do advogado compreendem, além da defesa dos direitos e interesses que lhe são confiados, o zelo do prestígio de sua classe, da dignidade da magistratura, no aperfeiçoamento das instituições de Direito, e, em geral, do que interesse à ordem judicial (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Filosofia do direito: a) estudo filosófico dos valores morais e dos princípios ideais de comportamento humano; b) deontologia; c) ciência dos costumes ou moral descritiva (Ampère); d) conjunto de prescrições admitidas por uma sociedade numa dada época; e) ciência que tem por objeto a conduta humana; etologia; etografia; f) ciência que toma por objeto imediato o juízo de apreciação de atos; juízo de valor relativo à conduta (Lalande); g) ciência do comportamento moral do ser humano no convívio social (Geraldo Magela Alves); teoria ou investigação de uma forma de comportamento humano (Diniz, 2005); Ciência da moral (Sidou, 2009). *O contratado cumprirá rigorosamente seus deveres de observância de sigilo e da ética profissional, fazendo as recomendações oportunas.*

exclusão. s.f. Entende-se, geralmente, o afastamento de uma coisa ou pessoa da situação ou local em que se encontram, ou o impedimento para que possa alguém fruir as coisas que se estabelecem pelo uso ou pelo direito comum. Dentro deste conceito, exclusão pode significar tanto a não inclusão, em virtude do que uma coisa não é computada ou não é considerada em relação a outras, ou uma pessoa não é incluída ou é impedida de participar de qualquer fato, como traz o sentido de remoção, pela qual é a coisa afastada de onde se encontra, ou é a pessoa inibida ou vedada de praticar os atos que lhe eram atribuídos, ou de exercer a função anteriormente cometida. Em certos casos, possui o vocábulo o sentido de interdição, pois que, quando se impede alguém de praticar um ato, em caráter temporário ou mesmo efetivo, se tem semelhante ideia (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Lógica jurídica : Relação lógica de duas classes que não possuem

exclusion. n.f. Mode négatif de choix. V. exhérédation (Cornu, 2007). *Article […] exclusion du droit d'annulation pour certaines prestations de services.*

qualquer elemento comum ou de duas características que não podem pertencer, concomitantemente, ao mesmo sujeito (Lalande). 2) Na linguagem jurídica em geral, pode ter o sentido de a) impedimento, b) interdição c) não-inclusão; d) afastamento de coisa ou pessoa de uma determinada situação ou de um local; remoção; e) ato ou efeito de excluir; f) exceção; g) reprovação; h) privação de funções (Diniz, 2005). *Contratante, consistentes, sem exclusão de outros, naqueles discriminados e especificados no anexo I que, rubricado pelas partes, integra o presente.*

exclusividade. s.f. Entende-se tudo que traga a qualidade de exclusivo, ou seja, quem vem só, unicamente, sem admissão de outra coisa (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Nas linguagens jurídicas e comum: a) qualidade daquilo que é exclusivo; b) diz-se da cláusula inserida em certos contratos para vincular as partes entre si e impedir a celebração de outro contrato do mesmo tipo com terceiros ou o exercício em benefício destes de atividade igual ou similar; c) monopólio. Direito comercial: Privilégio dado somente a um comerciante para vender mercadoria de uma empresa (Diniz, 2005). *A prestação de serviços ajustada será sem caráter de exclusividade pela contratada.*

exclusivité. n.f. Modalité affectant une obligation contractuelle, en vertu de laquelle le débiteur réserve à son créancier, à l'exclusion de tout autre bénéficiaire, un genre de prestations mises à sa charge par le contrat (approvisionnement, fourniture, mandat, licence…). Clause ou contrat d'exclusivité: stipulation ou convention conférant à un contractant le bénéfice de l'exclusivité. V. franchisage, concession (Cornu, 2007); Clause d'un contrat par laquelle l'une des parties d'engage à ne pas conclure d'autres accords identiques avec un tiers (Guillien et Vincent, 2009); Clause par laquelle l'acheteur, cessionnaire ou locataire de biens meubles s'engage, vis-à-vis de son vendeur, cédant ou bailleur, à ne pas faire usage d'objets semblables ou complémentaires en provenance d'un autre fournisseur (Lerat et Sourioux, 1994). *Clause d'exclusivité.*

execução. s.f. Possui, na terminologia jurídica, uma variedade de acepções, todas elas tendentes a mostrar a intenção ou o desejo de levar a cabo alguma coisa, ou de realizar um plano ou projeto, concebido anteriormente, ou concluir o que fora iniciado. Significa, assim, o ato ou a ação, que não vem isolada. Surge como complemento, cumprimento ou conclusão de coisa ou de fato já existentes anteriormente. Pela execução, assim, completa-se, conclui-se, ou cumpre-se o que anteriormente estava determinado, decidido ou projetado. Em qualquer aspecto, pois, quer significar o ato que vem para cumprir ou completar alguma coisa ou para compelir alguém a cumprir ou completar o que era de seu dever (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: a) ato, efeito ou modo de executar; b) realização ou conclusão de uma obra, contrato ou projeto; c) desempenho do mandatário no cumprimento do mandato, efetivando os atos de sua incumbência

exécution. n.f. Accomplissement, par le débiteur, de la prestation due; fait de remplir son obligation (impliquant satisfaction donnée au créancier). V. paiement, observation, désintéressement (Cornu, 2007); Réalisation effective d'une obligation (Lerat et Sourioux, 1994). *Le prestataire s'engage à mettre en œuvre, pour l'exécution de l'ensemble des prestations à sa charge aux termes de la présente convention, toute la diligence et le soin requis.*

ordenados pelo mandante; d) imposição do adimplemento de um dever legal ou de uma obrigação contratual; e) representação ou interpretação de obra artística ou musical; f) cumprimento (Diniz, 2005); Ato pelo qual a autoridade judicial obriga uma pessoa física ou jurídica a cumprir algo que era de seu dever, em decorrência de solicitação processual de uma parte prejudicada. Resume-se no cumprimento de uma sentença, constrangendo o réu (devedor) a assumir uma obrigação que é comprovadamente de sua responsabilidade. É a parte final de uma ação judicial (Sandroni, 1999); Dir. Proc. Civ. Uma das atividades jurisdicionais, desenvolvida mediante procedimento próprio, com o fim de assegurar ao detentor de título executivo, judicial ou extrajudicial, a satisfação de seu direito (Sidou, 2009). *A alteração social ou modificação da finalidade ou da estrutura da empresa, que prejudique ou impeçam a execução deste contrato.*

executar [os serviços, decisão do tribunal, as atividades]. verbo. 1. Direito civil e direito autoral. a) interpretar obra artística; tocar; cantar; b) cumprir de modo espontâneo uma obrigação. 2. Direito processual civil. a) promover, em juízo, a execução do devedor, para que venha a cumprir prestação a que se obrigara; b) penhorar (Diniz, 2005). [...] *quando não houver expediente no Escritório ou na Empresa em um desses dias, a fim de que o Contratado(a) possa executar seus serviços na conformidade com o citado neste instrumento.*

exécuter [les prestations, les obligations, les missions, les travaux]. verbe. [absent dans les œuvres d'appui]. *Dans le cadre du présent contrat de prestations de services, le client reconnaît avoir transmis au prestataire tous les éléments d'informations lui permettant d'exécuter une prestation.*

exercer [os direitos, fiscalização nos serviços]. verbo. Entende-se pôr em ação alguma coisa ou desempenhar alguma atividade, pública ou particular. Embora de significado análogo, na técnica exercer não é aplicado no mesmo sentido de exercitar. Exercitar dá mais a ideia de praticar, ou seja, pôr-se em ação para uma aprendizagem. Exercer quer mais propriamente exprimir desempenhar, dar andamento, apresentando-se, mesmo, por vezes, como executar, pois que executar também significa pôr em ação, em movimento, realizar alguma coisa, sentido que também se empresta ao verbo exercer. Neste sentido, então, é que se diz exercer um direito (pô-lo em ação); exercer um cargo (desempenhá-lo); exercer uma atividade (realizar um mister). Na prática jurídica, exercer geralmente, é aplicado no sentido de desempenhar ou fazer valer. E nesta razão está seu conceito integrado no sentido da capacidade

exercer [l'activité, la profession, un droit]. verbe. [absent dans les œuvres d'appui]. *Dans l'hypothèse où la société exercerait sa faculté de résiliation anticipée dans le cas visé au (b) ci-dessus, le prestataire aura droit à une indemnité de résiliation dont le montant correspondra à la totalité des sommes qui auraient été dues par la société au prestataire au titre de l'article [...].*

de exercer e no poder de exercer, relativos aos direitos ou aos encargos, como às funções (Oscar José De Plácido e Silva, 2007). 1. Desempenhar uma função. 2. Levar a efeito um direito. 3. Praticar. 4. Cumprir uma obrigação ou dever jurídico. 5. Usar de prerrogativas ou poderes (Diniz, 2005). *A […] exercerá a fiscalização, no que tange ao cumprimento das cláusulas deste contrato, devendo para tanto, diligenciar no sentido de lhe ser fornecido elementos indispensáveis para tal finalidade.*

exigir [obediência, obrigação, valores, o cumprimento]. verbo. 1. Teoria geral do direito. Prescrever; ordenar; impor legalmente certo comportamento, obrigação ou dever. 2. Direito processual civil. a) reclamar judicialmente um direito; b) requerer. 3. Direito civil. Obrigar alguém, juridicamente e em decorrência de contrato, a dar, a fazer ou não fazer alguma coisa (Diniz, 2005). *A omissão de qualquer das Partes em exigir o cumprimento de quaisquer das Cláusulas e disposições deste instrumento ou da Solicitação de Serviços, uma ou reiteradas vezes, não será considerado, em nenhum caso, como a renúncia, nem privará esta Parte do direito de exigir o estrito cumprimento das obrigações contratuais a qualquer tempo.*

exiger [le paiement, le remboursement, les délais]. verbe. Réclamer comme un dû l'exécution d'une prestation; pour le créancier, exiger le paiement de la dette, pour la victime, la réparation du dommage; Poser une condition à la conclusion d'une opération; Requérir comme gage de succès une qualité supérieure (Cornu, 2007). *Le prestataire craindra parfois de s'engager sur des délais impératifs; le client, pour sa part, aura tout intérêt à les exiger sous diverses sanctions, en termes de pénalités ou de résiliation, qui seront retrouvées ci-après.*

exigível. adj. Aplicado para indica toda obrigação ou dívida que pode ser exigida ou pedida para ser cumprida, desde que tenha chegado ao termo de seu vencimento. Assim, para ser exigível, é necessário que esteja vencida a obrigação ou a dívida, pois que, mesmo que devida, somente o vencimento lhe atribui a qualidade (Oscar Joseph De Plácido e Silva, 2007). Aquilo que pode ser exigido ou cobrado em virtude de disposição legal ou contratual (Diniz, 2005). *Fica estipulada a multa contratual de uma parcela mensal vigente relativa aos honorários, exigível por inteiro em face da parte que der causa à rescisão motivada, sem prejuízo da penalidade específica do item 4.2.2., se o caso.*

exigible. adj. Qui peut être aussitôt exigé ; qui est dû sans terme ni condition ; se dit aussi bien de la créance ou de la dette dont le paiement peut être immédiatement réclamé (au besoin en justice) sans attendre l'échéance d'un terme ou l'avènement d'une condition, que de la prestation qui peut être exigée (Cornu, 2007). Se dit d'une obligation dont l'exécution peut être réclamée sans délai (Lerat et Sourioux, 1994). *Le montant de la contrepartie de la prestation de diagnostic et de la prestation de home staging seront exigibles soit lors de la signature de l'acte de vente du bien objet du présent contrat […].*

extrajudicial. adj. É locução empregada para designar os atos, que se fazem ou se processam fora do juízo, isto é, sem a presença ou presidência do juiz. Na terminologia do mandato, extrajudicial indica o mandato que é dado e passado para negócios ordinários, fora da ação judicial. É o mandato comum ou ad negotia, em distinção ao mandato ad judicia

extrajudiciaire. adj. Qui a lieu en dehors d'une instance en justice (en dehors de toute instance, plus rarement en dehors d'une instance déterminée) (Cornu, 2007). *[...] suivant ladite mise en demeure, sans formalité judiciaire ou extrajudiciaire, ainsi que sans préjudice de tous les dommages et intérêts auxquels la Partie*

(Oscar Joseph De Plácido e Silva, 2007). 1. Direito processual. a) Diz-se daquilo que se faz sem formalidade judicial ou sem processo; b) o que não se refere a processo; c) o que se realiza sem a presença do magistrado ou sem a intervenção judiciária; d) ato que se processa fora do juízo. 2. Direito civil. Diz-se do mandato ad *negotia relativo* a negócios ordinários (Diniz, 2005). Dir. Proc. Qualidade do ato que pode completar-se validamente sem ser perante autoridade judiciária (Sidou, 2009). *Considerar-se-á rescindido o presente contrato, independentemente de notificação judicial ou extrajudicial, caso qualquer das partes contratantes venha a infringir cláusula ora convencionada.*

lésée pourrait prétendre.

F

falecimento. s.m. É usualmente empregado para indicar a morte ou passamento de uma pessoa. Significa, também, extinção ou carência de alguma coisa, falta ou defeito. Nesta acepção, possui sentido equivalente à falência (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); a) ato de morrer; b) óbito; c) término da existência da pessoa natural; d) defeito; e) carência; f) extinção; g) privação (Diniz, 2005); Dir. Civ. Termo de existência da pessoa natural. Morte. (Sidou, 2009). *Ocorrendo o falecimento do contratante titular, na vigência do contrato, cessará, automaticamente, o atendimento aos dependentes e aos demais beneficiários.*

décès. n.m. Mort naturelle, terme de la vie qui marque la fin de la personnalité, fait doté d'effets juridiques essentiels, soit extinctifs (dissolution du mariage, C. civ. a. 227 et du régime matrimonial, a. 1442), soit dévolutifs (ouverture de la succession et transmission du patrimoine du défunt, a. 718, maintien de certaines relations juridiques, ex. les baux, a. 1742, comp. pour le mandat et la société les a. 2003, 2008 s., 1865, 1867), qui laisse subsister la protection posthume du défunt (respect des dernières volontés, de sa mémoire, de son image, de son cadavre), mais dont la constatation et la date précise, selon les critères de la médecine, en l'absence de définition juridique, posent aujourd'hui de délicats problèmes, en raison des techniques de réanimation et de survie prolongée (Cornu, 2007); Mort de la personne physique mettant un terme à la personnalité juridique, sous réserve de la protection posthume des dernières volontés, de l'image, du cadavre et de la mémoire du décédé (Guillien et Vincent, 2009). *Néanmoins il pourra être résilié sans préavis en cas de force majeure, notamment en cas d'abandon de la mission commencée, de défaillance de l'entreprise, du décès ou de l'incapacité notoire du consultant.*

falência. s.f. V. *insolvência*. Insolvência de empresa ou de empresário que, sem relevante razão de direito, deixa de pagar no vencimento obrigação líquida e certa, cujo valor ultrapasse o equivalente a 40 salários mínimos, ou que deixou de cumprir obrigação assumida no plano de recuperação judicial (Sidou, 2009). *Pode o contratante considerar rescindido o presente*

liquidation judiciaire. n.f. par opp. au redressement judiciaire (proprement dit), autre issue de la procédure dite de redressement judiciaire (en prononçant la liquidation et en nommant un liquidateur) lorsqu'il n'existe pour l'entreprise aucune chance sérieuse de survie (par continuation ou cession) et qui, consistant dans la réalisation de l'actif et l'apurement du

contrato, independentemente de aviso, notificação ou comunicação, nos casos de falência , dissolução ou da contratada.

passif, s'accompagne nécessairement du dessaisissement du débiteur ainsi que de la cessation de l'activité, sauf autorisation judiciaire de maintenir provisoirement celle-ci dans l'intérêt public ou celui des créanciers (Cornu, 2007); *Le présent contrat est résilié de plein droit en cas de cession, totale ou partielle, ou de liquidation.*

falta. s.f. É empregado na terminologia jurídica em várias significações, notadamente como defeito, ausência, culpa ou transgressão. Na técnica do Direito Civil, exprime notadamente o sentido de ato ou omissão, constituído por ação voluntária, propositada ou involuntária, que venha transgredir ou contrariar o cumprimento de uma obrigação ou de um dever jurídico, decorrentes seja de imposição contratual ou seja de prescrição legal. É tido, assim, na acepção de não cumprimento ou transgressão. E, por vezes, na de culpa. Neste sentido, a falta, como a culpa, pode ser grave ou leve, subordinando-se, pois, à graduação, segundo a intensidade da ofensa ao direito ou à obrigação que dela se gera (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Na linguagem jurídica em geral, pode significar: a) culpa, que se manifesta por negligência, imprudência ou imperícia; b) penúria; c) engano ou erro; d) o fato de não existir; e) ausência, morte; f) não-observância de uma norma legal ou contratual; g) ato ilícito (Diniz, 2005). *A falta de pagamento de qualquer parcela de honorários faculta à contratada suspender, imediatamente, a execução dos serviços ora pactuados.*

absence. n.f. Défaut, manque, non-existence (Cornu, 2007). *A l'issue de cette période et en l'absence de toute dénonciation dans les conditions de l'article […], la présente convention sera renouvelée, par tacite reconduction, pour des périodes successives de […] mois.*

fatura. s.f. Na técnica jurídico-comercial, no entanto, é especialmente empregado para indicar a relação de mercadorias ou artigos vendidos, com os respectivos preços de venda, quantidade e demonstrações acerca de sua qualidade ou espécie, extraída pelo vendedor e remetida por ele ao comprador. A fatura, ultimando a negociação, já indica a venda que se realizou. A fatura é o documento representativo da venda já consumida ou concluída, mostrando-se o meio pelo qual o vendedor vai exigir do comprador o pagamento correspondente, se já não foi paga e leva o correspondente o recibo de quitação (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito comercial: relação das mercadorias vendidas, contendo sua quantidade, qualidade, marca, peso, preço, condições de pagamento, etc., que acompanha sua remessa ao serem expedidas ao comprador. Trata-se da nota de venda; b) documento

facture. n.f. Pièce comptable donnant le détail des marchandises fournies ou des travaux exécutés, avec indication en regard du prix de chaque objet ou service et qui, en matière commerciale, fait preuve du contrat lorsqu'elle est acceptée. (C. com., a. 109) et de la libération du débiteur lorsqu'elle est acquittée (C. com., a. 101) (Cornu, 2007); Écrit dressé par un commerçant et constatant les conditions auxquelles il a vendu des marchandises, loué des objets ou assuré un certain service (Guillien et Vincent, 2009); Ecrit rédigé en double exemplaire par tout professionnel qui y fait figurer la date de la vente du produit ou de la prestation de service ainsi que la quantité, la dénomination précise et le prix unitaire hors TVA (Lerat et Sourioux, 1994). *Les factures relatives à la rémunération due par le bénéficiaire au prestataire au titre du présent contrat seront émises en euros par le*

comprobatório da compra e venda mercantil, pelo qual o vendedor pode exigir o preço do comprador. Na hipótese de venda a crédito, é indispensável para a extração da duplicata mercantil; c) conta por miúdo que se forma a partir do valor de uma mercadoria que servirá, de regra, à venda; d) conta que demonstra os valores devidos por uma pessoa a outra, em relação aos serviços prestados (Diniz, 2005); Documento contábil que comprova a venda de uma mercadoria ou de um serviço. Como os impostos são cobrados sobre os valores registrados nas faturas, elas são documentos que permitem a circulação das mercadorias. Sem fatura ou nota fiscal, os produtos não podem circular e, se o fizerem, estarão sujeitos ao confisco, pois presume-se que há neste caso sonegação de impostos (Sandroni, 1999); Dir. Com. Escrito unilateral do vendedor, descritivo das mercadorias vendidas ou dos serviços contratados, indicando as condições da venda ou dos serviços, e que, na dependência do prazo ajustado, autoriza a emissão da duplicata (Sidou, 2009). *Conforme o excedente na próxima fatura, e o valor está especificado e divulgado no site da contratada.*	*prestataire.*
fiel. adj. Quer o vocábulo determinar tudo aquilo que possa ser feito com exatidão ou consoante os deveres impostos. Em relação às pessoas, entende-se toda aquela que é de confiança ou em quem se confia, por julgá-la com as qualidades de cumprir todos os encargos ou misteres que lhe sejam cometidos com perfeita exatidão ou fidelidade (Oscar Joseph De Plácido e Silva, 2007). Na linguagem jurídica em geral: a) exato; b) verídico; c) o que reproduz exatamente o original; d) leal; e) o que guarda fidelidade; f) probo; g) aquele que cumpre o que se obriga; h) diz-se da memória que conserva com exatidão os fatos ou ideias; i) aquele a quem se confia a guarda de valores (Diniz, 2005). Probo, íntegro (Sidou, 2009). *Para o livre desempenho das tarefas, deverão ser dadas ao contratado as condições necessárias, sem as quais não se responsabilizará pela fiel execução dos serviços.*	[fidèle, absent dans les CPSF]
filial. s.f. Na técnica jurídica, quer o vocábulo significar toda casa comercial ou estabelecimento mercantil, industrial ou civil, dependentes ou ligados a um outro que, em relação a eles, tem o poder de mando ou de chefia. Genericamente, designa agência ou sucursal, embora, às vezes, agência não	**filiale.** n.f. Entreprise dont 50% au moins du capital est détenu par une autre entreprise, dite société mère. En fait, une entreprise peut exercer un réel pouvoir de décision dans une autre avec une prise de participation largement inférieure au seuil légal définitionnel de la filiale. Pour les firmes multinationales, on

signifique filial ou estabelecimento dependente de outro. Em sentido rigorosamente mercantil, procura-se distinguir a filial da sucursal, não obstante, legalmente, ambas possuírem igual significação jurídica, ou seja, a de estabelecimento dependente ou ligado a outro (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito comercial: estabelecimento empresarial ligado à matriz, da qual depende, com poder de representá-la, sob a direção de um preposto, que exerce atividade econômico-jurídica dentro das instruções dadas; b) sucursal - agência; c) ação decorrente de outra, dada como bonificação pela sociedade por ações, sendo por isso designada "filhote"; d) empresa que deriva de outra, mantendo sua subordinação jurídica ou econômica; e) casa de crédito que depende da outra (Diniz, 2005); Dir. Emp. Estabelecimento comercial dependente de outro, que é a matriz (Sidou, 2009). *Pelos motivos acima mencionados, a contratante tem interesse em contratar os serviços da contratada, para auxiliar-lhe na implantação de uma filial que a mesma pretende constituir futuramente no Brasil.*

distingue la filiale relais qui s'inscrit dans une stratégie de diffusion commerciale des produits, et la filiale atelier qui relève d'une stratégie de délocalisation de la production (Albertini et Silem, 2008); Terme désignant (par abréviation et substantivation) la société dont un pourcentage du capital social (en gén. plus de la moitié) appartient à une société (dite société mère). Comp. participation, succursale, établissement secondaire, entreprise commune, holding, groupe de sociétés, concentration, affiliation (Cornu, 2007); Société dont le capital est détenu pour plus de moitié par une autre, dite société mère, dont elle est juridiquement distincte, mais économiquement et financièrement dépendante (Guillien et Vincent, 2009); Société dont plus de la moitié du capital appartient à une autre société (Lerat et Sourioux, 1994). *Toutes les informations et conseils fournis par le prestataire au bénéficiaire sont à usage exclusif du bénéficiaire et de ses filiales et devront être gardés confidentiels.*

firmar [o instrumento, o contrato]. verbo. V. celebrar, assinar. Na terminologia jurídica, própria aos contratos e negócios jurídicos, quer significar fazer firme, seguro, aprovado, bom, certo, tudo que se convencionou ou que se deliberou. Nesta razão, quando se diz negócio firmado ou que se firmou, entende-se que o negócio fechado, aprovado ou que se deu por certo e valioso (Oscar José De Plácido e Silva, 2007). 1. Apor assinatura num documento. 2. Subscrever com o seu nome para os devidos fins e efeitos de direito. 3. Estabilizar; tornar firme. 4. Assegurar. 5. Ajustar; pactuar; contratar. 6. Abonar. 7. Aprovar; ratificar; haver por bom. 8. Autenticar ou tornar válido um documento. 9. Apoiar-se. 10. Estribar-se (Diniz, 2005). *E por estarem assim justos e contratados, firmam o presente instrumento, em duas vias de igual teor, juntamente com 2 (duas) testemunhas.*

Cf. **signer**.

fiscal. adj. Relativo ao fisco ou ligado ao fisco, em que continua a ser tido (Oscar Joseph De Plácido e Silva, 2007). Relativo ao fisco (Diniz, 2005). *É objeto do presente contrato a prestação de serviços das áreas contábil, fiscal, trabalhista e previdenciária, envolvendo [...].*

fiscal, ale, aux. adj. Qui se rapporte à l'impôt, à la fiscalité (Cornu, 2007). *Dans ce cadre, le Prestataire sera susceptible d'être assisté par des spécialistes, notamment en matière de conseil juridique, fiscal, de droit social.*

fiscalização. s.f. Serve para designar o cargo ou a função de fiscal, ou seja, a inspeção a que, em caráter permanente, se submetem certos

surveillance. n.f. 1) Action de veiller sur une personne ou une chose dans l'intérêt de celle-ci, ou de surveiller une personne ou une opération

negócios ou operações, realizadas ou promovidas por determinados estabelecimentos civis ou comerciais. Em sentido genérico, pois, fiscalização quer significar toda vigilância e controle acerca de determinados atos administrativos, designando, ao mesmo tempo, o próprio orgão colegial ou aparelhamento administrativo a quem são atribuídas as funções ou os encargos de fiscalizar (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito tributário: a) ação ou efeito de fiscalizar; b) cargo e exercício de fiscal; c) atividade exercida pelo fiscal (Diniz, 2005); *A [...] exercerá a fiscalização, no que tange ao cumprimento das cláusulas deste contrato, devendo para tanto, diligenciar no sentido de lhe ser fornecido elementos indispensáveis para tal finalidade.*

força maior. V. *caso fortuito*. Assim se diz em relação ao poder ou à razão mais forte, decorrente da irresistibilidade do fato que, por sua influência, veio impedir a realização de outro, ou modificar o cumprimento de obrigação, a que se estava sujeito. Na técnica jurídica, força maior e caso fortuito possuem efeitos análogos. Qualquer distinção havida entre eles, consequente da violência do fato, ou da casualidade dele, não importa na técnica do Direito. Somente importa que, um ou outro, justificadamente, tenham tornado impossível, pelo fato estranho à vontade da pessoa, o cumprimento da obrigação contratual. Ou, por eles, não se tenha possibilitado ou evitado a prática de certo ato, de que se procura fazer gerar uma obrigação. Força maior é, pois, a razão de ordem superior justificativa do inadimplemento, da obrigação ou da responsabilidade, que se quer atribuir a outrem, por ato imperioso que veio sem ser por ele querido (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: fato jurídico *stricto sensu* extraordinário ou irresistível, por ser originário de fato da natureza que produz prejuízo, como, por exemplo, raio que provoca incêndio ou inundação que danifica produtos, implicando uma ideia de relatividade, já que a força do acontecimento é maior do que a suposta, devendo-se fazer uma consideração prévia do estado do sujeito e das circunstâncias espacio-temporais para que se caracterize como eficácia liberatória de responsabilidade civil (Diniz, 2005); Evento humano que, por sua imprevisibilidade e inevitabilidade, torna impossível para o contratante a execução de um contrato. Por exemplo, a eclosão de uma greve

pour la sauvegarde d'autres intérêts – action préventive qui, fondée sur la vigilance de celui qui surveille (marquée par des actes de vérification et de contrôle), s'applique à l'action d'autrui dans le temps (au développement, au devenir de ce qui est surveillé). Ex. surveillance du territoire, surveillance des élèves et apprentis par les instituteurs et artisans (C. civ., art. 1384, al. 6); 2) Espèce de contrôle judiciaire de caractère administratif (acte d'administration judiciaire) (Cornu, 2007). *Conformément à la réglementation internationale en vigueur, les informations fournies et publiées sont sous la surveillance, le contrôle et la responsabilité morale et juridique du fournisseur de site, le centre serveur [...] déclinant toute responsabilité.*

force majeure. a) (trilogie classique): événement imprévisible et irrésistible qui, provenant d'une cause extérieure au débiteur d'une obligation ou à l'auteur d'un dommage (force de la nature, fait d'un tiers, fait du prince) le libère de son obligation ou l'exonère de sa responsabilité; espèce de cause étrangère comme le cas fortuit, s'en distingue seulement (pour un même effet) par l'accent mis sur le caractère irrésistible de l'événement; b) (interprétation dominante). Evénement suffisamment caractérisé par son irrésistibilité et son extériorité, sous réserve des cas où la prévisibilité d'un événement jointe à la possibilité de l'éviter ou d'en neutraliser par avance les méfaits moyennant les mesures de prévention adéquates exclu l'exonération (s'agissant d'un fait qui s'avère irrésistible mais qui n'était ni imprévisible ni inévitable) (Cornu, 2007); Au sens large, tout événement imprévisible et insurmontable empêchant le débiteur d'exécuter son obligation; la force majeure est exonératoire (Guillien et Vincent, 2009); Cas de force majeure: cas fortuit auquel on ne peut pas résister (Lerat et Sourioux, 1994). *La société […] ne peut être tenue pour responsable d'un retard dû à un cas de force majeure conformément à l'article […] du code civil ou indépendant de sa volonté.*

que paralise completamente a produção de peças e componentes de um produto cuja data de entrega não pode ser adiada (Sandroni, 1999); Dir. Obr. Obstáculo ao cumprimento de obrigação por motivo de um fato em face do qual é de todo impotente qualquer pessoa para removê-lo (Sidou, 2009). *Se por motivo de força maior o contratado ficar impedido de assumir as obrigações ora contratadas, deverá apresentar um substituto igualmente qualificado.*

[inexistente em português. Forma de pagamento a preço fixo bastante utilizada nos contratos de prestação de serviços franceses].

forfait. n.m. Mode de fixation du prix caractérisant les conventions dans lesquelles une partie s'oblige à faire ou à fournir quelque chose pour un certain prix fixé par avance (marché à forfait, vente à forfait). (Cornu, 2007); Fixation d'un prix pour un contrat ou convention (Guillien et Vincent, 2009); Mode de fixation d'un prix d'un contrat (Lerat et Sourioux, 1994). *La rémunération de l'assistance fournie par le Prestataire au Bénéficiaire sera calculée sur la base d'un forfait qui a été déterminé en fonction de la nature et de l'importance des interventions du Prestataire prévues aux présentes.*

formalidade. s.f. Significa a regra, solenidade ou prescrição legal, indicativas da maneira por que o ato deva ser formado. Neste sentido, as formalidades constituem a maneira de proceder em determinado caso, assinalada em lei, ou compõem a própria forma solene para que o ato se considere válido ou juricamente perfeito. As formalidades mostram-se prescrições de ordem legal para a feitura do ato ou promoção de qualquer contrato, ou solenidades próprias à validade do ato ou do contrato (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); a) requisito formal prescrito em lei para a validade, prova ou oponibilidade contra terceiro de um ato ou negócio juridico; b) modo de proceder; c) praxe judicial; d) cerimônia, etiqueta; e) procedimento formal na execução de determinados atos civis, empresariais, judiciários, etc.; f) cumprimento de exigência burocrática sem importância; g) qualidade de ser formal; h) substancialidade (Diniz, 2005); (Fr. *formalité*) requisito estabelecido em lei para que um negócio jurídico seja válido (Sidou, 2009). *O não-pagamento dará o direito a contratada de interromper os serviços prestados à contratante e, independentemente de qualquer aviso por escrito ou formalidade legal.*

formalité. n.f. Opération consistant en l'accomplissement d'actes divers (inscription, déclaration, rédaction d'un acte, mention, formulaire à remplir, remise d'un document, communication d'une pièce, constitution d'un dossier, insertion d'une annonce, publication souvent accompagnée du versement d'une somme d'argent) que la loi exige dans la plupart des domaines (formalités administratives, formalités procédurales, etc.) mais à des fins et sous sanctions très variables: soit à peine de nullité (V. formalités substantielles), soit à peine d'inopposabilité aux tiers (ex. formalités de publicité foncière) ou à des fins probatoires (ex. formalité de l'enregistrement des actes sous seing privé), soit comme condition de recevabilité ou comme condition préalable nécessaire à l'obtention d'un avantage; exigence de forme en général considérée comme un acte matériel (et souvent écrit) d'exécution par opp. à l'élaboration au fond de l'acte ou de la décision (V. negotium), mais qui peut avoir sa gravité (on parle alors de solennité), revêtir des modalités diverses (prononcé de parole, présence personnelle) et s'applique indifféremment à un acte ponctuel (envoi d'une lettre) ou à un ensemble d'opérations (formalités de l'enquête) (Cornu, 2007); Usage d'une procédure dont l'accomplissement, en matière

contractuelle, est exigé par la loi à des fins diverses. A proprement parler, il y a lieu de ne pas confondre ces formalités avec les manifestations du formalisme contractuel (Lerat et Sourioux, 1994). *Le présent contrat sera toutefois résilié avec effet immédiat, sans qu'aucun préavis ou formalité quelconque ne soit exigé, en cas de perte du contrôle direct ou indirect du bénéficiaire par le prestataire.*

formulário. s.m. Conjunto ou coleção de fórmulas adotadas para guia ou orientação dos atos forenses ou de quaisquer outros (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Na linguagem jurídica em geral: a) qualquer modelo impresso para pedir, requerer, declarar, etc; b) qualquer coisa em que são preenchidos tão somente os dados pessoais (Diniz, 2005); Modelo impresso destinado ao preenchimento de declaração, mandato ou requerimento. Coleção desses modelos (Sidou, 2009). *Cadastro via formulário a ser recebido por e-mail para processamento off line com os campos pré-definidos pela contratante;*

formulaire. n.m. Document préétabli en série selon un modèle comportant des blancs destinés à recevoir les indications de l'intéressé qui le remplit en réponse aux questions énoncées; questionnaire (Cornu, 2007); Document à remplir selon les consignes requises par une procédure (Lerat et Sourioux, 1994). *Il lui suffit simplement de cocher la case prévue à cet effet sur le formulaire d'engagement à la prestation de service visée.*

fornecedor. s.m./s.f. Entende-se todo comerciante ou estabelecimento que abastece ou fornece habitualmente uma casa ou um outro estabelecimento dos gêneros e mercadorias necessários a seu consumo. Pessoa física ou jurídica, pública ou privada, nacional ou estrangeira, bem como os entes despersonalizados, que desenvolvem atividades de produção, montagem, criação, construção, transformação, importação, exportação, distribuição, ou comercialização de produtos ou prestação de serviços (Código do Consumidor, art. 3°) (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); a) Direito do consumidor: é a pessoa natural ou jurídica, pública ou privada, nacional ou estrangeira, ou ente despersonalizado, que desenvolve atividade de produção, montagem, criação, construção, transformação, importação, exportação, distribuição ou comercialização de produtos ou prestação de serviços; b) Direito comercial. Aquele que fornece mercadorias, abastecendo estabelecimento empresarial; c) Direito civil: hospedeiro, estalajadeiro ou fornecedor de pousada e alimento aos seus hóspedes (Diniz, 2005); Pessoa que desenvolve atividades de produção, montagem, criação, construção, transformação, importação, exportação, distribuição ou comercialização de produtos ou prestação de serviços (Sidou, 2009). *A contratada entre os estabelecimentos da contratante, e seus clientes e ou*

fournisseur. n.m./n.f. Celui qui procure la marchandise ou les services à celui qui la distribue ou les utilise, dans le contrat de fourniture (Cornu, 2007); Personne qui s'engage contractuellement à procurer des marchandises ou des services dans des conditions de durée et de prix définies (Lerat et Sourioux, 1994). *Le fournisseur de service veillera à ce que les éléments qu'il fournit au titre du contenu de son site respectent la réglementation en vigueur en France.*

fornecedores localizados em todo o território Nacional.

fornecer [as informações, os documentos, os dados, o material, serviço, nota fiscal]. verbo. 1. abastecer. 2. Proporcionar. 3. Produzir. 4. Fazer provisão. 5. Dar (Diniz, 2005). *Fornecer à contratante, regularmente e quando solicitado também, informações sobre o andamento dos negócios e informações gerais sobre o exercício de sua atividade.*

fournir [les prestations de services, les informations, les résultats]. verbe. [absent dans les œuvres d'appui]. *Le présent contrat a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le prestataire fournira au bénéficiaire, qui l'accepte sans réserve, des prestations de services telles que définies en article [...].*

fornecimento. s.m. Significa o ato de fornecer, na técnica do comércio, exprime a remessa de mercadorias periodicamente feita pelo fornecedor a seus fregueses ou clientes. É, assim, costume dizer-se: fornecimento do mês, para explicar a remessa de gêneros ou mercadorias indispensáveis ao consumo do mês. Simplesmente fornecimento diz-se também para indicar o suprimento que deve ser feito pelo proprietário de um prédio a seus trabalhadores ou as próprias mercadorias enviadas por outrem por conta do proprietário ou empregador. É tido, ainda, no sentido de financiamento, ou de qualquer abastecimento ou suprimento de dinheiro, de coisas, etc. (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito comercial: abastecimento, provisão. Contrato de fornecimento: Direito comercial: aquele em que o vendedor se obriga a entregar objetos e mercadorias vendidas em partidas sucessivas em certo prazo, por preço ajustado antecipada ou simultaneamente com cada remessa; Direito civil: aquele que, mediante a compensação de um preço, tem por objeto a prestação de serviços, em que há entrega continuada ou periódica de bens pelo fornecedor (Orlando Gomes) (Diniz, 2005). *Se os serviços eventualmente sofrerem interrupções no seu fornecimento, devido a manutenções técnicas, operacionais, de emergências, casos de força maior, queda de energia [...].*

fourniture. n.f. a) (sens gén.) action de fournir, prestation; action de faire tenir à autrui une chose, de procurer un avantage, une garantie; b) spécifiquement, contrat par lequel une personne, appelée fournisseur, s'engage à approvisionner pendant un certain temps de manière continue ou périodique, en marchandises ou en services, une autre personne appelée fourni (en général, décomposé en un contrat- cadre et en contrats d'application dont la conclusion résulte de l'exécution du contrat-cadre) (Cornu, 2007). *Le […] remboursera intégralement […] de tous les frais encourus par […] dans le cadre de la fourniture des services, selon les principes exposés ci-dessous.*

foro. s.m. É a designação que se dá ao edifício em que funcionam os magistrados e os tribunais. E, por vezes, quer significar a própria justiça, notadamente quando se diz foro comum, foro militar, foro especial (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: a) pensão anual paga pelo enfiteuta ao senhorio direto; b) dominio útil de uma propriedade. Direito processual: a) espaço de uma divisão territorial onde os magistrados realizam a atividade jurisdicional; b) jurisdição; c) tribunal ou juízo em que se tratam das causas cíveis ou criminais;

[absent en français. Circonscription judiciaire d'une commune brésilienne].

d) circunscrição do juízo (Diniz, 2005); Localidade onde se devem desenrolar eventuais questões judiciais. Em contratos, as partes envolvidas devem escolher um foro (por exemplo, São Paulo), onde será levada qualquer ação entre elas. Em outros casos, os foros são determinados pelo domicílio de uma das partes envolvidas. O foro pode ser também uma modalidade de pagamento de renda da terra. A utilização do termo neste sentido ocorre geralmente no Nordeste brasileiro (Sandroni, 1999); Dir. Judic. Circunscrição do juízo ; a cidade ou comarca que determina a competência do juízo para a causa (Sidou, 2009). *Os contratantes elegem o foro da cidade de (xxx), para dirimir quaisquer dúvidas decorrentes do presente contrato, renunciando a qualquer outro, por mais privilegiado que seja.*

fortuito. adj. Indica tudo que possa vir ou acontecer por acaso, sem causas determinadas, com falta de intenção. Mostra-se o imprevisível e, por vezes, o inadiável, visto que é o que chega sem ser esperado e por força estranha à vontade do homem, que não o pode impedir (Oscar Joseph De Plácido e Silva, 2007). Casual, imprevisto (Sidou, 2009). *A contratada se responsabiliza por eventuais multas fiscais decorrentes de atrasos nos serviços, excetuando-se os ocasionados por força maior ou caso fortuito.*

[fortuit, absent dans les CPSF]

G

garantia. s.f. Possui o sentido amplo de significar a segurança ou o poder de se usar, fruir ou de se obter tudo o que é de nosso direito, segundo os princípios formulados em lei, ou consoante afirmativas asseguradas por outrem. Especializando-se, então, a garantia mostra-se como de direito ou convencional, a primeira das quais também se diz natural e a segunda, contratual ou obrigacional. E pode ser tida na equivalência da responsabilidade, quando num sentido generalizado. E, assim, garantia exprime a situação em virtude da qual o devedor é obrigado ou compelido a cumprir a prestação devida ao credor (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito constitucional, direito civil, direito comercial, direito do consumidor, direito cambiário e direito bancário: a) ação ou efeito de garantir; b) segurança dada ao titular de um direito para que possa exercê-lo; c) ato assecuratório de uma obrigação; d) documento que vem a assegurar a autenticidade de um ato ou negócio jurídico, a

garantie. n.f. Au sens technique, obligation accessoire qui naît de certains contrats (vente, bail, entreprise, etc.) à la charge d'une partie et qui renforce la position de l'autre lorsqu'en cours d'exécution celle-ci n'obtient pas les satisfactions qu'elle était en droit d'attendre (Cornu, 2007); Obligation mise à la charge d'un contractant destiné à assurer la jouissance paisible de fait et de droit de la chose remise à l'autre parties, alors même que le trouble ne résulte pas de son fait (Guillien et Vincent, 2009); Montant ou plafond de la couverture d'un risque par l'assureur (Lerat et Sourioux, 1994). *Article […] garantie s générales du prestataire en matière de prestations de services.*

boa qualidade de um produto ou serviço; e) documento em que o fornecedor assume perante o comprador o compromisso de ressarcí-lo em caso de vício ou fraude; f) período em que vigora uma garantia; g) obrigação assumida por alguém de assegurar a uma pessoa o gozo de uma coisa ou direito, ou de proteger contra um dano ao qual esteja exposta, ou de a indenizar quando sofreu efetivamente o dano (Dalloz); h) cláusula contratual que visa assegurar ao credor, pela concessão, por exemplo, de um financiamento, que o devedor cumprira o assumido. Com isso, obriga-se o devedor a cumprir a prestação devida ao credor; i) caução; j) proteção concedida ao credor, aumentando a possibilidade de receber aquilo que lhe é devido; h) é o reforço jurídico, de caráter pessoal ou real, de que se vale o credor acessoriamente, para aumentar a possibilidade de cumprimento, pelo devedor, do negócio principal (Tucci e Villaça Azevedo) (Diniz, 2005); Compromisso adicional que se estabelece numa transação, como forma de assegurar sua realização e/ou lisura. Geralmente, envolve a posse de um bem de valor, que é dado em garantia. Uma forma muito comum é a hipoteca de um imóvel como garantia de pagamento de uma dívida. Outras são o penhor e a fiança. Na área comercial, a garantia é estabelecida em documento para assegurar a qualidade do produto. Assim, durante certo período de tempo e em determinadas condições, o fabricante obriga-se a repor ou restaurar o equipamento. No Sistema Financeiro da Habitação, por exemplo, institui-se a garantia na construção do imóvel: o construtor obriga-se, durante cinco anos, a reparar qualquer dano devido a problemas de construção (Sandroni, 1999); (Fr. *garantie*) Meio com que, por palavra ou documento, se assegura o cumprimento de uma obrigação ou promessa, ou se assume o compromisso de executá-la (Sidou, 2009). *Nessa garantia não se inclui qualquer atividade que resulte de uso incorreto do site, e de operações que dependem da própria Internet.*

gasto. s.m. V. *despesa*. É empregado, geralmente, no plural, para significar toda despesa ou dispêndio ocorrido para manutenção ou conservação de algum negócio ou de alguma outra coisa. É, assim, toda soma em dinheiro despendida não na aquisição de coisas que não se consomem, mas em regra de coisas consumíveis ou que não figuram, por sua

frais. n.m. V. *dépense*. a) dépense résultant de l'accomplissement d'une procédure, d'un acte instrumentaire ou d'une formalité prescrite par la loi (sommes à verser); b) dépense dont le remboursement est dû (sommes à rembourser); plus particulièrement, dépenses résultant de l'exécution ou de l'inexécution d'une obligation conventionnelle ou légale dont le

espécie, no acervo patrimonial da pessoa. São dispêndios efetivados por necessidade ou para satisfação de gozo ou de coisas úteis. Gastos, assim, trazem sempre consigo a ideia de consumo. E têm o mesmo sentido de despesas (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil e economia política. a) dispêndio; b) despesa; c) consumo, consumido; d) deteriorado pelo uso ou ação do tempo; danificado; e) o que se gastou; f) aquilo que se consome (Diniz, 2005); Econ.: despesa, dispêndio, aquilo que se consome (Sidou, 2009). *[...] meios pessoais para concretizar a venda ou as negociações, respondendo por todos os gastos para oferecimento do imóvel, sendo que não utilizará intermediários.*

remboursement est prévu par la loi. V. débours, impenses, indemnité (Cornu, 2007); Dépenses induites par une procédure ou prises en compte pour un remboursement ou une évaluation (Lerat et Sourioux, 1994). *En contrepartie du paiement des honoraires et des frais, […] accepte de fournir au […] lesdits services, conformément aux termes et conditions plus amplement décrits dans le présent contrat.*

administrador de empresa. s.m/s.f. [inexistente nas obras de apoio]. *Administrador de empresas, portador da carteira de identidade nº [...], IFP-RJ, inscrito no CPF/MF sob o nº [...].*

gérant. n.m./n.f. Celui qui gère pour le compte d'autrui (Cornu, 2007). *Entreprise Unipersonnelle à Responsabilité Limitée immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de […] sous le numéro […], dont le siège social est situé […], à […], représentée par Mme […], son Gérant, dûment habilité aux fins des présentes.*

gozo. s.m. Direito civil: posse, uso ou fruição de algum bem advindo de vantagem. Na linguagem jurídica em geral: a) fruição de situações, utilidades ou vantagens; b) titularidade de um direito (Diniz, 2005); Dir. Civ. Ato de desfrutar, usufruir, beneficiar-se. Direito assegurado ao proprietário da coisa, além dos de uso, disposição e reivindicação. OBS. O vocábulo é de construção tardia e corresponde a fruição. (Sidou, 2009). *Eventual gozo de incentivos fiscais, observadas as características das ações e dos rendimentos ou valores a serem recebidos e as disposições legais a respeito.*

jouissance. n.f. Pour un droit, la jouissance ne s'entend pas de l'exercice de ce droit, de l'usage effectif du droit, du fait d'en profiter, mais de l'aptitude à en devenir titulaire (en ce sens, l'incapacité de jouissance, incapacité d'acquérir le droit, s'oppose à l'incapacité d'exercice) (Cornu, 2007); a) utilisation d'une chose dont on perçoit les fruits; b) droit de percevoir les fruits d'une chose, de les conserver ou de les consommer (Guillien et Vincent, 2009); Droit de bénéficier des avantages résultant de la possession d'un bien (Lerat et Sourioux, 1994). *Le prestataire garantit le bénéficiaire contre tout recours, revendication, action de tiers ou trouble qui pourraient empêcher la pleine et totale jouissance des droits définis au présent article.*

gravidade. s.f. Entende-se toda espécie de ofensa ou prejuízo sofrido por alguém. A pessoa que sofre gravame em seus direitos mostra-se com legítimo interesse para pedir o apoio da justiça em defesa dos mesmos. E se não atendida, em primeira instância, mostrando o prejuízo, decorrente da decisão, esta autorizada a recorrer dela (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); a) qualidade do que é grave; b) circunstância perigosa; estado de perigo; c) intensidade (Diniz, 2005). *Em caso de reincidência no descumprimento, ou conforme*

gravité. n.f. a) caractère de ce qui est grave (reconnu tel). Ex. rigueur répondant à la gravité d'une infraction ; b) mesure de ce caractère; degré, échelle de gravité. Ex. appréciation par le juge de la gravité plus ou moins grande d'une faute (Cornu, 2007). *D'une quelconque mauvaise utilisation des données personnelles du client par des tiers, sauf lorsque celle-ci serait liée, directement ou indirectement, à une faute ou à une négligence du prestataire, quelle qu'en soit la nature et la gravité.*

sua gravidade, a [...] poderá rescindir o presente Contrato, de acordo com o previsto no Item [...].

H

herdeiro. s.m./s.f. A rigor quer indicar a pessoa que, na qualidade de parente ou de legítimo sucessor, é convocada a receber os bens deixados pelo de cujus. É o legítimo sucessor da pessoa falecida. E, neste conceito, sem que se mostre a qualidade de parente, não há configuração de herdeiro. E não será tido como tal quem quer que receba bens, que lhe tenham sido deixados pelo falecido. Mas, na linguagem jurídica atual, nem somente o que se encontre preso pelo parentesco ao falecido é havido como herdeiro. Como herdeiro se reputa igualmente toda pessoa que, a título universal, suceda o de cujus. Dessa forma, herdeiro tanto designa a pessoa que sucede por força de lei (legítimo), como a que sucede por disposição do testamento (testamentário) (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: a) sucessor legítimo, legitimário ou testamentário do de cujus; b) legatário; c) aquele que tem direito de suceder bens, no todo ou em parte, após a morte de seu proprietário; d) aquele que sucede na totalidade da herança, ou, em parte dela, sem determinação do valor e do objeto, parte que apenas será individualizada com a partilha (Diniz, 2005); Dir. Suc. Qualquer pessoa a quem é deferida a sucessão, assim legítimos ou testamentários, aqui incluídos os beneficiários de legado (Sidou, 2009). *Todas as obrigações decorrentes do presente contrato, mesmo nos casos de prorrogação, são extensivas aos herdeiros e sucessores dos contratantes.*

héritier. n.m./n.f. Toute personne qui succède à titre universel, y compris les héritiers testamentaires à vocation universelle, à l'exclusion de l'État et des successeurs à titre particulier (le terme successeur est encore plus large) (Cornu, 2007). *L'éditeur du site doit préalablement à la mise en ligne de l'élément en cause obtenir de l'auteur ou de ses ayants droit (héritiers ou cessionnaire des droits d'auteurs comme l'éditeur…) les droits de reproduction et de représentation de l'œuvre qu'il souhaite incorporer à son site.*

honorários. s.m. É a remuneração de bom grado. Em regra, é reservado para a paga que se faz a certos profissionais, em compensação a serviços por ele prestados. Não tem o caráter efetivo do salário ou vencimentos. E nisto deles se distingue. E também se distingue dos emolumentos, pagamentos devidos por atos de autoridade pública ou serventuários da Justiça. Outro caráter que o distingue do salário ou vencimento é que este vem sempre prefixado: é normal e permanente. O honorário não pode ser previamente estabelecido, por estar adstrito ao serviço que vai ser prestado, podendo ser estimado depois, o que, no entanto, não obsta a que seja determinado previamente (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: Quantia paga em retribuição a certos serviços prestados

honoraires. n.m. V. *honoraires et frais*, *honoraires supplémentaires*, *honoraires juridiques*. Revenu des professions libérales (Albertini et Silem, 2008); Nom traditionnel donné, surtout dans certaines professions libérales (médecin, avocat, architecte, etc.) à la rémunération (fixée de gré à gré ou tarifée) des services rendus par une personne dont l'activité est indépendante et non salariée (en souvenir du temps où, ces personnes n'ayant aucune action en justice pour en exiger le recouvrement, cette rétribution était censée honorer les services qu'elles avaient rendus). Comp. traitement, émolument, salaire, prime, gratification, appointements, gain, revenus, gages (Cornu, 2007); Rétribution des services rendus par les membres des professions libérales et parmi eux

por profissionais liberais, como dentistas, médicos, engenheiros, advogados, etc. (Diniz, 2005); Dir. Trab. Remuneração percebida pelos que exercem profissão liberal e sem vínculo empregatício (Sidou, 2009). *No caso de pagamentos mensais de honorários que excedam o limite da legislação brasileira para isenção [...].*

de certains auxiliaires de justice dont le montant n'est pas tarifé (Guillien et Vincent, 2009); Nom de la rétribution des membres des professions libérales (architectes, avocats, experts comptables, médecins) (Lerat et Sourioux, 1994). *Les honoraires et les frais s'entendent hors tva. Les factures émises par […] seront payables à réception.*

I

impedimento. s.m. Quer significar todo obstáculo, todo embaraço, toda oposição, seja de ordem física ou de ordem legal, ou mesmo de ordem moral, que vem tolher ou vedar a execução do ato ou criar situação para que ele não se pratique. O impedimento, nestas circunstâncias, pode apresentar-se num duplo sentido: a) ou é o obstáculo que vem estorvar a prática ou execução do ato, influindo para que não se realize ou não se execute; b) ou é a oposição ou o preceito, que impõe ou proíbe a realização do ato (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Na linguagem jurídica em geral, significa: a) limitação à liberdade de agir no início ou no desenvolvimento de alguma atividade funcional (Bento de Faria e Paulo Matos Peixoto); b) aquilo que impede ou proíbe a prática de certos atos jurídicos; c) obstáculo; d) oposição legal, moral ou física que venha a tolher a execução de um ato (Diniz, 2005); *Fornecer profissionais qualificados para a execução dos serviços, inclusive disponibilizar profissionais para cobertura ou substituição na hipótese de impedimento daqueles.*

empêchement. n.m. Obstacle de fait ou de droit à l'accomplissement d'une mission. Comp. force majeure, cas fortuit, excuse, motif (Cornu, 2007); Obstacle à l'accomplissement d'une mission. Il est dit légitime lorsqu'il justifie l'inexécution d'une obligation (Guillien et Vincent, 2009). *[…] à moins que dans ce délai la partie défaillante n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure.*

impossibilidade. s.f. Exprime a qualidade ou o caráter de tudo que é impossível, isto é, que não se pode fazer ou executar. Mas, no sentido jurídico, a impossibilidade se apresenta em uma dupla face: a) é a impossibilidade originária ou tudo que se convencionou sobre objeto ou coisa impossível; b) é a impossibilidade executória, que advém após se ter assumido a obrigação, pela qual se mostra impossível o seu cumprimento (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: qualidade de impossível; falta de possibilidade; inexecutablidade; o que não pode ser executado ou realizado (Diniz, 2005); Filos. Qualidade daquilo que é impossível ou irrealizável; que supera o desejo de realizar ou a coerção para realizar. Circunstancial, qando a causa impeditiva é suscetível de desaparecer; peremptoria, quando a impossibilidade é decisiva, ou terminante (Sidou, 2009). *A lentidão de seu cumprimento,*

impossibilité. n.f. Caractère de ce qui est impossible (s'agissant du fait d'un débiteur). Qui ne peut être accompli ou évité pour une raison matérielle (perte, arrêt de fabrication, tempête) ou juridique (prohibition, expropriation, réquisition) de caractère objectif (non à cause de la faiblesse du débiteur) et insurmontable (absolument), soit que l'impossibilité existe lors de l'engagement (ex. le contrat qui a, au départ, un objet impossible est nul), soit que l'impossibilité survienne après coup (ex. si l'exécution devient impossible par l'effet d'une force majeure, le débiteur est libéré) (Cornu, 2007). *Au cas où l'une des parties se trouverait dans l'impossibilité, par suite d'un cas de force majeure de remplir partiellement ou complètement ses obligations résultant du présent contrat, les […].*

levando o Contratante a comprovar a impossibilidade da execução das obrigações assumidas dentro da regularidade e prazos exigidos.

Imposto de renda retido na fonte (IRRF). [inexistente nas obras de apoio]. *Registro de funcionários, elaboração de folha de pagamento mensal, recibos e férias, rescisões de contrato de trabalho, apuração dos impostos e encargos sociais (INSS,FGTS,CONT. SINDICAL,IRRF e outros), elaboração do DIRF, CAGED, demais informações aos órgãos competentes e orientação necessária ao setor.*

[Impôt sur le revenu des personnes physiques, absent dans les CPSF].

Imposto sobre a renda de pessoas jurídicas (IRPJ). [inexistente nas obras de apoio]. *As formas de escrituração, contabilização e assistência serão as seguintes: Livro Diário; Balancete mensal, Demonstração de Resultado do Exercício, Balanço Patrimonial e Declaração de Isenção do IRPJ (Imposto sobre a Renda de Pessoa Jurídica) e RAIS (Relação Anual de Informações Sociais).*

[Impôt sur le revenu des personnes morales, absent dans les CPSF].

imposto. s.m. Representa-se a prestação ou a contribuição, que é devida por toda pessoa, seja física ou jurídica , ao Estado, para formação da receita, de que necessita, para acorrer às despesas com os seus serviços e manutenção de sua própria existência. É, pois, a porção de dinheiro com que, a título de encargo permanente e geral, cada cidadão contribui para o erário público. Por ser uma contribuição obrigatória ou contribuição coercitiva, merecia outrora a designação de imposição (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito tributário: tributo cobrado pela autoridade e destinado a atender as despesas alusivas às necessidades gerais da administração pública, sem, contudo, assegurar ao contribuinte qualquer vantagem direta em contraprestação ao quantum que pagou. Pode ser instituído pela União, Estados, municípios e Distrito federal, levando em conta a capacidade econômica do contribuinte. É, portanto, uma das formas de receita pública (Diniz, 2005); Taxas obrigatórias pagas ao Estado, que devem reverter à coletividade sob forma de benefícios de interesse geral: transporte, educação, saúde etc. (Sandroni, 1999); Dir. Trib. Tributo destinado a atender indistintamente às necessidades de ordem geral de administração pública e cuja obrigação tem por fato gerador uma situação independente de qualquer atividade estatal específica, relativa ao contribuinte (Sidou, 2009). *Escrituração de*

impôt. n.m. Prélèvement obligatoire et sans contrepartie directe effectué par la puissance publique (État ou collectivités locales) afin de subvenir aux dépenses publiques et en vue de la régulation de l'activité économique. L'impôt a donc à la fois une finalité fiscale ou financière (ressources de la puissance publique) et une finalité d'instrument de politique économique ou régulation. En tant que prélèvement obligatoire sans contrepartie directe, l'impôt ne peut plus être considéré comme un rapport contractuel entre la puissance publique et les particuliers qui sont des assujettis et non des contribuables. L'impôt n'est ni une prime d'assurance payée pour se protéger des risques susceptibles de troubler la sécurité, ni le prix des services rendus par la puissance politique (Albertini et Silem, 2008); 1) Prélèvement obligatoire destiné à financer les dépenses budgétaires de l'État et de certains autres organismes publics, collectivités locales, établissements publics à vocation territoriale (régions, par ex.); 2) Mode de répartition des charges publiques fondé sur l'adaptation aux facultés contributives des citoyens. V. quotité, répartition, proportionnalité, progressivité, revenu, imposition (Cornu, 2007). *Il est expressément convenu que le bénéficiaire sera seul responsable du paiement des impôts ou taxes dont il est personnellement redevable, quelles que soient leurs modalités de règlement.*

notas fiscais de compra e venda de mercadorias, de serviços, apuração dos impostos incidentes (ISS, ICMS, PIS, CONFINS, etc.), elaboração e apresentação de informações ao fisco municipal-estadual.	
inadimplência. s.f. V. *inadimplemento*. Direito processual penal: descumprimento de obrigação alimentar ou de restituir coisa depositada, o que leva o devedor à prisão civil (Diniz, 2005); Falta de cumprimento das cláusulas contratuais em determinado prazo. Além de permanecer em débito, a parte inadimplente fica sujeita ao pagamento de juros de mora, multa contratual ou outros encargos (Sandroni, 1999); Dir. Obr. O mesmo que inadimplemento. OBS. O fato de não constar o vocábulo em prestigiosos léxicos não exclui sua vernaculidade. Tanto *encia* quanto *mento* são sufixos que têm emprego alternativo para tipificar ação ou resultado de ação. *Na ocorrência de atraso ou de inadimplência de qualquer pagamento, será cobrada da contratante.*	Cf. **non-accomplissement.**
inciso. s.m. É geralmente empregado, na linguagem jurídica , para indicar cada uma das divisões, feitas num artigo da lei, encabeçada por um número ou por uma letra. Desta forma, é costume dizer-se o inciso três do artigo 20, para exprimir o item ou a alínea três do referido artigo (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Teoria geral do direito. a) divisão ou subdivisão de um artigo legal; b) item (Diniz, 2005); Dir. Legal. Cada uma das divisões e subdivisões de um dispositivo legal. OBS. A modificação do que está expresso num artigo faz-se por meio de parágrafos; a enumeração de um parágrafo, por meio de itens (em geral empregando-se algarismos romanos); a de itens, por meio de letras minúsculas, erroneamente chamadas alíenas (Sidou, 2009). *Considerando o inciso XIV do art. 24 do Regulamento Geral dos Conselhos de contabilidade.*	[section, absent dans les CPSF].
indenização. s.f. Em sentido genérico quer exprimir toda compensação ou retribuição monetária feita por uma pessoa a outrem, para a reembolsar de despesas feitas ou para a ressarcir de perdas tidas. E neste sentido indenização tanto se refere ao reembolso de quantias que alguém despendeu por conta de outrem, ao pagamento feito para a recompensa do que se fez ou para reparação de prejuízo ou dano que se tenha causado a outrem (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); a) ato ou efeito de indenizar; b) reembolso de despesa feita; c)	**indemnisation.** n.f. V. *indemnité*. Action d'indemniser, moyen ou résultat de cette action. Plus précisément, opération consistant à rendre indemne la victime d'un dommage en réparant celui-ci de manière la plus adéquate, soit en nature (reconstruction, attribution d'un bien équivalent), soit en argent (indemnité). Syn. réparation (ce serait une erreur d'opposer à la réparation supposée toujours intégrale l'indemnisation qui pourrait ne pas l'être, alors que l'une ou l'autre peut être partielle et surtout que, si on ne le spécifie pas, l'indemnisation est,

recompensa por serviço prestado; d) reparação pecuniária de danos morais ou patrimoniais causados ao lesado; equivalente pecuniário do dever de ressarcir o prejuízo; e) vantagem pecuniária que se dá ao servidor publico sob a forma de ajuda de custo, diária ou transporte (Othon Sidou); f) ressarcimento de dano oriundo de acidente de trabalho ou de rescisão unilateral do contrato trabalhista sem justa causa (Diniz, 2005); Ato de fazer cessar o prejuízo causado a alguém e que deve ser suportado pelo causador (Sidou, 2009). *[...] com antecedência de 30 (trinta) dias corridos, independentememente de qualquer indenização ou reparação por perdas e danos.*

par définition, l'élimination de tout le dommage (v. l'étym. de indemne) ce que rend bien le principe indemnitaire, tandis que l'on parle presque toujours de réparation intégrale, pour bien marquer que tel est le cas) (Cornu, 2007). *En tout état de cause, les demandes d'indemnisation formulées par le bénéficiaire au titre du non respect du présent contrat ne pourront excéder le montant des rémunérations dues par le bénéficiaire au prestataire.*

inexecução. s.f. V. *não-execução*. Oposto à execução (cumprimento), indica o vocábulo a falta de execução ou o fato de não se cumprir, seja em sua totalidade ou parcialmente, a obrigação a que se estava sujeito, ou o dever ou o encargo imposto. A inexecução, por seu sentido, não significa simplesmente a falta de cumprimento ou inadimplemento pela falta de entrega da prestação ou pela falta de abstenção do fato. A execução imperfeita, também, mostra-se inexecução, dita de incompleta. […] Pela inexecução, responde o devedor por perdas e danos, sendo, sob o ponto de vista civil, considerado como ato ilícito. É o ilícito civil. Na inexecução, no entanto, inquire-se dos motivos que a produziram, podendo, o devedor, liberar-se da responsabilidade que lhe é atribuída, se justifica ou apresenta razões, que o escusem dela (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: falta de execução; inadimplemento; falta de cumprimento (Diniz, 2005). *A inexecução total ou parcial deste contrato enseja a sua rescisão, utilizando-se subsidiariamente o disposto nos artigos 77 a 80 da Lei n.º 8.666/93.*

inexécution. n.f. Non-accomplissement d'une obligation qui peut être total ou partiel, résulter d'une omission ou d'une initiative, être dû à une faute de la part du débiteur (inexécution fautive) ou à une cause étrangère (inexécution fortuite) (Cornu, 2007); Fait de ne pas avoir accompli une obligation (Lerat et Sourioux, 1994). *La présente convention pourra être résiliée de plein droit par l'une des parties en cas d'inexécution par l'autre d'une ou plusieurs des obligations contenues dans ses diverses clauses.*

infração. s.f. Designa o fato que viole ou infrinja disposição da lei, onde há cominação de pena. Mas, em sentido mais amplo, a infração também se aplica a outras violações ou quebramentos, resultantes do não cumprimento de obrigações, a que se imponha pena, não se restringindo, pois às transgressões de regras legais ou regulamentares. É muito comum o uso do vocábulo para designar as infringências às leis fiscais, dizendo-se, assim, infrações fiscais, ou seja, as ações ou omissões que venham infringir princípios e disposições dos regulamentos fiscais ou do Direito fiscal. Embora infração e contravenção sejam tidas

manquement. n.m. Fait de faillir à un devoir, inobservation d'une obligation; se dit spéc. de la violation par un Etat membre de ses obligations de droit communautaire. Comp. transgression, infraction, contravention, méconnaissance (Cornu, 2007); recours permettant à la Commission ou à tout Etat membre de saisir la Cour de justice du non-respect d'un Etat membre aux obligations qui lui incombent en vertu des traités pour le contraindre à appliquer le droit communautaire (Guillien et Vincent, 2009). *Faute grave du prestataire: manquements répétés à ses obligations, tel que non conformité des prestations fournies ou*

como equivalentes, esta tem aplicação especial, possuindo conceito propriamente penal ou criminal (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Infração: teoria geral do direito e direito civil: a) violação; b) ato de infringir; c) desrespeito; d) transgressão a uma norma; e) prática de ato ilícito (Diniz, 2005); Violação de lei ou ato normativo ou regulamentar (Sidou, 2009). *O presente contrato poderá ser rescindindo, de imediato, caso ocorra qualquer infração contratual, que, notificada, não seja reparada.*	*retards importants d'exécution.*
infringir. verbo. 1. Violar norma jurídica. 2. Transgredir. 3. Descumprir. 4. Desobedecer. 5. Praticar delito ou contravenção penal (Diniz, 2005). *Considerar-se-á rescindido o presente contrato, independentemente de notificação judicial ou extrajudicial, caso qualquer das partes Contratantes venha a infringir cláusula ora convencionada.*	**enfreindre.** verbe. V. contrevenir. Se mettre en état d'infraction; plus généralement violer une règle (la loi, une interdiction), un engagement ou un commandement (Cornu, 2007). *L'éditeur du site doit veiller à ne pas enfreindre certains principes essentiels du droit.*
inobservância. s.f. V. *não-observância*. Quer exprimir a omissão a respeito da regra, que está contida na lei, ou a falta de cumprimento da obrigação constante de um contrato. Particularmente, no entanto, inobservância é mais propriamente aplicada para indicar a omissão a respeito de prescrições ou formalidades, impostas legalmente, para a autenticidade e valimento dos atos jurídicos ou das obrigações. A falta de atenção (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Falta de cumprimento; desobediência; violação de lei ou de cláusula contratual (Diniz, 2005); Inexecução ou incumprimento de lei, ato normativo ou obrigação de qualquer espécie (Sidou, 2009). *[...] em motivo de rescisão imediata, por qualquer das partes independente de notificação ou interpelação judicial ou extrajudicial, a inobservância de qualquer cláusula do presente mandato.*	**inobservation.** n.f. Fait de ne pas se conformer à une obligation (légale, coutumière, conventionnelle, etc.); manquement à ses devoirs, à sa parole. Comp. violation, infraction, contravention, transgression, méconnaissance. Ant. respect. V. fidélité, conformité (Cornu, 2007). *Par exception à ce qui précède, en cas d' inobservation par l'une ou l'autre des parties de l'une quelconque des obligations stipulées dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit et sans formalité.*
insolvência. s.f. Exprime o vocábulo o estado em que se encontra a pessoa de não poder solver ou não poder pagar suas dívidas, ou não poder cumprir suas obrigações. Revela, assim, a impossibilidade de pagamento, anotando-se a palavra em conceito ou sentido genérico. Mas, na terminologia jurídica, a insolvência traz consigo sentidos próprios, quando aplicada em matéria civil e quando usada em matéria comercial. No sentido civil, embora mostre a impossibilidade de pagar ou não poder cumprir os pagamentos devidos, a insolvência decorre da circunstância de não possuir o devedor bens suficientes para pagamento de todos os seus	[insolvabilité, absent dans les CPSF].

credores. Assim sendo, a insolvência civil não se caracteriza pela falta de pagamento, ou pela impossibilidade da obrigação creditória. Mostra-se pela insuficiência de bens, inferioridade do ativo em relação ao passivo, de modo que não se apresenta o devedor em condições de pagar todos os seus devedores, porque a soma do qual possui é inferior à soma do que tem a pagar (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: a) insolvabilidade, insolvência; b) situação do devedor que não tem meios para satisfazer sua dívida; c) qualidade de insolvente; d) estado daquele que não paga seu débito (Diniz, 2005); situação em que uma pessoa física ou jurídica é incapaz de pagar seus compromissos. A caracterização da insolvência permite que, independentemente de qualquer pedido formal por parte dos credores, seja decretada a falência (Sandroni, 1999); Dir. Obr. Situação daquele cujas dívidas excedem à importância de seus bens (Sidou, 2009). *A decretação de falência, insolvência ou recuperação judicial da CONTRATADA [...].*

instância. s.f. Primeiramente, em sentido mais amplo, é comprendida como o curso legal da causa ou a sua discussão e andamento, perante o juiz que a dirige, até solução da demanda ou do litígio. Nesta acepção, pois, identifica-se com a própria marcha processual, considerada no seu conjunto de atos, de prazos ou dilações, diligências e formalidades, necessários à instrução e julgamento do processo. Instância é tida também no sentido de grau de jurisdição ou hierarquia judiciária, determinado pela evidência do juízo, em que se instituiu ou se instaurou quando se assinala, numericamente, para determinar a mesma graduação, e indicar a ordem ou hierarquia do estádio em que se movimenta a causa. Neste sentido, então, evidenciam-se a primeira e a segunda intância (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito processual civil: a) relação processual instante, *in fieri*, a desenvolver-se (Pontes de Miranda); b) litispendência; situação processual da pendência da causa perante o juiz, enquanto não recebe a decisão final (Eliezer Rosa); c) ação em movimento; curso legal da causa, andamento; d) é o proprio juízo enquanto se propõe e se decide a causa (Costa Carvalho); e) grau de jurisdição; f) competência quanto aos juízes e tribunais (Diniz, 2005); Dir. Proc. Jurisdição ou foro competente para proferir julgamento, assim administrativo, judiciário, ou eclesiástico. Em direito processual civil, curso

instance. n.f. Procédure engagée devant une juridiction; phase d'un procès. Ex. la première instance est celle qui se déroule devant les premiers juges, au premier degré de juridiction, éventuellement suivie d'une instance en appel ou en cassation. V. cause. Comp. litige, procès (Cornu, 2007); On entend par instance une suite d'actes de procédure allant de la demande en justice jusqu'au jugement (Guillien et Vincent, 2009) *[...] difficultés dans l'exécution du contrat qui n'auraient pu être réglées préalablement par les interlocuteurs désignés dans les termes du présent contrat, les parties devront avoir recours à un arbitrage, préalablement à toute instance judiciaire.*

legal da ação. Termo abolido pelo CPC (1973), que o substituiu por grau de jurisdição para qualificar a hierarquia judiciária (Sidou, 2009). [...] *contábil sobre o mesmo, bem como estar presente em todas as instâncias no âmbito do Tribunal.*

Instituição Nacional Executora. Orgão ou entidade brasileira proponente e beneficiária do projeto, responsável pela direção técnica e coordenação operacional de suas atividades (Diniz, 2005). *O presente Contrato tem por objeto o cumprimento, pelo contratado, dos serviços especificados no Termo de Referência anexo, que é parte integrante deste instrumento, a pedido e com a autorização da Instituição Nacional Executora para execução das atividades previstas no Projeto de Cooperação Técnica Internacional BRA/IICA.*

[absent en français. Entité brésilienne responsable par la gestion et coordination de ses activité].

[inexistente em português. Instituto francês encarregado pela propriedade industrial].

Institut national de la propriété industrielle (INPI). n.m. [absent dans les œuvres d'appui]. *Le prestataire se chargera notamment de recueillir les pièces justificatives nécessaires au dépôt, c'est à dire selon les cas: extrait de K-Bis et numéro SIREN/SIRET (pour les sociétés), certificat d'enregistrement à l'INPI, identifiant au répertoire INSEE, pièce d'identité.*

Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística (IBGE). s.m. Direito administrativo: pessoa jurídica que coordena as atividades do sistema estatístico do país e as de natureza geográfica e cartográfica, efetuando estudos e levantamentos. A Fundação IBGE tem como missão retratar o Brasil, com informações necessárias ao conhecimento da sua realidade e ao exercício da cidadania, por meio da produção, análise, pesquisa e disseminação de informações de natureza estatística - demográfica e socioeconômica, e geocientífica - geográfica, cartográfica, geodésica e ambiental. Compete à Fundação IBGE, ainda: propor a revisão periódica do Plano Geral de Informações Estatísticas e Geográficas, após consulta à sociedade por meio da promoção das Conferências Nacionais de Estatística (CONFEST) e de Geociências (CONFEGE), a serem realizadas em intervalos não superiores a cinco anos; b) atuar nos Planos Geodésico Fundamental e Cartográfico Básico, e no Sistema Estatístico Nacional, mediante a produção de informações e a coordenação das atividades técnicas, em consonância com o Plano Geral de Informações Estatísticas e Geográficas (PGIEG), sob sua responsabilidade;

[absent en français. Institut effectuant des études et repérages en ce qui concerne les statistiques du Brésil et les activités geographique et cartographique].

c) acompanhar a elaboração da proposta orçamentária da União referente ao previsto no Plano Geral de Informações Estatísticas e Geográficas (Diniz, 2005). *Todos e quaisquer serviços extras, considerados para-contábeis, e que não estejam inclusos neste contrato serão cobrados à parte, com base na tabela do Sindicato. São considerados serviços para-contábeis, dentre outros: alterações contratuais, certidões negativas, recálculo de guias em atraso, declaração de imposto de renda pessoa física, recadastramento, questionários de pesquisa do IBGE.*

[inexistente em português. Estabelecimento público que recolhe, trata e analisa a informação econômica e social da França].

Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE). n.m. Établissement public chargé de recueillir, de traiter et d'analyser l'information économique et sociales indispensable aux responsables politiques, ainsi qu'aux entreprises et aux citoyens (Albertini et Silem, 2008). *Le prestataire se chargera notamment de recueillir les pièces justificatives nécessaires au dépôt, c'est à dire selon les cas: extrait de K-Bis et numéro SIREN/SIRET (pour les sociétés), certificat d'enregistrement à l'INPI, identifiant au répertoire INSEE, pièce d'identité.*

Instituto Nacional de Seguro Social (INSS). s.m. Direito Previdenciário. Autarquia federal, instituída mediante fusão do Instituto de Administração da Previdência e Assistência Social (IAPAS) com o Instituto Nacional de Previdência Social (INPS). O Instituto Nacional do Seguro Social (INSS) pode ter até 7 (sete) Superintendências Regionais, com a localização definida em decreto, de acordo com a atual divisão do Território Nacional em macroregiões econômicas, adotada pela Fundação Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística (IBGE), para fins estatísticos, as quais serão dirigidas por Superintendentes nomeados pelo Presidente da Republica. Tem por finalidade: a) promover a arrecadação, a fiscalização e a cobrança das contribuições sociais destinadas ao financiamento da Previdência Social na forma da legislação em vigor; b) promover o reconhecimento, pela Previdência Social na forma da legislação em vigor; b) promover o reconhecimento, pela Previdência Social, de direito ao recebimento de benefícios por ela administrados, assegurando agilidade, comodidade aos seus usuários e ampliação do controle social. Tem competência para: a) administrar contribuições sociais e receitas alusivas à previdência social; b) gerir recursos

[absent en français. Organisme chargé de la gestion de la retraite, pension, assistance médicale, odontologique et pharmaceutique, remise professionnelle et service social].

do fundo de Previdência e Assistência Social; c) conceder e manter benefícios previdenciários; d) executar programas e atividades relacionadas com emprego, apoio ao desempregado, identificação profissional, segurança e saude do trabalhador (Eduardo Marcial Ferreira Jardim) (Diniz, 2005); Autarquia que regula e prevê aposentadorias e pensões, assistências médica, odontológica e farmacêutica, reabilitação profissional e serviço social a cerca de 18,5 milhões de segurados e seus dependentes. O instituto presta a seus segurados mais de trinta benefícios diferentes. Os mais importantes são: salário-maternidade (correspondente ao salário da segurada e pago durante quatro meses, pouco antes e posteriormente ao parto); auxílio-natalidade (correspondente a um salário mínimo da região e pago à segurada ou dependente do segurado); auxílio-doença (correspondente a no máximo 90% do salário de benefício); vários tipos de aposentadoria; auxíliofuneral (indenização das despesas do funeral do segurado, até o máximo de duas vezes o salário de referência da região). Para receber esses benefícios, exige-se que o segurado seja contribuinte pelo menos durante doze meses. Até 1966, a previdência social urbana no Brasil esteve a cargo dos vários Institutos de Aposentadoria e Pensões, que beneficiavam separadamente comerciários, ferroviários, servidores públicos, empregados em transportes de cargas, bancários, industriários, portuários e marítimos. A partir de 26/11/1966, de acordo com o decreto-lei nº 72, o antigo INPS absorveu esses institutos e também o Serviço de Assistência Médica Domiciliar e de Urgência (Samdu) e o Serviço de Reabilitação Profissional (Suserps). O custeio da Previdência Social provém de contribuições dos trabalhadores segurados, das empresas e de dotações orçamentárias do governo federal. A lei nº 6 036, de 1º/5/1974, criou o Ministério da Previdência e Assistência Social, no qual incluiu o INPS. Em 1º/9/1977, este passou a atender apenas à concessão dos benefícios, sendo criado o Instituto Nacional de Assistência Médica e Previdência Social (Inamps), para o atendimento médico-hospitalar, e o Instituto de Administração Financeira da Previdência e Assistência Social (Iapas), para o serviço de arrecadação. Como parte do Plano Collor, em 15/3/1990, o poder executivo instituiu o INSS como autarquia federal, mediante a fusão do Iapas com o INPS (Sandroni, 1999); Direito Previdenciario. Nova denominação do INPS

(Instituto Nacional de Previdência Social), criado originariamente pelo DL 72, de 21.11.1966. D. 3081, de 10.06.1999 (Sidou, 2009). *Registro de funcionários, elaboração de folha de pagamento mensal, recibos e férias, rescisões de contrato de trabalho, apuração dos impostos e encargos sociais (INSS,FGTS,CONT. SINDICAL,IRRF e outros), elaboração do DIRF, CAGED, demais informações aos órgãos competentes e orientação necessária ao setor.*

intenção. s.f. É geralmente tido no sentido de fins, objetivo, designio, intento, ânimo. Nesta acepção, pois, notadamente na terminologia forense, a intenção, demonstrada inicialmente, indica-se o objetivo ou a finalidade tida pelo autor, com a propositura da ação, revelada no preciso objeto de seu pedido. Mas a intenção, indicando o intento ou intuito, o fim ou o desígnio, o motivo ou o objetivo, faz ressaltar a vontade, o ânimo que impulsionou o ato ou determinou o ato, para o fim que se desejava. Nestas circunstâncias revela-se a própria vontade dirigida ou determinada para a consecução do fim colimado ou pretendido (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil. Finalidade visada pelas partes na efetivação de um ato ou negócio jurídico (Diniz, 2005); Propósito ou vontade de agir por determinada forma ou de executar determinato ato (Sidou, 2009). *[...] ambas as partes, por mútuo acordo, ou desde que a parte interessada manifeste a intenção de dissolver a presente relação contratual, por notificação expressa à outra parte, com antecedência mínima de [...] dias.*

intention. n.f. Résolution intime d'agir dans un certain sens, donnée psychologique (relevant de la volonté interne) qui, en fonction du but qui la qualifie, est souvent retenue comme élément constitutif d'un acte ou d'un fait juridique (ex. l'intention libérale, l'intention frauduleuse, l'intention de nuire, l'intention de rendre service, respectivement caractéristique de la donation, de la fraude, du délit stricto sensu et de l'abus du droit, de la gestion d'affaires), parfois comme critère d'appréciation de sa licéité (ex. intention immorale, cause impulsive et déterminante) (Cornu, 2007). *En dehors de ce cas, chaque partie pourra reprendre sa liberté à tout moment après avoir notifiée à l'autre son intention de rompre le contrat par lettre recommandée en respectant un préavis de [...] jours.*

interpretação. s.f. É compreendido, na acepção jurídica, como a tradução do sentido ou do pensamento, que está contido na lei, na decisão, no ato ou no contrato. Neste conceito, a interpretação vem, em realidade, sondando a intenção ali contida, fixar a inteligência verdadeira do que se interpreta para que assim se possa cumprir o pensamento do elaborador. Mas, tendente a esclarecer ou explicar, por outras palavras, o exato sentido contido em um escrito, não deve a interpretação ir além da intenção presumidamente ali objetivada. Nesta razão, deve a interpretação esclarecê-la ou traduzí-la, mais para validá-la que para a anular (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Descoberta do sentido e alcance da norma jurídica , procurando a significação dos conceitos jurídicos (Diniz, 2005). *Para efeito de*

interprétation. n.f. En général, explication plus claire; en sciences sociales, explication particulière plus ou moins arbitraire marquée par une théorie ou une idéologie (Albertini et Silem, 2008); Opération qui consiste à discerner le véritable sens d'un texte obscur; désigne aussi bien les éclaircissements donnés par l'auteur même de l'acte (loi interprétative, jugement interprétatif), que le travail d'un interprète étranger à l'acte (interprétation doctrinale, interprétation judiciaire d'une convention, interprétation ministérielle d'une loi) (Cornu, 2007); L'interprétation des contrats relève de l'appréciation souveraine des juges de fond. Ceux-ci s'inspirent des directives contenues dans le Code civil: recherche de la commune intention des parties contractantes (Guillien et Vincent, 2009). *Tout litige résultant notamment*

interpretação deste instrumento, considerar-se-á como [...].

de l'interprétation ou de l'exécution des présentes sera soumis au tribunal compétent conformément aux règles du code de procédure civile.

interpretar [disposição contratual, ilegalidade, falta de validade, ineficácia]. verbo. Examinar, perquirir e fixar o sentido ou a inteligência do texto legal, ou do teor do escrito, para que se tenha sua exata significação ou sentido (Oscar José De Plácido e Silva, 2007). Teoria geral do direto. A) determinar o sentido e o alcance da norma; b) explicar. 2. Direito autoral. a) traduzir. B) reproduzir pensamento de alguém (Diniz, 2005). *A tolerância ao descumprimento, ainda que reiterado, por qualquer parte, das disposições contidas neste Contrato, não constituirá ou deverá ser interpretada pela outra Parte como renúncia ou novação.*

interpréter [les dispositions, le contrat]. verbe. [absent dans les œuvres d'appui]. *Aucune disposition du présent contrat ne saurait être interprétée comme restreignant les droits du prestataire et de la société d'exercer leurs activités de façon indépendante.*

interromper [o serviço, a prestação de serviços, o contrato]. verbo. 1. Fazer cessar por algum tempo. 2. Deixar de fazer algo temporariamente. 3. Romper a continuidade. 4. Parar momentaneamente (Diniz, 2005). *O não pagamento do valor mensal estabelecido na Solicitação de Serviços, por período superior a 30 (trinta) dias, dará o direito a Contratada de interromper os serviços prestados à Contratante [...].*

interrompre [la mission, le contrat]. verbe. [absent dans les œuvres d'appui]. *La mission pourra être interrompue dans les conditions prévues à l'article […].*

interrupção. s.f. A interrupção não somente tem a função de fazer parar. Soluciona a continuidade, marcando entre o antes e o depois etapas que se desligaram, para findar uma e começar outra. Desse modo, a interrupção difere da suspensão, porque nesta nem sempre há o sentido da descontinuação, que é inerente do sentido da primeira. E, assim, quebrando a continuidade, a interrupção não permite, para que se produza certos efeitos, a ligação do anterior com o posterior. E, na suspensão, tão logo cesse o obstáculo, que a promoveu, continua o fato, ainda ligado ao anterior, pois que não houve quebra de continuidade, isto é, descontinuação. No prazo ou na prescrição, por exemplo, a interrupção faz iniciar nova contagem: o prazo começa de novo e a prescrição inicia novo curso (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Descontinuação entre o que antecedeu a parada e o que lhe sucedeu. Logo, na interrupção de prazo, por exemplo, o tempo anterior não se soma ao posterior, devendo-se, portanto, proceder a uma nova contagem (Diniz, 2005). *A Contratada não será*

interruption. n.f. Action d'arrêter, de mettre un terme à, et résultat de cette action (Cornu, 2007); Incident qui, en matière de prescription, arrête le cours du délais et anéantit rétroactivement le temps déjà accompli, de telle sorte que si, après cet incident, la prescription recommence à courir, il ne sera pas possible de tenir compte du temps déjà écoulé: un nouveau délai courra de même durée que l'ancien (Guillien et Vincent, 2009). *Aucune indemnité, ni diminution du prix de la prestation de […] ne sera due à la régie en cas de suspension ou interruption du service.*

responsabilizada pela suspensão ou interrupção dos serviços, nos casos de [...].

isenção. s.f. Entende-se, na linguagem jurídica, a dispensa, a imunidade, a concessão, atribuída a alguma coisa ou alguma pessoa, para que se possa livrar, esquivar ou se desobrigar de algum encargo, que a todos pesa, ou para que se livre de qualquer obrigação. A isenção, assim, quando manifestada ou outorgada a certa pessoa, a respeito da prática de certos atos ou da satisfação de certas obrigações, vem torná-la imune em relação aos mesmos, desde que não está na obrigação de fazê-los. É livre de cumprí-los. Em regra, pois a isenção se mostra em benefício. É assim a isenção de impostos, a isenção de custas ou a isenção de responsabilidade. Nesta qualidade, portanto, não pode ser presumida. Deve sempre ser fundada em ato inequívoco ou em princípio ou regra legal. E desde que está legalmente estabelecida ou está legalmente autorizada, está livre o benefício daquilo que é isento ou de que é imune (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); a) ato ou efeito de eximir; b) dispensa de uma obrigação ou encargo; c) ato de liberar alguém de alguma responsabilidade; d) estado ou condição do que é isento; e) dispensa (Diniz, 2005); *No caso de pagamentos mensais de honorários que excedam o limite da legislação brasileira para isenção de imposto de renda, a Contratante também descontará do valor a ser pago ao consultor o montante equivalente ao Imposto de Renda, de acordo com a tabela da Receita Federal.*

exonération. n.f. décharge, totale ou partielle, d'une obligation, d'un devoir, d'une charge (fiscale, par ex.) ou d'une responsabilité (que l'on aurait normalement assumée) qui peut résulter de la loi, d'une décision administrative, d'un contrat ou d'une clause d'un contrat (exonération conventionnele). Dans ce dernier cas, on parle couramment de clause d'irresponsabilité, même lorsque la clause supprime en réalité une obligation, et non la responsabilité qui résulterait de la violation de celle-ci. V. exemption, négligence, clause, dispense, franchise, dégrèvement, affranchissement, avis de clémence. Comp. immunité, impunité (Cornu, 2007). *Exonération de la responsabilité du prestataire dans le cadre de l'exécution du présent contrat*.

J

judicial. adj. É empregado comumente para indicar ou exprimir todos os atos ou todas as coisas, que se fazem em juízo ou segundo a autoridade do juiz, e que pertencem à justiça. É judicial tido em sentido equivalente a judiciário, quando emporegado como adjetivo (Oscar Joseph De Plácido e Silva, 2007). Direito processual. 1. Referente à justiça; 2. Que se realiza perante o poder judiciário; 3. Relativo a juiz ou ao Tribunal; 4. Forense; 5. Documento, ato ou fato alusivo a juízo ou decorrente do poder judiciário; 6. O que se faz em juízo (Diniz, 2005). Dir. Proc. Diz-se de ato, documento, fato ou situação referente a juízo (Sidou, 2009). *Em caso de inadimplência, a contratada poderá optar, a seu exclusivo critério, pela negociação do débito vencido, pela cobrança administrativa ou via judicial.*

judiciaire. adj. Qui appartient à la justice, par opposition à législatif et administratif (Cornu, 2007). *La […] est uniquement autorisé à divulguer de telles informations confidentielles lorsque cela est nécessaire pour répondre aux demandes écrites des autorités administratives ou judiciaires ou à la demande écrite et préalable de [...].*

jurídico. adj. Entende-se, na significação em que é tido, como tudo o que é regular, que é legal, que é conforme ao Direito. Desse modo, a qualidade de jurídico evidencia a de justo e legal, porque mostra estar dentro da justiça e da ordem judiciária. Assim sendo, o vocábulo jurídico exprime o sentido de legítimo, de legal, de justo, segundo as circunstâncias em que seja aplicado, ao mesmo tempo que revela o ato ou tudo o que se apresenta apoiado na Lei ou no Direito (Oscar Joseph De Plácido e Silva, 2007). 1. Lícito. 2. Aquilo que está conforme as leis. 3. Relativo às normas de direito. 4. O que é feito por via da justiça. 5. Referente ao direito. 6. Legal (Diniz, 2005). Tudo quanto se relaciona ao direito ou está conforme a seus princípios (Sidou, 2009). [...] *na melhor forma de direito, têm por firme, justo, acertado e contratado o presente negócio jurídico, tudo de acordo com as condições e cláusulas abaixo.*

juridique. adj. Qui produit un effet de droit ; qui est doté de conséquences juridiques (Cornu, 2007). Adjectif révélant que l'expression, la locution employée est relative au droit dans son sens le plus large. Ainsi la théorie juridique se réfère-t-elle à des règles juridiques qui seront appliquées à un complexe de faits, qu'il s'agisse d'une consultation à donner, d'un contrat à rédiger, d'un procès à juger. Un acte juridique engendre des effets de droit (Guillien et Vincent, 2009). *La Société a souhaité bénéficier de services d'assistance de la part du Prestataire en matière administrative, juridique, comptable, communication et marketing et politique commerciale et de développement lui permettant de dynamiser son activité, de rationaliser sa gestion et d'améliorer ses projets de développement commerciaux.*

juro. s.m. Aplicado notadamente no plural, juros quer exprimir propriamente os interesses ou lucros, que a pessoa tira da inversão de seus capitais ou dinheiros, ou que recebe do devedor, como paga ou compensação, pela demora no pagamento de que lhe é devido. Neste sentido, pois, possui significado equivalente a ganhos, usuras, interesses, lucros. Tecnicamente, dizem-se os frutos do capital, representados pelos proventos ou resultados que ele rende ou produz. Os juros provêm de convenção ou são determinados por lei. E assim, se dizem convencionais ou legais (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito bancário: rendimento de capital empregado. Direito civil: a) taxa percentual que incide sobre um valor ou quantia em dinheiro; b) pagamento que decorre da utilização de capital alheio, constituindo, portanto, fruto civil (Diniz, 2005); Remuneração que o tomador de um empréstimo deve pagar ao proprietário do capital emprestado. Quando o juro é calculado sobre o montante do capital, é chamado de juro simples. Para o cálculo do juro composto, o juro vencido e não pago é somado ao capital emprestado, formando um montante sobre o qual é calculado o juro seguinte (Sandroni, 1999); Dir. Obr. Interesse sobre dinheiro emprestado ou capital investido, e calculado em razão de determinada taxa (Sidou, 2009). *Caso o contratante não pague a mensalidade dentro do prazo estabelecido, arcará com uma multa de 10% do valor da parcela, mais juros de 1% ao mês.*

intérêt (s). n.m. Revenu que l'on tire d'un capital placé auprès d'autrui ou exploité directement. Il se calcule en pourcentage de la valeur nominale de ce capital et s'exprime généralement en un taux annuel qui indique alors le prix à payer pour le prêt pour un an d'une valeur correspondant à 100 unités monétaires. Le taux d'intérêt désigne, dans ce cas, le loyer de l'argent. Longtemps condamné par la morale et les religions, puis d'abord confondu avec le profit par l'école classique et présenté comme une partie de la plus-value réalisée dans la sphère de la production par Marx, l'intérêt est l'objet d'analyse spécifique avec les écoles néoclassiques, l'école suédoise, la théorie keynésienne. Déjà évoquée par certains classiques (David Ricardo, Nassau Sénior) l'abstinence (ou préférence par le présent) du prêteur du capital est présentée comme la justification du droit à obtenir une rémunération, d'autant plus que l'emprunteur utilisera ce capital à accroître sa production totale (productivité marginale du capital positive). L'abstinence ou le sacrifice consenti est d'autant plus fort que le montant du capital prêté est élevé. De ce fait l'offre de capital est une fonction croissante du taux d'intérêt. La demande, quant à elle, utilise le capital pour la production. La productivité marginale du capital est décroissante (loi des rendements décroissants). Par conséquent la demande de capital est une fonction décroissante du taux d'intérêt. L'intersection entre l'offre et la demande de capital détermine le taux d'intérêt

effectif du marché (théorie de Böhm-Bawerk, de Fisher dite encore théorie de l'intérêt réel) (Albertini et Silem, 2008); Ce qui est économiquement utile; rapport pécuniaire, profit, avantage patrimonial en nature ou en argent (Cornu, 2007); Somme d'argent représentant le prix de l'usage d'un capital (Guillien et Vincent, 2009); Somme d'argent payée comme rétribution de l'usage d'un capital (Lerat et Sourioux, 1994). *A défaut d'encaissement dans le délai fixé, les sommes porteront intérêt au taux légal applicable en France à compter de l'exigibilité qui est le dernier jour de la période considérée.*

justa causa. s.f. Exprime, em sentido amplo, toda razão que possa ser avocada, para que se justifique qualquer coisa, mostrando-se sua legitimidade ou sua procedência. É assim o motivo que possa ser alegado, porque esta amparado em lei ou procede de fato justo. Mas, a rigor, segundo o sentido de justa, que significa o que convém ou o que de direito, e causa, motivo, razão, origem, é necessário que o que se alega ou se avoca, para mostrar a justa causa, seja realmente amparado na lei ou no Direito ou, não contravindo a este, se funde na razão e na equidade. A justa causa, pois, identifica-se com o justo impedimento, a impossibilidade comprovada, a razão jurídica, a imposição legal, a premência provada, enfim, com tudo o que possa justamente servir de motivo ou dar origem a um fato jurídico. Assim, também se entendia como justo título (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: a) motivo justificador da rescisão de contrato de locação de coisa, ante os casos previstos em lei: b) razão para extinguir prestação de serviço sem justa causa, sem que haja culpa de qualquer dos contratantes, ou por justa causa, fundada em culpa de uma das partes. Se o prestador for despedido sem justa causa terá direito à integralidade da remuneração vencida e à metade que lhe caberia ao termo legal do contrato, a título de indenização. Se o prestador de serviço se despedir sem justa causa, tem direito à retribuição vencida, mas responderá por perdas e danos (Diniz, 2005); Dir. Trab. Motivação para a rescisão do contrato de trabalho, pelo empregador ou pelo empregado, por algum ato ou fato previsto em lei e atribuído a esse ou àquele (Sidou, 2009). *A parte que der causa à rescisão por justa causa responderá por perdas e danos.*

faute grave. n.f. Celle qui, étant suffisamment grave pour rendre intolérable le maintien des relations contractuelles, justifie la résiliation anticipée du contrat de travail à durée déterminée et la rupture immédiate, sans indemnité de licenciement, du contrat de travail à durée indéterminée (Cornu, 2007). *Par dérogation à ce qui précède, le présent contrat pourra être résilié par anticipation, à tout moment, moyennant un préavis de [...] mois, dans l'hypothèse où la résiliation serait motivée par la faute grave du cocontractant et notamment, sans que les cas visés ci-après soient nécessairement limitatifs.*

justiça. s.f. Quer o vocábulo exprimir, na

justice. n.f. V. *décision de justice, demander en*

linguagem jurídica, o que se faz conforme o Direito ou segundo as regras prescritas em lei. É, assim, a prática do justo ou a razão de ser do próprio Direito, pois que por ela se reconhecem a legitimidade dos direitos e se restabelece o império da própria lei (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito processual: a) poder judiciário; b) conjunto de magistrados e de pessoas que servem juntamente com eles; c) função jurisdicional; jurisdição; d) autoridade judicial que aplica o direito aos casos concretos; e) exercício do poder de julgar; f) poder de conhecer, e decidir os direitos de alguém; g) organização judiciária; h) capacidade de julgar conforme o direito e os ditames da consciência (Diniz, 2005); Dir. Jurid. O complexo de órgãos formadores do Poder Judiciário. Esse próprio Poder, por cada um de seus órgãos (Sidou, 2009). *O cliente é multado, por não realizar um procedimento contábil obrigatório ou por não pagar algum encargo, entra com processo de denúncia contra o contabilista no CRC e, até mesmo, na Justiça comum.*	*justice*. a) ce qui est idéalement juste conforme aux exigences de l'équité et de la raison; en ce sens la justice est tout à la fois un sentiment, une vertu, un idéal, un bienfait (comme la paix), une valeur; b) la fonction juridictionnelle (justice s'opp. en ce sens à législation et administration). Ex. rendre justice. V. juridiction, contentieux, gracieux (Cornu, 2007); La justice désigne ce qui est juste. Rendre la justice signifie essentiellement à dire ce qui est juste dans l'espèce concrète soumise au tribunal (Guillien et Vincent, 2009). *[...] sans préjudice du droit pour la société ou pour le prestataire de demander des dommages et intérêts en justice en réparation du préjudice subi de ce fait.*
K	
[inexistente em português. Documento oficial francês que atesta a existência jurídica de uma empresa].	**K-bis (extrait).** n.m. [absent dans les œuvres d'appui]. *Le prestataire se chargera notamment de recueillir les pièces justificatives nécessaires au dépôt, c'est à dire selon les cas : extrait de K-Bis et numéro SIREN/SIRET (pour les sociétés), certificat d'enregistrement à l'INPI, identifiant au répertoire INSEE, pièce d'identité.*
L	
laudo. Na linguagem atual, é empregado para exprimir a sentença ou decisão dos árbitros e parecer ou relatório dos peritos (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito processual: parecer escrito de árbitro ou perito, expondo a perícia realizada, respondendo aos quesitos propostos pelo magistrado ou pelos interessados, e consignando o resultado de exame pericial (Diniz, 2005); Dir. Proc. Peça escrita e fundamentada em que os peritos expõem as observações colhidas e as conclusões a que chegaram no exame da matéria periciada (CPC, arts. 430, 431, 978, 1045; CPP, 160, 170, 181, 182, 528) (Sidou, 2009). *Faz parte do presente também, cópias do laudo descritivo do imóvel, composto de fotografias e seus respectivos negativos, laudo do Corpo de Bombeiros, laudo técnico de engenheiro pormenorizando todas as condições do mesmo.*	Cf. **avis**, **rapport**.

legislação. s.f. É usado, em seu sentido etimológico, para designar o conjunto de leis, dadas a um povo. Embora seja este o sentido mais próprio de legislação, é vulgar sua aplicação em acepção ampla para significar o conjunto de leis decretadas ou promulgadas, seja em referência a certa matéria ou em caráter geral: Legislação civil, Legislação brasileira (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito processual: a) poder judiciário; b) conjunto de magistrados e de pessoas que servem juntamente com eles; c) função juridicional; jurisdição; d) autoridade judicial que aplica o direito aos casos concretos; e) exercício do poder de julgar; f) poder de conhecer e decidir os direitos de alguém; g) organização judiciária; h) capacidade de julgar conforme o direito e os ditames da consciência (Diniz, 2005); Dir. Leg. Ciência das leis. Complexo de leis de um sistema jurídico nacional ou de uma das regiões que compõem o país. Conjunto das leis relativas a determinada área jurídica (Sidou, 2009). *Atendimento das demais exigências previstas na Legislação, bem como de eventuais procedimentos fiscais.*

législation. n.f. Ensemble des lois (y compris les règlements) d'un État ou d'une région (législation française ou allemande, nationale ou locale) ou des lois relatives à une branche du droit (législation civile ou commerciale); plus généralement, Droit positif d'un pays. V. système juridique, ordre juridique, ordonnancement (Cornu, 2007). *Le prestataire déclare que les prestations de services qu'il propose au client sont conformes à la législation en vigueur en France, et bien entendu, au présent contrat.*

lei. s.f. Em sentido amplo, é tomado o vocábulo em conceito diverso do que lhe é atribuído por sua etimologia: o que está escrito. No conceito jurídico, dentro de seu sentido originário, é a regra jurídica escrita, instituída pelo legislador, no cumprimento de um mandato, que lhe é outorgado pelo povo (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Teoria geral do direito. 1. Produto da legislação. 2. Norma jurídica , escrita ou costumeira. Em sentido amplíssimo, a lei é toda norma geral de conduta, que disciplina as relações de fato incidentes no direito e cuja observância é imposta pelo poder estatal, como, por exemplo, a norma legislativa, a consuetudinária e as demais, ditadas por outras fontes do direito, quando admitidas pelo legislador. 3. Em sentido amplo, abrange a norma jurídica escrita, seja a lei propriamente dita, decorrente do Poder Legislativo, seja o decreto, o regulamento ou outra norma baixada pelo Poder Executivo (Diniz, 2005); Expressão da vontade geral; vontade da coletividade personalizada no Estado, tendo como características essenciais a forma escrita e a publicidade (Sidou, 2009). *[...] de tratado e convenção internacional, lei ou decreto de caráter nacional ou de qualquer outra natureza.*

loi. n.f. Règle écrite, générale et permanente, élaborée par le Parlement (Albertini et Silem, 2008); Toute norme ou système de normes d'ordre juridique ou extra juridique; en ce sens, on parle de loi naturelle ou de loi morale, par opp. à la loi positive (Cornu, 2007); Au sens large, règle de droit, d'origine étatique, qu'elle soit d'origine parlementaire (loi au sens strict) ou non (ordonnances, décrets, arrêtés) (Guillien et Vincent, 2009). *[...] s'engage à collecter, rassembler et/ou traiter toutes données nominatives dans le respect de la loi n° [...]. telle que celle-ci pourra être modifiée ou remplacée.*

litígio. s.m. Quer o vocábulo exprimir propriamente a controvérsia ou a discussão

litige. n.m. a) souvent syn. de procès ou de cause; b) plus exactement, différend désaccord,

formada em juízo , a respeito do direito ou da coisa, que serve de objeto da ação ajuizada. A rigor, pois, litígio entende-se a demanda proposta em justiça, quando é contestada. Pela contestação, o juízo se forma. E o *judicium suscipit*, tecnicamente, quer significar a própria contestação, que vem determinar ou marcar a fase litigiosa da demanda. Assim, somente há litígio em processo contencioso, onde haja formação de juízo para discussão da causa (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito processual civil: 1. Questão judicial. 2. Discussão formada em juízo . 3. Controvérsia. 4. Contestação. 5. Causa. 6. Conflito de interesses onde há pretensão de uma das partes processuais e resistência de outra (Diniz, 2005); Disputa judicial. O mesmo que lide, questão, querela. Conflito de interesses qualificado pela pretensão de um dos litigantes e pela resistência do outro (Carnelutti) (Sidou, 2009). *Todos os litígios emergentes do presente contrato ou com ele relacionados serão definitivamente resolvidos de acordo com o [...].*

conflit considéré dès le moment où il éclate (litige né) comme pouvant faire l'objet d'une transaction, d'un compromis d'arbitrage, entre autres modes de solution des litiges (renonciation), indépendamment de tout recours à la justice étatique; c) par ext., le différend porté devant un tribunal et devenu matière du procès, une fois saisie la justice (Cornu, 2007); On parle de litige lorsqu'une personne ne peut obtenir amiablement la reconnaissance d'une prérogative qu'elle croit avoir et envisage de saisir un tribunal pour lui soumettre sa prétention (Guillien et Vincent, 2009); Conflit à portée juridique et pouvant donner lieu à un procès NB: Etymologiquement il s'agit d'un différend porté devant une cour de justice (Lerat et Sourioux, 1994). *La validité, l'interprétation et l'exécution du présent contrat sont soumises à la loi française et les parties désignent les tribunaux de […] comme seuls compétents en cas de litige.*

lucro. s.m. Entende-se, de modo amplo, toda vantagem ou utilidade, que se possa ter ou tirar de uma coisa, ou de um negócio. Nesta acepção, pois, lucro é proveito, ganho, interesse, resultado, benefício, vantagem, utilidade. Dessa maneira, tudo o que venha beneficiar a pessoa, trazendo um engrandecimento ou enriquecimento a seu patrimônio, seja por meio de bens materiais ou simplesmente de vantagens, que melhorem suas condições patrimoniais, entende-se lucro. No sentido técnico do comércio, lucro restringe-se ao resultado pecuniário, obtido nos negócios. E, neste conceito, apresenta-se como juros, dividendos ou como interesses. E, assim, lucro e ganho são empregados como equivalentes, tomado também ganho como o resultado auferido nos negócios, pois há ganho que não é lucro: o ordenado, pago aos que trabalham. Neste sentido, pois, lucro significa a diferença entre o capital empregado e aquilo que ele produziu, dentro de um certo tempo. Os lucros são, pois, os frutos produzidos pelo capital investido nos diversos negócios (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito comercial: 1. Ganho líquido obtido com especulações, depois de descontadas as despesas; 2. Proveito ou vantagem decorrente de uma operação empresarial. 3. Cota-parte do produto ou do respectivo preço que cabe ao empresário (Papaterra Limongi). 4. Resultado pecuniário

bénéfice. n.m. Gain réalisé lors d'une opération ou d'une entreprise. En comptabilité, le bénéfice est le résultat final d'un exercice venant augmenter la richesse de l'entreprise. A ce titre il se place au passif du bilan. On distingue le bénéfice brut: chiffre d'affaires moins les valeurs d'achat des produits vendus. En d'autres termes, c'est le prix de vente moins le coût de revient complet; et le bénéfice net: il est égal au bénéfice brut moins certaines charges supportées par l'entreprise, moins l'amortissement de l'actif social et les provisions pour dépréciations (Albertini et Silem, 2008); Gain pécuniaire ou matériel réalisé dans "une opération ou dans une entreprise et qui accroît l'actif du patrimoine de celui qui l'a obtenu; se distingue des économies qui n'accroissent pas la fortune, mais l'empêchent de diminuer (C. civ., a. 1832) (Cornu, 2007); Excédant des éléments d'actif sur les éléments passifs de l'entreprise. Cette somme apparaît au passif du bilan par une inscription qui en rétablit l'équilibre. (Guillien et Vincent, 2009). *Du fait de l'exercice de ses droits ou de l'exécution de ses obligations au titre du présent contrat, en cas de perte de revenus, d'activités, d'économies ou de bénéfices anticipés.*

advindo de um negocio. 5. Diferença entre o capital empregado e aquilo que ele produziu (Diniz, 2005); Rendimento atribuído especificamente ao capital investido diretamente por uma empresa. Em geral, o lucro consiste na diferença entre a receita e a despesa de uma empresa em determinado período (um ano, um semestre etc.) (Sandroni, 1999); Econ. Proveito resultante de uma troca, com a substituição de uma riqueza de menor valor por outra de maior valor. (Sidou, 2009). *Em caso de antecipação dos efeitos da tutela ou de qualquer outro provimento cautelar atinente à isenção do imposto de renda sobre o benefício mensal, na parte referente às contribuições recolhidas no período anterior à vigência da lei n.º 9.250/95.*

M

mandato. s.m. Quer tecnicamente significar dar poder ou autorizar. Exprime o contrato que designa suas vontades, uma dando a outra incumbência, outra recebendo-a e aceitando-a, para que realize ou execute o desejo da outra. No sentido técnico do Direito civil ou comercial, o mandato é o contrato, em virtude do qual uma pessoa outorga ou da poderes a outra para que pratique ou execute atos e negócios jurídicos em seu nome, e esta se compromete a executá-los ou gerir os negócios autorizados, segundo as ordens e poderes conferidos (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: é o contrato pelo qual alguém (mandatário ou procurador) recebe de outrem (mandante) poderes para, em seu nome, praticar atos ou administrar interesses (Diniz, 2005); Dir. Obr. Modalidade de contrato pela qual alguém (mandatário) recebe de outrem (mandante) poderes para praticar ato ou administrar interesses, e cujo instrumento é a procuração (Sidou, 2009). *As contratantes outorgam-se mutuamente mandato para receber, em nome da outra, qualquer informação ou notificação referente ao presente contrato.*

mandat. n.m. Acte par lequel une personne donne à une autre le pouvoir de faire quelque chose pour elle et en son nom (Cornu, 2007); Acte par lequel une personne est chargée d'en représenter une autre pour l'accomplissement d'un ou de plusieurs actes juridiques (Guillien et Vincent, 2009); Acte par lequel une personne (le mandant) donne à une autre (le mandataire) le pouvoir d'agir en son nom à titre de représentant (Lerat et Sourioux, 1994). *Notamment, les parties ne se consentent aucun mandat ni aucune faculté de prendre un engagement l'une au nom de l'autre.*

mão-de-obra. s.f. Assim se entende, na execução de qualquer trabalho ou obra, o esforço pessoal ou ação pessoal do trabalhador ou operária, sem que se tome em conta o material empregado. Corresponde ao serviço simplesmente, necessário à feitura da obra, que se quer executar. A mão-de-obra tanto se entende a que é executada manualmente, como a mecânica. Em quaisquer dos casos, a mão-de-obra exprime somente o serviço para a execução

main d'œuvre. n.f. Personnes exerçant habituellement une activité professionnelle, salariée ou non, y compris celles qui se trouvent momentanément sans travail pour une cause indépendante de leur volonté. Les personnes en congés maladie, les chômeurs, les membres du clergé, les aides-familiaux dans l'entreprise (plus de 15 heures par semaine), sont inclus dans la population active. En sont exclus: les élèves, les étudiants, les militaires du

do trabalho ou da obra, não se computando nele o que for necessário para que seja executado (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito do trabalho e direito empresarial. 1. Conjunto de operários que efetuam um serviço. 2. Custo da execução de uma obra. 3. Ação do trabalhador sem que se considere o material por ele empregado. 4. Trabalho remunerado, manual ou mecânico, do qual resulta um produto. 5. Complexo de pessoas existentes no mercado de trabalho (Diniz, 2005); Loc. Dir. Obr. Trabalho manual remunerado (Sidou, 2009). *[...] Taxas, fretes, seguros, viagens, estadas, transporte, de alimentação, mão-de-obra, encargos sociais, etc.*

contingent, les retraités, les rentiers, les femmes au foyer (Albertini et Silem, 2008). Ensemble des forces humaines utilisées à la production et à la fourniture de biens ou de services. V. salariat, marchandage (Cornu, 2007). *L'entretien courant tel que défini ci-dessus dans le cas où à la demande du client, [...] effectuerait celle-ci en dehors des heures normales de service (voir [...]) étant entendu que seule la main d'œuvre et les déplacements feraient l'objet d'une facturation et que le prix des pièces détachées nécessaires à l'entretien courant, fournies même en dehors des heures normales de service est compris dans le contrat.*

[assinatura, no sentido de forma de contrato de prestação de serviços cujos serviços são estabelecidos por meio de estabelecimento de pagamento fixo, inexistente nos CPSP].

abonnement. n.m. Contrat entre un fournisseur et un client pour la livraison d'un bien ou la prestation d'un service à des conditions préétablies sous la forme de la globalisation du prix qui correspond à un forfait. L'abonnement dans le domaine des médias est un moyen de compenser une faiblesse des fonds propres, puisque l'offreur dispose de la recette avant la fabrication et la livraison du produit (Albertini et Silem, 2008); Modalité simplificatrice et régulatrice de certains contrats (transport, vente, fournitures diverses, etc.) qui, moyennant en engagement de longue durée (le contrat d'abonnement), permet à celui qui verse en une ou plusieurs fois un prix forfaitaire globalement étudié pour cette durée, d'obtenir de son contractant le service périodique de certaines prestations dont la fourniture répétée exigerait à chaque reprise, sans l'abonnement, une convention distincte ou même le service permanent de certaines fournitures pour lesquelles l'abonnement, plus qu'une commodité, est une nécessité. V. bornage (Cornu, 2007). *Les conditions spécifiques stipulées dans le "formulaire d'inscription ou d'abonnement", fourni au client lors de son adhésion par une autre méthode que l'enregistrement en ligne, font partie intégrante du présent contrat.*

Ministério da Fazenda. Direito administrativo. Orgão da Administração federal direta que tem em sua área de competência os seguintes assuntos: a) moeda, crédito, instituições financeiras, capitalização, poupança popular, seguros privados e previdência privada aberta; b) política, administração, fiscalização e arrecadação tributária e aduaneira; c) administração financeira e contabilidade públicas; d) administração das dívidas públicas

[absent en français. Entité brésilienne s'occupant de l'exécution de la politique économique du pays].

interna e externa; e) negociações econômicas e financeiras com governos, organismos multilaterais e agências governamentais; f) preços em geral e tarifas públicas e administradas; g) fiscalização e contrôle do comércio exterior; h) realização de estudos e pesquisas para acompanhamento da conjuntura econômica; e i) autorizar, ressalvadas as competências do Conselho Monetário Nacional. (Diniz, 2005). *Pelo presente instrumento particular de prestação de serviços e nos melhores termos de direito [...] contratam os serviços de [...], Cadastro de Pessoas Físicas do Ministério da Fazenda sob nº [...], estabelecido com sede própria à rua [...] na cidade de [...], Estado de [...], para [...].*

modalidade. s.f. Direito civil: cláusula que modifica uma ou algumas das consequências naturais do negócio jurídico, como: condição, termo, encargo ou modo. Categoria modificadora dos efeitos normais do negócio juridico, restringindo-os no tempo ou retardando seu nascimento ou exigibilidade (Diniz, 2005); *O Contratante deverá pagar suas mensalidades através de uma das modalidades de cobrança disponíveis na página principal da Contratada.*

modalité. n.f. Moyens destinés à concrétiser un accord ou une décision de principe (modalités d'application, d'exécution) (Cornu, 2007); Particularité qui n'est pas l'essence de l'obligation mais qui en affecte l'existence, l'exigibilité, la durée (condition ou terme) ou qui agence la multiplicité de ses objets ou la pluralité de ses sujets (Guillien et Vincent, 2009); Conditions prévues dans un contrat pour tout ce qui concerne le paiement (montant, date, etc.) (Lerat et Sourioux, 1994). *Les parties se concerteront annuellement afin de convenir le cas échéant, par la signature d'un avenant à la présente convention, des nouvelles modalités et conditions financières de la convention pour l'avenir.*

modificação. s.f. V. *alteração*. É, propriamente, a alteração ou a nova forma dada às coisas, em virtude do que elas se apresentam em outro modo de ser. Desta forma, a modificação não quer exprimir a introdução de um modo, em qualquer ato ou obrigação jurídica . Quer realmente significar a alteração ou a substituição de uma coisa, em parte ou no todo, cujo modo de ser era um, para novo modo de ser, tomando assim nova forma, nova ordem ou nova disposição. Nesta razão, modificação, em qualquer aplicação, tem o sentido de dar nova disposição ou nova ordem, com vários objetos, ao que existia anteriormente (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); a) alteração parcial ou total de uma coisa; b) mudança que não altera a essência da coisa (Diniz, 2005). *Qualquer alteração, modificação, complementação, ou ajuste, somente será reconhecido e produzirá efeitos legais.*

modification. n.f. (s'agissant d'un acte juridique). Changement partiel; ex. modification d'un contrat par les parties (V. avenant, dérogation), exceptionnellement par le juge (V. révision, imprévision). Comp. mutabilité, rectification, adaptation, transformation, conversion, novation (Cornu, 2007). *Dans le cas de contestations relatives à la présente convention, dont notamment sa signature, sa validité, son interprétation, son exécution, ses modifications, sa rupture et/ou les obligations liées à sa rupture.*

moralidade. s.f. a) qualidade do que é moral; b)

moralité. n. f. a) ce qui caractérise (en bien ou

conduta regular, conforme ao ideal moral; c) valor do ponto de vista do bem e do mal; d) adequação dos valores morais; e) conjunto das relações efetivas que têm significado moral com respeito à moral vigente (Sanchez Vazquez); f) moral aplicada, ou melhor, ciência dos costumes ou sociologia da vida moral; g) pudor (Diniz, 2005); Tudo aquilo que está em consonância com os valores morais (Sidou, 2009). *Devidamente uniformizados durante a prestação dos serviços ora contratados, garantindo que todos eles possuem os requisitos de urbanidade, moralidade e educação.*

en mal) le comportement d'une personne (moralité individuelle) ou d'une société (moralité publique). Ex. individu de moralité douteuse; b) ce qui est conforme (dans le comportement individuel ou social) aux normes morales admises dans le milieu de référence. Syn. bonnes mœurs; santé morale (Cornu, 2007). *Le prestataire se réserve le droit de ne pas accepter une demande de prestation par un client pour des raisons de non respect des délais, non respect de la moralité notamment touchant au paiement de la transaction.*

N

não-cumprimento. s.m. V. *descumprimento*. Direito civil: inadimplemento (Diniz, 2005). *Este contrato será passível de rescisão pela parte considerada inocente, sem que a parte considerada inadimplente tenha direito a qualquer indenização, nas hipóteses seguintes: a) o não-cumprimento de qualquer obrigação contratual pela outra parte [...].*

non-accomplissement. n.m. [absent dans les œuvres d'appui]. *Le non-accomplissement du résultat le constitue en faute, à charge pour lui de démontrer la cause étrangère, généralement la faute du partenaire, qui le déchargera de toute responsabilité.*

não-execução. s.f. V. *inexecução*. Falta de execução (Diniz, 2005). *As multas decorrentes da entrega fora do prazo legal, para pagamento, ou que forem decorrentes da não-execução dos serviços por parte do Contratado, serão de responsabilidade do mesmo.*

non(-)éxécution. n.f. [absent dans les œuvres d'appui]. *[...] et son consultant ne pourront être tenus pour responsables de la non-exécution totale ou partielle de la prestation en cas de force majeure.*

negligência. s.f. Exprime a desatenção, a falta de cuidado ou de precaução com que se executam certos atos, em virtude dos quais se manifestam resultados maus ou prejudicados, que não adviriam se mais atenciosamente ou com a devida preocupação, aliás ordenada pela prudência, fossem executadas. A negligência, assim, evidencia-se pela falta decorrente de não se acompanhar o ato com atenção com que deveria ser acompanhado. É a falta de diligência necessária à execução do ato. Nesta razão, a negligência implica na omissão ou inobservância de dever que competia ao agente, objetivado nas precauções que lhe eram ordenadas ou aconselhadas pela prudência, e vistas como necessárias, para evitar males não queridos e evitáveis (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); a) descuido; b) incúria, desídia, inércia; c) desatenção; d) indiferença; e) falta de diligência; f) omissão ou inobservância de dever; g) falta de precaução (Diniz, 2005); Dir. Obr. Descuido, desidia, desleixo, falta de cuidade capaz de determinar responsabilidade por culpa (Sidou, 2009). *[...]contratante rejeitar os serviços de transporte, caso observe*

négligence. n.f. Faute non intentionnelle consistant à ne pas accomplir un acte qu'on aurait dû accomplir, quasi-délit source de responsabilité civile (C. civ., a. 1383) ou parfois pénale. Comp. imprudence, abstention, omission, légèreté blâmable. V. diligence, intention, délit non intentionnel. Clause: expression anglaise désignant la clause par laquelle, dans les chartes-parties, l'armateur déclare s'exonérer de toute responsabilité pour les fautes commises par le capitaine, l'équipage, le pilote et toute autre personne au service du navire (Cornu, 2007); Faute non intentionnelle par omission imprudente (Lerat et Sourioux, 1994). *[...] ne sera pas tenu responsable du préjudice subi par le client du fait de ses intervenants, sauf dans le cas de faute ou négligence inexcusable.*

qualquer negligência quanto a esses fatos, podendo a contratante [...].

negócio. s.m. V. *empresa*. Literalmente, quer exprimir qualquer espécie de atividade, pelo que se tem, am ampla acepção, na mesma significação de trabalho, ação, ocupação, ato, o que se há de fazer, ou, enfim, o trato de alguma coisa ou qualquer operação. É um afazer. Neste lato sentido, na linguagem jurídica, negócio refere-se a todo ato lícito, ou propriamente, todo ato legítimo, praticado ou executado dentro de um objetivo, ou para que se consiga um desejado efetivo jurídico, ou para desempenho de qualquer mister. É nesta acepção que dizemos, geralmente, negócios jurídicos, negócios públicos, negócios judiciais ou forenses, negócios civis, negócios comerciais. Mostram-se, exatamente, as atividades opostas às inatividades (ociosidade) que se opõem em função para desempenho ou execução do que é necessário ou se deseja fazer (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: ajuste entre as partes. Na linguagem jurídica, em geral, indica qualquer atividade econômica (Diniz, 2005); Termo polissêmico: 1) Qualquer atividade econômica; 2) Local em que se faz comércio; 3) Ajuste entre partes (Sidou, 2009). *Fornecer à contratante, regularmente e quando solicitado também, informações sobre o andamento dos negócios e informações gerais sobre o exercício de sua atividade.*

Cf. **activité, contrat, entreprise**.

nome fantasia. s.m. Assim se diz de toda denominação ou designação, adotada pelo comerciante, para individualizar a sociedade, que compuser, o estabelecimento de comércio ou suas mercadorias e produtos. Diz-se de fantasia por ser um nome imaginado e diferente do nome civil das pessoas físicas. Como nome comercial, destinado a personalizar a sociedade, o nome de fantasia somente se admite em certas espécies de sociedades, como as sociedades por cotas ou sociedades anônimas. Vulgarmente dizem-se denominações, para que se distingam dos nomes compostos pelos nomes dos sócios. Em regra, para ser tomado como nome comercial, o nome de fantasia deve referir-se à natureza do comércio ou indústria a ser explorado pela sociedade, a fim de que não se apresentem uma burla ou uma mistificação. Quando, no entanto, é escolhido como insígnia, para individualização do ponto ou do local, ou como nome do produto ou da mercadoria, o nome de fantasia não fica adstrito à realidade do comércio ou do produto (Oscar José De Plácido

[enseigne, absent dans les CPSF].

e Silva, 2007); Direito comercial: denominação da firma, seja esta individual ou pessoa jurídica, e do estabelecimento empresarial (J. Motta Maia). É o nome comercial, ou melhor, a denominação adotada para o exercício da empresa. Equipara-se ao nome empresarial, para os efeitos de proteção legal, a denominação das sociedades simples, associações e fundações (Diniz, 2005). *Razão Social [...], Nome fantasia [...], Endereço para cobrança [...].*

nota fiscal. s.f. Também chamada de fatura, denomina relação numerada, onde são especificadas as mercadorias vendidas pelos comerciantes, indicando-se os preços unitário e global, que obrigatoriamente devem acompanhá-las, quando da entrega ao comprador (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito tributário e direito comercial: documento exigido pela legislação fiscal que comprova uma compra, com indicação do preço, e serve de controle ao Fisco de toda e qualquer operação realizada pela empresa-contribuinte que constitua fato gerador de trbuto ou tenha relevância para fiscalização tributária (Diniz, 2005); Dir. Trib. Nota de venda, ou fatura, revestida de características próprias que propiciam, direta ou indiretamente, o controle de operações relacionadas com a obrigação tributária (Sidou, 2009). *O contratado deverá fornecer nota fiscal dos serviços, referente ao(s) pagamento(s) efetuado(s) pelo contratante.*

Cf. **facture**.

notificação. s.f. Em sentido amplo é empregado para designar o ato judicial escrito, emanado do juiz, pelo qual se da conhecimento a uma pessoa de alguma coisa, ou de algum fato, que também é de seu interesse, a fim de que possa usar das medidas legais ou das prerrogativas, que lhe sejam asseguradas por lei. É, assim, o aviso judicial, instrumentado em forma legal, levando a notícia a certa pessoa, para seu conhecimento, de um ato jurídico já praticado ou a ser praticado, no qual é interessado. Qualquer notícia acerca do fato ocorrido em juízo, que deva ser feita à pessoa interessada é, geralmente, dita de notificação, quando promovida na forma processual adotada para essa diligência (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito processual civil: a) medida cautelar nominada com a qual se cientifica o requerido para que pratique ou deixe de praticar certo ato, sob pena de sofrer os ônus estabelecidos em lei (Othon Sidou); b) ato judicial pelo qual se dá conhecimento a uma pessoa de fato que é de seu interesse, para que

notification. n.f. a) fait (en général assujetti à certaines formes) de porter à la connaissance d'une personne un fait, un acte ou un projet d'acte qui la concerne individuellement; b) par ext., l'acte même de la notification, l'écrit formulant la notification (Cornu, 2007); Formalité par laquelle un acte extrajudiciaire, un acte judiciaire ou un jugement est porté à la connaissance des intéressés. La notification peut être effectuée par un huissier de justice (signification) ou par voie postale (Guillien et Vincent, 2009); Procédure d'information d'un intéressé (Lerat et Sourioux, 1994). *Toute notification sera réputée faite à la date de première présentation de la lettre (en cas d'envoi par lettre recommandée avec accusé de réception) ou à la date de remise de la lettre en cas de lettre remise en main propre.*

possa fazer uso das medidas que lhe são asseguradas legalmente (Diniz, 2005); Dir. Proc. Civ. Medida cautelar nominada com a qual é dado ciência ao requerido para que pratique ou deixe de praticar determinado ato, sob pena de poder sofrer ônus previstos em lei (Sidou, 2009). *Na hipótese de tal ocorrência, dará direito da contratante rescindir de imediato o presente contrato sem prévia notificação ou interpelação.*

notificar [o contratado, o contratante, o prestador, a outra parte]. verbo. 1. Dar conhecimento. 2. Chamar ou convocar alguém para comparecer a um local, em certa data, para participar de um ato policial ou judicial. 3. Noticiar. 4. Participar; comunicar (Diniz, 2005). *Caso haja interesse na rescisão do contrato, a parte interessada notificará a outra, por escrito, com antecedência de trinta dias.*

notifier [le prestataire, le bénéficiaire, l'autre partie]. verbe. [absent dans les œuvres d'appui]. *À défaut de tout accord, chacune des parties pourra, sous réserve d'en notifier préalablement l'autre partie, résilier le présent contrat.*

nulidade. s.f. Assim se diz, na linguagem jurídica, da ineficácia de um ato jurídico, em virtude de haver sido executado com transgressão à regra legal, de que possa resultar a ausência de condição ou de requisito de fundo ou de forma, indispensável a sua validade. Nulidade, pois, em realidade, no discurso técnico-jurídico, quer exprimir inexistência, visto que o ato ineficaz, ou sem valia é tido como não tendo existência legal. Falta-lhe a força vital, para que possa, validamente, precedentemente, produzir os efeitos jurídicos desejados. A rigor, a nulidade mostra vício mortal, em virtude do que o ato não somente se apresenta como ineficaz ou inválido, como se mostra como não tendo vindo (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Teoria geral do direito. Sanção imposta pela norma jurídica, que determina a privação de efeitos jurídicos do negócio praticado em desobediência ao que prescreve (Diniz, 2005); Dir. Civ. Ineficácia do negócio jurídico quando praticado por pessoa absolutamente incapaz; quando não revestir a forma prescrita em lei; quando for preterida alguma solenidade que a lei considere essencial; ou quando a lei taxativamente o declarar lhe negar efeito (Sidou, 2009). *Se qualquer uma das disposições do presente contrato for ou vier a tornar-se nula ou revelar-se omissa, tal nulidade ou omissão não afetará a validade das demais disposições.*

nullité. n.f. Sanction encoure par un acte juridique (contrat, acte de procédure, jugement) entaché d'un vice de forme (inobservation d'une formalité requise) ou d'une irrégularité de fond (ex. défaut de capacité d'ester en justice pour un acte de procédure: NCPC, a. 117), qui consiste dans l'anéantissement de l'acte; se distingue de l'annulation qui proclame la nullité, celle-ci existant, au moins virtuellement, dès avant son prononcé, dès que survient la cause de nullité (Cornu, 2007); Sanction prononcée par le juge et consistant dans la disparition rétroactive de l'acte juridique qui ne remplit pas les conditions requises pour sa formation (Guillien et Vincent, 2009); Anéantissement rétroactif d'un acte juridique qui est jugé ne pas remplir les conditions requises (Lerat et Sourioux, 1994). *Si l'une des clauses des présentes conditions générales venait à n'être déclarée nulle par une décision de justice, cette nullité ne saurait emporter la […]*

O

obrigação. s.f. Literalmente, quer exprimir a ação de se mostar atado, ligado ou vinculado a

obligation. n.f. En un sens général, syn. de devoir (résultant en général de la loi). Ex.

alguma coisa. É, assim, em sentido amplo, o dever ou a necessidade a que se esta sujeito, de cumprir ou fazer alguma coisa, ou se abster dela, em virtude do que a vontade do homem é submetida a um princípio superior. Restritamente, conforme já a compreendiam os romanos, a obrigação revela-se a relação ou o vínculo, que se estalece entre duas pessoas determinadas, em virtude do que uma delas deve uma prestação a outra, prestação essa que tanto pode constar de ação como de abstenção. É, portanto, o vínculo que nos constrange a dar, fazer ou não fazer alguma coisa em proveito de outrem (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: a) relação jurídica , de caráter transitório, estabelecida entre devedor e credor e cujo objeto consiste numa prestação pessoal econômica, positiva ou negativa, devida pelo primeiro ao segundo, garantido-lhe o adimplemento por meio de seu patrimônio (Washington de Barros Monteiro); b) relação transitória de direito que nos constrange a dar, fazer ou não fazer alguma coisa economicamente apreciável, em proveito de alguém que, por ato nosso, de alguém conosco juridicamente relacionado ou em virtude de lei, adquiriu o direito de exigir de nós essa ação ou omissão (Clévis Bevilaque); c) relação jurídica que consiste num dever de prestação patrimonial do devedor ao credor (Dernburg); d) vínculo de direito que nos obriga a dar, fazer ou não fazer alguma coisa para outrem (Pothier e Lacerda de Almeida); e) cláusula contratual pela qual uma das partes se compromete a fazer algo; f) instrumento pelo qual alguém se obriga a efetuar o pagamento de um débito ou a cumprir um contrato (Diniz, 2005); Dir. Obr. Em sentido amplo: dever imposto a qualquer pessoa para pautar seu comportamento em obediência à ordem jurídica. Em sentido estrito: relação jurídica patrimonial de efeito transitório, em virtude do qual um sujeito ativo (credor) pode exigir de um sujeito passivo (devedor) uma prestação ou uma abstenção, garantido o inadimplemento por meio de seu patrimônio. Dir. Obr. Aquilo que o devedor, por lei ou por contrato, é compelido a fazer ou deixar de fazer (Sidou, 2009). *Constituem obrigações da contratada, além de outras previstas neste contrato [...].*

obligations légales du tuteur, obligation de fidélité entre époux. Comp. faculté, liberté, pouvoir, charge. Obligation des moyens: (dite aussi obligation générale de prudence et de diligence). Obligation, pour le débiteur, non de parvenir à un résultat déterminé mais d'y appliquer ses soins et ses capacités (ex. obligation pour le médecin, non de guérir mais de soigner avec science et conscience) de telle sorte que la responsabilité du débiteur n'est engagée que si le créancier prouve, de la part de ce débiteur, un manquement à ses devoirs de prudence et de diligence. Ant. obligation de résultat (Cornu, 2007); Au sens large, lien de droit entre deux ou plusieurs personnes en vertu duquel l'une des parties, le créancier, peut contraindre l'autre, le débiteur, à exécuter une prestation: donner (au sens de transférer la propriété d'un bien), faire ou ne pas faire (Guillien et Vincent, 2009); Lien juridique entre deux personnes par lequel l'une (appelée créancier) peut contraindre l'autre (appelée débiteur) à donner, faire ou ne pas faire quelque chose (Lerat et Sourioux, 1994). *[…] sans préjudice des termes de l'article […] ci-dessous, les obligations de […] au titre du présent contrat sont uniquement au bénéfice du […] et, sous réserve de l'article […]*

obrigar (-se). verbo. 1. Impor obrigação. 2. Sujeitar. 3. Contrair uma obrigação; assumir um dever. 4. Responsabilizar. 5. Forçar (Diniz, 2005). *O presente contrato obriga as partes e*

(s') obliger. verbe. Régir, gouverner, astreindre, s'appliquer comme une règle de droit; Engager, lier, assujettir, soumettre à une obligation; Plus spéc., engager son patrimoine (par ses dettes),

seus sucessores ao fiel cumprimento dos termos nele contidos, ficando estes últimos [...].

exposer ses biens à la poursuite des créanciers, parfois en affectant tel ou tel bien à la garantie d'une dette (Cornu, 2007). *Le prestataire s'oblige, pendant la durée du présent contrat, en fonction du besoin et de la demande du bénéficiaire, à lui apporter son expérience, sa compétence, son assistance et ses conseils pour lui assurer la transmission du savoir-faire de la société, principalement dans les aspects suivants […].*

omissão. s.f. Exprime a ausência de alguma coisa. É, assim, o que não se fez, o que se deixou de fazer, o que foi desprezado ou não foi mencionado. Na linguagem técnico-jurídica, a omissão é a inexistência. É um ato negativo ou a ausência do fato. É o silêncio, anotado pela falta de menção. É a lacuna. A omissão não é um fato. Muito ao contrário, revela o que não aconteceu. Não é pois um acontecimento, embora se diga um ato negativo, em distinção ao que se fez, ou a que não se aludiu (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: a) aquilo que se omitiu; b) ato ou efeito de omitir, que, causando dano moral ou patrimonial, gera responsabilidade civil (Diniz, 2005); Dir. Civ. e Pen. Ato ou efeito de não fazer, alguém, aquilo a que juridicamente está obrigado, e de que resulta, ou pode resultar, prejuízo para terceiro ou para a sociedade (Sidou, 2009). *Qualquer omissão ou tolerância das partes na exigência do fiel cumprimento dos termos e condições deste contrato.*

omission. n.f. Fait, volontaire ou non, de ne pas accomplir ce qui devait l'être. Ex. omission d'une mention obligatoire dans un acte, d'un bien dans une déclaration fiscale, d'une pièce dans un dossier (Cornu, 2007). *Le prestataire engagera sa responsabilité pour toutes les conséquences dommageables résultant des actions, omission s, fautes, erreurs, défaillances et négligences qu'il commettrait au titre du présent contrat.*

ônus. s.m. Na significação técnico-jurídica, entende-se todo encargo, dever, ou obrigação que pesa sobre uma coisa ou uma pessoa, em virtude do que esta obrigada a respeitá-la ou a cumprí-los. É o gravame. Os ônus, assim como as obrigações, podem ser qualificados de pessoais ou reais. São pessoais, quando os encargos, em que eles se fundam, devem ser cumpridos pela pessoa, sem qualquer alusão ou referência às coisas. Assim se entendem os ônus tributários, ou outros encargos derivados, propriamente, dos contratos, em que se assumem obrigações de natureza pessoal. Os ônus reais entendem-se que pesam diretamente sobre a coisa, restringindo o direito de propriedade, segundo as limitações por eles promovidas. Dos ônus reais, em relação ao credor, ou seja, àquele a favor de quem se constituiram, geram-se os direitos reais sobre a coisa alheia (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: a) encargo, obrigação; dever; b) subordinação de um interesse próprio

V. **obligation.**

a outro interesse próprio (Othon Sidou); c) gravame. Direito tributário: a) imposto; b) tributo (Diniz, 2005); Dir. Civ. Encargo. Subordinação de um interesse próprio a outro interesse próprio, em forma de ação ou abstenção, e de caráter legal ou voluntário. Difere da obrigação em que, nessa, há subordinação de um interesse próprio a um interesse alheio (Sidou, 2009). *Serão de integral responsabilidade da contratada todos os ônus e encargos trabalhistas e previdenciários decorrentes dos serviços.*

orçamento. s.m. Em sentido vulgar, quer significar a estimativa do custo a respeito de coisas, cujo valor de construção ou de custeio, é necessário saber, por antecipação. Assim, orçamento sempre revela a verificação ou a evidência de um valor calculado previamente, para base ou preço do que se pretende realizar. É, portanto, a estimação do necessário ou a apuração da importância, em que por um cálculo ou apreciação se aprecia o valor de um custo, ou o valor da feitura de alguma coisa. Mas, embora, em regra o orçamento queria significar a fixação de um montante, em dinheiro, que se julga base de um custo, isto é, a fixação de uma soma ou total de despesas, também se compreende uma estimativa de receita ou uma determinação de despesas. Aliás, no sentido do Direito Administrativo, o vocábulo exprime um todo, de que participam a estimação ou previsão da receita e a fixação da despesa (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Orçamento de serviço: Direito do consumidor. Documento prévio, válido por dez dias, salvo estipulação em contrário, que deve ser entregue, obrigatoriamente, pelo fornecedor de serviço ao consumidor, discriminando o valor da mão-de-obra e do material e do equipamento, as condições do pagamento, a data do início e do término do serviço. Os acréscimos não previstos no orçamento não podem ser cobrados (Diniz, 2005); O orçamento é considerado uma técnica vinculada ao planejamento econômico e social e poderia ser assim definido: são as contas nacionais e o planejamento que oferecem os fins e os objetivos para cuja realização se requerem os fundos públicos; os custos das atividades propostas para alcançar esses fins e os dados quantitativos que medem as realizações; e as tarefas executadas dentro de cada uma dessas atividades. Ampliação conceitual ligada à participação cada vez maior do Estado na economia, que se refletiu igualmente na

devis. n.m. État, généralement détaillé, d'ouvrages ou de travaux à exécuter, avec indication des prix, soit par nature de travail ou corps d'état soit à forfait. Devis descriptif: celui qui contient énumération et spécification des travaux à effectuer et précise les modalités de leur exécution, s'oppose au mémoire, document établi après exécution des travaux, en fonction du devis initial, et mentionnant, s'il y a lieu, les travaux non exécutés et ceux faits en supplément (Cornu, 2007); Dans le contrat d'entreprise, état détaillé des travaux qui seront exécutés avec indication des matériaux employés et des prix de chaque article (Guillien et Vincent, 2009); Document où l'entrepreneur détaille les travaux qu'il engage à exécuter contractuellement et en indique le prix (Lerat et Sourioux, 1994). *Le prestataire devra donc soumettre un devis au client et après accord de paiement, de sa part, lui transmettra la facture d'intervention.*

ampliação do prazo previsto para a realização das despesas públicas: os orçamentos anuais, correspondentes a um exercício financeiro, deram lugar a uma programação de obras e serviços com antecedência de no mínimo três anos (Sandroni, 1999); Orçamento de serviço: Dir. Com. Documento prévio obrigatoriamente entregue pelo fornecedor de serviço ao usuário, discriminando o valor da mão-de-obra, dos materiais e equipamentos a serem empregados, as condições de pagamento, bem como as datas de início e de término do serviço, e cuja validade é de 10 dias, salvo estipulação em contrário (Sidou, 2009). *Quaisquer outras atividades ou serviços que não estejam no plano contratual, dependerão de ajustes entre as partes, através de orçamento previamente aprovado.*

P

pagamento. s.m. Em sentido jurídico e geral, é o vocábulo tomado na significação da *solutio* dos romanos, isto é, como todo fato juridico que tem o efeito de extinguir uma obrigação. Mas, em sentido próprio, entende-se a execução da obrigação, ou a sua extinção operada pelo cumprimento da prestação, que forma seu objeto. Neste sentido, evidenciando um pagamento efetivo, tanto se refere à entrega de uma soma em dinheiro, correspondente ao objeto da obrigação, como ao cumprimento de prestação de outra espécie, isto é, não representada em dinheiro. A satisfação do objeto da obrigação em dinheiro, medida comum de todos os valores, apresenta-se o pagamento por excelência, correspondendo ao sentido vulgar de pagamento: a entrega de um importância para cumprimento ou satisfação de uma dívida em dinheiro. Pagamento, por isso, significa sempre o cumprimento ou satisfação daquilo que se deve e que forma o objeto da obrigação. Não importa, pois a natureza da prestação, a que se está obrigado, revele-se em entrega de moeda ou dinheiro, prestação de serviço, ou restituição de coisa (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: a) execução satisfatória da obrigação, ou seja, solução, adimplemento, resolução, implemento, cumprimento; b) adimplemento, que é o modo direto ou indireto da extinção da obrigação, incluindo não só a efetivação exata da prestação daquilo que forma o objeto da obrigação, como tambéma novação, a compensação, a confusão, a imputação, a remissão de dívida , etc.; c) meio direto e voluntário de extinguir a obrigação;

paiement. n.m. V. *payement*, *versement*. a) au sens courant, versement d'une somme d'argent en exécution d'une obligation de somme d'argent. Ex. paiement du prix de vente; b) au sens technique, exécution d'une obligation, quel que soit l'objet de celle-ci (somme d'argent, remise en nature d'un bien ou d'un document, autre prestation) (C. civ., a. 1235 s.) (Cornu, 2007); Exécution volontaire d'une obligation, quel qu'en soit l'objet (versement d'une somme d'argent, livraison de marchandises…) (Guillien et Vincent, 2009); Exécution d'une obligation, notamment action de remettre une somme d'argent à un créancier. NB: Le versement est le paiement vu en tant qu'opération, ce qui explique que l'on dise "paiement en trois versements", et non l'inverse (Lerat et Sourioux, 1994). *Le prestataire devra donc soumettre un devis au client et après accord de paiement, de sa part, lui transmettra la facture d'intervention.*

execução voluntária e exata, por parte do devedor, da prestação devida ao credor, no tempo, forma e lugar previsto no título constitutivo; d) modo de satisfação do interesse do credor de certa obrigação, exaurindo-lhe qualquer pretensão (Barbero); e) satisfação de prestação pecuniária, extinguindo o débito; f) cumprimento efetivo de uma obrigação exigível, pela realização da prestação, extinguindo o vínculo jurídico, gerando satisfação do credor e liberação do devedor; g) quinhão que nas partilhas cabe ao herdeiro ou condômino; h) exoneração obrigacional mediante cumprimento da prestação devida (Diniz, 2005); Dir. Obr. Execução voluntária de uma obrigação. Exoneração obrigacional levada a efeito pelo devedor ou por terceiro, visando à extinção da dívida (Sidou, 2009). *Durante o prazo do pré-aviso, deverá ser feita por escrito, não a desobrigando do pagamento dos honorários integrais até o termo final do contrato.*

pagar [os honorários, os serviços prestados, multa, a quantia, os valores, imposto de renda, a mensalidade, as depesas, os encargos]. verbo. V. quitar. 1. Satisfazer o débito, extinguindo-o. 2. Remunerar. 3. Gratificar. 4. Sofrer consequência de um dano causado. 5. Retribuir. 6. Indenizar. 7. Compensar (Diniz, 2005). *Para os serviços mencionados no item 1 acima, as contratantes pagarão, solidariamente, ao contratado, honorários nos seguintes termos […].*

payer [les honoraires, les frais, impôts, taxes, cotisations sociales, les sommes]. verbe. V. régler. [absent dans les œuvres d'appui]. *Le bénéficiaire s'engage également à payer au prestataire les sommes dues en contrepartie des prestations, et ce dans le strict respect des dispositions prévues aux articles [...] et [...] ci-après.*

parecer. s.m. E a manifestação ou a declaração de uma opinião ou modo de pensar, acerca de um fato ou negócio. E, segundo as circunstâncias, tanto pode ser favorável ou contrário a ele. Em sentido mais estrito, assim se entende a opinião de um jurisconsulto a respeito de uma questão jurídica a qual, fundada em razões de ordem doutrinária e legal, conclui por uma solução, que deve, a seu pensamento, ser aplicada ao caso em espécie (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Teoria geral do direito e direito processual: a) opinião escrita ou verbal emitida por jurista sobre pontos controvertidos de certo assunto, analisando-o juridicamente e apresentando uma solução, que pode ser juntada aos autos do processo (Diniz, 2005); Opinião manifestada por jurisconsulto em torno de questão jurídica sobre que há dúvida da parte de quem formula a consulta, e que poderá ou não ser aceita pelo consulente. P. Ext. Opinião expressa por

Cf. **rapport.**

assessor jurídico, em orientação administrativa (Sidou, 2009). *Os trabalhos de auditoria, objeto desta proposta, deverão ser concluídos, com a apresentação do parecer, em até [...].*

parte (s). s.f. Vulgarmente quer significar qualquer porção de um todo, é a cota, o quinhão, a parcela. No sentido técnico-jurídico, ou seja, na linguagem forense ou na terminologia usada em referência aos contratos, parte é toda pessoa que intervém ou participa de um ato jurídico ou processual, como interessado nele. Parte, assim, é o contratante ou participante de um contrato civil ou comercial. Parte é a pessoa que participa de um negócio. Parte é toda pessoa que, com legítimo interesse, provoca demanda ou nela se defende (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: a) porção de um todo; b) o que cada voz ou instrumento deve executar numa peça; c) papel que cabe ao ator numa representação; d) contratante; e) quinhão hereditário; f) participação; g) fração condominial (Diniz, 2005); Dir. Adm. Toda pessoa, natural ou jurídica , que, em processo, tenha interesse, positivo ou negativo, no deslinde de um assunto, cuja decisão dependa do orgão administrativo (Sidou, 2009). *Por motivo de segurança para ambas as partes, a contratada não efetua pagamentos de impostos e taxas de qualquer natureza para seus clientes.*

partie (s). n.f. Partie au contrat (ou à la convention), partie contractante: désigne toute personne liée par l'accord, qu'elle soit présente ou représentée. Syn. contractant, Comp. cocontractant, signataire, partenaire. Ant. tiers. V. représentant, ayant cause, relativité des conventions (Cornu, 2007); Personne physique ou morale qui participe à un acte juridique, à une convention, par opposition aux tiers (le vendeur et l'acheteur sont parties au contrat de vente par ex.). Personne physique ou morale, privée ou publique, engagée dans une instance judiciaire (Guillien et Vincent, 2009); Personne engagée dans un accord ou un procès (Lerat et Sourioux, 1994). *Chacune des partie s s'engage à garder strictement confidentiels tous les documents, informations, données, chiffres, quelle qu'en soit leur nature, relatifs à l'autre.*

pena. s.f. Em sentido amplo e geral, significa qualquer espécie de imposição, de castigo ou de aflição, a que se submete a pessoa por qualquer espécie de falta cometida. Desse modo, tanto exprime a correção que se impõe, como castigo, à falta cometida pela transgressão a um dever de ordem civil, como a um dever de ordem penal (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: a) sanção pecuniária imposta ao autor de um ato ilícito; b) multa contratual; c) prisão civil imposta a depositário infiel e àquele que não cumpriu o dever de pagar pensão alimentícia (Diniz, 2005); Dir. Pen. Punição imposta pelo Estado ao autor de crime ou contravenção, em resultado da ação penal (Sidou, 2009). *[...] Estatuto da Criança e Adolescente (Lei nº 8.069, de 13 de julho de 1990), e cuja pena prevista é de reclusão, de 01(hum) a 04(quatro) anos;*

peine. n.f. 1) Châtiment édicté par la loi (peine prévue) à l'effet de prévenir et, s'il y a lieu, de réprimer l'atteinte à l'ordre social qualifiée d'infraction (*nulla poena sine lege*); châtiment infligé en matière pénale par le juge répressif, en vertu de la loi (peine prononcée). V. sanction, condamnation, pénalité, punition, répression, mesure de sûreté, application de la peine, politique criminelle, amendement, exemplarité; 2) Désigne parfois une sanction infligée en matière civile (et non pénale), mais à titre de punition (et non de réparation); 3) Somme forfaitaire stipulée à titre de dommages-intérêts à la charge du contractant qui manquera à exécuter ses obligations (C. civ. a. 1152) (Cornu, 2007). *Au cas de non respect de cette obligation légale, la loi de [...] fait encourir à l'hébergeur une peine d'un an d'emprisonnement et [...] euros d'amende.*

penalidade. s.f. Penalidade significa a pena-castigo ou a pena-sanção, imposta por lei, sendo especialmente aplicada, no Direito Tributário, para designar as sanções impostas pelas

pénalité. n.f. Expression employée généralement comme syn. de peine et pouvant désigner soit une sanction pénale, soit une peine privée. Plus particulièrement, sanction

infrações aos tributários (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito penal: a) pena, privação de certos bens imposta pelo Estado; b) imposição legal da pena; c) cominação da pena; d) natureza da pena (Diniz, 2005); Dir. Pen. O mesmo que pena ou punição (Sidou, 2009). *As penalidades aplicadas só poderão ser relevadas nos casos de força maior, devidamente comprovado, a critério do Contratante.*

applicable aux délits tels qu'amendes et doubles droits. Ex. pénalité de retard (Cornu, 2007); Pénalité de retard: sanction frappant l'entreprise qui ne respecte pas le délai de paiement convenu, lequel ne peut pas dépasser 45 jours fin de mois ou 60 jours à compter de la date d'émission de la facture. Le montant de la pénalité, qui ne peut être inférieur à trois fois le taux de l'intérêt légal, est calculé par référence au taux de la banque centrale européenne; il est exigible sans qu'un rappel soit nécessaire (Guillien et Vincent, 2009); Punition civile sanctionnant la défaillance d'une personne sur qui pèse une obligation NB: Il existe aussi des pénalités administratives (de retard, notamment) (Lerat et Sourioux, 1994). *Le client dispose d'un droit de rétractation, c'est-à-dire du droit dans un délai de […] jours ouvrables à partir de la prestation souscrite, de renoncer à ladite prestation et donc de la résilier, sans pénalité et sans motif.*

perdas e danos. Na terminologia técnica do Direito, exprime a expressão e evidência de prejuízos que uma pessoa tenha causado a outrem, por ato próprio ou alheio, mas de sua responsabilidade. A locução perdas e danos traz, assim, concomitantemente, a ideia da ofensa ou do mal causado a direito ou a coisa alheia, de que resulta um prejuízo, isto é, uma diminuição econômica ou desfalque ao patrimônio do ofendido. Mas, como no sentido jurídico, perdas e danos não somente induzem a ideia da perda sofrida, isto é, o prejuízo efetivo e atual, que promove o desfalque ao patrimônio, mas ainda os lucros ou frutos que não possam ser percebidos. Para haver perdas e danos, usa-se de ação própria, na qual se prove a efetividade do prejuízo e a responsabilidade da pessoa que praticou o ato, que lhe deu causa (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: representam o equivalente ao prejuízo ou dano suportado pelo credor, em virtude do devedor não ter cumprido, total ou parcialmente, absoluta ou relativamente, a obrigação, expressando-se numa soma de dinheiro correspondente ao desequilíbrio sofrido pelo lesado (Caio M.S. Pereira). As perdas e danos são uma consequência do inadimplemento do devedor. Para conceder indenização de perdas e danos, o magistrado deverá considerar se houve: a) dano positivo ou emergente, que consiste num déficit real e efetivo no patrimônio do credor; b) dano negativo ou lucro cessante ou frustado, alusivo à privação de um ganho pelo

dommages et intérêts. V. *dommages-intérêts*. Somme d'argent due à un créancier par le débiteur pour la réparation du dommage causé par l'inexécution, la mauvaise exécution ou l'exécution tardive de son obligation (C. civ., a. 1145 s.), et qui est en principe calculée de manière à compenser la perte subie par le créancier (*damnum emergens*), et le gain dont il a été privé (*lucrum cessans*); suivant la tradition, c'est à ces deux éléments du dommage que se rapporteraient respectivement les deux termes de l'expression composée: dommages et intérêts. Par ext., somme d'argent qui est due pour la réparation du dommage causé par un délit ou un quasi-délit, bien que cette somme d'argent soit qualifiée plus exactement d'indemnité (Cornu, 2007); Somme d'argent destinée à réparer le dommage subi par une personne en raison de l'inexécution ou de la mauvaise exécution d'une obligation ou d'un devoir juridique par le cocontractant ou un tiers (Guillien et Vincent, 2009); Mesure qui, sous sa forme ordinaire, est l'évaluation en argent de la perte éprouvée et du gain manqué soit par un contractant à raison du retard dans l'exécution ou de l'inexécution de l'engagement du débiteur, soit par toute personne (fait illicite autrui) (Lerat et Sourioux, 1994). *En cas d'inexécution d'une de ses obligations par l'une des parties, le contrat pourra être résilié de plein droit […] mois après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet, sans préjudice du droit pour la*

credor, ou seja, ao lucro que ele deixou de auferir, em razão do descumprimento da obrigação pelo devedor; c) nexo de causalidade entre o prejuízo e a inexecução culposa ou dolosa da obrigação por parte do devedor, pois o dano, além de ser efetivo, deverá ser um efeito direto e imediato do ato ilícito do devedor, de modo que, se o prejuízo decorrer de negligência do próprio credor, não haverá ressarcimento ou indenização por perdas e danos (Diniz, 2005); Dir. Obr. prejuízos sofridos pelo credor em consequência do inadimplemento obrigacional, e representados no que efetivamente ele perdeu e no que razoavelmente deixou de lucrar (Sidou, 2009). *Em hipótese alguma a [...] será responsável por reclamações de terceiros por perdas e danos contra o cliente, bem como por danos indiretos, ou lucros cessantes, ainda que a [...] tenha sido informada de tal possibilidade.*

société ou pour le prestataire de demander des dommages et intérêts en justice en réparation du préjudice subi de ce fait.

pessoa física. s.f. É a denominação que também se atribui ao ser humano, considerado como entidade corpórea, ou seja, como um animal ou ser biológico. No exato sentido da técnica terminológica, não demonstra a expressão rigoroso conceito jurídico acerca do ser humano, juridicamente considerado. Já aludia Teixeira de Freitas à circunstância de que o Direito não considera o homem somente em seu aspecto físico. Há nele mais que um animal pois que, em verdade, para que se mostre em sua individualidade jurídica, ou como homem jurídico, é encarado ou considerado em seus aspectos social e moral, em que se integram estados de ordem superior ao meramente biológico (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: ser humano considerado como sujeito de direitos e obrigações (Diniz, 2005); Todo indivíduo, desde o momento de seu nascimento até a morte. Adquire personalidade civil ao nascer, mas tem seus direitos garantidos antes mesmo do nascimento. Esses direitos, baseados na própria natureza humana, são os direitos de existência, de liberdade, de associação, de propriedade e de defesa (Sandroni, 1999); Dir. Civ. Denominação vulgarizada, conquanto imprecisa, para o ser humano, que é corpo, mas também dotado de vontade e razão, atributos que não são físicos (Sidou, 2009). *Declaração de ajuste do imposto de renda da pessoa física.*

personne physique. n.f. Être humain, tel qu'il est considéré par le Droit; la personne humaine prise comme sujet du droit, par opp. à la personne morale. V. individu, homme, particulier, esprit, corps, état (Cornu, 2007); Individu de l'espèce humaine en tant que sujet de droit (Lerat et Sourioux, 1994). *Si l'éditeur est une personne physique, l'icône «mentions légales» doit indiquer ses nom, prénom, adresse.*

pessoa jurídica. s.f. Em oposição à pessoa natural, expressão adotada para indicação da individualidade jurídica constituída pelo

personne morale. n.f. Groupement doté, sous certaines conditions, d'une personnalité juridique plus ou moins complète; sujet de droit

homem, é empregada para designar as instituições, corporações, associações e sociedades, que por força ou determinação da lei, se personalizam, tomam individualidade própria, para constituir uma entidade jurídica , distinta das pessoas que a formam ou que a compõem. Diz-se jurídica porque se mostra uma encarnação da lei. E, quando não seja inteiramente criada por ela, adquire vida ou existência legal somente quando cumpre as determinações fixadas por lei. Dessa forma, ao contrário da pessoa natural, cuja existência legal se inicia por um fato natural (o nascimento), a pessoa jurídica apenas tem existência quando o Direito lhe imprime o sopro vital. Criando-se ou as confirmando, é, pois, o Direito que determina ou da vida a estas entidades, formadas pela agremiação de homens, pela patrimonização de bens, ou para cumprir, segundo as circunstâncias, realização do próprio Estado (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: unidade de pessoas naturais ou de patrimônios, que visa à consecução de certos fins, reconhecida pela ordem jurídica como sujeito de direitos e obrigações (Diniz, 2005); Qualquer instituição (empresa, sociedade, corporação etc.) que se personaliza e individualiza, distinguindo-se das pessoas físicas que a formam. Sua existência depende de aspectos legais: para ser formadas, precisam cumprir determinados requisitos e só são dissolvidas por força da lei ou por acordo de seus componentes (Sandroni, 1999); Dir. Civ. Ente criado pela técnica jurídica, como unidade orgânica e estável de pessoas para fins de natureza pública ou privada, completamente distinta dos indivíduos que o compõem, e dotado de personalidade jurídica idêntica à da pessoa natural para efeito de ter direitos e contrair obrigações. Pessoa jurídica de direito público: interno, a União, Estados, Distrito Federal, Territórios, Municípios e demais entidades de caráter público criadas por lei; externo, os Estados estrangeiros e todas as pessoas regidas pelo Direito Internacional. Pessoa jurídica de direito privado: as associações, sociedades e fundações. OBS: As empresas públicas e as sociedades de economia mista sujeitam-se ao regime jurídico das empresas privadas (Sidou, 2009). *[...] e de outro lado denominado como contratante, que pode ser pessoa física ou jurídica, celebram o presente contrato de prestação de serviços de hospedagem de site na internet.*

fictif qui, sous l'aptitude commune à être titulaire de droit et d'obligation, est soumis à un régime variable, not. selon qu'il s'agit d'une personne morale de droit privé ou d'une personne morale de droit public. Ex. association, société, groupement d'intérêt économique, syndicat, Etat, département, commune (Cornu, 2007); Groupement doté de la personnalité juridique, donc titulaire lui-même de droits et d'obligations, abstraction faite de la personne des membres qui le composent: société, association, syndicat, État, collectivités territoriales, établissements publics (Guillien et Vincent, 2009); Groupement de personnes ayant collectivement la personnalité juridique et donc titulaire de droits et d'obligations (Lerat et Sourioux, 1994). *L'exécution ou l'application d'une clause du présent contrat sera soumis, conformément aux dispositions du code de procédure civile, à un conseil ou une personne morale ou physique compétente désignée par chacune des parties.*

prazo. s.m. Exprime o espaço de tempo em que as coisas se fazem, devem ser feitas ou devem ser executadas, ou o período de duração das coisas ou dos fatos. Nesta razão, no sentido geral, no prazo sempre se revela o espaço de tempo, que medeia entre o começo e fim de qualquer coisa. Mostra, assim, a duração em que as coisas se realizam ou se executam, ou determina, pelo transcurso do mesmo tempo, o momento em que certas coisas devem ser cumpridas. Em particular, na terminologia jurídica, muitas vezes se utiliza a expressão termo (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: a) lapso temporal compreendido entre o termo inicial e o termo final de uma relação jurídica , com exclusão do dia em que começa e inclusão da data do vencimento; b) espaço de tempo convencionado para a realização de ato ou negócio jurídico ou para produção de seus efeitos. Trata-se da estipulação do dia em que começa ou se extingue a eficácia do negócio jurídico; c) termo inicial e termo final de um certo período de tempo; d) lapso temporal durante o qual não se pode exigir o adimplemento de uma obrigação; e) entiteuse; f) bem enfitêutico; g) prazo legal para fazer valer a pretensão à prestação oriunda de descumprimento de lei ou de obrigação; h) prazo legal ou convencional para exercer um direito potestativo (Diniz, 2005); Dir. Obr. Período dentro do qual não se pode exigir o cumprimento da obrigação a termo (Sidou, 2009). *A não observância dos prazos acima sujeita o contratante ao pagamento de multa de 20% (vinte por cento), sem prejuízo de correção monetária e juros de mora.*

délai. n.m. Espace de temps à l'écoulement duquel s'attache un effet de droit. Ex. délai de prescription (acquisitive) (Cornu, 2007); Certaines formalités de la vie juridique, les actes et formalités de la procédure doivent normalement être accomplis dans le cadre de certains délais. L'inobservation de ces délais entraîne des conséquences de gravité variable (Guillien et Vincent, 2009); Temps fixé pour l'accomplissement d'un agissement à effet juridique (Lerat et Sourioux, 1994). *Le client s'engage à payer au prestataire le prix de la prestation de service qu'il aura choisie, conformément aux délais prévus au présent contrat.*

preço. s.m. Entende-se o valor ou a avaliação pecuniária atribuída a uma coisa, isto é, o valor dela determinado por uma soma em dinheiro. Geralmente, preço e custo são tidos como equivalentes. Mas, em regra, o custo significa o preço de produção ou o valor monetário por que a coisa foi adquirida. Possui, assim, sentido mais estrito, porquanto preço entende-se toda avaliação monetária ou todo valor pecuniário, atribuída a coisa, sem alteração ou custo originário ou preço de custo. Representa a soma em dinheiro em que se determina o valor da coisa para que sirva de base à operação de que será objeto. É, assim, que, nas vendas, é a quantia ou a soma pecuniária a ser paga pelo comprador. Nas locações, é também a soma em dinheiro a ser paga pelo locatário. Designa,

prix. n.m. Rapport entre deux quantités de marchandises proposées à l'échange ou ce qui revient au même, quantité d'un bien que l'on doit donner en échange d'une unité d'un autre bien, service ou facteur de production. Dans une économie monétarisée, le prix est la quantité de monnaie que l'on doit donner en échange d'une unité d'un bien ou d'un service. Dans ce cas, au lieu de raisonner en (n) biens, services, et facteurs de production, on raisonne avec (n-1), la monnaie étant soustraite de l'ensemble pour servir d'équivalent général. Le prix est l'expression monétaire de la valeur d'échange d'une unité de bien ou de service (Albertini et Silem, 2008); Par ext. le loyer, ou le fermage dû par le preneur au bailleur (prix du bail) (C. civ., a. 1728), le coût de l'ouvrage dans le contrat

sempre, um valor expresso em dinheiro. E, relativamente às mercadorias, entende-se em sentido equivalente à cotação (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: 1) soma devida paga a alguém como contraprestação ou remuneração de prestação de serviço ou de locação de obra; 2) Quantia pecuniária que se pagou pela aquisição de um bem, conforme se estipulou por convenção (Diniz, 2005); Em sentido amplo, o conceito expressa a relação de troca de um bem por outro. Em sentido mais usual e restrito, representa a proporção de dinheiro que se dá em troca de determinada mercadoria, constituindo, portanto, a expressão monetária do valor de um bem ou serviço. No sistema econômico da livre-empresa, os preços têm a função de aglutinar as decisões de milhões de indivíduos de interesses muitas vezes competitivos, assegurando coerência à economia como um todo (Sandroni, 1999); (1) Dir. Obr. Valor de uma coisa representada em dinheiro, e que o comprador se obriga a pagar ao vendedor. (2) Dir. Obr. Fixação. Condição essencial do contrato de compra e venda, ao lado da transferência do domínio de coisa certa, e que geralmente é estabelecida na conclusão do negócio. Pode, porém, ser deixada a arbítrio de terceiro designado pelos contratantes, como também pode ser atribuída à taxa do mercado em certo e determinado dia e lugar (Sidou, 2009). *Pelos serviços ora contratados, a contratante pagará à contratada, ou a um estabelecimento bancário por ela indicado, os preços acordados na época da contratação.*

d'entreprise (prix du transport), ou la rémunération de certains services (prix du dépôt, redevance) (Cornu, 2007); Somme d'argent due par l'acquéreur d'un bien au vendeur; le langage moderne désigne bien souvent par ce terme toute somme due en échange d'un service (ne parle-t-ton pas de la "vente" des services?) (Guillien et Vincent, 2009); Somme d'argent convenue en échange d'un bien ou d'un service NB: Le prix doit, au moment de la conclusion du contrat, être déterminé ou au moins déterminable (Lerat et Sourioux, 1994). *En lisant l'article «prix», le client a connaissance des informations sur les conditions de paiement de sa transaction, ainsi que les coûts liés au mode de règlement choisis.*

prejuízo. s.m. Na terminologia correntia do Direito, é empregado na equivalência de dano, mal, ou ofensa, seja de ordem material ou moral, que possa acarretar uma perda, uma danificação ou um desfalque ao patrimônio da pessoa. Nesta razão, praticamente, prejuízo, ou do dano, praticado, revela-se na perda ou no desequilíbrio econômico trazido ao patrimônio da pessoa. E, por isso, propriamente, equivale a desfalque, a diminuição de valor, a desvantagem, a mau resultado, a destruição, malogro, frustação, insucesso, que possam advir de ato mau ou ofensa atirada à pessoa, para ferir seu patrimônio, ou às coisas, que lhe pertencem, como de qualquer ato ou fato, que possa produzir uma perda ou uma alteração na ordem patrimonial da pessoa. Na linguagem comercial, opondo-se a lucro, entende-se igualmente a perda ou a ausência de vantagens ou de compensações nos negócios (Oscar José De

préjudice. n.m. Syn. de dommage dans l'usage régnant; dommage subi par une personne dans son intégrité physique (préjudice corporel, esthétique), dans ses biens (préjudice patrimonial, pécuniaire, matériel), dans ses sentiments (préjudice moral) qui fait naître, chez la victime, un droit à réparation; plus précisément, pour le dommage corporel, ensemble des chefs de préjudice qui en résultent pour celui qui en est la victime directe ou indirecte (Cornu, 2007); Dommage matériel (perte d'un bien, d'une situation professionnelle), corporel (blessure) ou moral (souffrance, atteinte à la considération, au respect de la vie privée) subi par une personne par le fait d'un tiers (Guillien et Vincent, 2009); Atteinte à une personne, à un patrimoine ou à une respectabilité (Lerat et Sourioux, 1994). *On notera que dans ces contrats, les clauses limitatives ou suppressives de responsabilité*

Plácido e Silva, 2007); Direito processual: a) ação de prejulgar; b) proferir prejulgado. 2) Na linguagem jurídica, em geral, pode ter o significado de a) dano moral ou patrimonial; b) ofensa física; c) destruição; perda; d) desfalque; e) desequilíbrio econômico; f) diminuição de valor; g) desvantagem; h) perda de lucro; i) preconceito; j) juízo antecipado (Diniz, 2005); Termo polissêmico. (1) juízo antecipado, preconcebido, preconceituoso. (2) Resultado de um dano, seja material ou moral (Sidou, 2009). *Havendo persistência no uso inapropriado do serviço, a contratada rescindirá este contrato, independente de notificação prévia, cabendo ao contratante ressarcí-la pelos prejuízos que lhe forem causados.*

sont licites dans la mesure où le préjudice que subirait le client n'est pas causé par une faute intentionnelle.

prestação de serviço (s). s.f. Prestação entende-se o objeto da obrigação, ou seja, aquilo que o devedor está obrigado a cumprir, a fim de que se libere da obrigação assumida. E a prestação tanto pode se consistir na entrega de uma coisa, como na prática ou execução de um ato (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: vide contrato de locação de serviço. Direito do consumidor: contrato pelo qual o fornecedor se obriga, mediante remuneração, a executar, para o consumidor, certo serviço sem o fornecimento de coisa, ou com o emprego dessa somente em caráter acessório (Othon Sidou) (Diniz, 2005); Dir. Obr. Contrato pelo qual uma parte (fornecedor) se obriga perante a outra (usuário), mediante preço, a executar determinada atividade, sem o fornecimento de coisa, ou com o empregado dessa apenas em caráter acessório (Sidou, 2009). *A Contratada receberá mensalmente a quantia de R$ [...], a ser paga até o dia l0 (dez) do mês seguinte à prestação de serviços, mediante a apresentação da correspondente fatura ou conta, desde que atestados e aprovadas pela Contratante.*

prestation (s) de service (s). n.f. Action de fournir un bien ou un service en contrepartie d'une somme d'argent ou d'une contre-prestation en nature (Albertini et Silem, 2008); a) terme générique englobant, à l'exclusion de la fourniture de produits (en pleine propriété), celle de tout avantage appréciable en argent (ouvrage, travaux, gestion, conseil, etc.), en vertu des contrats les plus divers (mandat, entreprise, contrat de travail, bail, assurance, prêt à usage, etc. (Cornu, 2007); Prestation (s): ce qui est dû par le débiteur d'une obligation: livrer une marchandise, fabriquer un meuble, verser une somme d'argent, donner une consultation, réaliser une construction (Guillien et Vincent, 2009); Ce qui est dû au titre d'une obligation (Lerat et Sourioux, 1994). *Le bénéficiaire devra faire connaître au prestataire ses demandes pour une prestation de services (ci-après les «demandes») qui, dans la mesure du possible, devront faire l'objet d'une confirmation.*

prestador. s.m./s.f. V. *prestador de serviços*. É aquele que empresta ou dá por empréstimo. É, pois, o emprestador. Designa também aquele que efetiva uma prestação (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: a) aquele que dá algo em empréstimo; b) mutuante; c) comodante (Diniz, 2005); *Pela prestação dos serviços objeto do Contrato de Prestação de Serviços e Locação de Software, pagarei a prestadora o valor abaixo indicado, pagos através de boleto bancário com vencimento todo dia 10(dez) de cada mês.*

prestataire. n.m./n.f. V. *prestataire de services*. Le débiteur d'une prestation: celui qui la fournit. Ex. prestataire de services. Comp. fournisseur, locateur de services, entrepreneur (Cornu, 2007); Personne qui est tenue contractuellement de fournir une prestation. NB: La personne dénommée prestataire au sens un est celle à qui incombe l'obligation de fournir la prestation (Lerat et Sourioux, 1994). *Le présent contrat a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le prestataire fournira au bénéficiaire, qui l'accepte sans réserve, des prestations de services telles que définies en*

	article […]
prestar [o serviço]. verbo. 1. Ser útil ou adequado 2. Conceder. 3. Dar ou fazer. 4. Praticar. 5. Pronunciar em ato solene. 6. Exibir (Diniz, 2005). *Prestar o serviço em conformidade com as especificações técnicas e de qualidade estabelecidas nas disposições regulamentares e/ou na proposta comercial.*	V. **fournir**, **réaliser**.
procedimento. s.f. Quer o vocábulo exprimir, geralmente, o método para que se faça ou se execute alguma coisa, isto é, o modo de agir, a maneira de atuar, ação de proceder. Neste sentido, procedimento significa a própria atuação ou a ação desenvolvida para que se consubstancie a coisa pretendida, pondo-se em movimento, segundo a sucessão ordenada, os meios de que se pode dispor. Neste particular, pois, procedimento e processo revelam-se em sentidos diferentes. O procedimento, a ação de tocar para a frente, de ir por diante, é o meio exterior, de que nos utilizamos, desde começo ao fim, para realizar o objetivo intentado. Assim, enquanto o procedimento é ação, e movimento, é exteriorização de meios, o processo se mostra a direção desse movimento ou dessa atuação, dando-nos a soma de atos, que se devem executar, ou o ato para que o procedimento se consubstancie ou se concretize. Desse modo, enquanto o procedimento nos revela ou nos mostra a ação de ir por diante, a ação de prosseguir, ou a atuação, o processo nos fornece a ordem de coisas, que se seguem umas às outras, dá-nos a direção dessa sucessão de coisas, para exato cumprimento do que se tem em mira. Nesta razão, como bem assevera Bülow, o procedimento é o involucro; o processo, a íntima substância (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito processual: a) processo; b) ação judicial intentada; c) conjunto de normas relativas ao modo de agir em juízo ; d) trâmite da ação; soma de atos processuais que se realizam, ordenada e sucessivamente, para a solução da lide; e) modo de desenvolvimento do processo em busca da solução final do litígio; f) forma material com que o processo se realiza em cada caso concreto (José Frederico Marques). Na linguagem comum, designa: comportamento; maneira como uma pessoa se comporta em suas relações sociais (Diniz, 2005); Dir. Proc. Civ. Complexo de regras em obediência a ritos, dispostas por lei, para que o processo atinja a sua meta. Enquanto o processo é a ação em juízo, o procedimento é o modo de proceder em juízo (Sidou, 2009). *Quando for*	**procédure.** n.f. Ensemble des actes successivement accomplis pour parvenir à une décision. Ex. demander la nullité de la procédure suivie dans un procès, soulever un incident de procédure, engager une procédure dilatoire (Cornu, 2007); Ensemble des formalités qui doivent être suivies pour soumettre une prétention à un juge (Guillien et Vincent, 2009); Ensemble des actes à accomplir successivement pour respecter les normes (Lerat et Sourioux, 1994). *Il est d'autre part convenu que toute modification essentielle de nature ou de forme juridique de l'une des parties, ainsi que la mise en redressement, en liquidation judiciaire ou toutes procédures analogues de la société.*

impossível, em casos de urgência e de emergência, a utilização pelo contratante, ou por seus dependentes, dos serviços referenciados pela contratada, relativos aos procedimentos cobertos pelo presente contrato, a contratada reembolsará as despesas do contratante, de acordo com a tabela de reembolso para cada plano, anexa ao presente instrumento, que será reajustada, anualmente, conforme reajuste das parcelas estipuladas no presente contrato.

processo. s.m. Exprime o conjunto de atos, que devem ser executados, na ordem preestabelecida, para que se investigue e se solucione a pretensão submetida à tutela jurídica, a fim de que seja satisfeira, se procedente, ou não, se injusta ou improcedente. Conceitua-se, pois, a instrução judicial da causa (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito processual: a) conjunto de atos necessários e que devem ser praticados numa ordem preestabelecida, para esclarecimento da controvérsia e para obtenção de uma solução jurisdicional para o caso *sub judice*; b) forma que, segundo os preceitos legados, a ação torna no seu curso; forma estabelecida pela lei para tratar das causas em juízo (Cândido de Oliveira Filho); c) processamento; d) conjunto de peças imprescindíveis à instrução do juízo; instrução judicial da causa; e) complexo de princípios e normas alusivos à administração da justiça; f) autos em que se materializam os atos processuais (Diniz, 2005); Dir. Proc. Formalização da pretensão (ação) por meio da qual o interessado provoca a prestação jurisdicional, alegando violação de direito subjetivo protegido por norma de direito objetivo (Sidou, 2009). *Os casos de rescisão contratual serão formalmente motivados nos autos do processo, assegurados o contraditório e a ampla defesa.*

procès. n.m. Litige soumis à un tribunal; contestation pendante devant une juridiction. Parfois syn. de procédure, instance (Cornu, 2007); Difficulté de fait ou de droit soumise à l'examen d'un juge ou d'un arbitre. Litige (Guillien et Vincent, 2009); Litige soumis à la justice (Lerat et Sourioux, 1994). *A défaut, les règles de la procédure civile décideront normalement que le demandeur au procès doit saisir le tribunal du lieu du partenaire à qui il cherche querelle.*

procurador. s.m./s.f. Em sentido geral designa toda pessoa que trata ou administra negócios de outrem, em virtude de mandato escrito, que lhe foi conferido pelo mesmo. É, assim, o mandatário de mandato escrito ou instrumentado, com poderes para administrar ou gerir negócio alheio, em todo ou qualquer parte (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: a) mandatário; b) o que age como representante do mandante em juízo ou fora dele (Diniz, 2005); Dir. Proc. Civ. Pessoa natural que, por lei ou por contrato, encarna, em juízo, um ente jurídico, ou, legitimamente,

mandataire. n.m./n.f. Celui qui, dans le mandat, reçoit du mandant pouvoir et mission d'agir au nom de ce dernier. V. représentant, prêtenom, gérant d'affaires, intermédiaire, courtier, mandaté, délégué (Cornu, 2007). *Les parties s'engagent à faire respecter ces obligations de confidentialité par l'ensemble de ses salariés, mandataires, ou prestataires qui seraient amenés à prendre connaissance du présent contrat.*

representa um incapaz. Diz-se procurador bastante quando investido de poderes suficientes para o cumprimento da outorga recebida. OBS. O procurador não está em juízo para necessariamente defender a pessoa jurídica (função do advogado), mas tão somente para responder ao que lhe for interrogado e praticar o ato que lhe for determinado. (Sidou, 2009). *Pela realização da apresentação artística pactuada neste instrumento, a contrante se compromete a pagar a quantia de R$ [...], diretamente à contratada, ou a procurador por esta nomeado.*

proposta. s.f. Significa a ação de propor ou de oferecer a outrem alguma coisa, indicando, também, o conteúdo do objeto do que se propõe. Entende-se, assim, no mesmo sentido de policitação, revelando-se a promessa para um negócio ou para um contrato. A proposta faz gerar para o proponente (policitante) a obrigação de cumprir aquilo que propôs, quando é esta aceita pela pessoa a quem foi feita. No entanto, enquanto não vem a aceitação, pode o proponente revogar a proposta, retirando-a ou a tornando sem efeito. Quer isto significar que o vínculo obrigacional somente se estabelece quando a proposta é tida como aceita. Quanto intervém a aceitação, porém, o contrato se firma irrevogalmente, desde que na proposta se achem estabelecidas todas as condições ou determinações indispensáveis a sua elaboração ou conclusão (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: a) ato de propor um contrato; b) declaração inicial de vontade cuja finalidade é a realização de um contrato; c) ato de oferecer a alguém a realização de um negócio, mediante certas condições; d) policitação; e) aquilo que se propõe (Diniz, 2005); Dir. Obr. Ato pelo qual alguém (ofertante, oferente, policitante, proponente) se dirige a outro ou outros (proposto, oblato), convidando-o a participar de um negócio (Sidou, 2009). *A oferta de serviços poderá ser feita mediante proposta contendo todos os detalhes de especificação, bem como valor dos honorários, condições de pagamento, prazo de duração da prestação de serviços e outros elementos inerentes ao contrato.*

proposition. n.f. V. *offre*. Volume de biens ou de services mis à la disposition du marché afin d'être vendus. S'agissant de biens matériels, l'offre ne correspond pas nécessairement à la quantité produite au même moment. Elle peut être inférieure par stockage ou supérieure par déstockage. On distingue généralement, d'une part, l'offre à court terme et l'offre à long terme et, d'autre part, l'offre d'une firme et l'offre de la branche (ensemble d'entreprises produisant le même bien) (Albertini et Silem, 2008); Manifestation de volonté, expresse ou tacite, par laquelle une personne propose à une ou plusieurs autres (déterminées ou indéterminées) la conclusion d'un contrat à certaines conditions. Plus précisément proposition d'un prix (Cornu, 2007); Manifestation de volonté par laquelle une personne propose à un tiers la conclusion d'une convention. On dit aussi pollicitation (Guillien et Vincent, 2009); *Le présent contrat et ses annexes contiennent tous les engagements des parties, et les correspondances, offres ou propositions antérieures à la signature des présentes, sont considérées comme non-avenues.*

prorrogação. s.f. Exprime, originalmente, o aumento de tempo, a ampliação do prazo, o espaçamento do tempo, prestes a extinguir, para que certas coisas possam continuar, em seguimento, sem solução de continuidade. Nesta razão, a prorrogação pressupõe prazo ou espaço de tempo, que não se extinguiu nem terminou e

prolongation. n.f. [absent dans les œuvres d'appui]. *La présente convention est conclue pour une durée de à compter du prolongation ainsi que les modalités de son financement.*

que é ampliado, dilatado, aumentado, antes que se termine ou acabe. Não se proroga ou o que já se mostra terminado ou acabado, isto é, fora da vigência ou do exercício de um prazo, que não mais existe. Aí, ocorreria coisa nova, iniciar-se-ia um novo espaço de tempo, pela solução da continuidade entre o prazo antigo e o novo prazo, revelando-se, portanto, renovação, não prorrogação. A rigor, pois, a prorrogação é a dilatação do espaço de tempo, cujo fim não ocorreu, para que se continue a fazer o que dentro dele se permitia. E, portanto, deve ser promovida antes que termine o prazo ou aquilo que se quer prorrogar, para que o tempo prefixo se dilate ou se amplie. Na prorrogação, o antes e o depois ligam-se numa continuidade para se mostrarem como uma única e só coisa, isto é, para que se apresente como um prazo ou um espaço de tempo, em que não se registrou nem ocorreu a menor descontinuidade, o que não se registra na renovação, onde se anota a interrupção entre o passado e o novo ou presente. A prorrogação, portanto, tem por objetivo precípuo não admitir interrupção, nem promover uma solução de continuidade entre o espaço de tempo, que foi insignificante para cumprimento de certo fato, e o outro, que se concedeu ou veio aumentar o passado (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); 1. Dilação. 2. Adiamento. 3. Ato de tornar um prazo estabelecido mais longo, aumento de tempo. 4. Extensão de um cargo. 5. Ampliação de uma atribuição. 6. Ato de ampliar uma relação jurídica que já devia ter expirado (Diniz, 2005); Ato de alongar ou dilatar um prazo prefixado, ou de ampliar uma relação jurídica que deveria expirar em determinado momento (Sidou, 2009). *Todas as obrigações decorrentes do presente contrato, mesmo nos casos de prorrogação, são extensivas aos herdeiros e sucessores dos contratantes.*

prova. s.f. Entende-se, assim, no sentido jurídico, a denominação que se faz, pelos meios legais, da existência ou veracidade de um fato material ou de um ato jurídico, em virtude da qual se conclui por sua existência do fato ou do ato demonstrado. A prova consiste, pois, na demonstração de existência ou da veracidade daquilo que se alega como fundamento do direito que se defende ou que se contesta. E, nesta razão, no sentido processual, designa também os meios, indicados em lei, para realização dessa demonstração, isto é, a soma de meios para constituição da própria prova, ou

preuve. n.f. Démonstration de l'existence d'un fait (matérialité d'un dommage) ou d'un acte (contrat, testament) dans les formes admises ou requises par la loi (Cornu, 2007); Dans un sens large, établissement de la réalité d'un fait ou de l'existence d'un acte juridique. Dans un sens plus restreint, procédé utilisé à cette fin (écrit, témoignage…). Lorsque les moyens de preuve sont préalablement déterminés et imposés par la loi, la preuve est dite légale. Dans le cas contraire, elle est dite libre ou morale (Guillien et Vincent, 2009); Établissement de la matérialité d'un fait ou d'un acte juridique (Lerat

seja, para conclusão ou produção da certeza. A prova pode fundar-se na afirmação ou na negação de fatos, sobre que se pretende tenha nascido ou originado direito. E, assim sendo, juricamente compreendida, a prova é a própria convicção acerca da existência dos fatos alegados, nos quais se fundam os próprios direitos, objetos da discussão ou do litígio (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: conjunto de meios empregados para demonstrar, legalmente, a existência de negócios juridicos (Clovis Bevilaqua), tais como: confissão, atos processados em juízo, documentos público e particular; testemunhas; presunção, exames e vistorias; arbitramento; inspeção judicial (Diniz, 2005); Dir. Civ. Meio legal empregado para efeito de ministrar ao orgão apurador os elementos de convicção necessários ao julgamento, e a saber: confissão, documento, testemunha, presunção, perícia (Sidou, 2009). *Comprovar em juízo fatos cujas provas dependam de perícia contábil.*

et Sourioux, 1994). *La responsabilité du prestataire pour non respect des termes du présent contrat sera limitée aux cas où l'autre partie pourra apporter la preuve d'une grave négligence ou d'une intention de nuire de la part du prestataire.*

Q

qualidade. s.f. Exprime a natureza que é própria ou se atribui à coisa. A qualidade, pois, imprime ou impõe à coisa um caráter próprio, para que a distingua ou a individualize. E, nesta razão, pode mostrar-se condição ou requisito, que lhe é peculiar. As qualidades, exprimindo requisitos ou elementos das coisas, podem ser intrínsecas ou essenciais, extrínsecas ou acessórias (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Na linguagem jurídica em geral, pode ter o sentido de: a) título de habilitação profissional; b) requisito ou condição que confere a alguém a aptidão para exercer um direito; c) caráter jurídico de uma pessoa; d) atributo pelo qual alguém se individualiza, distinguindo-se dos demais; e) talento; virtude; f) grau de perfeição, de precisão ou de conformidade a certo padrão; g) função da qual decorrem direitos e deveres; h) posição; i) aquilo que impõe à coisa um caráter próprio, que a individualiza (Diniz, 2005). *A autorização prevista no item 1.3. deste instrumento atribui à contratada a qualidade de proprietária fiduciária das ações custodiadas, não constituindo tal atribuição em transferência plena de propriedade das ações à contratada.*

qualité. n.f. a) titre auquel une personne figure dans un acte juridique ou dans un procès (qualité de représentant légal d'une personne morale en laquelle l'administrateur d'une société signe une vente; qualité de tuteur en laquelle est assigné le père d'un mineur); b) caractéristiques d'une personne, englobant non seulement l'ensemble des éléments de son état (y compris le nom), mais ses particularités physiques ou morales (âge, état de santé, honorabilité, etc.) considérations sur lesquelles une erreur de la part d'un futur époux relativement à l'autre peut constituer une erreur sur la personne, cause de nullité de mariage à la condition d'être reconnue comme essentielle (Cornu, 2007); Caractéristiques pertinentes au regard de la majorité, du mariage, de la nationalité et, plus généralement, du droit à agir juridiquement (Lerat et Sourioux, 1994). *En remplissant les obligations objet du contrat, le prestataire agira en qualité de prestataire de services indépendant.*

queixa. s.f. Entende-se, em sentido lato, a participação feita à autoridade competente de fato, que se tenha praticado, em detrimento da disciplina ou da ordem legal, ou de ofensa, que

plainte. n.f. Acte par lequel la victime d'une infraction ou son représentant porte ce fait à la connaissance de l'autorité compétente; prend le nom de dénonciation lorsqu'il émane d'un tiers.

se tenha recebido. Geralmente, queixa e denúncia empregam-se em sentido equivalente. A queixa, porém, trazendo a significação de querela, exprime mais acertadamente a delação particular ou a participação de fato criminoso de ação penal pública ou privada. A denúncia é a participação do crime à autoridade competente pelo orgão público autorizado. Na terminologia policial, as queixas, ou as comunicações trazidas ao conhecimento da autoridade policial a respeito de fatos, sujeitos à repressão, dizem-se, especialmente, partes. E por elas as autoridades policiais tomam as medidas que devam caber ao caso (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); a) ação ou efeito de se queixar; b) comunicação feita por iniciativa particular levando ao conhecimento da autoridade policial uma ação ou omissão delituosa; c) reclamação baseada em ofensas físicas ou morais recebidas; d) lamentação (Diniz, 2005). *Em hipótese alguma a [...] será responsável por reclamações de terceiros por perdas e danos contra o cliente, bem como por danos indiretos, ou lucros cessantes.*	Comp. réclamation, poursuites, pétition, requête, doléance (Cornu, 2007); Acte par lequel la partie lésée par une infraction porte celle-ci à la connaissance du procureur de la République, directement ou par l'intermédiaire d'une autre autorité (Guillien et Vincent, 2009); *Cette résiliation ne deviendra effective que [...] mois après l'envoi par la partie plaignante d'une lettre recommandée avec accusé de réception exposant les motifs de la plainte.*
quitação. s.f. Entende-se o ato pelo qual o credor desonera seu devedor da obrigação que tinha para com ele. Assim, a quitação tanto se revela na declaração resultante do recebimento da prestação, pela qual se cumpriu a obrigação, como pela desistência ou renúncia ao direito que se tinha sobre o devedor, pela qual fica o mesmo liberado da obrigação. Geralmente, o ato escrito, em que se declara o pagamento e se concretiza a quitação, é denominado recibo. Recibo e quitação, pois, são expressões com sentido jurídico equivalente. Por sua natureza, a quitação é o ato que se deve executar por escrito, principalmente quando por escrito se assumiu a obrigação, devendo por isso ser o instrumento, em que se cumpre, assinado pelo credor ou por seu mandatário com poderes especiais para quitar, ou dar recibos de quitação. Casos, há, porém, em que a quitação pode ser deduzida de outro ato ou fato. Assim, o documento de dívida , em poder do devedor, pressupõe o pagamento por ele da obrigação ali contida (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: a) prova do pagamento da dívida mediante recibo ou devolução do título; b) documento em que o credor, ou seu representante, reconhecendo ter recebido o pagamento do seu crédito, exonera o devedor da obrigação; c) recibo de pagamento; d) liberação de um débito (Diniz, 2005); Declaração por	[quittance, absent dans les CPSF].

escrito do credor de que recebeu do devedor determinada quantia em dinheiro relativa a seu crédito, liberando-o da obrigação. Quando a quitação compreende apenas uma parte da dívida, diz-se que a quitação é parcial; quando é final e completa, abrangendo a totalidade da dívida, que dessa forma é liquidada ou saldada, diz-se que a quitação foi plena ou geral (Sandroni, 1999); (Fr. *quittancer*) Dir. Obr. Declaração formal e obrigatória passada pelo credor ao devedor no ato de solver o débito. Plena, quando cobrir todo o devido proveniente de causa anterior à data do recibo. Parcial, no limite do pagamento por conta, ou decorrente de obrigação parcelada. Judicial, a que é passada em juízo, mediante citação do credor, em caso de recusa desse em fornecer a prova da dívida quitada (Sidou, 2009). *A renovação deste Contrato e do vínculo do Aluno com a Universidade para o semestre subsequente dar-se-á com a quitação das parcelas da semestralidade vencidas.*

R

razão social. s.f. Assim se entende o nome adotado por uma sociedade comercial para indicar a pessoa jurídica, que dela se deriva. Tem, assim, a mesma significação de firma social ou nome-firma da sociedade ou entidade comercial. Distingue-se, assim, da firma individual, que indica o comerciante em nome individual. A razão social é formada pelos nomes individuais das pessoas que constituem a sociedade comercial. E, por este motivo, distingue-se da denominação comercial, expressão por que designa o nome adotado para individualizar as sociedades anônimas ou por ações (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito comercial: a) nome empresarial; b) firma com que uma sociedade empresária é registrada no Registro de Empresas Mercantis para o exercício de suas atividades econômicas organizadas para a produção e a circulação de bens e serviços. Direito civil: denominação de sociedade simples, associação e fundação (Diniz, 2005); (ou Firma). É o nome devidamente registrado sob o qual uma pessoa jurídica (comercial, industrial ou de serviços) se individualiza e exerce suas atividades. A razão social diferencia-se do nome dado a um estabelecimento ou do nome comercial com que a empresa pode ser reconhecida junto ao público (Sandroni, 1999); Razão comercial: Dir. Emp. O mesmo que firma comercial ou razão social (Sidou, 2009). *O cliente poderá solicitar*

raison sociale. n.f. Appellation de certaines sociétés (celles qui comportent des associés indéfiniment responsables du passif social) qui est composée à partir du nom de ces associés. Ex. dans les sociétés en nom collectif, la raison sociale est formée par le nom de tous les associés ou celui de l'un ou de plusieurs d'entre eux suivi des mots et compagnie (Cornu, 2007); Nom attribué à une société dans laquelle les associés ou certains d'entre eux, sont personnellement tenus du passif social; il est exclusivement composé du nom de ces associés, ou de celui de certains d'entre eux. Seules les sociétés civiles professionnelles ont aujourd'hui une raison sociale (Guillien et Vincent, 2009); Nom sous lequel une société commerciale peut agir en tant que personne morale et qui figure dans ses statuts (Lerat et Sourioux, 1994). *Le nom, la dénomination et la raison sociale du prestataire d'hébergement du site du prestataire, au cas où les informations précédentes seraient difficiles à trouver.*

que sua razão social, endereço de habilitação dos serviços e Códigos de Acesso não constem na lista telefônica.

reajuste. s.m. reajustamento, entende-se o ato por que se estabelecem novas condições ou novas situações, acerca de certos fatos, para que se equilibrem ou tomem uma nova forma. Dessa forma, reajustamento pode trazer significação equivalente a enquadramento, reorganização, readaptação, remodelação, ou composição de nova ordem. E se pode apresentar num caráter admistrativo, como em aspecto econômico. Aliás, o reajustamento, seja a respeito de coisas, de fatos ou de pessoas, geralmente traz consigo o sentido de uma nova ordem econômica, instituída para que se reequilibrem certos fatos econômicos, que não se mostravam equitativos ou normais. Destarte, vem harmonizar, regularizar fatos ou coisas em desacerto ou desigualdade (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); 1. reajustamento. 2. restabelecimento de equilíbrio (Diniz, 2005). *Qualquer reajuste solicitado pela contratada deve ser feito apenas no mês de julho e obrigatoriamente deve acompanhar toda a documentação que comprove a solicitação.*

ajustement. n.m. Il existe un grand nombre d'emplois du terme ajustement Dans le sens général, ajuster veut dire corriger, adapter, rectifier (Albertini et Silem, 2008); *La rémunération est due par les bénéficiaires [mensuellement], sur la base d'acomptes. a la fin de chaque période, la rémunération fera l'objet d'un ajustement, à la hausse ou à la baisse, en fonction des coûts réellement supportés par le prestataire au cours de ladite période.*

realização. s.f. Exprime o vocábulo, em sentido amplo, a efetivação ou o cumprimento de alguma coisa. Assim, a realização dá bem ideia de qualquer coisa, que se cumpriu ou que se executou, mostrando-se o empreendimento efetivado ou a execução concluída (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: execução de uma obrigação assumida. Na linguagem jurídica em geral, pode ter o sentido de: a) ato ou efeito de realizar; b) obra de vulto; c) cumprimento ou efetivação de algo; d) empreendimento efetuado (Diniz, 2005). *As demais despesas necessárias à realização dos serviços de consultoria ora contratados serão pagas ao Consultor de acordo com as especificações contidas no Termo de Referência anexo.*

réalisation. n.f. Accomplissement matériel d'un travail, d'une œuvre, en exécution d'un projet, d'un plan, d'un engagement. V. ouvrage (Cornu, 2007). *Le présent contrat est conclu moyennant une rémunération d'un montant égal aux coûts réels engagés pour la réalisation de l'ensemble des prestations rendues par le prestataire.*

realizar [os serviços, o pagamento, o trabalho, as atividades]. verbo. 1. Vender bens para obter dinheiro. 2. Liquidar. 3. Tornar algo efetivo ou real. 4. Efetuar; efetivar. 5. Verificar-se (Diniz, 2005). *O contratado assume o compromisso de realizar o serviço dentro do prazo de [...], de acordo com a forma estabelecida no presente contrato.*

réaliser [les prestations, la mission]. Verbe. V. fournir. [absent dans les œuvres d'appui]. *Le prestataire s'engage à réaliser les prestations visées à l'article [...] du présent contrat à titre exclusif au bénéfice de la société.*

recibo. s.m. Exprime o papel ou o documento, em que se confessa ou se declarar o recebimento

[reçu, absent dans les CPSF].

de alguma coisa. O recibo, em regra, é constuído por um escrito particular, emanado da pessoa a quem a coisa foi entregue, isto é, passado pelo recebedor ou pelo recepcionário (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); 1. Direito civil. Documento que materializa a quitação. 2. Direito comercial e direito do trabalho. Documento assinado pelo credor que atesta o pagamento de uma quantia pecuniária ou a entrega de algum objeto. 3. Na gíria tem o sentido de revide (Diniz, 2005); Dir. Obr. Papel passado pelo recebedor e que comprova o pagamento da quantia ou a entrega do objeto nele expresso (Sidou, 2009). *Quando do pagamento de cada parcela à Contratada, esta firmará o respectivo recibo, nos termos do modelo que integra o presente como Anexo.*

reclamação. s.f. É tomado na linguagem correntia como o pedido, para que se reconheça a existência de um direito ou a queixa contra atos que prejudicam direitos do reclamante. A reclamação, assim, tanto se manifesta perante a autoridade administrativa como perante a autoridade judicial. E pode ser escrita ou verbal. A reclamação não identifica uma demanda, mesmo quando feita judicialmente. Na reclamação não se fere pleito, desde que não se forma discussão (litígio). Reclama-se contra o ato injusto, para que seja desfeito o ato ou se repare a injustiça. É de caráter essencialmente gracioso, sendo dirigida contra atos que prejudicam mas não resulta em ação defensiva de direitos violados ou de relações jurídicas ofendidas (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Na linguagem jurídica, em geral, designa: a) protesto; b) reivindicação de algum direito; c) pedido para que uma autoridade competente tome providências relativas a uma ilegalidade ou injustiça; d) queixa; e) pedido de restituição de alguma coisa pertencente ao reclamante (Diniz, 2005); *Em hipótese alguma a [...] será responsável por reclamações de terceiros por perdas e danos contra o cliente.*

réclamation. n.f. Sens général: contestation portant sur le bien-fondé de tout ou partie d'une imposition (Cornu, 2007). *Le client convient que, quels que soient les fondements de sa réclamation, la responsabilité éventuelle du prestataire, à raison de l'exécution des obligations nées du présent contrat.*

Cf. **renovação**

reconduction. n.f. Continuation d'un contrat (de bail, de travail, de prêt…) à durée déterminée au-delà de sa durée initialement convenue et aux conditions originaires, en vertu de l'accord explicite ou, le plus souvent, implicite des parties. Comp. Renouvellement, prorogation. Tacite reconduction: continuation - fondée sur la volonté probable des parties - de tout contrat à durée déterminée dont les parties poursuivent l'exécution au-delà du terme prévu. Comp. renouvellement, prorogation. Ex. reconduction

tacite du contrat de concession, d'abonnement, de travail (Cornu, 2007); Continuation du contrat au-delà de la durée prévue. Tacite reconduction: renouvellement implicite d'un contrat arrivé à expiration (Lerat et Sourioux, 1994). *Le présent contrat se renouvellera ensuite par tacite reconduction pour des durées identiques successives de […].*

recurso. s.m. No sentido restrito, é a provocação a novo exame dos autos para emenda ou modificação da primeira sentença. Nesta razão, o recurso mostra-se o ato pelo qual se encaminha ao próprio juiz, a outro juiz ou ao tribunal o conhecimento da questão já decidida, para novo exame, e alteração ou anulação da decisão já tomada (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito processual civil e direito processual penal: a) meio legal ou remédio processual de que dispõe o vencido em uma demanda, ou aquele que se julgue prejudicado para, recorrendo a tribunal superior, obter a reforma, total ou parcial, de uma decisão recorrível, ou sua anulação, invocando um novo pronunciamento judicial sobre a questão *sub judice* que venha a defender ou preservar seu direito, que foi violado, ameaçado ou não reconhecido pela sentença; b) ato ou efeito de recorrer a tribunal superior. Nas linguagens comum e jurídica, pode ter a acepção de: a) pedido de auxílio ou de proteção a alguém; b) o que é empregado para vencer um obstáculo ou dificuldade encontrada; c) meio para a consecução de um fim; d) o que serve para proteção ou preservação de um direito (Diniz, 2005); Dir. Proc. Meio, dentro da mesma relação processual, de que se pode servir a parte vencida ou quem se julgue prejudicado, para obter a anulação ou reforma, total ou parcial, de uma decisão judicial (Sidou, 2009). *O prazo para apresentação de recurso das penalidades aplicadas é de [...] dias úteis, contados da data de recebimento da notificação.*

recours. n.m. En un sens vague et général, tout droit de critique ouvert contre un acte, quelles que soient la nature de cet acte (décision administrative ou juridictionnelle, etc.) et la qualité de l'autorité de recours (juridiction ou autorité administrative, etc.). Comp. action, voie de droit, contestation (Cornu, 2007). *Le prestataire garantit le bénéficiaire contre tout recours, revendication, action de tiers ou trouble qui pourraient empêcher la pleine et totale jouissance des droits définis au présent article.*

redução. s.f. É o vocábulo empregado, na linguagem jurídica, em várias significações. Assim, vemo-lo, correntiamente, aplicada na significação de transformação, composição, reprodução, conversão, diminuição e restrição (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: a) abatimento no preço; b) diminuição de liberalidade que excede à quota disponível (Diniz, 2005); *O calendário acadêmico da Universidade fixará o período em que o aluno poderá cancelar disciplina, com redução do*

réduction. n.f. Action de réduire, de diminuer; action d'accorder ou d'imposer une diminution à autrui, ou celle de se restreindre (réduction des charges, des dépenses, du train de vie.) (Cornu, 2007). *Le prestataire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réduction du délai.*

valor da parcela da semestralidade.

reembolsar [as despesas, as custas, o custo, as quantias]. verbo. Tem o sentido de embolsar novamente. Assim, em oposição a desembolsar, significa retornar ao bolso de onde saiu. Assim, é praticamente, receber o que havia despendido ou gasto, ser pago do que havia desembolsado, ou lhe ser restituída a importância adiantada ou emprestada. Opõe-se, pois, em relação à parte ou à pessoa que vem reembolsar, o sentido de restituir ou pagar ou que é devido (Oscar José De Plácido e Silva, 2007). 1. Reaver o desembolsado. 2. Indenizar (Diniz, 2005). *As despesas de transporte e estadia, decorrentes do cumprimento por parte da contratada do disposto no parágrafo anterior, correrão por conta da contratante, que as reembolsará pelo custo, observados os limites internos de conhecimento prévio da contratada, mediante [...].*

rembourser [les frais, les dépenses, le prix, la prestation]. verbe. [absent dans les œuvres d'appui]. *En sus de la rémunération définie au […], le bénéficiaire remboursera au prestataire sur présentation des justificatifs, les dépenses payées pour son compte par le prestataire à des tiers.*

reembolso. s.m. Exprime o recebimento em restituição de quantias ou dinheiro, que se tenham despendido ou emprestado. Reembolso, assim, opõe-se ao sentido de desembolso, representativo do gasto, dispêndio, ou adiantamento feito por conta ou em proveito de outrem. E, direito de reembolso, na linguagem jurídica , é aquele que se assegura a toda pessoa que tenha despendido ou pago quantias, por conta de outrem, ou que lhe tenha emprestado para que possa exigir a restituição das mesmas quantias ou importâncias. Em regra, o direito de reembolso compete ao mandatário, que efetue o pagamento de despesas, por conta do mandante, ao gestor, que pagou despesas necessárias, e ao credor, que forneceu dinheiro ao devedor, que pagou dívidas dele (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: a) restituição do que se emprestou; b) ato ou efeito de reembolsar; c) indenização. Direito processual civil: ato de condenar o vencido a pagar ao vencedor as despesas que antecipou e os honorários advocatícios. O reembolso das despesas abrange, ainda, as custas dos atos do processo, a indenização da viagem, a diária de testemunha e a remuneração de assistente técnico (Diniz, 2005); Qualquer tipo de pagamento a título de indenização ou de restituição de importância anteriormente emprestada (Sandroni, 1999); Dir. Com. Operação pela qual, nos casos previstos em lei, a sociedade anônima paga, aos acionistas dissidentes de deliberação da assembléia geral, o valor de suas ações (Sidou, 2009). *O reembolso das despesas, conforme*

remboursement. n.m. a) restitution en argent; reversement à une personne, en exécution d'une obligation de restitution, d'une somme d'argent que cette personne avait précédemment versée (prêtée ou payée). Ex. remboursement d'un prêt, remboursement d'une somme indûment payée, remboursement du prix d'un billet après annulation de la séance; b) versement à une personne, à titre d'indemnisation, d'une somme que cette personne avait avancée de ses deniers personnels et dont la charge définitive incombe à une autre; remboursement de frais ou de dépenses, not. par la Sécurité Sociale (Cornu, 2007). *De non respect des clauses par le prestataire exiger le remboursement de tous les montants […].*

aludido no caput da presente cláusula, ocorrerá no prazo máximo de [...] dias após a entrega pelo contratante.

reger. verbo. 1. Direito civil. Administrar a pessoa e os bens de menor ou incapaz. 2. Direito comparado. Desempenhar a função do rei governando o país, durante sua menoridade, impedimento ou ausência temporária. 3. Nas linguagens comum e jurídica: a) dirigir; b) desempenhar função de maestro; c) fixar norma; d) ministrar ensino de uma disciplina (Diniz, 2005). *As partes acima identificadas têm, entre si, justo e acertado o presente contrato de prestação de serviços artísticos, que se regerá pelas cláusulas seguintes e pelas condições descritas no presente.*

régir. verbe. Pour une loi (plus généralement pour une règle de droit ou un système juridique), s'appliquer à un cas, une situation, une matière, en commander le régime juridique, lui donner la règle qui le gouverne (Cornu, 2007). *Le présent contrat est régi par la loi française.*

regime. s.m. No sentido jurídico, regime importa no sistema ou no modo regular, por que as coisas, instituições ou pessoas se devam conduzir. E, assim, é indicativo da própria forma por que a administração, o governo, a gestão ou a direção se cumprem, ou da ordem, que se deve seguir. No conceito de Direito Público e Constitucional, exprime o sentido de sistema, forma, governo ou organização política de um Estado (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: conjunto de normas sobre o patrimônio conjugal inserido em pacto antenupcial. Na linguagem jurídica em geral, designa ainda: a) modo de disciplinar, juridicamente, instituições, bens ou pessoas; b) administração de pessoa jurídica (Diniz, 2005); Conjunto de preceitos que regem um instituto jurídico. Ex. regime de separação de bens; regime penitenciário; regime previdenciário. Pode dizer-se que todo instituto tem seu regime (Sidou, 2009). *A contratante deverá indicar, por escrito, à contratada, o regime de tributação a ser observado em relação aos respectivos valores e rendimentos atribuídos às ações.*

régime. n.m. Mode de fonctionnement d'une organisation sociale qui peut être analysée d'un point de vue économique, d'un point de vue politique, d'un point de vue histocopolitique (ex. Ancien Régime) (Albertini et Silem, 2008); a) système de règles, considéré comme un tout, soit en tant qu'il regroupe l'ensemble des règles relatives à une matière (ex. régime constitutionnel, régime foncier), soit en raison de la finalité à laquelle sont ordonnées les règles (ex. régime de protection, régime pénitentiaire); corps cohérent de règles; b) plus banalement (on parle aussi de régime juridique), règles de droit auxquelles est soumis un acte (régime d'une promesse de vente) ou un bien (régime des souvenirs de famille). Comp. condition, statut (Cornu, 2007). *[…] le contrat va revêtir une nature juridique différente, pouvant donner lieu à une certaine insécurité quant au régime juridique du contrat.*

[inexistente em português. Forma de registro das pessoas físicas comerciantes, empresas e grupos com interesses econômicos cuja sede se situa na França].

Registre du commerce et des sociétés. n.m. Répertoire permettant de dénombrer les commerçants, les sociétés civiles et commerciales, les groupements d'intérêt économique. Il est tenu par le greffier du Tribunal de commerce ou du Tribunal de Grande Instance. Chaque entreprise reçoit un numéro accompagné d'une lettre: A pour les personne physiques, B pour les sociétés commerciales, C pour les groupements d'intérêt économique et D pour les sociétés civiles (Albertini et Silem, 2008); Registre tenu au

greffe du Tribunal de commerce (ou du Tribunal de Grande Instance statuant commercialement) où doivent se faire immatriculer, sur leur déclaration, notamment les personnes physiques ayant la qualité de commerçants, les sociétés et les groupements d'intérêt économique ayant leur siège en France et jouissant de la personnalité morale (Cornu, 2007); Registre tenu par le greffier du tribunal de commerce, ou du Tribunal de Grande Instance ayant compétence commerciale, permettant de dénombrer les commerçants, les sociétés et les groupements d'intérêt économique installés dans le ressort de ce tribunal (Guillien et Vincent, 2009). *[...], société à [...], au capital de [...], immatriculée auprès du Registre du commerce et des sociétés de [...] sous le numéro R.C.S [...], et dont le siège social est situé [...].*

Cf. **pagamento, resolução**

règlement. n.m. a) parfois synonyme de solution d'un litige, d'un conflit. Ex. règlement amiable du litige par transaction; l'arbitrage, mode de règlement du litige; règlement d'un conflit de compétence; b) nom donné à des opérations de paiement ou de liquidation: 1) paiement effectué à l'aide d'un ou plusieurs instruments monétaires; 2) à l'issue d'un compte, série d'opérations d'exécution (versement, virement, transfert, prélèvements, etc.) par le moyen desquelles chacun rentre dans ses droits conformément aux résultants du compte (Cornu, 2007); *Chaque règlement sera effectué à trente jours à la fin du mois suivant la date de facturation correspondante.*

regularização. s.f. Ato ou efeito de regularizar, corrigindo vícios que maculam atos ou situações, tornando-os conforme ao direito (Diniz, 2005); *Persistindo o atraso, por período de 03 (três) meses, o contratado poderá suspender os serviços até sua regularização, eximindo-se de qualquer responsabilidade pelos danos causados, no período da paralização.*

régularisation. n.f. Plus spécialement, parfois syn. entre personnes en compte d'apurement, de règlement. Comp. liquidation (Cornu, 2007); Mise en conformité d'un acte juridique ou d'un acte de procédure avec les prescriptions légales, opérant validation de l'acte originairement entaché de nullité (Guillien et Vincent, 2009); Mise en conformité d'un acte juridique avec une norme pour prévenir un risque de nullité (Lerat et Sourioux, 1994). *Une régularisation sera effectuée en fin d'exercice, en fonction des coûts réellement engagés par le prestataire pour l'exécution des services.*

reivindicação. s.f. Juricamente, é a designação atribuída à ação real, que compete ao proprietário da coisa, quando perdida ou de que perdeu o domínio, para perseguí-la, até recuperá-la ou lhe ser restituída. A reivindicação, assim, princípio já firmado entre

revendication. n.f. Action en justice par laquelle on fait établir le droit de propriété qu'on a sur un bien, en gén. pour le reprendre d'entre les mains d'un tiers détenteur. Ex. revendication des meubles corporels perdus ou volés (C. civ., a. 2279, al. 2); revendication formée par le

os romanos, tem por objeto defender o direito de propriedade, pelo que somente neste direito se pode fundar. Assim, é primordial a prova do domínio por parte do reivindicante, para que mostre que é, legitimamente, o proprietário ou dono da coisa, que pretende reivindicar (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito processual civil: ação apropriada para reclamar o direito de propriedade perdido (Diniz, 2005); Dir. Proc. Civ. Ato de demandar para reaver coisa em poder de outrem. Por ext., ato de assumir, avocar, reclamar, exigir uma coisa ou um direito (Sidou, 2009). *Não indenizar e/ou inocentar a contratada de qualquer reivindicação legal resultante de uso indevido dos serviços, por culpa exclusiva do contratante, incluindo-se as perdas e danos requeridas por terceiros.*

propriétaire lorsque le détenteur est en redressement ou en liquidation judiciaire (Cornu, 2007); Action en justice accordée à tout propriétaire pour faire reconnaître son titre (Guillien et Vincent, 2009). *Le prestataire garantit le bénéficiaire contre tout recours, revendication, action de tiers ou trouble qui pourraient empêcher la pleine et totale jouissance des droits définis au présent article, à quelque titre que ce soit.*

relatório. s.m. Designa a exposição ou a narração, escrita ou verbal, acerca de um fato ou de vários fatos, com a discriminação de todos os seus aspectos ou elementos (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Na linguagem jurídica em geral: a) narração verbal ou escrita de um fato; b) exposição escrita sobre um projeto de lei, apresentando argumentos a favor ou contra sua aprovação (Diniz, 2005); Exposição mais ou menos minuciosa daquilo que se viu, observou ou concluiu, em torno de determinado assunto (Sidou, 2009). *Após cada visita será emitido o relatório de forma longa, dirigido à Diretoria da Entidade. O referido relatório tem as seguintes finalidades [...].*

rapport. n.m. Exposé, compte rendu, relation. Désigne le plus souvent le document établi par le rapporteur, parfois le fait, pour celui-ci, de présenter (lire ou résumer) ce document, ou même la relation verbale directe de son travail (rapport oral). Comp. avis, conseil, constat. (Cornu, 2007); Document fourni par un expert à l'issue de sa mission, par lequel il rend compte de son activité et donne son avis sur les questions techniques qui ont été soumises à son examen (Guillien et Vincent, 2009). *À la demande du bénéficiaire, le prestataire pourra lui remettre un rapport détaillé relatif aux services rendus.*

remuneração. s.f. V. *honorários, preço, retribuição*. Em sentido amplo exprime a recompensa, o pagamento ou a retribuição feitos por serviços prestados ou em sinal de agradecimento. Nesta razão, tudo o que se recebe ou tudo que se paga, em retribuição ou pagamento é, sem dúvida, uma remuneração. Assim, são remunerações os salários, as diárias, os vencimentos, as comissões, os honorários, os soldos, as corretagens, etc. Originariamente, portanto, remuneração contém sentido amplo e genérico, referindo-se a qualquer espécie de retribuição ou compensação, sem indagação da procedência nem do motivo por que se realizou (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito do trabalho: a) pagamento esporádico a que faz jus o empregado, apesar de não estar incluido no salário, por ter sido ajustado no contrato trabalhista (Othon Sidou); b) salário; c) totalidade dos pagamentos efetuados pelo empregador, periodicamente, ao empregado,

rémunération. n.f. V. *honoraires, prix, rétribution*. Prix d'un travail ou d'un service rendu. En comptabilité nationale, la rémunération des salariés est le paiement des producteurs résidents, en espèce et en nature, à leur personnel, de salaires et de traitements auxquels s'ajoutent leurs contributions effectives ou imputées aux régimes de sécurité sociale et aux régimes privés de retraite, d'allocations familiales, d'assurance-dommages, d'assurance-vie, etc. Du point de vue du bénéficiaire, la rémunération est un revenu: honoraires, solde, remise, salaires, commissions, intérêts, dividendes, gages, émoluments, appointements, cachets, traitements, etc. (Albertini et Silem, 2008); Terme générique désignant toute prestation, en argent ou même en nature, fournie en contrepartie d'un travail ou d'une activité (ouvrages, services, etc.); englobe en ce sens traitement, honoraires, salaire, gratification,

incluindo salário, comissão, prêmio, abono, gratificação, diárias para a viagem, adicionais, gorjetas, etc. (Amauri Mascaro Nascimento). Direito civil: a) contraprestação de locação de serviços; b) aluguel; c) renda (Diniz, 2005). Dir. Trab. Qualquer pagamento feito pelo empregador ao empregado, como prestação de serviço, e que pode ou não integrar-se ao salário contratual (Sidou, 2009). *A título de remuneração pelos serviços profissionais, objeto da presente proposta-comercial, cobraremos a importância global, fixa e irreajustável, de R$ [...].*

commission, courtage, gages, pourboire, avantage en nature, fret. Comp. indemnité, prime, intérêt, appointements, émolument (Cornu, 2007); Prestation payée en contrepartie d'un travail ou d'un service (Lerat et Sourioux, 1994). *Les parties conviennent que le bénéficiaire versera la rémunération au prestataire à réception de la facture et au plus tard dans les […] jours suivant la fin du mois au titre duquel la […].*

remunerar. verbo. 1. Dar remuneração. 2. Recompensar. 3. Efetuar contraprestação pelo serviço prestado, pagando-o (Diniz, 2005). *Os serviços prestados pela contratada na forma deste contrato serão remunerados pela contratante pelo valor equivalente, em moeda corrente nacional, a serem pagos em [...] parcelas fixas e mensais.*

rémunérer. verbe. [absent dans les œuvres d'appui]. *Le prestataire sera rémunéré à la journée (à raison de […] heures par jour) au taux de […] HT par jour ou à l'heure, au taux de […] HT de l'heure.*

rendimento. s.m. V. *renda*. É o vocábulo vulgarmente empregado, em amplo sentido, na mesma acepção da receita ou tudo o que se percebe, inclusive como remuneração, pelo trabalho ou o exercício de atividades civis ou comerciais. Assim, rendimento, tomado em sua significação vulgar, em distinção à renda, tanto exprime o lucro ou ganhos resultantes da aplicação do capital, como os ganhos resultantes do trabalho. Em sentido estrito, porém, rendimento é o fruto produzido pelo capital aplicado. Desse modo, possui sentido equivalente a renda. E, assim sendo, somente se consideram rendimentos os juros, os lucros ou as rendas auferidas ou percebidas pela aplicação do capital em negócios, em fundos públicos ou em propriedades imobiliárias (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); 1. Direito do trabalho. a) remuneração pelo trabalho assalariado; b) produtividade de um operário em uma empresa. 2. Direito empresarial. a) resultado do trabalho de uma empresa, em unidades de operação; b) efeito útil de máquina industrial. 3. Direito civil. Fruto civil como aluguel, renda percebida pela aplicação do capital, juro, foro, etc. 4. Direito comercial: lucro (Diniz, 2005); Dir. Trib. Total dos valores recebidos, no ano ou período-base, pelo contribuinte do imposto de renda, pessoa física, para efeito de tributação ou não, conforme os preceitos legais aplicáveis. Rendimento bruto, o total da renda e demais proventos, sem dedução. Rendimento líquido, o que é resultante das deduções autorizadas, e

revenu. n.m. Part de la production qui revient au sujet économique individu ou collectivité, comme rémunération de son travail et/ou fruit de son capital. Les grandes catégories de revenu sont le salaire, l'intérêt, le profit et la rente (Albertini et Silem, 2008); Ressources périodiques d'une personne, issues de son travail (gains, salaires, traitements, rémunérations), ou de son capital (fruits). V. rapport, patrimoine, biens, communauté, acquêts, train de vie, facultés, possibilités (Cornu, 2007). *[…] n'encourra aucune responsabilité envers le […] du fait de l'exercice de ses droits ou de l'exécution de ses obligations au titre du présent contrat, en cas de perte de revenu s, d'activités, d'économies ou de bénéfices anticipés.*

sobre o qual incide a tributação, ou rendimento tributável (Sidou, 2009). *O regime de tributação a ser observado em relação aos respectivos valores e rendimentos atribuídos às ações.*

renovação. s.f. É a repetição ou a nova execução de alguma coisa. Desse modo, renovação é a recomposição, o revigoramento ou o restabelecimento do que havia sido destruído, desfeito ou havia terminado. É nesta acepção que, no Direito Civil, se menciona renovação de marcos destruídos. Entende-se a recomposição ou o aviamento dos marcos limítrofes, que se destruíram ou que se desmancharam (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: a) restabelecimento do que já estava extinto; b) repetição; c) aviventação de marcos limítrofes destruídos; d) reforma; modificação de uma coisa, melhorando-a; e) substituição de uma coisa velha por uma nova (Diniz, 2005); *A renovação por igual período dar-se-á automaticamente, salvo se uma das partes manifestar, por escrito, sua não concordância, em prazo de no mínimo de 30 (trinta) dias antes do término.*

renouvellement. n.m. Avènement - par accord exprès ou tacite - d'un nouveau contrat destiné à prendre effet - entre les mêmes parties - à l'expiration d'un contrat antérieur, pour une nouvelle période et, en gén., aux mêmes conditions, sous réserve des variations de prix. Ex. renouvellement d'un bail, d'un contrat d'abonnement. V. reconduction, prorogation, congé, éviction (Cornu, 2007); Terme qui marque le report d'une échéance convenue, en matière d'essai ou de contrat de travail à durée déterminée par exemple. Le renouvellement permet ainsi, lorsque les conditions de validité sont respectées de prolonger le régime juridique en vigueur au moment du renouvellement jusqu'à un nouveau terme convenu par les cocontractants (Guillien et Vincent, 2009); Entrée en vigueur d'un nouveau contrat, par accord exprès ou tacite, aux mêmes conditions sous réserve des clauses de prix (Lerat et Sourioux, 1994). *Sauf dénonciation par l'une des parties notifiée à l'autre partie par lettre recommandée avec avis de réception au moins […] mois avant l'expiration de la période de renouvellement en cours.*

renovar [o contrato]. verbo. Exprime fazer de novo, repetir o que fora feito ou recompor. Desse modo, renovar, seja na acepção de restaurar ou de reproduzir ou repetir, perfeitamente se distingue de inovar, que é trazer coisa nova, não fazer novamente a coisa que já fora feita. Renovar, assim, é repetir ou refazer coisa que pertence à matéria velha. Inovar é trazer matéria nova até então não ventilada, não discutida ou não tratada (Oscar José De Plácido e Silva, 2007). a) restabelecer; b) revigorar; c) tornar novo; d) substituir por cisa nova; e) reformar; f) tornar a fazer (Diniz, 2005). *O presente contrato renovar-se-á automaticamente por igual período, caso não haja manifestação contrária, por escrito, por qualquer das partes, até […] dias antes de seu vencimento.*

renouveller. verbe. [absent dans les œuvres d'appui]. *Le présent contrat se renouvellera ensuite par tacite reconduction pour des durées identiques successives de […] an.*

renúncia. s.f. No sentido jurídico, designa o abandono ou a desistência do direito que se tem sobre alguma coisa. Nesta razão, a renúncia importa sempre num abandono ou numa desistência voluntária, pela qual o titular de um

renonciation. n.f. Acte de disposition par lequel une personne - abandonnant volontairement un droit déjà né dans son patrimoine (droit substantiel ou action en justice) - éteint ce droit (renonciation à une créance, à un usufruit, à une

direito deixa de usá-lo ou anuncia que não o quer utilizar. A renúncia pode vir expressamente ou pode ser deduzida. Daí a renúncia expressa e a renúncia tácita. A expressa é a que, claramente, positivamente, é declarada ou firmada em ato pelo qual se declara ou se anuncia ou abandono ou a desistência. A tácita é a deduzida ou a presumida, decorrendo da omissão, ou a inexecução do ato, dentro do prazo legal, que viria assegurar o direito (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); 1. desistência de algum direito ou ao seu exercício. 2. ato voluntário pelo qual alguém abre mão de alguma coisa ou direito próprio. 3. perda voluntária de um bem ou direito (Diniz, 2005); Ato de vontade, personalíssimo e inquestionável, de desistir, alguém, de alguma coisa ou de algum direito (Sidou, 2009). *A tolerância ao descumprimento, ainda que reiterado, por qualquer parte, das disposições contidas neste Contrato, não constituirá ou deverá ser interpretada pela outra Parte como renúncia ou novação.*

servitude) ou s'interdit de faire valoir un moyen de défense ou d'action (renonciation à une prescription acquise, C. civ., a. 2220 s., à une exception de nullité, etc.). Comp. acte abdicatif, remise de dette, confirmation, transaction, extinction, abandon, déguerpissement, délaissement. Ant. prétention, revendication (Cornu, 2007); Acte de disposition par lequel une personne renonce à invoquer un droit substantiel (renonciation à un usufruit, à une hypothèque, à une mitoyenneté), à exercer une action en justice, à se prévaloir d'un moyen de défense (Guillien et Vincent, 2009); Acte par lequel une personne abandonne un droit ou une prétention (Lerat et Sourioux, 1994). *Le fait pour une partie de ne pas exercer un droit ou le retard à l'exercer ne sera jamais considéré comme une renonciation à ce droit.*

renunciar [foro]. verbo. 1. Desistir. 2. Abdicar. 3. Não aceitar; recusar. 4. Rejeitar. 5. Abandonar espontaneamente (Diniz, 2005). *Os contratantes elegem o foro da cidade de […], para dirimir quaisquer dúvidas decorrentes do presente contrato, renunciando a qualquer outro, por mais privilegiado que seja.*

renoncer. verbe. [absent dans les œuvres d'appui]. *Le client dispose d'un droit de rétractation, c'est-à-dire du droit dans un délai de […] jours ouvrables à partir de la prestation souscrite, de renoncer à ladite prestation et donc de la résilier, sans pénalité et sans motif.*

representante legal. s.m./s.f. Direito civil: a) aquele que, por imposição de lei, age em nome de absolutamente incapaz, representando-o em todos os atos da vida civil, regendo sua pessoa e administrando seus bens, como os pais, o tutor ou o curador, ou aquele que assiste, em razão da lei, relativamente incapaz, na prática dos atos da vida civil; b) o que exerce representação legal, como o síndico, o inventariante, etc. (Diniz, 2005); Dir. Civ. Aquele que, por efeito de lei, é investido de poderes para agir em nome de um indivíduo incapaz ou de uma pessoa jurídica. OBS. A diferença entre representante e procurador está em que esse resulta da vontade do representado, ou mandatário, enquanto a vontade inexiste naquele. Em Direito Administrativo, os dois vocábulos identificam-se (Sidou, 2009). *Nome e assinatura do Representante legal da Contratante.*

représentant légal. n.m./n.f. [absent dans les œuvres d'appui]. *Le nom du représentant légal de ladite entreprise.*

rescindir. verbo. V. resilir. 1. Desfazer. 2. Dissolver (Diniz, 2005). *Comunicar por escrito e com prazo de trinta dias, sua pretensão de distratar ou rescindir o presente contrato. após*

résilier. verbe. [absent dans les œuvres d'appui]. *Le prestataire pourra résilier le présent contrat à tout moment avec effet immédiat, sans indemnité et sans qu'aucun*

informados pelo contratado o valor das despesas ou dos prejuízos causados em razão de tal pretensão, deverão os contratantes [...].

préavis ou formalité quelconque ne soit exigé, dans les hypothèses suivantes […].

rescisão. s.f. V. *resilição, rompimento*. Entende-se, vulgarmente, o ato pelo qual se desfaz ou se desmancha alguma coisa para que não cumpra seus objetivos ou suas finalidades. Juricamente, rescisão é a anulação ou a retirada dos efeitos jurídicos do ato, da convenção ou da sentença. A rigor, a rescisão é a anulação por decisão judicial, em virtude do que o que é rescindido perde sua eficácia jurídica, pois que se mostra inexistente. A rescisão é, pois, a anulação judicial ou a anulação reconhecida e decretada pelo juiz (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); 1. retirada da eficácia jurídica de um ato, um contrato ou uma sentença; 2. cessação de uma relação jurídica contratual; 3. rompimento de convenção (Diniz, 2005); Dr. Obr. O mesmo que rescisão, rescindência. (Sidou, 2009). *Constituem motivos justos para rescisão deste contrato, pela contratante.*

résiliation. n.f. V. *rupture*. a) résolution non rétroactive; nom que prend la résolution (judiciaire pour manquement fautif, légale pour perte, etc.) dans les contrats successifs qui excluent la rétroactivité. Ex. résiliation du bail pour perte de la chose louée (C. civ., a. 1722), résiliation du contrat de travail; b) nom donné à la dissolution du contrat par acte volontaire - comme la révocation, mais sans rétroactivité - soit à l'initiative d'une seule partie, not. dans les contrats à durée indéterminée (résiliation unilatérale), soit sur l'accord des deux parties (résiliation conventionnelle). Ex. résiliation du contrat de travail. Comp. congédiement, licenciement, congé, rupture, rétractation, suspension (Cornu, 2007); Suppression pour l'avenir d'un contrat successif, en raison de l'inexécution par l'une des parties de ses obligations. La résiliation est une résolution non rétroactive s'appliquant aux contrats dont l'effacement ne peut être rétroactif (Guillien et Vincent, 2009); Suppression d'un contrat désormais, sans effet rétroactif (Lerat et Sourioux, 1994). *En cas de résiliation du présent contrat, aucune indemnité ne sera due à l'autre partie, sauf en cas de faute ayant entraîné cette […].*

resilir. verbo. V. rescindir. Empregado na linguagem jurídica na mesma significação de rescindir, desfazer, distratar, resolver. Em relação aos contratos, resilir é empregado tanto para indicar ou exprimir dissolver por acordo das partes contratantes, como dissolver o contrato por vontade de uma das partes, quando firmado por tempo indeterminado. Desse modo, resilição entende-se dissolução seja por mútuo consentimento, seja por provocação de uma das partes, quando lhe é atribuído o direito de a pedir (Oscar José De Plácido e Silva, 2007). Rescindir ou desfazer contrato bilateral ou unilateralmente. 2. Distratar (Diniz, 2005). *Em contrapartida, poderá o contratante discordar dessas alterações, devendo, para tanto, comunicar, também por correio eletrônico, seu interesse em resilir o contrato, sem qualquer ônus para qualquer das partes.*

Cf. **résilier**.

resolução. s.f. Em qualquer acepção, é resolução o desaparecimento, a rescisão a anulação ou o rompimento do que era feito ou ajustado. Juridicamente, a resolução tem a

résolution. n.f. Action d'anéantir, ou résultat de cette action; plus spéc., anéantissement en principe rétroactif (comp. résiliation) d'un contrat synallagmatique qui, fondé sur

função de destruir ou desfazer os efeitos do contrato ou do ato jurídico (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: a) dissolução do vínculo contratual, que se dá por inadimplemento voluntário ou involuntário do contrato ou por onerosidade excessiva; b) extinção de direito real; c) ato ou efeito de resolver-se ou de destigar-se (Diniz, 2005); Termo polissêmico: a) ação de desligar; b) deliberação, solução; c) extinção de um direito real ou obrigacional (Sidou, 2009). *Às relações contratuais em vigor e que estejam em desacordo com a presente resolução será dado tratamento especial, buscando-se preservar o bom relacionamento entre as partes contratantes.*

l'interdépendance des obligations résultant de ce type de contrat, consiste à libérer une partie de son obligation (et à lui permettre d'exiger la restitution de ce qu'elle a déjà fourni), lorsque l'obligation de l'autre ne peut être exécutée, soit du fait d'une faute de celle-ci (manquement sanctionné selon les cas par la résiliation judiciaire ou la clause résolutoire expresse), soit par l'effet d'une cause étrangère (perte fortuite: c'est la théorie des risques). Ex. résolution au vendeur de la chose vendue en cas de non-paiement du prix). Comp. annulation, nullité, révocation, rétractation, suspension (Cornu, 2007); Anéantissement rétroactif d'un contrat synallagmatique et de ses effets à cause de l'inexécution d'obligations par une partie (Lerat et Sourioux, 1994). *Dès lors que ces modifications seront de nature à altérer le travail du prestataire, ce dernier sera en droit de prononcer la résolution du contrat et de rendre exigible les sommes qui lui sont dues.*

respeito. s.m. a) apreço; b) consideração; c) obediência; d) ato ou efeito de respeitar; e) acatamento; f) abstenção de ato comissivo ou omissivo lesivo a outrem; g) reconhecimento do valor de uma pessoa ou de um ideal (Kant) (Diniz, 2005); *Todos os fins e efeitos, obrigando-se, inclusive, ao respeito e obediência às disposições Legais, Estatuárias, Regimentais e Normativas da Instituição.*

respect. n.m. Action de respecter au sens 1 (non-atteinte, non-immixtion, non-ingérence), au sens 2 (observation, accomplissement) ou au sens 3 (considération particulière, égard, déférence). Ex. droit au respect de la vie privée (C. civ., a. 9); respect de la parole donnée, respect filial (C. civ., a. 317). Ant. trouble, violation, transgression, injure, légèreté blâmable. V. honneur, réputation, fidélité (Cornu, 2007). *Le prestataire sera en outre responsable du respect de l'ensemble des obligations qui lui incombent en matière sociale au titre du personnel affecté.*

responder [por despesas, por mau uso, por erro, por falha técnica, por serviço executado, por ônus, por direitos, por obrigações, por compromissos, por perdas e danos]. verbo. Comparecer ou apresentar-se por citação, vir ao chamado. Exprime também responsabilizar-se. E se emprega para designar a responsabilidade da pessoa quando é chamada a responder pela obrigação, que lhe é cometida, ou pelo fato, que lhe é imputado. É pagar pelo que fez (Oscar José De Plácido e Silva, 2007). 1. Dar uma resposta oral ou escrita. 2. Aduzir argumento. 3. Responsabilizar-se. 4. Ser fiador. 5. Retribuir. 6. Comparecer. 7. Ser processado (Diniz, 2005). *O contratante não responderá por quaisquer compromissos assumidos pela contratada com terceiros, ainda que vinculados à execução do presente contrato, bem como por qualquer dano causado a terceiros em decorrência de ato da contratada, de seus*

répondre [sollicitation, services, faute]. verbe. Donner une réponse expresse à une demande, réclamation, etc; Donner à une telle demande, etc., une suite qui peut consister en un silence; Se porter garant d'une dette, cautionner une personne; Être le responsable désigné d'un dommage; (à une exigence, une condition) Y être conforme ou s'y conformer (Cornu, 2007). *Le client s'engage ainsi, notamment, à répondre aux sollicitations du prestataire en lui transmettant toutes données, tous renseignements et tous documents susceptibles d'assurer au prestataire une connaissance suffisante du client, afin de traiter la prestation visée dans des conditions optimales.*

empregados, prepostos ou subordinados.

responsabilidade. s.f. Em sentido geral, responsabilidade exprime a obrigação de responder por alguma coisa. Quer significar, assim, a obrigação de satisfazer ou executar o ato jurídico, que se tenha convencionado, ou a obrigação de satisfazer a prestação ou de cumprir o fato atribuído ou imputado à pessoa por determinação legal. A responsabilidade, portanto, tem ampla significação, revela o dever jurídico em que se coloca a pessoa, seja em virtude de contrato, seja em face de fato ou omissão, que lhe seja imputado, para satisfazer a prestação convencionada ou para suportar as sanções legais, que lhe são impostas. Onde quer, portanto, que haja a obrigação de fazer, dar ou não fazer alguma coisa, de ressarcir danos, de suportar sanções legais ou penalidades, há a responsabilidade, em virtude da qual se exige a satisfação ou o cumprimento da obrigação ou da sanção. A responsabilidade, desta maneira, tanto decorre da convenção como da norma ou regra jurídica, em face das quais a obrigação se exige ou o dever se impõe. Na linguagem comercial, é comum o emprego do vocábulo na significação de encargos, ônus, o que, em verdade, não se afasta do sentido originário de obrigação a cumprir (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); a) dever jurídico de responder por atos que impliquem dano a terceiro ou violação de norma jurídica; b) qualidade de ser responsável; c) imposição legal de reparar dano causado; d) situação daquele que deve responder por um ato ou fato (Diniz, 2005); Dir. Obr. Relação jurídica derivada de uma obrigação (relação jurídica originária) em caso de não ser espontaneamente cumprida pelo devedor. OBS: A diferença entre responsabilidade civil e criminal esta em que essa impõe o cumprimento da pena estabelecida em lei, enquanto aquela acarreta a indenização do dano causado (Sidou, 2009). *É dever do profissional, de acordo com a legislação civil, comercial, fiscal e da profissão contábil, realizar os trabalhos a seu cargo com responsabilidade, zelo, segurança e competência.*

responsabilité. n.f. Obligation de répondre d'un dommage devant la justice et d'en assumer les conséquences civiles, pénales, disciplinaires, etc. (soit envers la victime, soit envers la société, etc.). V. imputabilité, répondre. Ant. irresponsabilité. a) employé seul désigne toute obligation, pour l'auteur d'un dommage causé à autrui, de le réparer, parfois plus spécifiquement, la responsabilité délictuelle (Cornu, 2007); Obligation de réparer le préjudice résultant soit de l'inexécution d'un contrat (responsabilité contractuelle) soit de la violation du devoir général de ne causer aucun dommage à autrui par son fait personnel, ou du fait des choses dont on a la garde, ou fait des personnes dont on répond (responsabilité du fait d'autrui); lorsque la responsabilité n'est pas contractuelle, elle est dite délictuelle ou quasi délictuelle (Guillien et Vincent, 2009); Obligation de réparation en cas de manquement à ses engagements contractuels (Lerat et Sourioux, 1994). *En conséquence le prestataire n'encourra aucune responsabilité dans le cadre de l'exercice de sa mission autre que dans le cas d'une faute lourde intentionnelle.*

ressalva. s.f. V. *reserva, restrição.* Genericamente é o vocábulo tido ao mesmo sentido de restrição ou de reserva, tomada para prevenir futuras responsabilidades. Desse modo, ressalva exprime a limitação, a exceção, a exclusão, a modificação, a própria condição que se inscrevem nas convenções, para que se restrinjam obrigações ou se reservem direitos.

restriction. n.f. V. *réserve*. Action de restreindre et résultat de cette action. Comp. limitation. Plus précisément: a) (de la part de l'autorité qui établit une règle ou une mesure). Action de réduire un droit ou une liberté, de limiter le champ d'application d'une régie, de diminuer la portée d'une mesure. Comp. modification, suppression, abolition, exception,

Sob ressalva e sob reserva são, assim expressões de sentido equivalente. Na linguagem forense, é o vocábulo empregado para designar a declaração que se faz no corpo de um documento ou escritura para validar emenda, correção, entrelinha existente no mesmo documento ou escritura. A ressalva, pois, tem função de salvar o engano, o equívoco ou o erro, que se tenha emanado ou corrigido (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: a) alteração feita em um contrato, pelos contratantes, restringindo ou reservando direitos; b) documento de garantia; c) ato secreto destinado a modificar ou suprimir os efeitos de um outro realizado ostensivamente e, ao mesmo tempo, entre as mesmas pessoas e que, desde então, é simulado no todo ou em parte (Capitant). É como explica José Naufel, um documento em que um dos contratantes, extra-oficialmente, retifica algumas cláusulas para garantir direitos do outro, lesados pela simulação contida no ato ostensivo (Diniz, 2005); Anotação feita num documento, devidamente autenticada, em que se corrige erro ou reconhece emenda ou rasura, para efeito de prevenir dúvidas ou arguições de nulidade. Corrigenda feita em livro, geralmente na parte final; errata (Sidou, 2009). *Pelo presente instrumento, resolvo expressamente e sem quaisquer ressalvas aderir ao Contrato de Prestação de Serviços e de locação de Software.*

exclusion; b) (dans l'application d'une règle). Manière restrictive de l'appliquer ou de l'interpréter. V. interprétation, exception, principe; c) (dans les prévisions conventionnelles). Clause d'exclusion d'un cas spécifié. Comp. réserve; d) (dans les relations économiques). Entrave à la liberté des échanges et au libre jeu de la concurrence (Cornu, 2007). *Par conséquent, toute demande de prestation adressée par le client implique son adhésion, sans restrictions ni réserves, aux présentes dispositions. ainsi, le fait pour le client d'avoir connaissance du contrat de prestations de services et de souscrire à une prestation selon les termes prévus, vaudra consentement irrévocable et définitif de sa part.*

ressarcimento. s.m. Entente-se o ato pelo qual se cumpre a indenização, ou se satisfaz o pagamento das perdas ou danos, a que se está sujeito. Desse modo, ressarcimento não equivale a responsabilidade. É o pagamento ou a satisfação da obrigação, consequente da responsabilidade apurada. Pela responsabilidade evidencia-se a obrigação. Com o ressarcimento cumpre-se a obrigação: entrega-se ao prejudicado a prestação, que refaz, que emenda, que restaura ou que o compensa do dano ou prejuízo causado. Ressarcimento é a reparação do dano (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: a) reparação de dano moral e/ou patrimonial causado a outrem; b) indenização; c) pagamento das perdas e danos; d) satisfação da obrigação de reparar prejuízo (Diniz, 2005). *A contratante se obriga ao ressarcimento dos gastos efetuados pela contratada, quando das viagens descritas no parágrafo terceiro da cláusula terceira.*

V. **indemnisation.**

risco. s.m. Risco é o perigo, é o temor ou o receio de qualquer coisa que nos possa fazer um

risque. n.m. Phénomène aléatoire correspondant à une situation où le futur (un état

mal. Na linguagem jurídica, o vocábulo exprime simplesmente o sentido de perigo ou do mal receado: é o perigo de perda ou de prejuízo ou o receio de mal, que cause perda, dano ou prejuízo. E, assim, nesta acepção genérica, riscos compreendem-se os eventos incertos e futuros, inesperados, mas temidos ou receados que possam trazer perdas ou danos. Mas, em sentido especial, fundado no perigo de perda, risco também exprime a própria responsabilidade ou encargo acerca da perda ou do dano, trazido pelo risco (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil e comercial. 1. possibilidade da ocorrência de um perigo ou sinistro causador de dano ou de prejuízo, suscetível de acarretar responsabilidade civil na sua reparação. (Diniz, 2005); Dir. Obr. Possibilidade de evento futuro e incerto em sua extensão, somente provável depois de ocorrido, e capaz de acarretar prejuízo e consequente responsabilidade pela reparação (Sidou, 2009). *A contratada assume os riscos de eventuais reclamações trabalhistas ou autuações previdenciárias que envolvam seus contratados/empregados, ainda que propostas contra a contratante ou quaisquer terceiros.*

du monde) n'est prévisible qu'avec des probabilités par opposition, d'une part, à l'incertitude qui correspond à un futur totalement imprévisible (échappement au calcul) et, d'autre part, à la certitude qui permet une prédiction c'est-à-dire une prévision affectée d'une probabilité égale à 1 (Albertini et Silem, 2008); Événement dommageable dont la survenance est incertaine, quant à sa réalisation ou à la date de cette réalisation; se dit aussi bien de l'éventualité d'un tel événement en gén. que de l'événement spécifié dont la survenance est envisagée. Ex. événement (décès, vol, incendie) pris en considération par la police pour déterminer les limites de la garantie (risque assuré) (Cornu, 2007); Type de responsabilité de la puissance publique se caractérisant par le fait que la victime n'aura pas à prouver de faute pour obtenir une indemnisation, mais seulement à établir le lien de causalité et un dommage d'une certaine gravité (Guillien et Vincent, 2009); Sinistre prévisible et indemnisable (Lerat et Sourioux, 1994). *La jurisprudence a mis à la charge du prestataire une obligation de mise en garde de son client sur les risques et les difficultés (difficultés techniques, obligations juridiques…) que peut engendrer l'opération informatique en cause.*

rompimento. s.f. V. *rescisão, resilição, ruptura*. É vocábulo empregado na linguagem jurídica nas acepções originárias. Assim: a) rompimento entende-se, em relação aos objetos, a quebra, o despedaçamento, a inutilização material de alguma coisa. Rompimento do documento é o rasgamento ou o despedaçamento dele, pelo que se inutiliza ou perde existência; b) rompimento entende-se a violação ou a infringência à convenção, ao ajuste ou ao contrato. E por ele há uma quebra convencional ou uma quebra do ajuste, pela qual uma pessoa, ou parte do contrato, deixou de cumprí-lo ou de o satisfazer; c) rompimento é a cessação ou a paralisação de relações ou de intercâmbio, pela qual não mais se continuam a manter as relações havidas entre duas ou mais pessoas, podendo em certas circunstâncias ser prenúncio de guerra ou início de hostilidades entre duas potências (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: a) violação contratual, descumprindo suas cláusulas; b) inutilização de documento (Diniz, 2005). *Cabe à parte que ocasionar o rompimento do presente contrato, o pagamento de multa rescisória fixada em [...] do valor dos serviços*

rupture. n.f. V. *résiliation*. Action de rompre et résultat de cette action. Dissolution juridique d'un lien de droit par l'effet de causes que la loi détermine suivant la nature du lien. Ex. la rupture du lien conjugal par l'effet du divorce; en ce sens, la rupture s'oppose au simple relâchement. V. séparation de corps, extinction, fin. Comp. rétractation, retrait, résolution, résiliation. Ant. établissement, conclusion, formation, constitution (Cornu, 2007); Cessation d'un contrat en vigueur (Lerat et Sourioux, 1994). *[…] pourra résulter pour le client, à la discrétion de […], en une rupture de contrat immédiate et sans préavis assortie de la suspension des services.*

objeto, ou seja, R$ [...] à outra parte.

rubrica. s.f. Presentemente, é o vocábulo empregado geralmente para designar a assinatura abreviada com que se assinalam ou se autenticam os documentos. Pode referir-se, também, à própria assinatura, em local que não é propriamente para assinar, mas para apor um visto ou dar autenticidade. Desse modo, rubricar é autenticar pela assinatura abreviada ou não, ou assinar o papel ou o documento, em todas as folhas em que está escrito, para lhe dar autenticidade e valimento legal. Assim sendo, a rubrica não se faz no fecho do documento; mas, no alto das páginas, ao lado das folhas ou em qualquer parte em branco, às margens do papel, onde fique visível. Nos instrumentos dos contratos comerciais, a rubrica é ato indispensável nas folhas, em que não se acham as assinaturas dos contratantes. É meio de ratificar e validar as cláusulas contratuais em folhas, que não tragam o fecho do contrato (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil e direito processual: a) assinatura simplificada ou abreviada que tem o mesmo valor da que é feita por extenso (Othon Sidou); é muito usada para autenticar cada folha dos documentos ou das peças processuais; b) firma especial utilizada para apor visto ou dar autenticidade (Diniz, 2005); Termo polissêmico: a) emenda de uma lei; b) assinatura ou firma abreviada, com o mesmo valor da lançada por extenso. Cf. assinatura autorizada (Sidou, 2009). *A Contratada se obriga a prestar serviços de assessoria jurídica e contábil à Contratante, consistentes, sem exclusão de outros, naqueles discriminados e especificados no anexo I que, após receber rubrica das partes, integra o presente.*

paraphe. n.m. Signature abrégée destinée à approuver les renvois ou les rature d'un acte, ou semblablement une page d'un acte qui en contient plusieurs. V. surcharge, apostille, addition (Cornu, 2007); Signature abrégée (initiales) apposées sur les différents feuillets d'un acte pour éviter toute fraude (substitution ou remplacement) et approuvant toutes les corrections, ratures, surcharges figurant dans le texte (Guillien et Vincent, 2009); Signature abrégée (initiales) apposée sur les différents feuillets d'un acte et approuvant toutes les corrections, ratures et surcharges figurant dans le texte (Lerat et Sourioux, 1994). *Paraphes obligatoires sur chaque page + cachet et signature sur la dernière.*

S

salário. s.m. V. *remuneração, retribuição*. Modernamente, em acepção genérica, salário é toda remuneração ou estipêndio, devido pela prestação de um serviço. No sentido trabalhista, o salário é a remuneração ajustada, ou atribuída ao empregado, como compensação ou em troca de seu trabalho, seja braçal ou intelectual (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito do trabalho: remuneração paga pelo empregador ao empregado, como contraprestação do serviço que lhe prestou. Não serão descontadas nem computadas como jornada extraordinária as variações de horário no registro de ponto não excedentes de cinco minutos, observado o limite

salaire. n.m. V. *rémunération, rétribution*. Rémunération allouée au travailleur lié à un employeur par un contrat de louage de services ou bien, selon la terminologie marxiste, prix de la force de travail. Il prend des appellations diverses en fonction de la nature de l'activité: traitement (fonctionnaires civils) solde (militaires) appointements (cadres supérieurs) gages (personnel domestique) etc. Le salaire de base est le salaire prévu dans le contrat d'engagement, les primes non comprises (Albertini et Silem, 2008); Rémunération perçue par le travailleur en échange de sa prestation de travail. V. gains, revenus, ressources. Comp.

máximo de dez minutos diários. O tempo despendido pelo empregado até o local de trabalho e para o seu retorno, por qualquer meio de transporte, não será computado na jornada de trabalho, salvo quando, tratando-se de local de difícil acesso ou não servido por transporte público, o empregador fornece condução (Diniz, 2005); Remuneração em dinheiro recebida pelo trabalhador pela venda de sua força de trabalho. Costumam-se incluir também, como parte integrante do salário, vestimentas e calçados especiais, alimentação e transporte que a empresa coloca à disposição do empregado (Sandroni, 1999); Dir. Trab. Remuneração paga ao emprego pelo empregador, em contraprestação pelo trabalho (Sidou, 2009). *[...] acordo que o contratado terá direito a uma multa equivalente a [...] % do maior salário mínimo vigente no País.*

commission, traitement, honoraires, vacation, appointements, émoluments, indemnités, prime, pourboire, SMIC, sursalaire (Cornu, 2007); Prestation versée par l'employeur au salarié en contrepartie de sa mise à disposition pour effectuer le travail convenu (Guillien et Vincent, 2009); Prestation payée par l'employeur au salarié en contrepartie de son travail (Lerat et Sourioux, 1994). […] *les charges sociales et fiscales, sur les salaires du personnel affecté à la réalisation des prestations, ainsi que les frais de toutes natures engagés dans le cadre de la réalisation des prestations.*

sanção. s.f. Possui duas significações distintas: quer significar a aprovação ou a confirmação que se dá, ou se impõe à lei, como quer exprimir a ordenação, a imposição, a pena, o castigo, que se dispõe na regra legal (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Teoria geral do direito: a) medida legal que pode vir a ser imposta, através do Poder competente, por quem foi lesado pela violação da norma jurídica a fim de fazer cumprir a norma violada, de fazer reparar o dano causado ou de infundir respeito à ordem jurídica (Goffredo Telles Jr.) (Diniz, 2005); a) Herm. Coação estabelecida pela norma legal, a ser aplicada aos que a descumprirem; b) Dir. Pen. Consequência jurídica de um preceito; medida que da concretitude à execução da norma de direito em caso de descumprimento (Sidou, 2009). *O descumprimento total ou parcial de qualquer das obrigações ora estabelecidas, sujeitará as partes contratantes às sanções previstas na Lei nº 8.666/93, garantida prévia e ampla defesa em processo.*

sanction. n.f. En un sens plus large, toute mesure - même réparatrice - justifiée par la violation d'une obligation. Ex. la condamnation à indemniser la victime (par le versement de dommages-intérêts) est la sanction (civile) de la faute dommageable; la sanction peut aussi consister en une mesure de protection ou d'assistance (Cornu, 2007); Punition réprimant la violation d'une obligation. NB: Le sens positif d'approbation est plus rare (Lerat et Sourioux, 1994). *Ces obligations étant posées par la loi, leur non respect place l'éditeur en infraction, ce qui l'expose à diverses sanctions.*

satisfação. s.f. Direito civil: a) cumprimento da prestação ou da obrigação assumida; b) reparação de dano patrimonial ou moral causado a alguém. Na linguagem jurídica em geral: a) justificação ou explicação, b) ato ou efeito de satisfazer; c) qualidade de satisfeito; d) prestação de contas de uma incumbência dada a outrem (Diniz, 2005); Dir. Obr. Ato de cumprir uma obrigação ou ressarcir um dano. (Sidou, 2009). *A base ideal para a formação de honorários deve ser o levantamento dos custos totais por clientes, considerando os custos fixos e variáveis, para possibilitar a plena satisfação*

satisfaction. n.f. Consommation, ophélimité, rationalité limitée, utilité (renvoi) (Albertini et Silem, 2008); Parfois encore action d'exécuter une obligation, paiement de la dette, accomplissement d'un devoir, acquittement, exécution. Ce sens se perpétue surtout dans l'emploi du verbe (satisfaire à ses obligations). V. observation, application, désintéressement, indemnisation (Cornu, 2007). *Le prestataire s'engage à mettre en œuvre toute la diligence requise et à faire tout ce qui est en son pouvoir pour que les prestations fournies au*

das obrigações assumidas.

sede social. s.m. Lugar em que as sociedades civis, ou comerciais, têm instalada a sua administração, ou direção, e onde podem os seus componentes deliberar, segundo as regras estatuárias. Assim, a sede social identifica o lugar em que a sociedade mantém o centro de suas atividades jurídicas. E aí é o seu domicílio civil. A sede social pode distinguir-se da sede de negócios, ou da sede, em que a sociedade mantém suas indústrias, ou seus estabelecimentos comerciais (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito comercial: a) local indicado no estatuto da sociedade empresária para ser o centro de suas atividades e da sua administração; b) escritório central de uma empresa (Diniz, 2005); Lugar onde funcionam os órgãos centrais da pessoa jurídica ou onde uma empresa tem seu estabelecimento principal. Em Dir. Adm., o município ou cidade onde a repartição pública central estiver instalada e onde o servidor tiver exercício (Sidou, 2009). *Sede social: Presta na forma de comodato a domiciliação fiscal societária da sociedade.*

bénéficiaire lui donnent toute satisfaction.

siège social. n.m. Lieu déterminateur du domicile de la société où se trouve concentrée la vie juridique de celle-ci, où fonctionnent ses organes d'administration, où se réunissent ses assemblées générales (peut être distinct du lieu où la société exerce sa principale activité d'exploitation et où se trouvent son industrie et son commerce) (Cornu, 2007); Domicile d'une société. NB: Le siège social d'une société est nécessairement précisé dans ses statuts (Lerat et Sourioux, 1994). *La société […], SARL au capital de […] euro, dont le siège social est situé : […], immatriculée au registre de commerce de […] sous le n° de SIREN […].*

seguro. s.m. No sentido jurídico, designa o contrato, em virtude do qual um dos contratantes (segurador) assume a obrigação de pagar a outro (segurado), ou a quem este designar, uma indenização, um capital ou uma renda, no caso em que advenha o risco indicado e temido, obrigando-se o segurado, por sua vez, a lhe pagar o prêmio, que se tenha estabelecido (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: a) contrato pelo qual uma das partes (segurador) se obriga para com a outra (assegurado), mediante o pagamento de um prêmio previsto contratualmente, a garantir-lhe interesse legítimo relativo à pessoa ou a coisa e a indenizá-la de dano decorrente de riscos futuros; b) indenização paga pela companhia seguradora ao segurado, havendo prejuízo oriundo do risco por ela assumido. Na linguagem jurídica em geral, pode significar: a) livre de perigo, b) que oferece segurança; c) firme; d) estável; e) que está garantido (Diniz, 2005); Contrato entre uma empresa ou pessoa física (segurado) e uma empresa seguradora mediante o qual esta se obriga a pagar aos primeiros uma determinada quantia para compensar perdas e danos decorrentes de acidentes como incêndios, inundações, desastres, furtos etc. Em contrapartida, o segurado fica obrigado a pagar mensalmente ou

assurance. n.f. Fonction économique dont la finalité est de permettre l'indemnisation des dommages survenus aux biens et aux personnes grâce à la prise en charge d'un ensemble de risques et à leur compensation moyennant le paiement d'une prime ou cotisation par l'assuré à l'assureur. On distingue 3 grandes variétés d'assurances: les assurances de personnes (assurances contre les accidents, assurance maladie, assurance vie; les assurances-dommages: elles cherchent à réparer le préjudice que l'assuré a pu subir dans le domaine du vol, de l'incendie; les assurances de responsabilité: elles concernent les dommages causés à un tiers dans des conditions engageant la responsabilité de l'assuré. C'est essentiellement la responsabilité civile (Albertini et Silem, 2008); Opération par laquelle une partie, l'assuré, se fait promettre, moyennant une rémunération, la prime (ou cotisation) pour lui ou pour un tiers, en cas de réalisation d'un risque, une prestation (pécuniaire) par une autre partie, l'assureur (société d'assurance), qui, prenant en charge un ensemble de risques, les compense conformément aux lois de la statistique. V. bénéficiaire, police, protection, garantie. Comp. certification (Cornu, 2007); Contrat par lequel une partie, l'assuré, se fait remettre moyennant

de uma só vez certa quantia à firma seguradora. Dessa forma, a seguradora poderá cobrir os gastos feitos com os segurados vítimas de acidentes, e ainda obter um lucro com sua atividade (Sandroni, 1999); Dir. Obr. Contrato aleatório pelo qual uma das partes (segurador) se obriga, mediante recebimento do prêmio, a indenizar a outra (segurado) ou a seus sucessores, em caso de risco eventual comprometedor a sua vida ou patrimônio (Sidou, 2009). *Transportadores, combustíveis, seguros em geral, ajudas de custos, materiais de consumo [...].*

une rémunération (la prime), pour lui ou pour un tiers, en cas de réalisation d'un risque, une prestation par une autre partie, l'assureur, qui, prenant en charge un ensemble de risques, les compense conformément à la loi de la statistique (Guillien et Vincent, 2009); Opération de prévoyance d'évènements ayant pour but de garantir l'assuré, moyennant une prime, contre les conséquences de ces évènements qui concernent ses biens ou sa personne (Lerat et Sourioux, 1994). *[…] souscrira, le cas échéant, toutes les polices d'assurance nécessaires, non déjà souscrites par ailleurs par le groupe […], pour couvrir sa responsabilité du fait de l'exécution des prestations.*

serviço. s.m. Designa o próprio trabalho a ser executado, ou que se executou, definindo a obra, o exercício do ofício, o expediente, o mister, a tarefa, a ocupação, ou a função. Por essa forma, constitui serviço não somente o desempenho de atividade ou de trabalho intelectual, como a execução de trabalho, ou de obra material. Onde quer que haja um encargo a cumprir, obra a fazer, trabalho a realizar, empreendimento a executar, ou cumprido, feito, realizado ou executado, há um serviço a fazer, ou que se fez (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Na linguagem jurídica em geral: a) exercício de qualquer atividade intelectual ou material com finalidade lucrativa ou produtiva; b) fornecimento de certas comodidades, como de telefone, de transporte, de correspondência, etc. c) local onde há exploração de diamante ou de ouro, na Bahia e em Minas Gerais; d) atividade exercida por uma corporação; e) orgão de entidade privada que tem um fim específico (Diniz, 2005); Denominação dada ao conjunto das atividades que se desenvolvem especialmente nos centros urbanos e que são diferentes das atividades industriais e agropecuárias. Tais atividades normalmente se enquadram no assim chamado setor terciário da economia, como o comércio, os transportes, a publicidade, a computação, as telecomunicações, a educação, a saúde, a recreação, o setor financeiro e de seguros e a administração pública (Sandroni, 1999); Dir. Trab. Exercício ou desempenho de qualquer atividade, material ou intelectual, pública ou particular, da qual seja esperado algum proveito (Sidou, 2009). *O presente serviço, acertado neste instrumento, consistirá em: [...].*

service. n.m. Bien économique immatériel dont la production et la consommation sont simultanées. Toute production ou prestation d'un service est donc en même temps une consommation de ce service. Le prestataire et le prestateur doivent être simultanément présents. Par exemple, un coiffeur ne peut couper les cheveux d'un client que si celui-ci est présent et se fait couper les cheveux. Cette spécificité des services a conduit les Français Eiglier et Langeard à forger le concept de servuction. En principe par leur immatérialité les services sont non stockables. Mais certains services peuvent être mis sur des supports matériels stockables. Par exemple: le livre et les bandes magnétiques pour les services d'éducation et d'information. Dans l'analyse marxiste on distingue les services matériels ou services incorporés dans la production (le travail par exemple) et les services véritables non générateurs de biens matériels. Dans la nomenclature d'activité et de produits, les services sont distingués des activités de distribution (commerce), alors que fondamentalement l'activité de distribution est un service (Albertini et Silem, 2008); a) l'action d'être au service de quelqu'un, d'agir dans l'intérêt et sous les ordres d'autrui, d'où, spéc., activité juridiquement subordonnée. V. louage de services, contrat de travail; b) le résultat de cette action, de cette activité ou de l'exercice de cette fonction. Ex. le service rendu, les prestations de services (subordonnées ou non), le service fait. (Cornu, 2007); Activité économique non productrice d'un bien (Lerat et Sourioux, 1994). *Le bénéficiaire souhaitant bénéficier des services et de l'expertise du prestataire, les parties sont convenues du présent contrat de prestations de […]*

sigilo. s.m. V. *segredo*. É empregado na mesma significação de segredo. No entanto, imperando nele a ideia de algo que está sob selo, ou sinete, o sigilo traduz, com maior rigor, o segredo que não pode e nem deve ser violado, importando contrário, assim, em quebra de dever imposto à pessoa, geralmente em razão de sua profissão, ou ofício. Precisamente sob este aspecto, quando se alude ao sigilo da correspondência postal, isto é, o sigilo das cartas e documentos postados nos Correios, o conceito de sigilo assenta na inviolação dessas cartas, para que não se tornem os funcionários postais senhores dos segredos, ou das coisas íntimas que nelas se encontram (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: segredo de conhecimento restrito a pessoas credenciadas; proteção contra revelação não autorizada (Diniz, 2005); Dever ético, imposto aos que exercem uma profissão, de não revelar os assuntos confidenciais a ela inerentes (Sidou, 2009). *Cada uma das partes se compromete a manter sigilo no tocante às informações, dados e documentos que vier a receber uma da outra ou por outra forma vier a tomar conhecimento.*

secret. n.m. Dont il est interdit de prendre connaissance (pour ceux qui, légalement, ne sont pas dans le secret); confidentiel. Ex. lettres couvertes par le secret de la correspondance (Cornu, 2007); Secret professionnel: obligation dont le respect est sanctionné par la loi pénale, imposant à certains professionnels de taire les confidences recueillies au cours de l'exercice de leur profession (Guillien et Vincent, 2009). *Le «prestataire» s'engage par les présentes à considérer comme confidentielles, et entrant sans le champ d'application du secret professionnel auquel il est tenu […].*

signatário. s.m./s.f. Entende-se a pessoa que assina ou subscreve um escrito, ou um documento. Neste sentido, é empregado pelo Cód. Civil, quando afirma que as declarações constantes dos documentos presumem-se verdadeiras em relação aos signatários (Cód. Civil, 2002, art. 219, caput). E signatário bem revela a pessoa que assina o documento em seu fecho, ou em seu final, não somente para que o autentique como para ligar-se às obrigações que no mesmo documento se firmam. Assim, signatário não é somente o que assina, mas o que está ligado ao documento, ou que a ele se liga por sua assinatura. Testemunhas que assinam com os contratantes não são signatárias do documento, enquanto os contratantes o são (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Aquele que assina um documento (Diniz, 2005); Dir. Obr. Diz-se da pessoa que apõe sua assinatura, num documento, vinculando-se ao que nele esta escrito (Sidou, 2009). *Os signatários do presente Contrato declaram estar legalmente habilitados a assinar o presente instrumento, assumindo responsabilidade por todas as obrigações dele decorrentes.*

signataire. n.m./n.f. Celui qui a donné son accord à un acte (contrat, traité), en son nom ou par représentation, en apposant sa signature au bas de cet acte. Comp. souscripteur, contractant, partie, cocontractant, partenaire (Cornu, 2007); Celui qui donne son accord par écrit au moyen d'une signature (Lerat et Sourioux, 1994). *[…] ne saurait être engagée et/ou recherchée dans quelque domaine que ce soit du fait des résultats obtenus par le signataire de ce présent contrat.*

sociedade. s.f. Revela-se na organização constituída por duas ou mais pessoas, por meio de um contrato, ou convenção, tendo o objetivo de realizar certas e determinadas atividades,

société. n.f. Personne morale collective instituée par un contrat réunissant plusieurs personnes qui conviennent de mettre en commun des valeurs, des biens ou de l'industrie (travail) en

conduzidas ou empreendidas em benefício e em interesse comum. Entende-se a instituição, a entidade, a pessoa jurídica, que se fundou, ou que teve origem de um contrato, onde se estabeleceram as necessárias condições de sua existência (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: a) contrato social; b) convenção por via da qual duas ou mais pessoas se obrigam a conjugar seus esforços ou recursos para a realização de fim comum. O interesse dos socios é idêntico, por isso, todos, com capitais ou atividades, se unem, por meio de contrato, para lograr uma finalidade, econômica ou não; c) pessoa jurídica de direito privado: sociedade simples e sociedade empresária; d) casa ou prédio onde se reúnem os membros de uma agremiação para cuidar de assuntos de interesse geral (Diniz, 2005); Dir. Emp. Associação ou reunião de pessoas que, por contrato, se obrigam mutuamente a combinar seus esforços ou recursos, para lograr fins comuns. O novo Código Civil diversificou os conceitos de associação (para as instituições de natureza civil) e de sociedade (para as de natureza empresarial), embora na substância seja idêntico o objetivo: fins comuns (Sidou, 2009). *[...], sociedade devidamente constituída conforme a legislação.*

vue d'en partager les bénéfices ou les économies ou les pertes qui pourront en résulter (Albertini et Silem, 2008); La réalité sociale (l'organisme, l'institution) qui naît du contrat de société et qui, s'il ne s'agit d'une société en participation, constitue une personne morale à compter de l'immatriculation (C. civ., a. 1842), d'où la personne juridique née du contrat de société et considérée comme propriétaire du patrimoine social (Cornu, 2007); Ce mot désigne aussi la personne morale créée par ce contrat et dont le patrimoine est constitué par les biens apportés par chaque associé (Guillien et Vincent, 2009); Personne morale dont le patrimoine est constitué par les biens apportés par chaque associé (Lerat et Sourioux, 1994). *Toutes les informations et conseils fournis par le prestataire au bénéficiaire sont à usage exclusif du bénéficiaire, et devront être gardés confidentiels. ils ne devront être ni révélés ni vendus à aucune autre société ou tierce personne.*

sociedade anônima. s.f. Indica a sociedade cujo capital é dividido em partes iguais (ações), estando sujeita a uma administração escolhida periodicamente pelos sócios (acionistas), os quais, sendo sempre de número mínimo prefixado em lei, não assumem qualquer responsabilidade acerca dos negócios sociais, limitando-se suas obrigações ao capital subscrito (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito comercial: sociedade em que o capital social é integralmente dividido por ações, sendo que os acionistas responderão pelo valor das que subscreveram ou adquiriram. É pessoa jurídica de direito privado, de natureza comercial, tendo capital dividido em ações, sob uma denominação, limitando-se a responsabilidade dos acionistas ao preço de emissão das ações subscritas ou adquiridas. Constituindo-se uma sociedade de capital com finalidade lucrativa, a sua denominação pode designar um nome de fantasia ou a de seu fundador, acompanhado de aditivo S/A. Seu capital social divide-se em ações, que representam uma fração do capital social. Três são as espécies de sociedade anônima : a) a companhia aberta, se os valores mobiliários de

société anonyme. n.f. Forme juridique à caractère commercial de l'entreprise de capitaux constituée par un minimum de sept associés à titre individuel et souscripteurs au capital social minimum. Les titres de propriété correspondent à des actions, ils sont rémunérés par des dividendes (part des bénéfices réalisés au cours de l'exercice). Elle comporte deux formules. La plus ancienne (loi de 1867) est la formule moniste avec une assemblée générale d'actionnaires qui élit le conseil d'administration en son sein avec un directeur du conseil d'administration qui est donc actionnaire (souvent dominant). La plus récente (loi de 1966) est la formule dualiste dite encore entreprise de type européen comportant une assemblée générale d'actionnaire, un conseil de surveillance issu du conseil d'administration et un directoire dont les membres qui ne sont pas nécessairement actionnaires sont nommés par le conseil de surveillance (Albertini et Silem, 2008); Société commerciale (quel que soit son objet) dans laquelle les associés (qui doivent être au moins au nombre de sept) ne sont tenus des dettes sociales qu'à concurrence de leur apport et dont le capital est divisé en actions

sua emissão puderem ser negociados em bolsa ou mercado de balcão; b) a companhia fechada, se não tiver autorização para lançar os títulos de sua emissão no mercado de capitais, obtendo recursos entre os próprios acionistas; c) a pequena companhia, que não sendo integrante de grupo de sociedades, deve ter menos de vinte acionistas e patrimônio líquido inferior ao valor nominal de vinte mil BTNs (hoje TR) (Diniz, 2005); Sociedade comercial formada por, no mínimo, sete sócios, sendo o capital de cada um representado pelo número proporcional de ações e sua responsabilidade limitada ao capital investido. Podem exercer qualquer tipo de atividade comercial, industrial, agrícola ou de prestação de serviços. Apenas as sociedades anônimas constituídas para atividades bancárias, seguradoras, montepios e afins devem receber autorização especial para funcionamento (Sandroni, 1999); Dir. Com. Empresa mercantil, regida pelas leis e usos do comércio, com o objetivo constante do estatuto social, tendo o capital dividido em ações e a responsabilidade dos acionistas limitada ao preço da emissão das ações por eles subscritas ou adquiridas. O mesmo que companhia. (Sidou, 2009). *[...], sociedade anônima devidamente constituída conforme a legislação [...].*

(librement cessibles). V. négociabilité, société de capitaux, société par actions, commerçant (Cornu, 2007); Société commerciale dont le capital est constitué, par voie de souscription d'actions et dont les associés ne sont responsables du paiement des dettes sociales qu'à concurrence de leurs apports. La société anonyme est une société par actions et une société de capitaux qui doit réunir au moins 7 personnes. La société anonyme peut faire appel public à l'épargne (Guillien et Vincent, 2009); Société commerciale dont le capital est constitué d'actions librement cessibles. NB: Les associés (au moins 7) ne sont tenus des dettes sociales qu'à concurrence de leurs apports (Lerat et Sourioux, 1994). *[…], société anonyme au capital de […] ayant son siège social situé à […], immatriculée au registre du commerce et des sociétés de […] sous le numéro […], dûment représentée par […].*

[sociedade limitada, inexistente nos CPSP].

société à responsabilité limitée (S.A.R.L). n.f. Forme juridique à caractère commercial d'une entreprise de 3 à 50 personnes qui font un apport au capital social en contrepartie duquel ils reçoivent des parts de la société comme titre de propriété. La notion d'action est réservée aux sociétés de capitaux, la SARL étant une société de personnes (Albertini et Silem, 2008); Société commerciale (quel que soit son objet) dans laquelle les associés ne sont tenus des dettes sociales qu'à concurrence de leur apport et dont le capital est divisé en parts sociales non librement cessibles (ne pouvant être cédées à des tiers qu'avec l'assentiment de la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social) (Cornu, 2007); Société commerciale dans laquelle la responsabilité pécuniaire des associés est limitée au montant de leurs apports. Ceux-ci sont représentés par des parts sociales qui ne sont pas négociables et ne sont cessibles qu'à certaines conditions (Guillien et Vincent, 2009); Société commerciale dont le capital est divisé en parts sociales non librement cessibles. NB: La responsabilité pécuniaire des associés est limitée au montant de leurs apports (Lerat et Sourioux, 1994). *[…], société à responsabilité*

limitée au capital de […], dont le siège social est situé à […], immatriculée auprès du registre du commerce et des sociétés de […] sous le numéro […], représentée par […], en sa qualité de gérant.

sociedade comercial. s.f. É a denominação atribuída ao gênero de sociedade que têm por objeto, ou por finalidade, a exploração de negócios de natureza mercantil, ou industrial. Assim, em amplo sentido, é a sociedade instituída por duas ou mais pessoas, sendo ao menos uma delas comercial, com o fim de explorar, sob uma firma, ou razão social, ou sob uma denominação, um certo ramo de comércio ou de indústria. As sociedades comerciais, ao contrário das sociedades civis, são reguladas pelo Direito Comercial, estando sujeitas ao azares da falência, por impontualidade no pagamento de suas obrigações líquidas e certas (Oscar José De Plácido e Silva, 2007). *[...], inscrita no CNPJ/MF nº [...], sociedade comercial com sede na Rua [...], [...], neste ato por seus representantes legais [...], estado civil, profissão, portador da carteira de identidade nº [...].*

société commerciale. n. f. Société régie par les lois particulières du commerce (suivant sa forme et son objet) et, sauf dérogation légale, par les dispositions générales du droit commun des sociétés (C. civ., a. 1832 s., spéc. 1834), a pour objet principal l'accomplissement d'opérations commerciales ou qui, ayant pour objet principal l'accomplissement d'opérations civiles, a adopté la forme de la société en nom collectif, de la société en commandite par actions, de la société anonyme ou de la société à responsabilité limitée. V. commerçant. Comp. société civile (Cornu, 2007); Société dont le caractère commercial est déterminé par sa forme ou par son objet (Lerat et Sourioux, 1994). *Désigne toute personne morale (société commerciale, civile, association ou établissement de droit public) inscrite auprès de […] sur la plateforme à l'effet soit de prendre connaissance des offres.*

sociedade por ações. s.f. Designação genérica atribuída às sociedades, cujo capital é dividido em ações. As sociedades por ações, integradas entre as sociedades de capital, compreendem as sociedades anônimas ou companhias e as sociedades em comandita por ações (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Vide sociedade anônima. Sociedade em que o capital social é integralmente dividido por ações, sendo que os acionistas responderão pelo valor das que subscreveram ou adquiriram. É pessoa jurídica de direito privado, de natureza comercial, tendo capital dividido em ações, sob uma denominação, limitando-se a responsabilidade dos acionistas ao preço de emissão das ações subscritas ou adquiridas. Três são as espécies de sociedade anônima: a) a companhia aberta, se os valores mobiliários de sua sua emissão puderem ser negociados em bolsa ou mercado de balcão; b) a companhia fechada, se não tiver autorização para lançar títulos de sua emissão no mercado de capitais, obtendo recursos entre os próprios acionistas; c) a pequena companhia, que não sendo integrante de grupo de sociedades, deve ter menos de vinte acionistas e patrimônio líquido inferior ao valor nominal de vinte mil BTNs (Diniz, 2005); Dir. Emp. O mesmo que companhia ou sociedade anônima (Sidou, 2009). *A responsabilidade profissional*

société par actions simplifiée. n.f. Forme récente de structure juridique d'entreprise (loi de 1994, reformée le 12 juillet 1999) qui correspond à une société commerciale constituée entre plusieurs associés, ou par un associé unique (SASU: Société par actions simplifiée unipersonnelle). Le capital social minimum est de 37 mil € dont les associés sont responsables à concurrence de leurs apports. La société est dirigée par un président, personne physique ou morale, associé ou non, seul représentant de la société vis-à-vis des tiers (Albertini et Silem, 2008); Société commerciale ne faisant pas publiquement appel à l'épargne constituée entre au moins deux personnes morales dotées d'un capital important dont le fonctionnement et l'administration sont réglés, dans une très grande liberté contractuelle, par les statuts ou des pactes d'actionnaires (Cornu, 2007); Société par actions susceptible d'être constituée par une ou plusieurs personnes qui n'engagent leur responsabilité qu'à hauteur de leur apport. L'originalité de la SAS réside dans l'extrême liberté d'organisation octroyée aux associés: c'est une société-contrat qui confère à ce groupement la nature d'une société de personnes. La SAS ne peut pas faire appel public à l'épargne (Guillien et Vincent, 2009). *[…], société par actions simplifiée, au capital*

do contabilista é referenciada de forma enfática nos Códigos Civil, Penal, Comercial, Tributário e, principalmente, nas leis que tratam dos crimes tributários, dos crimes financeiros, de falências, das sociedades por ações, entre outros ordenamentos legais vigentes.

de […] dont le siège social est […], ayant pour numéro d'identification unique […], représentée par […], dûment habilités à l'effet des présentes.

sócio. s.m/s.f. V. *parceiro*. Designa, em sentido amplo, a pessoa que faz parte, que participa ou é membro de uma sociedade (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil e direito comercial: a) aquele que faz parte de uma sociedade simples ou empresária; b) membro de uma associação; c) aquele que se associa a outrem para explorar uma atividade econômica ou não; d) parceiro (Diniz, 2005); Dir. Civ. Denominação genérica da pessoa que participa de associação ou sociedade de qualquer espécie, civil ou empresarial (Sidou, 2009). *[...] como contratante a empresa [...], inscrito no CGC./MF sob o n º [...], neste ato representada pelo sócio [...], e de outro lado como contratada a organização contábil [...].*

associé. n.m./n.f. V. *partenaire*. Personne qui participe avec d'autre à des négociations pour la défense de ses intérêts; les partenaires ne sont encore ni parties contractantes à un accord qu'il auraient signé (V. signataire, cocontractant), ni parties adverses à un procès qui les opposerait (V. adversaire), mais peuvent le devenir (Cornu, 2007); Personne qui participe à une négociation NB: se dit aussi des associés (Lerat et Sourioux, 1994). *Le présent contrat sera résilié de plein droit, si bon semble au prestataire, un mois après avertissement adéquat adressé au partenaire, dans le cas où […] viendrait à quitter l'entreprise du prestataire.*

subcontratação. s.f. Direito civil: transferência da posição contratual, feita por uma das partes a terceiro, sem desvincular-se do contrato. A sublocação é, por exemplo, uma subcontratação (Diniz, 2005). *Além de outras hipóteses expressamente previstas no art. 78 da Lei nº 8.666/93, constituem motivos para a rescisão do Contrato: a) atraso injustificado na execução dos serviços, bem como a sua paralisação sem justa causa e prévia comunicação ao Contratante; b) subcontratação, cessão ou transferência total ou parcial dos serviços, bem como a associação da Contratada com outrem, fusão, cisão ou incorporação que afetem a execução do Contrato.*

sous-traitance. n.f. Opération par laquelle un entrepreneur, dit entrepreneur principal, confie par une convention appelée sous-traité ou contrat de sous-traitance et sous sa responsabilité, à une autre personne nommée sous-traitant, tout ou partie de l'exécution du contrat d'entreprise ou du marché public conclu avec le maître de l'ouvrage (a. 1, 1. 31 déc. 1975), le recours à la sous-traitance impliquant, pour l'entrepreneur principal, l'obligation de faire accepter les sous-traitants par le maître de l'ouvrage. V. externalisation (Cornu, 2007). *Il est expressément convenu entre les parties que le prestataire pourra, à tout moment, et comme il l'entend, avoir recours à des sous-traitants et plus généralement à tout prestataire extérieur à son entreprise , pour l'exécution du contrat.*

subcontratar. verbo. Direito civil. ajustar com terceiro a execução de um contrato, sem contudo sair da relação jurídico-contratual (Diniz, 2005). *Salvo com a expressa autorização da contratante, não pode a contratada transferir ou subcontratar os serviços previstos neste instrumento, sob o risco de ocorrer a rescisão imediata.*

sous-traiter. verbe. Action de recourir à la sous-traitance, de conclure un sous-traité, soit de la part de l'entrepreneur, soit de la part du sous-traitant (Cornu, 2007). Fait de recourir à la sous-traitance, à titre d'entrepreneur ou de sous-traitant (Lerat et Sourioux, 1994). *Le prestataire s'interdit de sous-traiter à quiconque la réalisation des travaux définis à l'article [...].*

submeter [à aprovação, à apreciação, aos termos do contrato]. verbo. Na linguagem jurídica, além das significações correntes, como tornar dependente, obrigar, subjugar, subordinar, é tido como subministrar, levar, reconhecer. Submeter a julgamento é levar a

soumettre [le devis, la facture, un contrôle]. verbe. Pour le législateur, assujettir à une règle ou à un ensemble de règles; Pour un sujet de droit, présenter une demande à l'agrément d'une autorité; Pour un organe exécutif, présenter un projet à la discussion d'un organe délibérant

julgamento, é subministrar ou ministrar o julgamento. Submeter-se à sentença é reconhecê-la ou ficar sujeito à sentença (Oscar José De Plácido e Silva, 2007). 1. Dominar; subjugar. 2. Apresentar algo à apreciação. 3. Tornar-se objeto de exame. 4. Subordinar. 5. Tornar dependente. 6. Sujeitar. 7. Levar a julgamento. 8. Obrigar (Diniz, 2005). *As partes ratificam todos os atos por elas praticados a partir de […], os quais se submetem aos termos do presente contrato.*

(Cornu, 2007). *Le prestataire devra donc soumettre un devis au client et après accord de paiement, de sa part, lui transmettra la facture d'intervention.*

subordinação. s.f. Seja em relação às coisas, ou às pessoas, revela sempre a condição, que lhes é imposta para que se submetam a regras ou determinações derivadas ou oriundas do regime que lhes é estabelecido. A subordinação é a submissão de coisas, ou pessoas à dependência de outras, a fim de que se cumpram as ordens, as imposições, as determinações, as instruções, que delas emanem (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Nas linguagens comum e jurídica: a) submissão a regras; b) sujeição; c) subalternidade hierárquica; d) estado de dependência de uma pessoa a outra em razão de contrato ou lei; e) obediência; f) ato ou efeito de subordinar-se (Diniz, 2005); Estado de dependência de uma pessoa a outra, por motivo de sujeição a regras de direito ou em resultado de obrigação assumida (Sidou, 2009). *O contratado prestará serviços à contratante com ampla, total, irrestrita autonomia, sem qualquer tipo de subordinação jurídica.*

subordination. n. f. situation de dépendance du travailleur placé, en droit, sous l'autorité de celui pour lequel il effectue une tâche: dépendance plus préc. caractérisée, par le pouvoir, pour l'employeur, de donner au travailleur des instructions, des ordres et des directives, d'en contrôler l'exécution et d'en vérifier les résultats, ainsi que de sanctionner les manquement de son subordonné, à charge d'assumer les risques de son activité: marque spécifique et principal critère du contrat de travail, ainsi que de l'affiliation au régime général de la sécurité sociale. V. préposition (lien de), indépendance. Comp. sujétion (Cornu, 2007); En tant que critère du contrat de travail, la subordination est un état caractérisé par un travail sous l'autorité d'un employeur qui a le pouvoir de donner des ordres et des directives, d'en contrôler l'exécution et de sanctionner les manquements de son subordonné. En droit positif, le travail au sein d'un service organisé a été reconnu comme un indice possible de la subordination lorsque l'employeur détermine unilatéralement les conditions d'exécution de travail. Constituant une catégorie juridique, la subordination est aussi un effet du contrat de travail et caractérise alors le lien existant entre l'employeur et le salarié dans l'exécution du contrat, conférant à l'employeur un pouvoir juridique de direction (Guillien et Vincent, 2009); Subordonné: salarié placé sous l'autorité d'un responsable. NB: La subordination est caractéristique du contrat de travail (Lerat et Sourioux, 1994). *Étant entendu que le présent contrat exclut tout lien de préposition ou de subordination entre les parties et ne confère au prestataire aucun mandat.*

subscrever. verbo. Ao rigor da etimologia é assinar ao fecho de um documento, é apor assinatura firma em qualquer escrito, para aprová-lo, autenticá-lo, aceitá-lo, ratificá-lo, ou o ter como propriamente feito pelo subscritor. Num conceito propriamente jurídico,

souscrire. verbe. Action d'apposer sa signature au pied d'un acte, à titre d'engagement; est trans. dir. si l'on insiste sur l'action matérielle de signer, trans. indir. si l'accent est mis sur l'acte juridique d'engagement mais la signature emporte engagement dans le premier cas et

subscrever, anotando o fato material de aposição de firma, ou de assinatura em um documento, resulta em assumir compromisso, declarar-se solidário, consentir, estar de acordo, atestar, ou certificar (Oscar José De Plácido e Silva, 2007). Direito civil. a) apor assinatura; b) assinar abaixo de um documento, dando-lhe autenticidade ou aceitando o que nele se contém, assumindo a obrigação; c) contrair um compromisso ao assinar o documento; d) firmar para aprovar; e) consentir; f) tomar assinatura de uma publicação periódica; g) inscrever-se com alguma quantia para prestar auxílio a uma obra filantrópica (Diniz, 2005). Dir. Obr. Assinar abaixo de ato escrito, dando-lhe autenticidade, aprovando ou aceitando quanto nele se contém, inclusive assumindo a obrigação, se for o caso (Sidou, 2009). *[...] contratados, subscrevem o presente em três vias de igual teor e forma, na presença de duas testemunhas.*

l'engagement suppose une signature dans le deuxième. *Chaque partie déclare et garantit à l'autre partie qu'elle a pleine capacité et tous pouvoirs pour conclure la présente convention, souscrire et exécuter toutes les obligations mises à sa charge en vertu des présentes et que la ou les personne qui la représentent et agissent en son nom et pour son compte ont la capacité pour le faire et ont été dûment habilitées à cette fin.*

subscrição. s.f. É, especialmente, a ação e o efeito de subscrever. Exprime, pois, a assinatura, a aposição da firma em qualquer espécie de escrito, com a finalidade de o reconhecer, de assumir as obrigações nele contidas, de o aprovar, ou de o autenticar. Na terminologia comercial, como expressão técnica em matéria de sociedades por ações, subscrição é o meio legal admitido para que se obtenha a adesão de pessoas interessadas à constituição das mesmas sociedades, em virtude do que assumem o compromisso de concorrer com um certo número de ações para a formação do respectivo capital. A subscrição cumpre-se pela assinatura do adesista à lista, ou ao boletim destinado a esse fim, ou por meio de carta endereçada aos fundadores, ou organizadores da sociedade. E, por ela, a pessoa se transforma em subscritor, sujeitando-se, assim, às disciplinas legais e às condições dispostas nos prospectos e projetos de estatutos exibidos (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); a) aposição de assinatura num instrumento público ou particular; b) ação ou efeito de subscrever; c) relação de pessoas que assinam um documento em que se menciona o *quantum* com que se inscrevem para um ato de beneficiência; d) soma oferecida pelo subscritor; e) promessa de tomar exemplares de uma obra a ser publicada, por um preço convencionado; f) assinatura de periódicos; g) prospecto apresentado ao público, convidando-o a tomar títulos de empréstimo lançados no mercado, para qualquer fim de

souscription. n.f. a) apposition par le souscripteur (soussigné) de sa signature au bas d'un acte, à titre d'engagement; b) par ext., nom donné à cet engagement même, pris en général en vue d'acheter (souscription à un ouvrage à éditer) (souscription d'action), de prêter (souscription à une obligation ou à un emprunt), etc. (Cornu, 2007); Acte juridique de nature controversée par lequel une personne s'engage à faire partie d'une société par actions en apportant une somme en principe égale au montant nominal de son titre (Guillien et Vincent, 2009); Engagement d'achat (actions, obligations, œuvres de l'esprit) ou de prêt (emprunt public). NB: L'engagement est lié à la signature, conformément au sens latin de *subscription* (*inscription en bas*) (Lerat et Sourioux, 1994). *Les moyens pour identifier et corriger les éventuelles erreurs commises dans la saisie des données, qui doivent être accessibles durant toute la procédure de souscription du contrat de prestation de service.*

interesse público (Diniz, 2005); Preferência de compra de ações que representem aumento de capital e com preço inferior ao vigente no mercado por parte dos acionistas de uma empresa. Embora o direito de subscrição seja reservado aos acionistas de sociedades anônimas, ele pode ser negociado e deve ser exercido dentro de determinado prazo. A quantidade de ações que poderá ser subscrita é geralmente proporcional às ações já possuídas pelos acionistas (Diniz, 2005). *A contratante, optando pelo exercício de direitos de subscrição de valores mobiliários, atribuídos às ações custodiadas no prazo estabelecido no subitem 2.1.3. desta Cláusula, deverá entregar a contratada, dentro do prazo por ela estabelecido, os recursos necessários à sua efetivação.*

supressão. s.f. É a rigor a ação que suprime, que extingue, que elimina, que apaga os vestígios, que subtrai alguma coisa, no sentido de que se torne inoperante sua finalidade jurídica, ou para que não se obtenham os efeitos desejados. A supressão, pois, em realidade, é a extinção, a eliminação, a subtração, a ocultação, da coisa, ou do fato, para impedir um determinado efeito, ou para que se obtenha efeito diverso (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); a) ato ou efeito de suprimir; b) extinção; c) cessação; d) omissão; e) desaparecimento (Diniz, 2005). *Atividade não executada, salvo em caso de pedido expresso do contratante pela supressão de qualquer atividade.*

suppression. n.f. a) Action (matérielle de faire disparaître une chose, un document, un élément de preuve. Comp. soustraction; b) Action (juridique) de mettre un terme (pour l'avenir) à une règle, à un droit, à une procédure. Ex. suppression de la peine de mort, suppression de la pension alimentaire. Comp. abolition, modification, révision, annulation, extinction, suspension, radiation (Cornu, 2007); *[...] l'exploitation scientifique, technique, industrielle ou commerciale, dans de bonnes conditions, des résultats de la prestation. de telles suppressions ou modifications ne devront cependant pas porter atteinte à la valeur scientifique de la publication.*

suspender [os serviços, a execução dos serviços, a prestação de serviços]. verbo. No sentido jurídico, é empregado nas mesmas acepções: é interromper, sustar, sobrestar, impedir, privar, proibir, sempre sem sentido temporário ou limitado (Oscar José De Plácido e Silva, 2007). a) pendurar; b) impedir a execução de alguma coisa; c) interromper temporariamente; d) sustar; e) privar; f) sobrestar; g) reter. 4. Direito processual civil. Sustar, em certas circunstâncias, a execução ou o próprio processo (Diniz, 2005). *A contratada se reserva no direito de suspender o serviço do contratante a qualquer momento, por qualquer razão, sem notificação, quando for constatada qualquer infração ou violação ao contratado.*

suspendre [le service, l'exécution des services]. verbe. [absent dans les œuvres d'appui]. *En cas de retard de règlement de plus de […] jours, le prestataire pourra suspendre le service sans préavis ou résilier le contrat relatif à la prestation visée.*

suspensão. s.f. Juricamente, a suspensão, em regra, importa numa paralisação, ou na cessação temporária, ou por tempo limitado, de uma atividade, ou de um procedimento. Assim, o que

suspension. n.f. Action de suspendre et résultat de cette action; mesure temporaire qui fait provisoirement obstacle à l'exercice d'une fonction ou d'un droit, à l'exécution d'une

está a fazer interrompe-se por algum tempo, findo o qual de novo se recomeça (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Na linguagem jurídica, em geral: a) ato ou efeito de suspender; b) interrupção do curso de alguma coisa; c) descontinuação; d) pausa momentânea; e) paralisação temporária de alguma atividade; f) estado do que se acha suspenso ou dependurado (Diniz, 2005). *A Contratada não será responsabilizada pela suspensão ou interrupção dos serviços, nos casos de [...].*	convention ou d'une décision, au déroulement d'une opération ou d'une instance…, soit à titre de sanction, soit par mesure d'attente (adaptation aux circonstances, trêve, etc.). Comp. interruption, extinction, suppression, arrêt, sursis, retrait (Cornu, 2007); Incident qui, en matière de prescription, arrête le cours du délai sans anéantir rétroactivement le temps déjà accompli, de telle sorte qui, si après cet incident, la prescription recommence à courir, il sera possible de tenir compte du temps déjà écoulé. Les causes de suspension sont multiples. Citons l'impossibilité d'agir par suite d'un empêchement résultant de la loi, de la convention ou de la force majeure, la minorité, l'étant d'époux ou de partenaires liés par un pacte civil de solidarité (Guillien et Vincent, 2009); Cessation momentanée des effets du contrat. NB: Ne pas confondre avec l'interruption, qui efface le temps déjà couru (Lerat et Sourioux, 1994). *En une rupture de contrat immédiate et sans préavis assortie de la suspension des services et de la perception de frais de […].*
[inexistente em português. Sistema de identificação dos estabelecimentos empresariais franceses].	**Système d'Identification du Répertoire des Etablissements (SIRET).** n.m. [absent dans les œuvres d'appui]. *Raison sociale : SIRET ou RCS : […] Adresse du siège social: […].*
[inexistente em português. Sistema de identificação dos estabelecimentos empresariais franceses].	**Système d'Identification du Répertoire des Entreprises (SIREN).** n.m. [absent dans les œuvres d'appui]. *[…], société par […], au capital de […] Euros, dont le siège social est à […], identifiée sous le n° SIREN […] RCS […].*
T	
tarefa. s.f. Define o trabalho que deve ser executado em tempo certo. É uma espécie de empreitada, ou uma empreitada a título precário. Assim, sendo a tarefa, propriamente, a porção de trabalho, ou a obra, a ser executada dentro de um prazo predeterminado, bem se distingue da empreitada, de sentido mais amplo, desde que pode ser estabelecida sem prazo certo, embora nela se determinem a natureza e a porção do trabalho a ser cumprido. Além do mais, a tarefa, em princípio, envolve contrato de trabalho de ordem individual, isto é, é cometida diretamente ao trabalhador ou ao operário, para que execute determinada porção de trabalho, ou determinada obra. Na tarefa, a rigor, somente se cogita da execução de certo trabalho, de modo que o tarefeiro simplesmente loca seus serviços (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: obra que, em razão de empreitada, deve	**tâche (s).** n.f. Travail commandé, ouvrage assigné, plus précisément prestation à accomplir à certaines conditions, dans un temps déterminé ou pour une date fixée. V. service, mission, office, charge. V. taxe (Cornu, 2007); *[..] le prestataire s'engage à mener à bien la tâche précisée à l'article […], conformément aux règles de […].*

ser concluída dentro de certo prazo (Diniz, 2005); Dir. Trab. Modalidade de contrato laborista em que o salário é devido pelo serviço executado (Sidou, 2009). *Para o livre desempenho das tarefas, deverão ser dadas ao contratado as condições necessárias, sem as quais não se responsabilizará pela fiel execução dos serviços.*

tarifa. s.f. Entende-se, de um modo genérico, toda tabela, ou relação de preços de direitos, de impostos, ou de taxas que se devem pagar por alguma coisa. Neste aspecto, a tarifa tem a significação de pauta, por onde se fixa, ou se determina, a exata quantia a ser cobrada, em razão de um tributo, de um preço, ou de uma taxa. Por vezes a tarifa exprime o próprio valor estipulado, ou seja, o preço ou a quantia anotada na tabela, ou na pauta, e que deve ser cobrada, quando ocorrente o fato em que é devida. Em realidade, a tarifa, mesmo neste estreito sentido, não significa nem imposto nem taxa. Exprime a quantia, a importância, o quanto em que se fixam o imposto, a taxa ou o preço de alguma coisa, ou o catálogo de mercadorias, com os respectivos preços (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito comercial: a) tabela de preços de transporte de carga ou de passageiros; b) catálogo de mercadorias com os respectivos preços; c) preço fixado para o serviço, por passageiro, obtido da multiplicação do coeficiente tarifário pela extensão do percurso (Diniz, 2005); Dir. Trib. Quantia que o usuário paga ao Estado pela utilização concreta do serviço público prestado. OBS. A tarifa não integra o gênero tributo, pois, como explica Plácido e Silva (Vocab. Juríd.), tem a significação de pauta, ou tabela do que deve ser pago por alguma coisa, quando ocorrer o fato em que é devido (Sidou, 2009). *A Contratada reserva-se o direito de incluir na fatura mensal do contratante as taxas, tarifas e despesas referentes ao manuseio e re-emissão das respectivas cobranças.*

tarif. n.m. Dans un sens courant, synonyme de prix. Liste des prix de vente fixés par un fabriquant ou un commerçant pour chaque type d'articles produits ou vendus (Albertini et Silem, 2008); a) tableau de prix, de valeur, de frais; barème; b) par ext., le document sur lequel figure cette liste; c) parfois le prix tarifé. Comp. taux, taxe, taxation (Cornu, 2007); Prix fixé réglementairement (Lerat et Sourioux, 1994). *Toute facturation de la part du prestataire sera établie selon les tarifs appliqués par […] (voir annexe).*

taxa. s.f. A rigor, entende-se o preço, ou a quantia que se estipula como compensação de certo serviço, ou como remuneração de certo trabalho. Mesmo quando taxa é empregada no conceito de percentagem, em relação aos juros, ou como índice de uma comissão, importa sempre em ser a determinação de um preço, ou de um quanto, que se fixa, ou que se estabelece, como retribuição, ou como compensação de qualquer coisa, de que alguém se beneficia ou utiliza. Assim, a taxa corresponde,

taux. n.m. V. *charge, impôt*. Mot qui vient de taxer et exprimant sous forme arithmétique la variation dans le temps d'un élément quantifié ou le rapport entre deux éléments quantifiés à un moment donnée. Il peut être un quotidien, un pourcentage, une proportion ou un montant en parlant des salaires, des impôts, des loyers, de certains prix, etc. ou encore en coefficient (Albertini et Silem, 2008); Montant fixé à l'avance à une somme d'argent, en général comme limité inférieure, pour la détermination

invarialmente, à paga de um serviço, ou de qualquer coisa, de que se tira, ou de que se obtém um benefício direto, ou imediato (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito constitucional e direito tributário: a) tributo vinculado cuja hipótese de incidência é sempre atuação qualquer do Estado, atual ou potencial, direta e imediatamente referida ao obrigado (Geraldo Ataliba); b) quantum a ser pago a título de remuneração dos serviços públicos prestados diretamente pelo Estado (Capitant e Themistocles Cavalcanti); c) tributo instituído pela União, pelos Estados, pelo Distrito Federal e pelos Municípios em razão do poder de polícia ou da utilização efetiva e potencial de serviços públicos específicos e divisíveis prestados ao contribuinte ou colocados a sua disposição (Diniz, 2005); Relação entre duas grandezas, apresentada geralmente na forma percentual, mas também na forma milesimal. Veja também Porcentagem (Sandroni, 1999); Dir. Trib. Espécie de tributo em que a carga fiscal do contribuinte corresponde diretamente à prestação do Estado em determinado serviço público (Sidou, 2009). *Na hipótese de, posteriormente à assinatura do presente contrato, serem exigidos da Contratada novos impostos, taxas, contribuições, inclusive parafiscais, e demais encargos.*

Cf. **imposto, taxa.**

[inexistente em português. Taxa de imposto do sistema tributário francês.]

du prix d'une prestation ou de la base de calcul d'un salaire ou d'une contribution, ou même d'une compétence. Comp. taxe, taxation, tarif, appréciation. barème (Cornu, 2007); Montant du revenu produit par une somme d'argent pendant une période déterminée. Le taux de l'intérêt est fixé soit par la loi, soit par la convention (Guillien et Vincent, 2009); Base de calcul d'un prix ou d'une rétribution (Lerat et Sourioux, 1994). *[...] légal applicable en France à compter de l'exigibilité qui est le dernier jour de la période considérée. Ce taux sera augmenté de [...] % à compter du troisième mois suivant la date d'exigibilité.*

taxe (s). n.f. Qualification donnée aux perceptions fiscales ou administratives par une collectivité publique à l'occasion de la fourniture à l'administration d'une contrepartie individualisable (Albertini et Silem, 2008); Au sens propre, prélèvement obligatoire de la même nature que l'impôt mais destiné à financer un service public déterminé, et dû par les seuls usagers du service. Dans un sens vague, syn. d'impôt, d'imposition, de contribution (Cornu, 2007); *Il est expressément convenu que le bénéficiaire sera seul responsable du paiement des impôts ou taxes dont il est personnellement redevable, quelles que soient leurs modalités de règlement.*

Taxe sur la valeur ajoutée (TVA). n.f. Taxe sur le chiffre d'affaires reposant sur le principe des déductions: chaque assujetti calcule la taxe sur le prix des biens vendus ou des services rendus, puis déduit la taxe qui est entrée dans le coût des éléments constitutifs de ce prix. Les taux de TVA s'appliquent sur des prix hors taxes. Plusieurs taux peuvent être pratiqués en fonction de la nature des produits. On distingue ainsi un taux normal qui varie de 12 à 25%

environ selon les pays, des taux majorés sur certains biens de luxe, des taux minorés pour des biens de première nécessité ou dont on veut encourager la consommation. Les exportations s'effectuent en suspension de TVA, ce qui signifie que le système de la TVA continue à s'appliquer mais à un taux nul (Albertini et Silem, 2008). *Ces prestations seront facturées sans TVA en vertu de l'article […] du Code Général des Impôts.*

terceiro. s.m. Como substantivo, e em conceito jurídico, o terceiro designa a pessoa que é estranha a uma relação jurídica , isto é, não é parte nem intervém originariamente na feitura de um ato jurídico, ou em matéria processual, quando é um estranho a demanda ajuizada. Desse modo, em sentido lato, terceiro revela sempre o estranho ao ato, ao contrato, ou à demanda. Relativamente aos contratos, terceiro é aquele que não participou do contrato, ou não teve nele qualquer intervenção, pelo que, não sendo parte, não se liga nem é responsável por quaisquer das obrigações derivadas do mesmo contrato. É um completo estranho. Claramente, pois, nesta hipótese, terceiro e contratantes identificam figuras perfeitamente inconfundíveis e distintas. Mesmo que certas pessoas assinem o contrato, como simples testemunhas, juricamente, em relação ao contrato testemunhado são terceiros e, pois, estranhos às obrigações que nele se fundarem. Somente não será terceiro quem tiver a qualidade de contratante (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil e direito comercial: a) alheio à formação de um ato ou negócio jurídico; b) corretor; c) medianeiro; d) aquele que paga dívida alheia. Nas linguagens comum e jurídica : a) aquele que segue imediamente o segundo, ocupando, em uma ordem, o terceiro lugar; b) testemunha (Diniz, 2005); Dir. Proc. Aquele que é estranho à relação em causa. Pessoa alheia ao litígio e à respectiva relação processual, mas que pode ter interesse em intervir no feito em defesa de seu direito (Sidou, 2009). *A rescisão do contrato, não extinguirá os direitos e obrigações que as partes tenham entre si a para com terceiros.*

tiers. n.m. a) en un sens gén. et vague: toute personne étrangère à une situation juridique ou même personne autre que celle dont on parle. Ex. C. civ., a. 555; b) en matière contractuelle: personne n'ayant été ni partie ni représentée à un contrat qui n'est pas touchée par son effet obligatoire (C. civ., a. 1165) et peut tout au plus se le voir opposer; c) dans un procès, toute personne qui n'y est ni partie ni représentée. (arbitre, par ex.) (Cornu, 2007); Personne n'ayant été ni partie ni représentée à un acte ou à un jugement, par conséquent non liée par son effet obligatoire. Ce terme désigne non seulement les *penitus extranei*, mais aussi, selon les cas, les ayants cause à titre particulier et les créanciers chirographaires. Procédure civile: une personne est tiers par rapport à un procès lorsqu'elle n'est ni demanderesse ni défenderesse. Un tiers peut cependant être introduit dans l'instance par la voie de l'intervention. Un tiers peut être sollicité aussi, sur requête d'une partie, de fournir une attestation écrite ou un témoignage ou de communiquer des documents nécessaires à la connaissance des faits litigieux, à la condition qu'il n'existe pas d'empêchement légitime (Guillien et Vincent, 2009); Personne étrangère à un acte juridique. NB: En matière contractuelle, un tiers ne peut pas devenir débiteur en vertu du contrat et ne pas devenir créancier en vertu d'une stipulation faite en sa faveur (Lerat et Sourioux, 1994). *Dans le cadre du contrat, le prestataire ne pourra en aucune façon engager la société à l'égard des tiers, la société demeurant libre de contracter ou non avec ceux-ci.*

termo. s.m. V. *término*, *limite*. Termos assinala os pontos, em que se limitam, ou em que terminam as coisas, para que se fixem as condições, as determinações, as imposições, que as demarcam e que as governam (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: a) limite, marco divisório; b) dia em que começa ou se

terme. n.m. V. *limite*. Horizon, délai, limite, échéance (Albertini et Silem, 2008); a) sens technique: modalité d'une obligation généralement contractuelle subordonnant son exigibilité ou son extinction à l'arrivée d'un événement futur qui, au moment de l'engagement, est de réalisation certaine. Comp.

extingue a eficácia do negócio jurídico; c) estado em que se encontra um negócio; d) declaração aposta em contrato para determinar quando se inicia ou cessa a produção de seus efeitos jurídicos; cláusula contratual que subordina a eficácia negocial a acontecimento futuro e certo (Diniz, 2005); Dir. Civ. Limite, inicial (termo inicial) e final (termo final) entre os quais corre o prazo (Sidou, 2009). *O presente instrumento terá a duração de [...], podendo ser prorrogado por tempo indeterminado, caso não seja denunciado até seu termo final.*

condition; b) par ext., date du paiement, plus spéc. du remboursement (Cornu, 2007); Fin de la période fixée pour un paiement (Lerat et Sourioux, 1994). *Le présent contrat est conclu pour une durée de […] ans à compter de la date des présentes et prendra automatiquement fin le […] (le «terme»), sans formalité préalable d'aucune sorte.*

testemunha. s.m./s.f. Designa, na linguagem jurídica , a pessoa que atesta a veracidade de um ato, ou que presta esclarecimentos acerca de fatos que lhe são perguntados, afirmando-os, ou os negando (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil e direito processual: a) aquela que, ao assistir a certo ato jurídico, atesta a sua veracidade ou autenticidade, firmando-o; b) aquela que certifica a verdade de um ato ou fato; c) quem presencia um fato; d) aquela que, por não estar impedida legalmente e por ter conhecimento sobre um fato controvertido ou de algo a ele relacionado, é chamada a juízo para prestar depoimento; e) aquela que afirma ou nega um fato, a ser comprovado judicialmente; f) pessoa distinta dos sujeitos processuais que, convocada na forma da lei, por ter conhecimento do fato ou ato controvertido entre as partes, depõe sobre este em juízo, para atestar sua existência (Moacyr Amaral dos Santos) (Diniz, 2005); Dir. Proc. Pessoa não impedida por lei, que é arrolada ou referida para depor imparcialmente sobre os fatos da causa, segundo sua percepção pelos sentidos (Sidou, 2009). *E por estarem assim justos e contratados, firmam o presente instrumento, em duas vias de igual teor, juntamente com 2 (duas) testemunhas.*

[témoin, absent dans les CPSF].

trabalho. s.m. Entende-se a ação de trabalhar, sendo, assim, de significação equivalente à obra, ocupação, tarefa, função, ofício, serviço, mister, emprego, missão, cargo, encargo, faina, etc. Trabalho, então, entender-se-á todo esforço físico, ou mesmo intelectual, na intenção de realizar ou fazer qualquer coisa. No sentido econômico e jurídico, porém, trabalho não é simplesmente tomado nesta acepção física: é toda ação, ou todo esforço, ou todo desenvolvimento ordenado de energias do homem, sejam psíquicas, ou sejam corporais, dirigidas com um fim econômico, isto é, para produzir uma riqueza, ou uma utilidade,

travail. n.m. Terme ayant pour origine tripalium (trois pieux), instrument destiné au ferrage des chevaux et qui désigne aussi un instrument de torture. Par ces origines, le travail indique une activité pénible de transformation de la nature par l'homme. La tendance historique à la réduction de la durée de travail peut aussi s'interpréter comme une tendance à réduire la pénibilité, ou l'effort, même s'il existe des travaux plus ou moins pénibles. Plus positivement et plus largement, on entend par travail l'ensemble des activités économiques, intellectuelles et manuelles organisées et coordonnées des hommes, aidés ou non par des

suscetível de uma avaliação, ou apreciação monetária. Assim, qualquer que seja a sua natureza, e qualquer que seja o esforço que o produz, o trabalho se reputa sempre um bem de ordem econômica, juricamente protegido (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito do trabalho: a) conjunto de atividades humanas, intelectuais ou braçais que geram uma utilidade; b) ofício; c) emprego; d) tarefa; e) objeto de um contrato trabalhista; f) ato ou efeito de trabalhar. Direito civil e direito comercial: a) exame, discussão e deliberação de uma corporação ou pessoa jurídica de direito privado; b) discussão ou deliberação para solucionar algo (Diniz, 2005); Um dos fatores de produção, é toda atividade humana voltada para a transformação da natureza, com o objetivo de satisfazer uma necessidade. O trabalho é uma condição específica do homem e, desde suas formas mais elementares, está associado a certo nível de desenvolvimento dos instrumentos de trabalho (grau de aperfeiçoamento das forças produtivas) e da divisão da atividade produtiva entre os diversos membros de um agrupamento social. Assim, o trabalho assumiu formas particulares nos diversos modos de produção que surgiram ao longo da história da humanidade (Sandroni, 1999); a) Fadiga, esforço, acepção que modernamente se transformou em dever social, por meio de atividade menos coagida, menos fatigante e, se possível, espontânea e saudável; b) Dir. Trab. Coordenação de atividades, físicas e intelectuais, no sentido da realização de um fim útil (Sidou, 2009). *O valor total do trabalho é de R$ [...] e poderá ser pago em até 4 (quatro) parcelas fixas de R$ [...].*

machines, en vue de produire ou de contribuer à produire des biens et des services économiques, c'est-à-dire des valeurs d'usage (ou utilité) répondant aux besoins des hommes, et en contrepartie duquel le travailleur perçoit une rémunération. Le travail peut être indépendant. Le travailleur indépendant travaille pour son compte propre, son revenu étant un bénéfice qui résulte de la différence entre les recettes et les coûts. Le travail peut être dépendant, mais il existe différentes formes de dépendance, allant de l'esclavage au salariat. Le travail constitue un facteur de production primaire, c'est-à-dire originel qui se combine avec la nature, qui est aussi un facteur originel et, éventuellement, avec le capital qui est un facteur dérivé, c'est-à-dire résultant de la combinaison des seuls facteurs originels. Le terme facteur peut être remplacé par celui de force. L'offre de travail ou plus logiquement l'offre de service en travail est le fait des ménages ou des hommes qui cherchent à se faire embaucher, tandis que la demande de travail provient des entreprises ou de ceux qui cherchent à embaucher (Albertini et Silem, 2008); Activité humaine, manuelle ou intellectuelle, exercée en vue d'un résultat utile déterminé. Dans le langage courant, se confond avec la notion d'activité professionnelle, productrice, d'utilité sociale et destinée à assurer à un individu les revenus nécessaires à sa subsistance. Dans un sens plus restreint, s'utilise souvent pour désigner une activité salariée. V. ouvrage, service, tâche (Cornu, 2007). *[…] qu'à la présentation (charte graphique) et au style (guide de style). À défaut, le prestataire lui fera des propositions avant de commencer le travail de réalisation.*

transação. s.f. No conceito do Direito Civil, e como expressão usada em sentido estrito, transação é a convenção em que, mediante concessões recíprocas, duas ou mais pessoas ajustam certas cláusulas e condições para que previnam litígio, que se possa suscitar entre elas, ou ponham fim a litígio já suscitado. Assim, a transação, sempre de caráter amigável, fundada em que é em acordo ou em ajuste, tem a função precípua de evitar a contestação, quando já provocada, por uma transigência de lado a lado, em que se retiram, ou se removem todas as dúvidas ou controvérsias, acerca de certos direitos (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: a) negócio jurídico bilateral, pelo qual as partes interessadas, fazendo-se concessões mútuas, previnem ou

transaction. n.f. Contrat par lequel les parties à un litige (déjà porté devant un tribunal ou seulement né entre elles) y mettent fin à l'amiable en se faisant des concessions réciproques (C. civ., a. 2044) (Cornu, 2007); Contrat par lequel les parties terminent ou préviennent une contestation en consentant des concessions réciproques. Ce mot est aussi utilisé dans le langage courant pour désigner une opération commerciale. Procédure civile: Lorsqu'une transaction est intervenue entre deux personnes, celle-ci a la même valeur qu'une décision passée en force de chose jugée. En présence d'une transaction extrajudiciaire, le président du tribunal de grande instance, saisi par requête de l'une des parties, peut lui conférer force exécutoire (Guillien et Vincent, 2009); a)

extinguem obrigações litigiosas ou duvidosas. É, portanto, uma composição amigável entre interessados sobre seus direitos, em que cada qual abre mão de parte de suas pretensões, fazendo cessar as discórdias. É uma solução contratual da lide, pois as partes são levadas a transigir pelo desejo de evitar um processo cujo resultado eventual será sempre duvidoso; b) ato ou efeito de transigir. b) Direito comercial: ato negocial mercantil envolvendo compra e venda, mútuo, etc.; c) Direito tributário. Forma extintiva da obrigação tributária que na verdade é incompatível com o regime jurídico tributário, já que a criação e extinção de tributos se subordinam à edição de atos administrativos vinculados (Eduardo Marcial Ferreira Jardim); d) Na gíria, é negócio duvidoso ou ilícito (Diniz, 2005); Dir. Obr. Faculdade concedida às partes processuais de prevenirem ou terminarem o litígio mediante concessões mútuas, e cujos termos interpretam-se restritivamente (Sidou, 2009). *O não exercício pelas Partes de quaisquer direitos previstos neste contrato representa mera liberalidade, não implicando em renúncia, novação e/ou transação relativamente a tais direitos, os quais poderão ser exercidos a qualquer momento.*

procédure de règlement d'un litige entre des parties, par un contrat où elles font des concessions réciproques; b) opération commerciale (Lerat et Sourioux, 1994). *Ce processus permet de valider et de finaliser la transaction entre les parties.*

transferência. s.f. Correntemente, na linguagem jurídica, a transferência designa o ato pelo qual a pessoa, como cedente, alienante, ou renunciante transmite a outrem direitos, ou coisas, que lhe pertenciam. Exprime, igualmente, a passagem, ou a transmissão de encargos e funções, cometidos a certa pessoa e que se traspassam para outra (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: a) ato pelo qual se transmitem bens ou direitos a outrem; b) troca ou permuta; c) subestabelecimento do mandato; d) subtituição nos direitos creditórios; e) cessão de débito, de crédito ou de contrato (Diniz, 2005); Ato pelo qual alguém transmite a outrem coisas ou direitos que lhe pertencem, ou se faz substituir quanto a direitos de que dispõe (Sidou, 2009). *Ocorrendo a transferência dos serviços para outra Empresa Contábil, a contratante deverá informar à contratada.*

transfert. n.m. Opération juridique de transmission d'un droit, d'une obligation ou d'une fonction; mutation. (Cornu, 2007); Transmission, d'une personne à une autre, d'un droit, d'une obligation ou de la possession d'un bien (Lerat et Sourioux, 1994). *Transfert du contrat ou d'un support : le contrat est conclu intuitu personae et ne peut être cédé, concédé, apporté ou transféré à un tiers, en tout ou partie.*

transmissão. s.f. Na linguagem do Direito Civil, transmissão designa a transferência de coisas, ou a cessão de direitos, em virtude do que, coisas, ou direitos, se transmitem, ou se transferem, de dono ou titular. Assim, transmissão, translação e transferência empregam-se em sentido equivalente, exprimindo ação e efeito de transferir, de passar

transmission. n.f. Terme générique désignant toute opération par laquelle les droits ou les obligations d'une personne sont transférés à une autre (qui devient à sa place propriétaire, créancier, débiteur, etc.) soit par la volonté de l'homme (transmission conventionnelle ou testamentaire), soit en vertu de la loi (transmission successorale ab intestat); soit

ou de transpassar bens, direitos ou poderes de uma pessoa para outra (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: a) ato ou efeito de transmitir; b) transferência de direito, obrigação ou coisa; c) tradução; d) cessão de crédito, débito ou contrato (Diniz, 2005); Dir. Obr. Ato de fazer passar coisa ou direito de um titular para outro; de transferir uma obrigação de um sujeito passivo para outro (Sidou, 2009). *[...] contratada cumprir as formalidades ético-profissionais, inclusive a transmissão de dados e informações necessárias à continuidade dos serviços, em relação às quais, diante da eventual [...].*

entre vifs, soit à cause de mot; soit à titre onéreux, soit à titre gratuit, soit à titre particulier, soit à titre universel (transmission héréditaire de tout le patrimoine). À la différence de l'aliénation, la transmission peut résulter de la loi et porter non seulement sur des biens ou des droits, mais sur des obligations (transmission passive d'une dette), voisin, le terme transfert est surtout consacré dans des emplois plus limités (transfert de propriété, de valeurs) (Cornu, 2007); Opération par laquelle les droits ou les obligations d'une personne sont transférés à une autre (Lerat et Sourioux, 1994). *Lui assurer la transmission du know-how de la société, principalement dans les aspects suivants (ci-après la «mission d'accompagnement»).*

tribunal. s.m. Tanto se refere à autoridade administrativa, como à autoridade judicial, ao juiz, singularmente considerado, como ao colégio de juízes. Na terminologia do Direito francês, Tribunal designa o magistrado, ou o corpo de magistrados, exercendo uma jurisdição, em regra, de caráter inferior, sendo os tribunais de ordem superior denominados de Cortes (Cours). Na linguagem do direito brasileiro, Tribunal tanto designa o que tem jurisdição superior, como aquele que a este se subordina. Por outro lado, a expressão não possui o sentido de designar amplamente qualquer orgão judicante, ou administrador da Justiça, seja singular, ou colegial. Tribunal, no conceito do Direito Processual brasileiro, é somente o orgão judicante coletivo, isto é, o grupo, ou colégio de juízes, a que se comete jurisdição para administrar a Justiça, em determinado território, assim se distinguindo dos órgãos judiciários singulares, constituídos pelos juízes. A organização do Poder Judiciário, nos termos da Constituição Federal, institui os tribunais federais e os tribunais estaduais, sendo o Supremo Tribunal Federal o orgão judicante de maior autoridade. Os tribunais, além do Supremo Tribunal, recebem as denominações especiais de Superior Tribunal de Justiça, Tribunais Militares, Tribunais Eleitorais e Tribunais do Trabalho. Como tribunais estaduais há os Tribunais de Justiça, geralmente chamados de Tribunais de Justiça, ou de Alçada e os Tribunais do Júri (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); a) orgão coletivo pertencente ao Poder Judiciário que tem a incumbência de apreciar, em grau de recurso, as decisões dos juízes. Esse orgão é composto de número

tribunal. n.m. La juridiction elle-même, que celle-ci soit composée de plusieurs magistrats ou d'un seul. Parfois cependant, tribunal, employé seul, désigne plutôt une juridiction collégiale qu'un juge unique. *Tribunal de grande instance*: juridiction de droit commun du premier degré de l'ordre judiciaire relevant en appel de la cour d'appel dans le ressort de laquelle elle est établie, composée d'un président et de juges tous magistrats de carrière, statuant en formation collégiale (ou exceptionnellement à juge unique), qui a compétence exclusive dans les matières déterminées par la loi connaît) à charge d'appel de toutes les affaires pour lesquelles compétence n'est pas attribuée expressément à une autre juridiction en raison de la nature de l'affaire ou du montant de la demande et reçoit le recours formé contre les décisions du juge des tutelles et contre celles du conseil de famille (Cornu, 2007); *Tribunal de commerce*: juridiction composée de juges élus par les délégués consulaires et chargée de statuer: (1) sur les contestations relatives aux engagements entre commerçants, entre établissements de crédit ou entre eux; (2) sur celles relatives aux sociétés commerciales; (3) sur celles relatives aux actes de commerce entre toutes personnes; (4) sur celles relatives aux billets à ordre portant en même temps des signatures de commerçants et de non-commerçants. On appelle souvent ce tribunal la juridiction consulaire. Tribunal de grande instance: juridiction de droit commun en matière civile, connaissant à charge d'appel de toutes les questions pour lesquelles compétence n'est pas attribuée expressément à une autre juridiction en raison de la nature de l'affaire ou

variável de magistrados, que exercem suas funções agrupados em câmaras ou turmas; b) local onde os processos são apreciados e julgados; c) jurisdição (Diniz, 2005); Dir. Jud. No Brasil, orgão coletivo do Poder Judiciário, normalmente de segundo grau em relação às decisões dos juízes, ou orgão de primeiro grau. OBS. Fogem à regra os Tribunais de Contas, que não são órgãos judiciários nem administrativos, mas do Poder Legislativo (Sidou, 2009). *O perito assistente se obriga a examinar o laudo pericial contábil da lavra do Sr. perito judicial e emitir parecer pericial contábil sobre o mesmo, bem como estar presente em todas as instâncias no âmbito do tribunal.*

tributo. s.m. V. *imposto*, *taxa*. Na terminologia fiscal, vai a expressão igualando-se ao sentido de imposto, que se entende a contribuição devida por todo cidadão estabelecido, ou residente num Estado, ou que dele tire proveitos pecuniários, para a formação da receita pública, destinada a suprir os encargos públicos do mesmo Estado. Não obstante, porém, mesmo em conceito fiscal, tributo revela-se de sentido mais amplo, desde que atinge toda e qualquer contribuição devida ao Estado, mesmo em caráter de emolumentos, ou de taxas. E imposto indica-se propriamente a contribuição devida, mesmo sem a contraprestação imediata por parte do Estado (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito tributário: a) obrigação tributária *ex lege* que tem como sujeito ativo uma pessoa jurídica de direito público, como sujeito passivo uma pessoa subordinada a seu poder e por objeto a transferência de uma soma em dinheiro, ou melhor, é a obrigação jurídica pecuniária, *ex lege*, que não se constitui em sanção de ato ilícito, cujo sujeito ativo é uma pessoa pública, e cujo sujeito passivo é alguém nessa situação posto pela vontade da lei, obedecidos os desígnios constitutionais, explícitos ou implícitos (Geraldo Ataliba); b) prestação pecuniária que o Estado, ou um ente por ele autorizado, exige dos sujeitos econômicos que lhe estão submetidos (Blumenstein); c) pelo Código Tributário Nacional, é toda prestação pecuniária compulsória, em moeda ou cujo valor nela se possa exprimir, que não constitua sanção de ato ilícito, instituida em lei e cobrada mediante atividade administrativa plenamente vinculada, na forma de imposto, taxa e contribuição de melhoria, cada qual com sua destinação

du montant de la demande, et ayant reçu compétence exclusive dans certaines matières sur lesquelles il statue en dernier ressort lorsque le montant de la demande est inférieur ou égal à 4 mil €. Certains TGI ont une compétence particulière, par ex. celui de Paris connaît seul des actions en matière de marques, dessins et modèles communautaires, celui de Nantes des actions en identification du demandeur de visa par ses empreintes génétiques (Guillien et Vincent, 2009). *Le tribunal de […] est seul compétent pour connaitre les litiges qui pourraient naitre de l'exécution du présent contrat.*

V. **impôt**, **taxe**, **taux**.

específica; d) receita derivada que o Poder Público, com base no seu poder fiscal, arrecada, segundo o previsto em lei, do patrimônio particular do contribuinte com o escopo de atender às despesas da administração e custear os serviços públicos (Diniz, 2005); Dir. Trib. Prestação pecuniária compulsória, em moeda ou cujo valor nela se possa exprimir que não constitua sanção por ato ilícito, instituída em lei e cobrada mediante atividade administrativa plenamente vinculada, na forma de imposto, taxa ou contribuição de melhoria (Sidou, 2009). *Todos os tributos incidentes sobre os serviços objeto deste instrumento, legalmente atribuíveis à Contratada, serão por ela pagos e seus respectivos comprovantes apresentados á Contratante, sempre que exigidos.*

U

[inexistente em português. Sistema de cobrança dos encargos concernentes à Seguridade Social e alocações familiares].

Union de recouvrement des cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations familiales (URSSAF). n.f. [absent dans les œuvres d'appui]. *La société […], société […], au capital de € dont le siège social est situé à […], sise […], immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés (R.C.S.) de […], sous le numéro SIREN […], et inscrite à l'URSSAF sous le numéro […].*

uso. s.m. Geralmente, o uso, traduzindo o rendimento, o proveito ou a utilidade, que se pode tirar de uma coisa, exprime o proprio destino, a finalidade, a serventia, que se lhe atribui. Assim, o uso é, praticamente, a utilização, a fruição, o gozo, ou o modo de usar a própria coisa (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: direito real de fruição sobre coisa alheia que, a título gratuito ou oneroso, autoriza uma pessoa a retirar daquela, temporariamente, todas as utilidades para atender as suas próprias necessidades e as de sua família; b) desmembramento da propriedade pelo qual o proprietário ou o tittular do *jus utendi* podem tirar dela todos os serviços que ela pode prestar, sem modificação em sua substância; c) fato de servir-se de um bem conforme a sua destinação; d) utilidade direta e material da coisa (Clovis Bevilaqua) (Diniz, 2005); Dir. Civ. Direito real que consiste em alguém (usuário) fruir, temporiaramente, a utilidade de coisa alheia que lhe é dada, quando o exigirem as necessidades pessoais suas e de sua família (Sidou, 2009). *Não indenizar e/ou inocentar a contratada de qualquer reivindicação legal resultante de uso indevido*

usage. n.m. Emploi d'une chose (Albertini et Silem, 2008); Plutôt qu'une véritable règle de droit, désigne souvent une pratique particulière à une profession (usages professionnels), à une région (usages régionaux) ou à une localité (usages locaux) et dont la force obligatoire est variable (Cornu, 2007); Droit de jouir temporairement d'un bien d'autrui. NB: Ne pas confondre avec les pratiques suivies soit professionnellement soit localement, ce qui est un autre sens classique (Lerat et Sourioux, 1994). *L'utilisation de l'ensemble du matériel sera faite en bon père de famille, dans le respect des lois, règlements et usages en vigueur.*

dos serviços, por culpa exclusiva do contratante.

V

validação. s.f. É dar força, vigor ou validade. Em conceito propriamente jurídico, validação exprime o conjunto de formalidades indispensáveis à legitimação, legalização ou autenticação, de um ato, ou de um documento, a fim de que possa produzir os efeitos legais, e valer contra terceiros (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Filosofia do direito: a) ato que torna algo válido, possibilitando a produção de efeitos jurídicos; b) ato de dar vigor ou força; c) conjunto de formalidades que levam à legalização ou legitimação de um ato. Direito civil: ato de sanar negócio juridico anulável (Diniz, 2005). *Auditoria das contas de receitas e despesas (revisão analítica) bem como validação parcial dos saldos de algumas contas patrimoniais do período de [...].*

validation. n.f. a) opération (déclarative) de vérification, consistant pour une autorité (juge, administration) ou une assemblée à reconnaître la véracité d'un fait (validation de signature) ou la régularité d'un acte (validation d'une élection); b) opération à rendre valide un acte qui ne l'est pas (Cornu, 2007); Opération qui assure la validité d'un acte juridique (Lerat et Sourioux, 1994). *Le contrat de prestation de service souscrit par les parties prend immédiatement effet au jour de sa validation, c'est-à-dire au jour de la réalisation de la procédure telle que décrite à l'article […].*

validade. s.f. Mostra a qualidade de válido, ou de legítimo, que se atribui às coisas, que se fizeram de conformidade com as leis ou segundo suas regras. É a qualidade de todo ato, não viciado, nem atacado de defeito, que o torne nulo ou ineficaz. Em princípio, a validade do ato jurídico requer agente capaz, objeto lícito e forma prescrita, ou não defesa em lei. Nestas condições, a validade do ato decorre, invariavelmente, de haver sido executado com a satisfação de todas as exigências legais, seja em referência às pessoas que dele participam, seja em referência às formalidades instituídas para a sua feitura (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); 1. Filosofia geral: qualidade do que é válido; 2. Direito civil: qualidade do ato ou negócio jurídico que se realizou atendendo aos requisitos exigidos por lei (Diniz, 2005); Conjunto de elementos que dão legitimidade a um negócio jurídico entre as partes e o fazem eficaz contra terceiros (Sidou, 2009). *[...] do expresso reconhecimento da legitimidade da presente contratação é que o Contratante não poderá escusar-se de cumprir as condições ora pactuadas ou questionar-lhes a validade, existência ou eficácia.*

validité. n.f. Qualité de ce qui est valide ou validé; qualité d'un acte qui n'est entaché d'aucun vice de nature à justifier son annulation. Comp. licéité, légalité, légitimité, régularité, valeur, vigueur, force. V. nullité, invalidité, violation. Ant. invalidité (Cornu, 2007); Caractère d'un acte qui remplit les conditions légales pour produire son plein effet (Guillien et Vincent, 2009); Qualité de ce qui n'est pas susceptible de nullité (Lerat et Sourioux, 1994). *Dans le cas de contestations relatives au contrat, dont notamment sa signature, sa validité, son interprétation, son exécution, les tribunaux compétents pour statuer sur toute contestation.*

valor. s.m. V. *quantia*, *montante*, *soma*. Em sentido econômico, exprime o grau de utilidade das coisas, ou bens, ou a importância que lhes concedemos para a satisfação de nossas necessidades. No sentido jurídico, porém, e em conceito do comércio, valor entende-se propriamente o preço, que se da às coisas, em

montant. n.m. V. *valeur*, *somme*. Total d'un prix ou d'un paiement (Lerat et Sourioux, 1994). *Pour les prestations récurrentes, le présent contrat est conclu moyennant une rémunération d'un montant égal aux coûts réels engagés pour la réalisation de l'ensemble des prestations*

razão das utilidades que possam produzir. É, assim, indicado pela soma pecuniária, que determina o preço das coisas, ou pela qual se estima a sua valia, para efeito de troca, ou venda (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil e direito comercial: preço de uma coisa (Diniz, 2005); Conceito fundamental da economia política que designa o atributo que dá aos bens materiais sua qualidade de bens econômicos (Sandroni, 1999); Termo polissêmico. Filosoficamente, aquilo que diz respeito à finalidade intrínseca do ser. Social e politicamente, aquilo que a sociedade reputa de importância fundamental para a consecução dos fins que o Estado pretende alcançar (Sidou, 2009). *Na ocorrência de atraso ou de inadimplência de qualquer pagamento, será cobrada da contratante, além da correção monetária, multa diária equivalente a [...] do valor total da fatura em atraso.*

rendues par le prestataire.

vencer. verbo. Em sentido especial, é chegar ao fim, atingir o termo, cumprir a jornada, ganhar o percurso, esgotar o prazo (Oscar José De Plácido e Silva, 2007). 1. Obter resultado favorável. 2. Triunfar. 3. Persuadir. 4. Convencer. 5. Resistir. 6. Realizar. 7. Ganhar. 8. Levar vantagem. 9. Esgotar prazo. 10. Atingir o termo. 11. Receber a título de ordenado. 12. Ter direito. 13. Contar, somar (Diniz, 2005). *.As parcelas vencerão no 1º (primeiro) dia da prestação do serviço e terão uma tolerância de até 10 (dez) dias no respectivo mês para serem pagas sem multa e juros.*

expirer. verbe. [absent dans les œuvres d'appui]. *Le présent contrat prend effet à la date des présentes et expirera automatiquement au […], sans qu'aucune formalité ne soit nécessaire, sauf accord contraire des parties.*

vencimento. s.m. É, geralmente, entendido como o cumprimento de um prazo, assinado para que dentro dele, ou no dia, em que termina, se faça, ou se execute alguma coisa. O vencimento, pois, neste aspecto, revela, ou assinala o dia, em que, pela terminação do prazo, certos atos jurídicos se passam a produzir. É o último dia do prazo. Assim, se o prazo se estabelecerá para a prática de um ato, dentro de seu curso, o vencimento vem firmar o termo final desse prazo, a fim de que nada mais se possa fazer, ou ter força, a seguir dele, salvo se permitida, ou dada qualquer prorrogação (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Direito civil: a) término do prazo para solver uma obrigação, tornando-o exigível pelo credor; b) último dia em que se deve cumprir a obrigação assumida; c) termo final (Diniz, 2005); Dir. Obr. Data em que, extinto o prazo, a obrigação passa a ser exigível (Sidou, 2009). *Notificação em contrário enviada por escrito por uma das*

échéance. n.f. Arrivée du terme prévu pour l'exécution d'une obligation, date à laquelle celle-ci devient exigible. V. déchéance, forclusion, demeure, moratoire, délai de grâce, retour à la meilleure fortune (Cornu, 2007); Date à laquelle le débiteur doit exécuter son obligation (Guillien et Vincent, 2009); Jour auquel l'on doit payer ou faire quelque chose (Lerat et Sourioux, 1994). *Le défaut de paiement à l'échéance des sommes dues au titre de l'exécution du présent contrat aura pour effet de faire courir de plein droit des intérêts au taux légal majoré de […] points, à la charge du client.*

partes, por meio de carta registrada com aviso de recebimento (AR), no prazo mínimo de [...] dias anteriores ao vencimento do prazo do contrato.

V. **pagamento.**

versement. n.m. Opération consistant, pour une personne, à faire tenir une somme d'argent à une autre, par la remise effective d'un instrument de paiement (versement en espèces, remise d'un chèque, etc.) soit en paiement d'une dette (versement entre les mains du créancier ou d'un tiers), soit à un autre titre (versement d'arrhes, d'un dépôt de garantie, d'un don, etc.). V. tradition, virement, transport, transfert, quérable (Cornu, 2007); Défaut du bien vendu ou loué qu'en examen ordinaire permet de déceler (Lerat et Sourioux, 1994). *A ce titre, la société [...] sera chargée d'effectuer, sur instruction du producteur […] et du producteur […], tous les versements prévus au présent contrat.*

vigência. s.f. Empregado no mesmo sentido de vigor, eficácia, força. A vigência, assim, revela a qualidade, ou o estado, do que está em vigor, permanece efetivo, exerce toda sua força, ou se encontra em plena eficácia, ou efeito. Vigência da lei é a que ainda se mantém em voga, para ser efetivamente aplicada aos casos sob seu regime. Vigência de sociedade é indicativa da efetividade, ou existência da sociedade, que ainda se mantém em toda plenitude, exercendo suas precípuas finalidades. Vigência do contrato assinala o contrato que está surtindo seus efeitos, realizando os objetivos de sua efetividade. A vigência, assim, opõe-se ao sentido de revogação, derrogação, extinção, atos que vem tirar a força, ou o vigor das leis, dos atos, ou dos contratos (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); Teoria geral do direito: a) em sentido lato, é a validade formal de uma norma, significando que ela foi elaborada por orgão competente em obediência aos procedimentos legais. A vigência não é uma qualidade própria da norma, pois ela não é válida em si por depender de sua relação com outra, reveladora da competência do orgão emissor e do processo para a sua elaboração; b) em sentido estrito, é a existência específica da norma em determinada época, caracterizando o preceito normativo que rege relações sociais aqui e agora. É o âmbito temporal de validade normativa. O conceito de vigência, em sentido estrito, está relacionado com o de eficácia, uma vez que da existência (vigência) da norma depende a produção de seus efeitos; c) qualidade de vigente (Diniz, 2005); Período dentro do qual a lei ou o negócio

V. **durée.**

jurídico produz efeito; sua dimensão temporal (Sidou, 2009). *A execução do objeto deste contrato será dentro da vigência estabelecida na cláusula V, sob a forma indireta.*

vigor. s.m. Entende-se a força, a vigência, a eficácia das leis, contratos ou das obrigações, a fim de que se cumpram as disposições ou os encargos que nele se estabelecem (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); 1. Na linguagem comum: a) força; b) energia. 2. Teoria geral do direito: a) força vinculante de preceito legal; b) o que tem plena aplicação (Diniz, 2005); Herm. Força, eficácia. Diz-se da lei ou do negócio jurídico em plena aplicação. O mesmo que vigência (Sidou, 2009). *O Contrato permanecerá em vigor durante 12 (doze) meses renovando-se automaticamente por igual período.*

vigueur. n.f. Actuellement obligatoire; applicable au moment considéré, par opp. à ce qui ne l'est pas encore et à ce qui ne l'est plus. Entrée en vigueur: mise en application (à une date déterminée); moment où le texte devient obligatoire (ex. une loi entre en vigueur, soit à l'expiration du délai prévu par l'a. du C. civ., après sa promulgation, soit à la date - ultérieure - que fixe une disposition spéciale de cette loi) (Cornu, 2007); Force obligatoire. Mot décrivant l'autorité d'un texte dans les expressions suivantes: "en vigueur": en application actuellement. Une loi en vigueur est une loi qui est publiée et qui n'est pas abrogée. "entrée en vigueur": moment où le texte devient obligatoire. Les lois entrent en vigueur à la date qu'elles fixent ou, à défaut, le lendemain de leur publication ou Journal officiel (Guillien et Vincent, 2009). *Tous droits et taxes applicables à ces prix seront ceux en vigueur au jour de la facturation du service.*

violação. s.f. Juridicamente, a violação indica-se normalmente, de um atentado, ou uma ofensa à coisa, contrariamente ao que se estabelece em lei. É formulada por ato, ou fato, não permitindo ou vedado por lei, importando numa transgressão, ou numa infração à norma instituída, ou uma quebra do compromisso aceito, ou da obrigação assumida. Assim, juridicamente, violação, que não se confunde com violência, é a quebra, a ruptura, o rompimento, a infração, a infringência, a transgressão, o desrespeito, a ofensa, o não cumprimento, a desatenção a dever ou a obrigação que é imposta por lei, por disposição regulamentar, pela convenção ou pelo contrato (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); a) intervenção física voluntária de um indivíduo ou grupo contra outro, com o escopo de torturar, ofender ou destruir (Mario Stoppino); b) ato de constranger, física ou moralmente, uma pessoa para obrigá-la a efetuar algo contra sua vontade; c) força; emprego ilegal da força; d) opressão; e) qualidade de violento; f) tirania; g) ação violenta; h) alteração danosa do estado físico da pessoa ou do grupo; i) irascibilidade; j) coação física ou moral (Diniz, 2005); Dir. Civ. E Dir. Pen. Ofensa ao direito, pela infração de preceito jurídico para a qual se estabelece sanção (Sidou, 2009). *A violação de qualquer norma legal que*

violation. n.f. V. *atteinte*. a) (sens fort) atteinte caractérisée à une règle fondamentale; transgression; acte illicite dont la gravité tient en général à la valeur primordiale de ce qui est violé (violation des droits de l'homme, d'un principe, d'une frontière, etc.), parfois aussi aux moyens employés (violation brutale, fragrante, etc.); b) (dans un sens plus atténué) Inobservation d'une règle; méconnaissance d'une obligation légale ou conventionnelle (ex. violation d'une promesse, de la foi contractuelle). V. manquement. Ant. respect, application. V. vice (Cornu, 2007); Non respect d'une norme (Lerat et Sourioux, 1994). *Étant précisé qu'elle sera directement responsable envers la partie divulgatrice de toute violation des engagements de confidentialité mentionnés dans le présent article.*

redunde em ação judicial ou administrativa, de qualquer espécie, seja civil, criminal, tributária.

violar [as condições do contrato, a cláusula, a lei]. verbo. V. *infringir*. É infringir, desrespeitar, transgredir, ofender preceito de lei, ou cláusula contratual (Oscar José De Plácido e Silva, 2007). 1. Infringir. 2. Descumprir. 3. Atentar (Diniz, 2005). *Comunicar imediatamente a contratada, sobre qualquer informação, dado ou situações que possam violar as condições estabelecidas neste contrato.*

Cf. **enfreindre.**

vontade. s.f. Juridicamente, a vontade revela a própria intenção, ou o desejo, de se fazer alguma coisa. Correspondente, pois, à deliberação, ou à resolução intencionalmente tomada pela pessoa, a fim de que se tenha como consentido na prática, ou na execução de um ato jurídico, de que se geram direitos ou nascem obrigações. Assim, a vontade identifica-se com o próprio consentimento, sendo o ato de volição que atribui às ações do homem o valor jurídico, de que necessitam para serem legítimas e produzirem os efeitos desejados. Somente a livre-vontade, isto é, a livre manifestação dessa vontade tem eficácia legal, para que se produzam efeitos jurídicos (Oscar José De Plácido e Silva, 2007); a) faculdade de querer, de fazer ou deixar de fazer algo; b) processo de volição; c) impulso para agir; d) deliberação livre; e) perseverança no querer; f) pretensão; g) intenção, propósito; h) necessidade física ou moral; i) desejo (Diniz, 2005); a) Dir. Civ. Nuto, arbítrio. Faculdade de realizar um ato ou fato, em obediência a um impulso mental; b) Dir. Civ. Declaração. Manifestação explícita reconhecida por lei e de que resulta um negócio jurídico. Declaração receptícia de vontade, a que se esgota por si mesma e permanece ligada exclusivamente à pessoa do declarante, em contraposição à declaração não cepetícia de vontade, a qual tem um valor puramente declaratório; c) formalização da vontade individual, feita por instrumento ou por interposta pessoa. Quando errônea, pode arguir-se de nulidade nos mesmos casos em que a declaração direta (Sidou, 2009). *[...] manifestação expressa e válida da vontade de ambas as Partes em relação às Cláusulas e condições estabelecidas, substituindo toda e qualquer conversação.*

volonté. n.f. Faculté de vouloir; aptitude de fait à comprendre la portée d'un acte (conscience) et à se décider, condition de validité d'un acte juridique (le défaut de volonté résultant d'un trouble mental justifiant l'annulation de l'acte, C. civ. a. 489) et condition de la responsabilité délictuelle ou contractuelle (le défaut de discernement étant, au moins chez l'enfant en bas âge, une cause de non-imputabilité; comp. a. 489-2); question de fait appréciée cas par cas, la volonté se distingue de la capacité, aptitude légale; en matière de responsabilité, la volonté (élément brut) se distingue de l'intention (volonté tendue vers un but). V. délit, quasi-délit, faute, dol, démence, altération des facultés mentales, esprit, raison (Cornu, 2007). *Le prestataire ne peut respecter ses obligations pour des raisons indépendantes de sa volonté (force majeure, maladie, grève de son personnel).*

7. Análise interlinguística português-francês da terminologia recorrente nos contratos de prestação de serviços

Procedemos à análise interlinguística, que foi baseada sobretudo nos preceitos desenvolvidos no capítulo *3. Aspectos culturais à luz da Terminologia Bilíngue* da presente tese.

Conforme explicado no item *4.9 Comparação dos conjuntos terminológicos em português e em francês para estabelecimento das equivalências*, levantamos os termos separadamente em cada língua, para depois efetuarmos a comparação entre os termos em português e aqueles em francês e, assim, definir a lista final bilíngue da terminologia recorrente nos contratos de prestação de serviços.

A terminologia jurídica apresenta particularidades ligadas, geralmente, ao sistema jurídico do país ou realidade local. Concentramo-nos, em nossas análises, principalmente nos termos definidos no domínio jurídico (vide item *4.7 Confrontação da terminologia levantada com as obras de apoio*).

Tencionamos, neste capítulo, traçar o perfil da terminologia referente aos contratos de prestação de serviços em uma perspectiva bilíngue, português-francês, estudando aspectos linguísticos, sociolinguísticos e culturais. Com a comparação das terminologias relevantes do contratos de prestação de serviços brasileiro e francês, pudemos, primeiramente, constatar que a maioria dos termos apresentava, em português e em francês, no domínio jurídico e no contrato de prestação de serviços, conceito, definição e uso semelhantes.

O estabelecimento de um conceito do domínio a partir do qual definimos os termos na língua de partida foi fundamental para a busca de seu equivalente (língua de chegada), pois observamos que muitos termos dos contratos de prestação de serviços são polissêmicos.

Interessamo-nos pelos termos que apresentam divergências no tocante às equivalências português–francês. Quando o recorte conceitual é diferente de uma realidade

para outra, os termos apresentam disparidades no que concerne à definição e/ou uso. Dubuc (2002, 74) afirma que, com bastante frequência, um termo de uma língua A recobre parcialmente o campo de significação do termo da língua B ou vice-versa; além disso, um dos termos pode estar em um nível de língua diferente de seu homólogo da outra língua. Essas divergências podem, segundo o autor, ser descritas com a ajuda de marcas lógicas.

As classificações das relações entre os conceitos (hierárquicas ou não hierárquicas), permitem a sistematização do trabalho terminográfico. Essas relações são categorizadas como lógicas ou ontológicas. Estabelecer essas relações entre os conceitos é importante para compreender as diferenças de apreensão do real, de estruturação das línguas e dos conjuntos terminológicos.

A ISO 704 estabelece que "a engenharia e a tecnologia podem estruturar um sistema em decorrência dos processos de produção, enquanto que os juristas e os sociólogos podem fazê-lo sob a perspectiva da responsabilidade jurídica ou das interações sociais" (2009, 18) [Tradução nossa][23]. Ou seja, para domínios técnicos ou científicos, as relações entre os conceitos são, em linhas gerais, mais simples de aplicação, em virtude do caráter sistemático da organização dos conceitos.

Nem sempre, porém, as relações são nítidas e passíveis de serem estabelecidas, visto dependerem da natureza dos conceitos, do nível de abstração dos mesmos e dos objetos aos quais remetem. No domínio jurídico, a dificuldade de apreensão da realidade é maior devido às interferências da moral, da história, de fatores sociais e culturais diversos (Lerat et Sourioux, 1975, 11).

As línguas podem apresentar diferenças na descrição da realidade, segundo Depecker (2002, 113-5). Analisamos a terminologia bilíngue com base nas relações entre signo, cultura

---

[23] "L'ingénierie et la technologie peuvent structurer un système en fonction des processus de production, alors que les juristes et les sociologues peuvent envisager les mêmes phénomènes sous l'angle de la responsabilité juridique ou des interactions sociales" (ISO, Norme internationale ISO 704, 2009, 18)

e sistema jurídico. Objetivamos observar os fatores linguísticos, socioculturais e culturais subjacentes, sobretudo, às ausências de equivalência.

7.1 Termos equivalentes português-francês: semelhanças e divergências

Do ponto de vista quantitativo, grande parte dos termos levantados em português (80%) apresentou, efetivamente, um equivalente na língua francesa, ambos presentes nos CPSP e nos CPSF e nas obras de apoio consultadas.

Citamos, por exemplo, os pares de termos: *aceitação-acceptation; acidente-accident; acordo-accord; aprovação-approbation; artigo-article; assinatura-signature; atividade-activité; atraso-retard; atribuição-attribution; autonomia-autonomie; capacidade-capacité; capital social-capital social; causa-cause; cláusula-clause; consentimento-consentement; dano-dommage; empresa-entreprise; falecimento-décès; filial-filiale; gozo-jouissance; impossibilidade-impossibilité; inobservância-inobservation*.

Esses termos apresentaram aspectos apontados por Dubuc (2002, 55-56) como importantes no estabelecimento de equivalências totais, ou seja, mesma identidade de conteúdo, mesmo nível de língua e identidade de uso similar nos contratos de prestação de serviços brasileiro e francês.

Para o estabelecimento dessas equivalências, baseamo-nos na identificação do conceito, na análise do campo conceitual de cada termo, nas definições trazidas pelas obras de apoio em português e em francês e nos contextos de uso nos CPSP e nos CPSF. Por exemplo, os termos equivalentes *acidente-accident* apresentam o mesmo conceito – acontecimento imprevisto que resulta em dano – e são utilizados no contrato de prestação de serviços em contextos semelhantes (acidente do prestador de serviços).

As semelhanças não foram notadas, entretanto, em toda a terminologia levantada. Alguns termos existem na língua portuguesa ou na língua francesa, mas não estão presentes

nos CPSP ou nos CPSF. São os termos, em português: *borderô*, *carteira de identidade*, *concordata*, *estado civil*, *ética*, *inciso*, *nome fantasia*, *quitação*, *recibo*, *testemunha* e, em francês, *société à responsabilité limitée*.

Desses termos, todos eles apresentam equivalentes em francês ou em português, conforme indicado no conjunto terminológico bilíngue português–francês (capítulo *6. Glossário bilíngue do contrato de prestação de serviços*). A presença desses termos nas obras de apoio consultadas e a relevância para o contrato de prestação de serviços nos fez mantê-los no glossário.

Os termos *carteira de identidade* (*carte d'identité*) e estado civil (*état civil*) não constam nos CPSF, pois o conteúdo trazido na identificação das partes no contrato de prestação de serviços brasileiro e francês diverge, conforme demonstrado no item *5. O contrato de prestação de serviços brasileiro e francês: semelhanças e diferenças*. Em relação à testemunha (*témoin*), não há obrigação, no documento francês, de inserção de testemunha para sua validade jurídica. No Brasil, o Código civil prevê a inclusão de testemunhas no documento jurídico para que suas assinaturas comprovem a efetivação do ato e a produção de efeitos legais perante as partes e terceiros. Se houver o descumprimento dessa obrigação legal, o contrato pode ser considerado irregular ou nulo.

Observamos também alguns termos polissêmicos, que apresentam mais de um sentido no contrato de prestação de serviços. Trazemos o exemplo, em português, de *negócio* e, em francês, de *règlement*. *Negócio*, em português, pode apresentar vários sentidos, cujos equivalentes, em francês são *activité*, *affaires* (ausente nos CPSF), *contrat* ou *entreprise*:

> **No sentido de *activité*:**
>
> A cessação por qualquer das partes, do seu **negócio** ou atividade principal, ou a alienação da totalidade de seus ativos; (CPSP)
>
> Fornecer à contratante, regularmente e quando solicitado também, informações sobre o andamento dos **negócios** e informações gerais sobre o exercício de sua atividade; (CPSP)

No sentido de *affaire*:

A contratante é uma empresa reconhecida em seu ramo de atividades, atuando na área de software especializada na gestão de conteúdo, que tem grande interesse em se implantar no mercado brasileiro, conhecer melhor sua realidade e explorar oportunidades de **negócios**; (CPSP)

Prover o contratado de material, elementos e informações que facilitem a sua atuação e expansão dos **negócios**; (CPSP)

Desenvolvimento do web site da "contratante", composto de arquivos html e imagens diversas, com o objetivo de aumentar o relacionamento online com seus clientes e parceiros de **negócios**, oferecendo os serviços e produtos da empresa, além de divulgar a mesma através da internet, de acordo com programação visual a ser desenvolvida pela contratada e aprovada pela contratante; (CPSP)

No sentido de *contrat* (*instrumentum*):

Pelo presente instrumento particular de contrato de prestação de serviços e outras avenças jurídicas que firmam entre si as partes abaixo qualificadas e consignantes, na melhor forma de direito, têm por firme, justo, acertado e contratado o presente **negócio** jurídico, tudo de acordo com as condições e cláusulas abaixo; (CPSP)

No sentido de *entreprise*:

A contratada possui grande experiência no desenvolvimento de relações comerciais entre empresas franceses e brasileiras, no apoio a projetos de implantação de **negócios** no Brasil […]. (CPSP)

Dessa forma, não é possível estabelecer um único equivalente, em francês, para o termo, em português, *negócio*, devido aos diversos sentidos que apresenta. O contexto será de grande ajuda para determinar qual equivalente será mais adequado.

O mesmo ocorre com *règlement*, em francês, que, para o contrato de prestação de serviços, pode ter como equivalentes, em português, *pagamento*, *regulamento* (ausente nos CPSP) ou *resolução (ou solução)* :

No sentido de *pagamento*:

Assistance et conseil en matière commerciale, et notamment pour la facturation des clients, le suivi des encaissements, le **règlement** des factures fournisseurs, l'enregistrement des factures clients et fournisseurs et, de manière générale, le suivi administratif des postes clients et fournisseurs […]; (CPSF)

Ainsi que les coûts liés au mode de **règlement** choisi (prélèvement automatique, chèque). (CPSF)

> **No sentido de *regulamento*:**
>
> Le moniteur désigné assurera ces prestations en respectant toutes dispositions légales, les principes pédagogiques et les règles de sécurité conformes aux **règlements** en vigueur et aux règles de l'art pour permettre les meilleures conditions d'apprentissage, d'hygiène et de sécurité […]; (CPSF)
>
> […] ne viole pas le droit public et/ou le droit de propriété des tiers et s'interdit de communiquer toute information violant les lois et **règlements** nationaux, internationaux et communautaires en vigueur. (CPSF)
>
> **No sentido de *resolução* (ou *solução*):**
>
> A défaut de **règlement** amiable, le litige relèvera de la compétence des tribunaux duen lisant l'article « prix », le client a connaissance des informations sur les conditions de paiement de sa transaction […].(CPSF)

Esse termo em francês, portanto, pode ser utilizado em diferentes contextos, com sentidos diferentes, em um mesmo tipo de documento, havendo polissemia mesmo num subdomínio.

Algumas lacunas em francês ou em português foram encontradas para alguns termos, por designarem realidades tipicamente brasileiras ou francesas no âmbito da prestação de serviços, tendo em vista nossa pesquisa interlinguística português-francês.

Os termos que designam realidades tipicamente brasileiras, em português, são: *boleto, Cadastro de Pessoas físicas (CPF), Cadastro Nacional da Pessoa jurídica (CNPJ), Cartório de Registro de Títulos e Documentos, foro, Instituição nacional executora, Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística (IBGE), Instituto Nacional de Seguro Social (INSS), Ministério da Fazenda*.

Em francês, são: *Association pour l'emploi dans l'industrie et le commerce (ASSEDIC), Centre de formalités des entreprises (CFE), Chèque emploi service universel (CESU), Déclaration automatisée des données sociales (DADS), forfait, K-bis (extrait), Institut national de propriété industrielle (INPI), Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), Registre du commerce et des sociétés, Système d'Identification du Répertoire des Etablissements (SIRET), Système d'Identification du Répertoire des*

Entreprises (SIREN), Taxe sur la valeur ajoutée (TVA), Union de recouvrement des cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations familiales (URSSAF).

Não encontramos, para esses termos, um equivalente em português ou em francês. São termos culturamente marcados, pois refletem uma realidade, não necessariamente compartilhada com outras realidades no âmbito conceitual.

7.2 Termos culturamente marcados: algumas análises

O estudo de aspectos culturais – assim como outros, linguísticos, semânticos, fonéticos – é relevante para conjuntos terminológicos especializados, como o da prestação de serviços. Apesar de grande parte dos termos levantados terem apresentado equivalentes com igualdade de sentido e de uso no interior de um mesmo domínio de aplicação, uma parte dos termos (cerca de 20%) apresentou divergências ou mesmo ausência em uma língua.

A língua utilizada por uma sociedade é o elo e o reflexo de sua própria cultura, uma vez que representa uma das principais ferramentas para a elaboração, transmissão e aplicação dos conjuntos de normas, conceitos e valores. Não sendo esses conjuntos compartilhados pelas sociedades, constata-se a diferença no plano linguístico.

No âmbito da prestação de serviços, procedemos a uma análise conceitual e contextual de cada termo e contamos com a ajuda das definições consultadas nas obras de apoio para determinar os termos culturamente marcados. Notamos que há certa impossibilidade de transposição do termo para outra língua, devido a uma série de associações que o contextualizam em uma realidade.

Analisamos quatro termos em português e quatro termos em francês, para os quais não encontramos equivalentes, em francês e em português, respectivamente.

Para a análise, escolhemos os termos boleto, em português, *forfait* e *Chèque emploi service universel* (*CESU*) em francês, por serem formas específicas de pagamento no Brasil e

na França. Como mencionamos no primeiro capítulo desta tese, a remuneração é uma condição *sine qua non* para a realização de um contrato de prestação de serviços. O cliente tem a possibilidade de pagar o prestador de várias formas, dentre as quais merecem atenção particular o boleto, o *forfait*, e o *CESU*, detalhados nos itens a seguir.

Além desses termos, escolhemos, em português, Cadastro de Pessoas Físicas (CPF) e Cadastro de Pessoas Jurídicas (CNPJ) e, em francês, *Système d'Identification du Répertoire des Entreprises (SIREN)* e *Système d'Identification du Répertoire des Établissements (SIRET)*. Designam documentos de identificação da pessoa física e da pessoa jurídica, solicitados na celebração do acordo e descritos no cabeçalho do contrato de prestação de serviços. Como mencionamos no quinto capítulo desta tese, alguns dados relativos à identificação das partes foram encontrados nos contratos que compuseram os CPSP e os CPSF.

Por fim, trazemos a análise do termo foro, em português. Trata-se do título de cláusula que apresenta maior frequência nos CPSP (89,5%). Grande maioria, portanto, dos contratos de prestação de serviços do córpus recorrem a esse meio para resolução das eventuais discórdias entre as partes. É um organismo brasileiro, para o qual não encontramos um correspondente na França.

Trazemos, na sequência, a análise dos termos escolhidos.

A. Formas de pagamento: boleto, *Chèque emploi service universel (CESU)* e *forfait*

Uma das formas de pagamento da prestação realizada é o *boleto de pagamento* ou *boleto bancário*, ou seja, uma folha de pagamento que resume as informações necessárias para que o pagamento seja efetuado no banco pelo tomador do serviço em benefício do prestador do serviço. Pode ser pago em agências bancárias, centrais de autoatendimento, homebanking, casas lotéricas, supermercados ou através de uma transação *online*.

Após a data do vencimento, geralmente o boleto poderá ser pago apenas na agência do banco que o emitiu, pois fica sujeito a orientações específicas do cedente, que pode cobrar taxas ou juros de mora devido ao atraso do pagamento.

As informações contidas em um boleto bancário são: (1) nome da instituição bancária que emitiu o boleto; (2) nome do cedente; (3) nome do sacado; (4) descrição do valor do documento; (5) determinação da data de vencimento; (5) número do código de barras.

No Brasil, o pagamento por boleto, embora haja, cada vez mais, uma tendência ao uso do cartão de crédito, é uma maneira simplificada para o cliente de receber a cobrança diretamente no endereço escolhido por ele, otimizando seu planejamento dos gastos mensais a serem efetuados. Além disso, a disponibilidade dessa forma de pagamento pode atrair clientes que não trabalham com cartões de crédito ou que temem o roubo de seus dados do cartão de crédito. A insegurança está, infelizmente, bastante presente na realidade brasileira, devido aos inúmeros problemas sociais que ainda existem no país.

Na França, uma das possibilidades de pagamento indicadas em alguns dos CPSF é o depósito bancário (*virement bancaire*), que, embora mantenha relações estreitas de sentidos com o boleto, não designa o mesmo conceito. O conceito em francês que mais se aproxima do boleto é aquele cuja designação é TIP (*Titre Interbancaire de paiement*), que, embora não tendo sido encontrado nos CPSF, é um meio de pagamento simples proposto por alguns organismos, enviado ao devedor pelo cobrador. O cliente francês prefere esta forma de pagamento por ser segura, simplificada, não sendo necessário o envio de um cheque.

O TIP vem acompanhado por uma fatura e contém as seguintes informações: (1) nome do cliente; (2) nome do destinatário do TIP; (3) a descrição do valor; (4) os dados bancários do destinatário do TIP. O devedor deve datá-lo, assiná-lo e enviá-lo juntamente com seus dados bancários (em francês, *RIB – Relevé d'identité bancaire*) por correio ao cobrador, que

apresentará esse documento ao seu banco. Em seguida, o banco do cobrador apresenta o documento ao banco do devedor, que se ocupará da realização do débito do valor autorizado.

Esse meio de pagamento apresenta algumas semelhanças com o boleto de pagamento, porém o procedimento de pagamento não é realizado da mesma maneira, o que gera ausência de conceito equivalente em francês para o termo *boleto*.

O *CESU* é uma forma de pagamento e de declaração de empregado doméstico. Foi implantado pela lei n°2005-841 de 26 de julho de 2005 (relativa ao desenvolvimento dos serviços às pessoas e que traz várias medidas a favor da coesão social) e está em vigor desde 1° de janeiro de 2006. Facilita o pagamento e declaração do empregado junto ao organismo responsável (URSSAF – *Union de Recouvrement de la Sécurité Sociale et des Allocations Familiales*). O artigo L. 129-5 dessa lei determina que o CESU é um "cheque regulamentado pelas disposições do primeiro capítulo do Título II do *Livre Ier du code monétaire et financier*" ou um "título especial de pagamento" e permite que um indivíduo possa:

> a) remunerar e declarar os assalariados que ocupam cargos que entram no domínio dos serviços descritos no artigo L. 129-1 do presente Código ou as babás regulamentadas, de acordo com o artigo L. 421-1 do *Code de l'action sociale et des familles*. [Tradução nossa] [24]
>
> b) pagar o total ou parte dos valores das prestações de serviços realizadas pelos organismos regulamentados, de acordo com o artigo L. 129-1 do presente Código ou organismos ou pessoas citadas nas duas primeiras alíneas do artigo L. 2324-1 do *Code de la santé publique*, ou ainda no artigo L. 227-6 do *Code de l'action sociale et des familles*. [Tradução nossa] [25]

O usuário do *CESU* pode beneficiar de vantagens fiscais (deduções ou crédito de imposto) de 50% do montante dos valores pagos, dentro de determinado limite, estabelecido pela *URSSAF*. Subdivide-se em *CESU préfinancé* – título especial de pagamento com um

---

[24] "rémunérer et déclarer des salariés occupant des emplois entrant dans le champ des services mentionnés à l'article L. 129-1 du présent code ou des assistants maternels agréés en application de l'article L. 421-1 du code de l'action sociale et des familles".

[25] "acquitter tout ou partie du montant des prestations de services fournies par les organismes agréés en application de l'article L. 129-1 du présent code, ou les organismes ou personnes mentionnés aux deux premiers alinéas de l'article L. 2324-1 du code de la santé publique ou à l'article L. 227-6 du code de l'action sociale et des familles".

valor pré-fixado, nominal ao beneficiário e exclusivo para pagamento de salários ou prestações de serviços às pessoas ou de babá e *CESU déclaratif*, serviço simplificado da *URSSAF* que permite a qualquer pessoa física que emprega um assalariado em seu domicílio declará-lo.

No contrato de prestação de serviços francês, é utilizado sobretudo quando há subcontratações para a realização dos serviços. O prestador de serviços é responsável, se tiver que contratar pessoal, pela declaração e/ou pagamento dos seus assalariados.

No Brasil, o empregado doméstico deve estar inscrito no INSS (Instituto Nacional do Seguro Social) e possuir carteira de trabalho para que o empregador possa declará-lo junto às autoridades competentes. Não existe um sistema unificado que reúna forma de pagamento e declaração do empregado, como o CESU na França. O empregador, no Brasil, é responsável pelo pagamento do empregado doméstico e pelo recolhimento da sua parte do INSS e do percentual de contribuição social do empregado.

O *forfait* é o preço fixo estabelecido para a realização de uma prestação de serviços e não pode ser alterado por nenhuma das partes. Se o custo dos materiais ou a mão-de-obra aumentam, o prestador deverá arcar com esses gastos (Delebecque, 1993, 40). Bastante utilizado no âmbito do contrato de prestação de serviços francês, a remuneração fixa do prestador é calculada de acordo com as prestações que deverão ser realizadas.

O talento e o valor profissional do prestador, bem como seus gastos gerais com a missão devem ser considerados no estabelecimento dos honorários. A principal característica do *forfait* é a extrema exatidão do preço. A determinação de um *forfait* responsabiliza as partes jurídica e contratualmente. A responsabilidade do prestador em adequar o preço estabelecido e as prestações a serem realizadas é de suma importância para a validade do contrato perante a jurisprudência francesa (Delebecque, 1993, 102).

Para o prestador francês, esse meio de pagamento é uma garantia de que uma parte dos serviços será paga no início dos serviços. Devido à sua experiência na área com a qual trabalha, é possível determinar, com antecedência, o tempo de trabalho a ser dispensado para a realização dos serviços, bem como o custos dos materiais. É também, para ele, uma maneira de convencer o cliente, dando um preço global. As prestações de serviços na França são, em geral, bastante custosas. Se o prestador estipular, no contrato, um preço por hora, o cliente pode ficar receoso, pois não tem conhecimento da quantidade de horas, necessária para a realização das tarefas.

No Brasil, devido à caracterização do contrato de prestação de serviços como oneroso, as partes necessitam fixar o preço no contrato e sua forma de pagamento. Na grande maioria desses documentos, "as partes têm adotado índices gerais de preços, com peridiocidade de reajuste anual, caso o contrato seja de prazo igual ou superior a doze meses, ou por prazo indeterminado. Se o prazo de vigência do contrato for inferior a doze meses, não se pode estipular qualquer reajuste" (Salomo, 2005, 70).

Dessa forma, as partes estipulam a forma de pagamento e a eventual periodicidade do pagamento, porém não há estipulações específicas nos documentos consultados (CPSP e obras a respeito da prestação de serviços) sobre um preço fixo pré-determinado, tal como o *forfait*, em francês.

B. Identificação de pessoa física ou jurídica: CPF, CNPJ, *SIREN*, *SIRET*

O CPF é um dos documentos apresentados no início do contrato, na identificação das partes contratantes. No Brasil, estão obrigadas a inscrever-se no CPF, nos termos dos artigo 33 do Decreto n° 3000, de 26 de março de 1999 (Revogada pela Instrução Normativa RFB n° 1.054, de 12 de julho de 2010), as pessoas físicas sujeitas à apresentação da Declaração de Ajuste Anual do Imposto sobre a Renda da Pessoa Física (DIRPF); profissionais liberais, assim entendidos aqueles que exerçam, sem vínculo de emprego, atividades que os sujeitem a

registro em órgão de fiscalização profissional; residentes no exterior que possuam no Brasil bens e direitos sujeitos a registro público, entre outros.

Esse documento representa o registro do cidadão brasileiro ou estrangeiro junto à Receita Federal e é necessário para a maior parte das operações financeiras. No contrato de prestação de serviços, é utilizado para a autenticação da identidade do indivíduo:

> Com relação à qualificação das partes no contrato, deve-se ter em mente, de início, que a legislação civil apenas faz referência quando trata dos intrumentos celebrados por escritura pública. Assim, o inciso III, do § 1°, do art. 215 do Novo Código Civil (2002), dispõe que a escritura pública deve conter: "nome, nacionalidade, estado civil, profissão, domicílio e residência das partes e demais comparacentes [...]. Pode-se aplicar os seus requisitos, por analogia, aos contratos celebrados por instrumento particular. Além disso, com a moderna identificação das pessoas, acrescente-se a necessária indicação dos documentos de identidade, como a menção do RG e/ou CPF, no caso das pessoas físicas, e da menção do CNPJ, no caso das pessoas jurídicas. (Salomo, 2005, 63)

Não encontramos conceito equivalente na realidade francesa para o conceito expresso na realidade brasileira.

Na França, existe o número de *Sécurité Sociale*, número utilizado para identificar uma pessoa junto ao *Répertoire national d'identification des personnes physiques* (RNIPP), gerenciado pelo INSEE (*Institut National de la Statistique et des études économiques*). Esse número representa o cadastro de pessoa física, mas apresenta muitas diferenças quanto à definição e ao uso.

A *Sécurité Sociale*, na França, é uma "instituição ou conjunto de instituições que têm a função de proteger os indivíduos das consequências de vários acontecimentos, geralmente qualificados como riscos sociais" [Tradução nossa] [26] (Cornu, 2007). O número é um código alfanumérico de identificação única, composto de de 15 números.

Na França, este número, na verdade, é utilizado pelas pessoas para apresentá-lo aos organismos de *Sécurité Sociale* e para quaisquer questões médicas (pedido de reembolso de gastos médicos, por exemplo). Para que um assalariado tenha cobertura social (em caso de

---

[26] "Institution ou ensemble d'institutions qui ont pour fonction de protéger les individus des conséquences de divers événements généralement qualifiés de risques sociaux". (Cornu, 2007)

doença, acidente ou aposentadoria), é preciso que apresente ao empregador seu número de *Sécurité Sociale*. É utilizado no Direito trabalhista (contrato de trabalho), mas não nos CPSF, do Direito civil.

Na legislação francesa, aliás, há uma grande preocupação na diferenciação entre um contrato de trabalho e um contrato de prestação de serviços. As ações sindicais na França têm uma grande força no país. Isso é refletido nos direitos e deveres do trabalhador francês. Nos CPSF, é realmente a pessoa física ou jurídica que se compromete contratualmente, não havendo vínculo e/ou subordinação hierárquica no sentido trabalhista. Não encontramos o número de *Sécurité Sociale* nos CPSF. Não existe, portanto, na França, um conceito semelhante ao número de CPF no Brasil.

O CNPJ está presente, geralmente, no início do contrato de prestação de serviços, na identificação das pessoas jurídicas (empresas). Todas as pessoas jurídicas, domiciliadas no Brasil, estão obrigadas a inscrever, no CNPJ, cada um de seus estabelecimentos, localizados no Brasil ou no exterior, antes do início de suas atividades. O estabelecimento é entendido como local, privado ou público, edificado ou não, móvel ou imóvel, próprio ou de terceiro, onde a entidade exerce, em caráter temporário ou permanente, suas atividades.

O Ministério da Fazenda (2011) enumera, ainda, uma série de casos em que há obrigação de inscrição no CNPJ, tais como consórcios de empregadores, clubes e fundos de investimento, representações diplomáticas estrangeiras no Brasil, entre outros.

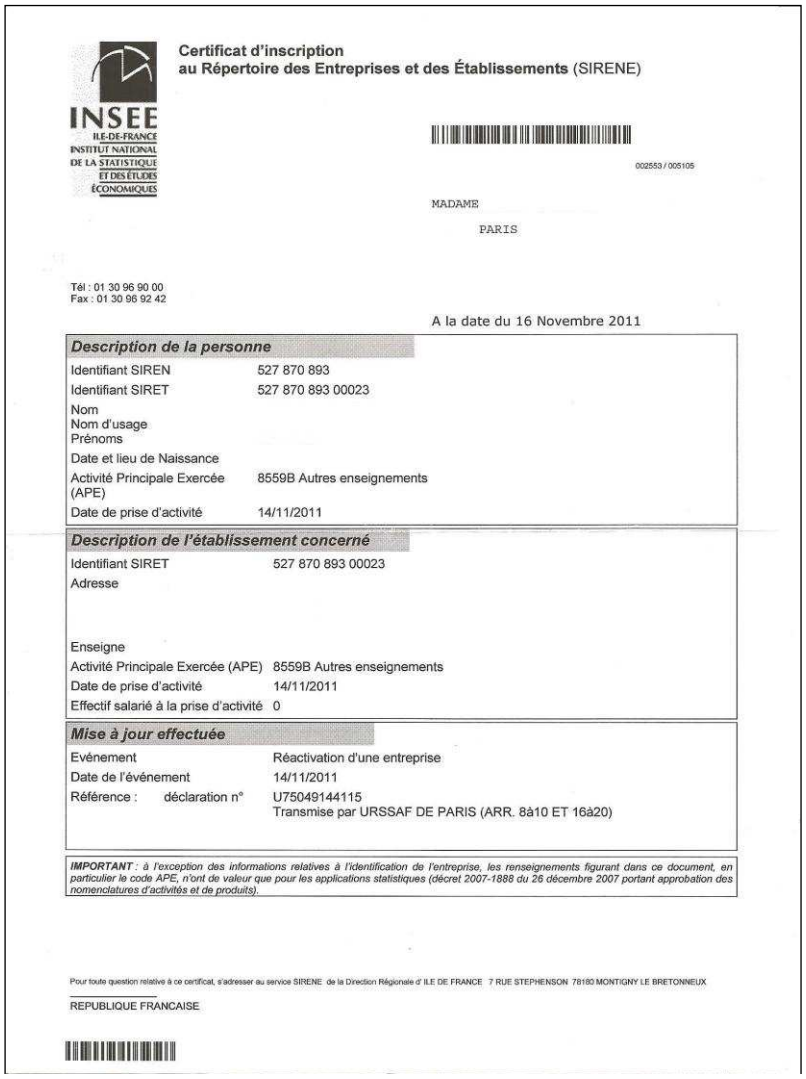
É necessário para identificação da pessoa jurídica junto à Receita Federal e deve ser apresentado em notas fiscais de qualquer empresa, bem como na embalagem de produtos industrializados (Salomo, 2005, 63). No contrato de prestação de serviços, é utilizado para a autenticação da identidade da pessoa jurídica.

Há, na França, o número de *SIRET* ou de *SIREN*, analisados na sequência, neste mesmo item. Esses números, embora bastante similares quanto à função nos CPSP e nos CPSF, não se adequam ao conceito de CNPJ.

O *SIREN* é um código francês estipulado pelo *Institut national de la statistique et des études économiques* (*INSEE*) composto de nove números com vistas a identificar a pessoa jurídica francesa. Os oito primeiros números não têm nenhum significado, exceto para os organismos públicos (municípios), cujo *SIREN* começa, obrigatoriamente, por 1 ou 2. O nono número é o dígito verificador do número (INSEE, 2012).

É atribuído em nível nacional, uma única vez, é invariável e dura o tempo de atividade da pessoa jurídica. Se a pessoa jurídica não existe mais (falecimento ou cessação de atividade de pessoa física ou dissolução para a pessoa jurídica), o número é suprimido do catálogo do INSEE.

O número *SIREN* é utilizado para formar (a) o número de cadastro junto ao *Registre du commerce et des sociétés* (RCS); (b) o número de cadastro junto ao *Répertoire des métiers* (RM); e (c) o número de *TVA intracommunautaire*. A obtenção desse número junto ao INSEE é indispensável para o exercício das funções da pessoa jurídica. O *SIREN*, bem como o *SIRET*, que analisaremos a seguir, são descritos no *Certificat d'inscription au Répertoire des Entreprises et des Établissements* (*SIRENE*), documento comprobatório de cadastro da pessoa jurídica junto ao INSEE, do qual trazemos uma ilustração:



INSEE
ILE-DE-FRANCE
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Certificat d'inscription
au Répertoire des Entreprises et des Établissements (SIRENE)

002553 / 005105

MADAME

PARIS

Tél : 01 30 96 90 00
Fax : 01 30 96 92 42

A la date du 16 Novembre 2011

Description de la personne

Identifiant SIREN	527 870 893
Identifiant SIRET	527 870 893 00023
Nom	
Nom d'usage	
Prénoms	
Date et lieu de Naissance	
Activité Principale Exercée (APE)	8559B Autres enseignements
Date de prise d'activité	14/11/2011

Description de l'établissement concerné

Identifiant SIRET	527 870 893 00023
Adresse	
Enseigne	
Activité Principale Exercée (APE)	8559B Autres enseignements
Date de prise d'activité	14/11/2011
Effectif salarié à la prise d'activité	0

Mise à jour effectuée

Evénement	Réactivation d'une entreprise
Date de l'événement	14/11/2011
Référence : déclaration n°	U75049144115 Transmise par URSSAF DE PARIS (ARR. 8à10 ET 16à20)

***IMPORTANT** : à l'exception des informations relatives à l'identification de l'entreprise, les renseignements figurant dans ce document, en particulier le code APE, n'ont de valeur que pour les applications statistiques (décret 2007-1888 du 26 décembre 2007 portant approbation des nomenclatures d'activités et de produits).*

Pour toute question relative à ce certificat, s'adresser au service SIRENE de la Direction Régionale d' ILE DE FRANCE 7 RUE STEPHENSON 78180 MONTIGNY LE BRETONNEUX

REPUBLIQUE FRANCAISE

Figura 10 – Ilustração do *Certificat d'inscription au Répertoire des Entreprises et des Établissements* (*SIRENE*)

O número *SIRET* é composto de 14 dígitos, divididos em duas partes: a primeira parte é o número *SIREN* da empresa; a segunda parte, chamada normalmente de *NIC* (*Numéro Interne de Classement*) é composta por quatro números em ordem sequencial. Estes correspondem ao número de estabelecimentos da empresa e a um dígito verificador do número *SIRET* (INSEE, 2012). No contrato de prestação de serviços francês, o *SIRET* é mencionado na identificação das partes, no início do contrato, bem como o nome da empresa, o endereço da sede social da empresa, o capital social, o representante legal. Esse número deve também constar em qualquer fatura realizada e emitida pela empresa.

O *SIREN* e o *SIRET* são números específicos da realidade francesa, assim como o CNPJ e o CPF são específicos da realidade brasileira. Embora o *SIRET* apresente semelhanças de uso em relação ao CNPJ, em uma tradução, por exemplo, não poderíamos, simplesmente, traduzir um pelo outro. Esses números não têm nenhuma validade jurídica em outro país, exceto naquele no qual foi estabelecido.

C. foro

Se houver litígios entre as partes, o foro, no Brasil, cumpre o papel de órgão mediador. Deve ser estabelecido pelas partes contratantes no contrato brasileiro. O artigo 78 do Código Civil (2002) dispõe que "nos contratos escritos poderão os contratantes especificar domicílio onde se exercitem e cumpram os direitos e obrigações deles resultantes". Cabe, ainda, lembrar que "a cláusula de foro estabelecida num contrato não deve dificultar o contratante consumidor quando de sua eventual aplicabilidade" (Salomo, 2005, 82).

Se, em um contrato de prestação de serviços, for estabelecido o foro da comarca de São José do Rio Preto, por exemplo, as eventuais controvérsias entre as partes serão resolvidas neste organismo. Na tradução desse documento, o tradutor deverá explicitar que o único orgão competente na matéria é a circunscrição daquela cidade. Consideramos *foro* como um termo culturalmente marcado, pois é característico da realidade brasileira.

No que concerne aos CPSF, as partes nomeiam uma jurisdição competente se houver conflitos entre as partes, porém não é necessariamente um único orgão mediador. Pode ser o *Tribunal de Commerce*, o *Tribunal de Grande Instance*, o *Tribunal d'Instance* (cf. o verbete *tribunal*, no glossário), ou seja, a escolha é determinada de acordo com o tipo de prestação do contrato. Pode, ainda, ser resolvido por um árbitro. Os efeitos jurídicos do foro, no Brasil, não são aplicáveis e/ou válidos na França, gerando divergências conceituais.

CONSIDERAÇÕES FINAIS

Baseamo-nos, neste trabalho, no pressuposto de que uma unidade terminológica, quando exposta e utilizada por uma sociedade ou grupo, reage de diferentes formas e pode sofrer influências diversas provenientes, entre outros, de elementos culturais marcantes. O terminólogo, embora carregue a responsabilidade de busca de consenso que reúna conhecimento especializado (a ser transmitido) e contexto social, não deixa de lidar, de um modo geral, com aspectos culturais. A confluência de disciplinas é, nesse sentido, um aspecto de relevância nos estudos terminológicos.

A manifestação desses aspectos, entretanto, não se dá de forma unívoca em todos os registros de língua e em todos os domínios de especialidade. O estudo de determinada terminologia é que ajudará o terminólogo a estabelecer parâmetros de pesquisa e critérios de seleção, classificação e transmissão na realização dos termos.

Muitos termos que integram o glossário bilíngue dos contratos de prestação de serviços (português–francês), fruto desta pesquisa, composto de 294 termos, em português, e 273 termos, em francês, são definidos e delimitados de acordo com o domínio jurídico (grande domínio e subdomínios do Direito, sobretudo Direito civil).

A delimitação do conceito de um termo com base em um domínio de especialidade contribui para a realização e sistematização da pesquisa terminológica e terminográfica, embora não signifique que esse termo apresente estabilidade perene. Muito pelo contrário, a reatividade do termo, sincrônica e diacronicamente, é fonte enriquecedora da diversidade de aspectos que podem ser tratados no âmbito da Terminologia.

A tecnicidade apresentada, de um modo geral, pelos termos estudados nesta pesquisa, caracterizam-nos como unidades léxicas especializadas. As classificações realizadas pela ISO 1087 (2000) em termo simples, complexo, forma braquigráfica, entre outros, bem como a

experiência como terminóloga e a ajuda de especialistas da área, ajudou-nos a identificar e definir a terminologia referente ao discurso de especialidade estudado.

O estudo das semelhanças e divergências encontradas nos planos teórico, organizacional e legislativo entre o contrato de prestação de serviços brasileiro e o contrato de prestação de serviços francês forneceu algumas informações valiosas para a análise interlinguística e, ainda, cultural.

No plano teórico e legislativo, ambos são regidos pelo Código Civil, são contratos caracterizados por serem consensuais, bilaterais, comutativos, onerosos, não solenes e, em geral, personalíssimos. O prestador tem ampla autonomia, não sendo subordinado, jurídica ou hierarquicamente, ao tomador do serviço. Os CPSP e os CPSF divergem, entretanto, em alguns pontos, dos quais destacamos:

a) *informações sobre a prestação de serviços no Código Civil*: no Código Civil brasileiro, encontramos informações mais detalhadas e organizadas em relação à prestação de serviços do que no Código Civil francês. Há bastante omissões de regras do contrato de prestação de serviços no Código francês. A experiência dos profissionais que lidam com esse documento e a jurisprudência francesa acabam sendo determinantes na interpretação do contrato;

b) *a responsabilidade do prestador*: embora ambas as legislações deixem claro a importância do conhecimento da tarefa a ser realizada por parte do prestador, o Código brasileiro prevê que, se o prestador não for qualificado para tal, é possível que ele faça quaisquer trabalhos compatíveis com sua força e competência. O Código francês, porém, frisa a importância da competência do prestador, que pode estar sujeito a complicações judiciais, se não tiver competência necessária para a prestação do serviço;

c) *inclusão de testemunhas no contrato brasileiro*: não encontramos quaisquer dados concernentes às testemunhas nos CPSF; nas obras teóricas consultadas (Barbieri, 1995; Code Civil; Delebecque, 1993; Dutilleul; Delebecque, 2001), também não achamos nenhuma informação sobre a inserção de testemunhas no contrato francês. Já nos CPSP, há sempre alusão a testemunhas, além da menção, no Código civil brasileiro, de obrigatoriedade de inclusão de duas testemunhas em quaisquer contratos civis.

Nos planos organizacional e de conteúdo, notamos que os CPSP apresentam, geralmente, dados mais sucintos que os CPSF. Acreditamos que o maior detalhamento dos contratos, por parte das sociedades francesas, tem como objetivo evitar posteriores problemas entre as partes e a intervenção judicial para solução de litígios.

Os conteúdos de identificação das partes, como pessoa física ou jurídica, diferem nos nos CPSP e nos CPSF, como dados relativos à nacionalidade, ao estado civil, à profissão. Há, além disso, grande variedade em relação aos títulos das cláusulas dos contratos, bem mais importante nos CPSF que nos CPSP. Não há obrigação legal, em nenhum dos sistemas jurídicos, no que concerne à escolha do título de determinada cláusula.

Do ponto de vista interlinguístico (português–francês), considerando os pressupostos de Dubuc (2002, 55-56), notamos que, quantitativamente, uma parte considerável (aproximadamente 80%) da terminologia levantada apresenta igualdade de conteúdo, de nível de língua e de uso. A busca dos termos equivalentes foi realizada a partir de critérios pré-determinados e em consonância com a pesquisa bilíngue: identificação de conceito, análise do campo conceitual, levantamento e análise das definições trazidas pelas obras de apoio, análise dos contextos de uso dos CPSP e dos CPSF.

As distorções encontradas entre os termos equivalentes, em português e em francês, (aproximadamente 20% da terminologia) ocorrem devido a motivos diversos.

Por vezes, o termo existe na língua de partida ou na língua de chegada, porém está ausente em um dos córpus. Isso se deve à(s) (1) abrangência do córpus em uma das línguas; e (2) diferenças entre: (2.1) o conteúdo trazido na identificação das partes contratantes dos CPSP e dos CPSF; e (2.2) as disposições do Código Civil francês e brasileiro.

Uma parte dessas distorções enquadra-se, ainda, de acordo com os pressupostos de Depecker (2002, 113-5), no quarto item, *falta de designação em uma língua para determinado conceito (indistinção linguística, lacuna linguística, ausência de conceito ou objeto).* Os aspectos culturais foram observados a partir de alguns termos que apresentaram ausência de equivalência em português ou em francês, por designar uma realidade tipicamente brasileira ou francesa. A diversidade, apresentada pela realidade sociocultural, pode induzir divergências, notadas, sobretudo, no plano interlinguístico.

Nesse viés, o trabalho do terminólogo consiste, primeiramente, na delimitação do domínio de especialidade no qual o termo será estudado (nesta etapa, ele seguirá uma metodologia terminológica e terminográfica adequada à pesquisa realizada) e, posteriormente, na análise de aspectos extralinguísticos (no âmbito desta pesquisa, culturais) que possam intervir, levando-o à observação de recortes conceituais divergentes entre duas línguas ou, mesmo, da ausência de conceito ou objeto.

Esses aspectos podem trazer dificuldades de comunicação entre o Brasil e França no domínio do contrato de prestação de serviços, sobretudo no processo tradutório. O tradutor pode deparar-se, nesse processo, com termos culturalmente marcados, para os quais carrega a responsabilidade de encontrar uma solução tradutória, tarefa nem sempre facilmente realizável.

A vivacidade do termo enquanto signo linguístico e sua presença em vários níveis e registros linguísticos, bem como a influência de diversos aspectos, tais como, sociais, econômicos, antropológicos, etnológicos, culturais, históricos, pragmáticos, psicológicos,

entre outros, alimenta a extensa gama de possibilidades de descrição e de estudo das línguas de especialidade.

Indications bibliographiques

Albertini Jean-Marie et Silem Ahmed, 2008, *Lexique d'économie*, 10e éd. Paris, Dalloz.

Alpizar-Castillo Rodolfo, 1995,« El problema de las equivalencias », *¿Cómo hacer un diccionario cientifico-técnico?*, Buenos Aires, Memphis.

Antoine Gérald et Cerquiglini Bernard (éd.), 2000, *Histoire de la langue française, 1945-2000*, Paris, CNRS.

Aubert Francis Henrik, 1996, *Introdução à metodologia da pesquisa terminológica bilíngue*, São Paulo, Humanitas Publicações - FFLCH/USP.

Auger Pierre, 1987, « Francisation et terminologie: l'aménagement terminologique », *Terminologie et traduction*, vol. , n° 2, p. 89-99.

Barbieri Jean-Jacques, 1995, *Contrats civils, contrats commerciaux*, Paris, Armand Colin.

Barbosa Maria Aparecida, 2008, *Estudos Em Etno-Terminologia as Unidades Lexicais Na Literatura De Cordel*, Campo Grande, Editora UFMS.

Barbosa Maria Aparecida, 2007, *Etno-Terminologia E Terminologia Aplicada Objeto De Estudo, Campo De Atuação*, Campo Grande, Editora UFMS.

Barbosa Maria Aparecida, 2006, *Para Uma Etno-Terminologia Recortes Epistemológicos*, São Paulo.

Barbosa Maria Aparecida et Pais Cidmar Teodoro, 2004, « Da análise de aspectos semânticos e lexicais dos discursos etno-literários a proposição de uma etno-terminologia »,. *Matraga*, vol. , n° 16. Adresse : http://www.pgletras.uerj.br/matraga/indices-antigas.html [Consulté le : 8 mars 2011].

Barros Lidia Almeida, 2007, *Conhecimentos de terminologia geral para a prática tradutória*, São José do Rio Preto, Novagraf Editora.

Barros Lidia Almeida, 2004, *Curso básico de Terminologia*, São Paulo, Edusp.

Barros Lidia Almeida, 1999, « Variation, synonimie et equivalence terminologique dans les dictionnaires de Médicine monolingues et bilingues », *Alfa*, n° 43, p. 69-87.

Barros Lidia Almeida et Silva F. F, 2005, « É possível a equivalência perfeita português-francês entre termos do domínio da Dermatologia? », *Revista Estudos Linguísticos*, vol. 34.

Benveniste Émile, 1966, *Problèmes de linguistique générale*, Paris, Gallimard.

Berber Sardinha Antônio Paulo, 1998, « Corpora: Summary: Size of representative corpus », Adresse : http://nora.hd.uib.no/corpora/1998-3/0120.html [Consulté le : 14 octobre 2011].

Berber Sardinha Antônio Paulo, 2004, *Linguística de córpus*, São Paulo, Manole.

Boisson Claude Pierre, 1996, « Les dénominations de la règle à calcul », *Meta: journal des traducteurs*, vol. 41, n° 4, p. 525-566.

Boulanger Jean-Claude, 1995, « Présentation: images et parcours de la socioterminologie », *Meta*, vol. 40, n° 2, p. 194-205.

Bourigault D et Slodzian Monique, 1998, « Pour une terminologie textuelle », C. Enguehard et A. Condamines (éd.). *Terminologies nouvelles*, n° 19, p. 29-32.

Bustani José Mauricio, 2010,« Le Brésil au XXIème siècle et le partenariat avec la France », *Relations internationales du Brésil, Les chemins de la Puissance (Volume II): Brazil's international relations, Paths to power - Aspects régionaux et thématiques, regional and thematic focus*, A.C. Lessa et D. Rolland (éd.), Paris, Editions L'Harmattan.

Cabré Maria Teresa, 1993, *La terminología: Teoria, Metodología, Aplicaciones*, Barcelona, Antártida - Empúries.

Cabré Maria Teresa, 1998, *La terminologie: théorie, méthode et applications*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa.

Cabré Maria Teresa, 1999,« Una nueva teoría de la terminología: de la denominación a la comunicación », *La Terminología: representación y comunicación*, Barcelona, Universitat Pompeu Fabra, p. 109-127.

Cassirer Ernst, 1972, *La Philosophie des formes symboliques*, Paris, Éditions de Minuit.

Chansou Michel, 2003, *L'aménagement lexical en France pendant la période contemporaine, 1950-1994: étude de sociolexicologie*, Paris, H. Champion.

Chukwu Uzoma, 1996, « Science, dénomination et partage du pouvoir : le cas des éponymes », *Meta: journal des traducteurs*, vol. 41, n° 4, p. 590-603.

Code Civil, Adresse : http://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?cidTexte=LEGITEXT000006070721 [Consulté le : 1 novembre 2012].

Código Civil, 2002, Adresse : http://www.interlegis.gov.br [Consulté le : 4 mars 2011].

Condamines Anne, 2005, *Sémantique et corpus*, Paris, Lavoisier.

Condamines Anne et Rebeyrolle Josette, 1997, « Point de vue en langue spécialisée », *Meta: journal des traducteurs*, vol. 42, n° 1, p. 174-184.

Cornu Gérard, 2005, *Linguistique juridique*, 3e éd. Paris, Montchrestien.

Cornu Gérard, 2007, *Vocabulaire juridique*, 8e éd. Paris, Presses universitaires de France.

Dabin J, 1935, *La technique de l'élaboration du droit positif*, Paris, Sirey.

Delebecque Philippe, 1993, *Le contrat d'entreprise*, Paris, Dalloz.

Delebecque Philippe et Dutilleul François Collart, 2001, *Contrats civils et commerciaux*, 5e éd. Paris, Dalloz.

Depecker Loïc, 2005, « Contribution de la terminologie à la linguistique »,. *Langages*, vol. 157, n° 1, p. 6.

Depecker Loïc, 2009, « Entre mot et terme: de la technicité dans les mots »,. *Le Français moderne*, n° 1, p. 132-144.

Depecker Loïc, 2002, *Entre signe et concept: éléments de terminologie générale*, Paris, Presses Sorbonne nouvelle.

Depecker Loïc, 2001, *L'invention de la langue, le choix des mots nouveaux*, Paris, Armand Colin.

Depecker Loïc, 2000,« Le signe entre signifié et concept », *Le sens en terminologie*, H. Béjoint et P. Thoiron (éd.), Lyon, Presses universitaires de Lyon, p. 86-126.

Depecker Loïc, 1999, « L'ère de la terminologie informationnelle »,. *Revue française de linguistique appliquée*, vol. III, p. 7-15.

Depecker Loïc, 1997a, « L'aménagement des langues », p. 110-115.

Depecker Loïc, 1997b, *La mesure des mots: cinq études d'implantation terminologique*, Mont-Saint-Aignan, Publications de l'Université de Rouen.

Depecker Loïc et Roche Christophe, 2007, « Entre idée et concept : vers l'ontologie »,. *Langages*, vol. 168, n° 4, p. 106.

Diki-Kidiri Marcel, 2007, « Éléments de terminologie culturelle », *Revue française de linguistique appliquée*, n° 26. Adresse : http://www.rifal.org/cahiers/rifal26/index.html [Consulté le : 3 avril 2011].

Diki-Kidiri Marcel, 2009,« La terminologie culturelle: points de repère », *Langues, cultures et développement en Afrique*, Dictionnaires et langues, H. Tourneux (éd.), Paris, Karthala, p. 117-134.

Diki-Kidiri Marcel (éd.), 2008, *Le vocabulaire scientifique dans les langues africaines: pour une approche culturelle de la terminologie*, Paris, Karthala.

Diki-Kidiri Marcel, 1998, « Questions de méthode en terminologie en langues africaines », *Revue française de linguistique appliquée*, vol. III, n° 2, p. 15-28.

Diniz Maria Helena, 2005, *Dicionário Jurídico*, São Paulo, Saraiva.

Diniz Maria Helena et al., 2002, « Novo Código Civil comentado », Adresse : www.netlegis.com.br/componentes/upload/CCCOMENTADO.pdf [Consulté le : 15 janvier 2012].

Dubuc Robert, 2002, *Manuel pratique de terminologie*, 4e éd. Montréal, Linguatech.

Dubuc Robert, 1980, *Manuel pratique de terminologie*, Montreal/Paris, Linguatech/Conseil international de la langue française.

Duquet-Picard Diane, 1986, *La synonymie en langues de spécialité: étude du problème en terminologie*, Québec, GIRSTERM, Université Laval.

EMBRAPA/CNPTIA, NILC/ICMC-USP et GETerm/UFScar, 2009, *E-termos*.

Ferreira Aurélio Buarque de Holanda éd., 1999, *Dicionário Aurélio Eletrônico Século XXI*, Rio de Janeiro, Nova Fronteira; Lexicom Informática.

Finatto Maria José Bocorny, 2002, « O papel da definição de termos técnico-cientificos », *Abralim*, vol. 1, n° 1, p. 73-97.

Fiuza César, 2008, *Direito civil: curso completo*, Editora del Rey.

Foucault Michel, 1966, *Les mots et les choses: une archéologie des sciences humaines*, Paris, Gallimard.

Freitas Camilla Teixeira de, 2005, *Aspectos Contratuais Da Prestação Jurisdicional Do Direito Brasileiro*, São Paulo, Forense.

GALISSON R., 1999, « La pragmatique lexiculturelle pour accéder autrement, à une autre culture, par un autre lexique », *Études de linguistique appliquée*, vol. 116, n° OCTDEC, p. 477-496.

Galisson Robert, 1991, *De la langue à la culture par les mots*, Paris, Clé international.

Gambier Yves, 1987, « Problèmes terminologiques des pluies acides: pour une socioterminologie », *Meta: journal des traducteurs*, n° 32/3, p. 314-320.

Gaudin François, 2005, « La socioterminologie », *Langages*, vol. 157, n° 1, p. 81.

Gaudin François, 1993a, *Pour une socioterminologie : des problèmes sémantiques aux pratiques institutionnelles*, Mont-Saint-Aignan, Publications de l'Université de Rouen.

Gaudin François, 1993b, *Pour une socioterminologie. Des problèmes sémantiques aux pratiques institutionnelles*, Rouen, Université de Rouen.

Gaudin François, 2007, « Quelques mots sur la socioterminologie », *Revue française de linguistique appliquée*, n° 26, p. 26-35.

Gaudin François, 1993c, « Socioterminologie: du signe au sens, construction d'un champ », *Meta*, vol. 38, n° 2, p. 293-301.

Gaudin François, 2003, *Socioterminologie: une approche sociolinguistique de la terminologie*, Bruxelles, De Boeck-Duculot.

Gaudin François, 1996, « Terminologie : l'ombre du concept », *Meta: journal des traducteurs*, vol. 41, n° 4, p. 604-621.

Gaudin François et Assal Allal, 1991, *Terminologie et sociolinguistique*, Rouen, Université de Rouen.

Gémar Jean-Claude, 2005, « De la traduction (juridique) à la jurilinguistique. Fonctions proactives du traductologue », *Meta*, vol. 50, n° 4. Adresse : http://id.erudit.org/iderudit/019840ar [Consulté le : 7 mars 2011].

Gémar Jean-Claude, 2002, « Le plus et le moins-disant culturel du texte juridique. Langue, culture et équivalence », *Meta*, vol. 47, n° 2, p. 163-176.

Gémar Jean-Claude, 1991, « Terminologie, langue et discours juridiques. Sens et signification du langage du droit », *Meta*, vol. 36, n° 1, p. 275-283.

Groupe de travail en terminologie et documentation, 1990,« Recommandations relatives à la terminologie », Berne, Chancellerie de la Confédération.

Guespin Louis, 1985, « Matériaux pour une glottopolitique », *Cahiers de Linguistique Sociale*, vol. , n° 7, p. 13-32.

Guilbert Louis, 1975, *La Créativité lexicale*, Paris, Larousse.

Guillien Raymond et Vincent Jean, 2009, *Lexique des termes juridiques*, 17e éd. Paris, Dalloz.

Hagège Claude, 2006, *Combat pour le français: au nom de la diversité des langues et des cultures*, Paris, O. Jacob.

Houaiss Antônio, 2001, *Dicionário Houaiss Eletrônico*, Rio de Janeiro, Objetiva.

Houis Maurice (éd.), 1968,« Langage et culture », *Ethnologie générale*, Encyclopédie de la Pléiade, Paris, Gallimard, p. 1393-1432.

Humbley John, 2004, « La réception de l'œuvre d'Eugen Wüster dans les pays de langue française »,. *Centre Interlangue d'Études en Lexicologie (CIEL)*. Adresse : http://www.eila.univ-paris-diderot.fr/recherche/clillac/ciel/cahiers/index [Consulté le : 15 mars 2011].

INSEE Institut national de la statistique e des études économiques, 2012, « Définitions et méthodes ». Adresse : www.insee.fr [Consulté le : 2 août 2012].

ISO, Norme internationale ISO 1087, 2000, « Terminology-Vocabulary, Terminologie-Vocabulaire ».

ISO, Norme internationale ISO 704, 2009, « Travail Terminologique - Principes et méthodes »,. Adresse : http://portal.tee.gr/portal/page/portal/SCIENTIFIC_WORK/scient_typopoiisi/epitropes/ELOT-TE21/TE21/Tab2/ISO_704_2009(F)-Character_PDF_document.pdf [Consulté le : 22 mars 2010].

Jacobi Daniel, Schiele Bernard et Albertini Jean Marie, 1988, *Vulgariser la science: le procès de l'ignorance*, Editions Champ Vallon.

Kleiber Georges, 1996, « Noms propres et noms communs : un problème de dénomination », *Meta: journal des traducteurs*, vol. 41, n° 4, p. 567-589.

Krieger Maria Graça et Finatto Maria José Bocorny, 2004, *Introdução à Terminologia: teoria e prática*, São Paulo, Contexto.

Lagorgette Dominique et Bertrand Olivier éd., 2009, *Études de corpus en diachronie et en synchronie: de la traduction à la variation*, Chambéry, Université de Savoie, UFR Lettres, langues, sciences humaines, Laboratoire Langages, littératures, sociétés.

Lavoie Judith, 2003, « Faut-il être juriste ou traducteur pour traduire le droit ? », *Meta*, vol. 48, n° 3, p. 393-401.

Lerat Pierre, 1995, *Les langues spécialisées*, Paris, Presses universitaires de France.

Lerat Pierre et Sourioux Jean-Louis, 1994, *Dictionnaire juridique : terminologie du contrat avec des équivalents en anglais et en allemand*, Paris, Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche.

Lerat Pierre et Sourioux Jean-Louis, 1975, *Le Langage du droit*, Paris, Presses universitaires de France.

Lévi-Strauss Claude, 1958, *Anthropologie structurale*, Paris, Plon.

Lévi-Strauss Claude, 1973, *Anthropologie structurale deux*, Paris, Plon.

Lévi-Strauss Claude, 1962, *Tristes tropiques*, Paris, Union générale d'éditions.

Lino Maria Teresa, 2010, « Neologia, terminologia e lexicultura: a língua portuguesa em situação de contacto de línguas », *Filologia linguística portuguesa*, n° 12 (2), p. 187-201.

Lino Maria Teresa, Galisson Robert et Pruvost Jean, 2003, *Mots et lexiculture: hommage à Robert Galisson*, Champion.

Linton Ralph, 1977, *Le Fondement culturel de la personnalité*, Paris, Dunod.

Lombard Jacques, 1994, *Introduction à l'ethnologie*, Paris, Armand Colin.

Memento Droit Commercial - Contrat d'entreprise (ou de prestation de services), 2011.

Ministério das Relações Exteriores, 2011, « Visita ao Brasil do Primeiro-Ministro da França, François Fillon – 14 a 17 de dezembro de 2011. Nota à imprensa n° 487 »,. Adresse : http://www.itamaraty.gov.br/sala-de-imprensa/notas-a-imprensa/visita-ao-brasil-do-primeiro-ministro-da-franca-francois-fillon-2013-14-a-17-de-dezembro-de-2011/print-nota [Consulté le : 30 mai 2012].

Oliveira Isabelle, 2005, « La métaphore terminologique sous un angle cognitif », *Meta: journal des traducteurs*, vol. 50, n° 4.

Ouimet N, 2002, « Lexique sur les prestations de services »,. Adresse : www.translationbureau.gc.ca/publications/documents/lex_autre_other_servic.pdf [Consulté le : 6 février 2006].

Pavel Silvia, 2011, « O Pavel: Curso Interativo de Terminologia »,. Adresse : http://www.btb.termiumplus.gc.ca/didacticiel-tutorial/lecon-lesson-1/index-por.html [Consulté le : 5 juillet 2012].

Pavel Silvia et Nolet Diane, 2002, *Manual de Terminologia. Traduzido por Enilde Faulstich*, Canada, Ministro de Obras Públicas e Serviços Governamentais do Canadá.

De Plácido e Silva Oscar José, 2007, *Vocabulário Jurídico*, 27e éd. Rio de Janeiro, Forense.

De Plácido e Silva Oscar Joseph, 2007, *Vocabulário Jurídico*, Rio de Janeiro, Forense.

Poirier Jean, 1968, *Ethnologie générale*, Paris, Gallimard.

Poirier Jean, 1978, *Ethnologie régionale*, Paris, Gallimard.

Pottier Bernard, 1974, *Linguistique générale: théorie et description*, Paris, Klincksieck.

QUIRION Jean, Depecker Loïc et Rousseau Louis-Jean, no prelo, *Terminologie: approches interdisciplinaires. Atas de colóquio*, Presses de l'Université d'Ottawa. Québec.

Rastier François, 2005,« Enjeux épistémologiques de la linguistique de corpus », *La linguistique de corpus*, G. Williams éd., Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 31-46.

Rey Alain, 2007, *De l'artisanat du dictionnaire à une science du mot*, Paris, Armand Colin.

Rey Alain, 1979, *La terminologie: noms et notions*, 2e éd. Paris, Presses universitaires de France.

Rey Alain, 1988, « Les fonctions de la terminologie: du social au théorique »,. *OLF-STQ*, p. 87-108.

Rondeau Guy, 1984, *Introduction à la terminologie*, Quebec, Gaëtan Morin.

Rousseau Louis-Jean et Auger Pierre éd., 1978, *Méthodologie de la recherche terminologique*, Quebec, Office De La Langue Française: Travaux terminologiques.

Salomo Jorge Lages, 2005, *Contratos de prestação de serviços: manual teórico e prático*, Jorge Lages Salomo.

Sandroni Paulo, 1999, *Novo Dicionário de Economia*, São Paulo, Best Seller.

Sarandy Wiliam Wagner Silva, s.d., « Profissional Autônomo »,. Adresse : http://www.biblioteca.sebrae.com.br/bds/BDS.nsf/541C592C706D21DB03256D520059A282/$File/NT00001BBA.pdf [Consulté le : 20 juin 2012].

Savatovsky Dan et Candel Danielle, 2007, « Genèses de la terminologie contemporaine (source et réception) », *Larousse*, vol. n° 168, n° 4, p. 116.

De Schaetzen Caroline, 1989, *Terminologie diachronique: actes du colloque organisé à Bruxelles les 25 et 26 mars 1988*, Centre de terminologie éd. Paris, Conseil international de la langue française.

Sidou José Maria Othon, 2009, *Dicionário Jurídico*, Rio de Janeiro, Forense.

Sinclair John McHardy, 1991, *Corpus, concordance, collocation*, Oxford, Oxford university press.

Slodzian Monique, 1993, *La VGTT et la conception scientifique du monde*, Bruxelas, Le langage et l'homme.

Sparer Michel, 1979, « Pour une dimension culturelle de la traduction juridique », *Meta*, vol. 24, n° 1, p. 68-94.

Szende Thomas, 1996,« Problèmes d'équivalence dans les dictionnaires bilingues », *Les dictionnaires bilingues*, H. Béjoint et P. Thoiron (éd.), Louvain-la-Neuve, Duculot.

Temmerman Rita, 2000, *Towards new ways of terminology description: the sociocognitive-approach*, Amsterdam, J. Benjamins.

Thoiron Philippe, 1996, « Avant-propos », *Meta: journal des traducteurs*, vol. 41, n° 4, p. 509-511.

Thoiron Philippe, Arnaud Pierre, Béjoint Henri et Boisson Claude Pierre, 1996, « Notion d'"archi-concept" et dénomination », *Meta: journal des traducteurs*, vol. 41, n° 4, p. 512-524.

Tourneux Henry (éd.), 2009, *Langues, cultures et développement en Afrique*, Paris, Karthala.

Venosa Sílvio de Salvo, 2003, *Direito Civil: Contratos em Espécie*, São Paulo, Atlas.

Williams Geoffrey (éd.), 2005, *La linguistique de corpus*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

Wüster, 1968, *Dictionnaire multilingue de la machine-outil. Notions fondamentales définies et illustrées, présentées dans l'ordre systématique et l'ordre alphabétique (anglais-français)*, Londres, Technical press.

Index thématique

A

acronyme [acrônimo] : 90, 153
aménagement terminologique [planificação terminológica] : 78, 80, 88, 98

C

caractères [traços conceituais] : 84, 88, 133
concept [conceito] : 77, 78, 79, 80, 81, 83, 84, 85, 95, 99
contexte [contexto] : 92, 102, 125, 127
contrat de prestation de services [contrato de prestação de serviços] : 59, 64, 68,73, 116
corpus [córpus] : 109, 110, 111, 112, 113
crochet terminologique [gancho terminológico] 102, 135
culture [cultura] : 80, 94, 95, 96

D

découpage conceptuel [recorte conceitual] : 101, 104, 300
définisseur [*definidor*]: 91
définition [definição]: 80, 85, 91, 92, 133
dénomination [denominação] : 86
désignation [designação] : 80, 86, 87
discours de spécialité [discurso de especialidade] : 99
discours juridique [discurso jurídico] : 73
discours spécialisé [discurso especializado] : 88
distorsions [distorções] : 99, 101, 104, 319
domaine [domínio] : 88
domaine de spécialité [domínio de especialidade] : 91, 93, 94
domaine juridique [domínio jurídico] : 73, 75, 130, 300
domaine spécialisé [domínio especializado] : 111, 113

E

emprunt [empréstimo] : 99, 101, 105, 106
équivalence fonctionnelle [equivalência funcional] : 103
équivalence partielle [equivalência parcial] : 103, 104
équivalence totale [equivalência total] : 103, 104
etnoterminologie [etnoterminologia] : 78, 98
extension [extensão] : 84, 91

F

fiche terminologique [ficha terminológica] : 133, 135, 136

G

glossaire [glossário] : 151, 153

I

intension [intensão] : 84

L

lacune linguistique [lacuna linguística] : 105, 106, 320
langage [linguagem] : 74, 97
langue commune [língua comum] : 82, 83
langue de spécialité [língua de especialidade] : 81, 82, 96, 99
langue générale [língua geral] : 81, 82
langue spécialisée [língua especializada] : 81, 82
lexiculture [*lexicultura*] : 96
lexie complexe [lexia complexa] : 126
lexie simple [lexia simples] : 126
linguistique [linguística] : 78, 79, 80, 81, 82
linguistique de corpus [linguística de córpus] : 110

M

manque de concept [ausência de conceito] : 83, 103, 305, 306, 310
manque d'équivalence [ausência de equivalência] : 104, 105, 106
manque d'objet [ausência de objeto] : 105

N

néologisme [neologismo] : 88, 105
normalisation [normalização] : 77, 78, 99

O

objet [objeto] : 84, 88, 85

outil électronique [ferramenta eletrônica] : 110, 121, 122, 123, 125

P

perception de la réalité [percepção/apreensão da realidade] : 101
polysémie [polissemia] : 74, 75, 109, 305
précision terminologique [precisão terminológica] : 75

R

référence [referência] : 88
relations conceptuelles [relações conceituais] : 92
représentativité [representatividade]: 112, 113, 114

S

secteur d'activités [setor de atividades] : 93, 94
sigle [sigla] : 90, 153
signe linguistique [signo linguístico] : 79, 81, 82
société (entreprise) [sociedade (empresa)] : 64, 65
socioterminologie [socioterminologia] : 78, 98, 99
système juridique [sistema jurídico] : 73, 75, 300

T

technicité [tecnicidade] : 81, 82, 88, 317
terme complexe [termo complexo] : 89, 90, 152
terme simple [termo simples] : 89, 90, 152
terme [termo] : 87, 88, 89
terminologie bilingue [terminologia bilíngue] : 94, 95, 96, 97, 98
terminologie comparée [terminologia comparada] : 94
terminologie culturelle [terminologia cultural] : 100, 101
terminologie [terminologia] : 77, 78, 79

V

variation linguistique [variação linguística] : 99
variation terminologique [variação terminológica] : 74
vocabulaire juridique [vocabulário jurídico] : 51, 55, 73

Index des noms

A

Albertini, 34, 53, 99, 129, 131, 132, 156, 161, 170, 176, 185, 190, 191, 194, 195, 196, 205, 214, 216, 222, 224, 227, 230, 231, 232, 233, 248, 250, 253, 258, 262, 264, 265, 271, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 286, 287, 288, 289, 294, 323, 327
Alpizar-Castillo, 323
Antoine, 96, 323
Arnaud, 86, 330
Assal, 327
Aubert, 95, 137, 323
Auger, 88, 95, 323, 329

B

Barbieri, 13, 46, 52, 68, 69, 70, 71, 323
Barbosa, 7, 98, 323
Barros, 7, 13, 15, 25, 35, 46, 51, 52, 88, 89, 90, 91, 93, 94, 103, 133, 134, 137, 238, 323
Benveniste, 26, 27, 96, 97, 323
Berber Sardinha, 112, 323
Bertrand, 88, 328
Boisson, 86, 324, 330
Boulanger, 13, 20, 28, 52, 78, 98, 324
Bourigault, 78, 324
Bustani, 49, 324

C

Cabré, 77, 78, 86, 324
Cassirer, 97, 324
Cerquiglini, 96, 323
Chansou, 88, 324
Chukwu, 86, 324
Condamines, 88, 111, 324
Cornu, 34, 51, 53, 63, 76, 129, 131, 132, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 167, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198,骍199, 200, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 224, 225, 226, 227, 228, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 244, 245, 246, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 294, 295, 296, 297, 298, 312, 324

D

Dabin, 74, 324
De Plácido e Silva, 53, 74, 75, 127, 128, 131, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 234, 235, 236, 237, 238, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 329
De Schaetzen, 79, 330
Delebecque, 13, 52, 69, 70, 71, 310, 324, 325
Depecker, 7, 13, 23, 25, 29, 41, 48, 52, 77, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 91, 93, 98, 104, 105, 301, 320, 325, 329
Diki-kidiri, 13, 51, 52, 137
Diniz, 34, 53, 59, 63, 75, 127, 128, 131, 132, 149, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194,骍195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 325
Dubuc, 13, 21, 29, 41, 42, 47, 52, 78, 102, 103, 135, 301, 302, 319, 325, 326
Duquet-Picard, 88, 326

Dutilleul, 13, 52, 325

F
Ferreira, 75, 222, 290, 326
Finatto, 88, 92, 137, 326, 328
Fiuza, 59, 326
Foucault, 27, 96, 326
Freitas, 13, 52, 59, 246, 326

G
Galisson, 96, 326, 328
Gambier, 13, 52, 326
Gaudin, 13, 52, 78, 80, 86, 87, 92, 99, 100, 326, 327
Gémar, 19, 51, 73, 327
Guespin, 13, 52, 327
Guilbert, 20, 78, 98, 106, 327
Guillien, 53, 129, 130, 131, 154, 155, 156, 157, 158, 160, 161, 162, 164, 169, 170, 172, 173, 174, 176, 177, 179, 180, 181, 182, 184, 186, 187, 189, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 200, 203, 204, 205, 207, 208, 211, 213, 214, 215, 218, 220, 224, 225, 227, 228, 230, 231, 232, 234, 237, 238, 241, 242, 244, 245, 246, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 257, 262, 263, 264, 266, 268, 270, 271, 273, 275, 277, 278, 279, 280, 282, 283, 284, 286, 288, 290, 292, 295, 296, 298, 327

H
Hagège, 27, 96, 327
Houaiss, 75, 327
Houis, 97, 327
Humbley, 77, 327

J
Jacobi, 99, 327

K
Kleiber, 86, 328
Krieger, 88, 137, 328

L
Lagorgette, 88, 328
Lavoie, 51, 328
Lerat, 19, 51, 53, 74, 75, 82, 86, 103, 129, 131, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 164, 165, 167, 169, 170, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 179, 180, 181, 182, 184, 186, 188, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 200, 202, 204, 205, 207, 208, 209, 211, 212, 213, 214, 218, 227, 230, 232, 234, 235, 237, 238, 241, 242, 244, 245, 246, 248, 249, 250, 251, 252, 254, 255, 257, 259, 263, 264, 266, 268, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 286, 288, 290, 291, 294, 295, 296, 297, 298, 301, 328
Lessa, 324
Lévi-Strauss, 27, 96, 97, 328
Lino, 96, 328
Linton, 97, 328
Lombard, 97, 328

N
Nolet, 82, 90, 91, 94, 106, 329

O
Oliveira, 32, 80, 121, 252, 328
Ouimet, 50, 329

P
Pais, 98, 323
Pavel, 82, 90, 91, 94, 106, 135, 329
Poirier, 27, 96, 97, 329
Pottier, 83, 86, 329

R
Rastier, 111, 113, 329
Rebeyrolle, 88, 324
Rey, 13, 20, 21, 28, 52, 78, 98, 326, 329
Roche, 325
Rolland, 324
Rondeau, 21, 78, 329
Rousseau, 79, 95, 98, 329

S
Salomo, 65, 66, 67, 311, 312, 313, 316, 329
Sandroni, 34, 53, 127, 129, 131, 132, 166, 168, 178, 189, 194, 195, 200, 204, 207, 210, 211, 216, 217, 219, 222, 227, 231, 241, 246, 248, 256, 257, 261, 273, 275, 276, 278, 286, 289, 295, 329
Sarandy, 329
Savatovsky, 77, 329
Schiele, 99, 327
Sidou, 53, 75, 127, 129, 131, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 163, 164, 165,

166, 168, 169, 170, 171, 172, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 200, 202, 203, 204, 205, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 222, 224, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 234, 235, 236, 237, 238, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 256, 257, 258, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 270, 271, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 280, 281, 282, 285, 286, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 330
Silem, 34, 53, 129, 131, 132, 156, 161, 170, 176, 185, 190, 191, 194, 195, 196, 205, 214, 216, 222, 224, 227, 230, 231, 232, 233, 248, 250, 253, 258, 262, 264, 265, 271, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 286, 287, 288, 289, 294, 323
Sinclair, 112, 330
Slodzian, 77, 78, 324, 330
Sourioux, 19, 51, 53, 74, 75, 129, 131, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 164, 165, 167, 169, 170, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 179, 180, 181, 182, 184, 186, 188, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 200, 202, 204, 205, 207, 208, 209, 211, 212,骮213, 214, 218, 227, 230, 232, 234, 235, 237, 238, 241, 242, 244, 245, 246, 248, 249, 250, 251, 252, 254, 255, 257, 259, 263, 264, 266, 268, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 286, 288, 290, 291, 294, 295, 296, 297, 298, 301, 328
Sparer, 51, 330
Szende, 105, 330

T

Temmerman, 78, 330
Thoiron, 86, 325, 330
Tourneux, 88, 325, 330

V

Venosa, 13, 52, 59, 330
Vincent, 53, 129, 130, 131, 154, 155, 156, 157, 158, 160, 161, 162, 164, 169, 170, 172, 173, 174, 176, 177, 179, 180, 181, 182, 184, 186, 187, 189, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 200, 203, 204, 205, 207, 208, 211, 213, 214, 215, 218, 220, 224, 225, 227, 228, 230, 231, 232, 234, 237, 238, 241, 242, 244, 245, 246, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 257, 262, 263, 264, 266, 268, 270, 271, 273, 275, 277, 278, 279, 280, 282, 283, 284, 286, 288, 290, 292, 295, 296, 298, 327

W

Williams, 110, 329, 330
Wüster, 20, 77, 327, 330

TABLE DES FIGURES

Figura 1 – Página do córpus de estudo em português (CPSP) _____ *117*

Figura 2 – Página do córpus de estudo em francês (CPSF) _____ *117*

Figura 3 – Interface do E-termos _____ *122*

Figura 4 – Interface da segunda etapa do E-termos _____ *124*

Figura 5 – Resultado da pesquisa do Contador de Frequências do E-termos (termo: foro*)* _____ *124*

Figura 6 – Interface da segunda etapa do E-termos: pesquisa com a ferramenta Concordanceador _____ *125*

Figura 7 – Resultado da pesquisa com a ferramenta Concordanceador (termo: prestataire*)* _____ *125*

Figura 8 – Resultado da pesquisa com a ferramenta Identificador de lexias do E-termos _____ *126*

Figura 9 - Configuração da ficha terminológica do E-termos _____ *137*

Figura 10 – Ilustração do Certificat d'inscription au Répertoire des Entreprises et des Établissements *(*SIRENE*)* _____ *315*

TABLE DES TABLEAUX

Tabela 1 – Critérios na seleção dos córpus de estudo em português (CPSP) e em francês (CPSF) _____ *114*

Tabela 2 – Classificação dos textos dos córpus de estudo em português (CPSP) e em francês (CPSF) _____ *115*

Tabela 3 – Confronto da terminologia levantada com as obras de apoio em português e em francês _____ *131*

Tabela 4 – Dados das fichas terminológicas _____ *138*

Tabela 5 – Títulos de cláusulas presentes nos CPSP e nos CPSF _____ *147*

Tabela 6 – Glossário bilíngue dos contratos de prestação de serviços português–francês _____ *299*

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ SUBSTANTIEL DE LA THÈSE 9

INTRODUÇÃO E JUSTIFICATIVA 49

PARTE I. Pressupostos teóricos 57

1. O contrato de prestação de serviços 59

1.1 Aspectos teóricos do contrato de prestação de serviços brasileiro 64
1.2 Aspectos teóricos do contrato de prestação de serviços francês 68
1.3 Terminologia do contrato de prestação de serviços 73

2. Terminologia geral: aspectos teóricos 77

2.1 Linguística e Terminologia 79
2.2 Língua geral, língua de especialidade 81
2.3 Conceito 83
2.4 Designação 86
2.5 Termo 87
2.6 Definição 91
2.7 Domínio de especialidade e setor de atividades 93

3. Aspectos culturais à luz da Terminologia Bilíngue 94

3.1 Socioterminologia e Terminologia Cultural: alguns pressupostos 98
3.2 Terminologia Bilíngue: distorções entre língua e recorte conceitual 101

PARTE II. Procedimentos metodológicos 107

4. Metodologia e procedimentos da pesquisa 109

4.1 Córpus: um aliado dos estudos terminológicos 109
4.2 Compilação dos córpus de nossa pesquisa 114
4.3 Caracterização dos CPSP 118
4.4 Caracterização dos CPSF 119
4.5 Gerenciamento eletrônico do córpus de estudo 121
4.6 Levantamento dos candidatos a termos de nossa pesquisa 122
4.7 Confrontação da terminologia levantada com as obras de apoio 127
4.8 Estabelecimento das terminologias referentes aos contratos de prestação de serviços em francês e em português 132
4.9 Comparação dos conjuntos terminológicos em português e em francês para estabelecimento das equivalências 135
4.10 Alimentação da base de dados terminológica 136
4.11 Fichas terminológicas bilíngues português–francês 136

PARTE III. Resultados da pesquisa e análise dos dados 141

5. O contrato de prestação de serviços brasileiro e francês: semelhanças e diferenças 143

6. Glossário bilíngue dos contratos de prestação de serviços 151

7. Análise interlinguística português-francês da terminologia recorrente nos contratos de prestação de serviços 300

7.1 Termos equivalentes português-francês: semelhanças e divergências 302
7.2 Termos culturamente marcados: algumas análises 306

CONSIDERAÇÕES FINAIS 317
Indications bibliographiques 323
Index thématique 331
Index des noms 333

Étude sur les aspects culturels de la terminologie des contrats de prestation de services en portugais et français

Résumé

Ce travail s'insérant dans le domaine de la Terminologie a comme objectif l'étude de la terminologie présente dans le contrat de prestation de services en portugais (du Brésil) et en français (de France). Les recherches ont été réalisées à partir de deux corpus d'étude, composés de contrats rédigés originellement en langues portugaise et française. La terminologie repérée dans les contrats de prestation de services dispose de termes simples, de termes complexes, de termes composés, d'abréviations (sigles et acronymes). La plupart des termes (80%) des équivalents (portugais-français) ayant concept, définition et utilisation équivalentes. Les divergences ou absences d'équivalences sont motivées par la manière dont les contrats de prestation de services sont conçus ou par la divergence de découpage des concepts (lacune linguistique et absence de concept ou objet dans une réalité). Cela nous a permis l'observation de termes désignant des réalités typiques du Brésil ou de la France. Certains facteurs linguistiques, sociaux et culturels ont été repérés sous-jacents aux distorsions et aux absences d'équivalences, parmi lesquels nous avons étudié spécialement les aspects culturels. La culture peut conditionner la construction et la perception des concepts; nous avons pu observer lors des recherches réalisées que quelques unités lexicales, dans un domaine de spécialité, sont marquées culturellement, le découpage des concepts étant fait différemment dans deux ou plusieurs sociétés. La description de ces aspects est d'une grande importance pour les professionnels travaillant dans ce domaine, surtout le terminologue, le traducteur et le juriste.

Mots clés : terminologie, culture, contrat de prestation de services, langue portugaise, langue française.

Study of cultural factors on terminology of service agreements in Portuguese and French languages

Abstract

This work, inserted in the scope of Terminology, aims at studying the recurrent terminology in service agreements in the language pair Portuguese (from Brazil) and French (from France). The research was carried out based on two study corpora, comprised of agreements originally drafted in Portuguese (CPSP) and by agreements originally drafted in French (CPSF). From the perspective of terminological studies, terminology found in service agreements consist of simple terms, complex terms, compound terms, brachygraphic forms (abbreviations and acronyms). Once they are legal instruments, service agreements contain many terms arising from the legal field. From the interlinguistic perspective, a large part of the terms (80%) has counterparts in the language pair Portuguese-French with similar concept, definition and use. Divergences or lack of equivalence are motivated by the form service agreements are conceived or by divergent conceptual perspectives (linguistic gap and lack of concept or object), culminating with the observation of terms that represent typically Brazilian or French realities. Linguistic, social and cultural factors underlie these divergences or lacks of equivalence, among which factors cultural aspects deserve special attention. Culture may condition the construction and perception of concepts, making it possible for us to realize, during research, that some lexical units within a certain specialty domain hold a considerable cultural influence, not necessarily shared with two or more realities. The description of these aspects is very relevant for professionals who work in this domain, among whom terminologists, translators and jurists shall be highlighted.

Keywords : terminology, culture, service agreement, Portuguese langage, French langage

UNIVERSITÉ SORBONNE NOUVELLE - PARIS 3
ED 268 Langages et langues : description, théorisation, transmission
Recherches linguistiques en Terminologie
Centre Bièvre – 1, rue Censier 75005 Paris - France

UNIVERSIDADE ESTADUAL PAULISTA « JÚLIO DE MESQUITA FILHO »
Programa de Pós-graduação em Estudos Linguísticos
Descrição e análise das línguas de especialidade
Rua Cristóvão Colombo, n° 2265 Jardim Nazareth 15054-000 São José do Rio Preto - Brésil